

**Les mouvements nationalistes
entre politique et culture**

**Analyse comparée de l'Irlande du nord, Ecosse,
Catalogne, Pays basque et Corse**

Thèse présentée en vue de l'obtention du doctorat
de la Faculté de Philosophie
de l'Université de Zurich

par
Véronique Merckx
de Belgique

Acceptée au semestre d'automne 2012
sur recommandation
du Prof. Dr. Hanspeter Kriesi et du Prof. Dr. Marco Giugni

(2014)

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	7
1 NATION ET NATIONALISME.....	14
1.1 NATIONALISME, NATION: DÉFINITIONS.....	14
1.1.1 <i>Le nationalisme</i>	14
1.1.2 <i>La nation</i>	15
1.2 DEUX CONCEPTIONS DE LA NATION ET LEURS CONSÉQUENCES POUR LE NATIONALISME.....	16
1.2.1 <i>La nation civique</i>	16
1.2.2 <i>La nation organique</i>	17
1.2.3 <i>Nationalisme civique, nationalisme organique</i>	18
1.3 QUELQUES ÉCLAIRAGES THÉORIQUES SUR L'ÉMERGENCE DU NATIONALISME ET DE LA NATION	20
1.3.1 <i>L'école primordialiste</i>	20
1.3.2 <i>L'école moderniste</i>	21
1.3.3 <i>L'école postmoderniste</i>	24
1.3.4 <i>L'école ethno-symboliste</i>	25
1.4 NATION ET ETHNIE	26
1.4.1 <i>La nation comme identité collective</i>	26
1.4.2 <i>La nation et son substrat ethnique</i>	27
1.4.3 <i>Dimensions caractéristiques de l'ethnie</i>	28
1.4.4 <i>De l'ethnie à la nation</i>	30
1.5 LE NATIONALISME PÉRIPHÉRIQUE	31
1.5.1 <i>Définitions</i>	31
1.5.2 <i>Les objectifs des mouvements nationalistes périphériques</i>	32
1.6 QUELQUES MODÈLES EXPLICATIFS DU NATIONALISME PÉRIPHÉRIQUE	40
1.6.1 <i>Modèles de développement</i>	42
1.6.2 <i>Modèles de développement inégal</i>	44
1.6.3 <i>Modèles centre-périphérie</i>	47
1.6.4 <i>Modèles de compétition</i>	49
1.7 BILAN.....	51
2 LE NATIONALISME PÉRIPHÉRIQUE COMME MOUVEMENT SOCIAL	53
2.1 LE MOUVEMENT NATIONALISTE COMME MOUVEMENT SOCIAL.....	54
2.1.1 <i>Mouvement social: définition</i>	54
2.1.2 <i>Mouvements sociaux, partis politiques et groupes d'intérêts</i>	56
2.1.3 <i>Le mouvement nationaliste comme mouvement social: définition</i>	57
2.1.4 <i>Frontières de l'objet d'étude</i>	57
2.1.5 <i>Le mouvement nationaliste comme mouvement social: acteurs et organisation, stratégies et répertoires d'action, résultats</i>	59
2.2 MODELE GENERAL D'ANALYSE DES MOUVEMENTS NATIONALISTES COMME MOUVEMENTS SOCIAUX.....	64
2.3 STRUCTURE DES OPPORTUNITÉS DISCURSIVES ET TRAJECTOIRE DES MOUVEMENTS NATIONALISTES	66
2.3.1 <i>L'approche dite de « framing » des mouvements sociaux</i>	66
2.3.2 <i>Contexte social des mouvements nationalistes</i>	68
2.3.3 <i>Structure des opportunités discursives des mouvements nationalistes</i>	70
2.3.4 <i>Effets attendus de la structure des opportunités discursives sur la trajectoire des mouvements nationalistes</i>	76
2.3.5 <i>Structure des opportunités discursives dans les cinq régions et trajectoire attendue des mouvements</i>	78
2.4 STRUCTURE DES OPPORTUNITÉS POLITIQUES ET TRAJECTOIRE DES MOUVEMENTS NATIONALISTES.....	83
2.4.1 <i>L'approche dite de processus politique des mouvements sociaux</i>	83

2.4.2	<i>La notion de structure des opportunités politiques</i>	84
2.4.3	<i>Structure des opportunités politiques et trajectoire des mouvements nationalistes: analyse selon le modèle de Kriesi, Koopmans, Duyvendak et Giugni</i>	86
2.4.4	<i>Alliances et alignements politiques</i>	97
2.5	STRUCTURE DES OPPORTUNITÉS POLITIQUES, STRUCTURE DES OPPORTUNITÉS DISCURSIVES ET DYNAMIQUE DES MOUVEMENTS NATIONALISTES	106
2.6	MÉTHODES	114
2.6.1	<i>Analyse comparée des mouvements nationalistes périphériques</i>	114
2.6.2	<i>Etats et régions soumis à l'analyse</i>	115
2.6.3	<i>Période d'analyse</i>	116
2.6.4	<i>Spécification des variables</i>	117
2.6.5	<i>Données d'analyse</i>	118
2.7	BILAN	121
3	LE MOUVEMENT NATIONALISTE IRLANDAIS	122
3.1	HISTOIRE DE L'IRLANDE DU NORD ET DU NATIONALISME IRLANDAIS	122
3.1.1	<i>Histoire: de la naissance du nationalisme à l'indépendance de l'Irlande</i>	126
3.1.2	<i>Histoire: de l'indépendance de la république d'Irlande à nos jours</i>	130
3.2	L'IDENTITÉ IRLANDAISE ET LA STRUCTURE DU CONFLIT EN IRLANDE DU NORD	136
3.2.1	<i>L'identité irlandaise</i>	137
3.2.2	<i>Dimension territoriale de l'identité</i>	138
3.2.3	<i>Dimension religieuse, linguistique et culturelle de l'identité irlandaise</i>	138
ANNÉE	141
3.2.4	<i>Dimension économique et sociale de l'identité</i>	141
ANNÉE DU SONDAGE	145
3.3	LE MOUVEMENT NATIONALISTE EN IRLANDE DU NORD	146
3.3.1	<i>Le potentiel de mobilisation nationaliste</i>	146
3.3.2	<i>Stratégies d'action du mouvement nationaliste irlandais</i>	150
3.3.3	<i>Différentes formes de la mobilisation sociale en Irlande du nord</i>	158
3.3.4	<i>Les étapes de la mobilisation nationaliste en Irlande du nord</i>	165
3.3.5	<i>Le succès du mouvement nationaliste irlandais</i>	176
3.4	BILAN	184
4	LE MOUVEMENT NATIONALISTE ÉCOSAIS	186
4.1	HISTOIRE DE L'ÉCOSSE	186
4.2	L'IDENTITÉ ÉCOSAISE	195
4.3	LE MOUVEMENT NATIONALISTE ÉCOSAIS: POTENTIEL DE MOBILISATION, STRATÉGIES ET IMPACT	197
4.3.1	<i>Le potentiel de mobilisation nationaliste</i>	197
4.3.2	<i>Stratégies d'action du mouvement nationaliste</i>	201
4.3.3	<i>Les étapes de la mobilisation nationaliste en Ecosse</i>	205
4.3.4	<i>Les succès enregistrés par le mouvement nationaliste écossais</i>	208
4.4	BILAN	211
5	LE MOUVEMENT NATIONALISTE CATALAN	213
5.1	HISTOIRE DE LA CATALOGNE	213
5.1.1	<i>Histoire catalane des origines à la guerre d'Espagne</i>	213
5.1.2	<i>De la guerre d'Espagne à nos jours</i>	221
5.2	L'IDENTITÉ CATALANE	224

5.3	LE MOUVEMENT NATIONALISTE EN CATALOGNE	228
5.3.1	<i>Le potentiel de mobilisation nationaliste en Catalogne</i>	228
5.3.2	<i>Stratégies d'action du mouvement nationaliste</i>	230
5.3.3	<i>Les étapes de la mobilisation nationaliste en Catalogne</i>	233
5.3.4	<i>Le succès du mouvement nationaliste catalan</i>	237
5.4	BILAN.....	242
6	LE MOUVEMENT NATIONALISTE BASQUE	244
6.1	HISTOIRE DES BASQUES ET DU NATIONALISME BASQUE.....	244
6.2	L'IDENTITÉ BASQUE ET LA STRUCTURE DU CLIVAGE OPPOSANT LE PAYS BASQUE À L'ESPAGNE	258
6.3	LE MOUVEMENT NATIONALISTE AU PAYS BASQUE	263
6.3.1	<i>Le potentiel de mobilisation nationaliste au Pays basque</i>	263
6.3.2	<i>Stratégies d'action du mouvement nationaliste basque</i>	266
6.3.3	<i>Différentes formes de la mobilisation sociale au Pays basque</i>	272
6.3.4	<i>Les étapes de la mobilisation nationaliste au Pays basque</i>	277
6.3.5	<i>Le succès du mouvement nationaliste basque</i>	286
6.4	BILAN.....	291
7	LE MOUVEMENT NATIONALISTE CORSE	294
7.1	HISTOIRE DE LA CORSE	294
7.2	IDENTITÉ ET SPÉCIFICITÉS DE LA CORSE.....	304
7.3	LE MOUVEMENT NATIONALISTE CORSE	306
7.3.1	<i>Le potentiel de mobilisation nationaliste en Corse</i>	307
7.3.2	<i>Stratégies d'action du mouvement nationaliste</i>	310
7.3.3	<i>Les étapes de la mobilisation nationaliste en Corse</i>	321
7.3.4	<i>Les succès du mouvement nationaliste corse</i>	324
7.4	BILAN.....	328
8	ANALYSE COMPARÉE DE LA TRAJECTOIRE DES CINQ MOUVEMENTS NATIONALISTES	330
8.1	LE POTENTIEL DE MOBILISATION NATIONALISTE	330
8.2	SCHÉMAS INTERPRÉTATIFS DES MOUVEMENTS NATIONALISTES	336
8.2.1	<i>Schémas interprétatifs et conflictualité des mouvements nationalistes</i>	337
8.2.2	<i>Influences du contexte culturel sur les schémas interprétatifs des mouvements</i>	339
8.2.3	<i>Schémas interprétatifs et degré de conflictualité dans les cinq régions</i>	349
8.3	MOBILISATION ET STRATÉGIES D'ACTION DES MOUVEMENTS	351
8.3.1	<i>Degré de mobilisation et stratégies d'action des mouvements dans les cinq régions</i>	351
8.3.2	<i>Contexte culturel, degré de mobilisation et stratégies des mouvements</i>	357
8.3.3	<i>Structure des opportunités politiques, mobilisation et stratégies d'action des mouvements</i>	358
8.3.4	<i>Effets combinés de la structure des opportunités discursives et politiques sur la mobilisation des mouvements</i>	362
8.4	ALLIANCES, ALIGNEMENTS POLITIQUES ET DYNAMIQUE DES MOUVEMENTS	364
8.5	LE SUCCÈS DES MOUVEMENTS	370
8.5.1	<i>Succès atteint par les mouvements dans les cinq régions</i>	371
8.5.2	<i>Contexte culturel, structure des opportunités politiques et succès des mouvements</i>	376
8.6	BILAN.....	377
9	CONCLUSION	381
	ANNEXE: APERÇU HISTORIQUE DE LA NATION ET DU NATIONALISME	385
	BIBLIOGRAPHIE.....	391

INTRODUCTION

Le 10 juillet 2010, un million de personnes défilaient à Barcelone sous le mot d'ordre « Som una nació. Nosaltres decidim¹ » avec le soutien de l'essentiel des partis politiques siégeant au Parlement catalan, de l'ensemble des syndicats et de nombreuses associations culturelles, en vue de défendre le statut d'autonomie élargie de la Catalogne mis en cause par une décision du Tribunal constitutionnel de Madrid. En mai 2011, le parti indépendantiste écossais, le *Scottish National Party*, remportait les élections régionales et obtenait la majorité absolue des sièges au Parlement écossais. Il annonçait début 2012 la tenue d'un referendum sur l'indépendance de l'Ecosse en 2014. En mai 2011, les différentes formations nationalistes basques remportaient deux tiers des voix aux élections municipales basques, dont 25 % des suffrages pour les indépendantistes basques du parti *Bildu*, réputé proche du mouvement terroriste *Euskadi Ta Askatasuna* (ETA). En Irlande du Nord dans le même temps, le parti républicain *Sinn Féin* partageait le pouvoir au gouvernement régional irlandais avec le *Democratic Unionist Party*, le principal parti unioniste en Irlande du Nord, amenant le journal *The Economist* à commenter ironiquement: « The two still stand for polar opposites, the first for the union with Britain and the second for an eventual united Ireland. In the here and now, however, they govern as a team that the Tories and Lib Dems in Westminster might envy » (*The Economist*, 28.4.2011).

Dans le même temps, la violence politique liée au nationalisme en Europe semblait toujours d'actualité. La traditionnelle saison des parades protestantes en Irlande du nord était émaillée d'incidents culminant en émeutes le 12 juillet 2011 lors d'une marche loyaliste traversant des quartiers catholiques, la guérilla urbaine (« *kale borroka* ») apparaissait toujours active au Pays basque en dépit du renoncement par ETA à la lutte armée en octobre 2011, tandis qu'en Corse, la violence nationaliste restait présente avec entre autres l'assassinat en pleine journée de juin 2011 par des tueurs à moto d'un des dirigeants du parti indépendantiste *Corsica Libera*.

Le nationalisme périphérique en Europe reste une réalité et, comme l'illustrent les quelques exemples ci-dessus, les mouvements nationalistes sont aussi dans certaines régions parvenus à s'imposer comme des acteurs politiques incontournables. Ils sont part aux institutions, dirigent parfois le gouvernement régional, en même temps que, pour certains d'entre eux, ils peuvent mobiliser les foules de manière pacifique pour faire avancer leur cause. En même temps, le nationalisme périphérique a engendré la violence politique la plus meurtrière en Europe de l'ouest depuis la deuxième guerre mondiale, en particulier en Irlande du nord et au Pays basque, et continue à l'heure actuelle d'être accompagné d'un activisme violent et parfois terroriste dans plusieurs régions d'Europe.

Le nationalisme périphérique en Europe de l'ouest a connu un regain d'activité dans nombre de régions (entre autres en Bretagne, Corse, Pays Basque, Catalogne, Irlande, Ecosse, Pays de Galles, Jura suisse, Flandre) à partir des années 1960. Ces mouvements nationalistes se ressemblent dans leurs aspirations: ils visent à obtenir des modifications des arrangements étatiques et une autonomie politique accrue ou l'indépendance pour leur région, ils visent à défendre l'identité de la nation qu'ils représentent, entre autres la survie ou la promotion de leur langue et de leur culture spécifique, ils visent à être reconnus comme des interlocuteurs valables par l'Etat souverain auquel ils sont confrontés pour faire avancer leur cause. Pour autant, comme les exemples précités l'ont illustré, les

¹ En français: « Nous sommes une nation. C'est nous qui décidons »

voies qu'empruntent les mouvements peuvent être très diverses. Certains mouvements nationalistes recherchent des améliorations incrémentales et négociées pour leur région, d'autres défendent des positions indépendantistes radicales. Certains mouvements sont dominés par les organisations partisans, d'autres combinent activité partisane et mobilisation sociale. Dans certaines régions, l'activisme nationaliste est essentiellement modéré, d'autres présentent un mélange de protestation modérée et radicale et peuvent comprendre aussi des organisations clandestines, organisées militairement et possédant parfois plusieurs centaines de membres, capables d'organiser des attentats ou assassinats ciblés. Enfin, les relations avec l'Etat et le succès enregistré par les mouvements diffère: les mouvements nationalistes irlandais, basque, écossais ou catalan sont parvenus à obtenir des concessions importantes de l'Etat central en termes d'autonomie politique, alors que le mouvement corse n'a pas atteint de résultats significatifs en ce domaine ; l'Ecosse ou l'Irlande du nord pourraient également, si leurs populations en expriment la volonté, devenir des Etats indépendants, alors que cette option apparaît fermée aux mouvements basque, catalan ou corse ; en Irlande du nord, le nationalisme radical est également parvenu à être reconnu comme un interlocuteur légitime par l'Etat et ses représentants politiques sont aujourd'hui part au gouvernement régional, tandis qu'au Pays basque il fait l'objet d'une interdiction².

Les objectifs de l'étude

Le présent travail s'intéresse aux raisons à même d'expliquer pourquoi les mouvements nationalistes en Europe de l'ouest ont connu des trajectoires contrastées, tant dans leurs stratégies d'action que dans leur impact politique. Les perspectives possibles pour traiter cette question sont nombreuses. Coakley (1992) identifie par exemple 72 approches explicatives possibles de l'émergence et du développement des mouvements nationalistes périphériques. Pour notre part, nous partirons du constat que le nationalisme des nations sans Etat est une idéologie et un mouvement social situé à la croisée des chemins entre culture et politique, comme expression politique d'aspirations identitaires et comme tentative d'obtenir des concessions politiques d'un Etat souverain auquel la nation est rattachée. En d'autres termes, le nationalisme est un mouvement issu d'une culture particulière, qu'il entend défendre et dont il est largement l'expression, qui devrait expliquer en partie sa trajectoire spécifique. En même temps, chaque mouvement nationaliste émerge dans un contexte politique donné, au sein d'un Etat constitué, avec lequel il doit également composer et qui devrait aussi être un facteur explicatif central de sa trajectoire. Il nous paraît prometteur dans ce cadre d'examiner comment la trajectoire des mouvements peut être expliquée par le contexte culturel et politique dans lequel ils émergent, et comment leurs objectifs, leurs stratégies d'action et leur impact peuvent être analysés à la lumière de ce contexte.

La question centrale du présent travail est dès lors la suivante: comment le contexte politique et culturel influence-t-il les trajectoires des mouvements nationalistes ? Dans quelle mesure ce contexte est-il à même d'expliquer les stratégies poursuivies par les mouvements nationalistes ? Dans quelle mesure peut-il expliquer le succès ou l'insuccès des mouvements ?

Modèle d'analyse général: les effets de la structure des opportunités politiques et discursives sur les mouvements nationalistes

Le modèle développé dans le présent travail s'inspire de la littérature sur les mouvements sociaux, en particulier des travaux concernant l'effet du processus politique sur les mouvements sociaux (voir par exemple Piven et Cloward [1979], Kitschelt [1986], Tarrow [1983, 1989, 1996, 1998], Tilly [1978, 1995b], McAdam [1986, 1996a, 1996b], Kriesi [1991, 1996, 2004], Giugni [1993, 2004, 2009], Koopmans [1995], Kriesi *et al* [1995], Amenta et Young [1999], Meyer [2004]) ainsi que la littérature concernant le framing des mouvements sociaux et l'effet des opportunités discursives sur

² Le parti politique *Batasuna* (anciennement *Herri Batasuna*) a été déclaré illégal en Espagne en 2002.

les mouvements sociaux (Koopmans et Statham [1999], Koopmans [2001], Koopmans et Olzak [2004]).

D'une part, le modèle envisage les *mouvements nationalistes comme des mouvements sociaux* engagés dans la *production de significations en vue de mobiliser des adhérents potentiels et de s'assurer des soutiens politiques* et qui sont appelés à interpréter et reformuler les griefs présents dans une population qu'ils entendent mobiliser autour de la question nationale. Pour ce faire, les mouvements nationalistes sont appelés à « *politiser la culture* » et définir des caractéristiques ethniques ou culturelles d'une population en termes d'enjeux politiques. Les mouvements ne peuvent dans ce cadre pas choisir librement les enjeux politiques de la nation mais sont en partie contraints par les spécificités du contexte culturel dont ils sont issus, si bien que *l'identité collective* telle qu'elle est formulée dans la population représente une *contrainte et une opportunité pour les mouvements* (formant la *structure des opportunités discursives du mouvement*) qui a également des *répercussions sur leurs objectifs, stratégies d'action, leur interaction avec la sphère politique et en définitive leurs chances de succès*. Pour en citer un exemple: les contraintes du contexte pour le mouvement nationaliste en Irlande du nord, où le territoire mythique de la nation irlandaise est l'île d'Irlande et, par ailleurs, la région est divisée depuis le dix-neuvième siècle au moins entre population catholique se définissant comme irlandaise et population protestante pro-britannique, devraient à notre avis se différencier fortement de ces mêmes contraintes en Ecosse, où la population est plutôt homogène et le territoire national n'est pas disputé. Ceci, à notre sens, a aussi des effets sur le choix par les mouvements nationalistes concernés de poursuivre des objectifs autonomistes, indépendantistes ou irrédentistes, de recourir plutôt à des stratégies partisans et institutionnelles, à la contestation sociale ou encore à la lutte armée, de même que ces choix devraient influencer les réponses étatiques, ouvertes ou répressives, à leurs exigences.

D'autre part, le modèle approche les mouvements nationalistes sous l'angle des opportunités politiques ouvertes aux mouvements sociaux et considère que l'émergence et la trajectoire des mouvements nationalistes s'expliquent largement par des facteurs politiques. Le nationalisme est une tentative de groupes plus ou moins exclus d'obtenir une redistribution plus avantageuse de pouvoir en leur faveur ; la structure de pouvoir en place, les stratégies informelles des élites au pouvoir et les alliances éventuelles avec les élites peuvent être considérés comme des facteurs centraux expliquant les modalités par lesquelles les mouvements nationalistes tentent de redistribuer le pouvoir à leur avantage. On s'intéressera dans ce cadre aux *effets de la structure des contraintes et opportunités politiques* (« *political opportunity structure* » ou « *POS* ») sur les mouvements nationalistes. On peut supposer par exemple que la tradition de fermeture de l'Etat français vis-à-vis de mouvements contestataires offre à un mouvement nationaliste périphérique comme le mouvement corse des opportunités différentes, et moins avantageuses, que l'approche traditionnellement plutôt intégrative de l'Etat britannique vis-à-vis de la contestation.

L'analyse des mouvements nationalistes selon les deux approches combinées décrites ci-dessous est réalisée dans une *perspective comparative*.

Le mouvement nationaliste comme mouvement social

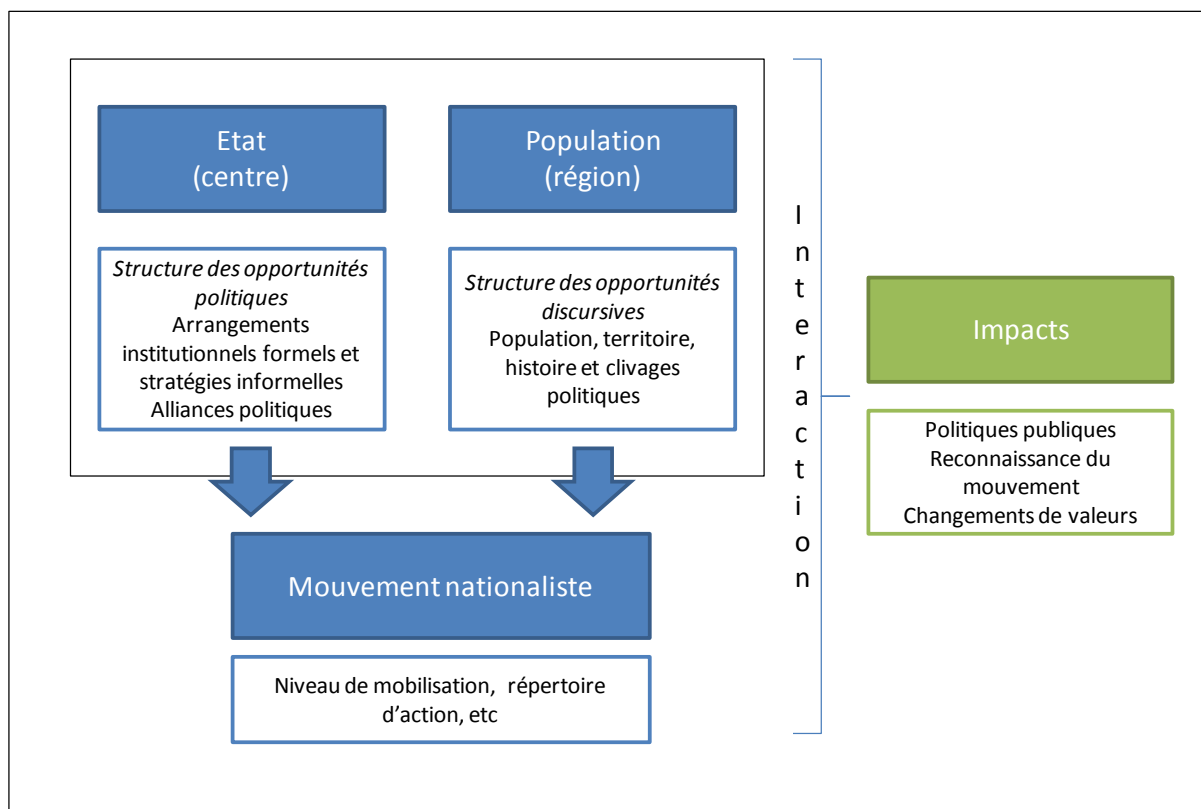
Les caractéristiques d'un mouvement nationaliste sont, en particulier, de définir des objectifs en termes de changement politique et culturel au nom de la nation, de s'engager pour ce faire dans une forme d'action collective et de présenter ainsi tant un défi politique envers les autorités qu'un défi culturel envers le système de valeurs dominant. Il est en ce sens intrinsèquement porteur d'un élément contestataire et en opposition avec les arrangements institutionnels existants. Pour autant, et à la différence de la littérature dominante sur les mouvements sociaux, qui définit ceux-ci par l'action située en dehors des canaux institutionnels, à notre sens le mouvement nationaliste peut poursuivre

ses objectifs tant par la voie partisane ou par le biais de groupes d'intérêts qu'en s'appuyant sur un répertoire d'action (pétitions, manifestations, grèves, actions violentes, etc.) ne ressortant pas aux canaux institutionnels. Nous adoptons ici en conséquence une définition plus large du mouvement nationaliste que la notion généralement retenue par la littérature sur les mouvements sociaux.

Les effets du contexte culturel et politique sur les mouvements nationalistes

Le graphique 1 ci-dessous représente le modèle d'analyse du nationalisme périphérique qui a été utilisé dans le présent travail.

Graphique 1: Modèle d'analyse



Nous considérons comme point de départ de l'analyse l'impact des mouvements nationalistes, c'est-à-dire les succès qu'ils obtiennent et qui résultent de l'interaction entre le mouvement nationaliste, l'Etat et la société. On peut considérer l'impact des mouvements comme la résultante de facteurs endogènes, c'est-à-dire propres au mouvement (son organisation, ses stratégies, etc.) et de facteurs exogènes, c'est-à-dire ne pouvant être directement influencés par le mouvement et reflétant les caractéristiques de l'Etat et de la société dont ils émergent. Le modèle se concentre sur l'influence des facteurs exogènes sur les mouvements.

Nous supposons que les mouvements nationalistes sont soumis à deux types de contraintes exogènes qui ont une influence sur leur trajectoire et, en définitive, sur leur succès:

a) La structure des opportunités discursives des mouvements

Les mouvements nationalistes périphériques expriment les aspirations nationales d'une région particulière. A court- ou moyen-terme, les mouvements nationalistes n'ont que partiellement la possibilité d'influencer la manière dont se définit la nation, surtout pour des mouvements qui se sont développés à partir des années 1960 et sont les héritiers de mouvements nationalistes qui les ont précédés et ont forgé la nation au dix-neuvième siècle. Or, la plupart des analystes s'accordent à

penser qu'une fois créée, l'identité nationale possède une certaine pérennité (voir aussi chapitre 1.3). Les caractéristiques principales d'une nation (territoire, composition de la population, langue nationale, etc.) seront dès lors considérées ici comme ne pouvant être influencés directement par le mouvement nationaliste. A l'inverse ces dimensions créent une contrainte sur le mouvement: comme le notent Snow *et al* (1997), la mobilisation et le succès des mouvements sont déterminés par leur capacité à développer des schémas interprétatifs liant la cause du mouvement aux intérêts, perceptions et idéologies de leurs électeurs, et les mouvements devraient si possible développer des schémas d'interprétation (« *frames* ») en résonance avec les attentes de la population qu'ils entendent mobiliser. Dans la lignée de Koopmans et Statham (1999), on appellera structure des opportunités discursives les contraintes et opportunités d'ordre culturel et symbolique résultant pour un mouvement nationaliste des schémas interprétatifs réputés réalistes et légitimes par la population de la région qu'ils représentent. On peut considérer dès lors que les mouvements sont confrontés dans leur action à des opportunités et contraintes découlant en particulier de la définition par la population des dimensions clef de l'identité nationale (territoire, population, structure des clivages, histoire) et que la structure des opportunités discursives ouverte au mouvement a une influence décisive sur la trajectoire et en définitive le succès des mouvements.

Le nationalisme vise à obtenir la souveraineté sur un territoire pour une communauté nationale. Parmi les éléments du contexte culturel des mouvements, la population et le territoire devraient jouer un rôle central, ainsi que dans une moindre mesure la structure des clivages entre la communauté et le centre comme l'histoire de leurs relations. On peut opposer de manière simplifiée les mouvements nationalistes émergeant dans un contexte où le territoire est contesté, la population divisée, l'histoire conflictuelle et des clivages culturels saillants non négociables opposent la région au centre, à des mouvements nationalistes émergeant dans un contexte où le territoire et la communauté nationale sont unifiés, l'histoire des relations avec le centre peu conflictuelle et les clivages culturels faiblement saillants. A notre sens, la première situation est favorable à l'apparition d'un mouvement nationaliste fortement mobilisé et conflictuel, tandis que la seconde crée un contexte favorisant l'apparition d'un mouvement nationaliste modéré.

b) La structure des opportunités politiques des mouvements

Dans la lignée de l'école dite de processus politique, nous considérons que les équilibres de pouvoir en place sont un facteur d'influence déterminant pour les mouvements nationalistes. Le contexte politique des mouvements est considéré ici à l'échelon de l'Etat souverain auquel sont confrontés les mouvements nationalistes ; les équilibres de pouvoir régionaux et locaux sont dans l'ensemble laissés de côté pour des raisons de simplicité. Nous supposons que les mouvements sont confrontés dans leur action à des opportunités et contraintes découlant en particulier des arrangements institutionnels de l'Etat central, des stratégies informelles de l'Etat ainsi que des alliances dont ils peuvent bénéficier auprès d'acteurs institutionnels (voir Kriesi *et al*, 1995). Dans la lignée de Kriesi *et al* (1995), nous considérerons que quatre types d'Etats peuvent être distingués, qui selon leur force et autonomie, ainsi que leurs stratégies informelles, pratiquent l'exclusion sélective, l'inclusion formelle, l'inclusion informelle ou l'intégration de leurs challengers. Les caractéristiques de l'Etat auquel ils sont confrontés et les possibilités d'alliance qui leurs sont offertes devraient à notre sens avoir une influence décisive sur la trajectoire et en définitive le succès des mouvements.

Dans le modèle d'analyse développé ici, nous considérons ainsi l'effet des contraintes et opportunités discursives, d'une part, et politiques, d'autre part, sur la trajectoire des mouvements (soit en particulier sur le degré de mobilisation des mouvements et sur leurs stratégies d'action) ainsi que sur le succès atteint par les mouvements. A l'inverse, nous ne traitons pas directement des caractéristiques internes des mouvements nationalistes (organisation, ressources, tactiques, etc.) qui

sont considérées uniquement de manière indirecte, dans la mesure où la structure des opportunités politiques et discursives a un effet sur la dynamique interne des mouvements.

Le modèle se prête en particulier à une analyse comparée des mouvements nationalistes. En vue d'une telle analyse, on s'est efforcé de sélectionner des mouvements nationalistes présentant une structure de leurs opportunités discursives et politiques contrastée.

Mouvements nationalistes soumis à l'analyse

La présente étude porte sur les mouvements nationalistes de cinq régions, l'Irlande du Nord, l'Ecosse, la Catalogne, le Pays Basque espagnol et la Corse, à partir du milieu des années 1970 jusqu'en 2011. L'objectif de l'analyse est de définir comment les contraintes et opportunités structurelles propres à chacune des régions considérées ont influencé la trajectoire des mouvements nationalistes (autonomistes et séparatistes) dans ces régions et de procéder ensuite à une comparaison de leurs trajectoires.

Les cinq régions retenues sont toutes incluses dans des Etats démocratiques d'Europe de l'ouest – le choix de la période d'analyse a été effectué compte tenu également du retour de l'Espagne à la démocratie à partir de 1975 – et présentent toutes des mouvements nationalistes actifs pendant la période. Elles présentent par ailleurs une structure des opportunités politiques et discursives contrastée:

- *Structure des opportunités politiques.* La sélection retenue inclut des mouvements nationalistes actifs dans trois Etats au contexte politique contrasté: on peut considérer qu'au Royaume-Uni, Etat fort et inclusif, la stratégie prévalente est celle de l'inclusion informelle des mouvements contestataires, tandis que l'Espagne, Etat faible et exclusif, pratique une inclusion formelle des mouvements et la France, Etat fort et exclusif, leur exclusion sélective (voir chapitre 2.4). L'analyse ne retient par contre pas de mouvement actif sur le territoire d'un Etat faible et inclusif, intégrant les mouvements sociaux, faute d'avoir identifié un mouvement nationaliste correspondant à ce modèle³.
- *Structure des opportunités discursives.* La sélection permet d'inclure des mouvements nationalistes issus de contextes culturels variés: l'Irlande du nord est l'exemple-type d'une communauté divisée sur un territoire contesté, le nationalisme basque également se construit dans des limites territoriales conflictuelles ; à l'inverse, l'Ecosse, la Corse et la Catalogne possèdent des territoires clairement définis et – hors problèmes récents d'immigration – une population relativement homogène. Par ailleurs, l'Irlande du nord présente une ligne de fracture entre communauté catholique et protestante du territoire, la Catalogne et le Pays basque un clivage linguistique avec Madrid, tandis que les dimensions culturelles du clivage centre-périphérie apparaissent moins prononcées dans les cas écossais et corse.

Structure du texte

Le texte est structuré de la manière suivante:

Le *chapitre 1* procède à une introduction générale à la nation et au nationalisme. Il définit les concepts de nation, de nationalisme, d'Etat-nation, ceux de séparatisme, d'autonomisme, de régionalisme et d'irrégentisme, ainsi que les concepts d'identité et d'ethnie. Il présente par ailleurs

³ Le mouvement nationaliste jurassien actif en Suisse n'a en particulier pu être retenu, dans la mesure où il visait à obtenir son indépendance à l'égard du canton de Berne – or, si la Suisse est traditionnellement considérée comme un idéal-type d'Etat intégrant les mouvements sociaux, ceci n'est pas vrai du canton de Berne auquel le mouvement jurassien a été confronté ; par ailleurs, le mouvement jurassien à l'inverse des autres mouvements retenus n'est pas un mouvement nationaliste au sens strict, qui revendiquerait un statut d'autodétermination et son indépendance éventuelle vis-à-vis de l'Etat auquel il est rattaché.

un historique sommaire de l'émergence du nationalisme à la fin du dix-huitième siècle et s'attache à l'accompagner d'une discussion des modèles explicatifs de ce phénomène, soit les approches primordialistes, ethno-symbolistes, modernistes et postmodernistes du fait national. Il s'intéresse ensuite plus spécifiquement aux objectifs poursuivis par les mouvements séparatistes et autonomistes et présente un certain nombre de modèles explicatifs qu'a proposés la littérature très abondante sur le nationalisme et les mouvements sociaux pour l'analyse des mouvements autonomistes et séparatistes.

Le *chapitre 2* présente le modèle d'analyse brièvement discuté dans la présente introduction. Il définit d'abord le mouvement nationaliste comme mouvement social, puis discute l'influence de deux types de facteurs sur les mouvements nationalistes, d'une part le contexte politique que rencontrent les mouvements nationalistes, soit la structure des opportunités politiques à laquelle est confrontée le mouvement, d'autre part le contexte culturel des mouvements, soit la structure des opportunités discursives ouvertes au mouvement. Sur cette base, il établit les hypothèses principales de la recherche. Il discute dans une dernière partie le choix des cinq régions soumises à l'analyse et les méthodes utilisées pour l'analyse des mouvements nationalistes desdites régions.

Les *chapitres 3 à 7* présentent sous forme d'études monographiques les mouvements séparatistes ou autonomistes en Irlande du nord, en Ecosse, en Catalogne, au Pays basque et en Corse. Pour chaque région, il est procédé à un bref aperçu historique de la région ainsi que des dimensions du conflit nationaliste. Les caractéristiques du mouvement nationaliste font ensuite l'objet d'une discussion, sous l'angle du potentiel de mobilisation du mouvement nationaliste, de son organisation et ses stratégies, de la trajectoire du mouvement dans le temps ainsi que du succès qu'il a rencontré.

Le *chapitre 8* procède à la synthèse des résultats des analyses monographiques et à une comparaison des cinq mouvements, en particulier des effets qu'ont eus sur la trajectoire des mouvements le contexte culturel spécifique dont ils étaient issus et les opportunités politiques auxquelles ils ont été confrontés.

1 NATION ET NATIONALISME

Il est nécessaire pour étudier les mouvements nationalistes de procéder d'abord à la définition de divers concepts utiles à la compréhension de ces mouvements et de considérer quelques pistes d'explication proposées par les sciences sociales sur l'origine et le développement du nationalisme.

L'objectif poursuivi par de telles clarifications est au premier chef de fournir un éclairage général sur le fait national. Par ailleurs, les concepts et explications qui seront développés forment les bases théoriques pour une discussion plus approfondie menée dans des chapitres ultérieurs.

Le présent chapitre commence par définir les concepts de nation et de nationalisme. Il présente ensuite quelques grands courants de pensée en matière de nationalisme et les hypothèses qui sous-tendent ces courants et discute les fondements ethniques et culturels de la nation et du nationalisme. Il traite ensuite plus spécifiquement de la question de l'autonomisme et du séparatisme. Après une discussion de la terminologie en usage, il s'intéresse en particulier aux objectifs poursuivis par les mouvements autonomistes et séparatistes et présente quelques approches théoriques de l'apparition et des trajectoires du nationalisme périphérique (autonomiste ou séparatiste).

1.1 Nationalisme, nation: définitions

1.1.1 Le nationalisme

Le nationalisme est en même temps un principe politique, une doctrine et un mouvement social, dont l'objet est la défense d'une nécessaire adéquation entre la nation et la souveraineté politique.

Ainsi, pour Gellner, le nationalisme est essentiellement un principe politique, qui affirme que l'unité politique et l'unité nationale doivent être congruentes (Gellner, 2006: 1), tandis que dans les termes de Smith: « *Nationalism* may be defined as an ideological movement for the attainment and maintenance of autonomy, unity and identity on behalf of a population some of whose members deem it to constitute an actual or potential 'nation' » (Smith, 2006: 175), et dans ceux d'Alter: « [Nationalism is] an ideology and a social movement which holds the nation and the sovereign nation-state to be crucial indwelling values, and which manages to mobilize the political will of a people or a large section of a population » (Alter, 1989: 8-9).

Le nationalisme est ainsi un principe politique. Il revendique l'atteinte de droits politiques, et non pas seulement la reconnaissance de particularités culturelles, par exemple. Les droits politiques revendiqués sont l'exercice sur un territoire donné – celui de la nation – de la souveraineté politique.

Le nationalisme est également une idéologie. Il affirme la primauté de l'allégeance à la nation sur toute autre forme d'allégeance culturelle, et la primauté de l'allégeance à l'État-nation sur toute autre forme d'allégeance politique.

Le nationalisme est enfin un mouvement social. Il vise à la mobilisation de toute la population nationale autour de l'État-nation, c'est-à-dire sa mobilisation dans la construction d'un État souverain pour les nations sans État, son adhésion à l'État-nation constitué pour les nations souveraines.

A la base de la revendication politique, revendication de souveraineté, qu'exprime le nationalisme, nourrissant son idéologie et fournissant les adhérents potentiels ou effectifs au mouvement nationaliste, se trouve la nation. Le chapitre suivant définit cette notion.

1.1.2 La nation

Le concept de nation est polysémique. Les théoriciens des sciences sociales peinent en particulier à s'accorder sur le rôle des composants ethniques versus civiques de la nation ou sur la balance entre éléments subjectifs (volonté de vivre ensemble, mémoire collective) et objectifs (territoire, langue, ethnie) dans l'identité nationale (Smith et Hutchinson, 1994: 4).

Les définitions divergentes de la nation peuvent être ramenées à une opposition entre une perception universaliste/territoriale et une perception ethnique/culturelle de la nation (Plamenatz 1973), soit l'opposition entre la nation civique, horizontale, de la tradition française (des théoriciens de la Révolution à Ernest Renan⁴) et la nation organique, verticale, de la tradition allemande, tels Herder et Fichte⁵.

Crowley a résumé ce dualisme en ces termes: « [Le concept de nation] a pris, dans l'usage devenu dominant depuis le dix-neuvième siècle, deux sens tout à fait distincts, mais inextricablement mêlés. Tout d'abord la nation, sous l'influence de la révolution française et des idées de souveraineté nationale, se conçoit comme « une certaine manière de regrouper les hommes en société ». Cette vision est universaliste: l'organisation nationale n'est propre à aucun groupe d'hommes, et rien ne s'oppose en principe à la redéfinition des frontières jusqu'à englober, éventuellement, l'ensemble du genre humain. Ensuite, de façon à première vue incompatible, la nation est une certaine manière d'insérer un groupe humain dans l'histoire, de lui donner une structure indépendante de tel ou tel individu, de le définir par opposition à d'autres groupes humains. Cette conception, qui, prise isolément, ne se distingue guère de l'ethnie (...), correspond à la dimension « mythique » de la nation. Elle est bien évidemment particulariste » (Crowley, 1991: 187-188).

⁴ Ernest Renan (1823-1892). Inspiré par John Stuart Mill, qui avait développé l'idée de pacte civique national, et s'inscrivant en réaction contre Herder et Fichte, Renan défend une conception élective de la nation: « L'existence d'une nation est (...) un plébiscite de tous les jours » (Renan, 1997). Le gouvernement nécessite une solidarité de base, la nation est légitimée par le consentement (diffus) des individus. Renan nuance néanmoins l'approche libérale anglaise de la nation en y apportant une forte touche de mémoire collective (voir aussi Hermet, 1996: 132): « La nation est une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une, constituent cette âme, ce principe spirituel. L'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs ; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis » (Renan, 1997: 31). Renan identifie la nation comme une solidarité issue d'une conscience historique (Smith et Hutchinson, 1994: 15). Il combine par là deux approches traditionnellement opposées, soit la perspective étatiste / civique et la perspective qui voit dans le passé le fondement de l'identité collective et de la nation.

⁵ Johann G. Herder (1744-1803). La conception de la nation élaborée par Johann Herder s'inscrit en réaction contre la prétention universaliste issue de la Révolution française et du rationalisme kantien. La nation de Herder n'est pas une entité abstraite mais une communauté d'hommes ayant une culture commune (« *das Volk* »), dont les éléments constitutifs sont la religion, la race et la langue. « Pour Herder (...) la culture de chaque nation n'est pas autre chose que l'ensemble des codes de langage, des symboles, des types de rapports sociaux, des institutions, des techniques, également des modes d'adaptation aux influences de l'environnement temporel et spatial qui les singularisent comme groupements humains stables et de quelque envergure, qu'il s'agisse d'une société avancée ou d'une communauté qui l'est beaucoup moins » (Hermet, 1996:120-21). Cette conception implique le primat de l'ordre social sur l'ordre politique incarné dans l'Etat. La nation dispose d'une légitimité propre, organique, et peut se pourvoir d'un Etat à sa guise. Fichte (1762-1814) développera amplement la théorie de la nation culturelle de Herder.

Par extension de la première acception, qui lie indissolublement nation et citoyenneté, la nation est parfois confondue avec l'État⁶. L'ethnie n'est pas retenue comme dimension fondamentale dans l'acception universaliste.

Les définitions en accord avec l'acception mythique et particulariste, dite aussi organique, de la nation mettent à l'inverse l'accent sur les dimensions culturelles et ethniques de la nation, respectant en cela l'étymologie, puisque le terme *natio* signifie naissance et fait directement référence à la lignée. Ainsi, pour Connor « a nation is a self-aware ethnic group » (Connor, 1994: 45). Smith, tandis qu'il met l'accent sur l'aspect volontaire de la nation, formule également une définition de la nation qui en souligne le substrat ethnique: « a named and self-defined human community sharing common myths, memories and symbols, residing in and attached to a historic territory, and united by common codes of communications, and a distinctive public culture, and common customs and laws » (Smith, 2006: 175).

1.2 Deux conceptions de la nation et leurs conséquences pour le nationalisme

Le nationalisme, qui voue irrémédiablement l'un à l'autre nation et souveraineté politique peut, on l'a vu brièvement ci-dessus, fonder ses revendications à la souveraineté sur deux conceptions très différentes de la nation. Dans un cas, il revendique la constitution d'un État en la justifiant par une volonté commune et un contrat social passé entre individus libres et égaux, dans l'autre sur une appartenance, des traditions, une identité culturelle et ethnique partagées. Ces deux approches sont présentées plus en détail ci-après.

1.2.1 La nation civique

La conception universaliste, contractuelle, de la nation peut être rattachée à la Révolution française. L'abbé Sieyès décrit ainsi la nation comme un corps d'associés vivant sous une loi commune et représentés par la même législature. Par nation, on entend un contrat entre individus égaux et librement associés, réunis par l'adhésion aux principes et valeurs du contrat social. La nation ainsi comprise est d'ordre politique uniquement.

La nation telle que l'entendent les révolutionnaires peut être caractérisée comme suit, selon Alain Renaut (1999):

- L'idée de nation s'inscrit dans une perspective constructiviste: « plutôt qu'un corps auquel on appartient, la nation (...) est un édifice qu'on bâtit à partir d'un lien contractuel, qu'il faut donc penser en termes de volonté. La nation désigne ici l'ensemble des sujets contractants et décidant de remettre le pouvoir à la volonté générale » (Renaut, 1999: 368). L'horizon politique de la nation est, de ce point de vue, l'adhésion à un certain nombre de principes partagés par tous les sujets consentant au contrat social, par exemple, dans le cas de la France révolutionnaire, la déclaration universelle des droits de l'homme. La pluralité des nations reflète la pluralité des régimes politiques, et les différences entre nations sont politiques et non naturelles, ce qui signifie qu'elles peuvent être abolies le cas échéant par l'adhésion à des principes communs.
- L'idée de nation n'est pas liée à des principes ethniques, de race ou de territoire. Les frontières de la nation ne sont dès lors pas des frontières dites naturelles, liées à des caractéristiques de la population ou du territoire, mais sont des limites d'ordre politique. La frontière de la nation sépare les individus part à un contrat social spécifique et ceux adhérant à un contrat social différent. L'État-nation belge, par

⁶ Ainsi, pour l'Enciclopedia Brasileira Merito: « [a nation is] the community of the citizens of a state, living under the same regime or government and having a community of interests, and subordinated to a central power which takes charge of maintaining the unity of the group » (cité par Hobsbawm, 1990: 15).

exemple, qui se construit sur le modèle de nation né de la Révolution française, est composé de populations de culture et langue différentes.

- L'appartenance à la nation est un acte volontaire. Dans cette perspective, la nationalité peut s'acquérir ou se perdre en fonction de l'adhésion de l'individu ou au contraire de sa non-adhésion au contrat social. Ainsi, « dans la logique révolutionnaire, il suffit de déclarer son adhésion aux droits de l'homme et, à partir de 1791, à la Constitution, pour devenir français » (Renaut, 1999: 368). A l'inverse, le citoyen peut se voir déchu de sa nationalité s'il renie les principes qui fondent le contrat social⁷.
- L'idée de la nation se place sous le signe du cosmopolitisme. D'une part, tout homme peut adhérer au contrat social, d'autre part l'horizon dudit contrat social est un horizon humaniste, incarné dans la déclaration des droits de l'homme. La pluralité des nations ne demeure que dans la mesure où il existe une pluralité des régimes politiques, et l'adhésion de l'ensemble des régimes aux valeurs démocratiques devrait signifier une disparition de nations distinctes pour l'avènement d'une communauté démocratique qui s'étende à l'ensemble des peuples.

1.2.2 La nation organique

La conception organique de la nation est généralement rattachée au nationalisme romantique allemand. Tandis que la France et l'Angleterre ont créé leur État-nation entre la fin du dix-huitième siècle et le début du dix-neuvième siècle sur la base d'unités étatiques préexistantes, l'État-nation se forme en Allemagne durant la deuxième moitié du dix-neuvième siècle à partir d'entités territoriales jusque là fragmentées. La conception nationale qui accompagne cette construction est, en partie en raison de ces circonstances historiques particulières, d'une qualité différente de celle qui présidait à la construction des nations française ou anglaise (voir aussi *Annexe: Aperçu historique de la nation et du nationalisme*). La formation d'un État nouveau réunissant des unités territoriales auparavant indépendantes fonde sa légitimité sur l'existence d'une volonté populaire aux accents culturels davantage que civiques. L'idée d'un peuple (« *Volk* ») partageant une tradition, un substrat culturel et ethnique est primordiale: en elle s'ancre la légitimité du projet politique de construction étatique.

Le nationalisme romantique s'oppose au nationalisme révolutionnaire en ce qu'il substitue à la conception politico-juridique et constructiviste de la Révolution, basée sur la notion de « nation-contrat » une conception culturelle et organique, basée sur la notion de « nation-génie » ou de « *Volksgeist* ».

La nation des romantiques se distingue de la nation révolutionnaire en particulier sur les points suivants:

- L'idée de nation s'inscrit dans une perspective naturelle, organique et tournée vers le passé, au contraire de la perspective contractuelle et tournée vers l'avenir des révolutionnaires. Le nationalisme romantique rejette l'idée d'adhésion volontaire réfléchie au profit d'une nation née de liens naturels, soit de l'appartenance des individus à une communauté de langue, de culture ou de race: « Le constructivisme cède la place à une approche naturaliste de l'unité nationale, fondée sur le principe selon lequel il y aurait des différences naturelles entre les types d'hommes. C'est ainsi non l'adhésion, mais l'enracinement dans une naturalité qui décide de l'appartenance à une nation » (Renaut, 1999: 372).
- La frontière est une notion centrale: « virtuellement, la nation des romantiques, pensée sous l'idée de différence et non plus sous celle d'identité, rompant avec l'horizon du

⁷ La France révolutionnaire a ainsi privé de la nationalité française un certain nombre de représentants de la noblesse qui ont émigré et combattu la Révolution.

cosmopolitisme pour celui du nationalisme, ouvre sur la perspective d'une irréductible hétérogénéité des communautés nationales (la nation devient nation allemande, nation française, etc.), au mieux de leur insurmontable dispersion, au pire de leur inapaisable conflit » (Renaut, 1999: 370).

- La nationalité de l'individu, comme la nation, est un fait naturel et déterminé. La nationalité ne peut s'acquérir, sinon par la naissance, ni se perdre: « Si la nation est une entité naturelle, la nationalité est également, dans ces conditions, une détermination naturelle: on naît français, on ne se choisit pas tel et même on ne le devient pas vraiment – si ce n'est (le terme est significatif de cette conception de la nation) par 'naturalisation', laquelle n'apparaît ici, en tout état de cause, que comme un pis-aller » (Renaut, 1999: 372). L'acquisition de la nationalité suppose que l'individu ait intégré des données « naturelles » de la nation et la procédure de naturalisation comprend une vérification de la maîtrise des aptitudes par exemple linguistiques du postulant. L'accès à la nationalité peut être refusé, en particulier si l'intégration culturelle est jugée insuffisante.
- La nation se renferme dans son particularisme. Tandis que la nation révolutionnaire est de fait cosmopolite, la nation romantique conçoit ses relations avec les nations voisines sur un fond de guerre possible où se perdrait l'identité vitale du groupe: « Cette (...) idée de nation est menacée intrinsèquement par une dérive nationaliste: si la nationalité est une différence naturelle absolue, c'est une valeur qu'il faut préserver à tout prix contre ce qui pourrait la dénaturer » (Renaut, 1999: 373). Plutôt qu'à la tentation du cosmopolitisme, le nationalisme romantique peut être porté à céder aux attraits de l'expansionnisme ou du nationalisme intégral.

1.2.3 Nationalisme civique, nationalisme organique

Le nationalisme peut s'inspirer de la conception civique ou organique de la nation, et revendiquer la souveraineté nationale en fonction d'un pacte civique, d'une volonté commune purement contractuelle, ou la revendiquer sur la base d'un substrat ethnique ou culturel commun.

Les auteurs mettent cependant souvent ce dernier aspect dans leurs définitions du nationalisme, et soulignent dans le nationalisme une dimension culturelle ou ethnique centrale fondant la revendication de la souveraineté nationale⁸.

Ainsi, selon Mach: « The desire to have one's own state which would protect one's nation, the political principle stating that the boundaries of a political domain should be identical with those of a cultural domain, is what constitutes the sentiment and the political movement of nationalism » (Mach, 1993: 101), tandis qu'une définition de Gellner considère que « nationalism is a theory of political legitimacy, which requires that ethnic boundaries should not cut cross political ones » (Gellner, 2006: 1).

Sans doute, le nationalisme s'appuie quasi naturellement sur un substrat ethnique ou culturel particulier. La communauté nationale est, comme le note Anderson, une communauté imaginaire se concevant comme une fraternité, une camaraderie profonde, où, même si les membres de la nation ne croiseront jamais la plupart de leurs concitoyens vit dans l'esprit de

⁸ A noter que si la composante ethnique ou culturelle est largement retenue dans les définitions du nationalisme, ethnicité et nationalisme ne doivent pas pour autant être confondus. Pour Banton (1983) comme Eriksen (1993) la distinction entre ethnicité et nationalisme est essentiellement politique – elle se définit dans leur relation à l'Etat et à la souveraineté. Crowley (1991) va aussi dans ce sens. Pour Eriksen, tandis que le nationalisme demande que les frontières de l'Etat correspondent aux frontières culturelles, cette demande n'est pas formulée par la plupart des groupes ethniques. De fait, c'est seulement lorsque les différences culturelles sont exprimées en termes de souveraineté territoriale (ie. de souveraineté politique) qu'un mouvement ethnique devient un mouvement nationaliste (McCrone, 1998: 27).

chacun d'eux l'image de leur communion (Anderson, 1991: 19). Cette communion semble passer davantage par une communauté d'expériences imaginaires i.e. de culture que par des valeurs civiques abstraites – elle semble passer essentiellement par une langue commune, une religion partagée, et pour reprendre encore les termes d'Anderson, par l'hommage rendu, mi-souvenir mi-invention, à « nos morts » (Anderson, 1991: 206). Le nationalisme se conçoit dès lors d'abord comme une défense de son lignage, de son particularisme, contre d'autres particularismes plus ou moins hostiles (voir aussi Kristeva, 1993).

Le nationalisme appuyé sur une approche civique de la nation n'est pas à exclure totalement pour autant. Pour les États-nations constitués, le rappel d'un pacte civique (de préférence à des rappels d'ordre ethnique) pour renforcer le sentiment d'appartenance des citoyens se rencontre plus ou moins fortement selon l'État considéré. Le phénomène apparaît particulièrement dans les États-nations constitués de populations, langues et cultures différentes, comme la Suisse, où les expressions de nationalisme passent en général par la glorification de valeurs part au contrat social – ainsi de la neutralité helvétique. Le nationalisme de nations sans État peut ou a pu prendre également le ton d'une revendication civique et contractuelle. Ainsi du nationalisme belge de 1830. Ainsi, pour les nationalismes de type sécessionniste, de la séparation de Taiwan d'avec la Chine ou de la partition de la Corée, où un certain choix de contrat social – capitalisme ou socialisme – et non des caractéristiques ethniques sont à l'origine de la partition des États⁹. Actuellement, une revendication nationaliste qui se fonderait uniquement sur la volonté de vivre ensemble d'une manière particulière, sans substrat ethnique distinct, ne semble toutefois pas présente parmi les mouvements nationalistes épars dans le monde.

Qu'il s'agisse de nationalisme d'États constitués ou de nationalisme de nations sans États, on peut considérer qu'une dimension ethnique ET une dimension civique sont généralement présentes dans l'idéologie nationaliste et alimentent la capacité de mobilisation des populations autour de la nation – même si la dimension culturelle est souvent prééminente. Quelques exemples l'illustrent:

- Parmi les nationalismes d'État, la France républicaine, souvent citée comme idéal-type de nationalisme civique, mêle de fait intimement aspects civiques, telle l'adhésion aux valeurs de la République comme pierre angulaire de la nation, et aspects culturels, comme en témoigne l'imposition progressive de la langue française sur l'ensemble du territoire national et, plus récemment, l'extrême résistance de l'État français à reconnaître l'existence de langues régionales.
- Parmi les nationalismes d'État toujours, l'Allemagne nazie, essentiellement fondée sur les principes d'un nationalisme organique, a néanmoins intégré dans sa politique des aspects de la nation civique, puisqu'elle a déchu de la nationalité allemande des citoyens allemands 'aryens' en raison de leur opposition au régime nazi¹⁰.
- Parmi les nationalismes de nations sans État, on notera par exemple que le nationalisme basque, souvent défini comme un nationalisme « ethnique », s'appuie ou s'est appuyé également (au moins pour une partie du mouvement) sur des arguments civiques, en fondant ses revendications autonomistes ou indépendantistes sur l'hypothèse que l'Espagne post-franquiste n'est ou n'était pas un État démocratique.

Le nationalisme civique et ethnique ont souvent été opposés dans la littérature s'intéressant aux mouvements nationalistes contemporains (voir à ce propos Llobera [2005]). En particulier

⁹ A noter que, l'acception ethnique de la nation ayant tout de même largement pris le dessus dans la compréhension commune du fait national, ces partitions, comme celle de l'Allemagne après la deuxième guerre mondiale, sont généralement apparues aux observateurs comme la partition en deux États d'une seule et unique nation, et la réunification éventuelle comme une issue désirable et naturelle.

¹⁰ Par exemple Thomas Mann, déchu de la nationalité allemande en 1934.

Greenfeld (1992) et Ignatieff (1994) tendent à distinguer parmi les mouvements nationalistes ceux qui s'appuient sur un nationalisme ouvert, choisi et rationnel (civique) ou fermé, émotionnel et transmis par héritage (ethnique).

1.3 Quelques éclairages théoriques sur l'émergence du nationalisme et de la nation

La recherche de modèles explicatifs de l'émergence du nationalisme et de la nation est une sous-discipline récente de la science politique. Jusqu'à la deuxième guerre mondiale, le sujet a surtout été le monopole des historiens. La production théorique sur le nationalisme a ensuite connu un essor important durant les années 1960, pour perdre de son dynamisme dans les décennies suivantes. A partir des années 1990, elle est redevenue florissante.

Selon Smith (1998), trois enjeux principaux dominent les théories du nationalisme et opposent ses écoles de pensée:

- *Un enjeu éthique et philosophique.* Il s'articule autour du rôle de la nation dans les affaires humaines: la nation est-elle une fin en soi, une valeur absolue et incommensurable ou est-elle au contraire un moyen pour atteindre d'autres fins et valeurs, et dès lors conjoncturelle, dépendante du lieu, du contexte et de l'époque ?
- *Un enjeu anthropologique et politique.* Il s'articule autour de la définition sociale de la nation discutée précédemment (voir chapitre 1.2): la nation est-elle essentiellement ethnique ou s'agit-il d'une communauté politique basée sur des liens civiques ?
- *Un enjeu historique et sociologique.* Il s'articule autour de la place de la nation dans l'histoire de l'humanité: s'agit-il d'une communauté immémoriale ancrée dans une culture et histoire communes ou d'un artefact, mouvant, produit des conditions particulières de l'époque moderne et destiné à disparaître si ces conditions venaient à changer ?

Considérant ces dimensions et sur la base en particulier des écrits de Rex (1994), Özkirimli (2000), Conversi (2007), Harris (2009) et Smith (2009), le présent chapitre présente brièvement quatre écoles: les primordialistes, les ethno-symbolistes, les modernistes et les postmodernistes. Chacune de ces écoles se positionne diversement sur les axes précités.

1.3.1 L'école primordialiste

Le primordialisme considère l'identité nationale comme une part naturelle, donnée, intemporelle de l'identité individuelle (voir par exemple Geertz [1963, 1993], Van den Berghe [1981] et Grosby [2002]). Dans les mots de Geertz: « By a primordial attachment is meant one that stems from the 'givens' – or, more precisely, as culture is inevitably involved in such matters, the assumed 'givens' – of social existence: immediate contiguity and kin connection mainly, but beyond them the givenness that stems from being born into a particular religious community, speaking a particular language, or even a dialect of language, and following particular social practices. These congruities of blood, speech, custom, and so on, are seen to have an ineffable, and at times overpowering, coerciveness in and of themselves » (Geertz, 1993: 259, cité par Özkirimli, 2000: 65).

Pour les primordialistes, les nations sont des « entités objectives intemporelles » (Fleischer, 1996). Le nationalisme vise à rendre congruents une identité donnée, non négociable, et les frontières d'un État. La tension entre les liens primordiaux, de sang, de coutume, de langue et de religion (« *Gemeinschaft* ») et ceux qu'impliquent la société moderne, citoyenneté, allégeance à l'État (« *Gesellschaft* ») trouvent leur résolution dans la volonté politique de faire correspondre ces deux dimensions.

Au contraire des modernistes ou postmodernistes ou des ethno-symbolistes (voir chapitres 1.3.2, 1.3.3 et 1.3.4), qui voient le nationalisme comme créateur de la nation, la modelant et

lui donnant forme, le primordialisme postule que la nation est première et le nationalisme, sa conséquence naturelle. L'approche primordialiste fait de la nation une entité intemporelle, reflet d'une culture et identité pérennes et non négociables. Il ne s'agit pas d'une allégeance construite, mais d'un miroir et une cristallisation de l'identité ethnique: « On this theory, the modern nation as an enduring descent group is in large part a precipitate of all the deposits of earlier generations of the community. The ethnic heritage determines the character of the modern nation » (Smith, 1995: 12).

Dans cette approche, la nation se fonde sur un lien organique entre individus et le nationalisme est un processus d'ordre nécessaire. Les tenants de l'école primordialiste tendent également à poser le primat de la loyauté à la nation, c'est-à-dire d'une loyauté prenant le pas sur toute autre forme de loyauté à des organisations sociales, culturelles ou politiques. Il n'est pas étonnant dès lors que les mouvements nationalistes reprennent souvent des analyses de type primordialiste pour justifier leur combat politique (noté par exemple par Conversi, 2007).

Les critiques de cette théorie soulignent que le nombre limité de nations constituées ou ethnies aspirant à devenir des nations en regard du nombre d'ethnies dans le monde suffisent à l'infirmier. Par ailleurs, le primordialisme échoue à expliquer la nation comme élément daté dans l'histoire: la plupart des historiens s'accordent pour considérer que nation et nationalisme apparaissent à la fin du dix-huitième siècle (voir *Annexe: Aperçu de l'histoire de la nation*). Le primordialisme, en mettant l'accent sur le lien nécessaire entre ethnie et nation, omet enfin de considérer le rôle que joue la mobilisation de mouvements ou partis politiques dans le nationalisme et vide le nationalisme de sa dimension politique – à l'inverse des approches moderniste, post-moderniste et ethno-symboliste, pour lesquels la nation est un produit du nationalisme, c'est-à-dire de l'activisme de groupes sociaux qui, dans le cadre de luttes pour le pouvoir, se mobilisent autour de l'enjeu national.

1.3.2 L'école moderniste

Tandis que l'approche primordialiste fait de la nation une entité intemporelle, les modernistes (comme les postmodernistes) s'accordent à la considérer comme un artefact et une catégorie inscrite dans la modernité. Dans la lignée de Max Weber (1966, 1971), les tenants de ces écoles considèrent qu'il n'existe pas de relation de cause à effet entre un ensemble de traits distinctifs et un système de sens, mais que c'est le politique qui crée du sens¹¹. Le nationalisme est une idéologie politique, qui invente une compréhension particulière du monde sur la base de traits particuliers de populations.

Le nationalisme n'est pas, dès lors, le réveil d'unités mythiques réputées naturelles mais au contraire la cristallisation de nouvelles unités. Cette cristallisation peut ou non s'effectuer, ce qui explique qu'il n'y ait que 200 États environ pour 8'000 nations potentielles (Gellner, 2006). Le nationalisme crée une « communauté imaginée » (Anderson, 1991) entre individus que relie des traits distinctifs communs plus ou moins appuyés. Les modernistes comme les postmodernistes insistent sur le caractère instrumental de la création de la nation: les élites « inventent une tradition » (Hobsbawm et Roger, 1983) et manipulent les sentiments des masses en vue de les faire adhérer à cette création idéologique (sur l'approche instrumentaliste, voir par exemple Conversi [2007]).

Le nationalisme créateur de la nation

Contrairement aux primordialistes, pour qui la nation engendre le nationalisme, les modernistes (voir par exemple Breuilly [1994], Connor [1994, 2004], Deutsch [1966], Gellner

¹¹ Voir par exemple Badie: « (Les) identités ne sont ni pérennes ni prédéterminées. Les individus comme les groupes humains ne sont pas tenus par une identité qui leur aurait été donnée a priori par l'histoire ou par tel ou tel observateur. Une identité ne cesse de se construire et de se reconstruire » (Badie, 1996: 23).

[2006], Hobsbawm [1990], Nairn [2003], Tilly [1975, 1995a], etc.) considèrent plutôt le nationalisme comme créateur de la nation. Dans des États constitués comme dans des territoires dépourvus de souveraineté politique, le nationalisme redécouvre et réinterprète le passé, esquisse un projet de société, défend la convergence naturelle entre limites nationales et limites étatiques, et ce faisant crée la nation.

Quoique la formation de la nation doive dans la perspective moderniste être considérée comme contingente, qu'elle s'inscrive dans une historicité, la nation une fois créée devient une réelle communauté culturelle et politique. Les membres d'une nation constituée sont durablement unis par une mémoire commune, des symboles et des traditions. L'identité nationale possède une certaine pérennité et n'est pas manipulable à souhait. En cela, le modernisme se distingue du postmodernisme (voir chapitre 1.3.3). Par ailleurs, la nation moderne est un phénomène qui peut être réputé nécessaire, c'est-à-dire qu'à l'ère moderne la nation devient la seule unité d'organisation politique envisageable.

Nécessité de la nation à l'ère moderne

Les fondements de la nation sont pour les modernistes à trouver dans le processus de modernisation économique, politique et sociale qui a affecté les États européens à partir de la Renaissance (voir aussi *Annexe*). Les théoriciens rattachés à l'école moderniste axent leur recherche sur les relations causales entre les différentes dimensions de la modernité, tel le rôle croissant de l'économie marchande, les progrès des communications, le rôle accru de l'éducation, le développement de l'État, d'une part, et la montée en puissance de la nation et du nationalisme, d'autre part. Ces relations sont complexes, les liens de causalité multiples.

Liant ces auteurs, on peut entrevoir deux axes explicatifs par lesquels s'établit le lien entre nation et modernité, l'un mettant en avant les relations entre nation et économie moderne, l'autre les relations entre nation et État moderne.

a) Économie moderne et nation

Les théoriciens s'accordent en général pour considérer qu'existe un lien entre économie moderne et nation, quoique la nécessité d'une telle relation soit mise en doute par certains¹². La ligne d'explication quant aux relations entre économie moderne et nation décrite ci-après ne reflète pas nécessairement les positions de l'ensemble de l'école moderniste.

L'économie moderne capitaliste exige pour fonctionner sans heurts une intégration poussée des marchés, au contraire de l'économie traditionnelle féodale, de type largement autosuffisant où le morcellement des marchés n'est pas une entrave à la production de biens et services ou à leur écoulement. L'intégration des marchés demande la réalisation de deux conditions-cadre structurelles essentiellement: une homogénéité des institutions et une homogénéité culturelle parmi les individus, producteurs et consommateurs de biens et services. En outre, le mode de production capitaliste demande la réalisation de conditions juridiques particulières, en particulier de libre entreprise.

Les besoins de l'économie moderne ont des effets multiples, qu'on peut résumer comme suit:

- *Libéralisme et légitimité légale-rationnelle des institutions.* Le fonctionnement de l'économie de marché est indissociable de la liberté d'entreprendre. Le mode de production capitaliste favorise l'établissement d'un système politique où les individus sont des agents libres, et un fonctionnement des institutions d'ordre légal-rationnel.

¹² Ainsi, Kedourie (1994) note que le nationalisme peut apparaître dans des régions encore peu industrialisées, et qu'à l'inverse des États ont pu connaître une industrialisation poussée alors que le nationalisme restait absent.

Indirectement, il favorise ainsi l'essor de la citoyenneté¹³. La philosophie méritocratique, à composante égalitaire¹⁴, qui caractérise l'économie libérale est également favorable à l'essor de la citoyenneté. Par là, l'économie moderne joue un rôle dans l'émergence de la nation civique et citoyenne.

- *Homogénéisation des institutions.* Le fonctionnement de l'économie de marché exige ou est facilité par l'existence d'un territoire unifié politiquement qui permette d'assurer la mobilité du capital, de la main-d'œuvre et des biens et services nécessaire à la production et à l'échange de produits de consommation de masse. En cela, l'économie moderne encourage la création de nations politiquement souveraines.
- *Homogénéisation culturelle.* Le fonctionnement de l'économie de marché est également facilité par l'existence d'une population unifiée culturellement, qui réduit au minimum les coûts de production et de distribution des biens et services (par exemple, minimisation des coûts de transaction linguistique entre employés, économies d'échelle engendrées par la production de masse de produits homogènes pour des populations culturellement unifiées, etc.). En cela, l'économie moderne tend à la création de nations culturellement homogènes, directement (par la communication de masse, entre autres) et indirectement (par l'exigence d'une éducation homogène).
- *Renforcement du rôle de l'État.* L'économie moderne exige que l'État prenne en charge la création de conditions-cadre permettant son bon fonctionnement. L'État est appelé à créer les conditions juridiques (liberté individuelle, liberté de commerce et d'industrie) nécessaires à l'économie de marché, comme à prendre en charge certaines activités de production, telles l'éducation, la construction d'infrastructures, etc. Le renforcement du rôle de l'État n'est pas sans influence sur la création et le maintien de la nation (voir infra).

Économie moderne et nation sont ainsi fortement liées, dans une relation en partie directe, en partie indirecte, c'est-à-dire passant par la médiation de l'État moderne.

b) État moderne et nation

La domination politique dans la société traditionnelle avait pour base « la croyance en la sainteté de traditions en vigueur et en la légitimité de ceux qui sont appelés au pouvoir en vertu de la coutume » (Freund, 1968: 200). Les gouvernés n'étaient pas des citoyens, mais des sujets qui obéissaient à une autorité traditionnelle. Le souverain déterminait le bien commun, en vertu de la cosmologie divine sous-tendant le système de légitimité politique et qui l'identifiait comme incarnation de l'ordre divin.

La domination dans les sociétés modernes fonctionne selon une théorie de la légitimité d'ordre légal-rationnel. La domination s'ordonne autour de la puissance impersonnelle du droit, qui oriente les activités de la société. Les membres de la communauté sont des citoyens, se perçoivent comme des agents libres et n'obéissent qu'au droit (Freund, 1968: 201). Le système est égalitaire, présupposant une égalité des citoyens devant le droit. Il est individualiste et orienté vers la rationalité. Une autre caractéristique notable de la société moderne est la charge élevée et la participation active exigée des citoyens aux activités étatiques, en matière de taxation ou de service militaire par exemple.

La question de la légitimité de l'État prend une importance particulière dans ce double contexte d'une liberté de choix des individus et de leur soumission au droit seulement, d'une part, des charges importantes qu'ils doivent nécessairement supporter et auxquelles ils doivent

¹³ Il ne s'agit pas d'une relation nécessaire, en témoigne l'autoritarisme de nombre d'États capitalistes modernes à diverses phases de leur développement et jusqu'à aujourd'hui. Divers États d'Asie sont souvent cités comme exemple en ce domaine.

¹⁴ Entendu comme égalité des chances des individus.

adhérer, d'autre part. Le système de domination légal-rationnel peut recueillir l'adhésion instrumentale des individus mais il peine à atteindre à la légitimité en s'appuyant uniquement sur des procédures. Il lui faut nécessairement offrir la vision d'un bien commun.

Pour que l'ensemble des citoyens s'accorde sur une fin et un bien communs, pour que naisse un consensus entre les représentations individuelles de chacun, il est nécessaire que naisse le sentiment d'une communauté, d'une volonté générale et d'un projet politique. La nation est ce « vouloir vivre ensemble ».

Pour cette raison, comme le note Chevallier, la nation est devenue la pierre angulaire du système de légitimation politique moderne: « Médiatrice entre la société et l'État, la nation est devenue l'élément clef du système de légitimation politique, aussi bien comme dispositif de représentation que comme mécanisme d'inculcation: parce qu'elle permet de convertir symboliquement l'unité sociale en puissance étatique, l'image de la nation sert d'instrument privilégié d'unification du tissu social sous l'égide de l'État » (Chevallier, 1980: 1274).

1.3.3 L'école postmoderniste

Comme les modernistes, les postmodernistes mettent l'accent sur l'invention de la nation, mais plutôt que par les conditions économiques et politiques retenues par les modernistes, ils expliquent la création de chaque nation par une action délibérée. Cette conception insiste sur la qualité imaginaire de la communauté nationale et sur la nature fictive de ses mythes unificateurs.

« The 'postmodernist' reading turns the nation into a 'narrative' to be recited, a 'discourse' to be interpreted and a text to be deconstructed. (...). For the postmodernists, the nation has become a cultural artefact of modernity, a system of collective imaginings and symbolic representations, which resembles a pastiche of many hues and forms, a composite patchwork of all cultural elements included in its boundaries » (Smith, 1995: 7)

Les identités nationales ne sont ni premières ni unidimensionnelles, mais modulables, fluides, constamment négociées et renégociées. La communauté est créée par l'érection de traits culturels communs aux individus en symboles d'identité. Les éléments d'un passé commun sont librement utilisés et réinterprétés pour forger l'identité nationale: « (...) nationalists who want to disseminate the concept of the nation will make liberal use of elements from the ethnic past, where they appear to answer the present needs and preoccupations. The present creates the past in its own image. So modern nationalist intellectuals will freely select, invent and mix traditions in their quest for the imagined political community » (Smith, 1995: 18).

La notion d'identités multiples que défend la perspective postmoderniste signifie que lorsque les nationalistes effectuent une sélection parmi les traits d'une population et veillent à les exacerber, les autres traits caractéristiques de chaque individu ne disparaissent pas pour autant. Ces traits conservent une importance potentielle aussi grande que les traits d'identité provisoirement dominants, et ils peuvent en tout temps redevenir saillants: « Il en résulte que les individus qui décident de répondre à un appel identitaire font un choix dans la diversité de leur être et qu'ils peuvent, en un autre temps, dans une autre situation, changer d'identité » (Martin, 1992: 591).

Les nations ainsi comprises apparaissent dès lors beaucoup plus instables que dans la perspective moderniste. Leur création ou leur maintien dépend de la capacité des élites nationalistes à rassembler et mobiliser des populations autour de certains traits culturels, les identités nationales créées peuvent en tout temps être modifiées par la mobilisation des populations par d'autres élites, par exemple d'un nationalisme concurrent, autour de traits culturels divergents.

La perspective postmoderniste, il faut le noter, repose sur une conception élitiste du politique, les populations apparaissant souvent comme des masses amorphes dont les traits sont

manipulés à l'envi par des élites en concurrence, le nationalisme comme une doctrine instrumentale pour la prise et l'exercice du pouvoir par les mêmes élites (voir à ce propos par exemple Smith, 2009).

La critique principale qu'on oppose aux postmodernistes est leur incapacité à expliquer la durabilité du sentiment national, par exemple pour les nations sans État, leur incapacité à expliquer le maintien à long terme d'un sentiment nationaliste dans la population plutôt que l'alternance entre parfaite adhésion à l'État constitué et exacerbation nationaliste, en fonction des intérêts conjoncturels des élites.

1.3.4 L'école ethno-symboliste

Les ethno-symbolistes forment une école qui recherche un juste milieu entre explications primordialistes et modernistes du fait national.

On peut suivre Özkirimli pour une définition du terme: « [the term ethno-symbolist] is used to define scholars who aim to uncover the symbolic legacy of pre-modern ethnic identities » (Özkirimli, 2000: 168 reformulant Smith, 1994: 7) et « [ethno-symbolism is] an approach which rejects the axiom that nations may be ipso facto invented, claiming that they rely on a pre-existing texture of myths, memories, values, and symbols and which, by so doing, tries to transcend the polarization between primordialism and instrumentalism » (Özkirimli, 2000: 168 reformulant Conversi, 1995: 73-74).

Un élément central de l'approche ethno-symboliste est de considérer la formation des nations comme un processus contextuel, mais d'une durée longue, de l'ordre de plusieurs siècles. L'approche ethno-symboliste s'élève ainsi contre les analyses de l'école moderniste. Elle lui reproche d'avoir, en mettant l'accent sur l'aspect construit et conjoncturel de la formation de la nation, insuffisamment pris en compte la persistance parmi les populations de mythes, symboles, valeurs et traditions culturelles antérieurs à la naissance de la nation au tournant du dix-neuvième siècle. Mais elle s'oppose également aux primordialistes, dans la mesure où elle considère la nation comme un phénomène contextuel et non pas intemporel.

Un second élément central de l'approche ethno-symboliste est de considérer que le substrat ethnique sur lequel se forment les nations modernes comme un élément explicatif clef de l'émergence et de la forme que prennent ces nations. Ainsi, pour Smith, le représentant le plus important des ethno-symbolistes, les modèles et les bases de la nation moderne doivent être recherchées dans les communautés ethniques pré-modernes qui l'ont précédée. Les six attributs de l'ethnie, soit un nom, un mythe originel commun, une histoire partagée, une culture spécifique, une association avec un territoire spécifique et un sentiment de solidarité (voir chapitre 1.4.3) se retrouvent dans la nation moderne, la modèlent et lui donnent forme. Plutôt que d'inventer le passé, les nationalistes se sont comportés comme des archéologues cherchant à redécouvrir et s'approprier l'identité ethnique et à construire la nation moderne sur la base de son ethnie passée. Les mythes sur lesquels la nation fonctionne, le territoire qu'elle considère comme sien, son sentiment de l'histoire, entre autres, sont en continuité avec ceux qu'avait fait siens la communauté ethnique qui l'a précédée¹⁵.

Pour les ethno-symbolistes, l'invention des mythes de la nation par les élites est dès lors un processus limité: même si les symboles de l'ethnie sont en partie manipulables et les élites peuvent réinterpréter et distordre des mythes existants, elles ne peuvent pas inventer de toutes pièces des traditions pour créer une nation (« [] elites can distort and dramatically alter

¹⁵ Beaune (1985) met par exemple en relation les héros de l'Histoire aujourd'hui retenus par le sentiment national français et les mythes héroïques construits autour de ces mêmes personnages au Moyen-Age. Elle montre comment les mythes de Vercingétorix, de Clovis ou de Saint Louis se sont construits au Moyen Age et ont participé à la construction d'un sentiment identitaire en France. L'Etat s'est ensuite appuyé au dix-neuvième siècle sur ces mythes pour créer la nation française.

already existing myths. Yet, it is questionable whether, and how far, they can ‘invent’ them » (Conversi, 2007: 17).

1.4 Nation et ethnie

Les chapitres qui ont précédé ont abordé les relations qu’entretient la nation avec l’identité ethnique. Le présent chapitre offre quelques éclairages supplémentaires à ce sujet. Il vise en particulier à montrer que l’identité nationale est une forme particulière d’identité collective et se construit tant par la définition de caractéristiques propres à la communauté que par l’érection de frontières à l’égard de l’extérieur. Il s’emploie à montrer par ailleurs que si la nation n’est pas réductible à l’ethnie, il est possible néanmoins d’identifier un lien étroit entre identité nationale et caractéristiques ethniques d’une communauté donnée.

1.4.1 La nation comme identité collective

La nation est une forme particulière d’identité collective. Comme toute identité collective, l’identité nationale est un construit qui se réalise d’une part en définissant des caractéristiques propres à la communauté, d’autre part en définissant des frontières à l’égard de l’extérieur. Touraine (1978) parle de dimensions interne et externe de l’identité collective:

- *Dimension interne de l’identité collective.* La dimension interne de l’identité renvoie au sentiment d’un « nous » collectif. Les éléments cruciaux qui forment le « nous » sont définis de manière interne au groupe, ils peuvent être fondés sur des caractéristiques historiques ou culturelles communes ou sur une adhésion à certaines croyances. Outre par des caractéristiques communes objectives ou reconnues pour telles, le « nous » collectif est aussi marqué par une charge affective des individus à l’égard du groupe et un sentiment de solidarité plus ou moins important entre ses membres. Concernant l’identité nationale, la définition du « nous » et de la solidarité entre membres de la nation varie selon qu’on considère une conception civique ou organique de la nation (voir chapitres 1.2.1 et 1.2.2). Dans une conception civique, l’appartenance à la nation est définie en termes politiques, dans l’adhésion à un projet politique commun. Dans une conception organique de la nation, le « nous » s’entend comme une construction réalisée à partir de dimensions historiques, territoriales, culturelles et symboliques communes ou réputées communes.
- *Dimension externe de l’identité collective.* La dimension externe de l’identité collective résulte de l’interaction du « nous » avec les « autres ». L’identité collective est la conséquence intentionnelle ou non d’interactions sociales. Sa construction passe par la définition de frontières, qui établissent une distinction entre l’intérieur et l’extérieur, la famille et l’étranger, l’ami et l’ennemi: la construction d’une frontière implique nécessairement un processus d’exclusion. La démarcation entre « nous » et les « autres » présuppose l’existence de codes de distinction (Eisenstadt et Giesen, 1995: 74), codes symboliques qui signalent l’appartenance au groupe. L’usage de ces codes est particulièrement important pour les nations organiques, pour lesquels la frontière entre la communauté nationale et les « autres » passe fortement par l’utilisation de symboles historiques, territoriaux, linguistiques ou culturels (voir les illustrations qu’offrent les différents mouvements nationalistes étudiés aux chapitres 3 à 7 de ce phénomène).

La définition de l’identité peut laisser à l’individu une liberté plus ou moins grande d’appartenir ou non à la communauté, créer des frontières plus ou moins étanches entre membres et non-membres du groupe. Eisenstadt et Giesen (1995) proposent trois idéaux-types d’identité collective:

- *L’identité civique.* Ce mode de construction de l’identité est basé sur la familiarité des membres du groupe avec certaines règles de conduite, traditions et routines sociales. Il

se base sur le respect de lois et procédures communes. La démarcation entre membres et non-membres de la communauté est assez perméable: l'acceptation des règles permet à des membres nouveaux de s'intégrer.

- *L'identité culturelle.* L'identité culturelle se définit selon une relation particulière au sacré. Les frontières entre membres et non-membres du groupe sont en partie poreuses, de nouveaux membres peuvent être admis s'ils acceptent et intègrent la cosmologie et les valeurs culturelles du groupe. Ceci demande toutefois à l'individu d'intégrer la culture de la communauté, une démarche plus exigeante que l'intégration de simples règles civiques.
- *L'identité primordiale.* L'identité primordiale assimile l'identité du groupe à une donnée naturelle. L'appartenance à la communauté est un héritage et non un choix, la généalogie un facteur décisif pour déterminer l'inclusion ou l'exclusion. Les frontières entre membres et non-membres de la communauté sont réputées infranchissables: les uns et les autres sont, dans leur essence même, différents.

Lorsque l'identité nationale est définie en termes civiques (nationalisme civique), elle peut ainsi être réputée plus perméable et *inclusive* que lorsqu'elle se définit en termes culturels et / ou primordiaux (nationalisme organique), qui tendent à être par nature davantage *exclusifs*. Ce constat sera repris au chapitre 2.3.

1.4.2 La nation et son substrat ethnique

Le concept d'ethnicité (« *ethnicity* ») a été forgé par le sociologue américain David Riesman (voir Riesman, Glaser et Denney [1953]). Il renvoie souvent à une notion vague¹⁶. Pour définir l'ethnicité, il est toutefois possible de s'appuyer sur l'étymologie: le terme est dérivé d'*ethnos* et signifie groupe caractérisé par une origine commune. Une autre tentative de définition peut se baser sur l'utilisation du concept par la majorité des sociologues américains: les termes d'ethnie et d'ethnicité sont utilisés surtout en référence à des groupes de population qui possèdent une tradition culturelle partagée et le sens de leur propre identité, et qui existent comme sous-groupes d'une société plus large (Connor, 1994: 43). Il est possible enfin de reprendre les définitions des écoles de psychologie sociale. Elles mettent l'accent sur le rôle de l'auto-définition dans l'ethnicité, sur le sentiment d'une identité distincte (« At the heart of ethnicity is the feeling of being special » [Snyder, 1990: 94]) et d'une continuité du groupe. Si l'ethnicité est auto-définie, elle s'appuie aussi sur des conditions objectives: une généalogie partagée et des conditions sociales et culturelles communes.

L'ethnicité ou identité ethnique peut en d'autres termes être saisie comme une forme particulière d'identité collective, dont les dimensions constitutives sont des éléments symboliques, cognitifs et normatifs communs à une population, des pratiques liant cette population sur plusieurs générations et des sentiments et attitudes communs qui lient entre eux les membres de la population et les différencient des autres populations (Smith, 1986: 97).

¹⁶ La définition de l'ethnicité varie selon les auteurs envisagés. Ce phénomène à mettre au compte, si l'on en croit Fishman (1989) de l'absence d'une tradition intellectuelle unique sur la question. Dans les termes de Snyder (1990): « A tremendous amount of work on [the subjects of ethnonationalism, ethnicity, ethnocentrism] has engaged the attention of historians, political scientists, sociologists, psychologists and psychoanalysts. However, there has been an unfortunate tendency to avoid definitions acceptable to other scholars: each specialist either gives little or no attention to meaning or supposes that others will understand it » (Snyder, 1990: 93-94). La confusion sémantique entourant le concept d'ethnicité est aussi liée à la complexité de la réalité à laquelle il renvoie: « Central to the difficulties that are encountered with this concept [ethnicity] are (a) the large number of (b) interrelated factors that the concept subsumes. As a result, there are also many different conceptions of ethnicity – contrasting, conflicting and contradictory (...) » (Fishman, 1989: 23-24).

1.4.3 Dimensions caractéristiques de l'ethnie

Smith définit l'ethnie comme « a named population with myths of common ancestry, shared historical memories and one or more common elements of culture, including an association with a homeland, and some degree of solidarity, at least among the elites » (Smith, 1999: 13) et relève six dimensions qui doivent toutes être présentes pour qu'on ait affaire à une ethnie (Smith, 1986: 23-30), soit:

1. *Un nom.* Le nom résume et affirme l'identité du groupe: « Collective names are a sure sign and emblem of ethnic communities, by which they distinguish themselves and summarize their essence to themselves – as if in a name lay the magic of their existence and guarantee of their survival. Like talismans, collective names have taken on mystic connotations of potency (...) » (Smith, 1986: 23).
2. *Un mythe originel commun.* « In many ways the sine qua non of ethnicity, the key element of that complex of meanings which underlie the sense of ethnic ties and sentiments for the participants, myths of origins and descent provide the means of collective location in the world and the charter of the community which explains its origins, growth and destiny » (Smith, 1986: 24).
3. *Une histoire partagée.* Les ethnies sont des communautés historiques construites sur une mémoire commune. L'authenticité historique compte moins que sa fonction poétique et intégrative où un passé mythique se cristallise dans certains événements ou personnages personnifiant les vertus que la communauté tient pour essentielles (Smith, 1986: 25-26).
4. *Une culture spécifique.* Plus que par ses mythes d'origine ou sa mémoire commune, l'ethnie se différencie par des éléments culturels. Les traits culturels le plus souvent partagés sont la langue et la religion, mais d'autres peuvent également jouer un rôle très important: coutumes, institutions, législation, architecture, ou habitudes culinaires, par exemple.
5. *Une association avec un territoire spécifique.* Comme il existe une poétique de l'histoire, il existe également une poétique de l'espace (voir par exemple Bachelard, 1961). Les ethnies sont toujours liées avec un territoire particulier dont elles considèrent qu'il leur appartient (« *Ethnie* always possess ties to a particular locus or territory, which they call their 'own' » (Smith, 1986: 28)), qu'elles y résident ou non: « Territory is relevant to ethnicity [] not because it is actually possessed, nor even for its 'objective' characteristics of climate, terrain and location, though they influence ethnic conceptions, but because of an alleged and felt symbiosis between a certain piece of earth and 'its' community. Again, poetic and symbolic qualities possess greater potency than everyday attributes ; a land of dreams is far more significant than any actual terrain » (Smith, 1986: 28).
6. *Un sentiment de solidarité.* L'ethnie n'est pas seulement une population avec un mythe fondateur, une culture, un territoire commun. Un sentiment de solidarité doit également être présent entre ses membres qui s'emploient, au moins en période de crise, à préserver la communauté: « To qualify, therefore, as an ethnic community or ethnie (as opposed to just an ethnic category), there must also emerge a strong sense of belonging and an active solidarity, which in time of stress and danger can over-ride class, factional or regional divisions within the community » (Smith, 1986: 30)

Si l'ethnie est fondée sur une tradition commune, cette tradition n'est pas seulement un acquis, un bagage culturel enregistré passivement par le groupe, mais elle modèle ce dernier en lui fournissant un mode d'interprétation du monde. Par ailleurs, les valeurs sont partagées, c'est-à-dire qu'elles prennent sens en grande partie parce qu'elles renforcent la cohésion du groupe. Enfin, les valeurs et croyances communes ont un aspect symbolique important.

L'ethnicité renvoie ainsi à des expériences, des normes partagées, à une conscience de celles-ci et à leur sacralisation, de même qu'à un attachement sentimental à leur préservation. Les éléments les plus saillants de l'ethnicité sont ceux qui sont issus de l'histoire commune mais, surtout, qui présentent la portée symbolique et la charge émotionnelle la plus importante.

N'importe quel marqueur de la communauté peut devenir symbolique de l'ethnicité. Sa puissance se mesure à sa capacité de renforcer la communauté et de célébrer celle-ci. Parmi les marqueurs possibles, la langue et la religion jouent souvent des rôles prééminents.

La langue comme dimension centrale de l'identité ethnique

La langue n'est pas un élément stable de l'identité ethnique, seulement l'un de ses paramètres dont le poids varie selon le contexte: « any theory about ethnic identity has to take into account the relativism of language in ethnicity » (Haarmann, 1986: 262).

Un groupe peut partager une identité forte sans disposer d'une langue qui lui soit propre. Par contre, si une ethnie partage une langue, qui plus est différente de celle des populations qui l'entourent, la dimension linguistique devient cruciale (voir par exemple Haarmann [1986], Makihara [2010]).

Le système linguistique est important en soi dans la mesure où l'on considère, suivant l'hypothèse dite de Sapir-Whorf (Sapir [1968], Whorf [1969]), qu'il y a prééminence de la langue sur la pensée, c'est-à-dire, aussi, sur la culture et que, dès lors, le système linguistique « organise l'expérience d'un groupe, modèle ses idées et guide son activité mentale » (Kilani, 1989: 145). Outre ce rôle d'organisation de la pensée, la langue joue un rôle important à la fois comme patrimoine culturel et comme outil permettant de dire ce patrimoine et lui donner sens.

A ces différents titres, la langue est extrêmement chargée affectivement. Fishman (1989) met par exemple en évidence ce phénomène, et le rôle de lien quasi organique entre membres de la communauté que joue la langue, ce qui explique son rôle central dans l'identité ethnique: « it becomes clearer why language is more likely than most symbols of ethnicity to become the symbol of ethnicity. Language is the recorder of paternity, the expresser of patrimony and the carrier of phenomenology. Any vehicle carrying such precious freight must be viewed as equally precious, as part of the freight, indeed, as precious in and of itself » (Fishman, 1989: 32) et « (...) since language is the prime symbol system to begin with and since it is commonly relied upon so heavily (even if not exclusively) to enact, celebrate and 'call forth' all ethnic activity, the likelihood that it will be recognized and singled out as symbolic of ethnicity is great indeed » (Fishman, 1989: 32).

La langue joue également un rôle central comme une ressource de négociation des relations sociales (Fishman, 2010). Elle joue un rôle important dans le circuit économique, en tant que véhicule par lequel sont assurés les échanges commerciaux (voir par exemple Grin [2006, 2010]), de même dans le circuit politique comme véhicule d'expression de l'autorité (voir par exemple Safran [1992, 2010]).

La religion comme dimension centrale de l'identité ethnique

L'appartenance religieuse joue, au même titre que la langue, un rôle souvent crucial dans l'identité ethnique (voir par exemple Safran [1992, 2003]). Comme dans le cas de la langue, la religion n'est pas un élément stable de l'identité, seulement l'un de ses paramètres dont l'importance varie selon la situation. Toutes les ethnies n'ont pas de religion propre, mais dans le cas où l'ethnie possède une religion qui la distingue des populations voisines, la dimension religieuse peut devenir centrale.

La religion offre à l'individu des ressources symboliques et des normes qui l'intègrent à un ensemble de valeurs collectives, comme l'avait déjà vu Durkheim (2003). A ce titre, elle lui permet, comme le langage, tant d'interpréter le monde que de se relier avec sa communauté. La religion apparaît ainsi comme d'emblée collective et inséparable de la communauté (Willaime, 1995: 16). D'un point de vue individuel, elle joue un rôle d'intégration, d'un point de vue collectif, un rôle de resserrement du lien social.

La fonction sociale de la religion, soulignée par les fonctionnalistes, joue un rôle crucial. On peut ainsi définir la religion comme « ensemble de croyances et pratiques (...) qui remplit dans une société donnée une ou plusieurs des fonctions suivantes: intégration, identification, explication de l'expérience collective, réponse au caractère structurellement incertain de la vie individuelle et sociale » (Bovay *et al*, 1992:35). La religion est également ancrage dans le temps: « [La religion est] un dispositif idéologique, pratique et symbolique par lequel est constituée, entretenue, développée et contrôlée la conscience individuelle et collective de l'appartenance à une lignée croyante particulière » (Hervieu-Léger, 1993: 119). Lien avec le groupe, inscription dans une tradition, cette ambivalence du fait religieux se retrouve dans l'étymologie même du terme, *religare* (relier) ou *relegere* (repandre avec scrupule, recollecter) (Willaime, 1995: 115).

L'ancrage dans une communauté et dans une histoire partagée sont les dimensions par lesquelles la religion est « instrument de l'enracinement » (Michel, 1994: 106) et « bien loin de sa mission affichée, qui serait d'annoncer l'universel, sert d'abord à dire – et à justifier – le particulier » (Michel, 1994: 100). La croyance elle-même devient de ce point de vue secondaire: l'appartenance à la communauté religieuse est bien plus une affaire de tradition partagée que de foi (Hervieu-Léger, 1993). En témoigne par exemple la division entre catholiques et protestants en Irlande du Nord, qui renvoie à des éléments sociaux et culturels et non d'ordre théologique (voir à ce propos le chapitre 3).

Les dimensions d'expérience collective comme la dimension historique présentes dans la religion expliquent son rôle important en matière de formation et maintien de l'identité ethnique.

1.4.4 De l'ethnie à la nation

Selon Crowley, la nation est un groupe ethnique conscient de lui-même (voir chapitre 1.1.2). Le nationalisme est une politisation de la culture et la nation une ethnie se définissant en termes politiques et non plus seulement culturels. Le passage de l'ethnie à la nation requiert un processus de transformation: de l'isolation de la communauté à l'activisme, de la passivité à la mobilisation et de la culture au politique (Smith, 1986: 158). « Any ethnie that aspires to nationhood, must become politicized and stake out claims in the competition for power and influence in the state arena » (Smith, 1986: 156). Dans ce processus de transformation, les éléments constitutifs de l'ethnie (histoire et culture commune, etc.) se retrouvent mais sont réinterprétés¹⁷. Ainsi, la naissance de la nation implique une territorialisation de l'ethnie: l'association mythique avec un territoire se transforme en nécessité de définir et d'affirmer des limites géographiques, de marquer des frontières et d'imposer *in fine* les contours de la portion de territoire où s'exerce la souveraineté étatique¹⁸. De même, la solidarité fluide de la communauté ethnique devient volonté de contrôle des ressources sur le territoire national en vue de préserver la communauté, sa culture, ses traditions, sa langue.

¹⁷ Concernant la réinterprétation de l'histoire par le nationalisme, voir par exemple Harsgor et Stroun (1996).

¹⁸ La qualité différente du territoire ethnique en regard d'un territoire national peut être illustrée par l'exemple d'Israël – territoire mythique d'un retour possible contre territoire revendiqué, puis conquis où est fondé un Etat souverain.

La nation peut se définir – définition à rapprocher et opposer tout à la fois à la définition de l’ethnie – comme: « a named human population sharing an historic territory, common myths and historical memories ; a mass public culture ; a common economy ; and common legal rights and duties for all members » (Smith, 1991: 14). Autant dire que la transformation de l’ethnie en nation implique la perception de la communauté comme une unité territoriale avec des intérêts politiques, économiques et culturels distincts et non plus seulement comme le reposoir d’une mémoire collective et de traditions folkloriques.

1.5 Le nationalisme périphérique

Le présent chapitre s’intéresse de manière spécifique au nationalisme des nations sans Etat ou nationalisme périphérique.

1.5.1 Définitions

La littérature utilise divers termes pour décrire les idéologies politiques, pratiques et mouvements sociaux qui, au sein d’un État souverain, revendiquent pour une portion du territoire et de la population l’existence d’une nation particulière, distincte de la majorité, et la reconnaissance de droits politiques particuliers pour ladite nation. Ces phénomènes se voient décrits, selon les cas, par les termes de séparatisme, d’indépendantisme, de sécessionnisme, d’autonomisme, de mini-nationalisme, d’ethno-nationalisme, de nationalisme périphérique, de nationalisme de minorité ou encore de régionalisme. Une tentative de clarification de ce foisonnement sémantique peut prendre la forme suivante:

- Le *séparatisme*, *indépendantisme* ou *nationalisme sécessionniste* est un principe et une pratique politique visant à séparer un territoire donné de l’État souverain auquel il est rattaché pour le doter de la souveraineté nationale, c’est-à-dire pour constituer un État indépendant.
- L’*autonomisme* est un principe et une pratique politique visant à doter un territoire donné au sein de l’État souverain auquel il est rattaché d’institutions locales aux pouvoirs plus ou moins étendus (« autogouvernement »). Il revendique une administration des affaires locales émancipée du contrôle absolu du centre et un statut politique particulier au sein de l’État.
- Le *régionalisme* est généralement compris comme une revendication d’ordre économique plutôt que politique. Il exige la prise en compte par l’État national des intérêts économiques de la région considérée, sans l’accompagner nécessairement de revendications politiques.

Les termes de séparatisme et d’autonomisme sont souvent confondus dans des concepts plus larges les englobant, par exemple ceux de mini-nationalisme, d’ethno-nationalisme ou de nationalisme périphérique, qu’on peut définir comme suit:

- Le *mini-nationalisme* est un nationalisme qui revendique l’existence et la reconnaissance d’une nation particulière au sein d’un État national constitué ; le terme mini-nationalisme se réfère à l’existence d’un nationalisme de dimension restreinte contrôlé par un nationalisme de dimensions plus larges. Le mini-nationalisme peut être de type autonomiste ou séparatiste.
- Le terme d’*ethno-nationalisme* est souvent utilisé dans la même acception que celui de mini-nationalisme, mais il est plus chargé d’une référence à des dimensions ethniques et culturelles. Par ailleurs, il ne se réfère pas de manière exclusive à des nationalismes sans État, mais peut être le fait de nations disposant d’un État souverain.
- Pour Hechter, « *Peripheral nationalism* occurs when a culturally distinctive territory resists incorporation into an expanding state, or attempts to secede and set up its own government » (Hechter, 2000: 15). Le concept de *nationalisme de minorité* (« minority

nationalism ») est un terme synonyme de celui de nationalisme périphérique. « Un *nationalisme de minorité* constitue un nationalisme d'une nation sans État qui s'est habituellement développée au sein d'États pluriels soumis à des demandes d'autogouvernement par ces nations sans État » (Moreno, 2007: 500).

- A noter que le terme de *régionalisme* est parfois entendu comme synonyme de nationalisme périphérique, par exemple par Snyder (1990).

Dans le présent travail seront utilisés les termes de séparatisme et d'autonomisme, le terme générique de nationalisme, ceux de nationalisme périphérique¹⁹ et de nationalisme de minorité. Le terme de mini-nationalisme a été écarté pour le jugement de valeur implicite qu'il exprime (la Catalogne représente par exemple une « mini-nation » plus peuplée que nombre d'États souverains), celui d'ethno-nationalisme pour le jugement qu'il porte quant au rôle central de dimensions ethniques dans le nationalisme (le nationalisme catalan, par exemple, est généralement considéré comme un nationalisme civique plutôt qu'ethnique).

1.5.2 Les objectifs des mouvements nationalistes périphériques

Le nationalisme est un principe politique affirmant que l'unité politique et l'unité nationale doivent être congruentes (voir Gellner, 2006: 1). Il ne s'agit toutefois pas, pour les mouvements nationalistes, de poursuivre des objectifs politiques au nom d'une communauté nationale donnée et atemporelle. On l'a montré précédemment, la nation est un construit, un artefact culturel. De ce point de vue, les objectifs des mouvements nationalistes peuvent être réputés doubles. Ils concernent:

- *La constitution d'une unité politique.* La souveraineté étatique est au centre des préoccupations des mouvements nationalistes. Les mouvements séparatistes poursuivent la souveraineté pleine et entière tandis que les mouvements autonomistes ont pour objectif un autogouvernement plus ou moins étendu. Pour tous les mouvements nationalistes, toutefois, l'atteinte de droits politiques pour la nation est centrale.
- *La création et le maintien de la nation.* La création de la nation, le maintien de l'unité et de l'identité nationale constitue l'autre domaine de préoccupation central des mouvements nationalistes, puisque c'est sur l'existence de la nation que se fonde leur légitimité à revendiquer la souveraineté politique.

A ces deux objectifs on doit bien entendu ajouter également les objectifs de pouvoir propres au mouvement nationaliste lui-même: reconnaissance institutionnelle du mouvement ou exercice du pouvoir politique (ces éléments seront considérés au chapitre 2).

Les objectifs de souveraineté et de création et maintien de la nation poursuivis par les mouvements nationalistes sont discutés plus en détail ci-après.

1.5.2.1 L'objectif de souveraineté

La souveraineté peut-être entendue comme « la monopolisation du pouvoir politique (du véritable pouvoir) aux mains d'une entité appelée l'État » (Beaud, 1994: 10). Dans cette acception²⁰, la souveraineté est consubstantielle à l'État et reflète la double nature de celui-ci:

- D'une part la souveraineté est une puissance suprême au sein d'un territoire donné, c'est-à-dire l'autorité ultime à laquelle sont soumises, de manière médiate ou immédiate, toutes les personnes physiques et morales au sein du territoire souverain. « La souveraineté est

¹⁹ Sans lui donner nécessairement la connotation séparatiste présente dans la définition d'Hechter.

²⁰ Cette approche reflète la doctrine dominante ayant cours parmi les juristes, qui se sont largement penchés sur les relations entre État, souveraineté et puissance publique.

un pouvoir suprême de domination de l'État sur les personnes qui entrent dans le cercle de sa juridiction » (Beaud, 1994: 52)²¹.

- D'autre part la souveraineté est une puissance indépendante vis-à-vis des autres entités souveraines, elle traduit la non-subordination de l'État considéré à aucun autre État. Contrairement à la souveraineté interne, qui est absolue, « la souveraineté de l'État est relative dans sa sphère externe, où elle rencontre et est limitée par la souveraineté des autres États » (Beaud, 1994: 16).

Les deux faces, interne et internationale, de la souveraineté sont indissociables²².

Le contenu de la souveraineté

La question du contenu de la souveraineté est aussi ancienne que celle de la souveraineté elle-même. Il s'agit de définir s'il est des objectifs, prérogatives ou moyens de l'État d'ordre essentiel²³. Cette question est particulièrement débattue par les auteurs de droit public, qui pour la plupart²⁴ y répondent par la négative. La souveraineté de l'État ne se définit pas par un contenu matériel, c'est-à-dire par les objets spécifiques auxquels s'applique la puissance étatique, mais doit être envisagée sous un angle formel:

- *Définition formelle de la souveraineté.* Jean Bodin développe dès le seizième siècle l'idée que la souveraineté étatique s'incarne dans la loi: l'État est, de par sa souveraineté, à l'origine de l'ordre juridique, inversement la domination de l'ordre juridique est la marque de la souveraineté et puissance suprême de l'État. Le contenu matériel de la souveraineté découle de la puissance du droit: « Sous cette même puissance de donner et casser la loi sont compris tous les autres droits et marques de souveraineté: de sorte qu'à parler proprement on peut dire qu'il n'y a que cette seule marque de souveraineté, attendu que tous les autres droits sont compris en celui-là » (Bodin, 1977)²⁵.
- *Renoncement à une définition matérielle de la souveraineté.* Le contenu matériel de la souveraineté est subordonné, il n'est que le reflet de la puissance de la loi s'incarnant en divers domaines d'application. Cette approche permet de mettre fin à une discussion infinie sur les buts et prérogatives de l'État. Comme l'avait noté Weber: « Il n'est pas possible de définir un groupement politique, pas même l'État, en indiquant seulement la fin de son activité. En effet, il n'existe pas de fin, depuis le souci du ravitaillement jusqu'à la protection des arts, que le groupement politique n'ait à l'occasion poursuivie ; de même, il n'existe pas de fin depuis la garantie de la sécurité personnelle jusqu'à la fonction judiciaire que tous les groupements politiques aient poursuivie » (Weber, 1971: 57-58, cité par Beaud, 1994: 140).

La force de l'approche formelle est de mettre en évidence un principe unique et fondateur de la souveraineté, alors que les tentatives de doter la souveraineté d'un contenu matériel et d'identifier ce contenu n'ont jamais pu parvenir à des conclusions acceptées par tous. Les tenants de l'approche formelle, toutefois, en éludant la question du contenu matériel de la

²¹ Cette définition fait écho à la définition de l'État chez Weber: « Staat ist diejenige menschliche Gemeinschaft, welche innerhalb eines bestimmten Gebiets (...) das Monopol legitimer physischer Gewaltsamkeit für sich (mit Erfolg) beansprucht » (Weber, 1966: 27).

²² « En effet, la souveraineté interne, qui signifie la domination à l'intérieur du territoire, présuppose la souveraineté internationale qui exclut le pouvoir de domination d'un État tiers, de même que la souveraineté internationale implique la souveraineté interne pour pouvoir être effective » (Beaud, 1994: 17).

²³ Entendu comme: qui reflèteraient une essence de l'État

²⁴ Voir Beaud: « (...) en dépit de quelques nuances, la théorie générale de l'État faite par les juristes adopte dans sa majorité la thèse selon laquelle l'État moderne a pour caractéristique de n'être plus définie par un quelconque *telos* politique. » (Beaud, 1994: 141).

²⁵ Cette approche trouve son reflet chez Beaud: « [La souveraineté] n'est que le résultat d'un processus systématique du territoire par le droit » (Beaud, 1994: 53).

souveraineté, c'est-à-dire des objectifs de l'État, tendent aussi à écarter la question des conditions initiales et fondements de la souveraineté, c'est-à-dire de ces éléments matériels qui doivent être réunis pour que naisse et vive un État souverain. Une telle discussion ne peut cependant être totalement mise de côté ici : en pratique, la conquête des conditions matérielles de la souveraineté représente bien l'enjeu principal des luttes menées par les mouvements nationalistes.

Les conditions de la souveraineté

Étudier les conditions de la souveraineté revient à tenter de déterminer si « L'État est détenteur de prérogatives ou de droits tellement essentiels à son existence qu'ils constituent un minimum irréductible, inaliénable, vital » (Poirat, 1992: 83, cité par Beaud, 1994: 139). Ébaucher une théorie générale en ce sens dépasserait le cadre du présent travail, attendu aussi que les contributions scientifiques dans ce domaine sont aussi nombreuses que contrastées²⁶. Nous considérerons quelques auteurs choisis (Beaud [1994], Krüger [1967], Burdeau [1970], La Gorce [1977], Chabot [1991] et Krasner [1999]).

Pour Beaud (1994), les conditions nécessaires à la naissance et survie d'un État souverain peuvent être rangés en deux catégories :

- les *moyens de la puissance publique* (correspondant aux fonctions régaliennes de l'État : forces armées, police),
- les *fonctions juridiques essentielles* de l'État, soit la législation, l'exécution des lois et la juridiction (Beaud, 1994: 150).

Les conditions matérielles de la souveraineté énoncées par Beaud sont fortement influencées par la définition formelle de la souveraineté, puissance de donner et casser la loi : les fonctions juridiques reflètent la nécessité de créer et appliquer le droit ; les moyens de la puissance publique permettent le quadrillage effectif du territoire par le droit. Les conditions matérielles de souveraineté ainsi définies sont minimales, étant entendu qu'à partir de cette base l'État peut définir librement et légalement des objectifs et prérogatives plus étendus.

Krüger (1967) ne se démarque pas fondamentalement de Beaud, en ce qu'il tient également pour centrales à la fois les fonctions juridiques (législative, exécutive et judiciaire) et les fonctions régaliennes (police, armée) de l'État comme conditions nécessaires à sa souveraineté²⁷. Par ailleurs, il met l'accent sur une dimension administrative de la souveraineté : la présence d'un appareil d'État assurant la continuité des institutions est également réputée une condition nécessaire pour qu'un État soit souverain.

Burdeau (1970)²⁸ met comme Beaud et Krüger l'accent sur l'existence et la continuité des trois piliers du pouvoir étatique et, indirectement, sur les moyens de la puissance publique –

²⁶ Selon en particulier la discipline, droit public ou science politique, dont elles sont issues, selon qu'elles s'intéressent à la souveraineté d'un point de vue interne ou externe, et selon l'école de pensée à laquelle elles se rattachent (en particulier, primat du politique ou – par exemple dans les approches marxistes – primat de l'économique).

²⁷ Krüger (1967) identifie les éléments de la souveraineté à laquelle un État souverain ne peut toucher sans signer sa propre fin, qu'il nomme réserve d'État (*Staatsvorbehalt*) et qui sont pour lui : 1) *Pouvoir de décision*. L'État doit préserver en tout temps son pouvoir de décider ce qu'une situation exige. Du point de vue de la souveraineté interne, ceci implique le contrôle des fonctions législative, exécutive et judiciaire comme des moyens de la puissance publique. Du point de vue de la souveraineté externe, cela implique la défense (armée) de la souveraineté contre les États voisins. 2) *Prévention*. L'État doit donner la priorité à la prévention de situations critiques plutôt qu'à leur règlement lorsqu'elles se produisent. La prévention en matière de sécurité extérieure (armée) et de sécurité intérieure (police) sont ici centrales. 3) *Continuité*. L'État doit maintenir une continuité lui permettant de répondre aux obligations précédentes en tout temps. Cette continuité est assurée par un appareil d'État.

²⁸ Burdeau (1970) considère les éléments les plus importants d'un État souverain comme :

en soulignant la nécessité d'un contrôle du territoire par l'Etat souverain –. Comme Krüger il considère également centrale la continuité des institutions. Il ajoute à ces conditions une dimension nouvelle: celle de la capacité de l'État à incarner la nation: la souveraineté ne peut s'envisager sans vouloir-vivre commun des gouvernés et projet étatique conforme à ce vouloir-vivre commun, elle ne peut s'envisager sans paix sociale et projet social. Autant dire qu'elle ne peut s'envisager sans un certain contrôle par l'État sur la création et recréation permanente de la nation, sur ces éléments décisifs à la création d'une cohésion nationale que sont, par exemple, l'éducation, les politiques sociales, etc.²⁹

La Gorce (1977) et Chabot (1991)³⁰ ajoutent aux dimensions précitées la souveraineté économique et logistique. Ils soulignent l'importance d'une souveraineté réelle, effective, de l'État, en opposition avec une souveraineté de papier, et considèrent dans cette optique l'autonomie de l'État vis-à-vis d'acteurs internes (milieux économiques, lobbys, etc.) comme d'acteurs externes (États voisins) comme une condition essentielle de la souveraineté. Krasner (1999), qui s'intéresse à la souveraineté dans le contexte de la mondialisation, va dans le même sens³¹. L'autonomie économique et logistique recouvre, outre divers points cités précédemment (forces armées, etc.), un certain contrôle de l'État sur les ressources et richesses produites sur son territoire, traduit par sa capacité à réaliser une ponction sur ces ressources pour exercer son activité³².

-
- *Le territoire.* Le pouvoir de l'État s'exerce sur un territoire donné, en d'autres termes il n'est pas d'État sans territoire.
 - *La nation.* « [l'effort territorial] n'est valable que si, à l'unité physique de l'espace enclos à l'intérieur des frontières, correspond l'unité spirituelle du groupe qui y vit » (Burdeau, 1970: 33). La pérennité de l'État est conditionnelle à sa capacité de maintenir une unité nationale, c'est-à-dire une cohésion sociale, un vouloir vivre ensemble des gouvernés et un projet commun auxquels ils s'identifient.
 - *La puissance et l'autorité.* La puissance, possibilité d'être obéi, doit se doubler de l'autorité, qualification à s'imposer. Les conditions d'existence de l'État comprennent donc à la fois la possession des moyens de la puissance publique et la légitimité à exercer cette puissance publique.
 - *La légitimité.* Le pouvoir légitime est un pouvoir fondé sur le droit (Burdeau, 1970: 45). A la légitimité sont rattachées deux conditions supplémentaires d'existence de l'État, soit la *sécurité*, entendue comme protection des gouvernés contre l'arbitraire, et un exercice du *pouvoir* d'ordre *légal-rationnel* ou, dans les termes de l'auteur, comme la laïcisation de la fonction politique.
 - *La durée.* Il n'est pas d'État sans permanence des institutions.
 - *L'affirmation de la souveraineté.* Il s'agit de l'affirmation par l'État souverain de son statut souverain et de l'indivisibilité de la souveraineté, c'est-à-dire de sa domination sur toute personne ou groupe part à son territoire.

²⁹ L'étendue du contrôle nécessaire reste par contre une question ouverte, dont on peut supposer d'ailleurs qu'elle n'est pas indépendante des conditions initiales sur le territoire de l'Etat: population homogène culturellement ou non, par exemple.

³⁰ Chabot s'intéresse à la souveraineté constitutive de l'État 'réel', c'est-à-dire de l'État disposant d'un pouvoir effectif. Il considère la souveraineté réelle comme incluant: « la souveraineté interne – un corps politique maîtrisant l'ensemble du territoire et incontesté par la population des gouvernés – et la souveraineté externe – l'indépendance militaire, diplomatique et de décision politique vis-à-vis des puissances étrangères – » (Chabot, 1991: 51-52).

³¹ Krasner distingue quatre types de souveraineté: a) la souveraineté légale, soit la reconnaissance par les Etats de l'indépendance territoriale de chaque Etat, b) la souveraineté westphalienne, soit le droit des Etats de déterminer de manière indépendante leurs propres structures domestiques d'autorité, c) la souveraineté domestique, soit les structures d'autorité domestiques et l'effectivité du contrôle au sein de l'État et d) la souveraineté d'interdépendance, qui reflète l'interdépendance entre les Etats et qui dans le contexte de la mondialisation tend à s'éroder. Krasner note dans ce cadre que, si nombre d'Etats jouissent de la souveraineté légale, ils sont nettement moins nombreux à jouir de la souveraineté westphalienne (Krasner, 1999: 8).

³² A contrario, n'est pas souverain un Etat incapable d'exercer un contrôle minimum sur les richesses produites sur son territoire et une ponction sur ces richesses. Un contre-exemple seraient les Etats dont le gouvernement échoue à contrôler la production de ressources naturelles, ainsi le Sierra Leone au début des années 2000 (voir par exemple Achodo, 2000).

Sur la base des contributions des auteurs précités, on peut considérer en résumé que les conditions matérielles de la souveraineté comprennent³³:

- l'exercice des *fonctions juridiques*, c'est-à-dire le contrôle des fonctions législatives, exécutives et judiciaires à l'intérieur du territoire, comme la souveraineté juridique à l'extérieur, c'est-à-dire capacité à exercer ses fonctions juridiques à l'échelon international (signature de traités, etc.),
- l'exercice des *moyens de la puissance publique* à l'intérieur, c'est-à-dire l'exercice des fonctions de police sur un territoire donné, et des *moyens du maintien de la souveraineté à l'extérieur*, c'est-à-dire entre autres le contrôle des forces armées,
- la capacité de *création et maintien d'une nation et d'un consensus social*, c'est-à-dire l'exercice d'un contrôle minimum sur des fonctions clef assurant la construction de l'identité nationale (éducation, culture, etc.) et du consensus social (politique sociale, en particulier),
- la capacité d'*extraction de ressources* permettant l'exercice des conditions ci-dessus, par exemple par la fiscalité, et le contrôle de ses ressources propres par l'État souverain vis-à-vis des autres États souverains.

Objectifs et revendications des mouvements en matière de souveraineté

En matière de revendications de souveraineté, il existe entre mouvements autonomistes et séparatistes une différence profonde de nature: les premiers revendiquent une autonomie de pouvoir mais subordonnée à la souveraineté de l'État auquel ils sont part, tandis que les seconds revendiquent l'érection d'un État souverain. En dépit de cette différence, les objectifs et revendications des mouvements autonomistes et séparatistes sont en pratique fortement apparentés.

Pour Rokkan et Urwin (1983), les objectifs des mouvements peuvent être compris comme un continuum³⁴ allant de la formation d'une identité propre au séparatisme, qu'on peut représenter comme suit:

³³ Il pourrait être judicieux également de conduire cette discussion sur la base de la littérature existant sur les Etats en déliquescence (« *failed states* »). Il n'existe toutefois pas de définition unique des Etats en déliquescence et, par opposition, des Etats souverains. Dans la définition de Brooks: « Successful states control defined territories and populations, conduct diplomatic relations with other states, monopolize legitimate violence within their territories, and succeed in providing adequate social goods to their populations. Failed states, their dark mirror image, lose control over the means of violence, and cannot create peace or stability for their populations or control their territories. They cannot ensure economic growth or any reasonable distribution of social goods. They are often characterized by massive economic inequities, warlordism, and violent competition for resources. » (Brooks, 2005: 1)

³⁴ Coakley (1993) considère également les demandes du nationalisme périphérique comme un continuum et définit quatre étapes, chaque étape contenant nécessairement les précédentes:

- *Demande d'égalité de citoyenneté*. Demande d'une égalité devant la loi pouvant s'étendre à la demande d'une égalité sociale et économique entre les nations dans l'Etat considéré.
- *Demande de droits culturels*. Demande de reconnaissance symbolique de la culture nationale pouvant s'étendre par exemple à la demande du soutien financier de l'Etat aux cultes et églises particuliers à la nation, d'une éducation plus ou moins étendue dans sa langue, de l'usage de cette langue dans les relations officielles avec l'autorité.
- *Demande de reconnaissance politique institutionnelle*. Demande de reconnaissance plus ou moins étendue d'autonomie, en matière administrative, fiscale et politique.
- *Demande de souveraineté nationale*. Ces exigences impliquent la partition du territoire et l'indépendance de la nation ou son incorporation dans un Etat souverain voisin. (d'après Coakley, 1993: 6-7).

Seules les étapes 3 et 4 correspondent à une revendication de type nationaliste au sens strict.

Tableau 2: La pyramide des objectifs des mouvements

<i>Type d'idéologie / Solution territoriale finale désirée</i>	<i>Degré d'autonomie désiré, de l'intégration à l'indépendance complète</i>	
Séparatisme	Indépendance totale	↑ Indépendance
Confédéralisme	Autonomie régionale et autorité centrale uniquement pour la régulation de problèmes interrégionaux	
Fédéralisme	Pouvoirs autonomes partagés entre un gouvernement central et des régions autonomes	
Autonomie régionale	Statut autonome pour la région uniquement, traitée différemment du reste des régions composant l'Etat	
Régionalisme	Préservation des caractéristiques culturelles de la population de la région	↓ Intégration
Protestation périphérique	Mise sur l'agenda politique du centre de demandes de la population de la région	
Construction d'identité périphérique	Reconnaissance de la spécificité du territoire et de la population de la région et préservation de ses artefacts	
Intégration	Pas d'identité culturelle séparée	

D'après Rokkan et Urwin, 1983: 141.

Pour notre part, il nous semble que les conditions de souveraineté décrites précédemment sont un point de départ adéquat pour l'analyse des objectifs du nationalisme périphérique en matière de conditions de souveraineté. On peut dès lors représenter comme suit ces objectifs (qui seront repris au chapitre 2):

Tableau 3: Objectifs poursuivis par les mouvements autonomistes et séparatistes en relation aux conditions de souveraineté

<i>Conditions de souveraineté</i>	<i>Objectifs des mouvements séparatistes</i>	<i>Objectifs des mouvements autonomistes</i>
Fonctions juridiques internes	Exercice souverain des fonctions juridiques internes (législative, exécutive, judiciaire)	Souveraineté limitée ³⁵ : autonomie du législatif, exécutif, judiciaire limités par le droit de l'État souverain
Fonctions juridiques externes	Exercice souverain des fonctions juridiques externes (relations avec l'étranger)	Souveraineté limitée dans les relations internationales (signature de traités régionaux, etc.). Relations interétatiques, adhésion à organisation supra-étatiques restent compétence du centre ³⁶
Moyens de la puissance publique	Exercice souverain des moyens de la puissance publique	Souveraineté limitée (police autonome, p.ex.)
Souveraineté extérieure	Maintien de la souveraineté extérieure (défense nationale)	Défense nationale reste compétence du centre
Cohésion sociale	Souveraineté en matière de maintien de la nation et de la cohésion sociale	Souveraineté limitée / contrôle partiel sur les politiques publiques (compétences autonomes en matière d'éducation, politique sociale, etc., concurrentes ou complémentaires de celles du centre)
Ressources	Souveraineté en matière d'extraction des ressources (fiscalité)	Souveraineté limitée (fiscalité autonome, p.ex., concurrente de celle du centre)

³⁵ Correspondant par exemple à la souveraineté des cantons décrite dans la constitution fédérale helvétique: « Les cantons sont souverains en tant que leur souveraineté n'est pas limitée par la Constitution fédérale et exercent tous les droits qui ne sont pas délégués à la Confédération » (Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999, Article 3).

³⁶ Voir par exemple la nécessité d'être un Etat souverain pour adhérer à des organisations internationales comme l'ONU, le FMI, la Banque Mondiale, etc.

1.5.2.2 L'objectif de création et maintien de la nation

Le nationalisme crée la nation. Pour ce faire, les mouvements nationalistes inventent ou redécouvrent et réinterprètent le passé (voir chapitre 1.3), définissent un projet de société et revendiquent la souveraineté étatique ou une autonomie politique permettant de le mettre en œuvre (voir chapitre 1.5.2.1). Ces dimensions sont intimement liées entre elles. L'objectif de création et maintien de la nation est un objectif d'ordre culturel qui fait pendant à l'objectif politique de souveraineté: s'il s'agit de défendre un projet politique au nom d'une culture particulière, il s'agit également d'assurer la vivacité de cette culture et l'adhésion de la population aux valeurs, mythes et symboles de la nation, à la volonté de vivre ensemble et à la poursuite d'un destin commun.

On l'a vu au chapitre 1.5.2.1, la capacité de création et maintien d'une nation et d'un consensus social, c'est-à-dire la capacité d'exercer un contrôle sur des fonctions clef assurant la construction de l'identité nationale et du consensus social doit être considérée comme une des conditions de la souveraineté. De ce point de vue, le contrôle sur la politique éducative (enseignement primaire, secondaire et tertiaire), culturelle (promotion de la culture, édition et médias, etc.) et sur les politiques sociales (politiques redistributives, par exemple) représentent des objectifs centraux pour les mouvements nationalistes.

Les objectifs des mouvements en matière de contrôle sur les politiques publiques devraient en partie varier selon le mouvement nationaliste: la nation possède des fondements qui varient selon la communauté considérée. Suivant les ethno-symbolistes et en particulier Smith (1986), on peut supposer que les objectifs des nationalistes dépendent des caractéristiques de l'ethnie et, partant, concernent en particulier les questions linguistiques, religieuses, culturelles, l'interprétation de l'histoire, le territoire et la solidarité, mais de manière variable selon l'ethnie particulière dont il est question. Ainsi, la langue est un élément central de l'identité catalane ou basque et la défense de la langue un enjeu pour leurs mouvements nationalistes respectifs, alors qu'en Irlande du nord ou en Ecosse à l'inverse, le gaélique joue un rôle identitaire mineur et représente de ce fait un enjeu secondaire pour les mouvements.

In fine, il ne s'agit toutefois pas tant pour les mouvements d'assurer le contrôle sur les politiques publiques que d'atteindre les objectifs supérieurs qu'ils poursuivent: allégeance à la nation, reconnaissance et intériorisation par tous des mythes, de l'histoire, de la culture, des valeurs et du sentiment de communion de la nation. Le maintien d'une identité culturelle, l'allégeance à une nation ne dépendent pas uniquement – pour les nations sans Etat – des politiques publiques. Des Juifs de l'Est à la minorité kosovare de Serbie, en passant par les Catalans et les Basques sous le régime franquiste, l'histoire montre nombre d'exemples de communautés ayant maintenu leur identité et développé un sentiment national dans des conditions répressives. Les mouvements nationalistes poursuivent certes l'accès à des compétences politiques autonomes ou souveraines dans les domaines relevant de la formation de la nation, mais ils s'attachent aussi à favoriser l'apprentissage de la langue, de l'histoire ou de la culture nationale et l'identification à la nation même sans accès aux politiques publiques en se substituant le cas échéant à l'Etat³⁷, de même qu'ils s'attachent à assurer sa vitalité et son rayonnement.

Les objectifs poursuivis par les mouvements nationalistes doivent ainsi être appréhendés non seulement en termes de souveraineté étatique et de contrôle sur les politiques publiques (voir chapitre 1.5.2.1) mais aussi en termes d'imprégnation du sentiment et de la culture nationale

³⁷ Comme en témoignent par exemple les cours de catalan ou de basque qui étaient organisés de manière illégale sous le régime franquiste.

dans la population et de vitalité de la culture nationale. Un mouvement nationaliste qui atteint ses objectifs parvient à imposer sur son territoire une langue commune, une appréhension partagée de l'histoire et de la culture, et un sentiment d'identité et d'allégeance à la nation. Les objectifs des mouvements devraient en partie varier selon le substrat culturel dont ils sont issus, de même qu'ils varient entre mouvements séparatistes qui exigent une allégeance unique à la nation et mouvements autonomistes qui poursuivent une allégeance partagée entre la nation et l'Etat constitué, mais ils peuvent à notre sens sommairement être représentés comme suit (ils seront également repris au chapitre 2):

Tableau 4: Objectifs poursuivis par les mouvements nationalistes en relation à la création et maintien de la nation

	<i>Objectifs des mouvements séparatistes</i>	<i>Objectifs des mouvements autonomistes</i>
<i>Identité nationale</i>	Sentiment d'identité nationale et allégeance (unique) à la nation	Sentiment d'identité nationale avec evtl. double loyauté envers l'Etat souverain et la nation
<i>Vitalité de la culture nationale</i>	Diffusion et rayonnement de la culture nationale	Diffusion et rayonnement de la culture nationale
<i>Compétences culturelles de la population</i>	Maîtrise de la culture (histoire, mythes, etc.) nationale par la population, en particulier: Maîtrise de la langue nationale ³⁸	Maîtrise de la culture nationale, evtl. partagée avec la culture de l'Etat constitué, en particulier: Maîtrise de la langue nationale, evtl. bilinguisme

1.6 Quelques modèles explicatifs du nationalisme périphérique

Depuis les années 1960, une littérature très abondante a été publiée dans le domaine du nationalisme. Les modèles explicatifs quant à l'émergence et au développement des mouvements autonomistes et séparatistes abondent. Les apports théoriques de cette littérature sont difficiles à classer, dans la mesure où les points de vue des recherches diffèrent tant en ce qui concerne le phénomène à expliquer qu'en ce qui concerne l'approche explicative choisie³⁹. L'objectif ici est de fournir un bref panorama de ces approches.

³⁸ Pour les mouvements nationalistes pour lesquels la langue nationale est un enjeu.

³⁹ On peut, en suivant Coakley (1992), considérer que les contributions des chercheurs se distinguent sur au moins trois dimensions:

- La définition de la *variable dépendante*. La variable expliquée par le modèle peut être, de manière non exhaustive: le nationalisme sécessionniste, l'autonomisme, la demande de reconnaissance de leur identité culturelle par des minorités périphériques et concentrées géographiquement (y inclus lutte politique anti-coloniale), les demandes de reconnaissance de leurs droits civils ou de leur existence comme groupe de minorités dispersées, la lutte pour l'indépendance économique, l'échec de l'Etat à assimiler des populations minoritaires, l'impérialisme d'Etats indépendants, ou encore une combinaison de plusieurs des éléments ci-dessus (chaque élément pouvant être analysé de manière générale, dans une perspective comparative ou dans le contexte d'un pays ou d'une région particulière) (Coakley, 1992: 2). Hooghe note que chacune des variables dépendantes considérées par Coakley doit encore être distinguée selon deux composantes, soit d'une part les origines du nationalisme et l'émergence des mouvements, d'autre part le développement et la progression des mouvements (Hooghe, 1992:2).

Selon Hooghe (1992), on peut identifier quatre grands types de modèles expliquant l'émergence du nationalisme périphérique, selon qu'ils considèrent le consensus ou à l'inverse le conflit comme la norme du système politique et selon qu'ils donnent la priorité à des facteurs explicatifs d'ordre politique ou non-politique. Ces quatre approches sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Tableau 5: Approches théoriques de l'émergence du nationalisme périphérique

		<i>Normes du système politique</i>	
		<i>Consensus</i>	<i>Conflit</i>
<i>Facteurs dominants dans le modèle</i>	<i>Non politiques</i>	Modèles de développement	Modèles de développement inégal
	<i>Politiques</i>	Modèles centre-périphérie	Modèles de compétition

D'après Hooghe (1992: 24)

Les dimensions sur lesquelles les approches se distinguent peuvent être décrites comme suit:

1. *Normes du système politique: consensus ou conflit.*

Les modèles de *consensus* considèrent qu'un système politique qui fonctionne normalement est en mesure de répondre aux demandes de ses citoyens, et que le consensus est la règle d'un système en équilibre. Ces modèles, inspirés directement ou indirectement de Dahl (1956, 1961) s'appuient sur une perception pluraliste du pouvoir où une diversité d'organisations sociales en concurrence bénéficie d'un libre accès au forum politique. La vie politique se caractérise dans ce modèle par une pluralité de centres de décision autonomes (Schwartzberg, 1988: 570), « political power is both fragmented and widely dispersed. It is held by groups of people acting together to press particular causes and viewpoints » (McAuley, 2003: 29-30). De la compétition entre groupes concurrents, de leur nécessaire recherche de compromis et conciliation résulte un équilibre spontané. Cet équilibre peut être rompu, toutefois, par des éléments perturbateurs, par exemple une modification brutale des conditions de production à laquelle le système politique échoue provisoirement à s'adapter. Lors de dysfonctionnements de ce type, il se peut qu'apparaissent des mouvements de protestation à l'extérieur du forum politique, ainsi le nationalisme périphérique.

Les modèles de *conflit* considèrent le conflit comme une dimension normale d'un système politique. Ces modèles s'inspirent d'une perception élitiste du pouvoir, dans la lignée de Mills

- La *discipline scientifique*. L'approche choisie peut ressortir à la science politique, la sociologie, l'anthropologie, la géographie ou la sociolinguistique (Coakley, 1992: 2-3), que Hooghe (1992:23) résume en une opposition entre approches politiques ou non politiques.
- La *perspective idéologique*. La perspective idéologique sous-jacente au modèle explicatif peut être de type idéaliste, diffusionniste, conflictuelle marxiste ou conflictuelle non marxiste (Coakley, 1992: 3), distinctions qu'on peut ramener d'après Hooghe (1992:22) à une opposition entre perspective consensuelle et perspective conflictuelle.

Le nombre théorique d'approches possibles compte tenu de ces trois dimensions s'élève à 72 dans la classification retenue par Coakley (1992), et peut s'élever à 144 si l'on considère la distinction entre émergence des mouvements et leur développement subséquent que propose Hooghe (1992). Dans la mesure où certaines de ces combinaisons se retrouvent rarement dans la pratique des sciences sociales (par exemple, la sociologie tend à ne pas être idéaliste), le nombre d'approches présentes dans la littérature est de fait moins important, mais il reste néanmoins élevé (Coakley, 1992: 3).

(1956). Plutôt qu'en une pluralité de centres de décision autonomes, le pouvoir s'exerce de manière concentrée, au sein d'une élite restreinte, qui prend l'essentiel des décisions clef de l'État. Le monopole du pouvoir par l'élite s'exerce particulièrement dans les secteurs politique, administratif et économique. Les groupes concurrents sont largement exclus de la prise de décision dans ces domaines. Leurs tentatives d'obtenir une redistribution plus favorable du pouvoir peut alors se traduire par exemple par une revendication nationaliste, c'est-à-dire la revendication d'une redistribution territoriale de la prise de décision politique, administrative et économique. Cette revendication est naturellement de type conflictuel.

2. Facteurs dominants dans le modèle: facteurs politiques ou non politiques

Les modèles *non politiques* considèrent que l'émergence d'une revendication politique comme la revendication séparatiste ou autonomiste doit être expliquée avant tout par des facteurs externes à la sphère politique, soit par des facteurs économiques ou sociaux surtout. L'émergence du nationalisme périphérique s'explique en particulier par des déséquilibres sociaux (conséquences de la modernisation ou d'une compétition autour de ressources économiques rares).

Les modèles *politiques* considèrent les facteurs politiques comme les éléments explicatifs centraux de l'émergence du nationalisme. Le nationalisme s'explique par un dysfonctionnement des institutions politiques ou par une volonté de redistribution du pouvoir politique.

Les chapitres 1.6.1 à 1.6.4 présentent les contributions de quelques auteurs importants affiliés aux quatre approches théoriques décrites ci-dessus.

1.6.1 Modèles de développement

Les modèles de développement mettent en avant des déséquilibres sociaux, conséquence de la modernisation, pour expliquer l'émergence du nationalisme, qui correspond à une réaction de masse dans une société menacée d'anomie. Des facteurs proprement politiques sont exclus de ce type d'explication.

On peut ranger dans l'approche dite de 'développement' les auteurs qui appartiennent à l'approche dite classique des mouvements sociaux (voir à ce sujet McAdam [1986: 6-19], Buechler [2004]). Les auteurs de l'approche classique postulent que des tensions structurelles dans la société créent chez l'individu un état de tension psychologique qu'il résout en recourant à la contestation et la mobilisation sociale. Les objectifs du mouvement de protestation jouent dans ce cadre un rôle secondaire, puisque la participation des individus est dénuée de contenu politique et qu'elle joue avant tout un rôle d'exutoire et de régulateur psychologique. La participation à un mouvement nationaliste est une des formes que peut prendre la mobilisation.

McAdam représente schématiquement comme suit le modèle causal adopté par les théoriciens classiques:

Tension structurelle → Etat de tension ('disruption') psychologique → mouvement social

(d'après McAdam, 1986: 7)

La théorie classique comprend plusieurs sous-modèles. On distingue par exemple:

- les théories de la *société de masse*, où la disparition ou absence de groupes sociaux intermédiaires intégrant les individus dans la vie politique et sociale se traduit par un sentiment d'anxiété et d'aliénation et par des comportements déviants et de protestation (voir par exemple Kornhauser 1959).

- Les théories de l'*inconsistance des statuts*, pour lesquelles une inconsistance entre diverses composantes du statut social d'un individu crée chez l'individu en question une dissonance cognitive, qui peut engendrer la participation à un mouvement de protestation.
- Les théories du *comportement collectif*, qui considèrent la mobilisation sociale comme une conséquence des tensions psychologiques engendrées par le changement social sous ses diverses formes (atomisation de la société, non congruence de statuts, industrialisation, urbanisation, chômage, etc.) (voir par exemple Smelser, 1962).

L'approche classique a eu beaucoup de succès dans les années 1960, à partir du milieu des années 1980 elle est devenue marginale. La plupart des théoriciens qui appliquent une analyse dite classique des mouvements sociaux n'ont pas traité spécifiquement de l'émergence des nationalismes périphériques et leurs modèles s'appliquent tant au nationalisme qu'à d'autres formes de mobilisation sociale. Deutsch (1966), qu'on peut à plusieurs égards rapprocher de ces théoriciens classiques, constitue ici une exception.

Deutsch explique l'émergence du séparatisme par le processus de modernisation et le rôle de la communication dans la création d'une société nationale unifiée. Il postule que la modernisation (entendue comme transformation des formes de production et d'échange économique) entraîne des effets de désintégration puis de reconstitution de la société, selon les deux processus plus ou moins parallèles:

- *Communication et construction nationale*. La modernisation est caractérisée entre autres par la généralisation de l'éducation, par l'avènement d'une communication de masse, par la mobilité géographique des individus. Elle entraîne un accroissement important des interactions ou des influences réciproques entre individus ou groupes sociaux situés dans des régions éloignées les uns des autres. En particulier, elle entraîne une diffusion accrue des valeurs du centre vers la périphérie⁴⁰ et une unification culturelle progressive autour de ces valeurs. Sous l'impulsion du centre, une idéologie nationale diffuse ainsi vers la périphérie, pour aboutir à la création à terme d'une nation unique et indivisible sous l'égide du centre. Pour que ce processus se réalise, les individus doivent toutefois abandonner leurs allégeances et cultures particulières et locales au profit de la culture nationale⁴¹. Ceci engendre temporairement un déséquilibre social, lorsque les valeurs anciennes n'ont plus cours, les valeurs nouvelles n'ont pas encore été intégrées. Une fois la construction nationale achevée, le système trouve un équilibre nouveau, où l'identification de l'individu se porte sur la communauté nationale.
- *Disparition des groupes intermédiaires traditionnels et émergence de mouvements sociaux*. La modernisation entraîne temporairement une désagrégation du tissu social, une disparition des groupes intermédiaires qui intégraient les individus dans la vie sociale et politique, une perte des valeurs identitaires traditionnelles. Dans cette société dépourvue des repères que constituaient les groupes intermédiaires et valeurs traditionnelles, l'individu peut connaître un sentiment d'anxiété propice au développement de comportements déviants. La mobilisation nationaliste est une des formes que prend cette

⁴⁰ Pour une définition des notions de centre et de périphérie, voir aussi chapitre 1.6.3.

⁴¹ Ce phénomène se fait sous l'égide active du pouvoir central: « (...) Deutsch [does] not assume that any mere increase in the rate of intensity of interaction is sufficient to end culture maintenance in the periphery (...). Hence, the active role of the central government is stressed, particularly in the establishment of what is often termed a national 'political culture'. Control of the national information network enables a regime to set national goals, create a national identity, teach needed skills, centralize its power, extend the effective market, confer status on certain groups at the expense of others, and generally manipulate large numbers of individuals through well-developed techniques of mass persuasion » (Hechter, 1975: 25).

déviance, elle permet de remplir certains besoins psychologiques (sentiment d'appartenance, fraternité de la foule, etc.) engendrés par la société de masse.

Le modèle de Deutsch fait historiquement dépendre la formation d'une nation unifiée de la diffusion des valeurs du centre vers la périphérie. C'est seulement avec l'industrialisation et l'avènement d'une communication de masse que les périphéries sont tirées de leur relative isolation, c'est-à-dire que les valeurs et la culture du centre⁴² diffusent vers les périphéries et permettent l'avènement d'une nation unifiée. Dans ce cadre, la mobilisation nationaliste peut apparaître lorsque sous l'effet de la modernisation, la mobilisation sociale se développe plus rapidement et fortement que l'assimilation à la culture nationale. Les individus ainsi mobilisés socialement mais qui ne sont pas encore assimilés risquent de s'éloigner de la culture dominante, de s'y opposer comme de s'opposer au système politique central promoteur de cette culture. La mobilisation sociale prend dans ce cas la forme d'une mobilisation culturelle, puis politique de type nationaliste (autonomiste ou séparatiste).

Diverses critiques ont été apportées à la théorie de Deutsch. Entre autres, on peut lui reprocher de vider la mobilisation nationaliste de son contenu politique. En postulant que la mobilisation nationaliste est une conséquence d'un défaut d'assimilation des individus ou groupes sociaux à la culture du centre, soit l'effet d'une déviance, Deutsch exclut de son schéma explicatif la lutte objective de pouvoir pour des ressources rares. La lutte des mouvements nationalistes pour l'appropriation et la redistribution de ressources (économiques, politiques) est implicitement délégitimée par le modèle ; en particulier, la possibilité que les mouvements nationalistes représentent une tentative de populations pour s'émanciper d'une oppression politique ou économique n'est pas retenue (au contraire des modèles de développement inégal, voir chapitre 1.6.2), non plus que la possibilité d'un choix délibéré des individus d'obtenir, par la mobilisation nationaliste, une redistribution des ressources qui soit plus à leur avantage (au contraire des modèles de compétition, voir chapitre 1.6.4). Par ailleurs, la théorie est mécaniste et ne prend pas en compte suffisamment le contexte culturel de la mobilisation (voir à ce propos Smith [1983]). Elle échoue ainsi à expliquer pourquoi, dans un contexte de modernisation analogue, la mobilisation prend ou non des formes nationalistes ou le chemin particulier poursuivi par les mouvements nationalistes⁴³. Enfin, l'approche de Deutsch ne prend pas en compte suffisamment les conflits et solidarités au sein d'une communauté donnée pour expliquer l'émergence et la trajectoire des mouvements et n'explique pas le soutien de certains groupes sociaux et la réticence ou l'opposition d'autres groupes sociaux à un même mouvement nationaliste (concernant les carences du modèle de Deutsch dans ce domaine, voir Breuilly [1994]).

1.6.2 Modèles de développement inégal

Les modèles de développement inégal, comme les modèles de développement, expliquent le nationalisme par des facteurs non politiques, au contraire des modèles de développement toutefois, ils voient l'émergence du nationalisme comme l'effet de facteurs d'ordre économique et de la lutte pour des ressources rares et distribuées de manière inégale: « Uneven development theories' try to explain nationalism by reference to non-political processes. Nationalism is linked to the struggle of a people to free itself from structures of economic oppression, and hides a class conflict » (Hooghe, 1992: 25).

⁴² A noter qu'implicitement, les valeurs du centre sont ainsi réputées orientées vers la modernité, les valeurs de la périphérie vers la tradition.

⁴³ Ainsi, les théories du développement ne permettent pas d'expliquer pour quelles raisons, dans un contexte de modernisation analogue, la mobilisation a suivi une voie nationaliste en Ecosse et pas dans le nord de l'Angleterre, par exemple.

Un aperçu de la tradition marxiste est incontournable pour appréhender les théories du développement inégal, dont les principaux auteurs, Hechter (1975, 1987, 2000) et Nairn (2001, 2003), puisent largement dans les sources marxistes.

La tradition marxiste

Marx et Engels (Marx et Engels, 1976) se sont peu penchés sur la question nationale directement. Leur analyse peut être résumée comme suit: la nation est essentiellement une forme institutionnelle nécessaire à la bourgeoisie pour l'établissement du capitalisme, dans la mesure où seul un territoire politiquement unifié et culturellement homogène assure la mobilité du capital, de la main-d'œuvre et des biens et services nécessaires à la production et à l'échange de produits de consommation de masse. Il s'agit d'une idéologie bourgeoise et réactionnaire. Dans les nations les plus avancées, toutefois, les conditions peuvent être réunies pour la naissance d'un nationalisme progressiste, d'ordre à renverser la bourgeoisie nationale et établir le régime du prolétariat, classe universelle et véritable représentant de la nation.

Des enseignements de Marx et Engels, la tradition marxiste retient d'abord l'idée que la nation et le nationalisme, comme éléments d'une superstructure politique et idéologique, ne sont pas à appréhender de manière immédiate mais doivent être dérivés de l'infrastructure économique (capitaliste). La nation s'explique alors largement en termes de configurations de classe et le nationalisme en termes de luttes des classes et de contradictions de l'ordre capitaliste (voir Smith, 1998: 48). Ensuite, la tradition marxiste retient que les luttes nationales doivent être considérées à la lumière d'une analyse des différents stades du capitalisme: selon le stade de développement considéré et la lutte nationale à l'œuvre, le nationalisme peut être réputé réactionnaire ou progressiste. Les théoriciens marxistes considèrent ainsi généralement:

- la nature essentiellement bourgeoise et réactionnaire du nationalisme des États-nations capitalistes et l'utilisation de l'idéologie nationaliste pour créer une 'fausse conscience' et diviser les masses prolétaires et, à l'inverse,
- la nature progressiste des mouvements de libération anti-coloniaux, où des élites bourgeoises locales se soulèvent contre l'impérialisme, ainsi que le droit des nations à faire sécession d'empires semi-féodaux auxquels elles seraient rattachées.

Hechter et Nairn s'attachent à l'analyse de ces mouvements nationalistes progressistes identifiés par les marxistes, mais dans le contexte des périphéries européennes (en l'occurrence, les régions périphériques de la Grande-Bretagne).

Michael Hechter

Michael Hechter (1975) s'intéresse au 'colonialisme intérieur' comme facteur explicatif de l'émergence du séparatisme ou autonomisme. Il s'appuie sur les réflexions de théoriciens du colonialisme (par exemple sur Frank, 1969) et étend leur portée aux 'colonies intérieures' des États coloniaux. Les colonies intérieures sont typiquement des régions situées en périphérie de l'État colonial et culturellement distinctes de son centre, tel le Pays de Galles en Grande-Bretagne.

Pour Hechter, les colonies intérieures sont soumises à un développement inégal, dicté par les intérêts du centre, sur un modèle analogue à celui de l'exploitation coloniale. Sont caractéristiques de ce développement inégal une exploitation des ressources matérielles de la périphérie par le centre et une division culturelle du travail: « a system of stratification where objective cultural distinctions are superimposed upon class lines » (Hechter, 1975: 30) concentrant les populations de la périphérie au bas de l'échelle sociale.

La congruence ainsi créée entre les caractéristiques ethniques et culturelles de la périphérie, d'une part, et le système de stratification économique et social entre centre et périphérie, d'autre part, est à l'origine de la mobilisation séparatiste ou autonomiste. Hechter décrit d'ailleurs ainsi la thèse centrale de son ouvrage *Internal Colonialism*: « Its central theoretical claim was that the cause of nationalism lies in the existence of a stratification system that gives cultural distinctions political salience by linking them to individual life chances. (...) when individuals perceive that their life chances are limited by virtue of membership in a particular group, they will either leave that group or come to see that they share vital interests with its members, thereby giving them reason to engage in nationalist political activity » (Hechter, 1987: 5).

La théorie de Hechter soulève diverses critiques. Elle échoue à expliquer l'apparition du séparatisme dans des régions qui n'ont pas été touchées par une division du travail d'ordre capitaliste et impérialiste, telle l'Europe de l'Est au dix-neuvième siècle (voir Smith, 1983: 21), de même qu'elle n'explique pas le séparatisme de périphéries plus avancées que le centre, tels le Pays basque ou la Catalogne. La théorie échoue aussi à expliquer pourquoi les mouvements nationalistes ne sont en général pas menés par les classes situées au bas de l'échelle sociale, mais plutôt par les classes moyennes ou les élites (à propos de la composition sociale des mouvements nationalistes, voir par exemple Hroch [1968], Waldmann [1989], concernant des mouvements nationalistes particuliers, voir par exemple Allahar [2005], Lybarger [2007], Kapur [2010]). Elle constitue par contre une tentative intéressante de replacer la rationalité des acteurs et la lutte pour des ressources rares au centre de l'analyse.

Tom Nairn

Nairn (1977) défend une approche plus ouvertement marxiste que celle de Hechter. Il part du postulat que le capitalisme est créateur de concurrence économique entre groupes ethniques et constitue un facteur de fragmentation sociale. Il considère l'apparition du nationalisme comme une conséquence de la diffusion (géographique) inégale du capitalisme industriel du centre (Angleterre, France, etc.) vers la périphérie.

Selon Nairn, le capitalisme industriel des pays développés se répandant sur la surface du globe, il met en danger les prérogatives des élites à la périphérie, qui visent dès lors à ériger des barrières à la compétition des produits issus du centre, à instaurer un protectionnisme économique et commercial leur permettant de préserver leurs prérogatives. En vue de défendre leurs intérêts, les élites de la périphérie mobilisent les masses populaires autour d'une idéologie romantique et populiste, le nationalisme. Le nationalisme, en créant artificiellement « a militant, inter-class community rendered strongly (if mythically) aware of its own separate identity vis-à-vis the outside forces of domination » (Nairn, 2003: 327), permet l'érection d'une communauté d'intérêts entre masses populaires et élites de la périphérie contre le centre. Le nationalisme est ainsi le produit d'une lutte exacerbée entre élites pour le contrôle de ressources de pouvoir, et c'est aussi, essentiellement, un phénomène populiste, une manipulation des masses par les élites dans ladite lutte de pouvoir.

Smith (1983) a émis diverses critiques à la théorie de Nairn:

- La théorie de Nairn implique un développement du nationalisme d'abord dans les régions périphériques réagissant à la pression impérialiste des États précocement industrialisés. Or, historiquement, le nationalisme est né dans les pays du centre, tels la France, l'Angleterre, l'Allemagne, etc., qui lui ont d'ailleurs fourni ses théoriciens les plus importants.

- Nairn donne au nationalisme un caractère populiste, c'est-à-dire qu'il l'entend comme une mobilisation des masses manipulées par les élites. Il ne rend pas compte ainsi de la composition sociale variable des mouvements nationalistes selon les régions, ni du fait que les mouvements nationalistes sont souvent des mouvements issus des classes moyennes.
- Nairn traite de manière mécaniste les facteurs culturels expliquant le nationalisme et échoue à expliquer pourquoi la résistance à l'impérialisme du centre prend ou non des formes nationalistes. Or, parmi les groupes ethniques candidats potentiels à une prise de conscience nationale, seule une minorité emprunte la voie du nationalisme, comme l'a noté Gellner (2006). Le modèle de Nairn ne permet pas de rendre compte des formes diverses (mouvements nationalistes, socialistes, etc.) prises par la résistance à l'impérialisme.
- En contradiction partielle avec l'approche de Nairn, divers auteurs ont argué que dans certains cas la libre-circulation des biens rendent le séparatisme moins attractif pour les élites périphériques (voir par exemple Pi-Sunyer [1985] et Polèse [1985]). Historiquement, une partie des revendications catalanes à l'égard de Madrid s'est par exemple concentrée sur l'exigence d'un libre accès aux lucratifs marchés d'Amérique latine par les marchands catalans (voir chapitre 5).

1.6.3 Modèles centre-périphérie

Les modèles centre-périphérie se basent comme les modèles de développement (voir chapitre 1.6.1) sur une approche consensuelle du politique, mais au contraire de ces derniers, ils se concentrent sur le rôle de facteurs politiques dans l'émergence et la diffusion du fait national. Les auteurs les plus importants de cette mouvance sont Rokkan et Urwin (voir Rokkan et Urwin [1982, 1983], Rokkan, Flora, Kuhnle et Urwin [1999]).

Rokkan et Urwin développent une approche territoriale du pouvoir politique et une approche historique de la construction étatique⁴⁴. S'ils ne s'intéressent pas directement à la dynamique nationaliste, ils proposent néanmoins un modèle à la fois explicatif des conditions d'apparition de mouvements nationaliste à la périphérie des Etats et normatif, c.-à-d. proposant des arrangements institutionnels permettant de prévenir l'émergence d'un nationalisme périphérique.

Pour comprendre le modèle de Rokkan et Urwin, il convient de considérer d'abord leur définition des notions de centre et périphérie territoriale:

- le centre peut être défini comme un lieu privilégié dans un territoire, « the location of major military-administrative, economic and cultural institutions » (Rokkan et Urwin, 1983: 6). C'est un point nodal du territoire: « the centre controls a disproportionately greater share of the total communication flow in the system than any alternative location » (Rokkan et Urwin, 1983: 7).
- la périphérie est à l'inverse un lieu caractérisé par la distance et la dépendance à l'égard du centre: « A periphery is located at some distance from the dominant centre or centres, and its transactions with the central areas are fraught with costs. A periphery is also different from the central areas on one or more scores: while the degree of distinctiveness will vary, being to some extent a function of distances and dependence, there will invariably be some minimum level and sense of separate identity. Finally, a periphery is dependent upon one or more centres in at least one of (...) [three domains of behaviour]: in

⁴⁴ Le deuxième élément n'est pas traité ici.

political decision-making, in cultural standardization, and in economic life » (Rokkan et Urwin, 1983: 3-4).

Un État donné peut posséder un centre unique, dominant d'un point de vue politique, économique et culturel. C'est par exemple le cas de la France, avec la domination claire de Paris. L'État peut au contraire posséder une structure dite polycéphale, c'est-à-dire plusieurs centres culturels, économiques et politiques. Ainsi de l'Allemagne ou de la Suisse, par exemple.

La mobilisation de type nationaliste est toujours une possibilité dans les régions périphériques dans la mesure où elles sont culturellement différentes du centre. Pour qu'une différence culturelle se transforme en mobilisation politique, toutefois, deux éléments jouent d'après Rokkan et Urwin un rôle central:

- D'une part, la région considérée doit disposer de ressources de pouvoir lui permettant de s'opposer au centre politique. Pour Rokkan et Urwin, une mobilisation nationaliste est dès lors particulièrement probable si une périphérie politique est parallèlement un centre économique et culturel.
- D'autre part, la lutte nationaliste (autonomiste ou séparatiste) est particulièrement probable lorsque l'État central n'ajuste pas la structure de ses institutions de manière à refléter la dispersion effective du pouvoir économique et culturel sur le territoire. En d'autres termes, si le risque de mobilisation nationaliste existe potentiellement dans tous les États polycéphales, ce risque tend à s'actualiser lorsque l'État est de type unitaire et majoritaire, à l'inverse le risque d'émergence d'un mouvement nationaliste peut être réduit par le fédéralisme et l'introduction d'un veto des minorités.

Le modèle de Rokkan et Urwin explique ainsi la naissance des nationalismes basque et catalan comme une résultante à la fois du poids économique et culturel de ces deux régions en Espagne et de l'inadéquation des structures de pouvoir politique de l'Espagne à cette réalité. Il contient un élément normatif, également, en ce qu'il propose implicitement une décentralisation politique comme permettant d'enrayer le nationalisme dans ces deux régions.

Les principales critiques qu'on peut adresser à Rokkan et Urwin sont les suivantes:

- La théorie de Rokkan et Urwin explique l'apparition du séparatisme ou autonomisme de manière relativement mécaniste. Le modèle ne rend pas compte des exceptions possibles, soit les régions périphériques remplissant les conditions identifiées par Rokkan et Urwin, mais dépourvues de mouvements nationalistes ou à l'inverse les régions périphériques dépourvues de ressources culturelles ou économiques importantes, mais qui ont néanmoins développé un nationalisme périphérique. Le nationalisme corse, par exemple, est difficilement explicable dans ce modèle. Le modèle ne permet pas non plus d'expliquer le timing ou les dynamiques d'évolution des mouvements nationalistes.
- Le modèle considère la périphérie comme une unité d'action, sans prendre en compte les intérêts contradictoires qui peuvent exister au sein de la périphérie. Les ressources à disposition des mouvements nationalistes ne peuvent être estimées en considérant uniquement le produit intérieur brut ou la résonance culturelle d'une région, elles dépendent de la mesure dans laquelle élites économiques ou culturelles sont sensibles aux arguments nationalistes. Au Pays Basque, cas qui semble au premier abord valider le modèle de Rokkan et Urwin, les élites industrielles ont longtemps poursuivi une politique hispanophile en raison de leur dépendance économique envers Madrid (voir chapitre 6.1), si bien que leurs ressources n'étaient pas disponibles pour le mouvement nationaliste.

- Concernant les aspects normatifs du modèle, soit la nécessité de développement d'une démocratie de consensus pour éviter l'apparition ou endiguer le développement de mouvements nationalistes, la théorie ne permet pas de déterminer le degré de décentralisation ou veto des minorités nécessaire pour enrayer la mobilisation nationaliste, du moins lorsqu'elle est installée. Ainsi du cas belge, où la constitution d'un État fédéral n'a pas empêché la progression du nationalisme flamand, comme du cas basque, où l'autonomie conférée à la région a échoué à contenir le mouvement nationaliste ou à diminuer sa virulence.

Les modèles de centre-périphérie semblent avoir une influence durable dans le traitement de la question nationale, en particulier pour ce qui concerne les aspects normatifs de la redistribution du pouvoir. Une partie importante de la littérature sur le nationalisme s'intéresse aux mécanismes de redistribution du pouvoir par les États en vue d'atteindre à un équilibre non conflictuel entre centre et périphérie. Les contributions dans ce domaine sont trop nombreuses pour être toutes citées. On notera par exemple les ouvrages de Safran et Maiz (2000), Coakley (2003) ou Norman (2006).

1.6.4 Modèles de compétition

Les modèles de compétition, comme les modèles de développement inégal (voir chapitre 1.6.2), soulignent l'importance de la compétition autour de ressources rares pour expliquer l'émergence du nationalisme. Dans les modèles de compétition, toutefois, l'accent est mis davantage sur le rôle de la rationalité individuelle comme facteur explicatif du nationalisme: les individus choisissent de se mobiliser selon des critères ethniques et nationalistes en fonction des avantages personnels qu'ils peuvent en tirer. Les théories économiques du nationalisme (de Breton [1964, 1995], Congleton [1995, 2000] ou Pagano [1995]) comme les théories de la mobilisation des ressources ou de la structure des opportunités politiques issues de la recherche sur les mouvements sociaux peuvent être rangées parmi ces approches. Les modèles de compétition forment aussi la base théorique implicite de nombreuses publications consacrées aux conflits et guerres ethniques sous l'angle de la sécurité et des relations internationales (voir par exemple Brown *et al* [2001]).

Les approches dites de la mobilisation des ressources soulignent que les mouvements sociaux sont une activité orientée vers des objectifs et le fait d'individus rationnels et, suivant la théorie des choix rationnels, s'intéressent aux coûts et bénéfices de la participation à un mouvement social – typiquement un bien public – en mettant l'accent sur les conditions de ressource et d'organisation nécessaires pour assurer la mobilisation du mouvement. Ces approches ne sont pas spécifiques aux mouvements nationalistes mais peuvent leur être appliquées (pour une explication des théories de la mobilisation des ressources, voir par exemple McAdam [1986: 20-35] ou Edwards et MacCarthy [2004]). Les approches dites de processus politique dans la littérature sur les mouvements sociaux mettent en avant pour leur part les effets de la structure des opportunités politiques – soit la réceptivité ou vulnérabilité du système politique à la contestation – sur la motivation des individus à former ou participer à des mouvements sociaux et sur les stratégies de protestation (pour une discussion détaillée de l'approche dite de processus politique, voir le chapitre 2.4).

Breton (1964, 1995) analyse pour sa part le nationalisme à la lumière des théories de l'investissement qu'ont développé les micro-économistes. Comme un investissement, le nationalisme suppose d'une part un coût, l'investissement de ressources dans la cause nationaliste, d'autre part un résultat (espéré), la création d'un État-nation ou de droits particuliers pour la région ou population concernée et le rendement qui lui est associé, soit une série d'avantages monétaires ou non liés à l'érection de frontières et à la création de

marchés protégés pour la nation considérée. Typiquement, en effet, la création d'un Etat souverain implique une protection du marché national par la politique d'immigration, le contrôle des importations, etc. Même en l'absence de création d'Etat souverain, une protection accrue du marché national peut être atteinte et passer par exemple par l'introduction de critères linguistiques pour l'accès à l'emploi. Le nationalisme, en d'autres termes, correspond à la recherche d'une rente de situation (*rent-seeking*) à caractère ethnique et national.

Les préférences nationalistes doivent être considérées à l'échelon individuel. Le degré de nationalisme d'un individu correspond à un calcul d'optimisation mettant en balance les coûts de l'investissement dans le nationalisme pour l'individu concerné et les avantages individuels attendus d'une protection accrue du marché national⁴⁵. Le degré de nationalisme affiché par les individus varie ainsi en fonction de leur optimum individuel. Le degré de nationalisme d'une région particulière correspond quant à lui à l'agrégation de ces préférences individuelles.

Comme Breton, Congleton (1995, 2000) analyse le nationalisme sous l'angle de la théorie des investissements. De sa contribution, on peut retenir en particulier l'idée que la pression sociale est un facteur influençant le niveau d'investissement en nationalisme des individus (dans le cas où l'inaction est sanctionnée et la participation récompensée par la société, la fonction d'investissement des individus en est affectée). On peut retenir également son analyse du rôle des arrangements institutionnels de l'Etat comme influençant ce niveau d'investissement en nationalisme: une attitude permissive de l'Etat vis-à-vis des nationalismes périphériques a selon Congleton un effet d'intensification des conflits ethniques, chaque communauté cherchant à obtenir une rente de situation sur une base ethnique, ce qui entraîne un effet de surenchère entre les communautés.

La principale contribution de ces auteurs est de rejeter l'idée que l'identité est une source inhérente de conflit, et de considérer au contraire que le nationalisme constitue un des axes possibles de mobilisation des individus dans leur lutte pour des ressources rares, qu'ils retiennent ou abandonnent selon ce que leur dicte leur avantage individuel⁴⁶. Une contribution importante, également, consiste dans leur analyse différenciée du nationalisme selon la situation – et donc le calcul d'optimisation individuel – de chaque membre d'une société. Enfin, elle consiste dans leur hypothèse, que les études empiriques semblent généralement soutenir, que les classes moyennes et supérieures de la société, qui selon les circonstances ont le plus à gagner d'une protection accrue de l'économie, sont également celles qui ont le plus de chance d'investir dans le nationalisme.

Parmi les critiques qu'on peut adresser aux modèles de compétition, on notera en particulier qu'en considérant le nationalisme comme un choix idéologique parmi d'autres, motivé par des considérations rationnelles, donc récusable et modifiable en tout temps, ces modèles échouent à expliquer la pérennité du nationalisme une fois qu'il a été mobilisé ; de même, leur perspective instrumentale ne permet pas de saisir pourquoi un substrat culturel semble systématiquement nécessaire pour assurer la naissance d'un mouvement nationaliste.

⁴⁵ Il est important de noter ici que la nation est clairement un bien public, c.-à-d. caractérisé par la non-exclusion et la non-rivalité de consommation. La décision de s'investir dans la mobilisation nationaliste dépend toutefois du calcul individuel des coûts et avantages privés que l'individu peut retirer de son appartenance au mouvement nationaliste (emploi, prestige, etc.). A propos de la théorie des biens publics et des conditions de participation comme d'investissement individuel dans la production de biens publics, voir Olson (1965).

⁴⁶ Les modèles de compétition s'inscrivent ainsi clairement dans une perspective dite postmoderniste sur le nationalisme (voir chapitre 1.3.3).

1.7 Bilan

Le présent chapitre s'est attaché à une présentation générale des concepts de nationalisme et de nationalisme périphérique. Parmi les éléments à retenir pour la suite de l'analyse, il faut considérer en particulier:

1) Le nationalisme est à la fois un principe politique, une idéologie et un mouvement social qui revendique la souveraineté politique au nom de la nation. Pour le nationalisme de nations sans Etat, il s'agit en même temps d'un principe politique qui revendique l'atteinte de droits politiques pour la nation, d'une idéologie qui s'emploie à construire l'allégeance de la population à la nation et d'un mouvement social qui vise à la mobilisation de la population dans la construction d'un État.

2) La revendication nationaliste a pour substrat la nation. Cette dernière est une entité ambiguë qui possède à la fois une composante civique et ethnique: d'une part contrat social et volonté de vivre ensemble, d'autre part histoire, territoire, culture et mythes partagés par une communauté. Le dernier élément est souvent réputé central dans le nationalisme, dans la mesure où le nationalisme comme idéologie ou mouvement social s'appuie plus naturellement sur un substrat ethnique ou culturel, sur le sentiment d'une communauté imaginaire fondée sur des mythes, que sur des valeurs civiques abstraites.

3) La relation entre le nationalisme et son substrat ethnique fait l'objet de débats entre théoriciens. On retiendra en particulier ici la position moderniste, pour laquelle le nationalisme invente ses mythes et symboles et réinterprète librement l'identité ethnique mais une fois la nation inventée, elle possède une certaine pérennité et ne peut plus être réinterprétée librement, ainsi que la position ethno-symboliste pour laquelle la création de la nation s'appuie sur une texture préexistante de mythes, mémoires, valeurs et symboles qui sont présents dans la communauté ethnique et que le nationalisme retrouve et réinterprète. Dans ces deux optiques, les mouvements nationalistes contemporains devraient être fortement imprégnés par l'histoire, le territoire, la culture, les mythes de la communauté ethnique sur laquelle se fonde la nation ou sur l'histoire, le territoire, la culture et les mythes inventés par le nationalisme au dix-neuvième siècle. Ce constat sera repris dans le cadre théorique développé au chapitre 2, dans lequel on discutera les contraintes et opportunités que créent les dimensions de l'identité ethnique ou nationale de la société dont ils sont issus pour les mouvements nationalistes (voir chapitre 2.3).

4) Le nationalisme de nations sans Etat, dit aussi nationalisme périphérique ou nationalisme de minorité, peut être autonomiste ou séparatiste. Dans les deux cas, il poursuit essentiellement deux objectifs: d'une part la constitution d'une unité politique, soit la souveraineté pleine et entière pour les mouvements séparatistes et un autogouvernement plus ou moins étendu pour les mouvements autonomistes, d'autre part la création et le maintien de la nation et de l'identité nationale.

- a) La souveraineté (ou éventuellement une autonomie politique plus ou moins poussée) est la revendication centrale des mouvements nationalistes. L'existence ou non d'un contenu matériel de la souveraineté fait l'objet de débats parmi les spécialistes. On a toutefois tenté ici de définir les éléments du contenu matériel de la souveraineté qui devraient jouer un rôle central pour les mouvements nationalistes: 1) exercice des fonctions juridiques (législatives, exécutives et judiciaires), 2) exercice des moyens de la puissance publique, 3) maintien de la nation et du consensus social, soit le contrôle sur des fonctions clef pour la construction de l'identité nationale (éducation, culture, etc.) et du consensus social (politique sociale, etc.), 4) capacité d'extraction de ressources (fiscalité, par exemple).

- b) Concernant le second objectif des mouvements, la création et le maintien de la nation, il ne peut être réduit à un contrôle sur les fonctions clef de l'Etat mais doit être compris dans une acception plus large: il s'agit pour les mouvements de créer un sentiment d'identité nationale dans la population, d'assurer la vitalité de la culture nationale et la maîtrise de cette culture par la population.

Au chapitre 2 et suivants, on reprendra ces objectifs et leurs sous-dimensions lorsqu'on considérera tant les objectifs des mouvements nationalistes que l'impact atteint par les mouvements.

5) Le chapitre 1 a discuté brièvement diverses approches explicatives de l'émergence et du développement du nationalisme périphérique. Parmi les quatre modèles d'analyse présentés, le chapitre 2 s'attachera à développer un modèle explicatif du nationalisme périphérique qui s'inscrit dans la lignée des modèles de compétition et en particulier des théories du processus politique.

2 LE NATIONALISME PÉRIPHÉRIQUE COMME MOUVEMENT SOCIAL

Le présent chapitre développe un modèle théorique en vue d'analyser le nationalisme périphérique. Ce modèle part du constat que les mouvements nationalistes sont des acteurs politiques, qui poursuivent des objectifs politiques, mais dont les revendications trouvent leur origine dans la défense d'une identité et d'une culture spécifique. Le nationalisme est à la croisée des chemins entre culture et politique, entre aspirations identitaires et aspirations à la souveraineté, et dans ce cadre également soumis aux contraintes de son environnement politique et culturel pour formuler et imposer son projet de société. La trajectoire des mouvements nationalistes est dès lors en partie déterminée par le contexte culturel dans lequel ils émergent, en partie par les contraintes politiques auxquelles ils font face: d'une part l'identité particulière qu'ils défendent joue un rôle central dans la définition de leurs objectifs, leurs tactiques et leurs répertoires d'action, d'autre part les opportunités et contraintes qu'ils rencontrent dans la sphère politique ont aussi une influence sur ces mêmes objectifs, tactiques et répertoires, ainsi que sur le succès atteint par les mouvements. En conséquence, le modèle considère que la trajectoire des mouvements nationalistes doit être expliquée en considérant l'influence de deux types de facteurs sur les mouvements:

- a) le contexte culturel dont est issu le mouvement, soit la structure des opportunités discursives ouvertes au mouvement (voir en particulier chapitre 2.3) et
- b) le contexte politique que rencontre le mouvement nationaliste, soit la structure des opportunités politiques à laquelle est confrontée le mouvement (voir en particulier chapitre 2.4).

Le modèle développé dans le présent chapitre s'inspire de la littérature sur les mouvements sociaux, en particulier des travaux concernant l'effet du processus politique sur les mouvements ainsi que la littérature concernant le framing des mouvements sociaux. A ce titre, a) il tente d'approcher les *mouvements nationalistes comme des mouvements sociaux* qui b) sont engagés dans la *production de significations* ('*framing*') en vue de mobiliser des *adhérents potentiels* et de *s'assurer des soutiens politiques* et dans ce cadre sont appelés à interpréter et reformuler les griefs présents dans une population qu'ils entendent mobiliser autour de la question nationale, soit en particulier sont appelés à '*politiser la culture*'; dans ce cadre, les mouvements ne sont pas libres de choisir dans les différents éléments de l'identité ethnique les éléments qui les arrangent le mieux mais sont en partie contraints par une narration qui les précède, si bien que c) *l'identité ethnique et nationale* telle qu'elle est formulée dans la population représente une *contrainte et une opportunité pour les mouvements* (soit, par analogie avec la structure des opportunités politiques, la *structure des opportunités discursives du mouvement*) qui a également des *répercussions sur leurs objectifs, stratégies d'action, leur interaction avec la sphère politique et leurs chances de succès*. Il approche également les mouvements nationalistes sous l'angle des modèles dit de compétition pour lesquels d) *l'émergence et la trajectoire des mouvements nationalistes s'expliquent largement par des facteurs politiques* et le conflit est une dimension normale d'un système politique: le pouvoir (politique, administratif et économique surtout) est réputé concentré aux mains d'une élite et le nationalisme est une tentative de groupes exclus d'obtenir une redistribution plus avantageuse du pouvoir en leur faveur ; la structure du pouvoir en place, les stratégies informelles des élites du centre et les alliances éventuelles avec les élites seront en particulier considérés ici comme des facteurs centraux expliquant les modalités par lesquelles les mouvements nationalistes tentent de redistribuer le pouvoir à leur avantage

(*effet de la structure des contraintes et opportunités politiques* (*‘political opportunity structure’* ou *‘POS’*) sur les mouvements). Par ailleurs, e) le modèle retenu considère les mouvements nationalistes dans une *perspective comparative* en s’appuyant sur des analyses qualitatives du pouvoir politique, de l’identité ethnique et des trajectoires des mouvements nationalistes.

Le chapitre est structuré comme suit: il discute dans un premier temps le mouvement nationaliste comme mouvement social et procède à quelques définitions concernant les mouvements sociaux. Il présente ensuite un modèle d’analyse global des mouvements nationalistes périphériques considérés comme mouvements sociaux et discute en particulier les notions de structure des opportunités discursives et de structure des opportunités politiques des mouvements et leurs effets présumés sur la trajectoire des mouvements nationalistes. Il formule également dans ce cadre les hypothèses de recherche guidant la suite de l’analyse. Enfin, le chapitre présente les méthodes utilisées pour tester empiriquement le modèle théorique ainsi développé.

2.1 Le mouvement nationaliste comme mouvement social

2.1.1 Mouvement social: définition

Les mouvements nationalistes sont analysés dans la présente étude en tant que mouvements sociaux. Ceci demande une clarification conceptuelle, dans la mesure où la notion de mouvement social est polysémique (voir par exemple Diani, 1992). Une analyse systématique de la littérature amène toutefois Diani (1992) à conclure que, si les définitions varient notablement selon les auteurs, ils s’accordent dans leur ensemble à considérer les mouvements sociaux « as networks of informal interactions between a plurality of individuals, groups and/or organizations, engaged in political or cultural conflicts, on the basis of shared collective identities » (Diani, 1992: 1). Les mouvements sociaux doivent être perçus comme une dynamique sociale particulière, un processus dans lequel différents acteurs (individus, groupes informels et / ou organisations) élaborent une identité propre, définissent une position commune dans un conflit social et, ce faisant, donnent sens à des actions de protestation et explicitent des conflits et enjeux de pouvoir spécifiques (Diani, 1992: 2) Cette définition générique met en avant quatre aspects centraux dans la dynamique des mouvements sociaux:

- des réseaux d’interaction informelle,
- une solidarité et des croyances communes,
- l’action collective sur des enjeux conflictuels et
- une activité qui se déploie largement hors de la sphère institutionnelle et des procédures routinières de la vie sociale (Diani, 1992: 7).

En complément de la définition de Diani, il paraît intéressant de relever celles de Snow, Soule et Kriesi (2004) et de Tilly (1979). Pour Snow, Soule & Kriesi, « Social movements can be thought of as *collectivities acting with some degree of organization and continuity outside of institutional or organizational channels for the purpose of challenging or defending extant authority, whether it is institutionally or culturally based, in the group, organization, society, culture or world order of which they are part* » (Snow, Soule et Kriesi, 2004:11)⁴⁷, soulignant par là qu’un mouvement social...

⁴⁷ Cette définition fait écho à la définition de Turner et Killian des mouvements sociaux « a collectivity acting with some continuity to promote or resist change in the society or organisation of which it is part » (Turner et Killian, 1987: 223 [cité par Diani, 1992: 3]), ainsi qu’à celle de McAdam et Snow, pour qui « we can define a social movement as a collectivity acting with some degree of organization and continuity outside of institutional

- est engagé dans une forme d'action collective⁴⁸,
- présente une certaine durée temporelle,
- présente un certain degré d'organisation,
- définit ses objectifs en termes de changement ou en relation au changement. Selon Snow, Soule et Kriesi: « fostering or halting change is the *raison d'être* of all social movements » (Snow, Soule et Kriesi, 2004:8),
- se définit par rapport à une autorité existante: « (...) we argue that movements be considered as challengers to or defenders of existing *institutional authority* – whether it is located in the political, corporate, religious, or educational realm – or patterns of *cultural authority*, such as systems of beliefs or practices reflective of those beliefs » (Snow, Soule et Kriesi, 2004:9),
- et agit en dehors des canaux institutionnels ou organisationnels.

Tilly (1979) indique pour sa part « the term *social movement* applies most usefully to a sustained *interaction* between a specific set of authorities and various spokespersons for a given challenge to those authorities » (Tilly, 1979: 12) et définit le mouvement social comme « a sustained series of interactions between power holders and persons successfully claiming to speak on behalf of a constituency lacking formal representation, in the course of which those persons make publicly visible demands for changes in the distribution or exercise of power, and back those demands with public demonstrations of support » (Tilly, 1979: 12)⁴⁹. Comme Snow, Soule et Kriesi (2004), Tilly considère le mouvement social comme engagé dans une forme d'action collective, défini par rapport à une autorité existante, avec des objectifs définis en relation au changement. En outre, selon Tilly, le mouvement social...

- doit être compris en termes d'interaction avec le pouvoir, d'action collective et de campagnes de protestation, et non entendu comme un groupe spécifique (Tilly [1979, 2004]). En particulier, il ne faut pas confondre le mouvement social avec les organisations et réseaux qui le soutiennent ;
- se caractérise par une manière distincte de poursuivre des objectifs politiques, en s'appuyant sur un répertoire d'action particulier (manifestations, grèves, sit-ins, etc.) et une représentation de la cause, des objectifs, de l'identité du mouvement dans l'espace public.

channels for the purpose of promoting or resisting change in the group, society or world order of which it is part » (McAdam et Snow, 1997: xviii).

⁴⁸ Est entendue comme action collective: « any goal-directed activity engaged in jointly by two or more individuals » (Snow, Soule & Kriesi, 2004: 6).

⁴⁹ Dans un autre texte, Tilly note par ailleurs: « [] a distinctive way of pursuing public politics began to take shape in Western countries during the later eighteenth century, acquired widespread recognition in Western Europe and North America by the early nineteenth century, consolidated into a durable ensemble of elements by the middle of the same century, altered more slowly and incrementally after that point, spread widely through the Western world, and came to be called a social movement. That political complex combined three elements: 1) campaigns of collective claims on target authorities ; 2) an array of claim-making performances including special-purpose associations, public meetings, media statements, and demonstrations ; 3) public representations of the cause's worthiness, unity, numbers, and commitment. I am calling that historically specific complex a social movement" (Tilly, 2004: 7).

2.1.2 Mouvements sociaux, partis politiques et groupes d'intérêts

Pour la plupart de la littérature consacrée aux mouvements sociaux, ces derniers agissent par définition hors des institutions politiques établies⁵⁰. Ceci amène à distinguer les mouvements des partis politiques et groupes d'intérêts et souvent à les opposer. Snow, Soule et Kriesi (2004), par exemple, indiquent que leur définition des mouvements sociaux distingue ceux-ci des groupes d'intérêts, qui a) sont intégrés dans l'arène politique alors que les mouvements sociaux sont par essence extérieurs à l'arène politique et interagissent de manière précaire avec elle, b) poursuivent leurs objectifs principalement par des moyens institutionnels comme le lobbying, alors que les mouvements sociaux les poursuivent principalement par l'usage de moyens non institutionnels et c) sont généralement définis en lien direct avec le politique, alors que les mouvements sociaux s'étendent au-delà de la sphère strictement politique (Snow, Soule et Kriesi, 2004). De même, les mouvements sociaux sont à distinguer des partis politiques, qui participent du pouvoir institutionnel.

Tilly s'inscrit en faux contre cette approche: « It is a mistake to conceive of a social movement as a group somehow parallel to (but also opposed to) a party » (Tilly, 1979: 12), en mettant l'accent sur la centralité de l'interaction et non de l'organisation comme constitutive d'un mouvement social (voir aussi chapitre 2.1.1). La littérature récente sur les mouvements sociaux s'est par ailleurs en partie distanciée d'une approche des mouvements sociaux qui tend à opposer mouvements et politique institutionnelle, pour s'intéresser davantage aux relations existant entre mouvements, partis et groupes d'intérêts et à la complémentarité entre protestation et politique conventionnelle pour faire avancer une cause particulière sur l'agenda politique (voir par exemple Goldstone, 2003a). Comme le note Goldstone, « it may be the ability of groups to combine *both* protest *and* conventional tactics for influencing government actors that best conduces to movement success » (Goldstone, 2003b: 7).

Il nous paraît adéquat, concernant les mouvements nationalistes, de suivre une telle approche et de nous intéresser tant à la protestation qu'à la politique institutionnelle des mouvements nationalistes: le mouvement nationaliste (dans son acception large) est un mouvement engagé dans une forme de *challenge* en relation avec les autorités étatiques et poursuivant un changement politique au nom de la nation. L'organisation du mouvement nationaliste peut varier, et prendre la forme d'organisations partisans et de groupes d'intérêts ou la forme des mouvements extra-institutionnels que la plupart des auteurs définissent comme mouvements sociaux au sens strict. Il ne nous paraît pas judicieux de restreindre la notion de mouvement nationaliste à l'action située en dehors des canaux institutionnels: l'organisation du mouvement sous forme partisane, sa participation aux élections locales, régionales ou nationales sont également une manifestation du conflit national. Dans la lignée de Tilly (1979), nous comprenons plutôt le mouvement nationaliste comme interaction entre pouvoir en place et challengers sur la question nationale, et il apparaît évident que le challenge peut être le fait tant d'individus, de groupes informels, d'associations culturelles que de groupes d'intérêts ou de partis politiques. Ce challenge se produit souvent hors de la sphère institutionnelle, mais il peut aussi se produire au sein des institutions politiques établies. A l'inverse, toutes les actions des acteurs, institutionnels ou non, ne ressortent pas au mouvement nationaliste: les partis nationalistes poursuivent également des objectifs spécifiques, par exemple en termes de politiques publiques (de santé, d'emploi, etc.), qui ne sont pas directement liés à l'enjeu national ; les groupes informels ou associations culturelles déploient également des activités qui n'ont pas nécessairement un lien direct avec le

⁵⁰ « Virtually everyone writing about social movements agrees that they have two defining characteristics: they demand social and political change, and they are outside established political institutions » (Burstein *et al*, 1995: 136).

mouvement (en particulier, toutes les activités visant à maintenir vivante la culture locale ne sont pas stricto sensu à considérer comme part au mouvement nationaliste, même si la ligne de démarcation est parfois floue en ce domaine).

Il est à souligner que cette approche est nettement plus englobante que les définitions dominantes du mouvement social par la littérature spécialisée (voir également au chapitre 2.1.3 la définition retenue du mouvement nationaliste).

2.1.3 Le mouvement nationaliste comme mouvement social: définition

Reprenant les contributions des auteurs précédents, on peut s'essayer à définir le mouvement nationaliste. Le mouvement nationaliste peut, suivant Diani (1992), être considéré comme un réseau d'interactions entre une pluralité d'individus, groupes et / ou organisations engagés dans un conflit politique et culturel sur la base d'une identité nationale commune. Ou, suivant Tilly (2004), comme une série soutenue d'interactions entre les détenteurs du pouvoir et des individus revendiquant avec succès de parler au nom d'une nation particulière, dans le cadre desquelles ces personnes demandent publiquement des changements dans la distribution ou l'exercice du pouvoir au nom de ladite nation.

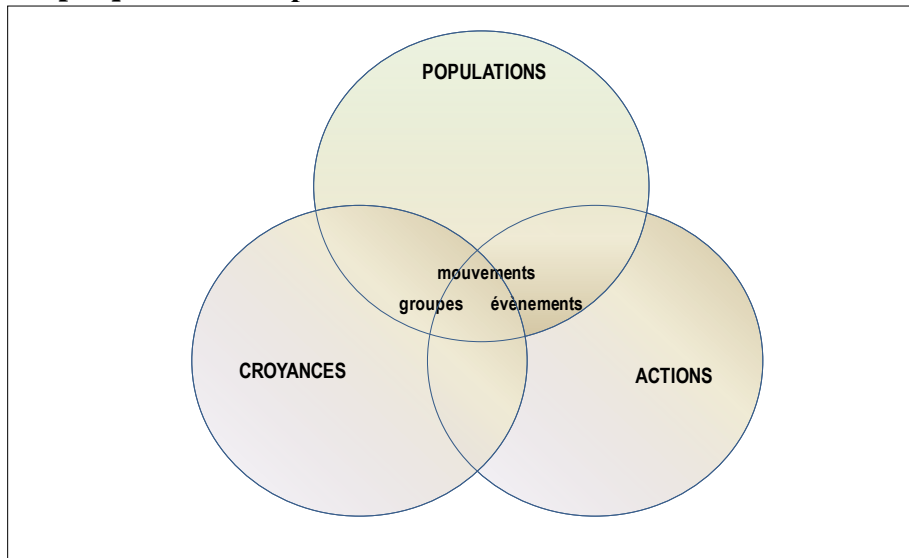
Les caractéristiques du mouvement nationaliste sont, en particulier, d'être engagé dans une forme d'action collective⁵¹ et de définir ses objectifs en termes de changement politique et culturel au nom de la nation, de présenter ainsi un défi politique envers les autorités institutionnelles et un défi culturel envers le système de valeurs dominant, de présenter également une certaine continuité dans le temps et un certain degré d'organisation, et de poursuivre en partie ou largement ses objectifs en dehors des canaux institutionnels formels, en s'appuyant aussi – mais pas exclusivement – sur un répertoire d'action (pétitions, manifestations, grèves, actions violentes, etc.) ne ressortant pas aux canaux institutionnels. L'organisation du mouvement nationaliste peut varier selon les mouvements considérés et comprendre tant des acteurs institutionnels comme les partis ou groupes d'intérêts que des acteurs non institutionnels.

2.1.4 Frontières de l'objet d'étude

On l'a noté précédemment, le mouvement nationaliste poursuit par le biais de l'action collective des objectifs politiques au nom d'une identité spécifique. Cette définition reste toutefois passablement floue s'agissant de déterminer ses frontières. Comme l'a souligné Tilly (1978) concernant l'action collective, celle-ci se trouve à l'intersection entre trois entités distinctes: la population, les valeurs et l'action (voir graphique 6 ci-dessous).

⁵¹ Comme le note Tilly (1978), l'action collective recouvre cinq composantes essentielles: l'intérêt, l'organisation, la mobilisation, l'opportunité et l'action collective elle-même. Tandis que les *intérêts* concernent les gains et pertes résultant de l'interaction d'un groupe avec d'autres groupes, l'*organisation* comprend essentiellement les aspects de la structure d'un groupe qui affectent directement sa capacité à défendre ses intérêts, la *mobilisation* quant à elle est le processus par lequel le groupe acquiert un contrôle collectif sur les ressources nécessaires pour l'action, les *opportunités* la relation entre le groupe et le monde qui l'entoure, en particulier les opportunités et menaces pour le groupe dans la défense de ses intérêts résultant des relations avec l'environnement ou de changements dans ces relations, et l'*action collective*, enfin, consiste dans les individus agissant ensemble dans la poursuite d'intérêts communs et résulte des combinaisons mouvantes entre les intérêts, l'organisation, la mobilisation et les opportunités.

Graphique 6: Unités pour l'étude de l'action collective



Source: Tilly (1978)

L'étude des mouvements nationalistes peut dès lors être envisagée de trois points de vue:

- a) On peut considérer les *groupes de populations* qui présentent une structure particulière dans la population concernée et des croyances partagées, et s'intéresser à l'action collective issue de ces groupes. Typiquement, dans le cas du nationalisme, il s'agit des groupes nationalistes particuliers d'une région, de leurs origines sociales, leurs intérêts, leurs croyances, leurs possibilités de mobilisation et des actions collectives que développent ces groupes particuliers.
- b) On peut au contraire s'intéresser d'abord aux *événements*. L'accent est mis dans ce cas sur des comportements collectifs, tandis que les groupes spécifiques et leurs valeurs sont secondaires. Dans le cas du nationalisme, ceci revient par exemple à s'intéresser avant tout aux événements de protestation sous la bannière nationaliste et, de manière secondaire, aux groupes participant à des actions de protestation, aux demandes qu'ils expriment et aux valeurs auxquelles ces demandes renvoient.
- c) Enfin, on peut s'intéresser aux *mouvements*. Tilly met toutefois en garde contre les difficultés de cette approche, dans la mesure où le mouvement peut être entendu à la fois comme un groupe de population particulier partageant une identité et des croyances communes ou être entendu en termes d'action. Or, le groupe, les croyances et l'action ne constituent pas une entité stable et évoluant de concert, mais suivent souvent des trajectoires divergentes. Ceci rend l'analyse malaisée: faut-il considérer centrale l'identité et les croyances, quand bien même le groupe qui les adoptent ou les actions se modifient dans le temps ? Faut-il se concentrer sur le groupe, quand bien même ses croyances se modifient ? Ou encore se concentrer sur l'action, quand bien même elle est portée par des groupes changeants et renvoie à des valeurs mouvantes ?

Pour analyser les mouvements nationalistes, il semble judicieux, comme le propose Tilly, d'adopter des points de vue alternés. Pour cette raison, nous adopterons ici une approche pragmatique où l'analyse ne se limite pas nécessairement au nationalisme entendu comme mouvement social (voir chapitres 2.1.1 à 2.1.3), mais tente aussi de saisir le nationalisme selon divers facettes, en considérant les enjeux particuliers auxquels est confrontée la population concernée, en discutant les systèmes de valeurs dans la région considérée ou à

d'autres moments en se concentrant sur l'action collective (voir à ce propos en particulier les chapitres 3 à 7).

2.1.5 Le mouvement nationaliste comme mouvement social: acteurs et organisation, stratégies et répertoires d'action, résultats

Comprendre la dynamique des mouvements sociaux exige de clarifier quelques notions centrales concernant les dimensions clef des mouvements sociaux: acteurs et organisation des mouvements, force et stratégie des mouvements, objectifs poursuivis par les mouvements et leur succès. L'objectif du présent chapitre est de fournir un bref aperçu descriptif de ces dimensions.

2.1.5.1 Les acteurs d'un mouvement social

Les acteurs d'un mouvement social peuvent être rangés en trois catégories selon McAdam et Snow (1997)⁵²:

1) *Les protagonistes* incluent les groupes et collectivités supportant le mouvement ou représentés par celui-ci:

- Les *adhérents*, soit les individus qui s'engagent dans les activités du mouvement et la poursuite de ses objectifs, sont au cœur du mouvement social. Leur engagement peut être plus ou moins régulier et actif ; parmi les adhérents, les *activistes* investissent un temps ou une énergie importante pour la cause poursuivie.
- Les *électeurs* (« constituency ») du mouvement sont les individus que l'organisation du mouvement social entend représenter et qui sont sa principale source de support et de ressources. Tous les individus constituant l'électorat ne sont pas également intéressés par les activités du mouvement, ils peuvent y être plus ou moins indifférents ou sympathiser avec lui, mais c'est typiquement au sein de l'électorat que se recrutent les adhérents du mouvement.
- Les *bénéficiaires* du mouvement sont les individus qui devraient bénéficier des changements poursuivis par le mouvement. Typiquement, les électeurs devraient se compter parmi ses bénéficiaires et, selon les objectifs poursuivis par le mouvement, d'autres groupes peuvent également le cas échéant profiter de son activisme.

2) *Les antagonistes* sont des acteurs ou groupes en opposition avec le mouvement social. On compte parmi les antagonistes:

- Les *cibles* de l'action du mouvement, par exemple le gouvernement local ou national, mais également d'autres acteurs éventuels qui sont la cible des changements politiques que le mouvement entend obtenir.
- Les *contre-mouvements*, soit des mouvements opposés au mouvement social et dont l'objectif est de neutraliser ou de contrer les activités du mouvement.

3) *Les spectateurs* sont enfin une troisième catégorie d'acteurs qui, a priori et contrairement aux deux catégories précédentes, n'a pas d'intérêt dans le conflit. Le statut d'observateur neutre est fluctuant, les spectateurs peuvent aussi être amenés à prendre parti en fonction du déroulement du conflit, si bien que tant les mouvements que leurs opposants s'emploient activement à s'attirer si possible la sympathie de l'opinion publique et de transformer les spectateurs neutres en protagonistes du ou opposants au mouvement.

⁵² S'appuyant également sur les travaux de Hunt, Benford et Snow (1994).

2.1.5.2 L'organisation des mouvements sociaux

Traditionnellement, les mouvements sociaux ont été considérés comme des comportements collectifs désorganisés (voir aussi chapitre 1.6.1). L'école dite de mobilisation des ressources a toutefois mis en évidence que les mouvements sociaux sont des entités organisées de manière formelle et informelle. On distingue en général:

- L'organisation informelle du mouvement, soit les réseaux sociaux à travers lesquels les individus sont recrutés et amenés à participer au mouvement,
- L'organisation formelle du mouvement, soit des organisations de mouvements sociaux (« *social movements organizations* ») qui sont souvent des entités légales et reconnues par l'Etat et qui, combinées, forment l'industrie du mouvement social. Dans les mots de McCarthy et Zald: « A *social movement organization* (SMO) is a complex, or formal, organization which identifies its goals with the preferences of a social movement or a countermovement and attempts to implement those goals. (...) All SMOs that have as their goals the attainment of the broadest preferences of a social movement constitute a *social movement industry* (SMI) – the organizational analogue of a social movement » (McCarthy et Zald, 2003: 173).

Il est toutefois à souligner que les mouvements sociaux sont des phénomènes complexes comprenant des organisations formelles, des groupes informels et leur interaction, mais qui ne peuvent être réduits à ces dimensions. Comme le montre par exemple Oliver (2007) concernant la foule, les dynamiques de foules lors d'actions collectives de protestation échappent à une analyse qui se concentrerait uniquement sur l'organisation: toutes les manifestations ne sont pas le fait d'organisations, et une fois assemblées les foules développent une dynamique propre et peuvent poursuivre des activités qui n'étaient pas prévues par les organisations.

Les mouvements sociaux ne peuvent ainsi, comme déjà mentionné, être réduits aux organisations qui les représentent mais doivent de préférence être conçus comme des ensembles d'actions complexes menés par différents acteurs organisés ou non.

2.1.5.3 Les objectifs, la force et les stratégies des mouvements sociaux

Les mouvements sociaux sont une forme d'action collective et un sponsor de l'action collective⁵³ (McAdam et Snow, 1997: xxiv). Selon Marwell et Oliver (1984), on peut définir un mouvement social comme un ensemble complexe d'actions collectives orientées vers un objectif particulier de changement social. En d'autres termes et comme le souligne Oliver (2007), le mouvement social par définition ne se limite pas à une action collective particulière (p.ex. une manifestation) mais englobe une grande variété d'actions collectives et de campagnes de protestations⁵⁴ orientées vers des objectifs spécifiques particuliers.

Les mouvements sont des agents de changement au succès et à l'influence politique variable. Selon Kolb (2007), la littérature distingue en général trois types de variables décisives pour expliquer leur impact:

⁵³ L'action collective peut être entendue comme une activité orientée vers des objectifs poursuivie conjointement par deux individus ou plus (McAdam et Snow, 1997: xxiv), voir également supra la définition de Tilly (1977).

⁵⁴ On appelle campagne de protestation un ensemble d'actions moins importantes et moins complexes qu'un mouvement social et orientée vers des objectifs de changement spécifique. Les mouvements sociaux sont en général composés d'un nombre de campagnes de protestation réalisées par des acteurs collectifs qui peuvent varier selon les campagnes considérées. Pour en citer un exemple, les actions de protestation des prisonniers – telles les grèves de la faim de 1981 et 1982 – en Irlande du nord ont représenté des campagnes de protestation spécifiques dans le cadre du mouvement nationaliste nord-irlandais.

- *La force des mouvements.* La force des mouvements peut se comprendre en termes de taille du mouvement ou en termes d'intensité et d'extension de son activité. Le *potentiel de mobilisation* d'un mouvement indique le potentiel de population dans une société qui pourrait théoriquement être mobilisé par un mouvement (voir Kriesi *et al*, 1995: 5). La *taille du mouvement* est souvent saisie par le nombre d'adhérents au mouvement, par ses ressources (financières, personnelles) ou par le nombre d'organisations de mouvement social (SMOs) participant au mouvement. L'*extension* de son activité peut être appréhendée par le nombre d'actions de protestation (par exemple manifestations, émeutes, etc.) du mouvement, son *intensité* par les caractéristiques des actions de protestation, en particulier leur degré de confrontation et violence. L'estimation de la force des mouvements pose un certain nombre de problèmes d'opérationnalisation, compte tenu que les mouvements sont d'une part composés de réseaux formels et informels plutôt qu'une organisation unique et d'autre part que la mesure de l'activité des mouvements pose également problème (voir chapitre 2.6). De manière générale, on tend à considérer que la force du mouvement est une dimension explicative importante dans l'étude d'un mouvement social, même si les études empiriques ne montrent pas nécessairement de lien direct entre force et succès politique des mouvements (voir à ce propos Kolb, 2007: 39ss).
- *Les objectifs des mouvements.* Les mouvements poursuivent des objectifs politiques plus ou moins faciles à atteindre. Kriesi *et al* (1995) distinguent dans ce cadre la poursuite d'objectifs dans des domaines politiques très profilés (« *high-profile domains* ») ou peu profilés (« *low-profile domains* ») et supposent que les mouvements ont plus de chance d'obtenir des résultats lorsque leurs revendications touchent à des domaines peu profilés. Selon Kolb, « Whether a policy issue is considered high- or low-profile depends on the perceptions of political and economic elites, which is shaped by their conception of the core tasks and core interests of the state (...). In general, high-profile policy issues are defined by four features: 1) high-level of resources – in terms of past expenses and future investments – involved in the policy issue ; 2) significant challenges to power held by established actors ; 3) significant challenges to the survival of the government ; and 4) widespread perception of a policy issue as part of the national interest. » (Kolb, 2007: 47, basé sur Kriesi *et al*, 1995). Les mouvements nationalistes, dans la mesure où ils remettent en cause les arrangements institutionnels de l'Etat, ont typiquement des objectifs dans un domaine très profilé. A ces critères, Giugni (2004) ajoute la capacité de l'Etat à répondre au défi posé par le mouvement social, en fonction de son degré d'autonomie sur l'enjeu considéré.
- *La tactique des mouvements.* On entend par tactique des mouvements les moyens (« *means* ») retenus par le mouvement dans la poursuite de ses objectifs (« *ends* »). La manière dont les mouvements se mobilisent, les tactiques et stratégies qu'ils adoptent, peut influencer de manière cruciale leur impact politique. Les tactiques concernent par exemple la rhétorique identitaire adoptée par le mouvement ou son *répertoire d'action*⁵⁵. Parmi les choix de répertoire effectués par les mouvements, on distingue en particulier les répertoires d'action *modérés* des répertoires d'action confrontatifs et *violents*. L'effectivité du choix de répertoire quant à l'atteinte de ses objectifs par le mouvement a fait l'objet de nombreuses recherches. Un panorama des principales études concernant l'impact politique de stratégies violentes est à trouver par exemple

⁵⁵ Par répertoire d'action, on entend en particulier les activités (pétitions, manifestations, sit-ins, etc.) adoptées par le mouvement pour mettre en scène la protestation.

dans Giugni (2004) – sur la base duquel l’auteur conclut que de manière générale, le choix de tactiques confrontatives et violentes par les mouvements sociaux semble accroître leur impact politique et leur potentiel de changement (pour une discussion des relations entre mouvements modérés et radicaux, voir par ailleurs le chapitre 2.5).

Les stratégies des mouvements dépendent aussi du type de mouvement considéré. On distingue généralement les mouvements *instrumentaux*, qui tentent d’obtenir des antagonistes – en particulier l’Etat – des biens collectifs ou d’éviter des maux collectifs spécifiques, les mouvements *subculturels* dont l’objectif est la (re)production d’une identité collective spécifique, et qui privilégient en général l’interaction au sein du groupe, et les mouvements *contreculturels*, qui comme les mouvements subculturels ont une dimension identitaire centrale, mais qui s’exprime surtout en relation avec les autorités ou des tiers (Kriesi, 1996). Les objectifs et la stratégie des mouvements s’en ressentent, en particulier du fait que l’interaction avec les antagonistes est un élément central pour les mouvements instrumentaux et contreculturels, alors qu’elle joue un rôle moins important pour les mouvements subculturels.

Les mouvements nationalistes présentent une dimension instrumentale évidente, dans la mesure où ils visent à obtenir des concessions étatiques, mais également compte tenu de l’importance centrale de l’identité collective dans le nationalisme, des caractéristiques pouvant les rapprocher des mouvements subculturels (en particulier, la célébration de la nation en dehors de tout objectif politique) ou des mouvements contreculturels (en particulier face à des contre-mouvements, par exemple dans le cas irlandais). Ceci pose également un certain nombre de difficultés lorsqu’il s’agit de mesurer l’activité des mouvements (voir à ce propos le chapitre 2.6).

2.1.5.4 L’impact des mouvements

Comme l’indique Giugni (2004), l’impact des mouvements sociaux fait l’objet de deux débats dans la littérature consacrée aux mouvements: d’une part, le succès de stratégies confrontatives et violentes ou à l’inverse de stratégies modérées par les mouvements en vue d’atteindre leurs objectifs, d’autre part le rôle que joue l’organisation interne des mouvements ou à l’inverse de facteurs externes (en particulier de la structure des opportunités politiques) pour expliquer le succès des mouvements. Pour notre part, nous nous intéresserons surtout au rôle des facteurs d’influence externes sur le mouvement dans le succès qu’ils atteignent (voir en particulier chapitre 2.2).

Le succès des mouvements a été défini par Gamson (1990) comme l’atteinte par les mouvements de résultats soit dans la reconnaissance du mouvement par ses antagonistes, soit dans le gain de nouveaux avantages pour les bénéficiaires du mouvement. A ceci, Rochon et Mamazian (1993) ont ajouté un troisième type d’impact, soit l’atteinte de changement dans les valeurs de la société.

Le succès des mouvements peut ainsi être décliné en trois types de succès:

1) *La reconnaissance du mouvement par les antagonistes.* Il s’agit en particulier de la reconnaissance du mouvement par l’Etat, le cas échéant par des contre-mouvements, comme défenseur légitime d’intérêts légitimes. Dans le rapport du mouvement à l’Etat, on peut comprendre ceci en particulier comme l’*institutionnalisation* du mouvement et sa reconnaissance comme interlocuteur par l’Etat.

2) *Le gain de nouveaux avantages pour les bénéficiaires du mouvement.* Ce type d’impact est à comprendre en particulier comme la capacité du mouvement à influencer les politiques publiques. L’influence du mouvement sur les politiques publiques peut être estimée

diversement selon le type de résultat considéré. En se basant sur Burstein *et al* (1995), on peut distinguer six types de résultats possibles: 1) L'accès, c'est-à-dire la perméabilité du système politique et des autorités au mouvement social et à ses demandes concernant une politique publique ; 2) La mise sur l'agenda, c'est-à-dire la capacité du mouvement d'ajouter un enjeu sur l'agenda politique ; 3) La politique publique, soit l'adoption de la législation désirée ; 4) L'output, soit la mise en œuvre de la politique publique ; 5) L'impact, soit l'amélioration de la situation existante et 6) L'outcome, soit la transformation des arrangements politiques et sociaux (d'après Giugni, 2004: 7).

Les résultats atteints par les mouvements nationalistes en termes de gains de nouveaux avantages doivent être mis en relation avec les objectifs poursuivis par ces mouvements. Comme on l'a indiqué au chapitre 1.5.2.1, ces objectifs concernent la souveraineté étatique ou autonomie de la région.

Pour les mouvements nationalistes, le succès atteint en termes d'obtention de nouveaux avantages pour les bénéficiaires peut ainsi être estimé (compte-tenu également que les mouvements nationalistes étudiés ne sont pour aucun d'entre eux parvenus à l'obtention de la souveraineté étatique) en considérant

- en matière *d'autonomie* de la région, l'adoption de politiques publiques en ce sens, soit à la fois l'obtention d'un statut d'autonomie pour la région et le degré d'autonomie atteint, en particulier sur les dimensions centrales de l'autonomie: exercice des fonctions législative, exécutive et judiciaire, exercice des moyens de la puissance publique, extraction des ressources (fiscalité), contrôle sur les politiques publiques visant au maintien et création de la nation et de la cohésion sociale et éventuellement de contrôle sur la défense nationale et de relations avec l'étranger (voir également chapitre 1.5.2.1).
- en matière *d'indépendance* de la région, la mise sur l'agenda politique de cette question, soit la reconnaissance des aspirations d'autodétermination de la région et l'engagement éventuel d'un processus politique permettant, le cas échéant, d'aboutir à l'indépendance.

3) *Le changement des valeurs de la société.* Ce troisième type d'impact concerne la capacité du mouvement d'influencer et de modifier le système de valeurs de la société. Comme on l'a noté au chapitre 1.5.2.2, les mouvements nationalistes poursuivent comme objectif central la création et le maintien de la nation. L'impact des mouvements devrait dès lors être considéré sur la base des changements de valeurs et comportements sociaux qu'ils parviennent à atteindre sur les dimensions suivantes:

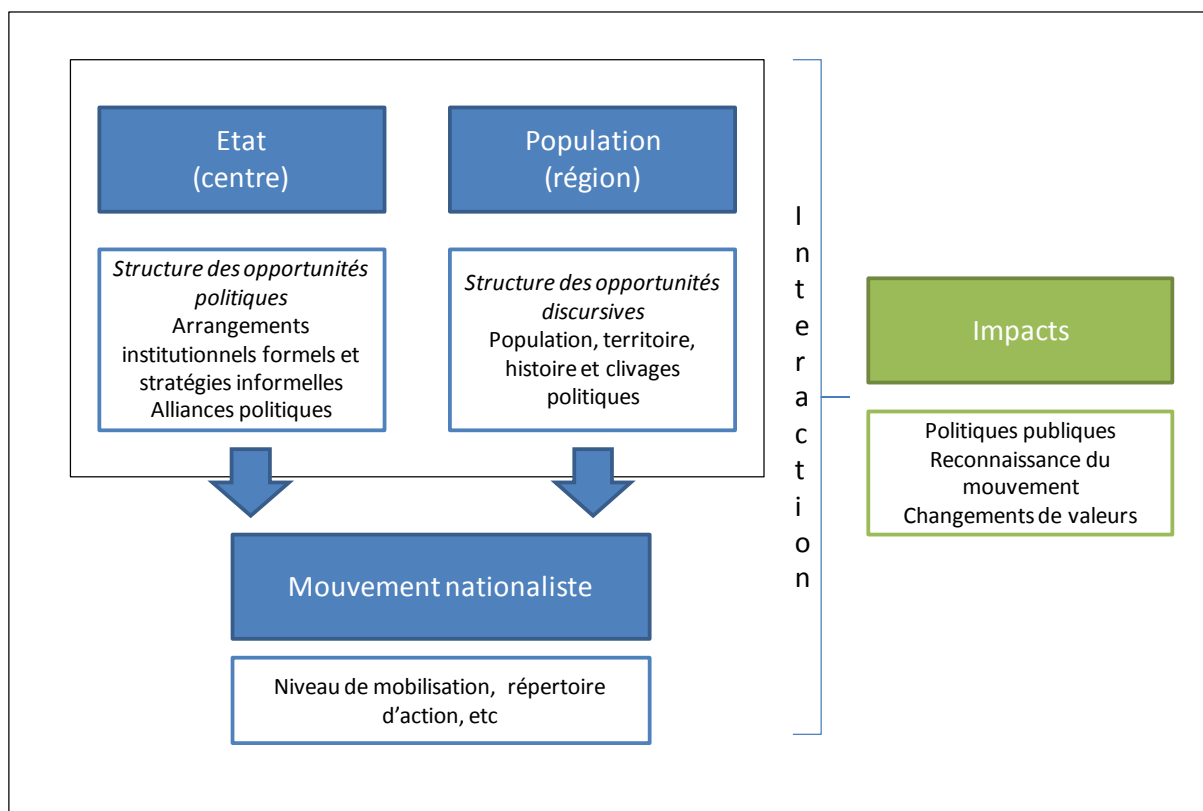
- sentiment d'identité nationale et allégeance à la nation
- diffusion et rayonnement de la culture nationale
- maîtrise de la culture nationale par la population, en particulier maîtrise de la langue nationale (voir également chapitre 1.5.2.2)

Le succès atteint par les mouvements nationalistes et mesuré à l'aune de ces différents impacts sera considéré en détail pour chaque mouvement nationaliste aux chapitres 3.3, 4.3, 5.3, 6.3 et 7.3 et fera l'objet d'une comparaison au chapitre 8.

2.2 Modèle général d'analyse des mouvements nationalistes comme mouvements sociaux

Le modèle d'analyse général des mouvements nationalistes a été présenté en introduction. A des fins de lisibilité, il est reproduit ici. Les différentes dimensions du modèle sont discutées plus en détail aux chapitres 2.3 à 2.5.

Graphique 7: Modèle d'analyse



Comme on l'a déjà noté précédemment, nous considérons comme point de départ de l'analyse l'impact des mouvements nationalistes, c'est-à-dire les résultats qu'ils atteignent (en termes de reconnaissance par l'Etat, de gains de nouveaux avantages pour leurs bénéficiaires et de changement de valeurs de la société). L'impact atteint par les mouvements est la résultante de l'interaction entre le mouvement social, l'Etat et la société. De manière générale, on peut considérer le succès des mouvements comme résultant de facteurs endogènes (organisation, degré de mobilisation, stratégies du mouvement, etc.) et de facteurs exogènes. Par hypothèse, les facteurs exogènes les plus importants concernent les caractéristiques de l'Etat central et celles de la région d'où est issu le mouvement. Le modèle se concentre sur l'influence de ces deux variables sur les mouvements nationalistes.

Nous supposons que les mouvements nationalistes sont soumis à deux types de contraintes exogènes principales qui ont une influence déterminante sur leur trajectoire:

a) La structure des opportunités discursives des mouvements

Les mouvements nationalistes expriment les aspirations nationales d'une région. Les mouvements n'ont que partiellement la possibilité d'influencer la manière dont est définie la nation (voir également chapitre 1.3), dans la mesure où l'identité nationale possède une certaine pérennité. Les caractéristiques principales de la nation (territoire revendiqué, équilibres de population, langue nationale, etc.) seront dès lors considérés ici comme ne pouvant être influencés à court-terme par le mouvement nationaliste. A l'inverse ces

dimensions créent une contrainte sur le mouvement: comme le notent Snow *et al* (1997), la mobilisation et le succès des mouvements sont déterminés par leur capacité à développer des schémas interprétatifs liant la cause du mouvement aux intérêts, perceptions et idéologies de leurs électeurs, et les mouvements devraient si possible développer des schémas d'interprétation («*frames*») en résonance avec les attentes de la population qu'ils entendent mobiliser. Dans la lignée de Koopmans et Statham (1999), on appellera structure des opportunités discursives les contraintes et opportunités d'ordre culturel et symbolique résultant pour un mouvement nationaliste des schémas interprétatifs réputés réalistes et légitimes par la population de la région qu'ils représentent. Nous considérerons que les mouvements sont confrontés dans leur action à des opportunités et contraintes découlant en particulier de la définition par la population des dimensions clef de l'identité nationale (soit en particulier le territoire national, la communauté nationale, l'histoire et la structure des clivages, voir chapitre 2.3) et supposons que la structure des opportunités discursives ouverte au mouvement a une influence décisive sur la trajectoire et en définitive le succès des mouvements.

b) La structure des opportunités politiques des mouvements

Dans la lignée de l'école dite de processus politique, nous considérons que les équilibres de pouvoir en place sont un facteur d'influence déterminant pour les mouvements nationalistes. Le contexte politique des mouvements est considéré ici à l'échelon du centre, c'est-à-dire de l'Etat souverain auquel sont confrontés les mouvements nationalistes ; les équilibres de pouvoir régionaux et locaux sont dans l'ensemble laissés de côté pour des raisons de simplicité. Nous supposons que les mouvements sont confrontés dans leur action à des opportunités et contraintes découlant en particulier des arrangements institutionnels de l'Etat central, des stratégies informelles de l'Etat ainsi que des alliances dont ils peuvent bénéficier auprès d'acteurs institutionnels (voir Kriesi *et al*, 1995). Les caractéristiques de l'Etat central auquel ils sont confrontés et les possibilités d'alliance qui leurs sont offertes devraient avoir une influence décisive sur la trajectoire et en définitive le succès des mouvements.

Dans le modèle d'analyse développé ici, nous considérerons ainsi l'effet des contraintes et opportunités discursives, d'une part, et des contraintes et opportunités politiques, d'autre part, sur la trajectoire des mouvements (soit en particulier sur le degré de mobilisation des mouvements et sur leurs stratégies d'action) ainsi que sur le succès atteint par les mouvements. A l'inverse, nous ne traiterons pas directement dans la présente étude des caractéristiques internes des mouvements nationalistes (organisation, ressources, tactiques, etc.) mais considérerons uniquement ces caractéristiques internes de manière indirecte, lorsqu'on analysera les effets attendus de la structure des opportunités politiques et discursives sur les mouvements – en particulier leur effets sur la mobilisation et sur les stratégies des mouvements.

Le modèle retenu se prête en particulier à une analyse comparée des mouvements nationalistes. En vue d'une telle analyse, on s'est efforcé de sélectionner des mouvements nationalistes présentant une structure des opportunités discursives et structure des opportunités politiques contrastées (voir chapitre 2.6).

Le chapitre 2.3 discute plus avant la notion de structure des opportunités discursives et ses effets sur les mouvements nationalistes. La notion de structure des opportunités politiques est traitée au chapitre 2.4. Le chapitre 2.5 procède par ailleurs à un lien entre les deux approches et traite des effets attendus de la combinaison des opportunités discursives et politiques sur la dynamique des mouvements.

2.3 Structure des opportunités discursives et trajectoire des mouvements nationalistes

L'étude des mouvements sociaux voit s'opposer plusieurs écoles. Parmi celles-ci, on distingue généralement l'approche dite classique postulant que la contestation est le résultat de tensions structurelles dans la société créant chez l'individu un état de tension psychologique dont la mobilisation sociale est un exutoire (voir aussi chapitre 1.6.1), l'approche de la mobilisation des ressources, qui souligne au contraire que les mouvements sociaux sont une activité orientée vers des objectifs et met l'accent sur le rôle des ressources et de l'organisation des mouvements sociaux (voir aussi chapitre 1.6.4)⁵⁶, l'approche dite de processus politique ou de structure des opportunités politiques, qui met l'accent sur les contraintes et opportunités du contexte politique pour expliquer l'activité des mouvements (voir chapitre 2.4) et les approches centrées autour de la culture des mouvements et la manière ils doivent être considérés comme des agents culturels engagés dans la production de sens (« *framing* ») en vue de mobiliser des adhérents potentiels, de gagner le soutien de la population plus large ou de démobiliser leurs opposants.

2.3.1 L'approche dite de « *framing* » des mouvements sociaux

Les mouvements nationalistes, comme tout mouvement social, doivent être considérés comme des agents culturels engagés dans la production de significations. Dans les mots de Snow et Benford « [social movements] frame, or assign meaning to and interpret, relevant events and conditions in ways that are intended to mobilize potential adherents and constituents, to garner bystander support, and to demobilize antagonists » (1988: 198). La littérature dite sur le « *framing* » se penche sur la production de sens par les mouvements, leurs stratégies discursives et répertoires d'action symboliques. Elle s'intéresse également dans ce cadre aux mécanismes par lesquels les griefs présents dans une population sont interprétés par les mouvements sociaux en vue de refléter au mieux les attentes d'adhérents potentiels.

2.3.1.1 La notion de « *frame* »

Le terme « *frame* » a été utilisé d'abord par Goffman (1974) pour décrire des schémas d'interprétation permettant à des individus de localiser, percevoir, identifier et labelliser des événements de leur existence et du monde en général. Selon Noonan (1995): « a frame is a mechanism through which individuals may understand what happens around them, identify sources of their problems, and devise methods for addressing their grievances » (Noonan, 1995: 85). Les « *frames* » ou schémas interprétatifs, permettent de donner un sens aux événements et de guider l'action individuelle ou collective.

En matière d'étude des mouvements sociaux, la littérature sur le *framing* a permis de s'éloigner d'explications mécanistes entre griefs existant dans une population et protestation, en mettant l'accent au contraire sur les processus interprétatifs à l'œuvre pour qu'une situation donnée donne lieu à des actions de protestation. Le *frame* dans ce cadre n'est pas une vision du monde statique, mais un schéma créé activement par les participants à un mouvement en vue de donner du sens et d'imposer une interprétation particulière d'une situation, le *framing* un processus actif par lequel les organisations de mouvements sociaux créent du sens pour elles-mêmes, pour les participants au mouvement, pour des adhérents potentiels comme pour leurs adversaires (Noonan, 1995: 85).

⁵⁶ Pour une discussion plus approfondie des écoles classique ou de la mobilisation des ressources, nous renvoyons le lecteur à la littérature existante (voir en particulier McAdam (1986)).

2.3.1.2 Schémas interprétatifs et contexte social

Les mouvements ne construisent pas leurs campagnes dans un vacuum social et culturel. La construction de leurs schémas interprétatifs est profondément influencée par le contexte social et culturel dans lequel ils se meuvent. Snow et Benford (1992), Snow, Rochford, Worden et Benford (1997) mettent ainsi l'accent sur la nécessité pour les organisations de mouvements sociaux d'assurer une conjonction adéquate entre leurs interprétations d'un enjeu et celles de la population qu'ils entendent mobiliser. Ils nomment « *frame alignment* » la résonance que créent les organisations de mouvements sociaux entre leurs schémas interprétatifs et les schémas interprétatifs existant dans la population. En d'autres termes, l'alignement des schémas interprétatifs peut être considéré comme un processus de narration adopté par les mouvements sociaux de manière à répondre aux intérêts, points de vue, valeurs présents dans la population. Le processus de *frame alignment* mis en place peut dans ce cadre prendre diverses formes⁵⁷. L'amplification des valeurs fondamentales d'une société en est un des modes centraux: en identifiant, idéalisant, amplifiant l'importance de valeurs supposées centrales dans une population, les organisations de mouvements sociaux peuvent compter sur un levier naturel d'adhésion et de participation au mouvement. Snow, Rochford, Worden et Benford (1997) notent à ce propos que l'amplification des valeurs peut être considérée comme un alignement des schémas interprétatifs particulièrement typique pour des mouvements apparaissant dans une population segmentée en regard du pouvoir dominant ou une subculture, en citant les exemples de l'Irlande du nord et du Pays basque. Il apparaît en effet que, pour ce type de mouvement, la contestation du pouvoir dominant peut s'inscrire dans une narration préexistante, celle de la population particulière où ils émergent. La reproduction de cette narration permet aux mouvements d'assurer une certaine publicité et sympathie naturelle pour leur action à moindres frais.

2.3.1.3 La structure des opportunités discursives

Koopmans et Statham (1999) ont avancé l'idée que, de manière analogue aux contraintes et opportunités de la sphère politique sur les mouvements sociaux (voir chapitre 2.4), on peut considérer que les mouvements sociaux sont également soumis à des contraintes et opportunités symboliques et politico-culturelles qui modèlent leur interprétation de la réalité, leurs discours et leurs objectifs, et ont des effets sur la mobilisation sociale des mouvements. Ils nomment ces contraintes sur le mouvement 'structure des opportunités discursives', qu'ils définissent comme suit : « We propose to denote [the political-cultural or symbolic facilitators of social movement mobilization] by the term *discursive opportunity structure*, which may be seen as determining which ideas are considered 'sensible', which constructions of reality are seen as 'realistic', and which claims are held as 'legitimate' within a certain polity at a specific time » (Koopmans et Statham, 1999 : 228). Appliquant cette approche aux mouvements d'extrême-droite en Allemagne et en Italie, ils montrent comment l'extrême-droite, qui adopte un schéma interprétatif de type ethnique de la nation, trouve une résonance d'autant plus importante, et par là des chances de mobilisation et de succès plus élevés, (1) que le discours dominant de la société dont ils sont issus sur la citoyenneté et la nation légitiment une telle approche et (2) que la conception dominante de la nation dans la société n'est pas fondée sur une approche civique de ladite nation.

Koopmans (2001), Koopmans et Olzak (2004) ont appliqué la notion de structure des opportunités discursives surtout aux chances de diffusion du message des mouvements sociaux dans la sphère publique et, dans ce cadre, en particulier au rôle des media. Ils identifient trois variables centrales de la structure des opportunités discursives, soit la *visibilité*, reflétant la sélection qu'opèrent les media dans la transmission du discours de

⁵⁷ Voir à ce propos Snow, Burke Rochford, Worden et Benford (1997: 238-247).

différents acteurs et les chances pour le mouvement social que son discours atteigne la sphère publique, la *résonance*, c'est-à-dire la capacité du discours du mouvement d'entraîner une réaction auprès d'acteurs politiques et dans la sphère publique, les amenant à réagir à ce message (de manière négative ou positive) et à le répéter, et la *légitimité*, c'est-à-dire le degré dans lequel les réactions des acteurs de la sphère publique soutiennent comme légitime le discours et les demandes du mouvement plutôt qu'elles les rejettent. Comme le notent Koopmans et Olzak (2004), les mouvements devraient dans l'idéal développer un discours qui possède une résonance et une légitimité élevées, même si dans la pratique la situation est plus compliquée, dans la mesure où un certain degré de controverse est nécessaire pour obtenir une résonance élevée.

L'approche de Koopmans (2001) et Koopmans et Olzak (2004) ne peut être appliquée directement ici, dans la mesure entre autres où le rôle des médias dans la diffusion du discours nationaliste et les questions de visibilité du discours ne sont pas abordés dans la présente étude. Toutefois, on peut s'inspirer de leur contribution concernant l'importance pour les mouvements nationalistes d'atteindre à une légitimité élevée de leur discours, par hypothèse en reproduisant les valeurs de la nation déjà présentes dans la population, et d'atteindre également à une résonance élevée, par le même processus: reprendre les valeurs clef de la nation devrait offrir aux mouvements un potentiel important de mobilisation de la communauté nationale, tout en possédant par nature une dimension controversée, dans la mesure où ces valeurs s'opposent à celles de l'Etat constitué.

Reprenant la notion de structure des opportunités discursives introduite par Koopmans et Statham (1999), nous considérerons ici que les mouvements nationalistes sont soumis à des contraintes culturelles et symboliques issues de la définition dominante de la nation dans la communauté qu'ils entendent mobiliser, en particulier le discours perçu comme réaliste et légitime par la population concernant les dimensions clef de la nation : territoire, population, culture et histoire de la nation (voir le chapitre 2.3.3 ci-dessous). Nous considérerons aussi qu'en vue d'assurer une résonance et une légitimité élevées, et par là même une mobilisation importante de la communauté autour du projet national et des chances de succès élevées, les mouvements nationalistes devraient être portés à adopter, tant que possible, le discours dominant sur la nation qui règne dans la communauté dont ils sont issus, c'est-à-dire que leur propre discours devrait être largement structuré par des valeurs et narrations qui les précèdent en matière d'identité nationale.

2.3.2 Contexte social des mouvements nationalistes

2.3.2.1 L'imaginaire national: nation ethnique et nation civique

Comme on l'a noté au chapitre 1, le nationalisme est un principe qui défend une adéquation entre nation et souveraineté politique soit, reprenant Mach (1993), un principe exigeant que les limites du domaine politique soient identiques avec les limites du domaine culturel ou, reprenant Gellner (2006), exigeant que les limites politiques coïncident avec les limites ethniques. Le nationalisme comme mouvement social vise à mobiliser la population dans la défense des droits politiques de la nation et dans la construction d'un Etat souverain.

La nation possède une composante civique et ethnique (voir chapitre 1.2). Il s'agit à la fois d'« une certaine manière de regrouper les hommes en société » (Crowley, 1991: 187), c'est-à-dire d'un contrat social entre individus réunis par une adhésion à des valeurs et principes communs et, dans une conception « mythique » de la nation, d'une manière d'insérer un groupe humain dans l'histoire et le définir par opposition à d'autres groupes humains, ancrant la légitimité d'un projet étatique dans l'idée d'un peuple partageant une même tradition et un même substrat culturel et ethnique (Crowley, 1991: 188).

La manière dont une population se définit comme nation englobe ces deux composantes civique et ethnique:

- *Dimension civique.* La dimension civique de l'imaginaire national apparaît sans doute le plus clairement dans les Etats constitués: la neutralité suisse, le 2ème amendement de la Constitution américaine, la notion de République en France sont tous des aspects du contrat social participant de l'imaginaire collectif. Dans les nations sans Etat, la dimension civique de la nation peut concerner le contrat social passé spécifiquement entre les membres de la nation, par exemple les *fueros* basques ou catalans ou le rejet du contrat social passé dans l'Etat auquel est rattaché la communauté et le rejet de ses institutions (par exemple: refus du service militaire, rejet du système fiscal ou de sécurité sociale en vigueur, etc.).
- *Dimension ethnique.* Comme le note Anderson (1991), la nation est une communauté imaginaire dont la communion semble passer davantage par une communauté d'expériences imaginaires que par des valeurs civiques abstraites. Dans la manière dont une population se pense comme communauté ou nation, la dimension ethnique joue un rôle prééminent. La langue, la religion, le territoire, l'histoire tendent à être des éléments centraux de l'identité.

Comme on l'a noté au chapitre 1, la composante ethnique de la nation est la plus chargée affectivement et la manière dont une population se définit comme nation devrait principalement concerner les caractéristiques ethniques plutôt que civiques de son identité, soit selon Smith (1986, 1999): 1) la manière dont l'ethnie se nomme, identifie ses membres et détermine la frontière entre le « nous » et les autres, 2) son mythe d'origine – permettant aussi d'identifier les membres de la communauté⁵⁸, 3) une histoire partagée, réelle et mythique, qui est celle d'un destin commun, 4) une culture spécifique qui réunit les membres de la communauté et les distingue des autres communautés, 5) une association avec un territoire spécifique à laquelle l'ethnie est attachée par des liens symboliques et 6) un sentiment de solidarité active entre les membres de la communauté.

2.3.2.2 Relation entre identité ethnique et nationale et liberté d'interprétation des mouvements nationalistes

Les mouvements visent à créer une résonance entre leurs schémas interprétatifs et ceux de la population qu'ils entendent mobiliser. Leur degré de liberté dans ce processus est une question ouverte: dans quelle mesure, s'agissant pour un mouvement nationaliste de traduire l'identité ethnique en revendication politique, peut-il être considéré déterminé par les valeurs de la communauté ou à l'inverse libre de composer sur la base de ces valeurs un discours qui lui est entièrement propre ?

Comme on l'a vu au chapitre 1.3, parmi les théoriciens du nationalisme quatre écoles se distinguent concernant cette question: a) Les primordialistes, pour lesquels le nationalisme vise à rendre congruents une identité donnée, non négociable et fondée sur des liens primordiaux de sang, de tradition, de culture, avec les frontières d'un Etat, b) les modernistes, pour lesquels le nationalisme engendre la nation, en réinterprétant et réinventant le passé de manière à développer un projet politique ; pour lesquels cependant la nation une fois créée possède une identité, une mémoire, des symboles et des traditions dotés d'une certaine pérennité et qui ne sont pas manipulables et transformables à souhait, c) les postmodernistes,

⁵⁸ En Irlande, la communauté catholique voit par exemple son origine dans la population gaélique présente sur l'île d'Irlande avant la présence britannique, tandis qu'au Pays basque, le mythe originel est fondé sur une communauté linguistique ancienne et que le mythe originel écossais se trouve dans les Highlands et la culture gaélique.

qui insistent sur le caractère fictif des mythes unificateurs de la nation et pour qui les traits de l'identité sont librement utilisés par les mouvements nationalistes pour inventer une identité nationale – qui demeure fluide, modulable, en permanence réinventée et renégociée, d) les ethno-symbolistes – situés entre primordialistes et modernistes –, pour qui les nations sont moins « inventées » que pour les modernistes mais se forment sur un substrat ethnique qui les modèlent: les mythes de la nation, son territoire, sa culture, etc., sont en continuité avec les mythes, le territoire, la culture de l'ethnie.

Selon l'école considérée, les conséquences pour les mouvements sont contrastées: pour les primordialistes, le mouvement nationaliste exprime en termes politiques une identité non négociable et sa liberté d'interprétation dans ce processus est réputée inexistante. A l'inverse, dans une approche postmoderniste, les mouvements réarrangent librement des éléments d'identité selon leurs objectifs propres et leur liberté d'interprétation est entière. Les ethno-symbolistes et les modernistes devraient adopter ici une position intermédiaire: les mouvements nationalistes de la fin du vingtième siècle ou du début du vingt-et-unième siècle sont en partie déterminés par un substrat ethnique – pour les ethno-symbolistes – ou par l'identité nationale telle qu'elle s'est constituée depuis le dix-neuvième siècle – pour les modernistes –. Les mouvements devraient cependant conserver aussi une marge d'interprétation propre dans leur manière de se positionner face à ces valeurs.

Nous considérerons, dans la lignée des interprétations ethno-symbolistes et modernistes, que les schémas narratifs adoptés par les mouvements nationalistes doivent être considérés en partie déterminés et structurés par une narration qui les précède. L'imaginaire national possède une certaine pérennité dans la population et, en vue de mobiliser à la fin du vingtième siècle ou au début du vingt-et-unième siècle une population autour de revendications nationales, les mouvements nationalistes doivent prendre en compte les convictions déjà ancrées dans la population concernant ladite nation: son territoire, sa population, sa langue, sa religion ou ses coutumes. Dans une perspective moderniste, nous considérerons en particulier que la perception de la nation telle qu'elle s'est cristallisée au dix-neuvième siècle ou au début du vingtième siècle avec l'émergence du nationalisme comme idéologie continue d'imprégner l'imaginaire actuel de chaque nation. Alternativement, reprenant la perspective ethno-symboliste, nous considérerons en particulier que les bases ethniques de la nation sont des éléments avec lesquelles les mouvements nationalistes sont amenés à composer.

2.3.3 Structure des opportunités discursives des mouvements nationalistes

Par analogie avec la structure des opportunités politiques (voir chapitre 2.4) d'un mouvement nationaliste, on peut considérer que les mouvements nationalistes sont confrontés à une structure d'opportunités et contraintes liées au contexte culturel, soit les contraintes et opportunités que leur imposent les schémas interprétatifs ayant cours dans la population concernant la question nationale, ce que Koopmans et Statham (1999) appellent la structure des opportunités discursives des mouvements sociaux.

Nous considérerons que la structure des opportunités discursives, dans le cas des mouvements nationalistes, peut être déduite des principales dimensions de l'identité ethnique et nationale d'une population particulière. Ces éléments peuvent à notre avis être réduits aux dimensions suivantes: définition de la communauté, territoire, histoire et structure des clivages (dimensions linguistique, religieuse, culturelle et économique du clivage centre-périphérie qu'exprime le nationalisme). Les chapitres 2.3.3.1 à 2.3.3.5 ci-dessous décrivent ces différentes dimensions et leurs effets attendus sur les mouvements. Les effets globaux attendus de la structure des opportunités discursives sur les mouvements sont ensuite discutés au chapitre 2.3.4.

2.3.3.1 La définition de la communauté

Le nationalisme est un mouvement idéologique visant à assurer et conserver l'autonomie, l'unité et l'identité de la nation (voir chapitre 1). Dans ce cadre, la définition de la communauté nationale constitue un élément déterminant pour l'action des mouvements nationalistes.

Le mouvement n'a pas d'influence sur la composition ethnique de la population. Selon qu'il parle au nom d'une population homogène et concentrée sur une portion du territoire étatique ou qu'il représente les aspirations d'une ethnie particulière au sein d'une population inhomogène, ses contraintes et opportunités apparaissent différentes. Dans ce cadre, la manière dont la communauté se perçoit – les frontières qu'elle a définies entre « nous » et « les autres » – joue toutefois un rôle plus important que la composition objective de la population.

La communauté peut être saisie selon la manière dont elle s'auto-définit. Elle peut le faire principalement selon trois principes: a) en incluant l'ensemble de la population habitant sur le territoire (définition *civique*), b) en incluant l'ensemble de la population du territoire à l'exclusion des immigrants (récents) réputés non assimilés (définition *civique restrictive*) ou c) en incluant uniquement les individus qui remplissent certains critères supposés indissociables de l'appartenance à l'ethnie (langue, religion, etc.) (définition *ethnique*). En général, les communautés peuvent être distinguées parmi celles pour lesquelles la définition a) ou c) domine⁵⁹.

La définition de l'appartenance devrait agir sur le potentiel de mobilisation du mouvement nationaliste⁶⁰. Comme l'a montré Oberschall (1973), un groupe fortement intégré, dans un contexte très segmenté, forme une base importante pour la mobilisation politique. Les communautés nationales définies dans des termes ethniques devraient, dans ce cadre, impliquer un potentiel de mobilisation nationaliste plus élevé que les communautés civiques. Dans le premier cas, la communauté nationale se définit de manière fermée⁶¹, tandis que dans le second, elle adopte une définition ouverte qui laisse davantage la place à une mobilisation sociale sur la base d'autres clivages sociaux.

Par ailleurs, une définition civique et inclusive de la communauté est typiquement porteuse d'un plus faible potentiel de conflit avec les antagonistes du mouvement. Une définition ethnique implique par contre une tension entre populations sur le territoire revendiqué par le nationalisme: pour les minorités du territoire qui sont exclues de la communauté, la revendication nationaliste tend à apparaître comme une menace et peut engendrer l'apparition de contre-mouvements opposés au mouvement nationaliste. De plus, dans un contexte démocratique, l'Etat central est typiquement investi d'un rôle de protection des minorités, et le souci de protéger la minorité exclue devrait créer un potentiel de conflit accru entre le mouvement nationaliste et l'Etat. Lorsqu'une communauté se définit en termes ethniques, on peut donc s'attendre à un risque plus important de confrontation entre mouvement nationaliste et contre-mouvements d'une part, entre mouvement nationaliste et Etat d'autre part. Ceci

⁵⁹ La définition b) est généralement présente et plus ou moins répandue dans toutes les communautés ; elle n'est normalement pas dominante.

⁶⁰ On peut à la suite de Klandermans et Oegema (1987) définir le potentiel de mobilisation d'un mouvement social comme le potentiel de personnes dans une société qui pourraient théoriquement être mobilisés par ledit mouvement.

⁶¹ Voir Kriesi *et al.*: « Social homogeneity and cultural distinctiveness, on the one hand, and internal organizational integration and political encapsulation on the other, are the parameters determining the degree of closure of social groups divided by a cleavage. The more socially and culturally distinct, and the more internally integrated and politically encapsulated a group, the greater is his degree of closure » (Kriesi *et al.*, 1995, 5-6).

devrait aussi avoir pour effet un risque plus important de radicalisation du mouvement que lorsque la communauté se définit en termes civiques.

De ce point de vue, on peut supposer que lorsqu'une nation est globalement définie de manière civique, ceci crée une structure d'opportunités favorable à l'apparition d'un mouvement nationaliste inclusif et modéré dans sa rhétorique, ses objectifs et ses stratégies d'action. Son potentiel de mobilisation devrait par contre être plus faible que pour une nation définie en termes ethniques. Lorsque la communauté nationale se définit en termes ethniques, à l'inverse, on peut s'attendre que le potentiel de mobilisation des mouvements nationalistes soit plus important, mais que par ailleurs les mouvements nationalistes soient davantage amenés à défendre des objectifs plus conflictuels (concernant les dilemmes des mouvements sur la congruence ou non de leurs schémas interprétatifs avec ceux de la population, voir aussi le chapitre 2.3.3.2 ci-dessous). On peut s'attendre aussi que le mouvement nationaliste risque davantage d'être confronté à un contre-mouvement opposé à ses objectifs et que, toutes choses égales par ailleurs, l'Etat central soit moins ouvert à ses revendications compte tenu d'un souci de protection des minorités. Ceci devrait également pousser le mouvement à adopter une attitude plus confrontative et éventuellement violente que dans un contexte de nationalisme civique.

2.3.3.2 Concurrence entre modèle civique et ethnique de la nation et schémas interprétatifs des mouvements nationalistes

Le nationalisme vise comme on l'a dit à faire correspondre un modèle politique (de souveraineté sur un territoire donné) à une communauté de culture. Dès leur naissance au dix-neuvième siècle, les mouvements nationalistes ont, selon des chemins variables, dû s'employer à réconcilier une définition ethnique de la communauté avec un territoire sur lequel exercer la souveraineté politique. Ce processus a pour effet, à notre sens, de tenter si possible d'assimiler toutes les populations du territoire revendiqué au projet national et définir le territoire en des termes politiquement acceptables et permettant d'accéder à la souveraineté.

Lorsqu'une définition civique de la communauté s'est imposée et est devenue dominante, il semble dès lors probable que le mouvement nationaliste soit porté à l'adopter (à l'exclusion éventuellement de franges du mouvement rejetant la population récemment immigrée): les narrations dominantes dans la population rendent crédible une telle approche et peu crédible un discours ethnique, l'approche civique permet également de compter sur un nombre d'adhérents potentiels plus important, elle est moins porteuse de conflit et offre des chances de succès plus élevées face à l'Etat. La poursuite par les mouvements de voies alternatives ne paraît pas un choix stratégique avantageux.

Dans les situations où la majorité de la population interprète la question nationale en termes ethniques, par contre, il n'est pas impossible mais peu probable que le mouvement nationaliste tente de reformuler la question nationale selon une perspective civique. Dans ce processus, il se heurte à un obstacle central: le schéma interprétatif ethnique est largement celui attendu du mouvement nationaliste à la fois par la population, par les populations jusque là exclues de la communauté, par l'Etat et le cas échéant par d'autres acteurs (par exemple Etat voisin souverain sur des territoires de l'ethnie). Le choix « civique » peut dès lors s'avérer peu attractif, faisant perdre des soutiens au mouvement sans lui attirer de nouveaux membres ou alliés ni avoir d'effets sur l'opposition de ses antagonistes. Si le mouvement adopte à l'inverse une position ethnique, il se trouve dans un schéma narratif nettement plus favorable – en dépit de l'opposition à attendre de l'Etat comme des minorités du territoire et du risque de confrontation qui en découle. Pour cette raison, on peut s'attendre, comme

indiqué au chapitre précédent, qu'une définition ethnique de la communauté crée une contrainte forte sur le mouvement nationaliste à adopter un schéma narratif de même ordre.

L'interprétation en termes civiques ou ethniques de la question nationale n'est jamais entièrement tranchée dans une population. On peut supposer que même dans les régions où l'interprétation ethnique domine, des éléments civiques sont également présents, et inversement. De même, le mouvement nationaliste ne peut être considéré comme une unité, mais est traversé de tendances diverses. Certains acteurs du mouvement devraient se rallier à une narration civique, d'autres à une narration ethnique de la communauté. La logique des mouvements nationalistes décrite ci-dessus est dès lors une approche simplifiée de la réalité – elle vise à identifier un trend dominant dans les mouvements et non à se prononcer sur toutes les franges d'un mouvement nationaliste donné.

Au chapitre 2.5, nous reprendrons la question du nationalisme civique ou ethnique sous un angle dynamique, et traiterons dans ce cadre des possibilités d'évolution des mouvements nationalistes sur cette question compte tenu des opportunités et contraintes politiques qu'ils rencontrent.

2.3.3.3 Le territoire revendiqué

Le nationalisme est une revendication politique sur un territoire donné. La manière dont une population définit son territoire national devrait également agir comme une contrainte structurelle sur les mouvements nationalistes.

Le territoire doit être compris surtout comme le territoire mythique de la communauté, le territoire « ethnique », qui correspond ou non aux limites du territoire tel que l'envisage le découpage administratif de l'Etat central. On peut distinguer entre les territoires où la définition mythique du territoire est congruente avec sa définition administrative et les territoires où ces deux définitions sont conflictuelles. Les définitions sont souvent congruentes lorsque le territoire a constitué un Etat indépendant pendant une période de l'histoire et a ensuite été intégré dans une communauté étatique plus large. Les définitions peuvent être aussi partiellement congruentes lorsque le territoire est clairement délimité et les incongruences administratives de portée limitée. Pour les définitions conflictuelles, elles peuvent avoir diverses origines: les frontières du territoire ethnique ont pu varier dans le temps, la communauté ethnique n'avoir jamais constitué une entité souveraine ou du moins unifiée administrativement, le territoire avoir été partagé entre plusieurs Etats, etc.

Les définitions du territoire ethnique congruentes avec le découpage administratif devraient être porteuses d'un plus faible potentiel de conflit avec l'Etat: les revendications du mouvement nationaliste peuvent porter sur une portion de territoire reconnue. A l'inverse lorsque la définition du territoire est en conflit avec le découpage administratif, le potentiel de conflit apparaît plus important, soit en termes de conflit avec un autre Etat (exigence de réunification des territoires), soit en termes de conflit avec le centre (irrédentisme), soit enfin de conflit avec d'autres régions (revendication de territoires historiques où la communauté est entre-temps minoritaire).

On peut supposer dès lors que lorsqu'une population définit son territoire « ethnique » de manière congruente avec la portion de territoire qui lui est effectivement attribuée d'un point de vue administratif, ceci crée une structure d'opportunité favorable à la poursuite d'objectifs et de stratégies modérées par le mouvement nationaliste⁶². Les mouvements nationalistes dans

⁶² L'effet de contrainte de la narration sur le territoire présente dans la population sur la narration adoptée par les mouvements nationalistes se déduit par analogie des conclusions tirées au chapitre 2.4.3.2.

des territoires incontestés devraient aussi bénéficier de chances de succès plus élevées que leurs revendications soient formulées d'une manière acceptable pour l'Etat. Dans les territoires dont la définition est contestée, à l'inverse, le potentiel de confrontation avec divers antagonistes – en particulier l'Etat central – apparaît plus important.

2.3.3.4 L'histoire de la communauté

La perception par une population de son histoire structure également les opportunités du mouvement nationaliste. Nous nous limiterons ici à considérer de manière simplifiée la perception des relations historiques entre la population et l'Etat (ou éventuellement entre la population et d'autres communautés du territoire). Lorsque l'histoire de ces relations est peu conflictuelle, l'adoption par le mouvement nationaliste d'une rhétorique radicale ou d'un répertoire d'action violent devraient être peu acceptables pour la population, où ces positions ne font pas écho et ne sont pas perçues comme légitimes. Pour être considérée légitime, en particulier dans un contexte démocratique, la violence politique doit s'appuyer sur une narration convaincante et reflétant un sentiment d'hostilité ou d'injustice fortement ancré dans la communauté. Nous supposons dès lors que le nationalisme radical, en particulier recourant aux attentats et à la lutte armée, ne peut s'épanouir que dans des régions où la perception historique dominante est celle d'une relation (très) conflictuelle entre l'Etat central et la communauté nationale (ou entre la communauté nationale et d'autres communautés).

L'histoire ne devrait pas avoir les mêmes effets pour le mouvement nationaliste que la définition de la communauté ou du territoire: ces deux dimensions représentent des enjeux clef de la souveraineté politique. L'histoire est à l'inverse un élément symbolique avec lequel le mouvement devrait pouvoir composer plus librement. Toutefois, on peut s'attendre en particulier que dans les régions où la question nationale est historiquement peu conflictuelle, ceci crée une contrainte forte à la modération des mouvements nationalistes, dans la mesure où un nationalisme radical n'est pas perçu comme légitime par la population. A l'inverse, dans les régions où la question nationale a été entachée de conflits récurrents, une stratégie modérée peut le cas échéant être plus difficile à adopter pour le mouvement nationaliste si elle ne reflète ni les attentes de la population ni celle des antagonistes du mouvement.

2.3.3.5 Les aspects économiques, linguistiques, religieux et culturels

Le nationalisme périphérique est traditionnellement réputé articuler un clivage politique opposant le centre à la périphérie⁶³. Le clivage centre-périphérie peut toutefois être affiné: selon les régions considérées, il présente ou non une composante linguistique, religieuse, économique ou encore d'autres composantes culturelles. La nature et l'articulation de ces composantes linguistique, religieuse, culturelle ou économique devrait à notre sens avoir un effet sur les mouvements nationalistes:

- *Fermeture / ouverture du clivage centre-périphérie.* Bartolini et Mair (1990) appellent fermeture d'un clivage la mesure dans laquelle un clivage particulier correspond à des groupes sociaux clairement segmentés et différenciés entre eux et fortement intégrés et cohésifs à l'interne. Lorsque les clivages sont relativement fermés, ils tendent à être moins négociables à l'intérieur de la communauté (puisque'ils représentent un élément central de son identité) comme à l'extérieur de celle-ci (puisque'il s'agit de caractéristiques propres à la communauté et non partagées par les autres acteurs). A l'inverse, lorsque les clivages sont ouverts, ils tendent à être davantage négociables au sein de la communauté et laissent

⁶³ Les clivages politiques sont traditionnellement et à la suite de Lipset et Rokkan (1967) et Rokkan (1970) rangés dans quatre catégories: le clivage centre-périphérie, le clivage religieux, le clivage ville-campagne et le clivage de classe

plus de possibilité d'alliance ou de négociation. Or, on peut dire que: *une langue distincte* devrait entraîner un clivage centre-périphérie fermé, c'est-à-dire que lorsque le centre et la périphérie ne partagent pas la même langue, ceci tend à créer une segmentation et différenciation claire entre populations et une forte intégration et cohésion interne au sein de la communauté ; la dimension *économique* tend par contre à créer un clivage ouvert, c'est-à-dire à ne pas créer en soi une segmentation claire entre des communautés ethniques. Il en est de même à notre sens en général pour les dimensions *religieuse* et les autres dimensions *culturelles* du clivage centre-périphérie il paraît justifié pour des populations d'Europe de l'ouest de ne pas considérer que ces éléments constituent dans la règle une segmentation insurmontable entre populations. Ceci peut toutefois souffrir des exceptions par exemple dans le cas de communautés se définissant fortement sur la base de leur appartenance religieuse. On considérera dès lors que le clivage centre-périphérie tend à être fermé s'il est dominé par une dimension linguistique et à être plutôt ouvert s'il est dominé par une dimension économique ou une autre dimension culturelle.

- *Saillance des clivages*. On appelle saillance des clivages leur capacité à dominer le conflit politique⁶⁴. Un clivage est réputé saillant s'il est porteur de conflit entre les communautés et pacifié s'il n'est pas créateur de conflit. La négociation et le conflit se concentrent sur les clivages saillants, tandis que les clivages peu saillants ne jouent pas un rôle central ('*nice-to-have*'). De manière générale, la langue tend à créer un clivage saillant dans la mesure où la langue constitue un véhicule de communication et, à ce titre, est fortement liée à des dimensions de pouvoir – entre autres économique –⁶⁵. Ceci vaut toutefois uniquement pour les langues qui jouent un rôle véhiculaire dans la population. Les questions économiques tendent également à être saillantes, dans la mesure où il s'agit d'une lutte objective autour de l'extraction et la redistribution de ressources rares. Les dimensions religieuses ou autres éléments culturels ne créent en général pas de clivage saillant, dans la mesure où la liberté religieuse et de culture dans une société démocratique assurent normalement la pacification du conflit autour de ces questions. Ceci souffre toutefois le cas échéant des exceptions, par exemple lorsqu'une population est discriminée en raison de ses caractéristiques religieuses ou culturelles.

La structure du clivage centre-périphérie peut à notre sens de manière simplifiée être réduite à deux types: les régions pour lesquelles la dimension la plus importante du clivage centre-périphérie est d'ordre économique ; les régions où la dimension linguistique ou éventuellement une autre dimension culturelle créant un clivage fermé et saillant joue un rôle prééminent. Il est à souligner que l'étude se concentre sur des régions où des mouvements nationalistes sont actifs et dans toutes ces régions – et de manière générale, dans les régions où un mouvement nationaliste apparaît – le clivage centre-périphérie a forcément une dimension culturelle (linguistique, religieuse ou autres dimensions culturels). La distinction effectuée ici doit être comprise dès lors comme la présence plus ou moins forte d'une dimension culturelle ou économique dans le clivage opposant le centre à la périphérie. Pour en citer un exemple, même si le nationalisme écossais possède une dimension culturelle évidente (voir aussi chapitre 4.2), le clivage entre l'Ecosse et le centre est plutôt d'ordre

⁶⁴ Bartolini et Mair (1990) entendent par saillance d'un clivage son importance en regard des autres clivages dans un contexte de compétition électorale. Kriesi *et al* entendent pour leur part par saillance du clivage, son rôle dans l'arène extraparlamentaire, et opposent les clivages pacifiés, qui ont été institutionnalisés aux clivages non pacifiés, pour lesquels cette institutionnalisation fait défaut.

⁶⁵ De même la langue est un marqueur d'identité central et de ce fait, tend à être très investie affectivement (voir aussi chapitre 1.4.3).

économique ou institutionnel, on ne peut dire qu'il existe un conflit linguistique ou religieux particulièrement saillant avec Londres.

On peut s'attendre que le potentiel de mobilisation nationaliste soit nettement plus important lorsqu'une dimension linguistique ou une autre dimension culturelle joue un rôle central dans le clivage centre-périphérie que lorsque l'origine du clivage centre-périphérie est d'ordre économique surtout. Ce, en particulier parce que les questions économiques ne créent pas de segmentation forte entre communautés, tandis que les questions linguistiques – ou religieuses dans certains cas – créent typiquement une forte cohésion interne de la communauté et une forte segmentation entre communautés. En d'autres termes, lorsque le clivage centre-périphérie est d'ordre économique avant tout, les revendications nationalistes sont dominées par des questions économiques qui peuvent s'exprimer aussi selon d'autres canaux que le nationalisme (dans le cadre de programmes de défense d'intérêts économiques de la région par des canaux traditionnels ou par une mobilisation sur un clivage gauche-droite traditionnel). A l'inverse, lorsque le clivage centre-périphérie reflète un conflit structurel d'ordre linguistique ou religieux, le potentiel de mobilisation nationaliste devrait à notre avis être nettement plus important.

La nature du clivage centre-périphérie devrait le cas échéant avoir un effet également sur le potentiel de conflit entre le mouvement nationaliste et ses antagonistes (Etat central, autres communautés)⁶⁶. D'une part, une définition exclusive (ethnique) de la nation semble plus probable lorsque le clivage centre-périphérie est d'ordre fermé, c'est-à-dire en particulier lorsqu'il est dominé par une dimension linguistique ou autre composante culturelle créant une forte segmentation entre communautés. D'autre part, le contenu du clivage définit aussi des objectifs pour le mouvement nationaliste: revendications économiques, religieuses, culturelles ou linguistiques. La question linguistique surtout présente dans ce cadre un potentiel de conflit avec les antagonistes concernant l'imposition éventuelle de la langue nationale comme langue véhiculaire ; sauf dans le cas d'une population entièrement homogène d'un point de vue linguistique sur le territoire revendiqué par le nationalisme, l'exigence d'imposer la langue nationale sur le territoire linguistique est potentiellement créatrice de conflit avec les minorités du territoire et, compte tenu d'un souci de protection par l'Etat de ses minorités, également de conflit avec l'Etat. Les effets sur le potentiel de conflit avec les antagonistes des composantes du clivage centre-périphérie nous semblent toutefois nettement plus hypothétiques et marginaux que ceux de la définition de la communauté et du territoire décrits aux chapitres précédents.

2.3.4 Effets attendus de la structure des opportunités discursives sur la trajectoire des mouvements nationalistes

Les implications du contexte culturel sur les trajectoires des mouvements nationalistes devraient à notre sens être les suivantes:

- *Potentiel de mobilisation nationaliste*: lorsque la définition de la population est de type civique et le clivage centre-périphérie possède avant tout une dimension économique, il devrait en résulter un potentiel de mobilisation nationaliste comparativement peu important – entre autres parce que les griefs de la population

⁶⁶ L'effet de contrainte des clivages présents dans la population sur la narration et les stratégies adoptées par les mouvements nationalistes se déduit par analogie des conclusions tirées au chapitre 2.4.3.2 concernant l'effet de contrainte de la définition de la communauté dans la population sur les définitions adoptées par le mouvement nationaliste: le mouvement peut ainsi théoriquement renoncer à faire de la question linguistique une revendication, cette option nous semble toutefois peu probable lorsqu'il s'agit d'une dimension centrale du clivage centre-périphérie.

peuvent être traduits par des mouvements sociaux autres que nationalistes. A l'inverse, lorsque la définition de la population est de type ethnique et le clivage centre-périphérie est fermé (c.-à-d. en général reflète un conflit linguistique ou autre conflit culturel créant une forte segmentation entre communautés), le potentiel de mobilisation nationaliste peut être réputé élevé.

- *Conflit avec les autorités*: lorsque la définition de la communauté est de type civique, la définition du territoire consensuelle, le clivage centre-périphérie est ouvert, l'histoire peu conflictuelle, ceci devrait avoir un effet modérateur sur les mouvements et résulter dans une mobilisation nationaliste de type modéré. A l'inverse, lorsque la définition de la population est de type ethnique, le territoire contesté, le clivage centre-périphérie fermé, l'histoire conflictuelle, ces éléments structurent les possibilités du mouvement nationaliste et peuvent le porter à adopter des positions, stratégies et narrations qui sont intrinsèquement porteuses de conflit avec le centre. La mobilisation nationaliste peut dès lors prendre un chemin nettement moins consensuel. Le recours à une rhétorique et des actions radicales, la violence comme stratégie d'action apparaissent comme des voies plus probables. Ces éléments devront toutefois aussi être reconsidérés lorsqu'on discutera de l'effet de la structure des opportunités politiques sur les mouvements (voir chapitres 2.4 et 2.5).
- *Chances de succès*: lorsque la définition de la communauté est de type civique, la définition du territoire est consensuelle, le clivage centre-périphérie est relativement ouvert, l'histoire est peu conflictuelle, le potentiel de conflit avec les autorités apparaît moins important. Ceci devrait résulter a priori dans des chances de succès plus élevées pour le mouvement. Il faut considérer cependant que les mouvements de ce type ont souvent un potentiel de mobilisation nationaliste plus faible et que leurs chances de succès peuvent en être réduites d'autant. A l'inverse, un mouvement nationaliste de type ethnique et qui peut compter sur un potentiel de mobilisation élevé, peut espérer aussi imposer le cas échéant aux autorités de négocier une solution avec lui. Nous ne pouvons dès lors nous prononcer à ce stade sur les chances de succès des mouvements en fonction de la structure de leurs opportunités discursives. Cet élément doit être analysé en tenant compte également du contexte politique où évoluent les mouvements et sera traité plus avant au chapitre 2.5.

Les effets attendus de la structure des opportunités discursives sur la trajectoire des mouvements est représentée au tableau 8 ci-dessous.

Tableau 8: Effets attendus de la structure des opportunités discursives sur les mouvements nationalistes

	<i>Caractéristiques des mouvements nationalistes</i>		
	<i>Schéma interprétatif</i>	<i>Mobilisation</i>	<i>Répertoire d'action</i>
Définition de la communauté - civique - ethnique	consensuel conflictuel	faible élevée	modéré radical
Définition du territoire - consensuelle - conflictuelle	consensuel conflictuel	- -	modéré radical
Histoire - consensuelle - conflictuelle	(consensuel) (conflictuel)	- -	modéré (radical)
Clivage centre-périphérie - dimension économique dominante - dimension linguistique dominante - autres dimensions culturelles dominantes	(consensuel) (conflictuel) (conflictuel)	faible élevée élevée	(modéré) (radical) -

(-): effets attendus faibles ou peu déterminants

Les mouvements nationalistes étudiés ici sont le mouvement irlandais, écossais, basque, catalan et corse. La structure des opportunités discursives dans les cinq régions concernées est discutée ci-après. Elle anticipe une discussion plus approfondie de la communauté, du territoire, de l'histoire et de la structure des clivages dans chacune des régions aux chapitres 3 à 7. En vue d'éviter des problèmes d'endogénéité, compte tenu de l'effet des mouvements nationalistes eux-mêmes sur les perceptions de la population, on considérera ici la perception de la nation (entendue comme: perception de la communauté nationale, du territoire, de l'histoire et des clivages) telle qu'elle s'est créée à la fin du dix-neuvième siècle ou au début du vingtième siècle dans les cinq régions, sur la base également de l'identité ethnique des communautés.

2.3.5 Structure des opportunités discursives dans les cinq régions et trajectoire attendue des mouvements

La structure des opportunités discursives dans les cinq régions est de manière résumée être décrite dans le tableau 9 sur la base des analyses monographiques présentées aux chapitres 3 à 7:

Tableau 9: Définition de la communauté et du territoire, perception de l'histoire et clivages dans les cinq régions

	<i>Communauté</i>	<i>Territoire</i>	<i>Histoire</i>	<i>Clivages</i>
Irlande du nord	La communauté se définit en termes ethniques et exclusifs, opposant une communauté dite irlandaise, catholique, gaélique, le cas échéant dite d'Irlandais du nord, à une communauté protestante et britannique ou d'Ulster ⁶⁷ . Les tentatives de créer un nationalisme irlandais unissant protestants et catholiques dans l'opposition à la Grande-Bretagne ont vécu au dix-neuvième siècle. La division entre communauté catholique et protestante, se traduit également par une forte ségrégation entre communautés.	Le territoire irlandais correspond historiquement à l'ensemble de l'île d'Irlande et celui de l'Irlande du nord est le résultat de la partition de l'île lors de l'indépendance de l'Irlande. Les six provinces de l'Ulster devenues indépendantes en 1921 n'ont pas de fondement historique. Le territoire imaginaire de la nation correspond à l'ensemble de l'île.	L'histoire est émaillée de conflits entre communauté catholique et protestante ainsi qu'avec la Grande-Bretagne et le nationalisme irlandais du dix-neuvième et du début du vingtième siècle s'est caractérisé par sa forte conflictualité.	Le clivage dominant est celui qui oppose la communauté catholique à la communauté protestante. Ce clivage n'est pas d'ordre religieux mais reflète aussi des dimensions sociales, économiques et culturelles. Il peut être considéré comme un clivage fermé et saillant.
Ecosse	Définition de la communauté majoritairement d'ordre civique et comprenant les habitants de l'Ecosse sans distinction.	Le territoire historique de l'Ecosse correspond à son découpage administratif actuel. L'Ecosse a été intégrée à la Grande-Bretagne par union des souverains anglais et écossais en 1606, sans modification de ses frontières.	L'histoire des relations entre l'Ecosse et la Grande-Bretagne est peu entachée de conflits. Le nationalisme écossais du dix-neuvième et du début du vingtième siècle, avant tout autonomiste et institutionnel, n'a pas non plus cherché à développer une rhétorique antibritannique.	Le clivage centre-périphérie peut être considéré relativement ouvert et est dominé par les questions économiques.
Pays	La communauté basque s'est	Le territoire basque est un	Les relations entre le Pays basque	La dimension prééminente du

⁶⁷ Les termes employés renvoient à des imaginaires nationaux différents ('Irlandais' a une connotation irrédentiste et 'Irlandais du nord' une connotation plutôt autonomiste), mais sont dans leur ensemble connotés de manière exclusive.

basque	historiquement définie en termes ethniques (comme en témoigne le terme <i>euskaldun</i> , ceux qui parlent basque, pour identifier la population basque) et cette définition a été également reprise par le nationalisme basque du dix-neuvième siècle. Il s'est développé au début du vingtième siècle une approche civique de la communauté basque, en particulier lors de la négociation du Statut d'autonomie du Pays basque en 1936, puis pendant la période franquiste. La population basque semble avoir en partie adopté cette perception civique, qui inclut l'ensemble des habitants du Pays basque dans la communauté et définit le territoire comme incluant les trois provinces du Pays basque espagnol (voir Conversi, 1997). A la différence des autres régions, on peut considérer que le Pays basque connaît deux définitions parallèles fortes de la nation basque.	territoire qui, sauf exception, n'a jamais été réuni en un seul Etat. La zone d'extension de l'identité basque est complexe: territoires unifiés sous Sanche le Grand, territoires régis par les <i>fueros</i> , territoires de langue basque, etc. La destinée des provinces du nord et du sud des Pyrénées a bifurqué dès le Moyen Age, de même au sud des Pyrénées celle de la Navarre et des trois provinces d'Alava, Guipuzcoa et Vizcaya. Le territoire ethnique ne correspond ni aux limites du droit international ni aux limites administratives au sein de l'Espagne. Le nationalisme basque du dix-neuvième siècle a considéré que les sept provinces historiques basques (Alava, Guipuzcoa, Vizcaya et Navarra en Espagne, Labourd, Basse-Navarre et Soule en territoire français) forment la nation basque. Cette perception ethnique du territoire est en concurrence dans l'imaginaire populaire avec une perception civique du Pays basque espagnol limité à ses frontières administratives (Alava, Guipuzcoa et Vizcaya).	et l'Espagne ont été passablement marquées par des conflits violents et par la répression, en particulier la répression franquiste. En regard des autres régions examinées, c'est sans doute après l'Irlande du nord la région où l'histoire des relations entre le centre et la province est traditionnellement perçue comme la plus conflictuelle.	clivage entre Pays basque et Espagne concerne la langue basque, ainsi que les relations économiques entre la région et le centre.
--------	---	--	--	---

Catalogne	La définition de la communauté est, comme en Ecosse, principalement d'ordre civique. Le nationalisme catalan du dix-neuvième siècle et du début du vingtième siècle a été un nationalisme civique qui s'est largement imposé. La nation catalane est réputée comprendre tous les habitants du territoire catalan.	Le territoire mythique de la Catalogne correspond à ses limites administratives, également parce que les frontières de la Catalogne actuelle correspondent largement à celles de la Catalogne historique. Les régions catalophones situées à l'extérieur de la Catalogne (îles Baléares, Valence) ne sont pas considérées comme faisant partie du territoire.	Les relations entre la Catalogne et l'Espagne ont été passablement marquées par des conflits violents (pendant la première guerre carliste, par exemple) et par la répression étatique sous le règne de Franco.	Le clivage entre la Catalogne et l'Espagne est, comme pour le Pays basque, à la fois d'ordre linguistique et économique. A l'inverse du Pays basque, la question linguistique ne crée toutefois pas de segmentation forte entre la communauté native de Catalogne et la population d'origine espagnole sur le territoire catalan.
Corse	L'identité corse est une identité insulaire au caractère traditionnellement ethnique. Le nationalisme de Paoli au 18 ^{ème} siècle est plutôt de type civique. Le nationalisme corse, qui naît surtout au début du vingtième siècle, est d'inspiration maurrassienne et opposé aux valeurs de la république française. Il est essentiellement ethnique.	Le territoire mythique de l'île de Corse correspond au territoire administratif, même si la Corse est divisée en deux départements (Haute-Corse et Corse-du-sud) et n'est pas reconnue comme une région spécifique par la France.	La Corse a été intégrée à la France par la conquête, mais par la suite les relations entre le centre et la région n'ont pas été conflictuelles. L'histoire des relations avec le centre est moins marquée par le conflit que dans les cas irlandais, catalan ou basque, qui ont connu des périodes de forte répression étatique au vingtième siècle.	La dimension prééminente du conflit avec le centre est d'ordre économique.

Sur la base des définitions de la communauté et du territoire, de l'histoire de la région et des clivages présents dans chaque région, on peut s'attendre aux caractéristiques suivantes des mouvements nationalistes:

Tableau 10: Contexte culturel des cinq régions et effets attendus sur la mobilisation des mouvements nationalistes

	Communauté	Territoire	Histoire	Clivage dominant	Schéma interprétatif du mouvement	Mobilisation nationaliste	Répertoire d'action
Irlande du nord	+	+	+	+	Conflictuel	Elevée	Radical
Ecosse	–	–	–	–	Consensuel	Faible	Modéré
Pays basque	+ / –	+	+	+	Conflictuel	Elevée	Radical
Catalogne	–	–	+	+	Consensuel	Intermédiaire	Modéré
Corse	+	–	+	–	Intermédiaire	Intermédiaire	Intermédiaire

+ : communauté se définissant en termes ethniques, territoire conflictuel, histoire conflictuelle, clivage culturel dominant. – : communauté se définissant en termes civiques, territoire non conflictuel, histoire non ou peu conflictuelle, clivage économique dominant.

Pour l'Irlande du nord, le Pays basque et l'Ecosse, les différents éléments du contexte culturel sont cohérents entre eux et les effets attendus sur les mouvements nationalistes sont dès lors univoques. Les cas catalan et corse sont moins clairs:

- Dans la situation catalane, on peut considérer que les schémas interprétatifs de type civique sont clairement dominants, dans la mesure où la population et le territoire sont définis en ces termes. Il devrait en résulter une mobilisation modérée dans ses actions et discours. On peut néanmoins s'attendre, dans la mesure où la nation catalane se définit en termes linguistiques et la dimension linguistique est dominante dans le clivage avec le centre, que la communauté de Catalogne soit fortement cohésive à l'intérieur et segmentée par rapport au reste de l'Espagne. A la différence de l'Ecosse par exemple, le conflit avec le centre ne peut pas s'exprimer simplement par des canaux traditionnels de défense des intérêts économiques de la région, compte tenu de sa dimension culturelle prééminente. En d'autres termes, on peut s'attendre qu'en dépit du contexte civique qu'offre la nation catalane, le potentiel de mobilisation nationaliste soit plutôt élevé.
- La situation corse est difficile à interpréter. La communauté corse peut être dite définie en termes plutôt ethniques – du moins lorsqu'il s'agit de l'opposer à la communauté française (en d'autres termes : lorsque la Corse se définit en termes purement civiques, elle ne revendique pas de spécificité culturelle ou politique mais son intégration dans le modèle républicain). Une composante ethnique est présente

dans la population – la société insulaire corse est une société fortement solidaire à l’interne sur des bases familiales ou claniques – et le nationalisme corse du début du vingtième siècle a été proche du fascisme et foncièrement anti-républicain. Toutefois, cette contrainte culturelle est nettement plus faible qu’en Irlande du nord ou au Pays basque et la possibilité semble ouverte de définir le mouvement nationaliste en termes civiques. Comme on le verra au chapitre 7, toutefois, la forte immigration en Corse de Français venus du continent et de Pieds-noirs après la décolonisation de l’Algérie a créé aussi une contrainte assez forte sur le mouvement nationaliste à se définir en termes ethniques, compte tenu à la fois des tensions existant entre communauté corse et immigrée et de la difficulté à mobiliser les Français du continent ou Pieds-noirs à un projet d’autonomie pour la région. Dans l’ensemble donc, on considérera que le contexte culturel crée certaines contraintes pour le mouvement nationaliste à se définir en termes ethniques. Les autres éléments (territoire, clivages, histoire) ne sont par contre pas porteurs de conflit. En tout, on fera dès lors l’hypothèse d’un potentiel de mobilisation et degré de conflictualité légèrement plus élevé qu’en Ecosse par exemple, mais nettement moindre qu’en Irlande du nord ou au Pays basque.

Sur ces bases, nous pouvons formuler l’hypothèse suivante:

Hypothèse 1: Lorsque des schémas interprétatifs de type civique dominant dans la population (définition inclusive de la communauté, définition consensuelle du territoire, perception consensuelle de l’histoire, clivage centre-périphérie d’ordre économique essentiellement), on peut s’attendre que le mouvement nationaliste présente un potentiel de mobilisation comparativement faible, des schémas d’interprétation peu conflictuels et un répertoire d’action comparativement modéré. Lorsqu’à l’inverse des schémas interprétatifs de type ethnique dominant, on peut s’attendre que le mouvement nationaliste présente un potentiel de mobilisation comparativement élevé et des schémas d’interprétation et un répertoire d’action comparativement conflictuels.

On s’attend en particulier que le potentiel de mobilisation soit comparativement élevé en Irlande du nord et au Pays basque, comparativement faible en Ecosse et intermédiaire en Catalogne et en Corse, les schémas interprétatifs et le répertoire d’action comparativement conflictuels en Irlande du nord et au Pays basque, comparativement modérés en Ecosse et en Catalogne et intermédiaires en Corse.

Cette première hypothèse sera analysée quant à sa pertinence au chapitre 8, après discussion de la trajectoire des cinq mouvements nationalistes aux chapitres 3 à 7.

2.4 Structure des opportunités politiques et trajectoire des mouvements nationalistes

2.4.1 L’approche dite de processus politique des mouvements sociaux

L’approche du *processus politique* considère que les mouvements sociaux sont des tentatives rationnelles par des groupes exclus du système politique de mobiliser des adhérents et de faire avancer leurs intérêts collectifs par des moyens non institutionnels. Le mouvement social est dans cette optique un phénomène politique avant tout – et non un phénomène psychologique tel que le présente l’approche classique (McAdam, 1986: 36). Le modèle de processus politique se base, dans la lignée de Mills (1956), sur l’hypothèse que le pouvoir est concentré entre les mains d’un nombre réduit de personnes ou groupes, empêchant la majorité des individus d’avoir une influence réelle sur les décisions qui affectent leur existence (McAdam, 1986: 36). Les mouvements sociaux sont une tentative rationnelle pour exercer de l’influence

sur les décisions politiques en recourant à des moyens non institutionnels, les moyens institutionnels étant concentrés entre les mains des élites.

Par ailleurs et à l'inverse du modèle de la mobilisation des ressources, qui met l'accent sur l'organisation des mouvements sociaux, le modèle de processus politique souligne le rôle des réseaux de pouvoir politique et de la dynamique politique pour les mouvements sociaux: les mouvements peuvent s'épanouir dans les espaces laissés ouverts par les réseaux de pouvoir en place ou lorsque la dynamique politique leur ouvre des opportunités de positionnement sur l'échiquier politique. En d'autres termes, le modèle postule que les possibilités d'action des mouvements dépendent des opportunités et contraintes que leur offrent les équilibres de pouvoir en place.

En conséquence, les approches de processus politique tendent à concentrer l'analyse sur les contraintes et opportunités du système politique et leur effet sur les mouvements et à considérer les stratégies ou résultats des mouvements comme une variable dépendante de la *structure des opportunités politiques* ouvertes aux mouvements sociaux: accès aux institutions, stratégies de l'Etat, alliés politiques, dans une perspective statique ou dynamique.

L'étude des mouvements nationalistes en termes de processus politique apparaît comme un angle d'analyse prometteur pour une approche comparée de mouvements nationalistes (voir aussi chapitre 2.6). Il est à noter dans ce cadre que les mouvements autonomistes et séparatistes sont typiquement le fait de minorités sur le territoire étatique et, de ce fait, leur accès à la politique institutionnelle peut être par définition réputé réduit. A la différence de la littérature dominante concernant les mouvements sociaux, toutefois, nous considérerons comme déjà noté précédemment aussi les activités des mouvements nationalistes qui se déploient dans un contexte institutionnel (en particulier, activité partisane) comme faisant part intégrante du mouvement. Ceci ne nous semble pas incompatible avec l'angle d'analyse choisi.

2.4.2 La notion de structure des opportunités politiques

La notion de structure des opportunités politiques a été introduite par Eisinger (1973). Eisinger s'intéresse aux effets de l'environnement politique sur les mouvements sociaux. Ce contexte est ce qu'il nomme structure des opportunités politiques:

« That is to say, such factors as the nature of the chief executive, the mode of aldermanic selection, the distribution of social skills and status and the degree of social disintegration, taken individually or collectively, serve in various ways to obstruct or facilitate citizen activity in pursuit of political goals. Other environmental factors, such as the climate of governmental responsiveness and the level of community resources, help to establish the chances of success of citizen political activity. In short, elements in the environment impose certain constraints on political activity or open avenues for it. The manner in which individuals and groups in the political system behave, then, is not simply a function of the resources they command but of the openings, weak spots, barriers, and resources of the political system itself. There is, in this sense, interaction, or linkage, between the environment, understood in terms of the notions of a structure of political opportunities, and social behavior " (Eisinger 1973, 11-12, cité par Opp, 2009: 162).

La notion de structure des opportunités politiques a ensuite été reprise par de nombreux auteurs. On citera par exemple les contributions de Piven et Cloward (1979), Kitschelt (1986), Tarrow (1983, 1989, 1996, 1998), Tilly (1978, 1995b), McAdam (1986, 1996a, 1996b), Kriesi (1991, 1996, 2004), Giugni (1993, 2004, 2009), Koopmans (1995), Kriesi *et al* (1995), Amenta et Young (1999), Meyer (2004). Ces auteurs s'accordent à considérer que les activités d'un mouvement social sont en soi insuffisantes pour obtenir un succès politique et un

changement social mais que l'obtention de concessions politiques impliquent que le mouvement puisse capitaliser sur les opportunités politiques offertes par son environnement (Kolb, 2007). Selon Meyer: « The key recognition in the political opportunity perspective is that activists' prospects for advancing particular claims, mobilizing supporters, and affecting influence are context-dependent. Analysts therefore appropriately direct much of their attention to the world outside a social movement, on the premise that exogenous factors enhance or inhibit a social movement's prospects for (a) mobilizing, (b) advancing particular claims rather than others, (c) cultivating some alliances rather than others, (d) employing particular political strategies and tactics rather than others, and (e) affecting mainstream institutional politics and policy. » (Meyer, 2004: 126).

Nombre d'auteurs soulignent dans ce cadre l'importance de la configuration des institutions politiques, des alignements et alliances politiques ainsi que des modes d'interaction entre autorités et mouvements sociaux pour expliquer les trajectoires des mouvements. D'autres contributions mettent également l'accent sur d'autres variables structurant les opportunités des mouvements sociaux, par exemple le rôle des media, de l'opinion publique ou des contre-mouvements.

Kolb (2007) identifie ainsi huit variables que la littérature sur le processus politique tend à considérer comme les facteurs d'influence exogène centraux sur les mouvements sociaux :

1) *La structure politique institutionnelle*, soit les caractéristiques des institutions politiques et la manière dont ces institutions s'articulent entre elles. Il s'agit d'un élément stable de la structure des opportunités politiques, dans la mesure où les institutions évoluent lentement. Comme le note Kolb, la plupart des auteurs opposent généralement les institutions politiques ouvertes, c'est-à-dire offrant un accès aisé au système politique, aux institutions politiques fermées, où cet accès est plus difficile (voir par exemple Kriesi [1991]). Plus un Etat offre de points d'accès, plus on peut supposer que le mouvement a d'opportunités de faire avancer sa cause (pour un aperçu de la littérature sur les liens entre structure institutionnelle et mouvements, voir par exemple Schneiberg et Lounsbury, 2008).

2) *Les conflits entre élites*. Les demandes des mouvements sociaux présentent par nature un défi envers le pouvoir en place. Plus les élites sont unies contre le challenge posé par le mouvement, plus les chances de s'imposer de ce dernier devraient être réduites. A l'inverse, des élites divisées devraient offrir des opportunités plus élevées de changement social et de succès pour les mouvements (voir par exemple Tarrow [1983, 1989], Jenkins et Brents [1989], Stearns et Almeida [2004]).

3) *L'orientation partisane du gouvernement*. Partant de l'idée que les partis politiques sont l'expression organisée des intérêts de groupes sociaux distincts, on peut supposer que ces partis, lorsqu'ils sont au gouvernement, ont une réponse variable aux exigences posées par les mouvements sociaux selon que ceux-ci sont proches ou non de leur base électorale. Divers auteurs ont ainsi argué qu'un gouvernement de gauche devrait être davantage ouvert aux revendications de mouvements sociaux progressistes qu'un gouvernement conservateur (voir par exemple Kriesi *et al* [1995]).

4) *La stabilité des alignements politiques*. La stabilité ou l'instabilité électorale sont réputés influencer les chances de succès des mouvements sociaux dans la mesure où les dirigeants politiques sont plus enclins à prendre en compte la protestation sociale dans des périodes d'instabilité politique que dans des périodes où les alignements politiques sont stables (voir par exemple Jenkins et Brents [1989]).

5) *L'opinion publique*. L'opinion publique est réputée avoir un effet sur les chances de succès des mouvements entre autres parce que les dirigeants politiques sont attachés à la prendre en

compte pour des raisons de réélection, en particulier en périodes pré-électorales ou dans un contexte général d'instabilité électorale, le cas échéant pour des raisons de démocratie directe dans certains Etats (pour diverses analyses du rôle de l'opinion publique, voir par exemple Burstein [1998], Kane [2003], Giugni [2004], Soule et Olzak [2004], Soule et King [2006]). L'étude du rôle de l'opinion publique dans la promotion de réformes politiques permet entre autres d'examiner la manière dont les gouvernements démocratiques réagissent aux demandes du public (Giugni, 2004).

6) *Les media*. Les media influencent les résultats des mouvements de diverses manières, entre autres par la couverture médiatique qu'ils leurs accordent ou non, de même que par leur influence sur l'opinion publique et les décideurs (voir entre autres Giugni [2004]).

7) *La contre-mobilisation*. On suppose en général que la présence d'un contre-mouvement également actif devrait diminuer les chances de succès d'un mouvement social.

8) *Les fenêtres de réforme*. Il est généralement admis que les possibilités pour un mouvement social de faire avancer ses intérêts de manière décisive, et non pas incrémentale, sont plus importantes dans des périodes particulières, où les diverses contraintes institutionnelles qui vont en général à l'encontre de changements politiques radicaux sont pour un temps levées, par exemple en raison d'événements exceptionnels, tels les attentats du 11 septembre, la crise de Fukushima ou lors de modifications institutionnelles en profondeur, par exemple dans un contexte de transition à la démocratie.

La littérature tend à s'intéresser au rôle d'une ou plusieurs variables sur la trajectoire des mouvements sociaux (pour les effets observés des variables sur les mouvements sociaux, voir entre autres Kolb [2007 : 51-71]). McAdam (1996b) considère que la liste des dimensions hautement consensuelles de la structure des opportunités politiques comprend: a) le degré d'ouverture ou de fermeture relative du système politique institutionnel, b) la stabilité ou l'instabilité des alignements des élites, c) la présence ou absence d'alliés parmi les élites et d) la capacité et propension de l'Etat à la répression (McAdam, 1996b: 27). Pour notre part, nous mettrons en particulier l'accent sur la structure politique institutionnelle et les stratégies informelles de l'Etat, et la disponibilité d'alliés potentiels pour le mouvement ainsi que leur position stratégique dans le système politique ; nous considérerons également de manière marginale l'existence de « fenêtres de réforme » pour le mouvement. Cette approche paraît compatible entre autres avec les approches de Tarrow (1983, 1989, 1998), Giugni (1993, 2004), Duyvendak (1994), Koopmans (1995), Kriesi *et al* (1995), McAdam (1996b), Amenta et Young (1999), Kriesi et Wisler (1999), McAdam, Tarrow et Tilly (2001), Soule et Olzak (2004), Soule et King (2006).

2.4.3 Structure des opportunités politiques et trajectoire des mouvements nationalistes: analyse selon le modèle de Kriesi, Koopmans, Duyvendak et Giugni

Kriesi, Koopmans, Duyvendak et Giugni (1995), dans une analyse comparée des nouveaux mouvements sociaux en Europe de l'ouest, ont distingué en particulier trois dimensions de la structure des opportunités politiques⁶⁸:

⁶⁸ Kriesi *et al* (1995) identifient également une quatrième dimension de la structure des opportunités politiques, soit la structure des clivages politiques nationaux. Pour les nouveaux mouvements sociaux étudiés par Kriesi *et al* (1995), qui représentent un nouveau clivage politique, leur possibilité de mobiliser la population autour dudit clivage est largement déterminée par la structure des conflits politiques préexistants, c'est-à-dire le degré de pacification des clivages traditionnels (clivage centre-périphérie, clivage religieux, clivage ville-campagne et clivage de classe) existants dans la société. Nous ne reprendrons pas cette dimension ici pour les raisons suivantes: d'une part, le conflit nationaliste articule le clivage traditionnel centre-périphérie et ne représente pas une mobilisation autour d'un nouveau clivage. L'articulation entre eux des clivages traditionnels en Grande-

- La structure institutionnelle formelle du système politique
- Les procédures informelles du politique et stratégies vis-à-vis des mouvements sociaux
- Les alignements politiques et les alliances ouvertes aux mouvements sociaux

Tandis que la structure institutionnelle formelle du système politique et les procédures informelles envers les mouvements sont en général abordés de manière statique, comme formant l'environnement général de l'action des mouvements, les alignements politiques et alliances peuvent être considérés comme l'élément dynamique de la structure des opportunités politiques, offrant au gré de l'évolution des relations de pouvoir dans le système politique des opportunités plus ou moins grandes aux mouvements sociaux de se faire entendre.

Les développements présentés ci-après s'inspirent largement de la contribution de Kriesi *et al* (1995).

2.4.3.1 Structure institutionnelle formelle, stratégies informelles et implications pour la mobilisation nationaliste

La structure institutionnelle et les stratégies informelles de l'Etat sont un élément déterminant pour l'action des mouvements sociaux: les voies d'accès aux institutions structurent la stratégie des mouvements et influencent également leurs chances de succès. La structure institutionnelle formelle comprend l'accès formel aux institutions et la capacité de l'État à agir. Les États sont dits forts s'ils sont à la fois autonomes vis-à-vis de leur environnement (fermés) et capables d'agir sur celui-ci, alors que les États faibles sont à la fois peu autonomes (ouverts) et peu capables d'action (Badie et Birnbaum, 1982). Quatre aspects déterminent le degré d'autonomie de l'État vis-à-vis de son environnement selon Kriesi (1991):

- La centralisation territoriale
- La concentration du pouvoir de l'État
- La cohésion de l'administration publique
- L'existence de procédures de démocratie directe

L'État est réputé d'autant plus fort et l'accès aux institutions plus difficile pour les mouvements sociaux que l'État est centralisé, les fonctions législative, exécutive et judiciaire peu séparées, l'administration publique est fortement cohérente, coordonnée et professionnelle, lui permettant de s'abstraire de la société, et qu'en l'absence de procédures de démocratie directe, la population ne dispose pas d'accès direct à la fonction législative. A l'inverse, l'État est d'autant plus faible et l'accès aux institutions est d'autant plus facile que l'État est décentralisé si bien que les mouvements ont un accès multiple à l'arène politique, au niveau national ou infranational (voir Kriesi [1991], Meyer [1993], Amenta et Young [1999]), que la séparation des pouvoirs entre l'exécutif, le judiciaire et le législatif est élevée, que la fragmentation de l'administration est élevée et son autonomie faible et que des procédures de démocratie directe permettent aux mouvements de porter des sujets directement dans l'arène politique.

Outre la dimension formelle décrite ci-dessus de la structure institutionnelle, les procédures informelles adoptées par l'État dans ses rapports avec la société civile, ce que Scharpf a appelé ses stratégies dominantes (Scharpf, 1984: 260), jouent également un rôle important.

Bretagne, en France et en Espagne dépasse toutefois l'ambition du présent travail. D'autre part, la question du clivage centre-périphérie et de ses composantes (linguistique, économique, religieuse, etc.) est considérée de préférence à l'échelon de la région analysée et traitée dès lors au chapitre 2.3 sous un angle partiellement différent de celui adopté par Kriesi *et al* (1995).

Kriesi (1991) distingue les stratégies *intégratives* (facilitatives, coopératives et assimilatrices)⁶⁹ et stratégies *exclusives* (répressives, confrontatives et polarisantes)⁷⁰.

Selon la force de l'État et les stratégies qu'il poursuit, l'inclusion des mouvements sociaux prend des formes différentes. Kriesi *et al* (1995: 37) distinguent entre:

- l'*exclusion sélective* des mouvements sociaux dans les États forts dont la stratégie dominante est de type exclusif. Les mouvements peuvent être et sont en règle générale exclus du processus politique dans ce cas de figure. Toutefois, leur exclusion n'est pas absolue, le gouvernement peut même consentir à des concessions importantes si les demandes des mouvements correspondent à ses propres objectifs ;
- l'*inclusion formelle* des mouvements sociaux dans les États faibles dont la stratégie dominante est de type exclusif. Contrairement aux États forts considérés précédemment, les États faibles à tendance exclusive n'ont pas les moyens d'ignorer les mouvements sociaux ou de les inclure sélectivement dans le processus politique ;
- l'*inclusion informelle* dans les États forts et autonomes qui pourraient s'abstraire de la société civile mais choisissent néanmoins d'inclure les mouvements dans la négociation ;
- l'*intégration* dans les États faibles et inclusifs.

Tableau 11: Arrangements institutionnels, stratégies informelles et types d'inclusion des mouvements sociaux

		<i>Force de l'Etat</i>	
		<i>Fort</i>	<i>Faible</i>
<i>Stratégie dominante de l'Etat</i>	<i>Exclusion</i>	Exclusion sélective	Inclusion formelle
	<i>Inclusion</i>	Inclusion informelle	Intégration

Sur la base de Kriesi et al (1995: 37)

Les implications de la structure formelle et des stratégies informelles de l'Etat pour les mouvements sont réputées les suivantes:

- *Facilitation*: les mouvements devraient voir leurs actions facilitées dans des États faibles, structurellement ouverts, aux stratégies inclusives. La facilitation devrait résulter dans un degré élevé de mobilisation à caractère modéré.
- *Répression*: les États inclusifs tendent à exercer une faible répression. Parmi les États exclusifs, si les États forts peuvent ignorer les mouvements, les États faibles tendent à

⁶⁹ Les stratégies intégratives, dans la mesure où elles ont pour effet de diminuer le coût de participation aux mouvements sociaux amènent normalement une croissance de la mobilisation.

⁷⁰ Dans le cas des stratégies exclusives, l'effet sur les mouvements est moins clair que pour les stratégies intégratives. D'une part, si des niveaux de répression élevés découragent la mobilisation pour la majorité des individus, ceci n'est pas nécessairement le cas pour un niveau de répression modéré. D'autre part, une répression élevée, en s'attaquant surtout aux formes les plus radicales de mobilisation, devrait avoir surtout un effet désincitatif sur la mobilisation de type radical, tandis qu'une répression modérée peut, à l'inverse, favoriser l'essor de la frange radicale des mouvements. Pour Kriesi et al (1995), un haut degré de répression ou de facilitation ont pour résultat de modérer les mouvements, alors que les actions les plus radicales se rencontrent dans des régimes n'ayant une attitude ni facilitative ni répressive (Kriesi et al, 1995: 15).

exercer une répression plus élevée, la contestation apparaissant dans cette configuration comme un danger pour les institutions.

- *Chances de succès*: elles sont plus élevées dans les États faibles aux stratégies inclusives, et devraient résulter dans une mobilisation élevée de type modéré.
- *Réformes/menaces*: les États forts sont les plus capables d'imposer une politique contraire ou à l'inverse en accord avec les intérêts du mouvement, c'est donc là que réforme et menace seront les plus élevés, entraînant en conséquence une variabilité élevée de la mobilisation.

Les mouvements nationalistes étudiés ici sont inclus dans trois États: le Royaume-Uni, la France et l'Espagne (voir aussi chapitre 2.6 concernant le choix des mouvements nationalistes retenus pour l'analyse). La structure institutionnelle et les stratégies informelles de ces États sont présentées brièvement ci-après.

2.4.3.2 Structure institutionnelle et stratégies informelles au Royaume-Uni

a) Structure institutionnelle formelle de l'État britannique

L'État britannique⁷¹ est un État au pouvoir relativement concentré, centralisé, quelque peu affaibli par une administration peu professionnelle, mais dans l'ensemble un État fort:

- *Concentration du pouvoir*. La caractéristique essentielle du gouvernement britannique est sa concentration formelle de l'autorité. Une Constitution non écrite, dont la révision n'implique de ce fait aucune procédure spéciale, ainsi que l'absence d'une Cour constitutionnelle, donnent aux lois fondamentales régissant la Grande-Bretagne une grande flexibilité, et partant des pouvoirs considérables au gouvernement en place. Par ailleurs, la doctrine de la souveraineté du parlement signifie que celui-ci a le pouvoir absolu de créer, modifier ou abolir les lois. De surcroît le fonctionnement des institutions britanniques (système bipartisan avec discipline de vote de la part des députés) signifie que le gouvernement exerce également le contrôle sur le parlement. Punnett (1987) conclut à l'omnipotence du gouvernement dans le domaine légal, tandis que selon Budge: «The working British constitution (...) is ruthlessly simple: a government supported by the majority party in the House of Commons can do anything» (Budge, 2002: 31). La pratique politique courante voit cependant les interventions du gouvernement plus limitées (voir ci-dessous les stratégies informelles au Royaume-Uni).
- *Centralisation*. L'État britannique est un État centralisé. Les collectivités locales n'ont aucun pouvoir législatif propre, elles appliquent seulement les politiques du centre (voir par exemple Goldsmith et Page [1987], Rhodes [1986]). S'il est laissé aux autorités locales une autonomie élevée dans la mise en œuvre des politiques publiques (Greer, 2007), le processus de décision politique est fortement centralisé: le parlement britannique a toute liberté de légiférer et les élites locales n'ont qu'une influence limitée sur le processus de décision parlementaire, même lorsque la collectivité locale est affectée (voir Goldsmith et Page, 1987: 79).
- *Faible cohérence de l'administration*. Le développement de l'administration britannique a été un développement ad hoc. Elle est de ce fait peu développée, peu intégrée et en général peu efficiente – souvent décrite comme une administration d'amateurs⁷². Le nombre de fonctionnaires est relativement modeste, la gestion des affaires publiques suit une optique d'improvisation pragmatique, qui partage l'autorité entre secteur public et

⁷¹ Nous utiliserons indifféremment dans le texte les appellations Royaume-Uni et Grande-Bretagne resp. l'adjectif 'britannique' pour désigner le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, qui inclut l'Angleterre, l'Ecosse, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord.

⁷² Voir le rapport Fulton (1968) sur l'administration réalisé sur mandat du Parlement britannique.

institutions privées ou semi-privées. Les tentatives du gouvernement, à partir du gouvernement Thatcher, de rationaliser le service public ont échoué à transformer fondamentalement cette situation: l'efficacité s'est accrue, mais la fragmentation administrative également.

- *Démocratie directe limitée.* Quoique le référendum soit parfois utilisé, son rôle est limité: c'est le Parlement qui décide de l'organisation ou non d'un référendum, et celui-ci a un rôle surtout consultatif. Il n'existe pas de procédures de démocratie directe qui permettent aux mouvements sociaux d'investir le champ du politique.

b) Stratégies informelles de l'Etat britannique

Les procédures informelles intégratives ont une longue tradition au Royaume-Uni. Vis-à-vis des mouvements sociaux, toutefois, et surtout durant la période Thatcher, on doit parler plutôt d'intégration sélective des mouvements:

- *Procédures informelles.* Le gouvernement tend à consulter les secteurs concernés par une politique publique avant de mettre celle-ci en place. Pour plusieurs auteurs, l'intermédiation des intérêts au Royaume-Uni se rapprocherait fortement d'un modèle néo-corporatiste, c.-à-d. de détermination des politiques publiques par l'État et les groupes d'intérêts conjointement, pris dans une acception large (voir par exemple Hall [1986], Boddy et Lambert [1990], Dorey [2002]). Rhodes (1985) considère que les règles du jeu politique peuvent être qualifiées par les mots clefs de pragmatisme, consensus, justice et accommodation. La plupart des auteurs s'accordent à considérer que le partenariat social s'est fortement affaibli à partir de l'ère Thatcher (voir par exemple Dorey, 2002).
- *Sélectivité vis-à-vis des mouvements sociaux.* L'attitude intégrative des autorités semble se retrouver face aux mouvements sociaux. Elle a une longue tradition: Hall attribue ainsi la force et la modération des mouvements syndicaux britanniques à la relative tolérance dont le gouvernement a fait preuve à leur égard au début de l'ère industrielle (Hall, 1986: 267). Les stratégies intégratives des autorités ne s'adressent cependant pas également à tous les mouvements sociaux, mais sont au contraire sélectives. Kogan (1975) comme Leggewie (1985) supposent que l'État établit une distinction entre les mouvements et que seuls ceux qu'il légitime auront accès aux processus de négociation, si bien que la question n'est pas de déterminer si le champ politique britannique intégrateur ou non vis-à-vis des mouvements sociaux mais comment il est sélectif. A noter que l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher a eu un impact décisif sur l'attitude de l'État vis-à-vis des mouvements sociaux: le thatchérisme s'est attaqué de front au consensus social et a œuvré à affaiblir à la fois les syndicats et les mouvements protestataires (voir par exemple Leggewie, 1985). Pour Hunold et Dryzek (2001), le Royaume-Uni peut être définie durant le règne du parti conservateur (1979-1997) comme un État activement exclusif. Après le retour au pouvoir des travaillistes en 1997, toutefois, il est revenu à une orientation plus passive et a recommencé d'intégrer les mouvements. Les orientations du parti conservateur revenu au pouvoir depuis 2010 (en coalition avec les libéraux) ne peuvent être qualifiées actuellement.
- *Le cas particulier de l'Irlande du nord.* Les stratégies des autorités vis-à-vis du mouvement irlandais doivent être considérées à part. Suite à la partition de l'Irlande en 1921, l'Irlande du nord a été sous la responsabilité d'un gouvernement autonome, le gouvernement de Stormont. Les auteurs s'accordent pour considérer que le gouvernement de Stormont, dominé par les protestants, a mis en œuvre une politique exclusive vis-à-vis des mouvements protestataires catholiques. De même, sous l'administration directe britannique instaurée à partir de 1969, les stratégies exclusives dominent initialement. A

partir de l'Accord anglo-irlandais de 1985, toutefois, on constate une politique informelle des autorités plus intégrative vis-à-vis du mouvement nationaliste irlandais (voir aussi chapitre 3.3.4).

2.4.3.3 Structure institutionnelle et stratégies informelles en France

a) Structure institutionnelle formelle de l'Etat français

S'il faut caractériser l'Etat français en quelques mots, on pourra le dire à la fois concentré, centralisé, s'appuyant sur une administration centralisée et efficace, un Etat fort (voir par exemple Duyvendak [1994] ou Urteaga [2007]):

- *Concentration du pouvoir de l'État.* Depuis la Cinquième République, le pouvoir en France se caractérise surtout par sa concentration aux mains du pouvoir exécutif. Le gouvernement dispose d'un large contrôle sur le processus législatif (large pouvoir réglementaire autonome, maîtrise de l'ordre du jour, possibilité d'amender des projets de loi, etc.), a contrario le pouvoir du parlement est extrêmement réduit et surtout limité à un contrôle (d'ampleur réduite), par la motion de censure notamment. Le pouvoir de l'exécutif s'incarne dans le Président de la République, dont la Constitution de 1958 a fait le chef charismatique de la nation et qui dispose de compétences étendues (entre autres, désignation du premier ministre, présidence du cabinet ministériel, droit de dissoudre le parlement dans l'année suivant son élection ou en cas d'urgence). C'est toutefois le gouvernement qui conduit la politique de l'État. Au sein du gouvernement, les ministres cumulent les fonctions (membres du gouvernement, chefs d'une administration), assistés dans cette tâche par un cabinet ministériel, qui assure une coordination efficace du travail ministériel. Il résulte de ces arrangements institutionnels une forte concentration du pouvoir aux mains de l'exécutif, et au sein de l'exécutif, aux mains du président de la République, des ministres et des cabinets ministériels. A noter toutefois que la collaboration au sein de l'exécutif et sa capacité d'action se fondent en partie sur l'homogénéité de sa couleur politique. Les périodes de cohabitation (1986-88, 1993-95, 1997-2002) ont montré qu'un manque de coopération entre le président de la République et le premier ministre peut diminuer notablement la capacité de s'imposer du gouvernement⁷³.
- *Centralisation.* La France a souvent été considérée comme l'idéal-type de la centralisation territoriale. En comparaison internationale, le modèle français est sans doute celui qui s'apparente le plus à une pyramide hiérarchique, suivant une conception rationnelle et centraliste de l'organisation de l'État. Le centre tisse sur le territoire national un réseau s'apparentant à une toile d'araignée, dont le point nodal est le préfet, à la fois représentant de l'État et chargé de coordination pour les services locaux. Ce système, reflet de la volonté de contrôler au plus près l'intégralité du territoire, a été possible du fait de la faiblesse et de la fragmentation des pouvoirs locaux. D'après Mény (1987), comme Mazey (1990), la suprématie du centre doit toutefois être relativisée. Le centre et la périphérie sont en osmose: ils s'interpénètrent, se livrent à des échanges constants, la périphérie exerce une certaine influence, par exemple à travers les associations d'élus. Toutefois, si les notables locaux ont de ce fait quelque accès au pouvoir, celui-ci ne diffuse pas au-delà de cette élite. A noter que la réforme Defferre, introduite dès 1982, a entraîné une croissance de l'autonomie locale, mais la réforme, en choisissant le département, traditionnellement soumis au pouvoir des notables, davantage que la municipalité ou la région, comme institution clef de la décentralisation, a consacré le pouvoir des notables plutôt que le diffuser au sein de la société civile.

⁷³ Ceci a été vrai surtout de la première période de cohabitation.

- *Cohérence de l'administration.* L'administration française a été conçue selon un modèle planifié, à l'inverse d'une construction pragmatique à l'anglaise, dont on peut attribuer la paternité à Napoléon. Agent du pouvoir de l'État, la bureaucratie doit représenter l'intérêt général et être armée contre les intérêts particularistes ; efficiente, uniforme, centralisée et basée sur une structure hiérarchique, elle est le bras appliquant la législation. L'administration de la Cinquième République se caractérise surtout par une autonomie forte de l'appareil politico-administratif, dissocié tant du monde politique professionnalisé traditionnel que des intérêts privés (Birnbaum, 1977: 93), ce qui lui permet à la fois d'être autonome vis-à-vis de son environnement et de s'imposer à lui.
- *Démocratie directe.* La France connaît le référendum, mais celui-ci « est une prérogative présidentielle, qui ne laisse que peu de latitude pour la mobilisation des challengers » (Duyvendak, 1994: 95) aussi peut-on considérer qu'il s'apparente plus à une « procédure d'acclamation du leadership charismatique » (Leggewie, 1985: 88) qu'à une véritable institution à disposition du citoyen.

b) Stratégies informelles

La France voit dominer les stratégies exclusives vis-à-vis de la société civile (voir par exemple Duyvendak [1994], Meny [2002], Urteaga [2007]). L'Etat peut choisir d'intégrer ou d'exclure sélectivement un groupe social ou mouvement social donné, procédé qui se traduit souvent par la création d'un statut de dépendance pour le partenaire considéré, comme il peut choisir de l'ignorer:

- *Procédures informelles.* L'aspect le plus frappant des relations entre l'État français et les groupes de pression est la capacité du premier à choisir de considérer lesdits groupes comme des interlocuteurs ou à les ignorer, et à décider du moment comme de la base de ses discussions avec eux. Cette situation se vérifie par exemple face aux syndicats. En fait, « l'administration française (...) impose à ses partenaires un certain nombre d'obligations et de contraintes que les groupes doivent accepter pour être considérés comme interlocuteurs valables (...). L'État en distribuant le label de 'représentativité' (et les aides financières qui accompagnent ces relations privilégiées) procède à un échange fructueux: en contrepartie de la légitimité qu'il confère, l'État choisit ses partenaires (...) » (Meny, 1987: 139).
- *Stratégies dominantes.* Vis-à-vis des mouvements sociaux, la même attitude fermée prévaut, qui alterne de l'ignorance à la répression. Pour Duyvendak, il faut inscrire cette attitude dans une tradition longue, comme en témoigne par exemple l'intransigeance des autorités françaises face au mouvement ouvrier au dix-neuvième et au début du vingtième siècle. Comme pour les associations d'intérêts, l'exclusion n'est cependant pas totale, mais sélective (Duyvendak, 1994): l'État peut choisir, lorsque cela sert ses propres stratégies, d'avoir une attitude facilitative vis-à-vis d'un mouvement. L'administration agit comme instance de sélection et choisit des interlocuteurs 'valables', c'est-à-dire s'abstenant de formuler des demandes extrêmes et restant dans la logique dominante. « Fruit d'une sélection plus ou moins évidente » (Sparou, 1991:177), le statut d'interlocuteur a des avantages: il permet d'influencer les institutions et s'assortit d'un soutien financier public. Il amène par contre une dépendance des mouvements et l'intériorisation par ceux-ci de la logique administrative (Sparou, 1991: 182-3). En fait, les partenaires avec lesquels l'État conclut des arrangements tendent à se retrouver 'pieds et poings liés', alors que les exclus sont, de fait, réduits à l'impuissance (Hayward, 1982: 6).

2.4.3.4 Structure institutionnelle et stratégies informelles en Espagne

a) Structure institutionnelle formelle de l'Etat espagnol

L'Etat espagnol est un Etat conçu sur le modèle français, mais qui aurait échoué à réaliser ce modèle, un Etat au pouvoir imparfaitement concentré et centralisé, à l'administration peu efficace, en définitive un Etat relativement faible:

- *Concentration variable des pouvoirs.* L'Espagne franquiste, comme tout régime autoritaire à leader charismatique, connaissait une extrême concentration des pouvoirs. Le Général Franco était à la tête des pouvoirs exécutif, législatif, militaire et politique (en tant que chef du mouvement phalangiste). Après la mort de Franco, l'Espagne est devenue une monarchie parlementaire. Le roi est le chef de l'État, mais la Constitution s'est attachée à limiter ses fonctions, lui attribuant surtout un rôle symbolique comme représentant de l'unité de l'État et un rôle d'arbitre et de modérateur du fonctionnement des institutions (Alvarez Conde, 1993). Le premier ministre est quant à lui chef de l'Exécutif, toutefois soumis à un principe de collégialité au sein du gouvernement qui limite la concentration du pouvoir exécutif entre ses mains. Quant au parlement (les *Cortes*), il dispose formellement de l'essentiel du pouvoir législatif, de même que la Constitution lui a donné beaucoup de possibilités de contrôle (p.ex. questions, interpellations, motion de censure), mais il est affaibli par une organisation obsolète et peu efficace qui l'amène souvent à laisser l'initiative au gouvernement. L'architecture constitutionnelle semble répondre au souci d'éviter un retour à l'autoritarisme en procédant à la séparation et à l'équilibre des pouvoirs. Dans les faits, la séparation ou la concentration des pouvoirs ont varié fortement selon les gouvernements. Lorsque le gouvernement est traversé par des crises internes et ne bénéficie pas d'une majorité confortable au parlement, lorsque des gouvernements de coalition sont en place, les *Cortes* peuvent jouer un rôle important⁷⁴. Lorsque le parti au pouvoir bénéficie d'une majorité parlementaire absolue, à l'inverse, le parlement tend à se trouver marginalisé tant du point de vue législatif que du contrôle et à n'être plus qu'un lieu de réception et de légitimation de décisions prises ailleurs⁷⁵ (Hopkin, 2005). Hors le poids variable du parlement selon que le parti au pouvoir jouit ou non d'une majorité parlementaire absolue, d'autres contraintes institutionnelles pèsent également sur l'exécutif, en particulier les communautés autonomes, l'armée et l'église jouissent d'un poids politique certain.
- *Centralisation.* L'Etat franquiste était un Etat centralisé. Au contraire, la Constitution espagnole de 1978 affirme le caractère unitaire de l'État, mais reconnaît un statut officiel aux régions. Elle repousse à la fois le fédéralisme et l'idée d'un État centralisé, en laissant d'ailleurs planer une très grande incertitude sur la répartition des compétences entre centre et régions (Perez Royo, 1993). La Constitution n'indiquant pas de modèle à suivre de la régionalisation, celle-ci a suivi une dynamique imprécise, où l'ampleur et le rythme de transfert des compétences a été variable selon les régions et les institutions centrales ont généralement procédé à une interprétation extensive des pouvoirs qui leur étaient réservés (Cuchillo, 1993). La répartition des compétences a toutefois été précisée par exemple dans le cas catalan en 2006. En termes budgétaires, l'Etat central représentait environ 41

⁷⁴ Ainsi durant la période de transition démocratique entre 1977 et 1982, où le gouvernement ne bénéficie pas d'une majorité stable ; ainsi également entre 1993 et 2000, en 1993 parce que le parti socialiste n'obtient qu'une majorité relative au parlement, et doit davantage composer avec les autres forces politiques, en particulier avec les nationalistes catalans de Convergència i Unió, pour gouverner, en 1996 parce que le Parti populaire (PP) obtient une majorité relative des sièges au parlement et forme un gouvernement de coalition avec les partis nationalistes modérés catalan et basque (Convergència i Unió et Partido Nacional Vasco).

⁷⁵ Ainsi après les élections de 1982, 1986 et 1989, où le gouvernement a joui d'une grande stabilité, les socialistes ayant obtenu la majorité absolue des sièges au parlement. Ainsi également après les élections de 2000, qui voient le Parti Populaire atteindre la majorité absolue des sièges.

% des dépenses publiques en 2003, contre 42 % pour les communautés autonomes et 17 % pour les administrations locales⁷⁶ (OCDE, 2009).

- *Cohérence de l'administration.* L'Espagne a suivi le modèle français de bureaucratie sur papier, mais son administration connaît en réalité diverses faiblesses telles la fragmentation, le manque d'efficacité et le factionnalisme. Ces dysfonctionnements, présents durant la période franquiste, ont plutôt été aggravés par le processus de démocratisation: avec la décentralisation, diverses compétences de l'administration centrale auraient dû être transférées aux régions, accompagnées d'un transfert parallèle des ressources administratives, mais l'administration centrale s'est maintenue, tandis que les régions voyaient croître leur propre service public ; il en est résulté un gaspillage de ressources, des doublons administratifs et une confusion quant aux compétences des diverses administrations (voir Newton et Donaghy, 1997).
- *Démocratie directe.* L'Espagne connaît le droit d'initiative populaire et de référendum. La Constitution indique que les décisions politiques d'une importance particulière pourront être soumises à un référendum consultatif dont la décision sur proposition du gouvernement et après autorisation du parlement. Le référendum ne peut donc être utilisé par les mouvements sociaux, il a de plus un caractère discrétionnaire. Il n'en est pas de même de la procédure d'initiative: 500'000 citoyens peuvent déposer une proposition de loi au Parlement, proposition qui suit alors une procédure d'adoption ordinaire. Les mouvements peuvent se servir de cet instrument, toutefois, le fait que la proposition suive la procédure ordinaire une fois déposée lui fait perdre beaucoup de son pouvoir de mobilisation.

b) Stratégies informelles

Les stratégies exclusives étaient de mise sous le franquisme. Quoique les syndicats comme les mouvements sociaux se voient reconnaître depuis la transition démocratique un rôle important pour le bon fonctionnement des institutions, la tradition de méfiance des autorités vis-à-vis de la société civile n'a pas complètement disparu et l'Etat espagnol reste un Etat exclusif:

- *Procédures informelles.* L'Espagne franquiste se caractérisait par la faiblesse de sa société civile et le manque d'autonomie et de différenciation de ses groupes de pression. Les secteurs dominants de l'économie et de la politique avaient le contrôle du processus politique et les décisions se prenaient au sein de ce groupe très réduit et opaque (voir Perez Diaz [1987] et Mella Marquez [1989]). Un des problèmes dominants de la transition démocratique a été d'intégrer les associations et de les faire participer au pouvoir. Une politique plus consensuelle s'est mise en place, qui reste cependant une politique de cercles relativement réduits et fermés (Tunon de Lara, 1991). Concernant les relations syndicales, certains auteurs ont parlé de néo-corporatisme pour décrire les pratiques de marchandage en Espagne (voir par exemple Crouch, 2006), mais le terme semble exagéré car les arrangements entre syndicats et gouvernement apparaissent instables, on ne peut parler au mieux que d'un néo-corporatisme faible (à l'exemple de Perez-Diaz, 1993: 230).
- *Stratégies dominantes.* De la monarchie à la république, l'Espagne a connu une longue tradition répressive vis-à-vis des mouvements sociaux. Sous Franco également, les syndicats et les mouvements nationalistes ont été fortement réprimés. La transition démocratique n'a pas fait disparaître la méfiance du pouvoir envers la participation de la société civile à la vie politique, son attitude dite *prepotente*, c'est-à-dire arrogante et impérieuse, vis-à-vis des mouvements sociaux (Alvarez-Junco, 1994).

⁷⁶ En 1981, l'Etat central représentait encore 87.3 % des dépenses publiques espagnoles ; en 1999 il en représentait 54 % (Zarrias, 2000).

2.4.3.5 Structure institutionnelle formelle et stratégies informelles des trois Etats et implications pour les mouvements nationalistes

Sur la base de la description de la structure institutionnelle formelle et des stratégies informelles des Etats britannique, français et espagnol effectuées aux chapitres précédents, on peut opposer ces trois Etats comme suit:

- *L'Etat britannique.* Du point de vue de sa structure institutionnelle formelle, l'Etat britannique est un Etat au pouvoir relativement concentré, centralisé, quelque peu affaibli par une administration peu professionnelle, mais dans l'ensemble un Etat fort. Du point de vue de ses stratégies informelles, les procédures informelles intégratives ont une longue tradition. Vis-à-vis des mouvements sociaux, toutefois, et surtout durant la période Thatcher, on peut parler plutôt d'intégration sélective des mouvements. Il faut ici considérer de manière spécifique le cas de l'Irlande du nord: sous le Parlement de Stormont, on peut considérer que les procédures informelles étaient de nature exclusive pour le mouvement républicain en Irlande du nord et, sous l'administration directe britannique, on peut parler plutôt d'exclusion sélective – au moins jusqu'aux Accords anglo-irlandais de 1985 – ensuite, les stratégies intégratives ont pris le dessus⁷⁷.
- *L'Etat français.* S'il faut caractériser la structure institutionnelle formelle de l'Etat français, on peut la dire à la fois concentrée, centralisée, s'appuyant sur une administration centralisée et efficace, réalisant en définitive le modèle d'un Etat fort. En ce qui concerne les stratégies informelles des autorités, la France voit dominer les stratégies exclusives vis-à-vis de la société civile. L'Etat peut choisir d'intégrer ou d'exclure sélectivement un groupe social ou mouvement social donné, procédé qui se traduit souvent par la création d'un statut de dépendance pour le partenaire considéré, comme il peut choisir de l'ignorer.
- *L'Etat espagnol.* L'Etat espagnol est un Etat conçu sur le modèle français, mais qui aurait échoué à réaliser ce modèle, un Etat au pouvoir imparfaitement concentré et centralisé, à l'administration relativement peu efficace, en définitive un Etat plutôt faible. Quant aux stratégies informelles poursuivies par l'Etat, quoique les syndicats comme les mouvements sociaux se voient reconnaître depuis la transition démocratique un rôle important pour le bon fonctionnement des institutions, la tradition de méfiance des autorités vis-à-vis de la société civile, dominante sous le franquisme, n'a pas complètement disparu et l'Etat espagnol reste un Etat exclusif.

En combinant les réflexions concernant structure institutionnelle et stratégies dominantes des trois Etats considérés, on peut distinguer pour la France, le Royaume-Uni et l'Espagne les types suivants – le cas de l'Irlande du nord étant traité spécifiquement:

⁷⁷ Divers auteurs ont mis en avant la nécessité de considérer la structure institutionnelle et les stratégies informelles à un niveau infranational plutôt que national (voir par exemple Wisler et Kriesi, 1997). Dans cette voie, on considère ici comme un cas particulier l'Irlande du nord où la structure des opportunités politiques (au temps du parlement de Stormont ou sous administration directe britannique) diffère fortement de celle rencontrée par le mouvement écossais, même si cette solution n'est pas entièrement satisfaisante dans la mesure où elle fait varier les niveaux d'analyse selon les mouvements considérés.

Tableau 12: Arrangements institutionnels, stratégies informelles et types d'inclusion des mouvements sociaux dans les trois Etats considérés

		<i>Force de l'Etat</i>	
		<i>Fort</i>	<i>Faible</i>
<i>Stratégie dominante de l'Etat</i>	<i>Exclusion</i>	Exclusion sélective (France, Irlande du nord ⁷⁸)	Inclusion formelle (Espagne)
	<i>Inclusion</i>	Inclusion informelle (Grande-Bretagne, Irlande du nord ⁷⁹)	Intégration -

Sur la base de Kriesi et al (1995: 37)

Les implications pour la mobilisation des mouvements devraient être les suivantes:

- *France*: Les mouvements sociaux sont en général largement exclus du processus politique. Le degré d'exclusion peut toutefois varier selon les mouvements considérés. L'Etat choisit ses partenaires, il sélectionne les mouvements inclus dans le processus de formulation politique, comme il choisit à l'inverse d'ignorer ou de réprimer le cas échéant d'autres mouvements. Duyvendak (1994), comme Kriesi et al (1995) supposent que la situation française, qui facilite peu l'action des mouvements et offre de manière générale peu de chances de succès à la mobilisation, devrait résulter dans un *faible degré de mobilisation*. De manière générale, on peut aussi s'attendre que le *répertoire d'action* de la mobilisation en France soit d'ordre *radical* et les *chances de succès* du mouvement *peu élevées*.
- *Grande-Bretagne*: La Grande-Bretagne est comme la France un Etat fort. Il est toutefois moins autonome vis-à-vis de son environnement, dans la mesure où il pratique une inclusion informelle des mouvements aux processus de négociation politique. La facilitation des mouvements y est nettement plus élevée qu'en France, tandis que la répression est plutôt modérée, les *chances de succès plutôt élevées*. On peut donc s'attendre que le *degré de mobilisation* soit *plutôt élevé*, le *répertoire d'action* des mouvements *plutôt modéré*. Dans le cas nord-irlandais, la politique d'exclusion sélective du mouvement républicain à l'échelon local devrait cependant avoir pour effet – comme dans le cas français – une *radicalité* plus importante *du mouvement*. La possibilité d'accéder à un processus de négociation à l'échelon du gouvernement britannique a laissé cependant ouvertes des *possibilités de succès plutôt élevées*. Les effets sur la mobilisation semblent moins clairs: la radicalité attendue du mouvement devrait démobiliser une partie de ses sympathisants mais les possibilités de parvenir à une solution négociée favoriser néanmoins leur mobilisation.
- *Espagne*: L'Espagne, à l'inverse de la France et de la Grande-Bretagne, est un Etat faible possédant nombre de points d'accès formels à ses institutions. Ceci devrait encourager les mouvements nationalistes à formuler leurs demandes dans un contexte institutionnel, c'est-à-dire à travers une organisation partisane. C'est également un Etat aux stratégies exclusives et répressives. Ce type d'Etat est modérément facilitatif et de même offre des

⁷⁸ Irlande du nord sous le parlement de Stormont et au début de l'administration directe britannique ; à notre sens jusqu'en 1985.

⁷⁹ A partir de 1985.

chances de succès limitées, il tend également à user de son appareil répressif contre les minorités radicales. On peut s'attendre que le *degré de mobilisation* en Espagne soit *intermédiaire-plutôt élevé*, le *répertoire d'action* des mouvements *intermédiaire-radical*.

Tableau 13: Degré de mobilisation attendu des mouvements, répertoire d'action et chances de succès en Grande-Bretagne, France et Espagne

<i>Force de l'Etat</i>		
<i>Stratégie dominante de l'Etat</i>	<i>Fort</i>	<i>Faible</i>
<i>Exclusion</i>	Faible mobilisation, répertoire d'action radical, faibles chances de succès (France)	Mobilisation intermédiaire, répertoire intermédiaire (minorité radicale), chances de succès intermédiaires (Espagne)
<i>Inclusion</i>	Mobilisation comparativement élevée, répertoire comparativement modéré, chances de succès comparativement élevées (Grande-Bretagne ⁸⁰)	

D'après Kriesi et al (1995:40-44)

Considérant les développements ci-dessus, nous pouvons formuler comme suit la deuxième hypothèse de recherche:

Hypothèse 2: Un Etat fort et inclusif tel le Royaume-Uni devrait amener à une mobilisation élevée du mouvement nationaliste, à un répertoire d'action modéré et à des chances de succès comparativement élevées.

Un Etat faible et exclusif tel l'Espagne devrait avoir pour effet un niveau intermédiaire de mobilisation du mouvement nationaliste, un répertoire d'action intermédiaire (minorité radicale) et des chances de succès intermédiaires.

Un Etat fort et exclusif tel la France devrait avoir pour effet une mobilisation faible du mouvement nationaliste, un répertoire d'action radical et de faibles chances de succès.

L'hypothèse (2) peut le cas échéant se trouver en contradiction avec l'hypothèse (1) concernant certains des mouvements nationalistes étudiés. Il paraît toutefois judicieux, dans une perspective comparée, de tester séparément l'hypothèse issue de réflexions sur les effets de la structure des opportunités discursives sur chacun des mouvements et les hypothèses sur les effets de la structure des opportunités politiques de chaque Etat (voir à ce sujet le chapitre 8). On considérera au chapitre 2.5 les effets combinés attendus de la structure des opportunités discursives et de la structure des opportunités politiques.

2.4.4 Alliances et alignements politiques

Selon Kriesi (1991), la configuration du pouvoir est la troisième dimension de la structure des opportunités politiques. Ceci reprend aussi les conclusions de Tarrow (1983, 1989, 1998) pour qui la stabilité des alignements politiques et le degré de disponibilité d'alliés potentiels, la

⁸⁰ A l'exclusion de l'Irlande du nord.

position stratégique des alliés potentiels dans le système politique et les conflits politiques au sein de l'élite constituent trois éléments essentiels de la structure des opportunités politiques.

Les alliances politiques sont un élément moins stable de la structure des opportunités politiques (voir surtout Tarrow 1983, 1989). Les alignements politiques, alliances ou ouvertures de court terme de l'accès à la participation peuvent offrir aux mouvements des opportunités politiques momentanées leur permettant de faire avancer leurs intérêts. Au contraire, l'accès peut être bloqué pour les mouvements en raison d'une configuration momentanée de pouvoir qui leur est défavorable.

Nous considérons ici que trois éléments de la configuration du pouvoir jouent un rôle central pour les mouvements nationalistes: 1) la perméabilité des partis institutionnels aux revendications du mouvement, soit en particulier le soutien ou sympathie des principaux partis traditionnels (parti socialiste, parti conservateur) du centre aux mouvements nationalistes, 2) la présence d'alliés du mouvement à l'échelon international (dans le cas irlandais) et 3) des fenêtres d'opportunités spécifiques lors de bouleversements institutionnels importants dans le cadre d'un processus de transition à la démocratie (dans le cas espagnol).

a) Perméabilité des partis traditionnels du centre au mouvement nationaliste

Les analyses de Kriesi *et al* (1995) portent sur les nouveaux mouvements sociaux. Ils se sont dans ce cadre intéressés aux alliés potentiels de ces mouvements, et en particulier aux configurations de pouvoir au sein de la gauche. Leur approche n'est pas directement applicable aux mouvements nationalistes qui n'ont pas, à l'inverse des nouveaux mouvements sociaux, d'alliés naturels à gauche. En pratique toutefois, on peut observer dans les trois Etats analysés ici que les mouvements nationalistes ont trouvé leurs alliés parmi les partis de gauche, pour qui la protection des droits des minorités représentent une plate-forme politique traditionnelle plus importante que pour les partis de droite, et ne bénéficient pas de la sympathie des partis conservateurs attachés traditionnellement à la défense de l'unité de l'Etat. Ceci semble être le cas pour les mouvements étudiés aux chapitres 3 à 7, sans qu'il soit possible d'en inférer un comportement des partis politiques envers les mouvements nationalistes dans d'autres Etats.

A la différence de Kriesi *et al* (1995), nous considérerons ici, par souci de simplification, uniquement le rôle des partis dominant le système politique⁸¹, soit du parti socialiste et du parti conservateur (ceci, également compte tenu des Etats soumis à l'analyse, où ces partis dominant en alternance le gouvernement⁸²) comme alliés du mouvement nationaliste. Nous considérerons que la configuration des alliances pour les mouvements nationalistes peut être de manière simplifiée analysée comme suit:

- Quand un parti majeur allié au mouvement nationaliste (typiquement un parti de gauche)-est en position de challenger, il devrait offrir plus d'appui aux demandes du mouvement nationaliste. Ceci, parce que la mobilisation nationaliste affaiblit le parti au gouvernement. Cela vaut particulièrement pour l'aile modérée du mouvement nationaliste et la présence d'un parti allié en position de challenger devrait augmenter le niveau de mobilisation modérée du mouvement nationaliste. On peut s'attendre dès lors que la mobilisation nationaliste modérée soit comparativement élevée quand la gauche est dans l'opposition.
- Quand le parti allié au mouvement (typiquement un parti de gauche) est au pouvoir, les possibilités du mouvement nationaliste d'obtenir des concessions politiques devraient être

⁸¹ A la différence de Kriesi *et al* (1995), nous ne considérerons pas ici les divisions au sein des blocs partisans comme un élément central de l'analyse.

⁸² Contrairement aux cas belge ou helvétique par exemple, où les gouvernements de coalition ou de concordance sont la règle.

plus élevées. Cela vaut cependant seulement pour les demandes introduites par l'aile modérée du mouvement nationaliste et est particulièrement vrai lorsque le parti politique représentant l'aile modérée du mouvement nationaliste est lui-même au gouvernement dans le cadre d'un gouvernement de coalition ou est de facto encouragé à s'allier avec le parti au pouvoir qui ne dispose que d'une majorité relative pour gouverner. On peut prévoir qu'en raison de la sympathie supposée du parti au pouvoir pour le mouvement, un parti allié devrait être particulièrement peu disposé à négocier avec des formes de mobilisation nationaliste radicale lorsqu'il dirige le gouvernement.

- Pour cette raison, on peut paradoxalement supposer que les mouvements nationalistes radicaux (en particulier: avec une composante terroriste) obtiennent leurs meilleures occasions de négocier des concessions politiques quand leurs adversaires les plus décidés, dans la règle les partis bourgeois, sont au pouvoir.

b) Présence d'alliés du mouvement à l'échelon international

Brubaker (1996) a mis en évidence que, pour un certain nombre d'Etats et de nations, des changements de frontières dans l'histoire ont créé des situations de « triade » où les protagonistes d'un conflit nationaliste ou d'un problème de minorité sont typiquement au nombre de trois, soit une minorité nationale, l'Etat auquel elle est rattaché et un Etat tiers de la même nation que la minorité nationale, soit dans les termes de Brubaker « a triad linking national minorities, the [] nationalizing states in which they live, and the external national "homelands" to which they belong, or can be construed as belonging, by ethnocultural affinity though not legal citizenship » (Brubaker, 1996: 4).

Kemp décrit comme suit cette situation triangulaire: « Nations and states seldom overlap. Most states are multi-ethnic, and most 'nations' are divided by state boundaries. Because of the twists of fate and the tides of history, some ethnic groups within Europe (like Russians, Serbs, Albanians, and Hungarians) live outside the state that bears their name and are therefore minorities in a neighbouring state. Relations between these minorities and the majority communities of the states where they live may be sometimes strained. When a neighbouring state has a majority population that shares the same ethnicity and cultural/linguistic or historical ties with that minority community, the chance of minority issues affecting bilateral relations is relatively high, although not inevitable. This can further complicate intra-state relations between the minority and the majority as well as relations between the minority and its so-called kin-state. » (Kemp, 2006: 110).

Lorsqu'un conflit nationaliste correspond à une situation de triade, il est central de se préoccuper des interactions entre chacun des éléments de la triade: entre la minorité nationale et l'Etat souverain, entre la minorité nationale et l'Etat parent (*kin-state*) et entre l'Etat parent et l'Etat souverain: « In looking at this relationship, one has to consider three relationships, all of which are inter-connected: kin-state and national minority ; kin-state and home state ; home state (majority population) and national minority. This is not a static relationship. The components of the nexus are linked by continuous mutual monitoring and inter-action. Moreover, the three "elements" in the triadic relation are themselves not fixed entities but fields of differentiated and competing positions, arenas of struggle among competing stances. The shifting nature of this relationship is what makes it unstable and potentially explosive. » (Kemp, 2006: 110, citant en partie Brubaker, 1996: 8).

La relation triadique présente un niveau de complexité dépassant le cadre du présent travail. Nous considérerons avant tout ici un élément spécifique de ladite relation: Comme le souligne Kemp (2006), la présence d'un Etat parent peut avoir un effet modérateur sur les mouvements nationalistes, surtout sur l'aile modérée des mouvements, lorsque la minorité nationale fait l'objet d'une certaine reconnaissance de la part de l'Etat souverain, voire participe du pouvoir,

et possède dès lors le souci de ne pas affecter les relations entre l'Etat souverain et l'Etat parent. A l'inverse, la branche radicale d'un mouvement nationaliste peut être tentée d'impliquer l'Etat parent dans ses relations avec l'Etat souverain dans une dynamique au potentiel conflictuel entre les deux Etats. Nous basant sur ces réflexions, nous opposerons pour simplifier deux situations, soit celle où la minorité nationale possède un Etat parent qui lui est allié mais qui n'est pas intégré officiellement dans la dynamique de conflit entre la minorité et l'Etat souverain, et celle où l'Etat parent a été reconnu comme partenaire dans la recherche d'une solution au conflit nationaliste.

Nous supposerons que le degré de mobilisation du mouvement nationaliste devrait être plus important et plus radical dans une situation où la minorité nationale possède un allié potentiel à l'extérieur mais qui n'est pas intégré officiellement dans la résolution du conflit, en vue d'attirer l'attention de cet allié et d'amener son intervention. A partir du moment où l'Etat parent est reconnu par l'Etat souverain comme un interlocuteur dans la négociation du conflit, c'est-à-dire lorsqu'une solution trilatérale est recherchée, la mobilisation nationaliste devrait se réduire et se modérer. Lorsque le mouvement nationaliste peut compter sur la présence reconnue de son Etat parent dans la négociation, ceci devrait avoir un effet modérateur important sur le mouvement, entre autres parce que l'Etat allié devrait le pousser à la modération pour ne pas compromettre les relations interétatiques. Dans le même temps, le soutien de l'Etat parent devrait augmenter notablement les chances de succès du mouvement.

La situation de triade se retrouve davantage à l'est de l'Europe ou dans les Etats issus de la décolonisation qu'en Europe de l'ouest, où les frontières sont restées comparativement stables dans l'histoire. Parmi les mouvements nationalistes qui nous occupent, elle n'est présente que dans le cas de l'Irlande du nord. Dès lors, s'il paraît nécessaire de considérer cette dimension dans l'explication du cas irlandais – où la République d'Irlande a joué un rôle central dans l'évolution du conflit –, elle ne pourra faire l'objet d'une analyse comparée pour l'ensemble des mouvements.

c) Transition à la démocratie

La littérature sur les mouvements sociaux s'accorde largement à considérer que des changements non incrémentaux dans les politiques étatiques, permettant à des mouvements d'obtenir le cas échéant des réformes considérables, peuvent se produire dans des circonstances hors du commun. A certaines périodes spécifiques, des fenêtres de réforme (« windows for reform » [Keeler 1993]) peuvent s'ouvrir qui offrent des opportunités particulièrement favorables aux mouvements. Cela peut être le cas par exemple lors de crises ou réalignements politiques majeurs. La transition à la démocratie, telle qu'elle a été vécue par l'Espagne entre 1975 et 1982 nous semble constituer une fenêtre de ce type, dans la mesure où la transition démocratique représente un moment particulier où les arrangements institutionnels sont revus de fond en comble et, dans une période où la démocratie est encore fragile, les mouvements sociaux ont aussi de bonnes chances de faire avancer leurs revendications et de négocier des solutions avec le pouvoir qui se met en place. Dans ces périodes, les mouvements sociaux devraient être tentés de se mobiliser très fortement et présenter aussi des chances de succès élevées.

Compte tenu des développements précédents, on peut formuler l'hypothèse générale suivante concernant les effets de la configuration du pouvoir sur les mouvements nationalistes :

Hypothèse 3a: Lorsque le mouvement nationaliste périphérique peut compter sur l'appui d'un parti majeur qui lui est allié, dans la règle le parti socialiste, et que ce parti allié est dans l'opposition, le mouvement nationaliste devrait connaître un niveau de mobilisation modérée plus important mais des chances de succès plus réduites que lorsque le parti allié se trouve au pouvoir. Lorsque le parti allié est au gouvernement, ceci devrait au contraire entraîner une mobilisation plus faible du mouvement nationaliste mais des chances de succès plus élevées.

Hypothèse 3b: Lorsque le mouvement nationaliste possède un allié à l'échelon international sous la forme d'un Etat parent, il devrait connaître un niveau de mobilisation plus faible et modéré et ses chances de succès devraient aussi être comparativement plus élevées lorsque cet allié est reconnu comme partenaire à la négociation du conflit que lorsque l'Etat allié n'est pas intégré dans la négociation.

Hypothèse 3c: Dans les périodes de transition à la démocratie, les mouvements nationalistes devraient connaître un niveau de mobilisation comparativement très élevés. Leurs chances de succès devraient être aussi meilleures que dans des périodes de stabilité démocratique.

Les mouvements nationalistes sont étudiés ici pour une période qui s'étend globalement de 1975 à 2011 (voir aussi chapitre 2.6). Nous considérerons ci-après l'évolution des alliances pour les mouvements nationalistes dans les trois Etats britannique, français et espagnol durant la période compte tenu de l'évolution politique dans les pays considérés.

2.4.4.1 Les alliances des mouvements nationalistes au Royaume-Uni

Les deux mouvements nationalistes soumis à l'analyse au Royaume-Uni sont les mouvements nationalistes irlandais et écossais. Pour ces deux mouvements, on peut considérer que leur allié principal au centre a toujours été le parti travailliste britannique, tandis que le parti conservateur leur est opposé (voir aussi chapitres 3 et 4). Ceci est particulièrement vrai pour le mouvement irlandais, opposé aux loyalistes protestants qui sont traditionnellement alliés aux conservateurs britanniques.

Durant les années soumises à l'analyse, l'évolution du pouvoir au Royaume-Uni a été la suivante:

Tableau 14: Résultats des élections générales au Royaume-Uni et couleur politique du gouvernement de 1974 à 2010

Année	Parti au gouvernement	Premier ministre
1974	Travailliste	Harold Wilson, James Callaghan
1979	Conservateur	Margaret Thatcher
1983	Conservateur	Margaret Thatcher
1987	Conservateur	Margaret Thatcher, John Major
1992	Conservateur	John Major
1997	Travailliste	Tony Blair
2001	Travailliste	Tony Blair
2005	Travailliste	Gordon Brown
2010	Conservateur (en coalition avec le parti libéral)	David Cameron

Source: Government United Kingdom.

Pour la période s'étendant de 1975 à 2011, on peut ainsi prévoir que le mouvement nationaliste écossais devrait rencontrer l'évolution suivante de ses opportunités politiques avec les effets attendus suivants sur son degré de mobilisation et ses chances de succès:

Tableau 15: Alliances, évolution attendue de la mobilisation du mouvement écossais et de ses chances de succès entre 1975 et 2011 en fonction de la présence ou non du parti travailliste au gouvernement britannique

Période	Alliances	Effets attendus sur la mobilisation
1975-1979	Parti allié au pouvoir	Mobilisation faible, répression du nationalisme radical, chances de succès comparativement élevées pour la frange modérée du mouvement et réduites pour la frange radicale
1979-1997	Parti allié dans l'opposition	Mobilisation plus élevée, faibles chances de succès
1997-2010	Parti allié au pouvoir	Mobilisation faible, répression du nationalisme radical, chances de succès comparativement élevées pour la frange modérée du mouvement et réduites pour la frange radicale
2010-2011	Parti allié dans l'opposition	Mobilisation plus élevée, faibles chances de succès

Pour le mouvement nationaliste irlandais, comme on l'a noté au chapitre précédent, hors l'alliance avec les travaillistes, il faut également considérer le rôle de la République d'Irlande lorsqu'on analyse l'évolution des opportunités politiques du mouvement. Le mouvement nationaliste dispose d'un allié extérieur important dans le gouvernement de la République d'Irlande qui, à partir des accords anglo-irlandais de 1985, a été part intégrante au processus de paix en Irlande du nord. La présence et le rôle de cet allié nous amène à prévoir les effets suivants des alliances pour le mouvement irlandais:

Tableau 16: Alliances, évolution attendue de la mobilisation du mouvement irlandais et de ses chances de succès entre 1975 et 2011 en fonction de la présence ou non du parti travailliste au gouvernement britannique et du rôle joué par la République d'Irlande

<i>Période</i>	<i>Alliances</i>	<i>Effets attendus sur la mobilisation</i>
1975-1979	Parti allié au pouvoir, allié extérieur non inclus dans le processus de paix	Mobilisation intermédiaire/élevée, frange radicale comparativement active, répression du nationalisme radical, chances de succès intermédiaires
1979-1985	Parti allié dans l'opposition, allié extérieur non inclus dans le processus de paix	Mobilisation plus élevée, frange radicale comparativement très active, répression du nationalisme radical, faibles chances de succès
1985-1997	Parti allié dans l'opposition, allié extérieur inclus dans le processus de paix	Niveau de mobilisation intermédiaire, modération du mouvement, chances de succès faibles/intermédiaires
1997-2010	Parti allié au pouvoir, allié extérieur inclus dans le processus de paix	Niveau de mobilisation intermédiaire, modération du mouvement, chances de succès comparativement élevées
2010-2011	Parti allié dans l'opposition, allié extérieur inclus dans le processus de paix	Niveau de mobilisation intermédiaire, modération du mouvement, chances de succès faibles/intermédiaires

2.4.4.2 Les alliances des mouvements nationalistes en Espagne

Les deux mouvements nationalistes traités ici sont le mouvement nationaliste basque et catalan. Pour ces deux mouvements, on peut considérer (voir aussi chapitres 5 et 6) que leur allié au centre est plutôt le parti socialiste que les partis de droite, qui sont davantage attachés à la centralisation étatique. Ces lignes de démarcation ne sont toutefois pas toujours claires: les gouvernements bourgeois, dans les périodes où ils règnent avec une majorité relative, sont également amenés en pratique à composer avec les partis nationalistes modérés catalan (*Convergencia i Unió* ou CiU) ou basque (*Partido nacionalista vasco* ou PNV); il en a été ainsi durant la période 1996-2000, où les conservateurs du Parti Populaire (*Partido popular* ou PP) se sont alliés au gouvernement avec les deux partis nationalistes modérés précités. Un autre élément à prendre en compte dans la situation espagnole concerne la transition démocratique: on peut considérer que durant la période de transition s'étendant de 1975 à 1982, les mouvements nationalistes étaient confrontés à une structure d'opportunité particulièrement favorable, dans la mesure où les arrangements institutionnels généraux de l'Espagne et en particulier la décentralisation étaient prioritaires sur l'agenda gouvernemental, dans la mesure également où le parti au pouvoir ne bénéficiait pas d'une majorité parlementaire.

L'évolution des gouvernements espagnols est présentée au tableau 17 ci-dessous:

Tableau 17: Résultats des élections générales en Espagne et couleur politique du gouvernement de 1977 à aujourd'hui

<i>Période</i>	<i>Parti au gouvernement</i>	<i>Premier ministre</i>
1977-1979	Union du centre démocratique (centre-droit) ; gouvernement minoritaire	Adolfo Suarez
1979-1982	Union du centre démocratique (centre-droit) ; gouvernement minoritaire	Adolfo Suarez, Leopoldo Calvo-Sotelo Bustelo
1982-1986	Parti socialiste ouvrier espagnol ; le PSOE dispose d'une majorité absolue	Felipe Gonzalez
1986-1989	Parti socialiste ouvrier espagnol ; majorité absolue	Felipe Gonzalez
1989-1993	Parti socialiste ouvrier espagnol ; majorité absolue	Felipe Gonzalez
1993-1996	Parti socialiste ouvrier espagnol ; majorité relative	Felipe Gonzalez
1996-2000	Parti Populaire ; majorité relative	Jose Maria Aznar
2000-2004	Parti Populaire ; majorité absolue	Jose Maria Aznar
2004-2008	Parti socialiste ouvrier espagnol ; majorité relative	José Luis Rodríguez Zapatero
2008-2011	Parti socialiste ouvrier espagnol ; majorité relative	José Luis Rodríguez Zapatero
2011-	Parti Populaire ; majorité relative	Mariano Rajoy Brey

Source: Gobierno de Espana.

Nous considérerons que, dans le cas espagnol, les éléments suivants sont à prendre en considération pour déterminer l'évolution de la structure des opportunités politiques des mouvements dans le temps:

- La période de transition démocratique de 1975 à 1982 devrait représenter une période comparativement favorable à la mobilisation et au succès des mouvements, tant en raison de la discussion de fond existant en Espagne à ce moment-là sur la transformation des institutions espagnoles que de la présence d'un gouvernement minoritaire. En même temps, le gouvernement de centre-droit au pouvoir n'étant pas un allié des mouvements nationalistes, ceci ne devrait pas avoir un effet modérateur particulier sur ces mouvements.
- Durant la période de gouvernance socialiste entre 1982 et 1996, ainsi que depuis 2004, on peut penser que la structure des opportunités a été relativement favorable à l'aile modérée des mouvements nationalistes catalan et basque ; par contre, le parti socialiste étant perçu comme un allié (relatif) des mouvements nationalistes, on peut s'attendre qu'il se montre particulièrement répressif envers l'aile radicale des mouvements nationalistes.
- Durant la période où le *Partido Popular* était au pouvoir, on peut s'attendre que les chances de succès du mouvement nationaliste modéré ne se soient que partiellement détériorées en regard du gouvernement socialiste pour la période 1996-2000, où le PP dépendait en partie du soutien des partis catalan et basque qui se sont trouvés en position d'arbitre leur permettant de faire avancer leurs intérêts, et qu'elles ont été plus faibles entre 2000 et 2004 où le PP disposait d'une majorité absolue. En regard des périodes où les socialistes sont au gouvernement, la différence majeure devrait toutefois à notre avis résider surtout dans une augmentation de la mobilisation

générale du mouvement nationaliste dans un contexte de mobilisation sociale accrue orchestrée par les partis de gauche alliés du mouvement.

Sur ces bases, nous pouvons prévoir les évolutions suivantes dans la trajectoire des mouvements nationalistes basque et catalan durant la période 1975-2011⁸³:

Tableau 18: Alliances, évolution attendue de la mobilisation des mouvements basque et catalan et de leurs chances de succès entre 1975 et 2011 en fonction de l'évolution des alliances du mouvement

<i>Période</i>	<i>Alliances</i>	<i>Effets attendus sur la mobilisation</i>
1975-1982	Période de transition démocratique Parti allié dans l'opposition ; gouvernement minoritaire (de 1977 à 1982)	Mobilisation comparativement très élevée, chances de succès intermédiaires à élevées
1982-1996	Parti allié au pouvoir	Mobilisation comparativement réduite, forte répression de la minorité radicale, chances de succès élevées pour l'aile modérée du mouvement, faibles pour l'aile radicale
1996-2004	Parti allié dans l'opposition ; gouvernement minoritaire (1996-2000)	Mobilisation comparativement élevée, chances de succès intermédiaires
2004-2011	Parti allié au pouvoir	Mobilisation comparativement réduite, forte répression de la minorité radicale, chances de succès élevées pour l'aile modérée du mouvement, faibles pour l'aile radicale

2.4.4.3 Les alliances des mouvements nationalistes en France

Le mouvement nationaliste traité ici est le mouvement nationaliste corse. Comme dans les cas précédents, on peut considérer que le mouvement corse est plus proche du parti socialiste que des partis de droite français (voir aussi chapitre 7). Les socialistes sont entre autres à l'origine des efforts de décentralisation en France en 1982, et sont généralement moins attachés que les partis de droite à l'idée d'un Etat centralisé. En pratique toutefois, on ne peut vraiment considérer que le mouvement corse possède des alliances fortes à l'échelon des principaux partis de France (il faut aussi considérer ici que la Corse, en regard des quatre autres régions soumises à l'analyse, est une région peu peuplée et, de ce fait, ni son électorat ni les représentants de partis nationalistes corse ne peuvent avoir le poids politique qu'atteignent par exemple les populations catalane, basque, écossaise ou irlandaise et leurs représentants nationalistes – *Convergencia i Unio*, *Partido Nacionalista Vasco*, *Scottish National Party*, *Sinn Féin*, etc.).

En France, dans la mesure où l'Exécutif est bicéphale (Président de la République, Premier ministre), il est nécessaire de considérer la couleur partisane de ces deux fonctions. Elle se recoupe la majorité du temps, mais la France a connu également des périodes de cohabitation (en 1986-88, 1993-1995, 1997-2002). Pendant ces périodes, on peut considérer que le parti exclu du gouvernement, quand bien même il est représenté à la présidence de la République, se trouve en partie en situation d'opposition et devrait se comporter en conséquence avec ses alliés (voir Duyvendak, 1994).

⁸³ Jusqu'en novembre 2011 ; le nouveau gouvernement PP de novembre 2011 n'est pas considéré.

Tableau 19: Résultats des élections générales en France et couleur politique du gouvernement de 1977 à aujourd'hui

<i>Période</i>	<i>Président de la République</i>	<i>Chef du gouvernement</i>
1974-1981	Conservateur (Valéry Giscard d'Estaing, républicain indépendant)	Conservateur (Jacques Chirac, rassemblement pour la République (RPR)) de 1974 à 1976 ; conservateur (Raymond Barre, indépendant) de 1976 à 1981
1981-1988	Socialiste (François Mitterrand, parti socialiste (PS))	Socialiste (Pierre Mauroy (1981-1984), Laurent Fabius (1984-1986) de 1981 à 1986 Conservateur (Jacques Chirac, RPR) de 1986 à 1988
1988-1995	Socialiste (François Mitterrand, PS)	Socialiste (Michel Rocard (1988-1991), Édith Cresson (1991-1992), Pierre Bérégovoy (1992-1993) de 1988 à 1993 ; conservateur (Édouard Balladur, RPR) de 1993 à 1995.
1995-2002	Conservateur (Jacques Chirac, RPR)	Conservateur (Alain Juppé, RPR) de 1995 à 1997 Socialiste (Lionel Jospin (PS) de 1997 à 2002
2002-2007	Conservateur (Jacques Chirac, RPR)	Conservateur (Jean-Pierre Raffarin (Union pour un mouvement populaire (UMP), 2002-2005): Dominique de Villepin (UMP, 2005-2007) de 2002 à 2007.
2007-	Conservateur (Nicolas Sarkozy, UMP)	Conservateur (François Fillon, UMP) depuis 2007

Source: La documentation française.

On peut dès lors prévoir pour le mouvement nationaliste corse l'évolution suivante de ses opportunités politiques, selon que le parti socialiste se trouve au pouvoir, dans l'opposition ou partiellement dans l'opposition:

<i>Période</i>	<i>Alliances</i>	<i>Effets attendus sur la mobilisation</i>
1974-1981	Parti allié dans l'opposition	Mobilisation comparativement élevée, faibles chances de succès
1981-2002	Parti allié au pouvoir (sauf période 1986-1988 et 1993-1997)	Mobilisation comparativement réduite, forte répression de minorité radicale, chances de succès comparativement élevées pour l'aile modérée du mouvement, faibles pour l'aile radicale
2002-2011	Parti allié dans l'opposition	Mobilisation comparativement élevée, faibles chances de succès

2.5 Structure des opportunités politiques, structure des opportunités discursives et dynamique des mouvements nationalistes

Nous avons traité aux chapitres 2.3 et 2.4 séparément du contexte politique et culturel des mouvements et de leur influence sur ces derniers. Ces deux éléments interagissent naturellement et la dynamique des mouvements devrait être influencée par la rencontre entre les deux types de contraintes et opportunités majeures auxquels ils sont confrontés. Le présent chapitre se penche sur la dynamique attendue des mouvements compte tenu de la combinaison des opportunités culturelles et politiques auxquels ils sont confrontés.

Pour ce faire, on considérera les éléments suivants :

1) On peut considérer que les mouvements nationalistes définissent leurs stratégies en fonction de deux acteurs principaux, soit la population dont ils sont issus et l'Etat auxquels ils sont confrontés (voir graphique 7 ainsi que le schéma 20 ci-dessous). Comme on l'a montré aux chapitres 2.3 et 2.4, ces deux acteurs créent pour les mouvements une série de contraintes discursives et politiques.

Schéma 20: Population, Etat et stratégie des mouvements



Les mouvements possèdent toutefois une certaine marge d'interprétation et de liberté dans ce cadre pour définir leur stratégie la plus adéquate compte tenu de ces contraintes.

2) Nous avons supposé au chapitre 2.3 que les mouvements tendent à reprendre à leur compte les schémas interprétatifs dominants dans la population concernant les dimensions clef de la nation, dans la mesure où ceci leur assure la légitimité et la résonance la plus élevée. De manière simplifiée, on a opposé jusqu'ici les mouvements issus de régions où domine une interprétation « civique », respectivement une interprétation « ethnique » de la nation, et supposé que les mouvements eux-mêmes tendent à développer interprétation « civique » ou « ethnique » du conflit national selon la région dont ils sont issus. On a supposé par ailleurs que le nationalisme civique tend à être modéré dans ses objectifs et ses stratégies, alors que le nationalisme ethnique est davantage compatible avec la poursuite d'objectifs et de stratégies radicales. On peut toutefois affiner cette approche, et considérer que les mouvements nationalistes peuvent adopter des stratégies diverses, plus ou moins compatibles avec le contexte culturel dont ils sont issus. En particulier, les mouvements peuvent à notre sens adopter les approches suivantes :

a) *Nationalisme civique modéré*. Les mouvements nationalistes peuvent, dans un contexte civique ou ethnique, choisir de défendre une conception civique et démocratique de la nation et poursuivre leurs objectifs par des voies institutionnelles ou par une protestation de type modéré. Dans un contexte civique, cette stratégie apparaît la plus compatible avec le discours communément accepté. Dans un contexte essentiellement ethnique, une partie au moins de la population devrait néanmoins se reconnaître dans un nationalisme civique et modéré, et ce choix discursif est davantage compatible avec l'obtention de concessions de la part de l'Etat.

b) *Nationalisme ethnique radical*. Le mouvement nationaliste peut, comme on l'a discuté au chapitre 2.3, adopter une stratégie de type ethnique et radical dans un contexte culturel de type ethnique. Cette stratégie est prometteuse pour le mouvement dans la mesure où elle possède une certaine légitimité et résonance dans la population, elle implique la poursuite de concessions étatiques par la voie du conflit et de la négociation. Dans un contexte culturel de type civique, par contre, elle ne possède pas de légitimité particulière et, en raison de son degré de conflictualité élevée avec les autorités, n'apparaît pas avantageuse pour le mouvement.

c) *Nationalisme révolutionnaire*. Le mouvement nationaliste peut enfin adopter une approche révolutionnaire, typiquement fondée sur une théorie du colonialisme intérieur, pour faire avancer sa cause. Il s'agit dans ce cas d'un nationalisme civique et radical. Le cas échéant,

cette approche peut être prometteuse pour mobiliser une partie de la population autour de stratégies radicales dans un contexte civique⁸⁴.

Les avantages et inconvénients des différentes stratégies varient selon le contexte culturel considéré. On peut s'attendre que, dans un contexte civique, l'essentiel du mouvement nationaliste soit amené à adopter une approche civique modérée, qui est la plus prometteuse en termes de résonance auprès de la population, et seule une minorité du mouvement adopte une approche nationaliste révolutionnaire. Dans un contexte ethnique à l'inverse, tant la stratégie civique modérée qu'ethnique radicale présentent des avantages stratégiques, et on peut supposer que les mouvements tendent à se diviser entre ces deux tendances, en d'autres termes que les flancs radicaux du mouvement sont nettement plus importants.

Les stratégies possibles pour les mouvements nationalistes et la proportion attendue du mouvement qui adopte la stratégie concernée peuvent à notre sens être résumées comme suit:

Tableau 21: Stratégies attendues des mouvements en fonction du contexte culturel dont ils sont issus

		Contexte culturel	
		Civique	Ethnique
Stratégie du mouvement	Modérée	Nationalisme civique modéré (majoritaire)	Nationalisme civique modéré (frange importante du mouvement)
	Radicale	Nationalisme révolutionnaire « colonialisme intérieur » (minoritaire)	Nationalisme ethnique radical (frange importante du mouvement)

3) La dynamique existant entre frange modérée et radicale des mouvements sociaux a fait l'objet de nombreuses études (voir par exemple Karstedt-Henke [1980], De Nardo [1985], McAdam [1986], Haines [1997], Downey et Rohlinger [2008]). La faction radicale d'un mouvement social joue généralement un rôle d'avant-garde pour le mouvement et présente les demandes les plus révolutionnaires. La faction radicale tend aussi à faire les plus grands sacrifices pour le mouvement, dont la frange modérée est souvent le principal bénéficiaire (Haines, 1988). En même temps, la faction radicale joue un rôle polarisant qui peut aussi diviser le mouvement et l'affaiblir. L'effet des flancs radicaux d'un mouvement social (« *radical flanks effect* ») peut dès lors, selon les circonstances, être de nature à renforcer ou affaiblir le mouvement dans son ensemble.

Comme le note Gupta (2002), les relations entre la frange modérée et radicale d'un mouvement social peuvent résulter en quatre types d'équilibres, représentée au tableau 22 ci-après, soit :

a) *Effet positif des flancs radicaux (EFR +)*. Comme le note Gupta (2002), cet effet est le plus généralement cité par la littérature sur les mouvements sociaux, par exemple par McAdam (1986), Gamson (1990) ou Haines (1997). La dynamique générale supposée dans cette configuration est la suivante: les deux tendances modérée et radicale ont tendance à se soutenir mutuellement au début de la contestation et représentent des stratégies d'action complémentaire, où la faction radicale assure la visibilité du mouvement et présente également une menace envers les antagonistes, entre autres l'Etat, tandis que la faction

⁸⁴ Une telle stratégie est également possible dans un contexte ethnique, par souci de simplification on ne l'a pas considérée ici. En pratique, on constate que le nationalisme ethnique radical d'ETA et de l'IRA présente aussi une narration de type 'colonialisme intérieur' pour justifier ses revendications.

modérée assure une base de soutien plus large au mouvement. En vue de diviser le mouvement, l'Etat tend à offrir des concessions aux modérés qui sont ainsi inclus dans le jeu institutionnel, alors que les radicaux se retrouvent isolés, privés du soutien de la frange majoritaire et davantage exposés à la répression (comme le note Tarrow : « [b]y negotiating with some elements among a spectrum of contenders, governments encourage moderation and split off the moderates from their radical allies” (Tarrow, 1998: 149)).

b) *Effet négatif des flancs radicaux (EFR -)*. Comme le note Gupta: « negative radical flank effect (...) posits that moderates will be hurt by their co-existence with radicals in the same movement field. Even if moderates and radicals embrace considerably different goals and tactics, their co-existence and common identification as members of the same movement field reflects badly on the moderates and harms their ability to achieve their objectives. Under a negative radical flank effect, therefore, moderate nationalist actors are associated with their more radical counterparts because both share a nationalist label, even though they may differ on all other substantive points.” (Gupta, 2002: 6).

c) *Renforcement du mouvement (RENF)*. Les deux factions du mouvement se renforcent mutuellement, par une stratégie concertée ou non permettant au mouvement modéré d'obtenir davantage de concessions et de soutien qu'en l'absence de mouvement radical, tandis que le mouvement radical profite de la protection du mouvement modéré.

d) *Affaiblissement du mouvement (AFBL)*. La compétition entre les deux franges du mouvement, l'effet polarisant du nationalisme radical résultent dans un affaiblissement du mouvement dans son ensemble.

Tableau 22: Configuration possible des résultats de la relation entre modérés et radicaux d'un mouvement nationaliste

		<i>Modérés</i>	
		<i>Gain</i>	<i>Perte</i>
<i>Radicaux</i>	<i>Gain</i>	Mouvement dans son ensemble est renforcé, toutes factions bénéficient mais pas nécessairement de manière égale ('renforcement du mouvement')	Radicaux gagnent au détriment des modérés ; radicalisation probable du mouvement et marginalisation possible des modérés ('effet flancs radicaux négatif')
	<i>Perte</i>	Modérés gagnent au détriment des radicaux ; modération probable du mouvement et marginalisation possible des radicaux ('effet flancs radicaux positif')	Ensemble du mouvement est affaibli ; tous groupes perdent mais pas nécessairement de manière égale ('affaiblissement du mouvement')

Source : Gupta (2002 : 7).

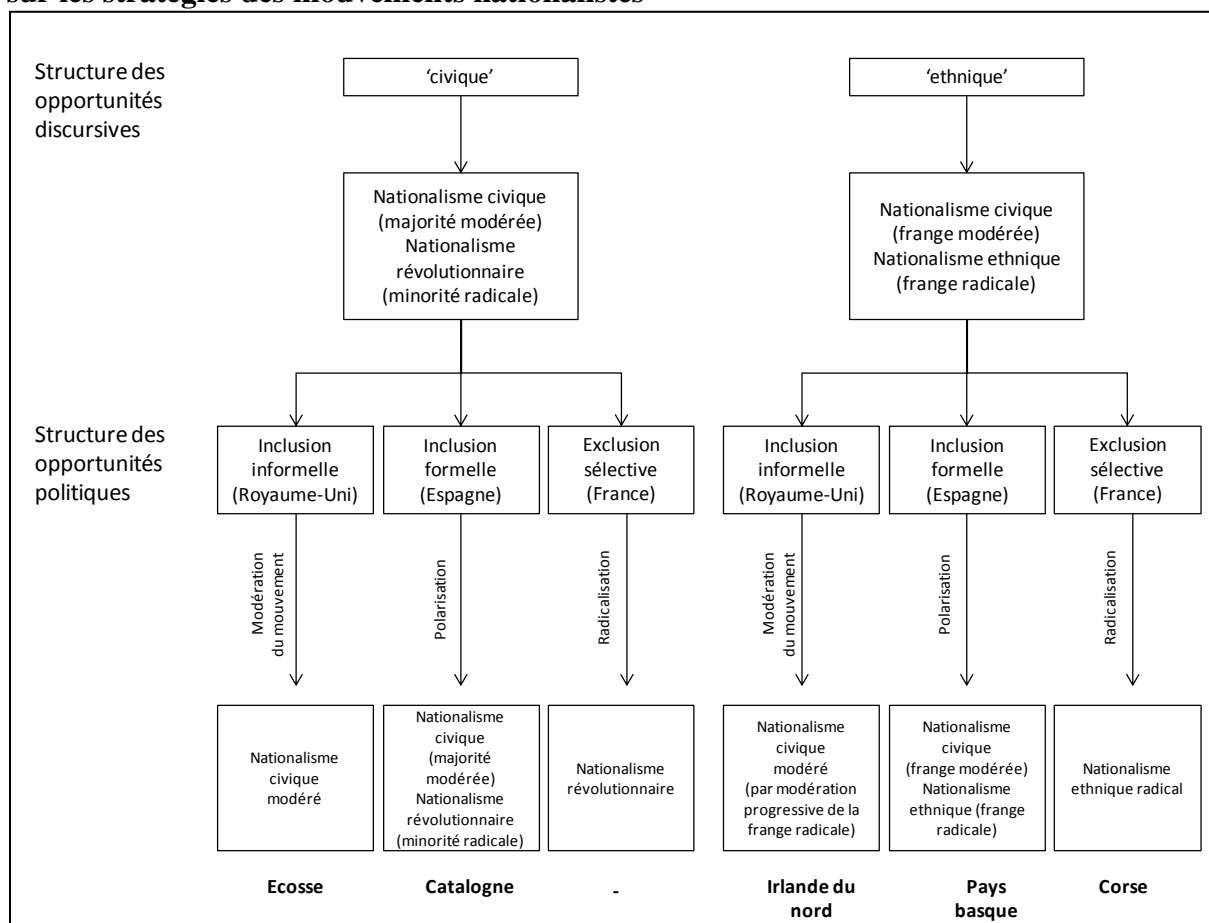
Downey et Rohlinger (2008) mettent en évidence que les résultats de la relation entre modérés et radicaux dépendent en grande partie des caractéristiques du mouvement et de l'articulation de ses différentes factions entre elles. On peut considérer toutefois, comme on l'a déjà fait implicitement au chapitre 2.4, que la relation entre frange modérée et radicale du mouvement est largement déterminée par la structure des opportunités politiques auxquelles le mouvement est confronté.

4) Au chapitre 2.4, on a opposé divers types d'Etats, selon leurs arrangements institutionnels et les stratégies informelles qu'ils poursuivent, en particulier pour les Etats qui nous occupent,

le Royaume-Uni, caractérisé par son inclusion informelle des mouvements, l'Espagne, où domine une inclusion formelle des mouvements, et la France, caractérisée par son exclusion sélective des mouvements sociaux. Comme on l'a montré au chapitre 2.4, le type d'Etat devrait avoir un effet décisif sur le degré de modération ou radicalité de la contestation.

Prenant en compte les réflexions développées précédemment concernant les stratégies attendues des mouvements nationalistes selon qu'ils émergent dans un contexte ethnique ou civique, ainsi que la relation entre l'Etat et les mouvements, on peut identifier six types de stratégies attendues mouvements nationalistes – dont cinq correspondent aux cinq mouvements nationalistes étudiés ici :

Tableau 23: Structure des opportunités discursives et politiques et leurs effets attendus sur les stratégies des mouvements nationalistes



La trajectoire prévue des mouvements dans les cinq régions est discutée ci-après :

a) Ecosse: un mouvement nationaliste civique dans un contexte d'inclusion informelle

Comme on l'a noté au chapitre 2.3, on peut s'attendre en Ecosse, compte tenu des caractéristiques civiques de la nation (population homogène, territoire non contesté, clivage économique dominant, histoire peu conflictuelle), que le nationalisme se caractérise majoritairement par un faible degré de mobilisation modérée dans ses objectifs et ses stratégies. Le cas échéant, ce nationalisme civique modéré peut s'accompagner d'une frange radicale minoritaire de type « nationalisme révolutionnaire ». Compte tenu toutefois du contexte politique facilitatif en Grande-Bretagne, il semble justifié de prévoir que cette frange du mouvement reste très minoritaire. D'un point de vue instrumental, le nationalisme radical n'apparaît pas comme une stratégie permettant d'avancer les intérêts du mouvement, qui peuvent trouver un écho dans le cadre de négociations informelles avec l'Etat, si bien que le

nationalisme radical ne représente pas un allié intéressant pour les modérés. Par ailleurs, la faible répression au Royaume-Uni favorise la modération des mouvements sociaux.

Le nationalisme civique écossais devrait se caractériser par une faible mobilisation, pour les raisons évoquées au chapitre 2.3 et, pour les raisons évoquées ci-dessus, par une mobilisation de type modéré essentiellement. Le contexte institutionnel favorable qu'il rencontre au Royaume-Uni pourrait valoir le cas échéant au mouvement un certain succès dans la poursuite de ses revendications en dépit d'une mobilisation plutôt faible, par la négociation de concessions entre Etat et modérés. Les possibilités de succès du mouvement restent toutefois une question ouverte.

b) Catalogne : un nationalisme civique dans un contexte d'inclusion formelle des mouvements

Le mouvement catalan devrait, compte tenu des caractéristiques de la nation, développer un nationalisme civique, mais davantage mobilisé qu'en Ecosse en raison de la structure du clivage centre-périphérie (linguistique et économique). Le contexte politique espagnol est toutefois très différent du contexte britannique, en présence d'un Etat faible et répressif, qui favorise surtout l'intégration formelle des mouvements sociaux. On peut s'attendre que les stratégies de l'Etat espagnol encouragent la majorité modérée du mouvement catalan à s'insérer dans le jeu institutionnel – surtout par la voie partisane –, en lui accordant des concessions substantielles et en réprimant parallèlement la frange radicale du mouvement (EFR+). La frange radicale du mouvement devrait s'en trouver marginalisée, mais peut éventuellement se maintenir comme mouvement minoritaire.

c) Irlande du nord : un mouvement nationaliste ethnique dans un contexte d'inclusion informelle

Le contexte culturel irlandais devrait favoriser l'émergence d'un mouvement nationaliste fortement mobilisé de type ethnique (voir chapitre 2.3). On l'a noté précédemment, on peut prévoir également que le mouvement nationaliste présente une frange civique et modérée. Contrairement aux nationalismes précédents, issus d'un contexte civique, le nationalisme dans un contexte ethnique devrait impliquer que les radicaux possèdent un poids important. La dynamique des relations entre modérés et radicaux prend tout son sens dans cette situation.

On peut s'attendre que les franges radicale et modérée se renforcent mutuellement pour faire avancer leurs intérêts. Pour la frange ethnique du mouvement, ses revendications, en termes de population, de territoire, etc. ne sont toutefois a priori pas négociables pour l'Etat. Compte tenu du contexte politique facilitatif au Royaume-Uni (même si la situation irlandaise est particulière et caractérisée par des opportunités politiques moins favorables à l'échelon local, voir chapitre 2.4.3.2), on peut s'attendre toutefois que progressivement la frange radicale soit amenée à se modérer et participer à un processus de négociation avec l'Etat. Pour un mouvement ethnique, un dilemme se pose dès lors. Le mouvement devrait, pour réaliser ses objectifs, reformuler tout ou partie de ses revendications en des termes politiquement acceptables, c'est-à-dire par exemple formuler ses revendications territoriales ou de population dans des termes acceptables pour un Etat démocratique. Ce faisant il doit renoncer à un discours ethnique, avec son potentiel cohésif et de mobilisation important au sein de la communauté à mobiliser. Confronté à la possibilité de concessions étatiques substantielles, la voie de la modération progressive apparaît toutefois comme une trajectoire rationnelle, dans la mesure où ce processus de modération va de pair avec l'obtention de concessions de la part de l'Etat (EFR+/RENF).

On peut s'attendre dès lors que le mouvement irlandais parvienne à obtenir un succès élevé tant pour les modérés que les radicaux du mouvement, avec en parallèle à une modération progressive de l'ensemble du mouvement.

d) Pays basque : un mouvement nationaliste ethnique dans un contexte d'inclusion formelle

Comme en Irlande du nord, le contexte culturel est favorable à l'apparition d'un mouvement nationaliste très mobilisé, présentant une frange nationaliste civique et modérée comme une frange nationaliste ethnique radicale. La situation politique de l'Espagne devrait toutefois, à la différence de la situation irlandaise, favoriser l'institutionnalisation de la frange modérée du mouvement mais se traduire dans le même temps par la confrontation avec sa frange radicale. A la différence de la situation catalane, on peut supposer ici que la frange radicale du mouvement devrait être très mobilisée, entraînant un conflit durable entre l'Etat espagnol et le nationalisme radical. La dynamique des relations entre modérés et radicaux devrait être de ce fait différente de l'Irlande du nord. Elle peut permettre aux deux franges du mouvement de se renforcer mutuellement pour obtenir des concessions de l'Etat (RENF), mais le cas échéant, on peut s'attendre aussi que le nationalisme radical prenne en otage le nationalisme modéré et se renforce à son détriment (EFR-).

A la différence de l'Irlande du nord, on peut s'attendre aussi que le mouvement basque modéré obtienne des concessions de l'Etat espagnol mais que ces concessions restent fermées au nationalisme radical.

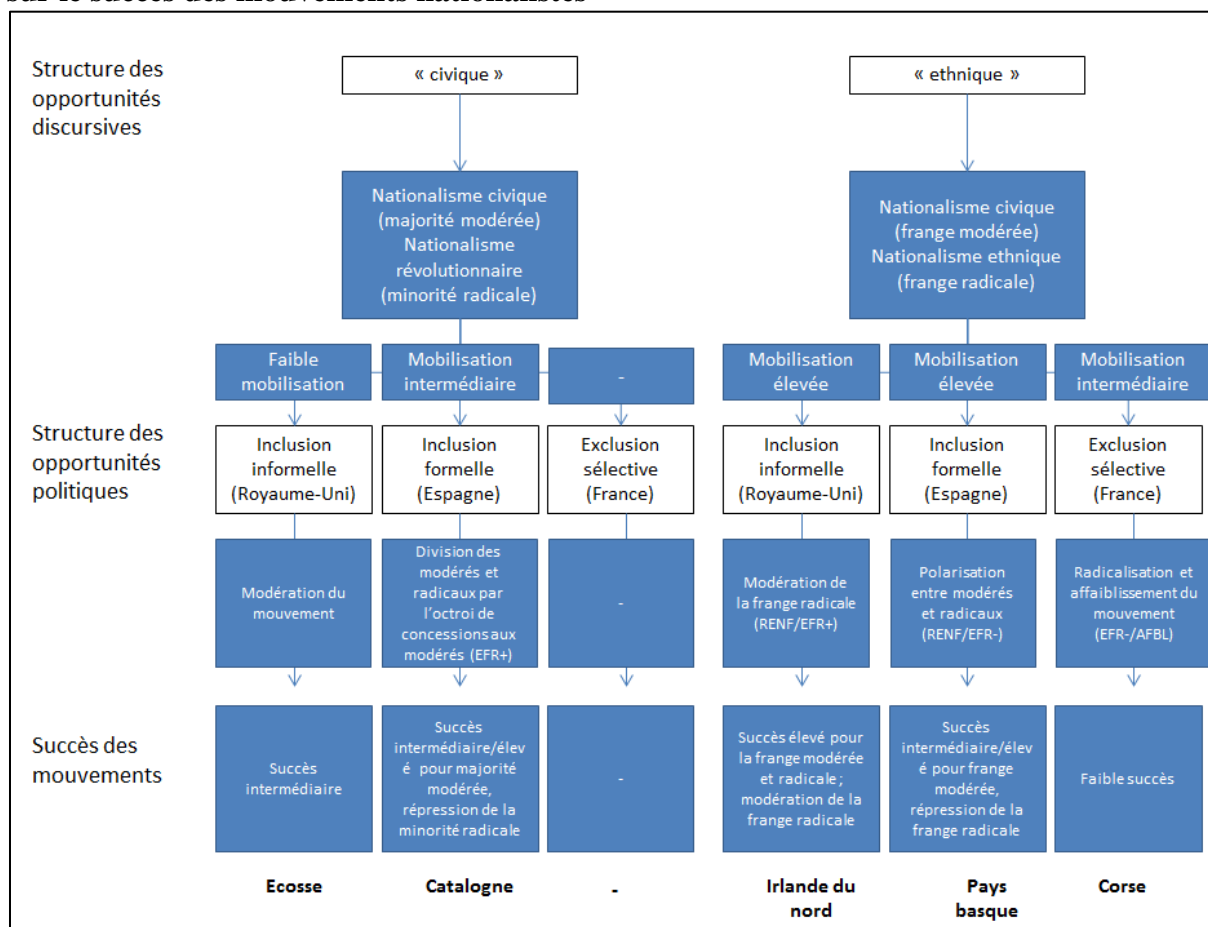
e) Corse : un mouvement nationaliste ethnique dans un contexte d'exclusion sélective

La Corse correspond partiellement à une situation favorable à l'apparition d'un nationalisme ethnique, mais qui devrait être moins mobilisé qu'en Irlande du nord ou au Pays basque. Dans le contexte fermé et répressif français, on peut s'attendre que le mouvement soit poussé à adopter des stratégies radicales en vue d'obtenir des concessions du pouvoir, avec un affaiblissement ou une quasi disparition de sa frange modérée (EFR-). Dans un contexte culturel moins favorable qu'au Pays basque ou en Irlande du nord à l'adoption d'une rhétorique et d'un répertoire d'action radical, dans un contexte également où les possibilités d'extraire des concessions de l'Etat sont défavorables, on peut toutefois supposer que le nationalisme corse pourrait à terme se démobiliser sans avoir obtenu de concessions étatiques⁸⁵ (AFBL).

Le succès attendu pour les mouvements compte tenu de la structure de leurs opportunités discursives et politiques est décrit au tableau 24 ci-dessous :

⁸⁵ On l'a noté précédemment, les aspects civiques et ethniques du nationalisme corse sont difficiles à départager. A supposer que ce nationalisme serait plutôt à ranger dans les nationalismes émergeant d'un contexte civique, les réflexions ci-dessus en seraient renforcées : Dans le contexte français, l'adoption d'une stratégie modérée n'est pas adéquate d'un point de vue politique, dans la mesure où l'Etat peut ignorer les demandes du mouvement, et le recours à un répertoire radical apparaît souvent comme la seule voie prometteuse pour obtenir des concessions politiques du gouvernement. Toutefois, le mouvement issu d'un contexte civique se trouve dès lors confronté à la difficulté de définir le conflit et ses stratégies radicales dans des termes acceptables pour la population, et risque par l'adoption d'une stratégie radicale de se couper de ses bases de soutien. En d'autres termes, le pronostic de succès pour les mouvements nationalistes civiques dans ce type de constellation semble très réservé.

Tableau 24: Structure des opportunités discursives et politiques et leurs effets attendus sur le succès des mouvements nationalistes



Sur la base des discussions précédentes, on peut formuler les hypothèses suivantes :

Hypothèse 4a: Compte tenu de la combinaison de la structure des opportunités discursives et politiques dans les cinq régions, on peut s'attendre que la mobilisation et les stratégies adoptées par les mouvements nationalistes présentent les caractéristiques suivantes:

- ... en Ecosse, un mouvement nationaliste comparativement peu mobilisé et essentiellement civique et modéré,
- ... en Catalogne, un niveau de mobilisation intermédiaire qui combine une majorité civique modérée et une minorité nationaliste révolutionnaire,
- ... en Irlande du nord et au Pays basque, un mouvement nationaliste très mobilisé qui combine une frange civique modérée et une frange ethnique radicale,
- ... en Corse, un degré de mobilisation intermédiaire de type ethnique et radical essentiellement.

Hypothèse 4b: La combinaison de la structure des opportunités discursives et politiques devrait par ailleurs avoir les effets suivants sur la trajectoire des mouvements nationalistes et le succès des mouvements:

... en Ecosse, en dépit d'un faible potentiel de mobilisation du mouvement, on peut s'attendre que le contexte facilitatif britannique permette le cas échéant au mouvement d'obtenir un succès intermédiaire,

... en Catalogne, on peut s'attendre que le mouvement modéré obtienne des concessions comparativement importantes, alors que la minorité radicale n'en obtient pas,

... en Irlande du nord, on peut s'attendre que les concessions de l'Etat soient importantes tant vis-à-vis de la frange modérée que radicale du mouvement, et que ce processus s'accompagne d'une modération de l'ensemble du mouvement nationaliste,

... au Pays basque, on peut s'attendre que les concessions de l'Etat concernent uniquement la frange modérée du mouvement, alors que la frange radicale n'en obtient pas, mais que les deux franges du mouvement restent néanmoins mobilisées,

... en Corse, on peut s'attendre enfin que le mouvement n'obtienne pas ou peu de concessions de l'Etat et que ceci contribue à l'affaiblissement général du mouvement nationaliste.

2.6 Méthodes

Le présent chapitre offre un aperçu des méthodes utilisées en vue de tester empiriquement le modèle théorique et les hypothèses présentés aux chapitres 2.1. à 2.5.

2.6.1 Analyse comparée des mouvements nationalistes périphériques

On l'a indiqué au chapitre 2.2, l'approche retenue consiste dans une analyse comparative des trajectoires de mouvements nationalistes périphériques compte tenu de deux groupes de variables explicatives exogènes: le contexte culturel et le contexte politique des mouvements.

Les approches comparées en matière de mouvements sociaux ont déjà été utilisées par nombre de chercheurs s'agissant d'explorer les effets de la structure des opportunités discursives sur les mouvements sociaux (voir par exemple Koopmans et Statham [1999]) ou des opportunités politiques sur les mouvements (voir par exemple Kitschelt [1986], Kriesi *et al* [1995], Della Porta et Rucht [1995], Kriesi [1996], Rucht [1996], Kriesi et Wisler [1999], Dryzek *et al* [2003], Giugni [2004]).

L'approche retenue ici consiste dans une stratégie de cas comparables (« comparable cases strategy » [Lijpahrt, 1975]), qui étudie en profondeur un certain nombre de cas sélectionnés et tend à mettre en évidence les similarités et différences entre les cas analysés plutôt que de chercher à établir des liens de causalité directs entre les variables indépendantes et dépendantes. Cette approche paraît adaptée compte tenu du nombre important de variables interagissant entre elles (voir chapitres 2.2 à 2.5). On a par ailleurs poursuivi une analyse comparative historique qui, comme l'a montré Skocpol (1979), permet de développer, tester et affiner des hypothèses explicatives et liens de causalité avec un nombre limité de cas. Pour cela, comme le note Skocpol, il est important d'appliquer la méthode de concordance⁸⁶, la méthode de différence⁸⁷ de Mill (1843), et leur combinaison⁸⁸, soit de chercher par induction

⁸⁶ "If two or more instances of the phenomenon under investigation have only one circumstance in common, the circumstance in which alone all the instances agree, is the cause (or effect) of the given phenomenon. » (Mill, 1843).

⁸⁷ "If an instance in which the phenomenon under investigation occurs, and an instance in which it does not occur, have every circumstance in common save one, that one occurring only in the former; the circumstance in

à vérifier que des circonstances similaires produisent des effets analogues, en même temps que des effets différents résultent de situations en partie similaires mais qui se différencient sur des dimensions clef (voir aussi Dryzek *et al* [2003]).

Pour ce faire, les cas sélectionnés pour l'analyse devraient présenter un contexte largement similaire mais avec des variations sur les variables clef pertinentes compte tenu du modèle d'analyse. On s'est attaché dès lors à retenir des cas qui présentent dans l'ensemble un profil aussi proche que possible, soit des mouvements nationalistes qui ont émergé dans un contexte démocratique, de culture occidentale et dans des économies de marché, pour une période comparable, mais qui en parallèle présentent un profil contrasté concernant les variables explicatives principales du modèle, soit la structure des opportunités discursives et politiques des mouvements nationalistes. Dans la mesure où l'analyse vise à expliquer les trajectoires de mouvements nationalistes et leur impact plutôt que les conditions d'émergence de mouvements nationalistes, on s'est efforcé par ailleurs de retenir uniquement des mouvements nationalistes comparativement actifs durant la période d'observation.

2.6.2 Etats et régions soumis à l'analyse

On a choisi de retenir pour l'analyse uniquement des mouvements nationalistes inclus dans des Etats démocratiques occidentaux. Dans la mesure où l'objectif était également de suivre la trajectoire des mouvements sur une période longue, les Etats et mouvements nationalistes pouvant être retenus concernaient l'Europe de l'ouest ou le continent américain, à l'exception des pays du bloc de l'Est (tels l'ex-Yougoslavie, la Tchéquie et Slovaquie, les Pays baltes, etc.) où le processus de démocratisation est comparativement récent ou d'Etats démocratiques de culture non-européenne (telle l'Inde, par exemple). Par ailleurs, on a retenu uniquement des Etats et régions pour lesquels un mouvement nationaliste est actif.

Les Etats et régions d'analyse possible compte tenu de ces critères peuvent concerner (liste non exhaustive): la Belgique (nationalisme flamand), la France (mouvement breton, basque ou corse), l'Espagne (mouvement basque, catalan ou galicien), le Canada (nationalisme québécois), la Suisse (mouvement jurassien), le Royaume-Uni (mouvement écossais, gallois ou irlandais).

Parmi les Etats et mouvements nationalistes possibles, on a ensuite effectué une sélection compte tenu des critères suivants:

1) Structure des opportunités politiques contrastée

Comme on l'a noté au chapitre 2.4, quatre types d'Etats peuvent être opposés en fonction de leurs arrangements institutionnels et des stratégies informelles qu'ils adoptent: les Etats forts et exclusifs, les Etats faibles et exclusifs, les Etats forts et inclusifs, les Etats faibles et inclusifs. Les Etats retenus, soit la France, l'Espagne et le Royaume-Uni, correspondent aux trois premiers types d'Etat (voir également chapitre 2.4). Il n'a pas été possible par contre d'inclure dans l'analyse un Etat faible et inclusif. La Suisse correspond certes à un Etat de ce type (voir par exemple Giugni [1993], Kriesi *et al* [1995]). Le seul mouvement nationaliste présent en Suisse durant la période contemporaine est le mouvement séparatiste jurassien. Le mouvement jurassien diffère toutefois des autres mouvements étudiés dans ses aspirations: il a

which alone the two instances differ, is the effect, or the cause, or an indispensable part of the cause, of the phenomenon." (Mill, 1843).

⁸⁸ "If two or more instances in which the phenomenon occurs have only one circumstance in common, while two or more instances in which it does not occur have nothing in common save the absence of that circumstance: the circumstance in which alone the two sets of instances differ, is the effect, or cause, or a necessary part of the cause, of the phenomenon. » (Mill, 1843).

poursuivi un statut d'autonomie vis-à-vis du canton de Berne auquel la région jurassienne était rattachée et non un statut d'autodétermination vis-à-vis de la Confédération helvétique. Son antagoniste principal a été – ou est – le canton de Berne plutôt que le gouvernement suisse, et la structure des opportunités politiques décisive pour le mouvement jurassien est celle prévalant à l'échelon du canton de Berne. Or, comme l'ont montré par exemple Wisler (1993) ou Wisler et Kriesi (1997), en Suisse la structure des opportunités politiques ouvertes aux mouvements peut varier fortement selon les cantons. De manière générale, les cantons de Suisse allemande, où domine la notion d'ordre public et de respect de l'Etat de droit (voir à ce propos Wisler, 1999), sont plus répressifs que les cantons de Suisse romande, pour lesquels l'ordre public est surtout entendu comme maintien de la paix sociale. Le cas particulier du canton de Berne nous semble correspondre plutôt à un modèle d'inclusion formelle des mouvements sociaux que d'intégration des mouvements: l'Etat bernois a dans ses relations avec le mouvement nationaliste jurassien particulièrement fait usage de la procédure référendaire pour définir le cadre institutionnel futur de la population jurassienne (voir à ce propos Wisler, 1993), insérant le mouvement jurassien dans une procédure formelle de reconnaissance de ses aspirations ; par contre, sur la base de l'information à disposition, ses stratégies envers le mouvement jurassien ont été plutôt répressives (voir par exemple Ganguillet, 1998).

Il n'apparaissait dès lors pas pertinent de retenir le mouvement jurassien parmi les mouvements nationalistes soumis à l'analyse: d'une part la structure des opportunités politiques à l'échelon cantonal décisif pour le mouvement reflète à notre avis une approche d'inclusion formelle par les autorités et non d'intégration des mouvements, d'autre part les aspirations différentes du mouvement jurassien en regard des autres mouvements nationalistes retenus aurait limité la comparabilité entre les mouvements.

2) *Structure des opportunités discursives contrastée*

Dans les Etats retenus, soit la France, l'Espagne et le Royaume-Uni, on s'est attaché à sélectionner des mouvements nationalistes qui ont été comparativement actifs durant la période d'analyse et qui présentent une structure des opportunités discursives contrastée. Comme on l'a déjà noté au chapitre 2.3, on a retenu dès lors les mouvements basque et irlandais en particulier, comme mouvements présentant un contexte culturel de type « ethnique », les mouvements catalan et écossais, comme présentant un contexte culturel généralement considéré comme « civique », ainsi que le nationalisme corse, où ce contexte est moins clairement défini.

3) *Mouvements nationalistes en activité*

Les cinq mouvements nationalistes retenus sont tous actifs durant l'ensemble de la période d'observation. Les autres mouvements nationalistes présents sur le territoire des Etats retenus mais comparativement moins actifs ou qui n'ont été actifs que durant une partie de la période d'observation, tels le mouvement alsacien, basque ou breton en France, le mouvement gallois au Royaume-Uni ou le mouvement gallicien en Espagne n'ont par contre pas été inclus dans l'analyse.

Le choix des Etats et régions d'analyse permet en définitive d'opposer cinq trajectoires des mouvements nationalistes compte tenu des effets combinés de la structure des opportunités discursives et politiques sur les mouvements (voir chapitre 2.5).

2.6.3 Période d'analyse

La renaissance du nationalisme périphérique en Europe de l'ouest date généralement des années 1960, à l'exception notable du mouvement nationaliste irlandais, qui est resté actif

durant tout le vingtième siècle. En vue de comparer les mouvements sur une période assez longue et dans des conditions-cadre analogues, on a choisi comme date initiale pour l'observation des mouvements l'année 1975, soit le début de la transition démocratique en Espagne. Ceci présente le désavantage de ne pas prendre en compte certains événements importants dans l'évolution des mouvements, par exemple dans le cas de l'Irlande du nord l'intervention britannique de 1969 en Irlande du nord, l'administration directe de l'île puis les tentatives de création d'un gouvernement autonome irlandais en 1974, mais permet de définir une période unique de comparaison pour les mouvements dans un contexte démocratique. La période d'analyse s'achève en 2011, en vue d'une observation d'une durée aussi longue que possible.

2.6.4 Spécification des variables

Pour tester le modèle d'analyse et les hypothèses décrites aux chapitres 2.3 à 2.5, les variables suivantes doivent être considérées dans l'analyse des cinq mouvements nationalistes et leur comparaison:

1) Structure des opportunités discursives des mouvements

La structure des opportunités discursives des mouvements a été définie sur la base des dimensions suivantes: définition de la communauté, définition du territoire, histoire et dimensions du clivage centre-périphérie (voir chapitre 2.3).

2) Structure des opportunités politiques des mouvements

La structure des opportunités politiques des mouvements a été définie en considérant les dimensions suivantes: les arrangements institutionnels et les stratégies informelles des Etats auxquels sont confrontés les mouvements (voir chapitre 2.4.3) ; les alliances des mouvements et les alignements politiques, soit en particulier les alliés potentiels des mouvements à l'échelon des principaux partis du centre, les éventuels alliés extérieurs du mouvement ainsi que des éventuelles fenêtres de réforme spécifiques dans le cadre de la transition à la démocratie (voir chapitre 2.4.4).

3) Mobilisation des mouvements, stratégies discursives des mouvements, stratégies d'action des mouvements

Le *potentiel de mobilisation* des mouvements est défini en considérant à la fois le soutien électoral à des partis représentant les aspirations nationalistes du mouvement et le potentiel de mobilisation sociale pour des actions de protestation de type nationaliste. Concernant la mobilisation, l'*extension de l'activité* du mouvement est toutefois difficile à saisir, dans la mesure où une grande partie de la mobilisation nationaliste ne passe pas par des actions de protestation telles des manifestations, émeutes, attentats, etc. mais par des activités qui ne sont pas nécessairement quantifiables, comme l'utilisation de symboles nationalistes dans des activités qui ne ressortent pas nécessairement à la mobilisation nationaliste (par exemple dans le cadre de manifestations sportives ou culturelles). L'*intensité de l'activité*, en particulier le degré de confrontation des mouvements, est par contre plus directement saisissable, dans la mesure où ces actions sont souvent répertoriées dans les statistiques policières ou rapportées par les media.

Les *stratégies discursives* des mouvements concernent leur positionnement sur les différentes dimensions de l'identité nationale (communauté, territoire, etc.) comme leurs aspirations politiques (indépendance ou autonomie) ; de même, on a considéré dans les stratégies discursives la défense ou non par les mouvements de stratégies d'action particulières (stratégie partisane, mobilisation sociale, recours à la violence).

Les *stratégies d'action* des mouvements ont été identifiées en considérant à la fois leur recours à la voie électorale, à une mobilisation sociale modérée ou à des stratégies d'action de type confrontatif et violent pour faire avancer leurs revendications. On a dans ce cadre opposé de manière simplifiée mouvements modérés, dont le répertoire d'action exclut le recours à la violence, et mouvements radicaux, qui recourent à des stratégies confrontatives et violentes.

4) *Succès des mouvements*

Le degré de succès des mouvements a été considéré sur la base de trois dimensions (voir aussi chapitre 2.1.5.4):

- a) la reconnaissance du mouvement par ses antagonistes comme défenseur légitime d'intérêts légitimes soit, en particulier l'institutionnalisation du mouvement et sa reconnaissance comme interlocuteur par l'Etat ;
- b) le gain de nouveaux avantages pour les bénéficiaires du mouvement, soit la capacité du mouvement à influencer les politiques publiques. Le succès est défini en termes d'autonomie atteinte pour la région ainsi que de mise sur l'agenda politique de l'indépendance éventuelle de la région ;
- c) le changement des valeurs de la société, soit l'évolution du sentiment d'identité nationale, la diffusion et le rayonnement de la culture et la maîtrise de la culture nationale dans la population dont est issu le mouvement.

En vue de tester le modèle théorique développé aux chapitres 2.1 à 2.5 et les hypothèses qui en découlent, les différentes variables décrites ci-dessus sont analysées pour chacun des mouvements nationalistes considérés individuellement et font ensuite l'objet d'une analyse comparée.

2.6.5 **Données d'analyse**

L'étude se base exclusivement sur des sources secondaires pour analyser les mouvements dans les cinq régions. Pour chaque mouvement, on a pris en compte autant que possible la littérature récente consacrée au mouvement nationaliste considéré, en particulier les auteurs de référence pour chacun desdits mouvements⁸⁹. De même, l'étude a également puisé dans la littérature consacrée à l'histoire de chacune des régions soumises à l'analyse, à l'identité régionale et aux caractéristiques culturelles, sociales ou économiques de la région, ainsi qu'aux institutions régionales. Dans les cas basque et irlandais, qui présentent une littérature abondante concernant le mouvement nationaliste⁹⁰, il a été procédé à une sélection parmi les ouvrages disponibles. De manière générale, l'exploitation de la littérature disponible en vue de qualifier chacun des mouvements concernant les variables décrites au chapitre 2.6.3 a respecté les principes suivants: dans la mesure du possible, on s'est attaché par un recours à un nombre de sources suffisant à obtenir des réponses congruentes concernant la situation d'un mouvement particulier en regard de chaque variable d'analyse. Lorsque les positions des auteurs consultés divergent, ceci a été mentionné.

L'étude s'est de même appuyée, dans la mesure du possible, sur des publications officielles des Etats concernés, comme sur des publications officielles ou communiqués des mouvements, en particulier pour les variables suivantes:

⁸⁹ Identifiés de manière qualitative en particulier sur la base du nombre de fois où ils sont cités comme référence par d'autres auteurs.

⁹⁰ Selon Wilson (2010), jusqu'en 1990 le conflit en Irlande du nord avait déjà fait l'objet d'environ 7000 livres et articles, ce qui en faisait, en proportion de la population concernée, le domaine de recherche le plus analysé sur terre.

- Soutien électoral aux partis nationalistes: résultats électoraux dans la région sur la base des données publiées par l'Etat concerné ou des instituts de recherche électorale
- Stratégies discursives des mouvements: programmes électoraux de partis nationalistes (pour les partis: Scottish National Party, Partido Nacionalista Vasco, Convergencia i Unio, Social Democratic and Labour Party) ; communiqués de presse ou programmes d'action d'organisations du mouvement nationaliste.
- Stratégies d'action radicales: Statistiques officielles des Etats concernant les victimes du terrorisme dans le cas corse, irlandais et basque.
- Succès des mouvements: Constitution des Etats, lois de décentralisation administrative et statuts d'autonomie des régions analysées.

En vue d'estimer et de comparer la mobilisation sociale dans les cinq régions, on a par ailleurs eu recours à des bases de données qui répertorient les événements de protestation ou l'activité terroriste dans les cinq régions. Il s'agit des bases de données suivantes:

- *L'European Protest and Coercion Data* est une base de données établie par Ron Francisco à l'université du Kansas qui a répertorié les événements de protestation et de répression durant la période 1980 à 1995 dans 28 Etats en Europe, entre autres l'Espagne, la France et le Royaume-Uni⁹¹. La base de données a en particulier été utilisée pour estimer le potentiel de mobilisation nationaliste dans les cinq régions en regard d'autres types de protestation (par exemple concernant les droits des travailleurs), ce en vue d'estimer l'importance du conflit nationaliste en regard d'autres enjeux politiques ; les données sur la protestation ont également été analysées en complément à d'autres sources statistiques pour définir l'intensité du conflit, la participation à l'action collective, etc. Les variables codées pour les cinq régions sont analogues, ce qui permet une certaine comparabilité entre résultats. La comparabilité est toutefois limitée compte tenu des aires géographiques retenues par les chercheurs: l'Irlande du nord fait l'objet d'une base de données spécifiques, l'Ecosse est identifiée de manière explicite dans la base de données concernant le Royaume-Uni, à l'inverse les événements de protestation qui se sont déroulés en Corse, au Pays basque ou en Catalogne ne sont dans la règle pas identifiables directement à l'échelon de la région, mais seulement des localités. L'estimation de la protestation dans ces régions a impliqué d'identifier les actions de protestation qui se sont déroulées dans les principales villes des régions considérées, à l'exclusion des activités de protestation qui se sont déroulées dans les petites localités. Ceci réduit la comparabilité entre les cinq régions, par exemple en ce qui concerne le nombre total d'actions de protestation nationalistes durant la période pour chacune des régions. Il est à souligner par ailleurs que les données sur la protestation retenues sont issues de sources médiatiques. Elles tendent à privilégier les événements de protestation à caractère confrontatif et, par ailleurs, ne rendent pas ou peu compte d'activités nationalistes qui n'ont pas le caractère d'événement ou d'événement de protestation: les marches des catholiques en Irlande du nord ou les *fiestas* en Catalogne ne sont pas répertoriées par la base de données. Ceci donne lieu à une sous-estimation de l'activité nationaliste, surtout dans les régions où elle s'exprime dans l'espace public dans le cadre d'événements traditionnels ou récurrents comme les deux exemples cités ici.

⁹¹ La description du codage des événements de protestation par *L'European Protest and Coercion Data* est à trouver sous: <http://web.ku.edu/~ronfran/data/index.html> (accédé le 17 mars 2012).

- La *Global Terrorism Database* est une base de données du *National Consortium for the Study of Terrorism and Responses to Terrorism*, basé à l'Université du Maryland et lié au département de la sécurité intérieure américain, qui répertorie l'activité terroriste dans le monde depuis 1970⁹². Elle comporte entre autres des données concernant l'activité terroriste en Espagne, en France et au Royaume-Uni. L'avantage de cette base de données en regard d'autres bases de données concernant les conflits armés est en particulier sa couverture de l'ensemble de la période d'observation⁹³. Les variables codées pour les cinq régions sont par ailleurs homogènes. Comme pour *l'European Protest and Coercion Data*, la base de données présente par contre une relative hétérogénéité concernant les unités géographiques d'analyse. L'Irlande du nord et la Corse font l'objet d'une base de données séparée concernant les activités terroristes qui se sont déroulées sur leur territoire ; ce n'est pas le cas des trois autres régions. Pour le terrorisme basque, catalan ou écossais, on a donc considéré l'activité terroriste qui s'est déroulée sur l'ensemble du territoire espagnol ou respectivement britannique. Pour les terrorismes corse et irlandais, on a considéré d'une part l'activité terroriste sur le territoire régional, d'autre part l'activité terroriste sur l'ensemble du territoire français respectivement britannique. On peut supposer toutefois que l'attention particulière portée par les chercheurs à l'activité terroriste en Corse et en Irlande du nord en regard des trois autres régions a un effet indirect sur le nombre d'évènements codés et, par suite, limite la comparabilité des résultats entre les régions.

Les données de *l'European Protest and Coercion Data* et de la *Global Terrorism Database* ont été exploitées essentiellement en vue de compléter les informations qualitatives ou statistiques disponibles sur la mobilisation sociale et les actions radicales dans les cinq régions. Elles ne représentent pas une source de référence privilégiée en regard de ces autres sources.

Il est à souligner que la mesure de la mobilisation nationaliste, en particulier en termes d'action collective, pose d'importantes difficultés. Ceci est lié en particulier aux éléments suivants: 1) Le mouvement nationaliste tel qu'envisagé ici englobe tant le nationalisme partisan que la mobilisation sociale au sens classique ; or, pour certains mouvements, l'action collective à caractère nationaliste est largement le fait des partis, en particulier lorsqu'ils dirigent les institutions locales, et n'est pas capturée par les données sur la protestation ; 2) Le mouvement nationaliste est un mouvement au caractère à la fois instrumental et subculturel, le cas échéant contreculturel ; la dimension subculturelle de l'activité des mouvements, par exemple les activités visant à célébrer l'identité, posent les problèmes de mesure classiques de la saisie de l'activité de mouvements subculturels ; 3) Un problème spécifique dans ce cadre concerne les transitions fluides entre dimension instrumentale et subculturelle dans le mouvement nationaliste: le mouvement nationaliste peut, à certaines périodes, acquérir une visibilité élevée lorsqu'il s'agit par exemple d'obtenir des concessions étatiques par la protestation ; à d'autres périodes, il se concentre davantage sur la production et reproduction de l'identité collective et son activité est peu visible⁹⁴. Tous ces éléments rendent malaisée une mesure de l'activisme nationaliste et, a fortiori, sa comparaison entre régions.

⁹² La description du codage des actions terroristes par la *Global Terrorism Database* est à trouver sous: <http://www.start.umd.edu/gtd/downloads/Codebook.pdf> (accédé le 17 mars 2012).

⁹³ En regard par exemple des données TWEED sur le terrorisme en Europe, qui couvrent la période 1950 à 2004. Voir: <http://folk.uib.no/sspje/tweed.htm> (accédé le 17 mars 2012).

⁹⁴ Ceci est à notre avis le cas, par exemple, pour le mouvement catalan après la transition démocratique, dont l'activité de protestation est devenue très faible, en même temps que l'activité de nationalisation de la société était importante.

2.7 Bilan

Le présent chapitre a présenté le modèle d'analyse général des mouvements nationalistes appliqué dans le présent travail et les principales hypothèses de l'analyse. Les chapitres 3 à 7 présentent sous forme monographique les mouvements nationalistes irlandais, écossais, basque, catalan et corse, en s'efforçant d'identifier pour chacun des mouvements considérés ses caractéristiques tant en regard des variables explicatives que des variables expliquées du modèle: d'une part le contexte politique et culturel des mouvements, soit la structure des opportunités discursives et des opportunités politiques concrètement rencontrée par le mouvement, d'autre part le potentiel de mobilisation, les objectifs et stratégies d'action du mouvement et l'impact politique qui a été le sien. Sur cette base, on procèdera au chapitre 8 à la discussion, sur la base des résultats des analyses monographiques, de la pertinence du modèle et des hypothèses formulées au chapitre 2.

3 LE MOUVEMENT NATIONALISTE IRLANDAIS

Le présent chapitre discute le mouvement nationaliste en Irlande du nord. Il s'attache dans ce cadre à la fois à présenter le contexte d'émergence du nationalisme irlandais contemporain, en traitant d'abord de l'histoire de la région et de l'émergence du nationalisme irlandais à partir du dix-neuvième siècle. Dans un deuxième temps, il discute les enjeux principaux (économiques, sociaux, culturels) de la question irlandaise. Il s'intéresse ensuite aux caractéristiques du mouvement nationaliste pour la période d'étude spécifique, soit entre 1975 et 2011, et traite dans ce cadre en particulier du potentiel de mobilisation du mouvement nationaliste, de ses stratégies discursives et stratégies d'action, ainsi que de l'évolution de ces stratégies dans le temps. Dans une dernière partie enfin, il s'intéresse aux résultats obtenus par le mouvement nationaliste. Sur cette base, le chapitre tire un court bilan de la trajectoire du nationalisme en Irlande du nord.

La structure développée dans le chapitre 3 est reprise également pour les analyses monographiques des quatre autres mouvements nationalistes aux chapitres 4 à 7.

3.1 Histoire de l'Irlande du nord et du nationalisme irlandais

Les Irlandais se définissent souvent comme les descendants directs de peuples celtiques, faisant référence au peuplement de l'île d'Irlande par des populations celtes à partir du sixième siècle avant J.C., en particulier les Gaëls à partir du premier siècle avant J.C. La population irlandaise est comparativement très homogène mais structurée en centaines de petites royautes jusqu'à la conquête de l'île par les Anglo-normands au douzième siècle⁹⁵. La modification majeure qu'a connu l'île avant la conquête anglo-normande est sa conversion au christianisme à partir du cinquième siècle (traditionnellement attribuée à Saint Patrick)⁹⁶.

En 1169, les Anglo-normands envahissent l'île d'Irlande⁹⁷. Sur les territoires conquis, deux sociétés se développent: une Irlande anglo-normande, s'articulant autour des châteaux forts construits par les envahisseurs, s'urbanisant progressivement, féodale dans son organisation sociale et dans son fonctionnement juridique, et une Irlande gaélique, rurale, à l'économie de troc essentiellement, d'organisation communautaire, et toujours régie par le droit celtique. Cette première colonisation anglaise ne se fait pas sans heurts, mais évolue lentement vers une relative osmose entre les deux populations et un émiettement de l'identité anglaise parmi les colons⁹⁸.

⁹⁵ L'Irlande échappe à la conquête romaine, puis aux invasions des Angles et des Saxons.

⁹⁶ Il s'agit d'une évangélisation originale qui s'organise autour de monastères. Le prestige des missionnaires irlandais et des écoles monastiques est élevé durant le Haut Moyen-Age, et l'Irlande un grand centre culture de la chrétienté occidentale du 6ème au 8ème siècle. Les centaines de monastères qui parsèment le territoire deviennent rapidement à la fois des centres culturels des centres d'organisation sociale et de pouvoir politique, une tendance renforcée par l'absence ou quasi-absence de centres urbains (les premières villes de l'île seront fondées par les Vikings, ainsi Dublin en 841). Ce pouvoir très décentralisé, très proche des populations locales, devient rapidement jaloux de son indépendance vis-à-vis de la Papauté, et entre en querelle régulière avec elle.

⁹⁷ Les querelles intestines des tribus et la dispersion du pouvoir irlandais, ainsi que la volonté papale de reprendre le contrôle de l'île, sont deux éléments décisifs expliquant les invasions: l'armée anglaise débarque initialement en Irlande appelée par un souverain local – pour l'appuyer dans sa lutte avec des royaumes rivaux et munie de la légimité que lui confère une bulle papale lui attribuant l'île et la chargeant d'en réformer l'Eglise (bulle *Laudabiliter* de 1155).

⁹⁸ Les colons (dits anglo-irlandais) forment petit à petit une population intermédiaire entre l'Angleterre et l'Irlande, dont les liens féodaux avec le roi d'Angleterre deviennent plus distants avec le temps, tandis que leurs

En 1534, le parlement anglais entérine la réforme de l'Église d'Angleterre. La réforme religieuse – de même que la volonté d'exercer un contrôle plus direct sur l'île, en raison de la faible loyauté des anglo-irlandais – a des conséquences profondes pour l'Irlande. En 1536, le roi d'Angleterre est déclaré « chef suprême sur terre de l'Église entière d'Irlande » par le Parlement irlandais, puis, en 1541, nommé roi d'Irlande⁹⁹. L'île, qui avait jusque là bénéficié d'une grande autonomie, est désormais incluse dans l'ordre féodal et juridique anglais¹⁰⁰. Par ailleurs, en vue d'asseoir la présence anglaise et d'assurer l'implantation de la réforme religieuse, une politique de colonisation nouvelle (*plantation*) est amorcée.

En réaction à ces bouleversements, les rébellions irlandaises se multiplient, dont la plus connue est celle de O'Neill en Ulster, qui s'achève après neuf ans de guérilla, en 1603. Après la reddition des rebelles, les Anglais confisquent de nombreuses terres destinées à la colonisation. La province d'Ulster, située au nord de l'île, est celle où cette nouvelle colonisation prend le plus d'ampleur. En 1640, elle compte déjà environ 40'000 protestants, pour partie de souche anglaise (anglicans), pour partie de souche écossaise (presbytériens)¹⁰¹.

En 1641, une rébellion antiprotestante se déclare en Ulster, puis s'étend à l'ensemble de l'île. Il s'agit surtout d'un soulèvement de paysans dépossédés, qui prend rapidement la forme d'un massacre de la population protestante (on estime le nombre de victimes protestantes à 12'000, dont 4'000 meurtres, 8'000 morts de froid ou de faim), avec pour objectif déclaré de bouter les colons hors d'Irlande¹⁰². La violence des insurgés (victimes mutilées, données en nourriture aux cochons, etc.) aura pour effet d'inscrire durablement ces événements dans la mémoire de la population protestante. Les unionistes protestants l'utilisent aujourd'hui encore comme symbole de la barbarie irlandaise et de la situation d'assiégés des protestants en Irlande.

La répression ne sera pas immédiate, du fait de problèmes et luttes de pouvoir internes que connaît l'Angleterre¹⁰³ mais elle sera à la mesure de la rébellion: en 1649, Cromwell débarque en Irlande et déploie une stratégie de terreur¹⁰⁴ qui porte rapidement ses fruits, puisqu'en trois ans l'île est entièrement soumise. Dans la cadre de la répression, nombre de terres catholiques sont confisquées. Le pourcentage de terres détenues par les catholiques en Irlande, environ 59 % en 1641, passe à moins de 20 %, alors que la population catholique représente plus de 70 %

relations avec les populations irlandaises se renforcent au gré des alliances et mariages (au point où, en 1366, le Parlement irlandais tente d'endiguer la 'dégénérescence' de la population anglaise d'Irlande en promulguant des lois de séparation stricte entre les populations: interdiction aux Anglais d'utiliser la langue irlandaise, de contracter un mariage ou une alliance avec une personne de souche irlandaise, de porter le costume irlandais). Ces Anglo-irlandais, pour nombre d'entre eux, ne participeront pas à la réforme protestante.

⁹⁹ Du fait de la réforme, Henri VIII ne peut plus tirer sa légitimité de la bulle papale *Laudabiliter* de 1155 qui l'identifiait comme Seigneur d'Irlande.

¹⁰⁰ En particulier, les Irlandais doivent s'engager à renoncer au droit coutumier (incarné dans la loi *brehon*).

¹⁰¹ En regard du reste de l'Irlande, où les colons sont majoritairement anglicans et de couche sociale élevée, la colonisation protestante sur l'Ulster se caractérise par sa forte composante presbytérienne, le large éventail social des colons et leur concentration géographique. Il en résultera une population moins encline à pratiquer l'exogamie et à s'intégrer que les autres populations protestantes d'Irlande.

¹⁰² Les termes de protestants et de colons sont ici employés indifféremment: les Irlandais de souche comme les anglo-irlandais de la première vague de colonisation ont considéré la religion protestante comme une religion de la puissance coloniale anglaise et les conversions n'ont pas été nombreuses. Les protestants d'Irlande sont donc pour leur grande majorité issus de la vague de colonisation amorcée après la réforme.

¹⁰³ L'Angleterre connaît une poussée absolutiste durant la décennie 1640 sous le règne de Charles Ier. Combattu par une armée de puritains, les Têtes rondes, emmenés entre autres par Olivier Cromwell, Charles Ier est finalement défait par ses ennemis en 1645, puis exécuté en 1649. Une oligarchie militaire et religieuse prend le pouvoir jusqu'en 1653, où Cromwell chasse le parlement et instaure la dictature.

¹⁰⁴ Le siège de la ville de Drogheda, par exemple, s'achève par les massacre des défenseurs et de la population civile, soit environ 2'500 morts.

de la population irlandaise¹⁰⁵. Si les massacres irlandais de 1641 restent gravés dans la mémoire protestante, les massacres anglais de 1649, les exécutions et les expropriations qui les suivent s'inscrivent durablement dans l'imaginaire catholique.

En 1659, un an après la mort de Cromwell, la monarchie est restaurée en Angleterre. La question religieuse va toutefois à nouveau amener une période d'instabilité. Le roi Stuart qui monte en 1685 sur le trône d'Angleterre, James II, s'affirme ouvertement catholique et absolutiste. Ses opposants soutiennent Guillaume d'Orange, *stathouder* de Hollande et l'un des chefs de la faction protestante en Europe. James II perd le pouvoir au profit de Guillaume d'Orange. La guerre qui s'ensuit laisse des traces extrêmement profondes en Ulster surtout. En 1688, James II assiège la ville de Derry¹⁰⁶, majoritairement protestante, un siège très pénible pour les habitants, levé finalement au terme de 105 jours et du fait de l'intervention de troupes anglaises. Dans cet épisode historique, les unionistes d'Ulster puisent aujourd'hui une grande partie, sinon la majeure partie, de leur symbolique (voir par exemple Buckley [1998], Bryan [1998]). D'après Hutchinson: « Cet épisode constitue un véritable creuset symbolique pour des générations de protestants irlandais, un point de référence incontournable pour toute interprétation de leur identité collective » (Hutchinson, 1997: 65)¹⁰⁷. Le slogan unioniste « *No surrender* », les parades annuelles du 12 août rappelant la libération de la ville (*Derry Day*), une des plus importantes commémorations marquant la saison des marches protestantes, comme des figures populaires de traître (le gouverneur Lundy, prêt à ouvrir les portes de la ville aux assiégeants) ou de héros (les *Apprentice Boys*, des apprentis qui en auraient héroïquement défendu l'entrée), sont toutes issues de cet épisode.

Les troupes de James II subissent ensuite des revers importants face aux Anglais (en juillet 1690 sur la Boyne, en 1691 à Aughrim). La bataille de la Boyne devient également un élément central de la mémoire protestante, sa commémoration annuelle le 12 juillet par des parades de l'Ordre d'Orange est d'ailleurs considérée comme la commémoration historique la plus importante de l'année¹⁰⁸ (voir par exemple Bryan, 1998).

La guerre s'achève en 1691 par la reddition des troupes jacobites. Le traité de paix anglais prévoit des conditions plutôt généreuses pour les catholiques d'Irlande, mais le Parlement local irlandais majoritairement protestant ne suit pas cette inflexion et introduit au contraire un système coercitif à l'égard de la communauté catholique. De nouvelles confiscations de terres catholiques sont mises en œuvre. Puis, des « lois pénales » sont introduites, dispositif

¹⁰⁵ En 1672, on compte que la population de l'île s'élevait à environ 1,1 millions d'habitants, dont 800'000 catholiques et 300'000 protestants, colons presbytériens d'Ulster pour la plupart (Fréchet, 1996: 66).

¹⁰⁶ James II est d'abord amené à se réfugier en France, tandis que l'Irlande s'agite, forçant les protestants à se réfugier dans des villes, principalement à Derry et Enniskillen. Dans un second temps, James II entreprend de reconquérir son royaume en commençant par l'Irlande, où le soutien des populations catholiques lui est largement acquis. Lorsqu'il se présente devant la ville de Derry, toutefois, la population – essentiellement protestante – lui en ferme les portes.

¹⁰⁷ Hutchinson détaille le contenu de cette référence protestante comme suit: « La ville est d'abord associée au martyre du protestantisme: les récits des survivants témoignent des conditions insoutenables qui y régnaient – le marché aux rats, au suif, etc., – et soulignent avec une simplicité poignante: 'tous les enfants sont morts'. En dépit des privations subies et malgré la position avantageuse de leurs adversaires, la ville devient synonyme de la victoire finale acquise grâce à la volonté de résistance de ses défenseurs, à l'aide des Anglais et, surtout, à l'intervention divine » (Hutchinson, 1997: 65)

¹⁰⁸ De même, dans les quartiers protestants de Belfast et d'ailleurs, William d'Orange franchissant la Boyne est un sujet récurrent des peintures murales (*murals*) unionistes, alors que divers graffitis proclament 'Remember 1690 !'.

législatif complexe qui renforce la discrimination contre les catholiques¹⁰⁹. La communauté presbytérienne se voit également discriminée¹¹⁰.

Durant tout le dix-huitième siècle, l'histoire d'Irlande est relativement exempte des bouleversements, révoltes ou rébellions à grande échelle, qui ont marqué le siècle précédent¹¹¹. Il faut dire que les centres de pouvoir traditionnels de la résistance irlandaise sont défaits: « la société gaële était, sinon totalement détruite, du moins désorganisée et paralysée ; presque tout l'argent, presque toutes les terres, presque tout l'équipement, toutes les armes, étaient entre les mains d'une seule classe, très minoritaire, mais qui avait derrière elle toute la puissance de l'Angleterre » (Fréchet, 1996: 72). Les Protestants dominent l'économie et la politique locale (en particulier le parlement irlandais), mais sont largement dépendants de l'Angleterre pour le maintien de leur prééminence.

L'Angleterre, profitant de sa position dominante, règle à son avantage les rivalités commerciales naissantes entre Anglais et Irlandais dans certains secteurs économiques et introduit une politique protectionniste et de marginalisation systématique de l'Irlande sur les marchés mondiaux, notamment celui des colonies anglaises¹¹². Selon Hutchinson, « l'Irlande devient (...) l'appendice d'une Angleterre dominante qui module le commerce irlandais à coups de taxes et de tarifs commerciaux dictés par les intérêts internes du moment » (Hutchinson, 1997: 72). L'exploitation économique de l'Irlande par l'Angleterre est un des facteurs explicatifs de l'extrême pauvreté régnant sur l'île à cette époque, exploitation et pauvreté dénoncées de manière particulièrement incisive par Jonathan Swift en 1729 dans sa *Modeste proposition au sujet des enfants des pauvres*¹¹³. En 1741¹¹⁴, la famine fait environ

¹⁰⁹ Les lois pénales comprennent des dispositions religieuses qui s'attaquent à l'institution ecclésiastique (bannissement des évêques et de tout le haut clergé, ne laissant dans chaque paroisse qu'un prêtre sévèrement contrôlé), des dispositions politiques et administratives (privant les catholiques du droit de vote et d'éligibilité, les excluant de l'administration, de la magistrature, et des hauts grades de l'armée), des dispositions économiques (interdiction de nouvelles acquisitions foncières par les catholiques, parcellisation de la propriété foncière en mains catholiques). Les lois pénales poursuivent avant tout un objectif de diminution du danger catholique, de mise sous contrôle de cette population, et non pas d'assimilation, "[les lois pénales] ne cherchaient pas à convertir, mais à rabaisser, à affaiblir" (Fréchet, 1996: 72). En matière de propriété, noter les dispositions de la "loi pour empêcher la nouvelle expansion du papisme" de 1704, qui impose entre autres aux catholiques, lors d'une succession, le principe – d'origine gaélique – de partage égal des terres entre tous les héritiers, tandis que pour les protestants s'applique le principe de primogéniture (y inclus dans le cas où le fils aîné d'une famille catholique serait protestant). Ce système vise à assurer une parcellisation des terres en mains catholiques et crée une incitation pour les fils aînés de familles catholiques à se convertir au protestantisme (le taux de conversion a toutefois été minime).

¹¹⁰ Elle est par exemple exclue de la fonction publique.

¹¹¹ Quoique de nombreux désordres continuent de se produire à l'échelon local et régional, conflits à dominante sociale, opposant des métayers généralement catholiques et presbytériens à des propriétaires terriens souvent anglicans, ou conflits purement sectaires.

¹¹² Dans le cas de la laine, par exemple, il est interdit à l'Irlande d'exporter ses produits lainiers ailleurs que vers l'Angleterre, où le marché est protégé par des taxes d'importation élevées.

¹¹³ Dans ce texte, Swift propose comme remède à la misère irlandaise et à l'incapacité de l'île à faire face à toutes ses bouches à nourrir, une inversion commode du problème, qui permettrait aussi de réinsérer les pauvres dans le circuit économique, soit la vente, la consommation, puis l'élevage à fins de consommation, des enfants des pauvres, c'est-à-dire de leur viande. Ce remède, Swift le conçoit "pour le seul Royaume d'Irlande et pour nul autre Etat au monde, passé, présent, et sans doute à venir" (Swift, 1995:21). Même si Swift n'est pas particulièrement un défenseur de la population catholique, on ne peut s'empêcher d'entrevoir une critique de la politique de spoliation des terres pratiquée sur les catholiques une vingtaine d'années plus tôt lorsqu'il note "Je reconnais que ce comestible [la chair de nouveau-né] se révélera quelque peu onéreux, en quoi il conviendra parfaitement aux propriétaires terriens qui, ayant déjà sucé la moelle des pères, semblent les mieux qualifiés pour manger la chair des enfants" (Swift, 1995: 13-14). La critique du protectionnisme anglais et de l'Angleterre en général est quant à elle directe: "(...) je suis tombé sur ce plan qui, bien qu'étant complètement nouveau, possède quelque chose de solide et de réel, n'exige que peu d'efforts et aucune dépense, peut être entièrement exécuté par nous-mêmes et grâce auquel nous ne courrons pas le moindre risque de mécontenter l'Angleterre.

400'000 morts sur l'ensemble de l'île. La situation économique catastrophique provoque un exode massif de la population, surtout presbytérienne, vers les colonies américaines (on compte, jusqu'à la fin du dix-huitième siècle, environ 300'000 émigrés pour la seule région d'Ulster).

3.1.1 Histoire: de la naissance du nationalisme à l'indépendance de l'Irlande

Durant la seconde moitié du dix-huitième siècle se crée au sein du Parlement irlandais un parti patriotique. Ce parti, dont les membres sont exclusivement protestants, milite contre l'exploitation économique anglaise, pour une autonomie accrue de l'Irlande et pour une abrogation des lois pénales. Il obtient plusieurs concessions de Londres, ainsi l'abrogation de la plupart des mesures discriminatoires contre les catholiques¹¹⁵ (les catholiques continuent toutefois d'être exclus du droit de vote) et l'ouverture du marché colonial britannique aux produits irlandais¹¹⁶.

Le parti patriotique, protestant mais défendant pour partie des intérêts spécifiquement catholiques, représente un phénomène minoritaire en Irlande. La règle, surtout dans les campagnes, reste le sectarisme confessionnel. A partir du début des années 1780, des groupes sectaires protestants (*Peep O Day Boys*) et catholiques (*Defenders*) s'opposent violemment. En 1795 est fondé l'Ordre d'Orange, voué à la défense du protestantisme et de la législation établie sous Guillaume d'Orange. L'Ordre d'Orange proclame sa loyauté à la Couronne d'Angleterre, un *loyalisme* toutefois conditionné à la défense par l'Angleterre des intérêts de la communauté protestante d'Irlande¹¹⁷. Il jouera un rôle important dans le combat contre le mouvement progressiste de la *Society of United Irishmen*.

The Society of United Irishmen, une société fortement influencée par les idéaux républicains de la Révolution française, ouverte aux deux communautés catholique et protestante, est fondée en 1791. Le mouvement poursuit initialement l'objectif d'une réforme du parlement irlandais, et utilise à cette fin des moyens légaux. La répression l'amène toutefois à radicaliser ses méthodes et dans une deuxième phase il poursuit la création d'une république irlandaise par le recours à la lutte armée. Wolfe Tone, un de ses fondateurs, prend contact avec la France pour obtenir son soutien dans ce projet. L'insurrection qui éclate finalement en 1798 est réprimée en quelques semaines par les autorités – Wolfe Tone, arrêté, se suicide en prison. La tentative de la *Society of United Irishmen* d'allier catholiques et protestants a échoué: les masses catholiques ne se sont pas ralliées aux soulèvements, en partie en raison de la méfiance du clergé catholique vis-à-vis d'un mouvement allié à la France révolutionnaire et les campagnes ont au contraire été le théâtre de massacres interconfessionnels¹¹⁸.

Le gouvernement britannique réagit à la rébellion de 1798 en accroissant son emprise directe sur l'Irlande¹¹⁹. Par l'Acte d'Union de 1800, une union législative est réalisée entre l'Irlande et la Grande-Bretagne – le Royaume-Uni est fondé. L'Acte d'Union met fin à l'existence d'un

Car ce type de produit ne peut être exporté, la viande d'enfant étant trop tendre pour supporter un long séjour dans le sel, *encore que je pourrais nommer un pays qui se ferait un plaisir de dévorer notre nation, même sans sel*" (Swift, 1995: 22).

¹¹⁴ L'année 1741 est appelée année des massacres (*Bliadhain an air*) en irlandais.

¹¹⁵ Lois de 1778 et 1782.

¹¹⁶ Y inclus la libre exportation des laines irlandaises.

¹¹⁷ Le serment prêté à l'origine par les membres de l'Ordre était: "Je (...) jure solennellement que je soutiendrai et défendrai le roi et ses héritiers tant qu'ils défendront l'*Ascendency* Protestant." (Hutchinson, 1997: 81).

¹¹⁸ En tout, l'insurrection et ses suites font environ 30'000 victimes.

¹¹⁹ Pour certains analystes, la rébellion de 1798 faisait l'affaire de la Grande-Bretagne, puisqu'elle lui permettait de justifier la disparition du parlement irlandais. Cet élément pourrait expliquer pourquoi, alors que les Britanniques avaient infiltré le mouvement républicain et connaissaient ses préparatifs, ils ne l'ont pas empêché de mener à bien son projet d'insurrection.

parlement irlandais et intègre les députés de la région au parlement de Londres¹²⁰. L'intégration se fait également sur d'autres plans, économique et religieux¹²¹, mais elle ne modifie pas fondamentalement les rapports entre populations en Irlande¹²².

En 1832 est créée par Daniel O'Connell, un juriste catholique irlandais, une *Association Catholique* qui milite pour l'émancipation catholique, en utilisant exclusivement des moyens constitutionnels. Elle atteint des résultats mitigés: une loi d'émancipation votée en 1829 permet effectivement aux catholiques d'être éligibles au parlement et d'exercer la majorité des fonctions publiques, mais elle est assortie d'une augmentation du cens électoral qui, de facto, limite fortement le nombre d'électeurs irlandais¹²³. O'Connell milite aussi sur d'autres plans, pour l'abrogation de la dîme ecclésiastique prélevée en faveur de l'église anglicane¹²⁴, puis pour l'abrogation de l'Union avec l'Angleterre¹²⁵. Daniel O'Connell donne une impulsion importante au nationalisme irlandais. Il s'agit pour la première fois d'un nationalisme catholique, ne cherchant pas d'alliance systématique avec les élites protestantes progressistes qui pourraient être ralliées à la cause nationaliste. Au contraire, la proximité de l'*Association catholique* avec l'église catholique, son confessionnalisme affirmé aliènent les protestants modérés vis-à-vis du nationalisme, et à partir de cette époque, la possibilité d'une alliance interconfessionnelle a vécu¹²⁶. Par ailleurs, l'échec des campagnes de O'Connell amènera certains nationalistes à conclure à l'impossibilité pour les catholiques d'obtenir des résultats politiques probants par une voie legaliste et à la nécessité d'une lutte armée. Les deux éléments, l'aliénation des protestants à la cause nationaliste et la déception catholique envers les voies legalistes, laisseront des traces profondes dans l'histoire du nationalisme irlandais.

Entre 1845 et 1850, l'Irlande connaît une famine extrêmement meurtrière (*The Great Famine*)¹²⁷. Elle fait, en cinq ans, environ un million de morts, tandis qu'un million de

¹²⁰ L'Irlande est désormais représentée par 100 députés sur 658 à la Chambre des Communes, et par 32 députés à la Chambre des Lords.

¹²¹ Sur le plan économique, avec l'instauration du libre-échange, sur le plan religieux avec d'une part l'union de l'Eglise d'Irlande avec l'Eglise d'Angleterre, d'autre part l'accentuation de l'anglicisation irlandaise.

¹²² Le gouvernement britannique avait laissé entendre aux catholiques irlandais que l'union avec l'Angleterre leur apporterait la suppression des mesures discriminatoires qu'ils continuaient à subir notamment en matière de droits civiques. En fait, le roi d'Angleterre refuse de considérer cette option, et par ailleurs, la majorité de l'*establishment* britannique est opposée à l'émancipation catholique. En résultat, "[la] majeure partie [des] habitants restaient soumis à des mesures discriminatoires au plan politique et administratif. Les meilleures terres appartenaient toujours à de grands propriétaires anglais, résidents ou non, alors que les catholiques irlandais possédaient moins de 10 % du sol de l'île" (Guiffan, 1997: 36)

¹²³ Les conditions de suffrage sont relevées en 1829 pour la seule Irlande, tandis qu'elles demeurent inchangées dans le reste du Royaume-Uni, et passent d'un minimum requis de 40 shillings à un minimum de 10 livres. Le nombre d'électeurs catholiques chute à 26'000, contre 100'000 avant le relèvement du cens électoral d'après Guiffan (1997), 200'000 selon Hutchinson (1997).

¹²⁴ L'impôt était prélevé sur la production agricole pour entretenir l'Eglise d'Irlande, et particulièrement honni par toute la population n'appartenant pas à la religion anglicane et néanmoins forcée de s'en acquitter.

¹²⁵ Cette dernière campagne échoue en 1843.

¹²⁶ D'après Hutchinson: "on peut dire qu'en associant l'Eglise à chacune de ses revendications, [O'Connell] a accéléré la "récupération" du nationalisme modéré par le catholicisme, ou plutôt par la hiérarchie catholique. En mobilisant les prêtres de paroisse comme trésoriers et agents de recrutement de l'Association il va confirmer la population protestante dans son aliénation vis-à-vis de la cause "nationale". Désormais, le nationalisme protestant sera un engagement individuel, un geste hérétique à contre-courant des vérités sectaires" (Hutchinson, 1997: 94).

¹²⁷ L'île avait connu une forte poussée démographique dans la première moitié du siècle, entraînant une forte pression sur les terres et, du moins pour les plus démunis dans la population, une forte dépendance de la pomme de terre comme moyen de subsistance. En 1845, une maladie infectieuse affectant la pomme de terre entraîne la perte de la moitié de la récolte annuelle et est à l'origine de la famine.

personnes prennent le chemin de l'exil¹²⁸. Les effets de la famine sur le nationalisme irlandais seront d'alimenter une forte rancune antibritannique, la gestion de la crise par l'Angleterre ayant été très déficiente ; également d'internationaliser la question irlandaise, dans la mesure où une diaspora irlandaise importante – concentrée sur la côte est des États-Unis surtout – voit le jour.

En 1859 est ainsi fondée à New York la confrérie des *Fenians*, visant à la création par les armes d'une république irlandaise. Les fenians s'allient en Irlande avec *The Irish Republican Brotherhood* (IRB), organisation secrète de type militaire. Leurs actions s'attaquent aux intérêts britanniques hors d'Irlande, en Angleterre, au Canada, une exportation de la question irlandaise à laquelle fera écho la politique de l'*Irish Republican Army* (IRA) plus d'un siècle plus tard, tandis qu'en Irlande l'agitation est surtout concentrée sur les campagnes, où le *fenianism* réussit à s'implanter. Le *fenianism* est toutefois regardé avec méfiance par une partie de la société catholique, en particulier la hiérarchie ecclésiastique (Lyons, 1973: 21) et il reste minoritaire. Il marque la montée d'un mouvement nationaliste radical dans ses objectifs (l'indépendance) comme dans les méthodes qu'il préconise (la lutte armée).

A partir des années 1870, un nouveau mouvement légaliste s'organise à l'échelon parlementaire et extraparlémentaire pour infléchir les structures politiques du Royaume-Uni dans le sens d'une autonomie accrue de l'Irlande. Les partisans du *Home Rule* sont emmenés par un député protestant, Charles Parnell, qui dirige en parallèle la *Land League*, une ligue qui vise l'amélioration des conditions de la masse agricole sans terre par le boycott et une pression souvent violente sur les propriétaires terriens¹²⁹. Parnell est ainsi partagé entre d'une part une activité parlementaire, démocratique, et d'autre part le soutien à un mouvement extraparlémentaire, largement imprégné d'esprit *fenian*, recourant également à la violence. Il parvient de fait à réaliser une alliance tactique entre diverses mouvances du nationalisme¹³⁰ qui sont en train de se dessiner en Irlande pour obtenir des résultats non négligeables en matière de réforme agraire puis d'autonomie: le parlement britannique considère l'octroi d'une autonomie institutionnelle à l'Irlande en 1886 (premier *Home Rule Bill*) puis en 1891 (second *Home Rule Bill*). Ces projets se heurtent toutefois tant à l'opposition des conservateurs anglais que de la majorité des protestants irlandais, et ils restent lettre morte.

Concernant la réaction protestante il est important de noter que la campagne contre le *Home Rule*, au slogan « *Home Rule is Rome Rule* », voit s'allier protestants anglicans et presbytériens contre un mouvement essentiellement catholique (même si son chef est un protestant). Comme on l'a dit précédemment, depuis les années 1830-40 environ, les possibilités d'une alliance interconfessionnelle ont vécu ; la réaction protestante au catholicisme est désormais la règle, réaction d'autant plus virulente que le pouvoir protestant – surtout anglican – en Irlande subit une érosion continue depuis un siècle¹³¹ et que les protestants réalisent toujours davantage que leur ascendant sur l'île dépend surtout d'un bon vouloir britannique dont il n'est pas sûr qu'il leur soit toujours acquis. Une grande partie des protestants se convainc de la nécessité d'organiser une résistance aux aspirations de la

¹²⁸ L'émigration continuera au rythme d'environ 200'000 personnes par année jusqu'en 1855, et elle se prolongera longtemps, amenant une diminution de la population irlandaise jusque durant la seconde moitié du vingtième siècle. A titre de comparaison, Fréchet (1996) considère l'évolution comparée des populations du Danemark et de la République d'Irlande: si en 1946, la population de l'Irlande (4'289'000 habitants) était environ équivalente à celle du Danemark, en 1841 le Danemark comptait seulement 1'289'000 habitants, contre 8'175'000 pour l'Irlande. A noter que la population de l'Irlande atteint son minimum en 1961.

¹²⁹ On parle de *Land war* pour la période 1879-1882.

¹³⁰ Les courants se définissent globalement sur deux axes, le degré d'autonomie poursuivi (autonomie ou indépendance) et la stratégie pour parvenir à ses fins (stratégie institutionnelle ou recours à la violence).

¹³¹ On peut marquer le début du déclin de la supériorité protestante à l'abrogation des lois pénales dans les années 1780.

population catholique, au risque, sinon, de voir son statut et son mode de vie définitivement balayés.

Le blocage de l'autonomie irlandaise amène les catholiques à accroître leur pression, en particulier par la création en 1905 d'un nouveau parti politique, le *Sinn Féin*, qui refuse la stratégie legaliste des partis siégeant à Westminster et réclame au contraire la création immédiate pour l'Irlande d'un gouvernement national. Côté protestant, en réponse à la pression croissante des catholiques, est créé un nouveau mouvement unioniste, l'*Ulster Council*, qui deviendra plus tard le parti de l'Ulster. Une armée privée protestante est mise sur pied, l'*Ulster Volunteer Force* (UVF), rapidement forte de 9'000 hommes (Brennan, 1991), à laquelle répond une armée privée nationaliste, les *Irish Volunteers*. En 1912, le parlement britannique vote finalement un décret de *Home Rule* qui devrait entrer en vigueur après un délai de deux ans. Des troubles éclatent immédiatement en Ulster, l'Irlande semble au bord de la guerre civile. Le début de la première guerre mondiale signe toutefois un arrêt provisoire dans les désaccords entre unionistes et nationalistes¹³².

Le nationalisme irlandais est en sommeil durant la première guerre mondiale¹³³ et des nationalistes irlandais comme des unionistes combattent au côté de l'Angleterre¹³⁴. Ceci n'empêche toutefois pas des nationalistes irlandais de déclencher une insurrection à Dublin durant Pâques 1916 et de proclamer unilatéralement la République irlandaise. Il s'agit d'une insurrection orchestrée principalement par la direction de l'*Irish Republican Brotherhood*, tandis que le soulèvement lui-même réunit des membres de diverses factions qui forment l'embryon d'une nouvelle organisation armée, l'*Irish Republican Army*. L'insurrection échoue rapidement, en particulier faute de soutien de la population irlandaise et des principales organisations nationalistes¹³⁵. La répression assure toutefois une victoire posthume aux insurgés de 1916: les principaux meneurs de l'insurrection (Patrick Pearse, James Connolly, etc.) sont fusillés, de nombreux nationalistes – pour beaucoup membres du *Sinn Féin* – emprisonnés, mais le mouvement nationaliste indépendantiste en sort grandi politiquement, les partisans du *Home Rule* au contraire marginalisés. Aux élections générales de 1918, le *Sinn Féin* remporte une large majorité¹³⁶.

Le *Sinn Féin* pratique une politique abstentionniste au parlement britannique et crée unilatéralement un parlement irlandais à Dublin. Ce parlement adopte une déclaration d'indépendance, rédige une constitution provisoire, forme un gouvernement (Londres ne reconnaît pas ces institutions). En parallèle, l'IRA engage une campagne militaire. La guerre d'indépendance commence, qui durera de 1919 à 1921. Il s'agit essentiellement d'un mouvement de guérilla de la part de l'IRA, les troupes britanniques étant infiniment supérieures en nombre, mais qui permet petit à petit aux nationalistes – la population catholique s'est entre-temps largement ralliée à leur cause – de prendre le contrôle effectif du territoire.

¹³² Lorsque la guerre éclate, le gouvernement britannique parvient à imposer un compromis aux unionistes et nationalistes: l'acceptation du *Home Rule* mais le report de son application à la fin des hostilités.

¹³³ La cause commune avec les Anglais amène un (relatif) patriotisme britannique en Irlande durant la 1^{ère} guerre mondiale.

¹³⁴ Les unionistes continuent de commémorer aujourd'hui l'engagement des volontaires de l'Ulster, en particulier leur rôle dans la bataille de la Somme en juillet 1916. La commémoration de la bataille de la Somme, qui a fait environ 5'000 morts parmi les troupes de l'Ulster, symbolise la fidélité à l'Angleterre et est également une manière de faire écho à la commémoration annuelle du soulèvement de 1916 par les catholiques, qui symbolise d'un point de vue protestant la trahison catholique.

¹³⁵ La direction des *Irish Volunteers* a ainsi décidé en 1914 une politique d'alliance avec l'Angleterre pour la durée de la guerre. De manière générale, la guerre a créé une alliance entre population irlandaise et britannique contre l'ennemi commun et un assoupissement du nationalisme irlandais.

¹³⁶ 75 sièges sur les 105 que comptent les Irlandais à la Chambre des Communes.

Londres tente de sortir de l'impasse irlandaise en proposant par décret en 1920 la création de deux parlements, l'un responsable de 26 comtés au sud de l'Irlande, l'autre de six comtés au nord-est, soit six des neuf comtés que compte historiquement l'Ulster. Les unionistes protestants acceptent cette proposition, qui signifie l'abandon de 70'000 protestants résidant dans les comtés du sud, mais leur assure la majorité dans les six comtés de l'Ulster¹³⁷. Les nationalistes refusent.

En décembre 1921, un traité est finalement conclu (*Gouvernement of Ireland Act*), qui donne à l'Irlande du sud des pouvoirs étendus mais qui reconnaît la partition créée par le décret de 1920. Les destins du sud et du nord de l'île vont désormais diverger:

- Par le traité de 1921, l'Irlande du sud se voit attribuer un statut d'État libre (« *Free State* »), qui correspond de fait à un statut de *dominion* (Brennan, 1991). En 1932 toutefois, les Irlandais dénoncent le traité. L'Irlande du sud, désormais indépendante, adopte en 1937 une nouvelle constitution qui réclame la souveraineté sur tout le territoire irlandais.
- Le traité de 1921 prévoit par ailleurs la naissance d'une nouvelle entité, l'Irlande du nord, qui reste sous l'autorité de Westminster mais a la charge de ses affaires internes (l'Irlande du nord dispose d'un parlement autonome à Belfast). A la signature du traité de 1921, toutes les parties pensent que la création de l'Irlande du nord représente une solution provisoire.

3.1.2 Histoire: de l'indépendance de la république d'Irlande à nos jours

La naissance de l'Irlande du nord se fait dans la violence: des raids occasionnels de l'IRA et la violence sectaire font plus de 400 victimes entre juin 1920 et 1922 sur le territoire nord-irlandais, une violence comparable à celle de la fin des années 1960, et renforce le fossé entre catholiques et protestants. Effet de la violence et de la méfiance régnant entre communautés comme de la crainte d'une réunification de l'île sous domination catholique¹³⁸, les protestants entreprennent rapidement d'exercer le pouvoir politique de manière répressive et discriminatoire à l'égard de la communauté catholique. Dès 1922, le gouvernement à majorité protestante de l'Irlande du nord (appelé gouvernement de Stormont¹³⁹) adopte une loi d'exception, le *Special Power Acts*, qui restreint fortement les libertés individuelles. Cette loi sera la clef de voûte de la politique répressive à l'égard des catholiques jusqu'en 1972 (McClung Lee, 1983). Son exécution est assurée par le *Royal Ulster Constabulary* (RUC), force de police majoritairement protestante et par des unités supplétives, dont les très redoutées *B-Specials*. Les catholiques se voient par ailleurs discriminés sur plusieurs plans:

- Sur le plan politique: les protestants monopolisent rapidement le pouvoir politique et remplacent dès 1929 la représentation proportionnelle qu'avait imposé le *Government of Ireland Act* de 1921 par un système majoritaire. Les élections deviennent une formalité dans de nombreuses circonscriptions: en 1933, par exemple, plus de la moitié des sièges parlementaires ne sont pas disputés¹⁴⁰. Par ailleurs, certains découpages

¹³⁷ Un découpage qui aurait séparé les 9 comtés historiques de l'Ulster du reste de l'Irlande aurait consacré une Ulster partagée à parts égales entre protestants et catholiques. Dans les 6 comtés retenus, par contre, les protestants représentent environ les deux tiers de la population.

¹³⁸ L'Irlande du sud, les catholiques d'Irlande du nord et certains membres du parlement britannique désapprouvent la partition de l'île.

¹³⁹ Du nom de l'endroit où siège le parlement. Par analogie, on nomme généralement période de Stormont la période qui s'étend de 1921 à 1972, soit de la création de l'Irlande du nord à l'administration directe de la région par les britanniques.

¹⁴⁰ 27 sièges sur les 52 du parlement ne sont pas disputés. Tous ces sièges vont à des représentants du parti unioniste.

électorales sont modifiés afin de maximiser les sièges protestants (« *gerrymandering* »). A Derry, par exemple, le découpage électoral assure que les nationalistes ne contrôlent que 8 sièges, les unionistes 12 sièges parlementaires (voir Tableau 25 ci-dessous).

- Sur le plan économique et social: les catholiques sont discriminés dans l'emploi, dans le logement, etc. L'exemple de la fonction publique est particulièrement parlant: en 1959, 94 % des fonctionnaires sont protestants, alors que les protestants représentent environ 60 % de la population (Guiffan, 1997: 189) ; les protestants représentent environ 90 % des membres du RUC, et 100 % des *B-Specials*.

Tableau 25: « *Gerrymandering* » dans la ville de Derry

	<i>Électeurs catholiques</i>	<i>Électeurs protestants</i>	<i>Total</i>
South Ward	10'047 (90 %)	1'138 (10 %)	11'185 (100 %)
North Ward	2'530 (39 %)	3'946 (61 %)	6'476 (100 %)
Waterside Ward	1'852 (33 %)	3'697 (67 %)	5'549 (100 %)
Total	14'429 (62 %)	8'781 (38 %)	23'210 (100 %)

Source: Christie (1992: 51)

McKittrick et McVea résument ainsi la discrimination dont fait l'objet la population catholique sous le parlement de Stormont: « Catholics were not actively persecuted by the authorities ; they were not deported to the south ; only a comparatively small number, nearly all active republicans, ever experienced internment without trial. The Catholic Church was free to go about its business, and to run its own schools and hospital facilities, though there was much wrangling about whether the Unionist government was adequately contributing to their upkeep. Nationalist newspapers, in particular the Belfast-based Irish News, were generally free to criticise the government and unceasingly did so. (...) But Catholics and nationalists were clearly regarded as second-class citizens, as intrinsically dangerous to the state, and as being less deserving of houses and jobs than their Protestant neighbours. A very few Catholics reached high office in the judiciary, the civil service and other spheres, but it was always clear these were to be exceptions to the general rule. The representatives of Catholics and nationalists were deliberately and efficiently excluded from political power or influence » (McKittrick et McVea, 2001: 16-17).

Contre la discrimination à laquelle ils sont soumis, les catholiques possèdent peu de moyens d'opposition. Londres continue de disposer de l'autorité suprême sur l'Irlande du nord, mais considère en pratique que le parlement de Belfast est en charge de la région, et laisse les unionistes la gouverner. L'IRA, active dès la partition de l'île, continue de pratiquer une lutte armée plus ou moins intense selon la période considérée (elle multiplie ainsi les actes terroristes durant la deuxième guerre mondiale et entre 1956 et 1962). Jusque dans les années 1960, toutefois, la domination protestante apparaît comme un état de fait inébranlable.

Le milieu des années 1960 marque un tournant, avec la naissance de mouvements de protestation massifs contre les discriminations à l'égard des catholiques. En 1967 est fondée à Belfast la *Northern Ireland Civil Rights Association* (NICRA). Ce groupement, inspiré du

mouvement des droits civiques américain, a pour but d'en finir avec la discrimination. Il ne fait cependant pas référence à une possible réunification irlandaise, mais concentre ses énergies sur le « *one man, one vote* » ou sur d'autres éléments de la discrimination à l'égard des catholiques (le logement, par exemple). En réaction aux activités du mouvement des droits civiques (sit-in, marches,...), des groupes protestants ultras s'organisent également, emmenés en particulier par le Révérend Ian Paisley. Les manifestations catholiques et contre-manifestations protestantes sont rapidement entachées de violence. En octobre 1968, une marche à Derry tourne à l'émeute et fait 77 blessés ; un calme relatif ne sera rétabli qu'au bout de trois jours. Dès lors, les flambées de violence se succèdent, mettant le pays au bord de la guerre civile.

En 1969, les troupes britanniques interviennent afin de ramener l'ordre. Les violences continuent toutefois tant du côté catholique que protestant. En août 1971 est introduite par le Parlement de Stormont une mesure d'internement administrative. Le dimanche 30 janvier 1972, 13 manifestants sont tués par l'armée britannique à Derry (*Bloody Sunday*). Le Premier ministre britannique exige peu après le transfert intégral des questions de sécurité à Westminster, puis, suite à la démission de protestation du Premier ministre d'Ulster, les Britanniques suspendent le Parlement de Stormont et soumettent l'île à une administration directe.

L'administration directe est entendue dès le début comme une solution provisoire. Les Britanniques lancent dès fin 1972 une réforme institutionnelle visant à rendre un certain degré d'autonomie régionale à l'Ulster. La réforme prévoit un large partage de pouvoir entre communautés protestante et catholique. Un nouvel Exécutif est mis en place début 1974, mais il se heurte à un large front d'opposition parmi les unionistes qui, en particulier à la faveur d'une grève massive, parviennent à faire tomber le gouvernement. L'Irlande du nord revient à l'administration directe. Toutefois, cet épisode (dit de Sunningdale) est un pas important dans l'évolution de la question nord-irlandaise car les Britanniques évoquent pour la première fois une dimension irlandaise de la situation de l'Ulster, ouvrant la voie à une future collaboration avec la République d'Irlande sur cette question (voir chapitre 3.3.4).

Après l'échec de Sunningdale, les Britanniques tentent la voie d'une convention constitutionnelle en vue de trouver une formule parlementaire et gouvernementale susceptible de recueillir un large consensus au sein de la société. Ils se heurtent toutefois à diverses tendances unionistes favorables à une option majoritaire sans partage de pouvoir et le processus politique s'enlise.

La violence politique reste très élevée, surtout jusqu'en 1977 (voir chapitre 3.3.2). Elle est le fait tant des paramilitaires républicains que des loyalistes. En parallèle aux tentatives de réformes des institutions, les Britanniques mettent en place un important appareil répressif. Le *Northern Ireland Emergency Provisions Act* de 1973 instaure des tribunaux d'exception, les *Diplock Courts*, tribunaux sans jury où siège un juge unique, de même qu'il confère à la police et à l'armée des pouvoirs étendus d'arrestation, de perquisition et d'interrogation. Cette législation est régulièrement renouvelée et complétée dans les années qui suivent. À partir de 1976, le statut spécial des prisonniers politiques est aboli et un principe de criminalisation des membres de l'IRA et autres groupes paramilitaires, c'est-à-dire de déni de toute dimension politique à leur action, est appliqué de manière systématique (McKittrick et McVea, 2001).

L'efficacité de cette double stratégie, d'une solution politique à trouver avec les modérés et d'une solution militaire pour contrer l'IRA se voit ébranlée par la puissance de feu de

l'IRA¹⁴¹. Elle se voit ébranlée surtout sur le plan politique durant les grèves de la faim successives de 1980 (*first hunger strike*) et 1981 (*second hunger strike*) de prisonniers républicains enfermés au bloc H de la prison du Maze réclamant le rétablissement du statut spécial des prisonniers politiques qui existait avant 1976¹⁴².

Parmi les événements qui se sont succédé en Irlande du nord depuis le début des troubles, aucun n'a sans doute marqué tant la mémoire républicaine que la grève de la faim de 1981. Elle est entamée le 1er mars 1981¹⁴³ par Bobby Sands, un membre de l'IRA condamné pour détention d'arme à feu, auquel se joignent rapidement d'autres républicains. La grève de la faim est extrêmement médiatisée par l'IRA, son impact encore accru lorsque Sands est choisi comme unique candidat nationaliste à une élection parlementaire partielle et élu parlementaire à une large majorité. Le gouvernement Thatcher refuse toutefois d'accéder aux demandes des grévistes ou de négocier avec eux¹⁴⁴. Bobby Sands meurt au bout de 66 jours. Son enterrement est suivi par 40'000 personnes¹⁴⁵. Après lui, 9 autres participants au mouvement meurent avant que les prisonniers ne se décident à interrompre leur action. Le gouvernement fera quelques concessions aux prisonniers après l'interruption de la grève de la faim. Alors que la direction républicaine était originellement opposée à la grève de la faim, dont l'initiative revient aux prisonniers, la grève est restée par la suite un emblème nationaliste incontournable, en témoigne par exemple le *mural* (voir également chapitre 3.3.2) de Bobby Sands qui se trouve devant les bureaux du *Sinn Féin* à Belfast. Les explications de ce phénomène sont diverses, on notera en particulier le fait que la grève de la faim a été utilisée plusieurs fois dans l'histoire du nationalisme irlandais, par exemple par le nationaliste McSwiney en 1920, si bien que, comme le souligne CAIN¹⁴⁶ : « The tactic of the hunger strike has a special place in Republican history and has proved very emotive for Nationalists in Ireland throughout the 20th century » (CAIN, 2012) ; également l'écho d'une martyrologie typiquement catholique parmi les républicains, à laquelle font écho des propos de McSwiney : « It is not those who can inflict the most, but those who can suffer the most who will conquer » (cité par CAIN, 2012)

¹⁴¹ Comme en témoigne p.ex. l'assassinat en août 1979 d'un membre de la famille royale britannique, Lord Mountbatten, et la mort en embuscade le même jour de 18 soldats britanniques.

¹⁴² Les demandes des prisonniers sont au nombre de cinq, soit :

- le droit de ne pas porter un uniforme de prisonnier ;
- le droit de ne pas être soumis à un travail de prisonnier
- le droit de libre association avec d'autres prisonniers
- le droit d'organiser leurs propres activités de formation et récréatives
- le droit à une visite, une lettre et un paquet par semaine.

Avant les grèves de la faim de 1980 et 1981, les exigences des prisonniers ont été exprimées en 1976 par la campagne des couvertures (*blanket protest*), où les prisonniers, refusant de porter les costumes de prisonnier et privés d'habits civils, s'enroulaient nus dans leurs couvertures, puis en 1978 par une grève de l'hygiène (*dirty protest*).

¹⁴³ Le 1er mars est choisi comme date symbole, le statut spécial de prisonnier politique ayant été aboli 5 ans plus tôt.

¹⁴⁴ Voir la lettre qu'écrit Thatcher au Cardinal O' Fiaich intervenant en faveur des prisonniers : "The Government have repeatedly made clear how much they regret the loss of life through all forms of violence in Northern Ireland. The Government is not the inflexible party in this issue. The Provisional IRA, at whose behest the hunger strike is taking place, have stated and restated from the beginning that they would call off the strike only if the Government were to concede all five of their demands. What they want is not prison reforms, but a special different status for some prisoners. This the Government cannot concede, since it would encourage further blackmail and support for terrorism. We cannot treat persons convicted of criminal offences as prisoners of war, which is what they want...." (Margaret Thatcher, 14 mai 1981).

¹⁴⁵ Selon les données de *l'European Protest and Coercion Data*.

¹⁴⁶ <http://cain.ulst.ac.uk/> (consulté le 8 mars 2012).

La grève de la faim de 1981 apparaît superficiellement comme un échec pour les républicains, mais de fait elle confère une certaine légitimité politique aux paramilitaires (McKittrick et McVea, 2001): « There could have been no more definitive display of political motivation than the spectacle of ten men giving their life in an awesome display of self-sacrifice and dedication. It was possible to view this as outlandish fanaticism, and many did ; but it was not possible to claim that these were indistinguishable from ordinary criminals. The hunger strikers thus won political status in the eyes of the world » (McKittrick et McVea, 2001: 147).

A court terme, cependant, en réponse à la continuation des attentats de l'IRA et leur déplacement sur sol britannique¹⁴⁷, ainsi que des actions de l'organisation paramilitaire *Irish National Liberation Army* (INLA) créée en 1979, le gouvernement britannique continue de privilégier l'option répressive à l'égard des paramilitaires et introduit des mesures de protection, d'immunité ou de rétribution financière pour des activistes prêts à témoigner contre leurs compagnons d'armes (*supergrass system*), tandis que des unités spéciales, dites E4A, s'attachent à l'élimination physique de paramilitaires (*shoot-to-kill*). Une enquête achevée en 2003 a confirmé la collusion entre des agents des services secrets britanniques et des groupes paramilitaires dans les assassinats d'activistes de l'IRA et de l'INLA¹⁴⁸.

En parallèle, la recherche de solutions continue sur un plan politique. En 1985 est signé un accord entre les gouvernements britannique et irlandais (*Anglo-irish Agreement ou AIA*). Le gouvernement Thatcher a décidé, sans consulter la population d'Irlande du nord, d'intégrer une dimension irlandaise dans la résolution du conflit. Les unionistes sont très opposés à l'ingérence de la République d'Irlande dans les affaires nord-irlandaises¹⁴⁹. Des manifestations de protestation protestantes rassemblent jusqu'à 200'000 personnes, tandis que nombre d'élus unionistes démissionnent en signe de protestation. L'Accord reste cependant en vigueur. Il signe une distanciation des unionistes vis-à-vis du parti conservateur britannique, qui avait jusque là été leur allié, tandis qu'à l'inverse, les nationalistes y voient une réelle volonté de Londres de régler la question irlandaise. En ce sens, l'accord de 1985 marque un tournant, les protestants s'installant désormais dans une position de méfiance vis-à-vis du gouvernement britannique qui avait jusque là été l'apanage des catholiques, les catholiques à l'inverse commençant diversement de considérer le pouvoir britannique comme un intermédiaire plus ou moins neutre.

L'accord anglo-irlandais ne permet pas de déblocage immédiat de la situation, qui s'enlise plusieurs années, tandis que la violence politique reste endémique. Sont notables dans les actes de violence de cette période à la fois l'accroissement des attentats de paramilitaires protestants contre des civils catholiques et l'extension des activités de l'IRA sur le territoire britannique¹⁵⁰. En parallèle, toutefois, des pourparlers de paix sont menés entre le gouvernement britannique et le *Sinn Féin*.

Les pourparlers ont été rendus possibles par un double mouvement de rapprochement de la part du gouvernement britannique et des nationalistes: d'une part, les Britanniques ont accepté

¹⁴⁷ Les attaques de l'IRA sur sol britannique comprennent l'assassinat en 1982 de 11 soldats britanniques dans deux actions simultanées à Hyde Park et Regent's Park, l'attaque du magasin Harrods à Londres à quelque jours de Noël 1983, tuant 5 civils et en blessant 80. Ces attaques culminent dans l'attentat contre la conférence du parti conservateur en octobre 1984, visant le premier ministre Thatcher, qui tue 5 personnes.

¹⁴⁸ Rapport de Sir John Stevens, Commissioner of the Metropolitan Police, du 17 avril 2003. Des extraits du rapport sont disponibles à l'adresse: <http://www.rte.ie/news/features/dirtywar/report.pdf> (consulté le 10 mars 2012).

¹⁴⁹ Surtout du fait que la République d'Irlande n'a pas reconnu l'existence de l'Irlande du nord et prévoit selon la Constitution de 1937 que sa souveraineté s'exerce sur l'ensemble de l'île d'Irlande.

¹⁵⁰ En particulier une tentative d'assassinat sur le premier ministre anglais John Major en 1991 et deux attentats dans la City londonienne en 1992

l'idée que les paramilitaires sont un interlocuteur incontournable dans le processus de paix et ont reconnu une dimension politique à leur activisme ; d'autre part, les membres de l'IRA et du *Sinn Féin* ont, à partir de 1985, réévalué leur position vis-à-vis de Londres, jusque là diabolisée comme puissance impérialiste, pour considérer la possibilité d'une réelle volonté de solution négociée de la part des Britanniques.

Le processus de paix connaît une impulsion centrale avec la Déclaration conjointe du 15 décembre 1993 (*Downing Street Declaration* ou *Joint Declaration*) des Premier ministre britannique et *Taoiseach* irlandais. Comme expressément noté par les deux gouvernements, la Déclaration de Downing Street marque le point de départ d'un processus de paix destiné à aboutir à un règlement politique de la question nord-irlandaise et établit le cadre de cet accord futur: le gouvernement britannique déclare n'avoir pas d'intérêt économique ou stratégique particulier en Irlande du nord et être prêt à accepter une éventuelle réunification de l'Irlande si la majorité de la population nord-irlandaise le décide ; symétriquement, le gouvernement irlandais souligne n'avoir pas l'intention de rechercher une réunification de l'Irlande sans le consentement de la majorité de la population d'Irlande du nord.

La déclaration est accueillie positivement par les unionistes comme les républicains. En août 1994, l'IRA annonce un cessez-le-feu, suivi en octobre 1994 par une annonce similaire des paramilitaires loyalistes. A partir de la fin de l'année 1994, la question tourne surtout autour des modalités de participation au processus de paix par les paramilitaires, leurs représentants politiques et leurs alliés. La reddition par les paramilitaires des armes en leur possession (*decommissionning*) – comme préalable à leur participation aux pourparlers ou en parallèle de ces pourparlers – devient un enjeu central. Des ruptures de cessez-le-feu, flambées de violence¹⁵¹ et attentats parfois meurtriers¹⁵² continuent de se produire, mais la logique de négociation prend le dessus tant parmi les groupes paramilitaires protestants que catholiques.

Le 10 avril 1998 est conclu à Belfast un accord (*Good Friday Agreement* dit aussi accord de Belfast) qui pose les bases du fonctionnement institutionnel futur en Irlande du nord. L'accord souligne en particulier la volonté d'un partage de pouvoir entre communautés. Il prévoit l'instauration d'un parlement et gouvernement autonomes avec diverses garanties pour la minorité catholique (voir chapitre 3.3.5). La mise en œuvre du *Good Friday Agreement* a souffert de diverses difficultés, en particulier autour de la question du désarmement des paramilitaires. Le parlement et gouvernement entrés en fonction en décembre 1999 ont été suspendus en octobre 2002, le Parlement officiellement dissous en avril 2003 et l'Irlande du nord est repassée temporairement sous l'administration du secrétaire d'Etat britannique en charge de la région jusqu'en 2007.

Les gouvernements britannique et irlandais ont toutefois dès avril 2003 réaffirmé l'attachement des deux gouvernements à la mise en œuvre du *Good Friday Agreement* et leur volonté de voir dès que possible la remise en fonction des institutions autonomes. La question centrale est restée dans ce cadre l'instauration d'un Etat de droit, où les paramilitaires désarment et les forces de sécurité officielles soient acceptées (à cette fin, le *Royal Ulster Constabulary* a été réformé et a depuis 2002 une nouvelle appellation, le *Police Service of Northern Ireland* ou PSNI). Après de longues négociations, l'IRA a accepté en juillet 2005 de déposer les armes et d'utiliser uniquement des moyens pacifiques à l'avenir. Même si la majorité des paramilitaires loyalistes n'ont pas suivi ce mouvement immédiatement¹⁵³, la

¹⁵¹ L'été 1996 voit se produire une explosion de violence autour des marches protestantes à travers les quartiers catholiques. Il s'agit de la pire flambée de violence intercommunautaire en 25 ans (McKittrick et McVea, 2001).

¹⁵² En particulier un attentat à Omagh en 1998, qui fait 29 morts.

¹⁵³ L'*Ulster Defence Association* (UDA) et les *Ulster Freedom Fighters* (UFF) ont désarmé en 2007, l'UVF et le Red Hand Commando en 2009.

violence a fortement diminué. Les assassinats et attentats ont quasiment cessé, il demeure une violence de plus faible intensité (*punishment beatings*, extorsions, etc.) assortie d'un contrôle plus ou moins important exercé par les paramilitaires dans certains quartiers.

L'année 2007 peut être considéré comme marquant la fin des troubles en Irlande du Nord. Après les accords dits de St. Andrews entre les gouvernements britannique, irlandais et les principaux partis d'Irlande du nord de restaurer le parlement nord-irlandais et son gouvernement, ainsi que l'acceptation par le *Sinn Féin* de soutenir la nouvelle police nord-irlandaise, puis des élections en mars 2007, un nouveau gouvernement nord-irlandais a été formé en mai 2007. Il inclut entre autres le *Democratic Unionist Party* (DUP) de Ian Paisley et le *Sinn Féin*. Le 8 mai, le contrôle sur l'Irlande du nord est formellement transmis du Secrétaire d'Etat pour l'Irlande du nord à l'Exécutif nouvellement formé. En juillet 2007, l'armée britannique achève officiellement sa mission en Irlande du nord – commencée en 1969 – et transfère la responsabilité de la sécurité nord-irlandaise à la police locale.

Le transfert de pouvoir au gouvernement nord-irlandais a été jusqu'ici couronné de succès. Le journal britannique *the Economist* notait ainsi en 2009: « In its two and a half years of existence, power sharing has, against all expectations, provided a considerable degree of political harmony, even though gunmen and bombers have not entirely vanished from the scene. » (*The Economist*, 19.09.2009: 41). L'élection de l'assemblée d'Irlande du nord en 2011 a confirmé le parti républicain *Sinn Féin* et le parti unioniste *Democratic Unionist Party* comme les deux partis politiques actuellement les plus influents en Irlande du nord. Comme en 2007, le gouvernement nord irlandais est constitué de représentants des quatre principaux partis, soit le *Democratic Unionist Party* (DUP), le *Sinn Féin*, l'*Ulster Unionist Party* (UUP) et le *Social Democratic and Labour Party* (SDLP) ; de plus, il inclut désormais le parti libéral et anti-sectaire *Alliance Party of Northern Ireland*, qui a obtenu un relatif succès électoral aux élections de 2011.

3.2 L'identité irlandaise et la structure du conflit en Irlande du nord

La structure du conflit qu'a connu l'Irlande du nord est multidimensionnelle. De manière simplifiée, on peut considérer qu'il oppose la minorité catholique, représentant environ 40.2 % de la population nord-irlandaise selon le recensement de la population de 2001¹⁵⁴, et la majorité protestante de la population. Les divisions entre ces deux populations sont religieuses et culturelles ainsi que d'ordre socio-économique. Pour la minorité catholique, par ailleurs, le territoire qu'elle considère comme celui de la nation est le territoire irlandais dans son ensemble, tandis que la majorité protestante s'identifie soit à la province d'Ulster soit à l'ensemble du territoire britannique. A ce clivage interne entre communautés s'ajoute un clivage entre la communauté catholique et la Grande-Bretagne, dont les dimensions sont en particulier, quoique sous une forme moins conflictuelle qu'entre les communautés, d'ordre culturel et socio-économique, ainsi que lié à une perception de la communauté, de l'histoire et du territoire qui divergent profondément de la perception britannique. Comme on l'a dit au chapitre 2.3, nous supposons que la manière dont se perçoit la communauté catholique en Irlande du nord crée pour le mouvement nationaliste irlandais des contraintes fortes en termes de définition des enjeux du conflit nord-irlandais ; pour cette raison, le présent chapitre présente plus en détail les aspects saillants de l'identité irlandaise. Le chapitre 3.3 traitera de la manière dont le mouvement nationaliste se positionne en fonction de ces enjeux.

¹⁵⁴ La part des catholiques à la population d'Irlande du nord est croissante. En 1991, 52 % des moins de 16 ans étaient des catholiques [Willaime, 1991: 137]

3.2.1 L'identité irlandaise

On ne peut parler sans risque d'une identité en Irlande du nord. Les habitants s'identifient à diverses nationalités: Irlandais, Britanniques, Irlandais du nord, d'Ulster, etc. La religion joue un rôle important dans la manière dont les individus définissent leur appartenance nationale.

D'après Ruane et Todd (1996), les catholiques d'Irlande du nord tendent à se considérer:

- Majoritairement comme Irlandais, c'est-à-dire habitants de l'île d'Irlande ou membres du peuple d'Irlande, identité combinée avec une identité régionale (« Irlandais du nord ») plus ou moins marquée,
- Pour une minorité d'entre eux comme Irlandais du nord, entendu comme incluant les communautés protestante et catholique d'Irlande du nord, ou comme Britanniques, c'est-à-dire citoyens du Royaume-Uni.

Les protestants tendent pour leur part à se considérer:

- Majoritairement comme Britanniques, c'est-à-dire citoyens du Royaume-Uni,
- Pour une minorité, comme d'Ulster, entendu comme incluant exclusivement les protestants d'Ulster, ou comme Irlandais du nord, entendu comme incluant les communautés protestante et catholique,
- Pour une très faible minorité enfin, comme Irlandais, en soulignant la double culture protestante et catholique de l'île d'Irlande.

Tableau 26: Nationalité (subjective) en fonction de l'appartenance religieuse en Irlande du nord en 1992

	<i>Catholiques</i>	<i>Protestants</i>
<i>Irlandais</i>	60 %	4 %
<i>Britanniques</i>	10 %	66 %
<i>Autres¹</i>	31 %	29 %

¹Autres: « d'Ulster » ; « Anglo-Irlandais » ; « parfois Britannique, parfois Irlandais » ; « nord Irlandais » ; « ne sait pas ». Source: Ruane et Todd, 1992: 189.

L'appartenance identitaire catholique ou protestante influence largement les aspirations politiques des individus concernant le futur de l'Irlande du nord. Divers sondages réalisés entre 1974 et 1993 montraient environ 75 à 90 % des protestants d'Irlande du nord favorables à un maintien de l'Irlande du nord dans l'Union sous diverses formes (intégration, administration directe, partage de pouvoir, décentralisation avec gouvernement majoritaire), moins de 10 % favorables à l'indépendance, de 1 à 3 % favorables à une réunification avec l'Irlande, et de 0 à 2 % favorables à une autorité jointe du Royaume-Uni et de l'Irlande (Ruane et Todd, 1996: 58). A l'inverse, la grande majorité des catholiques – environ 80 % – aspirait à long terme à une réunification de l'Irlande, même si à court terme leurs positions étaient plus pragmatiques et seuls environ un cinquième de la population catholique aspirait à une réunification immédiate et inconditionnelle de l'île (Ruane et Todd, 1996: 66), le reste se partageant entre diverses options: le maintien de l'Ulster dans le Royaume-Uni (principalement sous la forme d'une décentralisation élevée et d'un partage du pouvoir entre catholiques et protestants), l'indépendance de l'Ulster, ou une autorité jointe de l'Irlande et du Royaume-Uni. Le mouvement nationaliste en Irlande du nord peut ainsi, quoique de manière simplifiée, être identifié à un mouvement représentant les aspirations de la population

catholique avec des aspirations – selon les personnes considérées – irrédentistes, séparatistes ou autonomistes¹⁵⁵.

3.2.2 Dimension territoriale de l'identité

L'Irlande du nord est située au nord-ouest de l'île d'Irlande et sa superficie, de 13'470 km², représente environ un sixième du territoire de l'île et 5 % du territoire du Royaume-Uni. L'Irlande du nord se compose de six des neuf comtés historiques de la province d'Ulster: Antrim, Armagh, Derry, Down, Fermanagh, et Tyrone. La population nord-irlandaise s'élève à 1,68 millions d'habitants¹⁵⁶, ce qui correspond à environ 3 % de la population totale du Royaume-Uni.

Comme on l'a déjà noté, le découpage territorial de l'Irlande du nord ne correspond pas à un territoire historique mais à une solution de partition de l'Irlande adoptée en 1921 lorsque l'Irlande (du sud) est devenue indépendante de la Grande-Bretagne.

Pour la majorité de la population catholique, le territoire « mythique » de l'Irlande et le territoire politique auquel aspire la population est celui de l'île d'Irlande. Le territoire administratif des six comtés de l'Ulster n'est reconnu que par une minorité de la population catholique comme un découpage politique légitime à court ou long terme. A l'inverse, pour la majorité des protestants, les six comtés de l'Ulster correspondent à une partition légitime de l'île d'Irlande, dans la mesure où elle reflète les aspirations de la majorité de la population d'Irlande du nord.

3.2.3 Dimension religieuse, linguistique et culturelle de l'identité irlandaise

Les différentes dimensions religieuse, linguistique et culturelle de l'identité irlandaise sont décrites brièvement ci-dessous, essentiellement du point de vue du clivage¹⁵⁷ opposant de manière simplifiée les catholiques et protestants d'Irlande du nord, ainsi que du clivage centre-périphérie opposant le Royaume-Uni à l'Irlande du nord:

Dimension religieuse de l'identité

Lorsqu'on songe aux clivages internes à l'Irlande du nord, la religion vient immédiatement à l'esprit. La division confessionnelle des six comtés entre une majorité protestante et une minorité catholique est généralement identifiée comme la cause première des troubles en Irlande du nord.

La religion continue de jouer un rôle très important dans la société nord-irlandaise: « L'Irlande du nord reste, avec l'Eire, le secteur géographique le plus pratiquant d'Europe: en 1981, on comptait 52 % de pratiquants hebdomadaires en Irlande du nord » (Willaime, 1991: 137). La religion est également constitutive de l'identité culturelle et politique des Irlandais du nord, les équations catholique = irlandais (gaélique) = nationaliste, protestant = britannique = unioniste/loyaliste et opposition binaire entre les deux communautés, ont une certaine pertinence même s'il s'agit d'une vision simplifiée de la réalité: d'une part les communautés

¹⁵⁵ A noter qu'une minorité protestante est également séparatiste, sous des conditions qui divergent généralement de celles préférées par la minorité catholique: pour les protestants, il s'agirait souvent d'assurer une Ulster indépendante entièrement dominée par les protestants (les plus fervents partisans de l'indépendance se trouvent plutôt parmi des mouvances extrémistes), alors que pour les catholiques séparatistes l'objectif serait une Irlande du nord indépendante mais où le pouvoir serait partagé entre protestants et catholiques (les catholiques extrémistes seraient plutôt favorables à une réunification irlandaise sans droits particuliers conférés à la minorité protestante).

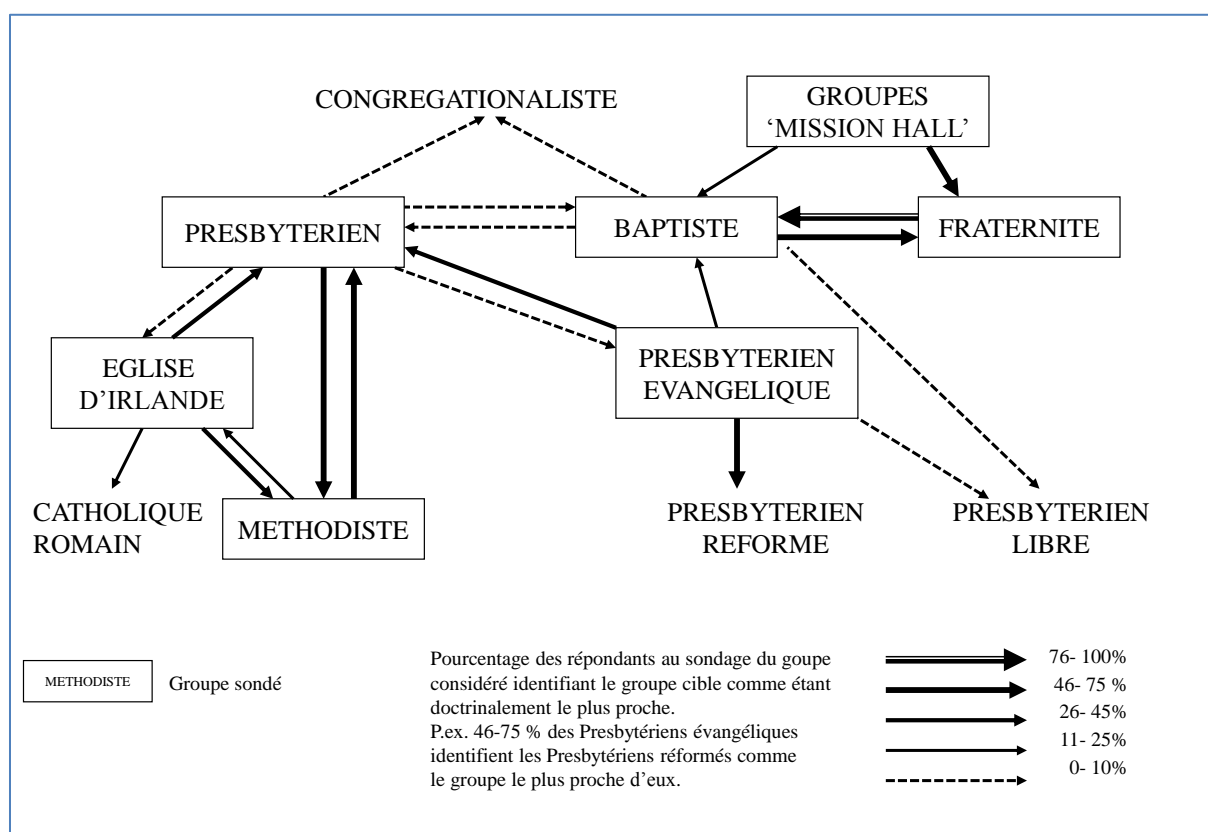
¹⁵⁶ Northern Ireland Census 2001.

¹⁵⁷ Nous entendons par clivage, dans l'ensemble du texte, des différences sociales, économiques ou culturelles qui ont une dimension de conflit politique opposant soit deux populations, comme dans le cas irlandais, soit une région et le centre.

religieuses ne sont pas homogènes, le vocable « protestant » cachant une grande diversité d'appartenances (voir graphique 28 ci-dessous), d'autre part les équations précitées ne valent que très approximativement.

Si l'on considère par ailleurs la population d'Irlande du nord et celle de Grande-Bretagne, il existe une différence confessionnelle claire entre les catholiques irlandais et le reste du Royaume-Uni, qui est protestant dans sa grande majorité. Il existe également une différence confessionnelle entre la majorité des protestants d'Irlande du nord, d'origine presbytérienne ou proches des presbytériens, et l'Angleterre (mais non avec l'ensemble du Royaume-Uni, puisque les Écossais sont aussi majoritairement presbytériens).

Graphique 27: Appartenances religieuses au sein de la communauté protestante et proximité ressentie avec les autres communautés religieuses



Source: Roche et Barton (1991: 111). La proximité avec les autres communautés religieuses est une auto-estimation des personnes sondées (le nom des communautés dont des représentants étaient inclus dans le sondage est encadré).

Les éléments précités n'impliquent pas que la conflit irlandais trouve son origine dans un clivage religieux essentiellement. Comme le constate McClung Lee, « the religious tag on contemporary Loyalists and Nationalists does not mean that this is basically a 'religious' struggle » (1983: 101). Chaque communauté est libre d'exercer sa religion, et les enjeux qu'on pourrait classer sous le vocable d'enjeux religieux sont toujours liés à des enjeux culturels plus larges ou à des enjeux économiques ou politiques¹⁵⁸. L'appartenance

¹⁵⁸ Par exemple la question de l'avortement, condamné par l'Église catholique et interdit en Irlande du sud, est brandie par certains protestants pour illustrer le *diktat* de Rome régnant en République d'Irlande. L'enjeu est marginalement d'ordre religieux, davantage un enjeu culturel ou politique. De même, la question du subventionnement des écoles privées catholiques peut à la rigueur être analysée comme un enjeu religieux (les

confessionnelle est par contre un bon prédicteur de l'appartenance subjective des Irlandais du nord à la communauté unioniste ou républicaine, elle est également un élément central de division et ségrégation entre populations, et elle est enfin largement utilisée comme un marqueur symbolique des antagonismes de la société irlandaise, comme en témoignent par exemple les inscriptions murales « *No Pope here* » dans les quartiers protestants.

Dimension linguistique de l'identité

Historiquement, les Irlandais parlaient gaélique, une langue restée vivace jusqu'au dix-neuvième siècle. Actuellement toutefois, le nombre de locuteurs de gaélique est devenu très faible et tous les Irlandais sont monolingues anglais ou bilingues. On ne peut dire qu'il existe de différence linguistique ou d'enjeu linguistique saillant au sein de la communauté d'Irlande du nord ou entre la communauté d'Irlande du nord et la Grande-Bretagne. Certains républicains ont néanmoins fait de la défense du gaélique un cheval de bataille nationaliste.

Les autres questions culturelles

Les divisions culturelles en Irlande du nord s'expriment à travers nombre de dimensions. Un Irlandais du nord peut généralement déduire l'appartenance religieuse d'une personne à divers détails: son nom¹⁵⁹, l'école qu'il a fréquentée, le quartier où il vit, le *pub* qu'il fréquente, les sports qu'il pratique¹⁶⁰, etc.¹⁶¹ A peu près toute caractéristique qui se prête à une opposition symbolique des communautés peut être utilisée comme symbole d'identité en Irlande du nord. Même le domaine alimentaire devient chargé symboliquement, comme l'indiquent certains graffitis dans les quartiers catholiques, qui proclament: « *no tea here* », allusion une société protestante réputée puritaine et singeant le mode de vie britannique.

Les divisions culturelles se traduisent par une ségrégation importante dans l'habitat ou la scolarisation (voir chapitre 3.2.4), avec pour effet de renforcer encore, par une socialisation différente et des échanges peu nombreux, la distance et le conflit entre communautés. Une mesure simple du degré d'intimité entre communautés, soit le taux de mariage intercommunautaires, montre qu'en Irlande du nord ce taux ne dépasse pas 5 à 10 % des unions, comme il apparaît au tableau 28 ci-dessous.

écoles catholiques dispensent des cours de religion catholique romaine), mais part à un enjeu culturel plus large (les écoles catholiques dispensent un enseignement qui fait une large place à la culture irlandaise) auquel se superposent un enjeu économique (la plupart des catholiques fréquente des écoles catholiques et le refus de subventionner ces écoles à l'égal des écoles d'État, majoritairement fréquentées par des protestants représente une discrimination économique de la population catholique) et un enjeu politique (l'enseignement ressort clairement au domaine des politiques publiques).

¹⁵⁹ Les prénoms sont chargés d'un point de vue identitaire: les prénoms Elisabeth, William, Norman, Sidney identifient en général un protestant, les prénoms Patrick ou Seamus un catholique.

¹⁶⁰ Des sports typiquement irlandais comme le hurling ou le football gaélique sont pratiqués surtout par les catholiques, tandis que des sports typiquement britanniques tel le cricket ont la préférence des protestants.

¹⁶¹ Dans les termes de Seamus Heaney: "Smoke-signals are loud-mouthed compared with us: / Manoeuvrings to find out name and school, / Subtle discrimination by addresses / With hardly an exception to the rule / That Norman, Ken and Sidney signalled Prod / And Seamus (call me Sean) was sure-fire Pape. / O land of password, handgrip, wink and nod, / Of open minds as open as a trap." (Seamus Heaney, *Whatever You Say Say Nothing*)

Tableau 28: Proportion de personnes interrogées reportant que leur partenaire est d'une religion différente de la leur entre 1968 et 2000

<i>Année</i>	<i>Ensemble (%)</i>
1968	5 %
1978	5 %
1989	4 %
1998	9 %
1999	11 %
2000	8 %

Source: Niens, Cairns et Hewstone (2003: 130), d'après différents sondages.

3.2.4 Dimension économique et sociale de l'identité

Comme pour les dimensions culturelles de la question irlandaise, on considère ici les divisions existant tant entre les communautés catholique et protestante qu'entre les catholiques d'Irlande du nord ou la région dans son ensemble et le Royaume-Uni:

Dimensions économiques de la question irlandaise

L'Irlande du nord présente une situation économique moins favorable que le reste du Royaume-Uni. Elle montre un produit intérieur brut par tête plus faible que dans le reste du Royaume-Uni, un revenu des ménages également moins élevé (le revenu hebdomadaire des ménages en Irlande du nord atteignait environ 80 % de celui des ménages anglais, environ 90 % de celui des ménages écossais ou gallois en 1996-97 ; en 2006, l'écart s'était toutefois réduit et le revenu des employés en Irlande du Nord s'élevait à environ 90 % du revenu moyen au Royaume-Uni¹⁶²). Le taux de chômage a de même été longtemps plus important en Irlande du nord qu'en Grande-Bretagne (voir aussi tableau 31), quoique les écarts se soient fortement réduits durant la décennie 1990 pour atteindre des taux à peu près équivalents dans les années 2000¹⁶³.

Les différences économiques les plus importantes sont toutefois celles qui divisent les deux communautés de l'Irlande du nord. Les protestants perçoivent en moyenne des revenus plus élevés que les catholiques (voir tableau 29 ci-dessous). Les protestants sont également moins affectés par le chômage¹⁶⁴, et plus susceptibles d'appartenir à la classe moyenne ou supérieure (comme l'indique le tableau 30). A l'inverse, une proportion plus importante de catholiques que de protestants est dépendante de l'aide sociale (35 % des catholiques en 1990/91, contre 19 % des protestants).

¹⁶² Source: Office for National Statistics, Annual Survey of Hours and Earnings 2006.

¹⁶³ Début 2009, le taux de chômage en Irlande du nord était par exemple inférieur à celui de la Grande-Bretagne (The Economist, September 19th 2009: 41).

¹⁶⁴ Une analyse économétrique menée par Smith and Chambers (1987) montre que, parmi divers facteurs explicatifs du taux de chômage, la religion reste le facteur explicatif le plus important.

Tableau 29: Revenu annuel brut des ménages en Irlande du Nord selon la religion (périodes 1986-87 et 1988-91)

	1986-1987			1988-1990/91		
	<i>Catholique</i>	<i>Protestant</i>	<i>Ensemble</i>	<i>Catholique</i>	<i>Protestant</i>	<i>Ensemble</i>
Moins de £2,000	8%	6%	7%	4%	3%	4%
£2,000–£3,999	31%	24%	26%	26%	24%	24%
£4,000–£5,999	20%	17%	18%	19%	15%	17%
£6,000–£9,999	21%	20%	20%	20%	19%	19%
£10,000–£14,999	12%	18%	16%	14%	16%	15%
£15,000 et plus	9%	16%	14%	17%	23%	22%

Source: Policy Planning and Research Unit, Continuous Household Survey, Religion Report, No.1/93, cité par CAIN).

Tableau 30: Position socio-économique des catholiques et protestants en 1982

	<i>Catholiques</i>	<i>Protestants</i>
Classe ouvrière	58 %	48 %
Classe moyenne	24 %	30 %
Professions libérales et haute bourgeoisie	9 %	16 %
Divers	9 %	6 %
Total	100 %	100 %

Source: L'Hebdo, 28 octobre 1982, in Rennwald (1993: 106).

Le tableau 31 ci-dessous montre le différentiel de chômage existant entre catholiques et protestants: pour les hommes, le taux de chômage catholique est, selon les estimations entre 1.9 et 2.6 fois plus élevé que le taux de chômage protestant, pour les femmes, il est entre 1.5 et 1.9 fois plus élevé chez les catholiques que chez les protestants.

Tableau 31: Taux de chômage selon la religion et le sexe en Irlande du nord et en Grande-Bretagne entre 1971 et 2002

	<i>Recensement 1971</i>	<i>Recensement 1981</i>	<i>CHS 1983</i>	<i>CHS 1985-87</i>	<i>Recensement 2002/03</i>
<i>Hommes</i>					
Catholiques	17.3	30.2	35	36	9.4
Protestants	6.6	12.4	15	14	5.0
Moyenne Irl. nord	10.3	19.1	24	22	-
Moyenne Grande- Bretagne	5.5	11.3	14	12	-
<i>Femmes</i>					
Catholiques	7.0	17.1	17	15	6.4
Protestants	3.6	9.6	11	9	3.4
Moyenne Irlande du nord	4.7	12.6	13	11	-
Moyenne Grande- Bretagne	4.7	7.4	10	9	-

Sources: Northern Ireland Census of Population, 1971 and 1981 ; Northern Ireland Continuous Household Survey (CHS, 1983 et 1985-87) ; Employment Gazette ; Labour Force Survey 2002/2003, Office for National Statistics.

Les différences de statut socio-économique sont en partie le résultat d'une discrimination (non mesurable) des catholiques. Historiquement, c'est-à-dire surtout du temps du parlement de Stormont, cette discrimination a été avalisée et encouragée par les autorités en place (voir p.ex. Melaugh, 1995). Elle était de ce fait particulièrement importante dans le secteur public, comme en témoigne le tableau ci-dessous:

Tableau 32: Part des catholiques et protestants dans l'administration publique (estimation effectuée en 1959)

	<i>Catholiques</i>	<i>Protestants</i>
Secrétaires permanents	0 %	100 %
Secrétaires assistants	5 %	95 %
Directeurs	4 %	96 %
Assistants de direction	8 %	92 %
Personnel de l'administration	6 %	94 %
Moyenne administration	6 %	94 %

Source: Barritt et Carter, 1972.

La discrimination dans l'emploi s'exerçait également dans le secteur privé (employeurs catholiques engageant des catholiques, employeurs protestants engageant des protestants) amenant une relative ségrégation du marché du travail¹⁶⁵. Dans la mesure où les protestants étaient en position de domination sur l'emploi, la discrimination s'est exercée surtout aux dépens des catholiques, comme l'indiquaient Barritt et Carter: « there is no doubt that Protestant dominance in the business executive and professional life of the province goes much beyond what would be indicated by the proportion of the population belonging to that community ; so that, if Protestant and Catholic employers on average discriminate to the same extent, the job opportunities for Catholic will be below average and those for Protestants above average » (Barritt et Carter, 1972: 105).

Comme on l'a montré, les écarts entre communautés se sont réduits ces dernières années. Par ailleurs, les différences sont aussi en partie l'effet d'un niveau de qualification des catholiques en moyenne inférieur à celui des protestants. Pour autant, une étude récente a conclu que les écarts en termes d'emploi et de revenu entre catholiques et protestants ne s'expliquent que très partiellement par ces facteurs et que l'essentiel reste inexpliqué ou doit être mis au compte d'un accès plus réduit de la population catholique aux opportunités du marché du travail (O'Leary *et al*, 2006).

L'économie est ainsi un enjeu important dans le conflit nord-irlandais – tant en termes d'exigences d'un développement régional pour les six comtés que de réduction des inégalités entre catholiques et protestants. Pour autant, comme on le verra au chapitre 3.3, durant le conflit en Irlande du nord il a finalement joué un rôle subsidiaire à des revendications de type institutionnel (de partage du pouvoir politique et de réunification irlandaise).

Enjeux sociaux

L'habitat et la scolarisation sont les éléments les plus saillants divisant la communauté protestante et catholique. En matière d'habitat, il faut noter que, premièrement les deux communautés sont très ségréguées, phénomène qui tend à se renforcer¹⁶⁶:

¹⁶⁵ D'après Barrett et Carter, quand les entreprises ne sont pas exclusivement protestantes ou catholiques, elles connaissent souvent une division interne du travail: emplois qualifiés aux protestants et non qualifiés aux catholiques ou ségrégation par département, la confession du chef du département déterminant largement celle du personnel qu'il embauche (Barrett et Carter, 1972).

¹⁶⁶ Egalement en raison de la violence: les zones d'habitation mixtes sont souvent des cibles typiques pour la violence interconfessionnelle (McEvoy, 2008).

« l'homogénéisation confessionnelle des zones d'habitation s'accroît » (Willaime, 1991: 138), ce que confirment Niens, Cairns et Hewstone (2003) et qui apparaît aussi au tableau 33 ci-dessous, deuxièmement les conditions de logement des catholiques sont en moyenne moins bonnes que celles des protestants (voir p.ex. Melaugh, 1995), troisièmement les différences de conditions d'habitat ont par le passé été attribuées à une politique de discrimination de l'administration en faveur des protestants. L'habitat a de ce fait été un enjeu politique important, les catholiques exigeant qu'il soit mis fin à la politique de discrimination dont ils faisaient l'objet.

Tableau 33: Proportion de personnes interrogées reportant que « tous ou la plupart » de leurs voisins sont de la même religion qu'eux entre 1968 et 1998

<i>Année du sondage</i>	<i>Catholiques</i>	<i>Protestants</i>
1968	57 %	68 %
1978	61 %	75 %
1989	62 %	67 %
1998	64 %	75 %

Source: Niens, Cairns et Hewstone (2003: 131), d'après différents sondages.

En matière de scolarisation, comme pour l'habitat, la ségrégation est la règle, les protestants fréquentant l'école publique, les catholiques des écoles privées. En 2000/2001, les élèves de l'école primaire et secondaire protestants étaient pour 94 % d'entre eux scolarisés dans des écoles protestantes, pour 1 % dans des écoles catholiques et pour 5 % dans des écoles intégrées, tandis que 92 % des élèves catholiques fréquentaient une école catholique, 4 % une école protestante et 3 % une école intégrée (Gallagher, 2003: 62). Les attentes des deux populations vis-à-vis des programmes scolaires, qui varient fortement selon la confession (comme le montre le tableau 34 ci-dessous), surtout en matière d'enseignement religieux¹⁶⁷, sont un facteur explicatif de cette ségrégation.

¹⁶⁷ A l'école publique, l'enseignement religieux consiste dans la seule lecture de la bible, ce qui correspond à une approche libre-exaministe de tradition protestante, quand les catholiques se réfèrent davantage à la tradition de l'église qu'aux textes.

Tableau 34: Contenu désiré de l'enseignement secondaire selon la religion. Pourcentage de personnes considérant que les élèves du secondaire et du lycée devraient étudier...

	<i>Catholiques</i>		<i>Protestants</i>	
	<i>1989</i>	<i>1993</i>	<i>1989</i>	<i>1993</i>
... l'histoire de l'Irlande du nord	69 %	76 %	73 %	80 %
... l'histoire de la Grande-Bretagne	63 %	62 %	80 %	81 %
... l'histoire de la République d'Irlande	71 %	69 %	50 %	54 %
... les croyances religieuses catholiques	60 %	56 %	29 %	31 %
... les croyances religieuses protestantes	52 %	51 %	37 %	42 %
... la langue et culture irlandaises	59 %	57 %	13 %	13 %

Source: Breen, Devine et Robinson (1995: 21)

Dans la mesure où les catholiques fréquentent de facto des écoles privées, leur financement est un enjeu politique et l'abolition des règles de financement défavorables des écoles catholiques (part d'autofinancement plus important que pour les écoles publiques) a été une revendication récurrente du mouvement nationaliste durant les troubles (voir aussi chapitre 3.3).

3.3 Le mouvement nationaliste en Irlande du nord

Le chapitre 3.1 a, de manière indirecte, présenté un certain nombre de caractéristiques du mouvement nationaliste irlandais: il s'agit d'un mouvement très mobilisé, largement irrédentiste, opposé à un fort contre-mouvement pro-britannique et unioniste ; il s'agit également d'un mouvement qui a largement poursuivi ses objectifs par la lutte armée, pour en définitive s'intégrer au pouvoir en place et participer désormais du pouvoir institutionnel de l'Irlande du nord.

Le présent chapitre discute plus avant des caractéristiques du mouvement nationaliste irlandais, en reprenant des éléments discutés au chapitre 3.1 de manière plus systématique. En particulier, il discute plus en détail le potentiel de mobilisation autour de la question nationale en Irlande du nord, estimé tant compte tenu du soutien à des partis politiques qui poursuivent un agenda nationaliste qu'en termes de mobilisation sociale ; il discute aussi la manière dont les acteurs politiques, partis nationalistes ou organisations paramilitaires, se positionnent envers les enjeux du nationalisme irlandais (territoriaux, de communauté, économiques, linguistiques, etc.), en lien également avec les dimensions de l'identité identifiées au chapitre 3.2 ; il s'intéresse aux stratégies (institutionnelles, extra-institutionnelles mais modérées ou confrontatives et violentes) adoptées par le mouvement ; il discute l'évolution de ces stratégies pour différentes périodes clef identifiées au chapitre 2.4.4 ; enfin, il présente et discute le succès atteint par le mouvement nationaliste.

3.3.1 Le potentiel de mobilisation nationaliste

Le présent chapitre traite de la part de la population qui peut, potentiellement, être mobilisée par le mouvement nationaliste irlandais. Pour analyser le potentiel de mobilisation de la population, nous avons considéré deux éléments: d'une part, le soutien de la population aux

partis nationalistes, d'autre part, les événements de protestation à caractère nationaliste. Ces variables sont reprises pour les cinq mouvements nationalistes étudiés. Comme on le constatera aux chapitres 4.3.1 à 7.3.1, le potentiel ainsi considéré peut varier fortement selon les régions d'analyse: dans certaines régions, comme en Ecosse, la question nationale représente un enjeu politique parmi d'autres alors que dans d'autres, comme en Irlande du nord ou au Pays basque, il s'agit d'un enjeu politique majeur qui se reflète tant dans le soutien électoral aux partis nationalistes que dans la mobilisation sociale.

Soutien électoral aux partis nationalistes en Irlande du nord

Les principales formations politiques en Irlande du nord durant la période 1975 à 2011 sont au nombre de quatre: le *Sinn Féin*, parti républicain c'est-à-dire nationaliste et irrédentiste visant à la réunification de l'Irlande du nord et de la république d'Irlande, le SDLP, parti nationaliste modéré, le UUP et le DUP, tous deux partis unionistes, le DUP étant traditionnellement plus sectaire et opposé aux aspirations de la minorité catholique que l'UUP (les objectifs politiques des partis nationalistes sont décrits plus en détail au chapitre 3.3.2).

Comme on l'a noté au chapitre 3.2, la population d'Irlande du nord peut grossièrement être divisée entre majorité protestante, pour la plupart opposée aux objectifs des nationalistes et une minorité catholique, environ 40.2 % de la population¹⁶⁸, qui constitue la base de recrutement pour les nationalistes du *Sinn Féin* ou du SDLP.

Les résultats des élections locales, des élections pour l'assemblée d'Irlande du nord ou des élections générales au parlement de Westminster montrent que les formations nationalistes du SDLP et du *Sinn Féin* atteignent ensemble, selon les élections considérées, entre 29 et 43 % de l'ensemble des suffrages en Irlande du nord, contre 40 à 54 % environ aux partis unionistes du DUP et de l'UUP. Le reste se répartit entre diverses petites formations politiques, pour certaines nationalistes ou unionistes, pour d'autres non-confessionnelles. En d'autres termes, le vote nationaliste capture environ un tiers à 40 % de l'électorat nord-irlandais dans son ensemble, mais l'essentiel du vote catholique.

Les données électorales sur les quatre principales formations politiques permettent d'estimer à 80 % au moins l'électorat se répartissant entre nationalisme et unionisme. Considérant également les petites formations politiques, McGarry (2001) note pour sa part que le vote combiné pour des partis unionistes et nationalistes s'établissait en moyenne à 82 % pour les cinq élections qui se sont tenues entre 1973 et 1975 et à 90.6 % pour les différentes élections menées entre 1996 et 1999.

Les résultats des élections en Irlande du Nord entre 1982 et 2011 sont présentés au tableau 35 ci-dessous. Comme l'indique le tableau, les accords de paix de 1997 se sont traduits par un renforcement des partis DUP et *Sinn Féin* (voir aussi chapitres 3.3.4 et 3.3.5).

¹⁶⁸ Selon le *Northern Ireland Census 2001*.

Tableau 35: Résultat des élections en Irlande du Nord entre 1982 et 2011 (en % des suffrages)

	<i>Election</i>	<i>DUP</i>	<i>UUP</i>	<i>SDLP</i>	<i>SF</i>	<i>Autres</i>
1982	Parlement	23.0	29.7	18.8	10.1	18.4
1983	Générale	20.0	34.0	17.9	13.4	14.7
1985	Locale	24.3	29.5	21.1	11.4	13.7
1987	Générale	11.7	37.9	21.1	11.4	17.9
1989	Locale	18.7	30.4	21.0	11.2	18.7
1992	Générale	13.1	34.5	23.5	10.0	19.9
1993	Locale	17.3	29.4	22.0	12.4	18.9
1996	Forum	18.8	24.2	21.4	15.5	20.1
1997 ¹⁶⁹	Générale	13.1	32.7	24.1	16.1	14.0
1997 ¹⁷⁰	Locale	15.6	27.8	20.7	16.9	19.0
1998	Parlement	18.0	21.3	21.9	17.6	21.2
2001	Générale	22.5	26.8	20.9	21.7	8.1
2001	Locale	21.4	22.9	19.4	20.6	15.7
2003	Parlement	25.7	22.7	16.9	23.5	11.2
2005	Générale	33.7	17.7	17.5	24.3	6.8
2005	Locale	29.6	18.0	17.4	23.2	11.8
2007	Parlement	30.1	14.9	15.2	26.2	13.6
2010	Générale	25.0	15.2	16.5	25.5	17.8
2011	Parlement	30.0	13.2	14.2	26.9	15.7

Sources: Tonge (1998: 53) jusqu'en 1997 ; Wilson (2010: 182) de 1997 à 2007 ; BBC News pour 2010 ; Electoral Office for Northern Ireland pour 2011.

Si l'on tente d'approcher le potentiel de mobilisation nationaliste sous l'angle de la mobilisation sociale, par ailleurs, force est de constater que celle-ci a été très élevée pour l'ensemble de la période, avec toutefois une diminution de la mobilisation (surtout violente) à partir du cessez-le-feu des paramilitaires en 1994 et surtout à partir des années 2000 (voir aussi chapitre 3.3.4).

Potentiel de mobilisation sociale du nationalisme en Irlande du nord

En vue d'estimer de manière quantitative la mobilisation sociale en Irlande du nord, on s'est basé, également à des fins de comparaison avec les autres mouvements nationalistes (voir aussi chapitre 2.6.5), sur les données de l'*European Protest and Coercion Data*, disponibles pour la période 1980 à 1995. Cette base de données permet à la fois de disposer de données comparées sur la protestation dans les cinq régions d'analyse durant la période considérée et, surtout, d'estimer pour chaque région la part de la contestation sociale qui concerne la question nationale en regard de la contestation concernant d'autres types de conflits sociaux.

¹⁶⁹ Selon Tonge (1998). Wilson (2010) indique un résultat marginalement différent, soit 13.6 %, pour le DUP.

¹⁷⁰ Selon Tonge (1998). Wilson (2010) indique des résultats légèrement différents pour le DUP (15.8 %), l'UUP (27.9 %) et le SDLP (22.6 %).

Pour l'Irlande du nord, on répertorie selon la base de données de l'*European Protest and Coercion Data* entre 1980 et 1995¹⁷¹ un total de 4056 événements de protestation¹⁷² sur le territoire nord-irlandais, tous types de mouvements sociaux confondus. Comme une partie de ces événements concerne des actions de plusieurs journées (en particulier le « *dirty protest* » de la prison du Maze, les grèves de la faim de paramilitaires emprisonnés ou des prises d'otage de plusieurs jours), on a également corrigé ces données et considéré comme une seule unité les événements de protestation de plusieurs journées ; les données corrigées répertorient en tout 2'219 actions de protestation d'un ou plusieurs jours. Ces événements de protestation peuvent être globalement répartis en quatre catégories: les actions liées au mouvement nationaliste ou républicain (1'441 événements, soit 65.0 %), les actions liées au mouvement unioniste ou loyaliste (25.3 %), les actions de protestation pacifistes, en faveur de la réconciliation nord-irlandaise ou de protestation contre le terrorisme (4.2 %), enfin la protestation liée aux droits des travailleurs (4.8%). Une faible minorité de la protestation, soit environ 0.8 %, ne ressort pas à ces catégories mais à d'autres types de protestation (par exemple: droit des femmes, mouvement antinucléaire, éducation, etc.). En d'autres termes, les chiffres indiquent que la question nationale en Irlande du nord domine entièrement le conflit politique pour la période 1980 à 1995, à l'exception d'une mobilisation minoritaire en faveur des droits des travailleurs. Les chiffres montrent également que le mouvement nationaliste possède un potentiel de mobilisation supérieur à son contre-mouvement loyaliste ou unioniste.

Les données sur la mobilisation doivent cependant prendre en compte le fait que l'essentiel des activités de protestation concernent un faible nombre de participants: le nombre médian de participants aux 1'441 actions nationalistes répertoriées d'un ou plusieurs jours est de 1 à 10 personnes¹⁷³, ce compte tenu également de la prééminence d'actions à caractère terroriste: attentats, incendies, etc. ou autres actions violentes impliquant un nombre réduit de personnes, tels les passages à tabac (voir aussi le chapitre 3.3.3). Seuls 55 événements de protestation nationalistes ont réuni mille participants et plus en Irlande du nord pendant la période, comme il apparaît au tableau 36.

Tableau 36: Nombre de participants à des actions de protestation nationalistes (d'un ou plusieurs jours) entre 1980 et 1995 sur le territoire irlandais

<i>Nombre de participants</i>	<i>0-10</i>	<i>11-100¹⁷⁴</i>	<i>101-1000¹⁷⁵</i>	<i>1001-10'000</i>	<i>Plus de 10'000</i>	<i>Total</i>
Nombre d'actions	1043	109	234	50	5	1441
En %	72.4%	7.6 %	16.2 %	3.5 %	0.4 %	100 %

Source: European Protest and Coercion Data

¹⁷¹ Les données des années 1990 à 1992 sont toutefois manquantes dans la base de données pour l'Irlande du nord.

¹⁷² La base de données répertorie 4365 événements en tout pour l'Irlande du nord pour la période 1980 à 1995 (à l'exception des années 1990 à 1992), dont 309 peuvent être attribués à des actions des autorités (procès, arrestations, etc.).

¹⁷³ Dans le cas de l'Irlande du nord, à la différence d'autres régions (par exemple en Ecosse), le nombre de participants a été inféré par les auteurs pour chaque événement de protestation répertorié. Une grande partie des valeurs sont toutefois des estimations (1 à 10, une dizaine, une centaine, quelques centaines) et codées en conséquence par la base de données.

¹⁷⁴ Y compris les cas où le nombre de participants est estimé à "une dizaine".

¹⁷⁵ Y compris les cas où le nombre de participants est estimé à "une centaine".

Il est à souligner que les données de *l'European Protest and Coercion Data* ne capturent pas l'ensemble de l'activité nationaliste et tendent de ce fait à sous-estimer la mobilisation. Elles ne considèrent pas certaines formes de protestation, par exemple les *murals*, et ne répertorient pas les marches (*parades*) qui représentent une partie non négligeable de l'activité nationaliste (voir chapitre 3.3.3).

Les données de *l'European Protest and Coercion Data* ne permettent pas non plus de se prononcer sur le potentiel de mobilisation nationaliste depuis la mise en oeuvre du processus de paix. Comme l'indiquent les chapitres 3.3.3 et 3.3.4, on peut supposer toutefois que ce potentiel demeure non négligeable, même s'il a diminué depuis les accords de Belfast.

Dans l'ensemble, on peut considérer que le conflit nationaliste en Irlande du nord domine le conflit politique à l'échelon institutionnel, de même qu'il a été hégémonique en termes de mobilisation sociale entre 1980 et 1995 au moins.

3.3.2 Stratégies d'action du mouvement nationaliste irlandais

Le mouvement nationaliste irlandais est, durant la période d'analyse, à la fois un mouvement institutionnel, représenté par les partis politiques du SDLP et du *Sinn Féin* essentiellement, et un mouvement extra-institutionnel dominé par les groupes paramilitaires (Provisional IRA, Official IRA, INLA, etc.). Une analyse approfondie des objectifs et stratégies de ces différents acteurs durant l'ensemble de la période dépasse les possibilités du présent travail. Toutefois, à la lumière de la littérature disponible comme d'une sélection de manifestes et déclarations des acteurs impliqués, le présent chapitre s'emploie à identifier, d'une part, les objectifs politiques poursuivis par les acteurs et leur positionnement vis-à-vis des enjeux du conflit irlandais décrits au chapitre 3.2, d'autre part, les stratégies d'action poursuivies par ces mêmes acteurs.

3.3.2.1 Aperçu des objectifs et stratégies du nationalisme irlandais

Le nationalisme irlandais, dans sa version modérée et partisane représentée par le SDLP, comme dans sa version radicale représentée – jusqu'aux accords de paix de Belfast – par le *Sinn Féin* et les groupes paramilitaires, présente de manière simplifiée les aspirations communes et les lignes de fracture suivantes (considérées plus en détail aux chapitres 3.3.2.2 et 3.3.2.3):

1) *Réunification irlandaise*. La réunification de l'Irlande constitue un objectif pour les principaux acteurs du nationalisme irlandais. Ils s'accordent à considérer que l'Irlande du nord, issue d'un découpage administratif dénué de légitimité historique, est un accident de l'histoire auquel il convient de remédier. Tant pour le SDLP que pour le *Sinn Féin* ou les paramilitaires républicains, le territoire de l'île d'Irlande est le territoire mythique auquel se réfère le projet nationaliste. Les nationalistes modérés et radicaux divergent par contre concernant leur traitement de l'opposition protestante à ce processus de réunification, concernant leur acceptation des institutions britanniques existantes, ainsi que l'agenda de la réunification et les moyens considérés légitimes pour y parvenir.

2) *Communauté nationale*. La communauté nationale envisagée par le nationalisme irlandais comprend l'ensemble des habitants de l'île d'Irlande, c'est-à-dire qu'elle inclut également la communauté protestante d'Ulster. Le républicanisme met l'accent toutefois sur le fait que la communauté protestante s'est, dans le cadre de son statut de domination politique et économique en Irlande du nord, coupée de la communauté nationale irlandaise. Tandis que le nationalisme modéré vise dans ce cadre à promouvoir l'adhésion à terme des unionistes au projet national irlandais dans le cadre d'un processus démocratique, le nationalisme radical tend à considérer l'unionisme protestant comme une position réactionnaire dénuée de

légitimité et la réunification de l'Irlande comme un projet à imposer également contre la volonté de la majorité unioniste.

3) *Institutions de l'Irlande du nord*. Le nationalisme modéré et radical divergent dans leur relation aux institutions nord-irlandaises. Pour le SDLP, l'objectif de réunification irlandaise à terme n'est pas incompatible avec une reconnaissance d'institutions démocratiques dans le cadre de l'Etat britannique. Ses objectifs en conséquence ont été pendant la période des troubles d'obtenir un partage de pouvoir institutionnalisé et une participation active de la minorité catholique à des institutions démocratiques en Irlande du nord. A l'inverse, le nationalisme radical a rejeté globalement – jusqu'au processus de paix – la légitimité des institutions britanniques et nord-irlandaises ; depuis le *Good Friday Agreement* toutefois le nationalisme radical a de facto reconnu ces institutions comme légitimes.

4) *Agenda de la réunification*. Le nationalisme modéré a poursuivi une politique incrémentale, avec pour objectif le rétablissement d'institutions politiques autonomes et démocratiques à Stormont où la minorité catholique obtienne des garanties ; le nationalisme radical, à l'inverse, a eu pour stratégie jusqu'aux accords de Belfast un conflit armé avec l'Etat britannique amenant au retrait britannique de l'Irlande du nord et à l'obtention de la réunification irlandaise par la voie militaire ; depuis le *Good Friday Agreement*, il a également accepté l'approche incrémentale des modérés.

5) *Stratégies d'action*. Les nationalistes modérés sont opposés à la lutte armée, tandis que les radicaux ont espéré durant la première partie du conflit forcer les Britanniques à se retirer d'Irlande du nord et à accepter l'indépendance de la province par une stratégie militaire. A partir des années 1980, ils ont opté pour une stratégie duale, de lutte armée et de participation politique, dite « *the armalite and the ballot box* » (selon les mots de Danny Morrison à la conférence annuelle du *Sinn Féin* de 1981: « Who here really believes we can win the war through the ballot box? But will anyone object if, with a ballot paper in one hand and the Armalite in the other, we take power in Ireland? » [McAllister, 2004: 124]). A partir de 1994, le nationalisme radical s'est engagé progressivement dans une voie de poursuite de ses objectifs politiques par des moyens pacifiques.

6) *Enjeux économiques, sociaux et culturels*. Les enjeux économiques et sociaux sont importants, et tant le nationalisme modéré que radical ont poursuivi l'objectif de mettre fin aux discriminations de la population catholique et à leur situation économique désavantageuse en regard de celle de la communauté protestante. De même, les nationalistes se sont attachés à la promotion de la culture irlandaise. Pour autant, en regard des enjeux institutionnels décrits ci-dessus, les enjeux culturels apparaissent mineurs et même les enjeux économiques et sociaux paraissent secondaires dans la stratégie des nationalistes sur la base de la littérature consultée (voir par exemple McAllister [2004], Maillot [2005], Murray et Tonge [2005], Frampton [2009]).

Ces positions sont discutées plus en détail ci-après pour les deux franges du mouvement, de même que l'évolution de leurs positions dans le temps.

3.3.2.2 Stratégies du nationalisme irlandais modéré

Le nationalisme modéré est représenté, sous sa forme partisane, essentiellement par le SDLP. Depuis sa création en 1970 à l'issue de la campagne pour les droits civiques en Irlande du nord, il s'est attaché à la création d'une Irlande unifiée par des moyens pacifiques et institutionnels et condamne la violence paramilitaire.

Objectifs du SDLP

L'objectif de long terme du SDLP est la réunification irlandaise. En dépit de cet objectif final, le parti est aussi favorable à un partage du pouvoir entre catholiques et protestants dans le cadre institutionnel de l'Irlande du nord. Selon Murray et Tonge (2005), sous l'administration directe britannique, on peut considérer que le SDLP a personnifié une position visant à 1) reconstituer un gouvernement autonome en Irlande du nord, 2) promouvoir l'égalité et la participation de la minorité nationaliste au pouvoir et 3) promouvoir également un partage de pouvoir institutionnalisé dans le cadre d'institutions nord-irlandaises réformées (voir également Frampton, 2009: 5-6): « From the outset, the SDLP were the protagonists of British civil rights for the nationalist community in Northern Ireland. This was in essence about persuading the British government to adopt an agenda to promote an inclusive equality agenda for the nationalist community in Northern Ireland » (Murray et Tonge, 2005: xiii).

Le parti a toutefois également conditionné de manière répétée une solution politique en l'Irlande du nord à la participation de la République d'Irlande aux affaires nord-irlandaises. Plutôt que l'auto-détermination, il réclame dans ce cadre une co-détermination de l'avenir de l'Irlande du nord, où les populations du nord comme du sud de l'île pourraient se prononcer démocratiquement sur l'avenir de la région (Tonge, 1998: 61). De même, le SDLP défend une coopération transfrontalière avec l'Irlande dans le domaine économique, politique ou culturel.

En relation avec la communauté protestante, le SDLP accepte par ailleurs que les unionistes ne peuvent être forcés à l'intégration dans une Irlande unifiée, mais qu'une éventuelle réunification doit être obtenue de manière consensuelle.

Enfin, une partie de l'agenda du parti concerne l'amélioration des conditions économiques ou sociales de la communauté catholique et la promotion de la culture irlandaise. Il est à noter toutefois sur la base d'un examen des manifestes du parti que, même si elle est traitée spécifiquement, la question de la réduction des inégalités entre communauté catholique et protestante ne fait pas l'objet d'une emphase particulière en regard de questions économiques ou sociales qui concernent l'ensemble de la population (voir SDLP [1975, 1998, 2003, 2007, 2011]). Les enjeux d'égalité entre population sont davantage thématiques sous l'angle politique – jusqu'aux accords de 1998 – qu'économique ou social par le SDLP. De même, si la promotion de la culture et langue irlandaise fait partie des objectifs du parti, l'examen des manifestes politiques du SDLP laisse entendre que ces objectifs sont secondaires (voir SDLP [1975, 1998, 2003, 2007, 2011]).

L'agenda politique du SDLP en ce qui concerne l'avenir de l'Irlande du nord n'a pas foncièrement varié dans le temps, comme l'indique la position du parti à plusieurs moments clef du conflit:

En 1974. Après l'échec du processus de Sunningdale en 1974, la position du SDLP est résumée comme suit par Murray et Tonge (2005): « the SDLP [reaffirmed] that 'Northern Ireland is not an economic, social, cultural, or geographical unit' and they confirmed that any system of government in Northern Ireland must first address the realities of the conflict: divisions in Northern Ireland ; conflicting national identities ; and Northern Ireland's special relationship with Britain and the Republic of Ireland. The party's statement confirmed its view that negotiations for the actual institutional arrangements must be based on the principle of 'power sharing in government and an Irish dimension expressed through North / South institutions'. (...). The SDLP called on the British and Irish governments to declare in public that the two principles, of power-sharing and an Irish dimension, were 'non-negotiable' (...). The party called on the British government to (...) affirm that it would remain in Northern Ireland only until such time as agreed institutions of government were established which

would allow the people of Ireland, North and South, to live together in harmony, peace and independence. The SDLP did not advocate 'indefinite direct rule', but proposed that the British government should work in union with the Irish government and the Northern Ireland people to bring about this change. The SDLP moved away from using the term 'united Ireland' to 'agreed Ireland'. They defined an agreed Ireland as meaning that North and South would reach agreement on new institutions » (Murray et Tonge, 2005: 49-50).

En 1984. A la veille de l'accord anglo-irlandais est constitué un forum comprenant des représentants du SDLP et des principaux partis de la République d'Irlande (Fianna Fail, Fine Gael, travaillistes). Son rapport est publié en 1984 et, dans les paragraphes 4.15 et 4.16, résume deux aspects centraux de la philosophie du SDLP en vue de résoudre le conflit nord-irlandais (voir aussi Murray et Tonge, 2005: 139):

« 4.15. The solution to both the historic problem and the current crisis of Northern Ireland and the continuing problem of relations between Ireland and Britain necessarily requires new structures that will accommodate together two sets of legitimate rights:

- the right of nationalists to effective political, symbolic and administrative expression of their identity ; and
- the right of unionists to effective political, symbolic and administrative expression of their identity, their ethos and their way of life.

So long as the legitimate rights of both unionists and nationalists are not accommodated together in new political structures acceptable to both, that situation will continue to give rise to conflict and instability. The starting point of genuine reconciliation and dialogue is mutual recognition and acceptance of the legitimate rights of both. (...).

4.16. A settlement which recognises the legitimate rights of nationalists and unionists must transcend the context of Northern Ireland. Both London and Dublin have a responsibility to respond to the continuing suffering of the people of Northern Ireland. (...). It requires a political framework within which urgent efforts can be undertaken to resolve the underlying causes of the problem. It requires a common determination to provide conditions for peace, stability and justice so as to overcome the inevitable and destructive reactions of extremists on both sides. Both Governments, in cooperation with representatives of democratic nationalist and unionist opinion in Northern Ireland, must recognise and discharge their responsibilities. » (Haughtey *et al*, 1984)

En 2011. On peut considérer que le *Good Friday Agreement* a largement fait écho aux propositions du SDLP et créé le cadre institutionnel favorisé par le parti (voir par exemple Murray et Tonge [2005]). Après la mise en oeuvre des accords de Belfast, le SDLP poursuit l'objectif de l'indépendance à terme de l'Irlande du nord et sa réunification avec la République d'Irlande. Pour ce faire, le parti propose l'organisation d'un referendum sur la réunification d'abord en Irlande du nord puis, si ce referendum était accepté, en République d'Irlande. En vue de convaincre la majorité protestante du projet de réunification, un travail de persuasion mais également de garanties pour les unionistes est nécessaire: « We believe that all the rights, protections, and inclusion that nationalists have sought within Northern Ireland while it is in the United Kingdom must equally be guaranteed to unionists within a United Ireland. Our vision of a United Ireland is based on equality. Unity must not be about the entrapment of a new minority. In a United Ireland we will still need to find a way of sharing our society as equals every bit as much as we do today. » (SDLP, 2012). Ces garanties seraient vraisemblablement calquées sur les accords de Belfast: « For the SDLP, the principles of the Agreement are not temporary, tactical, or transitional. Rather, they are a covenant of honour

between nationalists and unionists that should endure regardless of changes in the constitutional status. » (SDLP, 2012).

L'agenda politique du SDLP a pour autant connu une modification fondamentale à la fin des années 1980, qui a aussi eu des effets importants sur la résolution du conflit en Irlande du nord: tandis que du début des troubles au milieu des années 1980, il a poursuivi une stratégie nationaliste spécifique sans coopération particulière avec le *Sinn Féin*, compte tenu des différences idéologiques et de moyens d'action qui l'opposaient au républicanisme, il s'est rapproché du *Sinn Féin* à la fin des années 1980 et a formé avec lui un front nationaliste commun en 1993, créant indirectement une pression sur le gouvernement britannique à trouver un accord global sur la question irlandaise qui intègre les nationalistes radicaux (voir à ce sujet le chapitre 3.3.4).

Stratégies d'action

Comme noté précédemment, le SDLP s'est attaché à la poursuite de ses objectifs par des moyens institutionnels et uniquement pacifiques. Ceci le distingue du mouvement nationaliste radical.

3.3.2.3 Objectifs et stratégies du mouvement nationaliste radical

Les positions républicaines concernant les principaux enjeux du nationalisme en Irlande du nord ont fortement évolué durant la période d'analyse. De manière simplifiée, on peut les diviser en trois périodes, soit du début des troubles jusqu'aux années 1980, des années 1980 au processus de paix et depuis les accords de Belfast:

La position républicaine au début des troubles

Les républicains défendent la réunification de l'Irlande au nom de l'unité historique du territoire irlandais. La réunification irlandaise est un objectif non négociable et qui ne peut être remis en question compte tenu de la volonté d'une majorité de la population d'Irlande du nord de demeurer membre du Royaume-Uni. Ce, également parce que la partition irlandaise est avant tout le résultat de la politique de domination et de division des populations irlandaises par les Britanniques. Selon McGarry: « The traditional republican position – associated with *Sinn Féin* for much of the past thirty years – is that sectarian division in Ireland is not the result of primordial hatreds or deep-rooted sentiments. Rather, it is seen as consequence of Britain's historic policy of divide and rule. » (McGarry, 2001: 111). Dans cette optique, les Britanniques ont historiquement assuré leur domination sur l'île d'Irlande en offrant des privilèges à la communauté irlandaise protestante et, à partir de la lutte pour le *Home rule* de 1886, joué la carte orangiste en vue de diviser la rébellion nationaliste irlandaise. Le résultat en a été la création d'un Etat catholique au sud de l'Irlande et d'un embryon d'Etat (« *statelet* ») dans les six comtés de l'Ulster. La partition britannique de l'Irlande a créé artificiellement deux identités sectaires et la réunification irlandaise est un processus nécessaire en vue de créer une nation civique réunissant les communautés historiques d'Irlande.

Dans cette acception, la volonté unioniste de demeurer part au Royaume-Uni est rétrograde et des parallèles sont souvent effectués entre l'unionisme et les mouvements suprémacistes ou colonialistes dans d'autres pays, ou entre l'unionisme et le fascisme. La population protestante est reconnue comme part à la communauté nationale irlandaise, mais l'analyse des républicains nie la légitimité de tout autre projet que la réunification irlandaise avec ou sans l'accord de la majorité unioniste en Irlande du nord.

L'approche républicaine est à la fois nationaliste et marxiste révolutionnaire, comme le souligne par exemple une publication du *Sinn Féin* en 1980:

« [The] military occupation of the six counties was designed, and has acted since, as a bridgehead for the economic and socio-cultural domination of the whole island. (...). In the period since the so-called treaty, imperialism has had the following principal features:

- The occupation of six counties directly by British troops.
- The economic domination of the six and twenty-six county¹⁷⁶ states by British capital.
- A lack of democracy in the six counties and the use of religious discrimination to divide the working people. (...)
- Cultural domination by the English language, literature and ways of thinking in all aspects of life.

The imperialist presence in Ireland, covering as it does the entire country and having many aspects and operating at several different levels, requires a comprehensive and thirty-two county response. (...). [Our] task as a revolutionary movement at this stage in the Irish struggle is to act as the mass organiser of the people ; to lead them in agitational activities on issues such as land, for better working, living and social conditions, showing them in all these fights that their enemies are their landlords and their gombeen exploiters banded together into the establishment. The objective is both nationalist and socialist – a thirty-two county democratic, socialist republic. » (Sinn Féin, 1980).

Le mouvement républicain dans les années 1970 est dominé par son organisation paramilitaire, l'IRA provisoire ou provisionnelle (*Provisional Irish Republican Army*, dite aussi PIRA). Son organisation politique, le *Sinn Féin*, joue un rôle mineur. La position républicaine de rejet intégral des institutions issues de la domination britannique implique aussi une absence de volonté de négociation ou de participation politique dans le cadre de ces institutions. La stratégie dominante est celle de la lutte armée jusqu'à la libération de l'Irlande du nord ; l'objectif est, par l'usage de la violence contre les forces de police et de l'armée, d'amener un écroulement de l'administration nord-irlandaise et un retrait des forces britanniques d'Irlande du nord. Pour cette raison, les années 1970 jusqu'au début des années 1980 sont également les années où la lutte armée connaît sa plus forte intensité (voir aussi chapitre 3.3.3).

La stratégie républicaine des années 1980 aux accords de paix

La stratégie républicaine s'est modifiée à partir de la fin des années 1970, où le PIRA est parvenu à la conclusion que la lutte armée ne permettrait pas seule d'atteindre ses objectifs et a étendu son action sur le front politique. Dans ce cadre, le parti *Sinn Féin* a vu son rôle se renforcer en regard de la branche militaire du mouvement.

A partir de 1981, compte tenu également de l'impact psychologique lié à l'élection de Bobby Sands pendant sa grève de la faim, les républicains décident de participer désormais activement au jeu électoral. Une politique duale électorale et de lutte armée est engagée, avec l'objectif de concilier les deux stratégies et non de remplacer la stratégie militaire par une stratégie de négociation: « The IRA emphasised that electoral intervention did not mean a dilution of the armed struggle » (Murray et Tonge, 2005: 115). A partir de 1986, les républicains abandonnent aussi leur politique abstentionniste et siègent au parlement (qu'ils avaient jusque là boycotté). Même si dans les années 1980 la lutte armée reste un élément prééminent de la stratégie républicaine, la participation au processus électoral constitue une

¹⁷⁶ Soit les 26 comtés de la République d'Irlande.

acceptation progressive des institutions existantes en Irlande du nord comme de la nécessité de parvenir à une solution négociée de la question irlandaise.

La période se caractérise aussi par un rapprochement avec le SDLP et par un repositionnement progressif à l'égard des institutions britanniques comme de l'unionisme: les républicains réévaluent leur position anti-impérialiste et acceptent progressivement que le gouvernement britannique s'entend comme un acteur plus ou moins neutre dont l'objectif est une solution négociée à la question irlandaise ; ceci ouvre la voie parallèlement à une réévaluation de l'unionisme comme mouvement à part entière et non simple expression des intérêts britanniques, avec lequel le républicanisme est *nolens volens* amené à composer à terme ; l'inclusion dans le jeu électoral favorise aussi une réinterprétation plus modérée du conflit nord-irlandais, dans la mesure où la base électorale du *Sinn Féin*, traditionnellement rurale ou nationaliste urbaine, s'élargit à la population catholique de classe moyenne (Bean, 2002).

Le renforcement progressif de la position du *Sinn Féin*, le rapprochement avec le SDLP, l'impossibilité de parvenir à une solution uniquement militaire, l'évolution idéologique du républicanisme et l'ouverture de l'Etat britannique à la négociation sont autant d'éléments qui rendront possible la négociation politique entre les républicains et ses antagonistes unionistes et britanniques (voir aussi chapitre 3.3.4). En 1994, le PIRA déclare un cessez-le-feu et le *Sinn Féin* s'engage sur la voie d'un règlement politique de la question irlandaise par des voies pacifiques.

La stratégie républicaine depuis les accords de paix

L'évolution de la stratégie républicaine est fondamentale en regard du républicanisme des années 1970. Comme le note Bean: « Republicanism had traditionally considered unionism within the context of the colonial relationship with Britain ; republican military-political activity was directed towards British withdrawal, which would allow the Irish people, including the unionists, to exercise the right of self-determination without external interference. This schema has now been inverted, in both the strategic analysis and the practical politics of the Provisionals. Sinn Féin assembly member Francie Molloy argued that the acceptance of the Good Friday Agreement meant that republicans 'are really prepared to administer British rule in Ireland for the foreseeable future. The very principle of partition is accepted'. The new focus is on the shape and structures of political institutions and structures that will be created (...). Unionism has moved centre-stage in this neo-nationalist analysis and is now assessed as an autonomous political and social force. Something of this pluralistic tone can be heard in the voices of leading republican strategists who increasingly discuss the legitimacy of unionism in pluralistic language. » (Bean, 2002: 135). Cette approche pluraliste comprend la remise en question de la position républicaine selon laquelle les problèmes avec les unionistes se régleront dans le cadre du retrait de l'Irlande du nord par les Britanniques. Selon un représentant du *Sinn Féin*: « We must now accept that there are divided political allegiances within the nation and that the Unionists have a dual identity that must be accommodated » (cité par Bean, 2002: 135).

La réunification irlandaise reste l'objectif ultime des républicains. Leur position s'est toutefois modifiée fondamentalement dans la mesure où, d'une part, ils poursuivent désormais cette politique dans le cadre des institutions de l'Irlande du nord, d'autre part le mouvement s'est redéfini comme porte-parole d'une communauté – parmi d'autres – en Irlande du nord et non d'une communauté nationale irlandaise: « Sinn Féin spokespeople talk of the 'republican community' as a distinct entity ; the movement's mandate is no longer defined in terms of the historic rights of nations to self-determination or a justification of the democratic violence of

the oppressed against the repressive forces of imperialism. Instead its mandate is based on a liberal democratic concept of electoral representation within Northern Ireland and defined within the framework laid down by the two governments and the concept of majority consent which had previously been defined as unionist veto. These themes not only reflect neo-nationalist phraseology and an underlying conception of politics that is at variance with the explicitly revolutionary framework of 1980s republicanism ; they mark a fundamental transformation in the ideological and analytical framework of Provisionalism which turns its former worldview on its head and marks a radical departure for politics in the nationalist community in particular and in Northern Ireland in general » (Bean, 2002: 136).

Parmi les objectifs principaux poursuivis par le *Sinn Féin* figurent désormais principalement:

- La poursuite d'une intégration institutionnelle, économique et culturelle avec la République d'Irlande par la création d'institutions communes
- Un referendum sur l'unité de l'Irlande mené simultanément en Irlande du nord et en République d'Irlande
- La création de garanties pour la communauté unioniste en vue de leur intégration dans la République d'Irlande
- Le programme économique et social du parti reste un programme de gauche, mais a abandonné sa rhétorique révolutionnaire.

De facto, le *Sinn Féin* s'inscrit désormais dans une acceptation du processus démocratique, y compris de la volonté d'une majorité unioniste de demeurer membre du Royaume-Uni. Son aile militaire, le PIRA, a pour sa part annoncé en 2005 la fin de sa campagne armée et le recours à des activités purement politiques et démocratiques par des moyens pacifiques uniquement: « politics in fact triumphed over the traditional form of republican expression – armed struggle » (Rekawek, 2011: 146).

Les autres représentants du nationalisme radical

Le nationalisme radical est principalement représenté par le *Sinn Féin* et l'IRA provisoire. Toutefois, il compte également d'autres organisations paramilitaires liées à de petits partis républicains. En vue de faciliter la compréhension, on peut établir le panorama suivant des forces paramilitaires républicaines¹⁷⁷:

- L'IRA est à l'origine une organisation qui a combattu la présence britannique durant la guerre d'indépendance de 1919-1921. En 1969, elle a connu une scission. L'IRA officielle (*Official Irish Republican Army*, dite aussi OIRA), de tendance marxiste, est restée active militairement jusqu'en 1972 où elle a annoncé un cessez-le-feu officiel – certains de ses membres continuant la lutte armée jusqu'à la fin des années 1970 –. A partir des années 1980, elle est devenue un mouvement politique uniquement et a fondé un parti politique dissident du *Sinn Féin* nommé *Workers Party of Ireland* à partir de 1982. En regard de l'IRA provisoire et de son parti associé le *Sinn Féin*, l'IRA officielle et le *Workers Party* jouent un rôle marginal.

¹⁷⁷ Les protestants comptent de nombreux groupes paramilitaires, dont les actions, moins diversifiées que celles des paramilitaires républicains, consistent surtout dans les patrouilles de quartier et dans l'intimidation ou l'assassinat de catholiques. L'*Ulster Defence Association* (UDA), la plus grande (elle a compté jusqu'à environ 30'000 membres) et sa branche armée les *Ulster Freedom Fighters* (UFF) ainsi que l'*Ulster Volunteer Force* (UVF) sont les trois principales associations à caractère paramilitaire côté loyaliste, mais nombre de groupuscules plus ou moins éphémères ont occupé la scène. L'UDA et l'UFF ont prononcé un cessez-le-feu en 1994 suite au cessez-le-feu du PIRA, qu'elles ont rompu en 1997. En novembre 2007, l'UDA a renoncé à la lutte armée et amené l'UFF à déposer les armes. L'UVF a pour sa part achevé officiellement de désarmer en juin 2009.

- L'IRA provisoire ou provisionnelle (*Provisional Irish Republican Army*, dite aussi PIRA) a émergé en 1969 de la scission de l'IRA. L'IRA provisoire est devenue la principale force paramilitaire catholique et s'est organisée comme une armée (forte d'environ 10'000 personnes en 30 ans de conflit). Elle a renoncé à la lutte armée en 2005, cf. supra.
- En 1979 a été fondée l'*Irish National Liberation Army* (INLA), branche armée du parti trotskiste *Irish Republican Socialist Party*. L'INLA a compté jusqu'à 400 à 500 membres clandestins. Affaiblie par une vague d'arrestations dans sa direction durant les années 1980, elle perd une grande partie de ses membres qui rejoignent l'IRA provisoire. En 1998, l'INLA a annoncé un cessez-le-feu mais a poursuivi ses actions armées jusqu'en octobre 2009, date à laquelle elle a renoncé à la violence et décider de poursuivre son action sur le plan politique uniquement.
- L'Armée républicaine irlandaise de la continuité (*Continuity Irish Republican Army*, CIRA) a été fondée en 1986 par un groupe dissident du PIRA. Elle est opposée au statut de l'Irlande du nord au sein du Royaume-Uni et vise à la création d'une Irlande unie. Elle a commis plusieurs attentats – dont un attentat qui a fait un mort en mars 2009.
- L'IRA véritable (*Real Irish Republican Army*, RIRA ou *True IRA*) a été fondée en 1997 par un groupe dissident du PIRA opposé aux négociations qui ont abouti au *Good Friday Agreement*. L'IRA véritable serait à l'origine de l'attentat d'Omagh de 1998 (voir chapitre 3.1.4). En mars 2009, elle a revendiqué une fusillade qui a tué deux soldats britanniques. Elle est également accusée d'être à l'origine de violences qui ont émaillé les marches protestantes en juillet 2009.

En dépit de leurs divisions, les différents groupes paramilitaires républicains se caractérisent par une approche à la fois irrédentiste et socialiste révolutionnaire. Les analyses précédentes concernant le PIRA peuvent leur être appliquées dans les grandes lignes, avec la différence notable toutefois que ces groupes n'ont jamais représenté de force politique importante. Les paramilitaires des factions minoritaires ont néanmoins été inclus également dans le processus de paix des années 1990 et amenés à désarmer en particulier en échange d'une amnistie de leurs membres (voir aussi chapitre 3.3.4).

Comme l'indique la description ci-dessus, les factions paramilitaires les plus importantes ont renoncé à la lutte armée depuis les accords de Belfast – en particulier l'INLA – et seuls des groupes paramilitaires dissidents et minoritaires continuent de poursuivre une stratégie violente de faible intensité en 2011.

3.3.3 Différentes formes de la mobilisation sociale en Irlande du nord

La mobilisation dans le conflit irlandais est une illustration de la difficulté qu'il y a à mesurer l'ampleur d'un mouvement nationaliste par les méthodes habituelles de l'étude des mouvements sociaux (voir aussi chapitre 2.6.5). L'action nationaliste passe souvent par l'utilisation du répertoire culturel et ne ressort donc pas au répertoire d'activités (manifestations, grèves, attentats, etc.) typiquement pris en compte lorsqu'on tente de quantifier l'action collective de mouvements sociaux, mais recouvre par exemple des *murals*, de la musique¹⁷⁸ etc., de même qu'elle détourne des événements culturels au profit du nationalisme ou du loyalisme. La mobilisation nationaliste passe aussi par des marches

¹⁷⁸ Voir par exemple le rôle des groupes de musique (*flute bands*) dites *blood-and-thunder* ou *kick the pope* dans les marches protestantes (voir Bryan, Fraser and Dunn [1995] et Johnson et Cloonan [2008]). Du côté républicain, on citera par exemple un groupe comme les Wolfe Tones aux titres (*You'll Never Beat the Irish*, *Rifles of the IRA*, etc.) et aux textes nationalistes explicites.

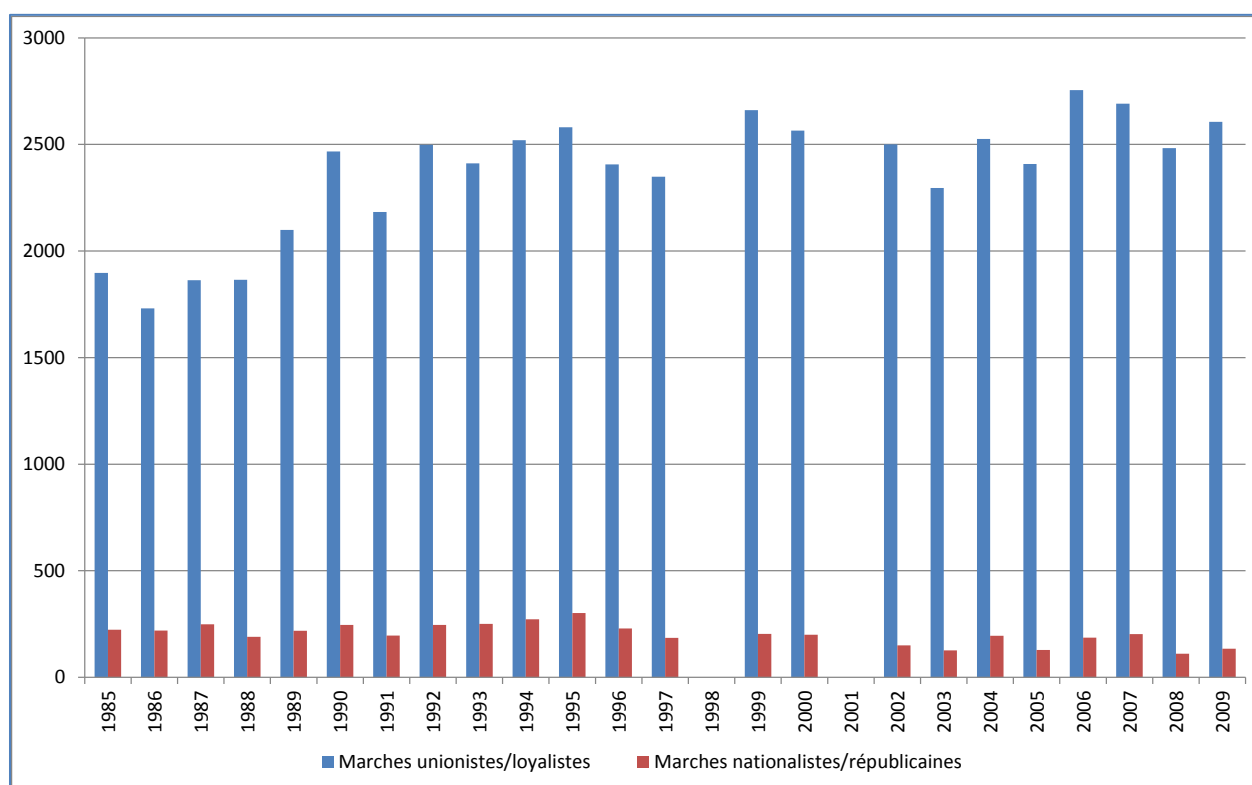
(*parades*) au caractère à la fois culturel et politique. De ce fait, d'une part l'activisme nationaliste (ou loyaliste) devient difficilement quantifiable, d'autre part la classification d'un événement comme politique ou simplement culturel devient subjective, voire conflictuelle – Jarman le note par exemple à propos des marches et de leur interprétation par les loyalistes irlandais: « Loyalist parades are inevitably presented as cultural and traditional rather than political, while nationalist, and in particular republican, parades are seen as political and therefore provocative and confrontational » (Jarman, 1997).

Comme on l'a montré au chapitre 3.3.1, on peut considérer le mouvement nationaliste comme très actif. Ses différentes formes d'expression et des données quantitatives sur la mobilisation sont considérées ici:

1. Marches (*parades*)

Les marches (*parades*) sont une des formes d'expression les plus importantes du nationalisme et surtout de l'unionisme en Irlande du nord. Il s'agit en général de commémorations d'événements historiques à fort contenu symbolique pour le mouvement considéré (voir aussi chapitre 3.1). Durant la période 1985 à 2009, le nombre total de marches unionistes et nationalistes s'est élevé à environ 2'700¹⁷⁹ par année, avec annuellement plus de 2'400 marches protestantes contre 250 marches catholiques¹⁸⁰.

Graphique 37: Marches unionistes et nationalistes entre 1985 et 2009 en Irlande du nord



Sources: Royal Ulster Constabulary jusqu'en 2000, Parades Commission entre 2002 et 2009. Les marches sont comptabilisées par la Parade Commission d'avril à mars (ici: 2009 égale d'avril 2009 à mars 2010). Les données 1998 et 2001 sont manquantes.

¹⁷⁹ Auxquelles il faut encore ajouter d'autres marches dont le nombre oscille entre 300 et 600 environ pour la période 1995-2000: manifestations du 1er mai, St-Patrick's day, marches organisées par des groupes comme l'Armée du salut ou the *Boy's Brigade* (Jarman, 1997).

¹⁸⁰ Sont comptabilisées comme 'marches' des défilés ayant lieu dans un lieu géographique donné, et indépendamment du nombre de participants. La commémoration d'un événement peut donc donner lieu à plusieurs marches.

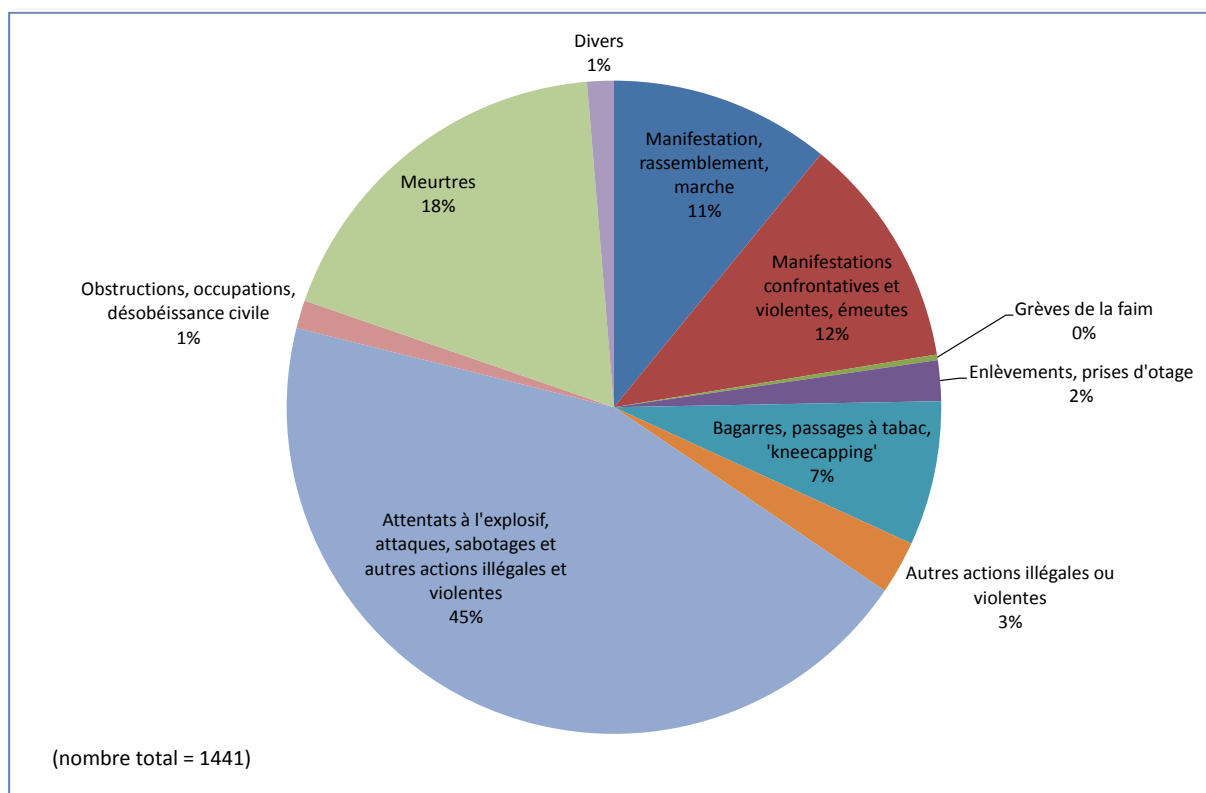
Le nombre de marches unionistes et nationalistes entre 1985 et 2009 est représenté au graphique 37 ci-dessus. Les marches sont davantage une tradition protestante que catholique, quoique ceci reflète également qu'il existait historiquement (sous le gouvernement de Stormont) une inégalité d'accès à l'espace public. Les principales marches protestantes s'étendent de mars à fin août. Leurs thématiques principales sont: la commémoration de la victoire de William d'Orange contre James II et du siège de Derry (marche de Portadown le 10 juin, victoire de la Boyne le 12 juillet, siège de Derry le 12 août, fermeture des portes de Derry le 12 décembre), de l'engagement des protestants au côté des Anglais durant la première guerre mondiale (bataille de la Somme le 1^{er} juillet, plus récemment, commémoration du jour de l'Armistice), quelques événements religieux (comme la Réforme) ou d'importance locale. Trois événements concentrent un nombre élevé de marches: le 12 juillet, qui réunit à lui seul plus de 20 % du total des marches protestantes (Jarman, 1997), le 12 août, et le dernier samedi d'août (*Black Saturday*) qui ne commémore pas d'événement particulier mais marque la fin de la saison des marches. Les marches nationalistes/républicaines commémorent entre autres la mémoire de Wolfe Tone, le soulèvement de Pâques 1916, les lois d'internement de 1971, *Bloody Sunday*, les grèves de la faim de 1981, de même que l'Assomption et la Saint Patrick.

La thématique des marches montre qu'elles ne sont jamais exemptes d'un élément de tension avec l'autre communauté, pour les marches protestantes, avec l'autre communauté et avec les Britanniques, pour les marches catholiques. Les marches catholiques, qui se déroulent quasi exclusivement en quartier catholique, sont toutefois généralement exemptes de violence. Il en est de même pour la majorité des marches protestantes, mais une partie d'entre elles – qui passent par des quartiers catholiques – se sont par le passé souvent accompagnées de violence. La raison de l'attitude provocatrice protestante peut être décrite comme suit: « In a province which is now almost entirely segregated, why do Protestants still insist on parading past Catholic homes? When asked this, Protestants often reply that they are merely asserting their right to 'walk the queen's highway', which mean any street they choose. Parading past disconcerted Catholics seems to be the whole point of the exercise. As a leading Orangeman said some years ago: 'there are no nationalist areas, only areas currently inhabited by nationalists' (The Economist, 13.04.1996: 34). Jusqu'en 1985, le RUC protégeait les marcheurs protestants de la colère de contre-manifestants catholiques, leur neutralité s'est toutefois accrue depuis les accords anglo-irlandais, les marcheurs protestants doivent depuis négocier pour partie leurs parcours ou peuvent se voir opposer une modification de ceux-ci par les autorités. En 1996, par exemple, 52 marches ont fait l'objet de tensions fortes entre marcheurs protestants et habitants catholiques et se sont achevées par une modification de parcours, des protestations ou des violences (Jarman *et al*, 1998). Entre 2005 et 2010, en moyenne un peu plus de 230 marches par année présentaient un potentiel de tension, qui pour la grande majorité a été réglé en imposant des restrictions touchant à l'itinéraire de la marche (Parades commission, 2010: 7).

2. Événements de protestation (y.c. grèves)

Les données de l'*European Protest and Coercion Data* indiquent que les manifestations représentent environ un quart de la protestation, comme il apparaît au graphique 38 ci-dessous. Compte tenu du contexte de violence entourant la question nationale, ces chiffres apparaissent comparativement élevés (voir aussi chapitre 8). Parmi les 157 manifestations, marches et rassemblements non violents répertoriés pour la période, une partie importante concerne la participation aux funérailles de nationalistes, généralement paramilitaires. Le nombre médian de participants aux manifestations et événements assimilés non violentes est de 1'000 personnes. Pour les 165 manifestations confrontatives et violentes répertoriées pour la période, il atteint quelques centaines de participants.

Graphique 38: Répartition des actions de protestation nationalistes par type d'action entre 1980 et 1995 en Irlande du nord



Source: *European Protest and Coercion Data*

Les données de l'*European Protest and Coercion Data* répertorient un nombre marginal de grèves à caractère nationaliste. Cet instrument a par contre été utilisé de manière ciblée par les loyalistes dans certains cas particuliers, ainsi la grève générale de 1974 qui a permis aux loyalistes de faire tomber le gouvernement autonome mis en place par les Britanniques (voir chapitre 3.1).

3. Actions à caractère culturel: l'exemple des peintures murales (*murals*) et graffiti

Les peintures murales sont une des actions à caractère culturel, parmi d'autres, déployées par les loyalistes comme les nationalistes. Leur nombre donne une bonne idée de l'intensité de l'activité politique nationaliste et loyaliste: on compte par exemple qu'il y a en permanence plus de 100 *murals* dans la seule ville de Belfast (Jarman *et al*, 1998). Leur fonction est de définir l'espace urbain, de transformer des « quartiers où vivent des protestants » (ou catholiques) en « quartiers protestants » (ou catholiques) (Jarman *et al*, 1998: 84). Ils participent du marquage territorial et de la ségrégation entre les communautés et représentent par les groupes paramilitaires une illustration du pouvoir territorialisé (Shrilow et Murtagh, 2006: 19, 68). Du point de vue de leur thématique, ils recouvrent à peu près tous les éléments marquants de la culture (politique) catholique ou protestante. Pour les catholiques, et en se rappelant les dimensions de l'ethnie identifiées par Smith (1986, voir chapitre 1.4.3), les peintures murales commémorent: l'entité « Irlande » (son nom ou son symbole, le drapeau tricolore), l'histoire (en particulier, par la commémoration des morts – les insurgés de Pâques 1916, les grévistes de la faim de 1981, etc.), le territoire géographique (voir les *murals* catholiques représentant l'île d'Irlande¹⁸¹) et politique (voir les premières barricades de Derry

¹⁸¹ Contre des représentations de la seule Ulster côté protestant.

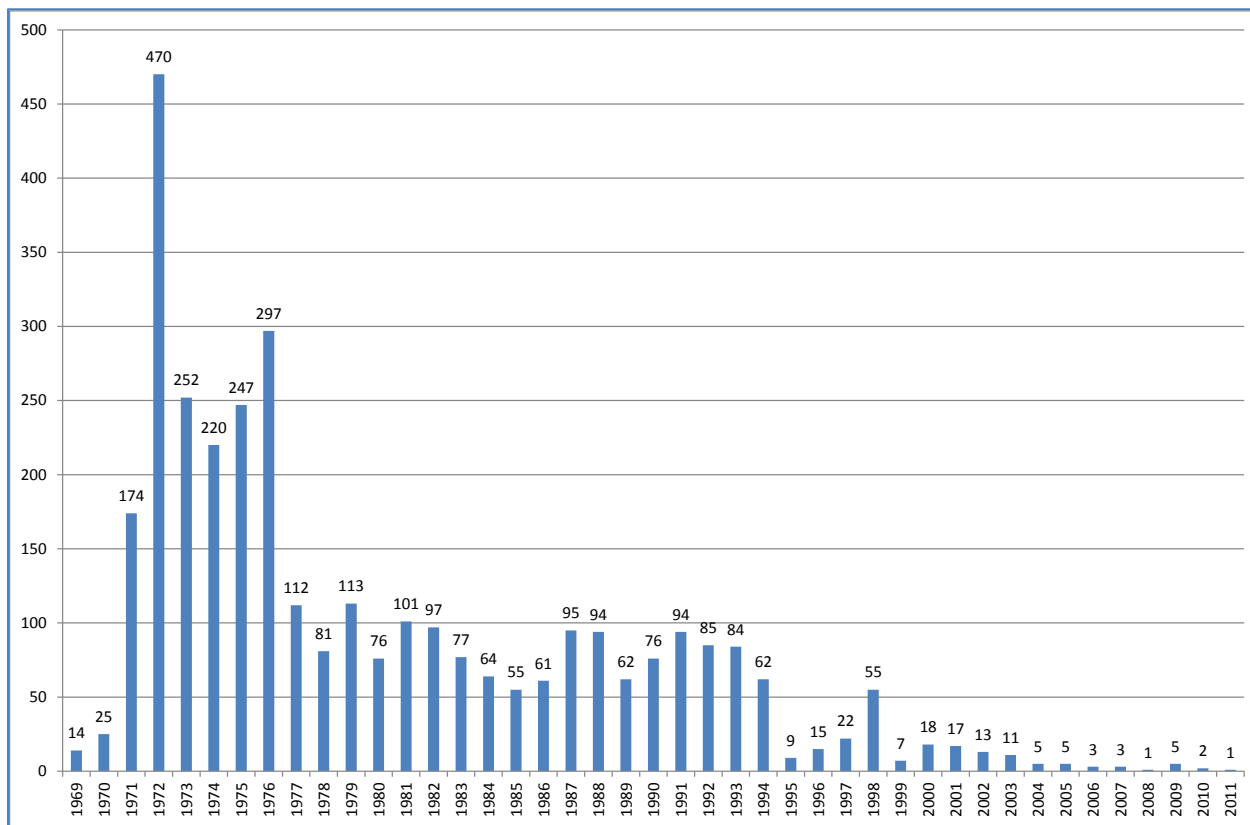
en 1969 surmontées d'un slogan devenu célèbre – « *You are now entering free Derry* »), la culture (par exemple par l'usage du gaélique), la solidarité nationaliste (par exemple, la commémoration des martyrs de la lutte nationaliste) – à laquelle répond la solidarité loyaliste, avec le slogan: « *We are the people* ».

4. Violence politique

L'intensité de la violence nationaliste et loyaliste en Irlande du nord peut être résumée par le constat suivant: il s'agit du conflit le plus violent et meurtrier qu'a connu l'Europe de l'ouest de l'après-guerre. Le degré de violence du conflit peut s'estimer par la litanie de statistiques s'y rapportant:

- Entre 1966 et 2011, le conflit a fait environ 3'700 morts. La période la plus meurtrière a été celle de 1971 à 1976, qui a fait près de la moitié des victimes (près de 1'700 morts). A l'inverse, le processus de paix depuis la déclaration de Downing Street fin 1993 s'est traduit par une forte diminution de la violence, même si certaines années, comme 1998, ont été meurtrières. L'évolution du nombre de décès entre 1969 et 2011 est représentée au graphique 39.

Graphique 39: Nombre de décès par année engendrés par le conflit en Irlande du nord entre 1969 et 2011



Source: Statistiques de la police d'Irlande du nord (PSNI).

- Selon les statistiques de McKittrick et McVea (2001), plus de 50 % des victimes du conflit irlandais sont des civils, parmi eux plus de 1'200 civils catholiques et environ 700 protestants. Les civils ont particulièrement payé un lourd tribut au début du conflit (jusqu'en 1976), lorsque les attentats des paramilitaires s'exerçaient à l'aveugle. Les paramilitaires représentent environ 15 % des victimes, contre environ 30 % pour les forces de sécurité.

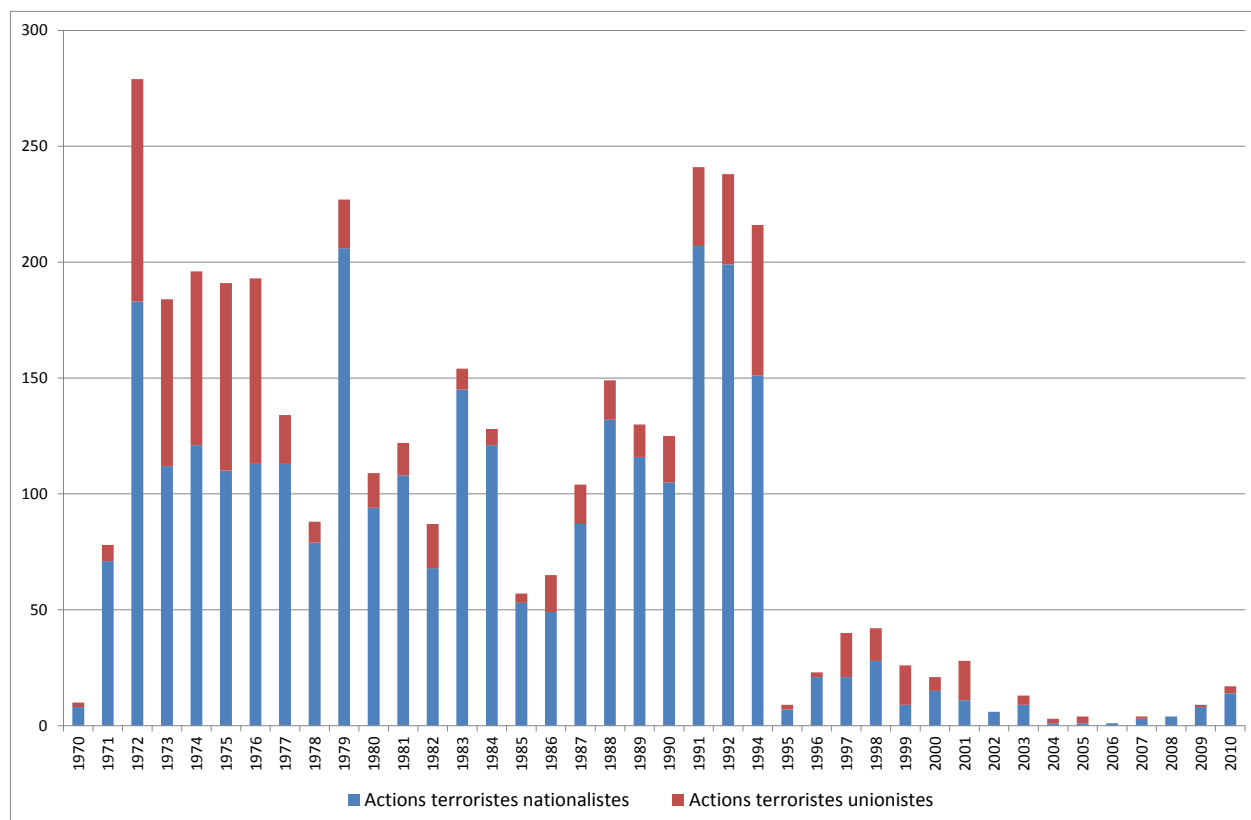
- Près de 60 % des victimes sont attribuées par McKittrick et McVea (2001) aux actions des paramilitaires républicains (Provisional IRA, Official IRA et INLA surtout), environ 30 % aux paramilitaires loyalistes (UVF, UDA, etc.), environ 10 % aux forces de sécurité (armée, RUC, Ulster Defence Regiment), environ 3 % à d'autres protagonistes.
- Le conflit a également fait plus de 50'000 blessés entre 1968 et 2011 selon les statistiques de la police d'Irlande du nord (*Police Service of Northern Ireland*¹⁸² ou PSNI). Entre 1969 et 2011 il y a eu selon le PSNI plus de 37'000 incidents de tir en Irlande du nord ; le nombre d'engins explosifs utilisés dans des attentats s'élève pour la même période à près de 17'000 et le nombre d'engins utilisés à des fins incendiaires à plus de 2'000.
- Selon les statistiques policières, entre 1973 et 1999, 2'241 personnes ont été victimes de « *punishment shootings* », de même qu'entre 1989 et 1999, 1'500 personnes ont été l'objet de « *punishment beatings* » pratiqués par les paramilitaires (cité par O'Neill *et al*, 2002: 69). Le *punishment beating* peut être décrit comme suit: « Typically, several men force one individual to the ground and set about him with sticks. His legs and arms are held taut, the bones smashed by repeated blows. Or a gunman shoots the pinioned victim through the kneecaps, perhaps also the elbows. Occasionally the legs have to be amputated. Several men have bled to death ». (The Economist, 30.01.1999: 34). Cette violence est en général intra-communautaire: il s'agit pour l'essentiel d'activités de « police » (répression contre les dealers, etc.) ou de répression contre des membres de la communauté soupçonnés de trahison dans des quartiers contrôlés par les paramilitaires.
- Entre 1972 et 2002, plus de 19'000 personnes ont été accusées de terrorisme et autres atteintes sévères à l'ordre public selon le PSNI. On compte qu'environ 15'000 républicains, et le même nombre de loyalistes, ont été en prison à un moment ou l'autre pour des délits liés aux troubles. « In other words, more than 30'000 men were involved with groups that have carried out killings and a great deal of other violence, a statistic which illustrates how deeply society was permeated by paramilitarism » (McKittrick, McVea, 2001: 150). On compte également qu'environ 600 personnes ont été jugées pour meurtre depuis le début du conflit. En 1993, par exemple, il y avait en prison 117 membres de l'IRA et 138 loyalistes condamnés à perpétuité (The Economist, 20.11.1993: 39).

Les estimations issues des bases de données illustrent également de manière diverse l'usage de la violence par le mouvement nationaliste. Selon les données de *l'European Protest and Coercion Data*, plus de 85 % du répertoire d'action du nationalisme en Irlande du nord est de type illégal, confrontatif et violent (voir aussi graphique 38).

La *Global Terrorism Database* identifie pour sa part 3755 actions terroristes entre 1970 et 2010 liées au nationalisme ou à l'unionisme irlandais, dont 3451 sur le territoire de l'Irlande du nord et 304 (uniquement nationalistes) sur le reste du territoire britannique. Parmi les actions terroristes, 2910 (soit 77 %) sont à mettre au compte des nationalistes, et 855 au compte des unionistes. L'évolution de l'activité terroriste entre 1970 et 2010 selon la *Global Terrorism Database* est représentée au graphique 40 ci-dessous:

¹⁸² Le PSNI est le nouveau nom du RUC depuis 2001, dans le cadre des efforts de réforme de la police en Irlande du nord qui ont fait suite aux accords de Belfast de 1998.

Graphique 40: Nombre d'actions terroristes sur territoire de l'Irlande du nord ou de la Grande-Bretagne attribuées aux nationalistes ou unionistes d'Irlande du nord entre 1970 et 2010



Source: Global Terrorism Database.

Hors ces données quantitatives, on peut considérer également quelques éléments qualitatifs quant à la violence du conflit:

- Le début du conflit surtout (en particulier la période 1971-1976) est le théâtre d'une violence non ciblée, d'attaques indiscriminées contre l'autre communauté (civils) et contre le « *rank-and-file* » des forces armées. Cela explique d'ailleurs le nombre très élevé de victimes pour cette période. Les attentats les plus meurtriers concernent des explosions dans des bars, des attentats à la voiture piégée dans des rues passantes. De même, l'IRA pratique à l'époque de nombreux assassinats de soldats.
- A partir de 1976 environ, les paramilitaires, conscients que les attentats indifférenciés sur des civils leur causent du tort politiquement, ont privilégié davantage des actions ciblées (la comparaison des graphiques 39 et 40 met aussi en évidence que le nombre de victimes après 1976 a fortement diminué, alors que le nombre d'attentats perpétrés restait très élevé). Les assassinats d'entrepreneurs ou de parlementaires ou autres représentants du pouvoir britannique ou unioniste (pour les républicains), de paramilitaires ou activistes adverses (pour les républicains et loyalistes) ont pris plus d'ampleur. Par ailleurs, des précautions étaient souvent prises pour assurer l'évacuation de civils avant l'explosion de bombes. Néanmoins, les attentats aveugles ont continué de faire partie de la stratégie des paramilitaires¹⁸³.

¹⁸³ En 1996, par exemple, l'IRA dépose une bombe qui fait 200 blessés à Manchester. En 1998, l'attentat d'Omagh, réalisé par la Real IRA – dissidents de l'IRA opposés au processus de paix – fait 29 morts, tous des civils.

- La violence contre soi-même a également été considérée par les paramilitaires comme une stratégie adéquate. Des membres de l'IRA et de l'INLA ont à plusieurs reprises engagé des grèves de la faim, dont celle de 1981 qui s'est soldée par 10 morts.

Le processus de paix a toutefois porté ses fruits et la violence est devenue nettement plus marginale à partir de la fin des années 1990, comme le montrent également les graphiques 39 et 40. Concernant la situation en 2009, *The Economist* note « The funerals have practically stopped. Nearly all the guns and nearly all paramilitary groups have gone » (*The Economist*, 19.09.2009: 41). Pour autant, le terrorisme n'a pas entièrement disparu: « Though the IRA is effectively defunct and extreme Protestant groups have promised to junk their remaining weaponry within months, small but deadly splinters remain. Most notable are the republican micro-groups, which include some mainstream IRA veterans but are mostly composed of impressionable youths. (...). Police statistics show that, in a region of around 1.8 million people, over 1500 sectarian incidents and attacks were logged in the year through March, with more than 60 emergency evacuations since then ». (*The Economist*, 19.09.2009: 41).

3.3.4 Les étapes de la mobilisation nationaliste en Irlande du nord

La trajectoire du nationalisme irlandais a été divisée en quatre étapes (voir aussi chapitre 2.4): la période de gouvernement travailliste en Grande-Bretagne entre 1975 et 1979, le gouvernement conservateur en Grande-Bretagne avant les accords anglo-irlandaise de 1985, la période allant des accords anglo-irlandais à la fin du gouvernement des conservateurs en 1997 et le gouvernement travailliste de 1997 à 2010 ; la nouvelle période conservatrice depuis 2010 a également considérée, mais elle est trop récente pour permettre de tirer des conclusions quant à une politique spécifique du gouvernement Cameron en Irlande du nord.

1) La période 1975 à 1979

En considérant cette première période d'analyse, il est nécessaire d'en rappeler les conditions cadre antérieures à 1975. Les troubles qui ont commencé en Irlande du nord à la fin des années 1960 ont amené une intervention du gouvernement britannique et l'administration directe de l'Irlande du nord à partir de 1972. L'objectif avoué des Britanniques consiste dès le début à trouver une solution institutionnelle permettant la réinstauration d'un gouvernement autonome où le pouvoir serait désormais partagé entre unionistes et nationalistes. Sous le gouvernement conservateur de Heath, un accord en ce sens a été trouvé en 1973 à Sunningdale. Les partis part à l'accord, soit le SDLP, l'UUP et le parti unioniste modéré Alliance Party, représentaient une majorité au parlement et ont fondé un gouvernement de coalition fin 1973. Les loyalistes opposés à l'accord ont toutefois organisé une grève générale qui a été imposée dans un climat de contrainte. Ni le nouveau gouvernement travailliste britannique ni les troupes britanniques ne sont intervenues pour briser la grève et défendre les institutions mises en place. En mai 1974, l'accord de Sunningdale avait vécu et l'Irlande du nord est repassée sous administration directe britannique.

Après l'échec des tentatives pour trouver une solution institutionnelle au problème irlandais et l'instauration d'un pouvoir partagé, le gouvernement britannique s'inscrit dans une optique d'administration directe destinée à durer: « For the first time, London had acknowledged that the conflict could not be resolved, or contained, in the short term, and that the government had to move beyond the 'institutionalism' of the 1972-75 period in order to create the conditions under which its objectives could be realised. Whereas in 1972 the introduction of Direct Rule was seen as a temporary measure that would enable London to oversee the swift return to devolution, Westminster had now accepted that – for the foreseeable future – it had to exercise its responsibility by governing the province » (Neumann, 2003: 100). Le

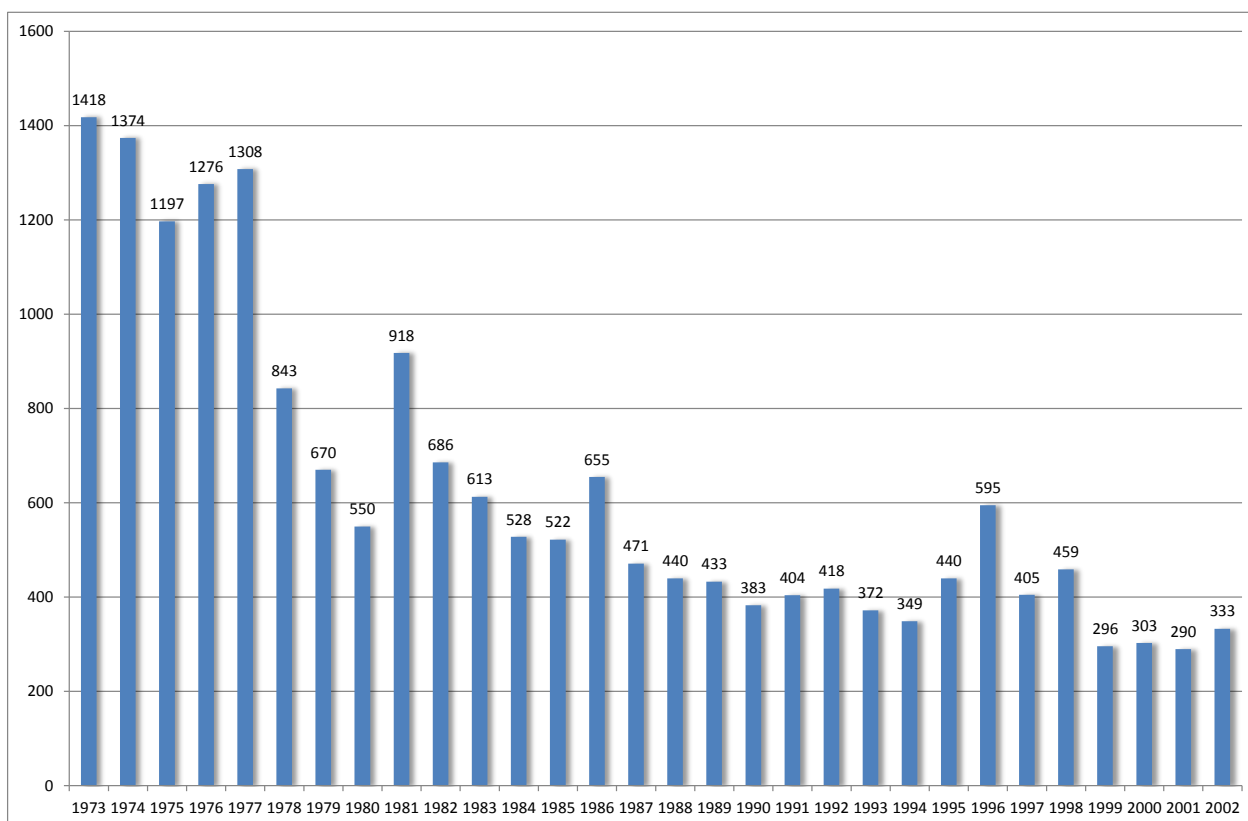
gouvernement britannique s'entend comme un arbitre neutre du conflit et poursuit sous le gouvernement travailliste une politique d'arbitrage selon trois axes: « (i) encouraging Protestants and Catholics to work together towards an agreed largely internal political accomodation, while retaining the stance of the honest broker ; (ii) reforming or modernizing Northern Ireland along the lines of the post-war British consensus ; and (iii) impartial security policies that eventually rested on the criminalization of political violence ». (McGarry et O'Leary, 2004: 202).

La stratégie politique britannique consiste à assurer une administration directe neutre et bienveillante et renonçant à des initiatives de décentralisation ; par ailleurs, le gouvernement travailliste résiste aux pressions internes et externes d'internationaliser la question nord-irlandaise en incluant la République d'Irlande dans la résolution du conflit. Cette stratégie s'avérera toutefois un échec. La position d'arbitre neutre que poursuit la Grande-Bretagne n'a pas de légitimité au regard de la communauté nationaliste, en particulier des républicains pour qui la question nord-irlandaise est intrinsèquement liée au colonialisme britannique. Elle est également combattue par les nationalistes modérés, qui revendiquent une participation de la République d'Irlande aux affaires intérieures nord-irlandaises. Surtout, cette stratégie échoue à convaincre dans la pratique: d'une part, les travaillistes, qui entre 1976 et 1979 ne disposent pas d'une majorité au Parlement britannique, entretiennent des contacts informels avec les unionistes représentés à Westminster, d'autre part, la sécurité en Irlande du nord est largement déléguée aux forces de police locales, entre autres le *Royal Ulster Constabulary*, majoritairement protestantes. Dès lors, si les unionistes acceptent la présence britannique, elle est largement combattue par la faction nationaliste convaincue de la partialité britannique et permet aussi de renforcer la position républicaine dans la communauté catholique.

Sur un plan sécuritaire, l'approche du gouvernement comprend trois thèmes majeurs, dits de criminalisation, normalisation et ulstérisation (voir par exemple O'Leary et McGarry [1997], Neumann [2003], McGarry et O'Leary [2004]). L'intervention britannique en Ulster s'est caractérisée dès le début des années 1970 par l'instauration de tribunaux spéciaux, les Diplock Courts, et de mesures d'internement sans procès, dans une approche répressive de la violence nationaliste surtout. Comme le notent McGarry et O'Leary: « internment had been overtly incompetent and partisan » (McGarry et O'Leary, 2004: 203). La politique répressive du gouvernement travailliste vise pourtant comme sa politique générale à une position arbitrale neutre ; elle vise aussi à la criminalisation de la violence politique et de la normalisation de la situation de sécurité ; de plus, la responsabilité des activités de répression est en partie déléguée à la police locale en vue de réduire l'implication de l'armée dans le maintien de l'ordre. Dans la mesure où le gouvernement échoue à convaincre la population catholique de sa neutralité politique, son approche répressive lui aliène encore les nationalistes et renforce de facto la position de l'IRA.

La politique répressive jusqu'à la fin des années 1970 peut par exemple être estimée en regard du nombre d'inculpations pour activité terroriste ou autres atteintes graves à l'ordre public durant les troubles, présentées au graphique 41 ci-dessous:

Graphique 41: Nombre d'inculpations prononcées pour terrorisme et autres crimes graves liés au conflit en Irlande du nord entre 1973 et 2002



Source: CAIN.

La criminalisation signifie en particulier que toute dimension politique est déniée à l'activité des paramilitaires: « the denial of any sign of legitimacy was central to the concept of Criminalisation » (Neumann, 2003: 107) et que l'objectif est d'isoler les terroristes. Le statut spécial des prisonniers nationalistes est aboli. L'IRA réagit en particulier par des actions de protestation symboliques des prisonniers: les « blanket protests ». L'IRA échouera toutefois sous le gouvernement travailliste et au début de la période Thatcher à faire reconnaître la dimension politique de l'activisme républicain. En 1980-1981, avec les grèves de la faim des prisonniers, ils parviendront toutefois à mettre définitivement à mal la politique de criminalisation.

La normalisation signifie par ailleurs que l'objectif poursuivi est, par la répression, de réduire la puissance de feu des paramilitaires, en particulier de l'IRA. Comme le montrent les graphiques 39 et 40, le gouvernement travailliste atteint ses objectifs partiellement dans ce domaine, avec une réduction du nombre d'attentats et du nombre de victimes du conflit à partir de 1977. Ceci, selon McGarry et O'Leary (2004), en particulier parce que l'accroissement du nombre et des compétences des forces de répression a permis de contenir la violence, parce que les paramilitaires loyalistes ont réduit leur degré d'activité (voir aussi graphique 40) compte tenu de l'apaisement de leurs craintes d'un retrait britannique, enfin parce que l'IRA a changé de stratégie et abandonné l'espoir d'une victoire militaire immédiate pour s'installer dans un conflit de longue durée (« the long war »). Pour autant, ce succès britannique de court terme va de pair avec un échec de sa stratégie sur le long terme. La politique travailliste de criminalisation et de répression – comme celle du gouvernement conservateur à partir de 1979, voir également infra – conforte la position des paramilitaires républicains: « Criminalization backfired most spectacularly. The IRA were on their knees in

1976-77, in danger of losing their social base and future recruits. However, both Labour and Conservative governments failed to realize that their handling of emergency legislation, interrogation procedures, judicial processes, and prison management would rebuild support for the Provisionals. (...). The Maze protests, followed by the hunger strikes of 1980-81, allowed SF to emerge as a serious political force, mobilizing the abstentionist Catholic electorate but also eating into the SDLP's vote. The martyrdom of the hunger strikers fuelled the growth of SF and legitimated the IRA, in the eyes of some of the world's media, as an authentic national liberation movement. The electoral rise of SF, which did not peak until they had obtained 43 per cent of the nationalist vote, was firm evidence of the failure of criminalization » (McGarry et O'Leary, 2004: 109). Comme l'indiquent McGarry et O'Leary (2004), et comme le confirment aussi les graphiques 39 et 40 concernant l'évolution dans le temps de l'activité terroriste et des victimes du conflit, la violence paramilitaire républicaine se réduit certes à partir de 1977, mais pour se stabiliser à un niveau élevé qu'elle conserve jusqu'au cessez-le-feu de 1994. En parallèle, durant cette période, les républicains renforceront leur assise politique.

Dans l'ensemble, la période de gouvernement travailliste apparaît comme un échec sur le plan de la sécurité comme sur le plan politique. Sur le plan sécuritaire, elle a en définitive renforcé la position de l'IRA. Sur le plan politique, l'administration directe sans perspectives d'évolution politique a favorisé le rejet croissant de l'intervention britannique par la communauté catholique et une polarisation politique accrue en Irlande du nord qui éloigne la possibilité d'une solution négociée et d'un partage de pouvoir entre les communautés: « Arbitration had increased militancy within both ethnic blocs rather than reduced it. Direct rule appeared structurally if not intentionally biased. It meant *British* rule of Northern Ireland, and that was far more palatable for unionists than sharing power with nationalists, they had no incentive to contemplate a major swift in political behaviour. (...) Opinion polls in the late 1970s showed that unionists were considerably happier than nationalists with direct rule. A Fortnight poll published in October-November 1980 asked Protestants and Catholics to rank power-sharing, direct rule, and a system in which the minority would have substantial veto-powers. Whereas 57 per cent of Protestants preferred direct rule, a mere 15 per cent of Catholics did the same ; and whereas 79 per cent of Catholics preferred power-sharing this view was shared by only 26 per cent of Protestants. Most significantly direct rule allowed the unionists the luxury of disunity and an internal debate not on concessions to the minority but on the relative merits of majority-rule devolution versus integration » (O'Leary et McGarry, 1997: 208-209). L'espoir du gouvernement travailliste de stabiliser la situation par un arbitrage bienveillant en vue d'une négociation future sur le partage du pouvoir en Irlande du nord ne s'est pas concrétisé, au contraire la possibilité d'une plate-forme de négociation entre nationalistes et unionistes apparaît plus éloignée en 1979 qu'au moment du processus de Sunningdale.

2) *Le gouvernement conservateur de 1979 à l'accord anglo-britannique*

Le parti conservateur qui prend en 1979 la tête du gouvernement britannique a promis durant sa campagne électorale de faire avancer la situation politique en Irlande du nord et de trouver une solution pour un gouvernement autonome dans la région. Entre 1979 et 1982, le nouveau gouvernement conservateur lancera en conséquence plusieurs initiatives consociationnelles pour une décentralisation politique et un partage du pouvoir en Irlande du nord.

En 1980, une Conférence constitutionnelle est ainsi organisée, à laquelle participent les partis DUP, SDLP et de l'Alliance, mais sans résultat. Une deuxième initiative est lancée en 1982, également sans succès. Comme on l'a déjà noté précédemment, la polarisation s'est accrue entre unionistes et nationalistes, rendant peu probable l'établissement d'un compromis. Pour

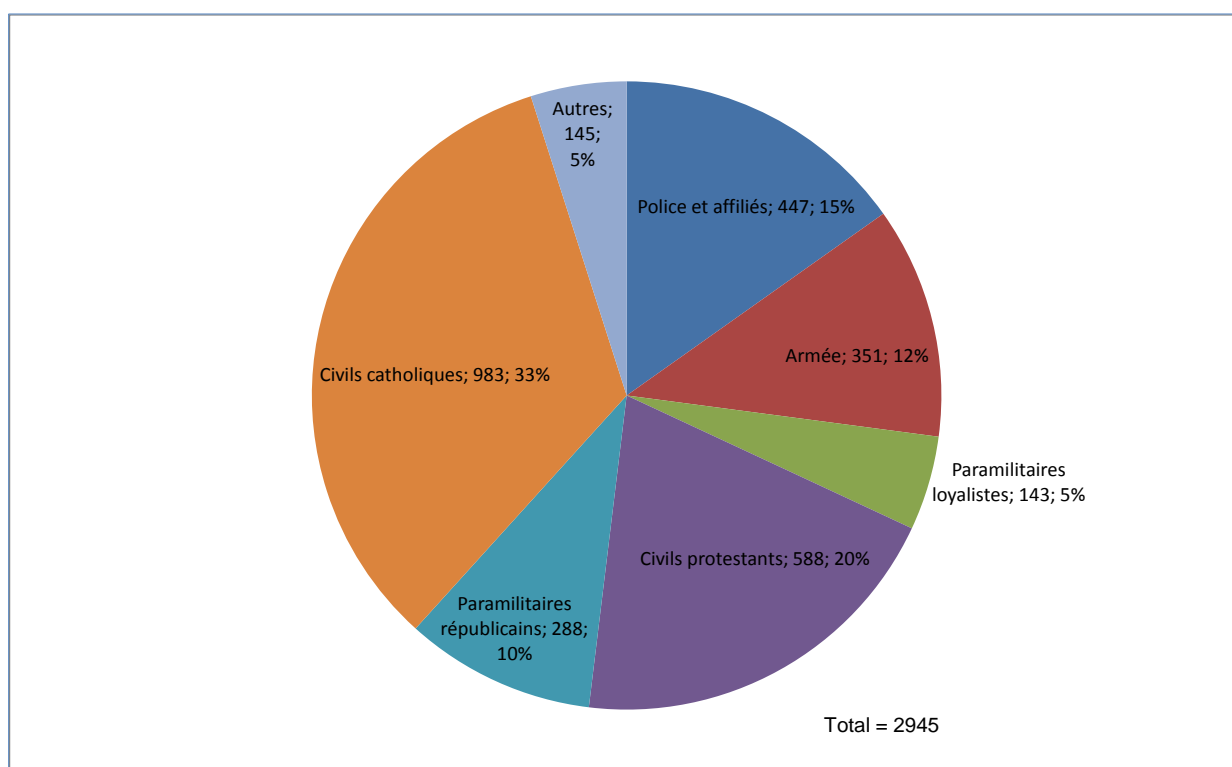
les unionistes, l'administration directe britannique apparaît comme une solution plus avantageuse qu'un partage de pouvoir avec les nationalistes. Ce, d'autant que les conservateurs sont les alliés traditionnels des unionistes et Thatcher se dit « profoundly unionist » (Tonge, 1998: 107). Les nationalistes modérés, pour leur part, refusent désormais une solution politique triangulaire entre Britanniques, unionistes et nationalistes mais exigent l'inclusion de la République d'Irlande dans la négociation. Dans cette situation, la recherche d'une solution entre gouvernement britannique et acteurs nord-irlandais apparaît bloquée.

Sur le plan de sa politique de sécurité, le gouvernement Thatcher poursuit la politique répressive de son prédécesseur. Comme on l'a noté précédemment, cette approche échoue à affaiblir l'IRA. Les grèves de la faim de la prison du Maze en 1980 et 1981 ont au contraire pour effet de renforcer la position républicaine et de changer la dynamique du conflit, dans la mesure où elles assurent à l'IRA une large reconnaissance de la dimension politique de son combat.

La stratégie des républicains se modifie suite aux grèves de la faim. Tandis qu'ils avaient généralement refusé de participer au jeu électoral jusque là (même s'il leur est arrivé de présenter des candidats aux élections), après l'élection de Bobby Sands, le mouvement s'oriente vers une stratégie électorale combinée à la lutte armée (voir aussi chapitre 3.3.2). Jusqu'au cessez-le-feu de 1994, l'IRA poursuit une stratégie militaire de longue durée, dite « the long war », visant par une activité terroriste élevée à exercer une pression durable sur ses antagonistes britanniques et unionistes: comme il apparaît au graphique 42, tant l'armée, la police et ses institutions supplétives comme l'*Ulster Defence Regiment* (UDR), que les paramilitaires protestants et les civils protestants sont des cibles légitimes pour les nationalistes. La longue guerre (« the long war ») de 1977 à 1994, si elle est moins létale que durant la période 1973-1976, maintient néanmoins des niveaux de violence extrêmement élevés: entre 1977 et 1994, le conflit fait 1489 morts et 17'384 blessés, on compte par ailleurs 10'447 incidents de tir, tandis que 6875 charges explosives sont utilisées dans des attentats et 1576 dans des incendies (statistiques du RUC). En parallèle, le capital de sympathie accumulé par les républicains lors des grèves de la faim leur assure un succès électoral non négligeable, qui oscille d'environ 25 à 40 % de l'électorat catholique (voir aussi chapitre 3.3.1).

La situation en Irlande du nord au début des années 1980 permet aux paramilitaires la poursuite d'une politique duale sans que l'un ou l'autre des aspects de cette stratégie empiète sur l'autre de manière décisive dans un premier temps: la combinaison entre un processus de paix largement bloqué, une administration directe britannique rejetée par la majorité de la population catholique et la répression du mouvement républicain permet aux paramilitaires de maintenir la lutte armée sans que ceci affecte son succès électoral auprès de la population catholique, quand bien même elle paie un lourd tribut à la violence (voir graphique 42 ci-dessous). Avec le temps toutefois les contradictions inhérentes à cette double stratégie se renforcent (voir infra). Il faudra toutefois attendre le début des années 1990 pour que les républicains en tirent les conséquences et s'orientent vers la négociation.

Graphique 42: Victimes du conflit en Irlande du nord par catégorie entre 1973 et 2001



Source: RUC.

La position du SDLP connaît également une évolution jusqu'en 1985. D'une part, la situation politique bloquée en Irlande du nord et les initiatives britanniques font craindre aux nationalistes modérés soit une administration directe *sine die* soit une décentralisation du pouvoir à la majorité unioniste et le retour aux institutions de Stormont d'avant 1972. D'autre part, après 1981, la légitimité nouvelle atteinte par les républicains et leurs succès électoraux forcent aussi le SDLP à durcir sa position en regard des unionistes et de la Grande-Bretagne en vue de se maintenir sur le plan électoral. Lors de l'initiative britannique de 1982, le SDLP pose ainsi comme condition de négociation une solution politique intégrant un droit de regard sur les affaires nord-irlandaises pour la République d'Irlande. Lors de sa participation en 1984 au *New Ireland Forum* réunissant les principaux partis irlandais du sud et à la rédaction de recommandations pour l'avenir de l'Irlande du nord, il se rallie à trois options: une Irlande unie réalisée par consentement, un Etat fédéral ou confédéral ou encore une autorité jointe de la Grande-Bretagne et de l'Irlande. La réponse de Margaret Thatcher à l'initiative du *New Ireland Forum* est toutefois sans ambiguïté: « I have made it clear... that a united Ireland was one solution that was out. A second solution was confederation of two states. That is out. A third solution was joint authority. That is out. » (cité par Tonge, 1998: 111). En d'autres termes, en 1984 le nationalisme irlandais modéré n'a apparemment plus de plate-forme commune avec le gouvernement britannique.

3) Le gouvernement conservateur de l'accord anglo-irlandais de 1985 à 1997

Si l'on en croit Goodall (2002), l'accord anglo-irlandais (AIA) de Hillsborough en 1985 est en grande partie le produit de la situation de blocage dans laquelle se trouvent les Britanniques sur la question irlandaise: « In the autumn of 1983, when the preliminary negotiations leading to the Hillsborough Agreement began, the British government had run out of ideas for tackling the Northern Ireland problem. The collapse of the Sunningdale arrangements in 1974 had demonstrated the impracticability of imposing constitutional arrangements which required

unionist co-operation in order to work, and which the unionist majority was determined to resist. The SDLP had refused to operate any arrangements which did not include an 'Irish dimension'; and the introduction of such a dimension remained blocked by adamant unionist opposition. » (Goodall, 2002: 120). Le gouvernement britannique, par sa négociation avec la République d'Irlande, répond *de facto* à l'attente de nationalistes modérés, même s'il n'est pas prêt à accepter une autorité jointe de la République irlandaise en Irlande du nord.

L'intérêt du gouvernement irlandais au processus de négociation avec Londres est issu d'une triple conclusion: « a recognition (1) that Irish unity was simply not attainable in the foreseeable future; (2) that the nationalist minority in the North was alienated from the institutions of government, law and order there; and (3) that Sinn Féin was capitalizing on this alienation so as to marginalize the SDLP and become a major political force there, not just in the North, but in the South too, thereby threatening the stability of the whole island of Ireland. » (Goodall, 2002: 120-121). Du côté britannique, par contre, l'intérêt à un accord avec la République d'Irlande est motivé par des aspects de sécurité, soit d'améliorer la coopération transfrontalière dans la lutte contre l'IRA, mais également par une reconnaissance progressive « that the particular historical, cultural, geographical and demographic circumstances of Northern Ireland, including the size of the minority community relative to the unionist community and the proximity of the Republic, were such that it was no longer governable without some form of institutionalized recognition of the 'Irishness' of the nationalist minority » (Goodall, 2002: 121).

Côté irlandais, comme on l'a noté, les négociations avec la Grande-Bretagne visent entre autres à affaiblir le *Sinn Féin*. Ceci est aussi compatible avec la stratégie britannique à l'égard du *Sinn Féin* dans les années 1980. Alors que dans la première phase du conflit nord-irlandais, les autorités britanniques considéraient le *Sinn Féin* comme l'aile modérée du mouvement républicain, dont il s'agissait d'encourager la conversion à une politique pacifique, dans les années 1980, à l'inverse, « the representatives of Sinn Fein [were portrayed] (...) as an inextricable part of the Republican strategy of 'the Armalite and the ballot box', according to which the latter sought to legitimize and strengthen the former. Consequently, the British government made no difference between the two: at best, *Sinn Fein* was irrelevant; at worst, it was – like the IRA – 'just an enemy' » (Neumann, 2003: 139). De ce point de vue, l'accord anglo-irlandais est sans doute pour les deux parties une tentative de renforcer la position des nationalistes modérés en Irlande du nord.

Lors des négociations, le SDLP nord-irlandais est régulièrement consulté par le gouvernement irlandais. Le gouvernement britannique négocie par contre l'accord de Hillsborough sans l'avis des partis unionistes compte tenu de leur opposition à toute implication de la République d'Irlande en Irlande du nord: « the British government [has] been obliged, by unionist intransigence, to negotiate over the heads of the unionist leadership and ride roughshod over their objections » (Goodall, 2002: 121).

Les négociations de Hillsborough avaient l'ambition initiale de parvenir à une équation équilibrée: « that a strengthened Irish acceptance of the legitimacy of the Union, together with closer cross-border security co-operation, should be balanced by giving the Irish government, on behalf of the Northern nationalist community, a say in the administration of the North in all matters affecting that community. » (Goodall, 2002: 121). L'Accord anglo-irlandais est toutefois une version diluée de cet objectif initial. L'implication irlandaise dans les affaires internes de l'Irlande du nord comprend un rôle purement consultatif éloigné des aspirations du gouvernement irlandais ou du SDLP à une autorité jointe. Selon Neumann (2003), la possibilité d'une autorité partagée, compatible avec la tradition constitutionnelle britannique, n'a pas été poursuivie par le gouvernement Thatcher en raison de l'opposition attendue des

unionistes et la crainte d'un front loyaliste rendant la province ingouvernable sur le modèle des grèves 1974. Un rôle consultatif, par contre, apparaissait moins problématique. Ce rôle comprend la possibilité pour le gouvernement irlandais, lorsque les intérêts de la minorité catholique sont affectés, de se prononcer sur des changements proposés de législation ou de politique publique.

L'accord de Hillsborough amène à une forte protestation unioniste en Irlande du nord (voir par exemple Tonge, 1998). Les données de *l'European Protest and Coercion Data* répertorient 44 événements de protestation unionistes contre l'accord, dont une grève générale suivie par 100'000 personnes et des manifestations réunissant jusqu'à 200'000 participants. Pour autant, à la différence de la situation de 1974, l'opposition unioniste échoue à rendre la région ingouvernable et l'opposition s'essouffle dans le courant 1986. En parallèle, l'AIA, qui renforce la position nationaliste modérée et accroît l'isolement des républicains, entraîne une radicalisation et un accroissement de la violence de l'IRA.

L'accord anglo-irlandais n'a pas de portée pratique dans l'immédiat et pas d'effet direct sur le conflit en Irlande du nord. Pour autant, en reconnaissant explicitement au gouvernement irlandais un intérêt légitime dans les affaires internes nord-irlandaises, en particulier lorsqu'elles affectent la minorité et en lui permettant aussi d'agir au nom de cette minorité, Londres introduit un changement de paradigme dans la dynamique du conflit, qui aura des effets sur le long terme.

La période qui s'étend de l'accord anglo-britannique à la déclaration de Downing Street en 1993 sera à cet égard cruciale, dans la mesure où elle voit se combiner des modifications incrémentales dans la position des différents protagonistes amenant, en 1993, à l'esquisse d'un processus de paix finalisé ensuite dans les accords de Belfast. Il n'est pas possible de rendre compte ici de manière approfondie de ce processus, mais on peut considérer comme suit l'évolution des acteurs:

- La position du gouvernement britannique évolue vers une politique de neutralité basée sur un principe de consentement de toutes les parties. Le gouvernement réitère par là sa position traditionnelle de neutralité concernant l'avenir constitutionnel de l'Irlande du nord, mais refuse aussi désormais de considérer toute forme de changement constitutionnel qui n'aurait pas l'accord des unionistes et des nationalistes: « the cornerstone of London's strategy was to produce an agreed settlement, and there was obviously no point in trying to impose changes to the constitutional position of Northern Ireland that one or both sides would find unacceptable » (Neumann, 2003: 148). Ceci signifie d'une part que Londres se considère désormais comme le garant d'un processus permettant de trouver des options pratiques acceptables pour les deux communautés, d'autre part que le gouvernement cherche désormais une solution inclusive comprenant toutes les parties intéressées, et en particulier « that any settlement had to include agreement in three so-called Strands (relations within Northern Ireland, within the island of Ireland, and between the two governments), and that 'no agreement on any aspect would be reached unless and until all parties were finally satisfied with the whole' » (Neumann, 2003: 149-150). L'évolution britannique a entre autres pour effet de convaincre petit à petit les républicains que Londres entend effectivement jouer un rôle neutre dans la question nord-irlandaise et ouvre la voie d'une solution négociée avec le *Sinn Féin*.
- La position du gouvernement irlandais évolue vers une intensification de ses relations avec le gouvernement britannique et vers la défense d'une solution négociée et acceptable pour l'ensemble des parties au conflit, en renonçant aux revendications de

la République d'Irlande sur l'Irlande du nord. Ceci signifie également que le gouvernement irlandais joue de manière renforcée un rôle d'allié pour les Britanniques et le SDLP en vue de forcer les républicains à accepter une solution pacifique à la question nord-irlandaise.

- Le SDLP sort renforcé sur un plan électoral par les accords anglo-irlandais et poursuit l'objectif d'une résolution du conflit dans un cadre constitutionnel incluant la République d'Irlande, par exemple une autorité jointe irlando-britannique. La direction du SDLP est par ailleurs persuadée que le processus de paix est destiné à échouer s'il échoue à inclure les républicains. Compte tenu aussi de l'affaiblissement de l'IRA et des revers électoraux des républicains, le SDLP s'emploie à convaincre le *Sinn Féin* de renoncer à la stratégie militaire en l'échange d'une solution politique négociée ; à cette fin, des contacts sont établis entre le leader du SDLP John Hume et le leader du *Sinn Féin* Gerry Adams, qui aboutissent en particulier à une déclaration commune en 1993.
- La double stratégie « the Armalite and the ballot box » des républicains atteint ses limites à la fin des années 1980. Le dispositif de sécurité britannique s'est amélioré : « the British had been unable to achieve a decisive military victory over the IRA, but their policy of containment and attrition had undoubtedly taken a toll » (Bew, Frampton et Gurruchaga, 2009: 109). On compte par exemple qu'en 1994, 80 % des attentats préparés par l'IRA sont déjoués par les forces de sécurité (Bew, Frampton et Gurruchaga, 2009: 110). En conséquence, l'IRA recourt davantage à une violence aveugle et fait davantage de victimes civiles, entraînant une réaction de rejet croissant dans la communauté catholique. Sur le plan militaire, par ailleurs, la répression l'affaiblit fortement. L'IRA semble en mesure de maintenir indéfiniment une activité armée, mais elle doit reconnaître au début des années 1990 qu'elle n'est pas en mesure d'atteindre à une victoire par la voie militaire et comme le note le stratège républicain Danny Morrison en 1991 : « I think we can fight on forever and can't be defeated. But, of course, that isn't the same as winning or showing something for all the sacrifices » (Bew, Frampton et Gurruchaga, 2009: 111). Tandis que la frange politique du mouvement est préoccupée de trouver une solution négociée pour assurer son assise électorale dans la population catholique, les paramilitaires s'acheminent petit à petit vers l'acceptation d'une solution négociée du conflit compte tenu de l'absence de perspectives de victoire militaire.

Entre 1990 et 1993, des négociations directes ont lieu entre les républicains et le gouvernement britannique, mais échouent à trouver un compromis. D'un côté, les républicains attendent un engagement britannique autour de la réunification irlandaise et le retrait des troupes britanniques d'Irlande du nord, de l'autre, les Britanniques posent comme condition à une solution politique le renoncement à la violence. Ces négociations restent lettre morte. En parallèle, toutefois, le *Sinn Féin* maintient des contacts avec le SDLP, qui aboutissent à la déclaration commune d'avril 1993. Les deux partis affirment dans cette déclaration qu'il ne peut y avoir de solution interne à la question nord-irlandaise (excluant la République d'Irlande) et que le peuple irlandais dans son ensemble possède un droit à l'auto-détermination. Par ailleurs, le document demande aussi que les Britanniques établissent un agenda pour leur retrait de l'Irlande.

La déclaration conjointe du SDLP et du *Sinn Féin* est inacceptable en l'état pour les Britanniques, en particulier parce que – dans la tradition nationaliste républicaine – elle met en avant les droits historiques irlandais au détriment du respect des choix démocratiques de la population d'Irlande du nord.

La déclaration conjointe des gouvernements britannique et irlandais en décembre 1993 peut être considérée partiellement comme une réponse à l'initiative des nationalistes. Elle écarte les revendications conjointes du SLDP et du *Sinn Féin* et pose les conditions cadre d'un accord de paix en Irlande du nord pour les deux gouvernements.

Concernant les arrangements politiques futurs en Irlande du nord, la déclaration de Downing Street indique en particulier: « The Prime Minister, on behalf of the British Government, reaffirms that they will uphold the democratic wish of the greater number of the people of Northern Ireland on the issue of whether they prefer to support the Union or a sovereign united Ireland. On this basis, he reiterates, on the behalf of the British Government, that they have no selfish strategic or economic interest in Northern Ireland. Their primary interest is to see peace, stability and reconciliation established by agreement among all the people inhabit the island, and they will work together with the Irish Government to achieve such an agreement, which will embrace the totality of relationships. The role of the British Government will be to encourage, facilitate and enable the achievement of such agreement over a period through a process of dialogue and co-operation based on full respect for the rights and identities of both traditions in Ireland. They accept that such agreement may, as of right, take the form of agreed structures for the island as a whole, including a united Ireland achieved by peaceful means on the following basis. The British Government agree that it is for the people of the island of Ireland alone, by agreement between the two parts respectively, to exercise their right of self-determination on the basis of consent, freely and concurrently given, North and South, to bring about a united Ireland, if that is their wish. (...). Both Governments accept that Irish unity would be achieved only by those who favour this outcome persuading those who do not, peacefully and without coercion or violence, and that, if in the future a majority of the people of Northern Ireland are so persuaded, both Governments will support and give legislative effect to their wish » (cité par Elliott, 2002: 207-208).

Concernant le processus de paix, par ailleurs, la Déclaration de Downing Street indique: « The British and Irish Governments will seek, along with the Northern Ireland constitutional parties through a process of political dialogue, to create institutions and structures which, while respecting the diversity of the people of Ireland, would enable them to work together in all areas of common interest. This will help over a period to build the trust necessary to end past divisions, leading to an agreed and peaceful future. Such structures would, of course, include institutional recognition of the special links that exist between the peoples of Britain and Ireland as part of the totality of relationships, while taking account of newly forged links with the rest of Europe. The British and Irish Governments reiterate that the achievement of peace must involve a permanent end to the use of, or support for, paramilitary violence. They confirm that, in these circumstances, democratically mandated parties which establish a commitment to exclusively peaceful methods and which have shown that they abide by the democratic process, are free to participate fully in democratic politics and to join in dialogue in due course between the Governments and the political parties on the way ahead. » (cité par Elliott, 2002: 208).

La déclaration de Downing Street ne répond ainsi pas directement aux attentes exprimées par les nationalistes, mais elle pose des conditions claires et partagées par les deux gouvernements concernant les conditions pour la négociation entre toutes les parties au conflit et laisse toutes options ouvertes pour l'avenir institutionnel de l'Irlande du nord. La document ouvre aussi une porte au *Sinn Féin*, qui avait jusque là été exclu de tout processus de négociation, en soulignant que tout parti qui renonce à la violence sera inclus dans les négociations futures (Maillot, 2005: 31).

La déclaration commune de Downing Street amène, dans les mois qui la suivent, les paramilitaires républicains dans un premier temps (en août 1994) puis les paramilitaires loyalistes (en octobre 1994) à déclarer un cessez-le-feu.

La concrétisation des objectifs de la déclaration de Downing Street dans l'accord du Belfast prendra toutefois cinq ans. Nombre d'éléments ralentissent le processus de paix, en particulier le manque de confiance entre les protagonistes et la question du désarmement (« *decommissioning* ») des troupes paramilitaires. Le cessez-le-feu de l'IRA ne constitue en effet pas un revirement stratégique, mais est inscrit dans une stratégie esquissée en été 1994 concernant l'usage tactique de la lutte armée. Tandis que le gouvernement britannique est attaché obtenir de l'IRA un renoncement permanent à la violence, l'organisation considère ce renoncement comme conditionné à l'évolution des négociations. Entre 1996 et 1997, elle reprend d'ailleurs la lutte armée, quoiqu'avec une intensité nettement plus faible qu'avant le cessez-le-feu, amenant l'exclusion du *Sinn Féin* du processus de paix et le blocage de fait du processus de paix.

La signature d'un accord de paix échoue sous le gouvernement conservateur britannique. Les travaillistes parvenus au pouvoir en 1997 reprendront les négociations et parviennent à conclure en 1998 l'accord de Belfast.

4) *Le gouvernement travailliste de 1997 à 2010*

L'accord de Belfast de 1998 est le résultat d'une négociation laborieuse entre toutes les parties sous l'impulsion du gouvernement de Toni Blair. Il est toutefois aussi le produit d'un travail de négociation qui a suivi la déclaration de Downing Street et a aussi été précédé d'un document cadre rédigé en 1995, *The Framework Agreement*. La reprise des négociations entre le gouvernement britannique et les républicains est, entre autres, lié à la flexibilité plus grande des travaillistes à l'égard du désarmement de l'IRA ; à l'inverse, les travaillistes rejettent clairement l'option d'une Irlande unie pour minimiser l'opposition unioniste.

L'accord de Belfast s'emploie à créer une solution équilibrée donnant aussi des garanties à chacune des communautés: « The Agreement was a carefully balanced document where principles were enshrined, institutional mechanisms put in place and safeguards given to both communities. A 108-member assembly would represent the people of Northern Ireland, which would elect a ten-member executive to be appointed on a proportional basis, so as to reflect all political shades. The North-South Council, where ministers from both sides of the island would sit, would enhance cooperation in a number of areas, and the British government would be represented at the Council of the islands which would also include representatives of the Scottish and Welsh assemblies. Both Irish and British governments were prepared to put an end to their territorial claims over Northern Ireland, by the repeal of the 1920 Government of Ireland Act by Westminster and the redrafting of Sections Two and Three of the Constitution by the Republic of Ireland, thereby conforming to the fundamental principle of consent. Among the other provisions of the Agreement were the reform of the police service, the establishment of a Commission on Human Rights, and procedures to deal with the issue of reconciliation and victims. » (Maillot, 2005: 32-33). L'accord de Belfast est soumis au referendum dans les deux parties de l'Irlande et accepté par 71.1 % des votants en Irlande du nord, avec un taux d'acceptation évalué à 99 % parmi les catholiques et 50 % environ parmi les protestants (Maillot, 2005).

Les accords de Belfast ouvrent la voie à une décentralisation politique en Irlande du nord et la création d'un gouvernement local où sont représentés les partis nationalistes et unionistes. Le nouveau gouvernement entre en fonction en 1999.

La question du désarmement des paramilitaires, qui a été laissée de côté avant le *Good Friday Agreement*, se repose toutefois avec toute son acuité sous le nouveau gouvernement nord-irlandais et amène des crises récurrentes dans les années 2000. Les républicains ont certes engrangé des avantages majeurs dans le cadre du processus de paix, mais continuent de considérer le maintien de leur arsenal militaire comme un gage de sécurité auquel ils refusent de renoncer. Comme le note Goodall (2002), il ne s'agit pas seulement d'une question symbolique ; en 1996, l'IRA avait de manière unilatérale interrompu son cessez-le-feu par un attentat à Canary Wharf et la menace d'un retour tactique au terrorisme reste présente tant que le désarmement n'est pas atteint: « In this way Sinn Féin manages to use the IRA's continued military capability as a source of political pressure while at the same time disclaiming any responsibility for doing so. And it is this tactic which makes the decommissioning issue one of practical, and not just symbolic, importance » (Goodall, 2002: 126).

En l'absence d'une solution, le nouveau parlement de Stormont, après deux interruptions entre 1999 et 2002, est en définitive suspendu en 2002, puis officiellement dissous et la région repasse sous administration directe britannique. Le désarmement des paramilitaires est toutefois progressivement atteint dans les années suivantes, permettant aussi l'établissement d'un nouveau gouvernement décentralisé à partir de 2007, qui depuis lors semble gouverner de manière assez stable en dépit du fait qu'il est dirigé par les deux partis les plus opposés sur l'échiquier politique, soit le *Sinn Féin* et le DUP.

D'un point de vue politique, les années 2000 ont en effet vu un accroissement du succès électoral des radicaux au détriment des modérés: le *Sinn Féin* a dépassé le SDLP et est devenu le premier parti de la minorité catholique, de même que le DUP devance désormais l'UUP auprès de la communauté protestante. Ces tendances vont s'accroissant et les deux partis radicaux obtenaient en 2001 plus de la moitié des suffrages en Irlande du nord. Les arrangements institutionnels mis en place semblent néanmoins garantir actuellement une certaine stabilité aux institutions nord-irlandaises: les extrêmes ont renforcé leurs positions et obtenu des avantages qui ne devraient pas les inciter à revenir à la situation antérieure au processus de paix (voir aussi le chapitre 3.3.5.1 concernant les avantages engrangés par le *Sinn Féin*). Comme le note Wilson: « More than a decade on from the Belfast agreement, the sectarian 'force field' of antagonism in Northern Ireland [remains] as strong as ever. The agreement certainly did nothing to stem this polarisation, which was exacerbated by the manner of its implementation » (Wilson, 2010: 180). L'accord de Belfast et ses suites ont, le cas échéant, assuré la stabilité en Irlande du nord en consolidant la position des extrémistes au détriment des modérés.

3.3.5 Le succès du mouvement nationaliste irlandais

3.3.5.1 Reconnaissance institutionnelle du mouvement irlandais

Le degré de succès du mouvement nationaliste irlandais en termes de reconnaissance institutionnelle peut être estimé en comparant la situation prévalant en 2011 en regard du début de la période d'observation: en 1975, la région se trouvait sous administration directe britannique, excluant de facto l'accès institutionnel des nationalistes modérés ou radicaux au pouvoir politique. A la suite du processus de paix engagé dans les années 1990 et des accords de Belfast de 1997, à l'inverse, les nationalistes se sont vu de facto assurer une participation stable aux institutions politiques nord-irlandaises, dans le cadre d'une architecture institutionnelle complexe prévoyant un partage du pouvoir exécutif entre unionistes et nationalistes et un rôle de veto des nationalistes sur les décisions politiques importantes (voir chapitre 3.3.6.2).

Le succès en termes de reconnaissance institutionnelle est particulièrement marqué pour le nationalisme radical représenté par le *Sinn Féin* et les paramilitaires républicains. Les avantages accumulés par le *Sinn Féin* sont par exemple décrits comme suit par Goodall: « On any objective assessment of the balance of advantage, Sinn Féin has done well out of the Good Friday Agreement. From being a political pariah, it is courted and respected by both the Irish and the British governments. Its electoral support, as already noted, has substantially increased on both sides of the border (...). There has been a wholesale release of convicted republican prisoners. Sinn Féin obtained two ministerial portfolios¹⁸⁴ in a devolved Northern Ireland government. A root and branch reform of the RUC has been set on train and British sovereignty over the North has been blurred by the establishment of a whole nexus of cross-border institutions » (Goodall, 2002: 126). Tandis que les tentatives britanniques en 1974 de parvenir à une solution des troubles en Irlande du nord s'étaient appuyées avant tout sur les nationalistes et unionistes modérés, en excluant les factions extrémistes, le gouvernement britannique a tiré les leçons de cet échec en incluant dans les années 1990 les factions radicales dans le processus de paix. Selon l'ancien Secrétaire d'Etat britannique pour l'Irlande du nord Mandelson, cité par Wilson (2010): « Sunningdale had been 'constructed on the supposition that the "moderate majority" in both unionist and nationalist communities would assert itself against the "extremes". But, he said, 'we learnt, very painfully in 1974, the centre ground did not hold'. He went on: 'The Good Friday Agreement only works because it offers every significant section of the community in Northern Ireland an opportunity to take part and the guarantee that they can never be excluded from the government of Northern Ireland » (Wilson, 2010: 132-133, citant Mandelson [2000]). En d'autres termes, le processus de paix de 1997 et les institutions politiques qui en ont résulté ont assuré aux nationalistes radicaux, en particulier aux républicains du *Sinn Féin*, une place incontournable dans le système institutionnel nord-irlandais. Ceci s'est aussi traduit par une progression électorale marquée du *Sinn Féin* depuis le *Good Friday Agreement*, qui a remplacé le SDLP comme premier parti de l'électorat catholique et lui a assuré une position dominante au gouvernement de Stormont, qu'il dirige en collaboration avec l'autre parti radical loyaliste du DUP.

Le processus de paix a aussi impliqué l'octroi de concessions aux paramilitaires (républicains comme loyalistes). Cette politique des autorités s'est étendue au delà des principaux protagonistes de la négociation pour concerner l'ensemble des paramilitaires sous contrainte de leur renoncement à la lutte armée. Le processus s'est traduit entre autres par la libération de nombre de paramilitaires et leur réintégration dans la vie civile (à la suite de l'accord de Belfast, le *Northern Ireland Sentences Act* de 1998 a défini les conditions de libération des paramilitaires républicains ou loyalistes condamnés¹⁸⁵, amenant la libération de 242 prisonniers républicains (et 195 loyalistes) entre 1998 et 2006 (voir à ce propos par exemple Albert, 2009: 334-43). Il a également amené directement ou indirectement des concessions politiques du gouvernement britannique en matière de police: sans que ceci représente forcément une politique officielle du gouvernement britannique, la réforme du Royal Ulster Constabulary a en partie été mise en oeuvre en vue d'amener l'IRA à désarmer (voir par exemple The Guardian, 26 août 1999).

¹⁸⁴ Quatre portefeuilles ministériels depuis 2007.

¹⁸⁵ Entre autres: le prisonnier est condamné à une peine de 5 ans ou plus ; il a effectué au moins un tiers de sa peine pour une peine fixe, au moins deux tiers s'il est condamné à perpétuité ; le prisonnier ne fait pas partie d'une organisation terroriste qui ne s'est pas engagée à respecter le cessez-le-feu dans le cadre des accords de paix ; le prisonnier ne représente pas un danger pour la population et ne devrait pas s'engager dans des activités terroristes s'il est libéré (voir Albert, 2009:335).

L'institutionnalisation du mouvement républicain irlandais peut être appréciée en particulier en regard de la situation basque, également caractérisée par une frange nationaliste radicale bicéphale composée d'une branche armée et d'une branche politique représentant un potentiel électoral non négligeable: tandis qu'en Irlande du nord le *Sinn Féin* est désormais part à l'exécutif nord irlandais et les paramilitaires de l'IRA ont largement été l'objet de pardons et d'une réintégration dans la vie civile, au Pays basque, le parti *Herri Batasuna* a été interdit au début des années 2000 et le gouvernement espagnol s'est employé à démanteler l'organisation ETA par la répression (voir chapitre 6).

3.3.5.2 Autonomie politique

Le succès enregistré par le mouvement peut être estimé de manière générale en considérant l'autonomie politique atteinte par la région, de manière spécifique en considérant le succès concernant les enjeux spécifiques du conflit nord-irlandais identifiés précédemment (voir chapitre 3.2). La mesure du succès du mouvement nationaliste en matière d'autonomie se base essentiellement sur l'accord conclu à Belfast le 10 avril 1998 (*The Good Friday Agreement*).

1. Autonomie politique de l'Irlande du nord

L'autonomie politique de l'Irlande du nord se reflète dans le rétablissement d'un parlement autonome en Irlande du nord. Les fonctions législatives de ce parlement touchent en particulier aux domaines de la justice, l'éducation, la culture, l'administration locale, le patrimoine, le logement, la santé et l'agriculture. Des secteurs importants comme la défense, la police et la fiscalité restent de la compétence de Londres, mais la possibilité d'une autonomie accrue dans le domaine de la sécurité à un stade ultérieur du processus a été laissée ouverte.

Un gouvernement autonome est par ailleurs instauré. Sa direction est assurée par un premier ministre, appuyé par un premier ministre adjoint (*deputy prime minister*), en dessous desquels se trouvent dix ministères. Chaque ministère est lui-même surveillé par un comité. Il est prévu que le poste de premier ministre soit occupé par un unioniste, le poste d'adjoint par un nationaliste, tandis que les ministères sont attribués en fonction du poids des différents partis. De même, les membres des comités sont désignés en fonction d'une clef de répartition partisane.

2. Garanties pour la minorité catholique

Il est expressément mentionné dans l'accord de Belfast que des mesures seront prises pour garantir la participation des deux communautés aux institutions nord-irlandaises (« There will be safeguards to ensure that all sections of the community can participate and work together successfully in the operation of [the Democratic Institutions of Northern Ireland] and that all sections of the community are protected » (*Good Friday Agreement*, Strand One: Democratic Institutions of Northern Ireland).

Parmi les garanties instaurées pour la minorité catholique, on peut mentionner:

- Une architecture institutionnelle compliquée permet d'assurer un veto de chaque communauté pour toute décision politique importante. A l'échelon de l'assemblée, aucune loi importante ne peut être votée sans un soutien issu des unionistes et nationalistes ; la direction bicéphale du gouvernement assure une prise de décision concertée entre le premier ministre unioniste et son adjoint nationaliste ; les postes ministériels sont répartis entre unionistes et nationalistes, et soumis à la surveillance de comités où les deux tendances sont également représentées (McKittrick et McVea, 2001: 220).
- L'Irlande du nord est liée à la Grande-Bretagne et à la république d'Irlande, ainsi qu'aux communautés autonomes de l'Écosse et du Pays de Galles par une architecture

institutionnelle qui assure un droit de regard de l'Irlande sur les affaires nord-irlandaises et une collaboration accrue entre les communautés.

- Des commissions sont instituées pour améliorer les garanties en matière de droits de l'homme, en particulier par l'examen des législations sur le maintien de l'ordre (*policing issues, emergency issues*).

3. Enjeux spécifiques

Le succès du mouvement nationaliste sur des enjeux spécifiques dépasse le cadre de ce travail. L'ouvrage d'Albert (2009) en détaille par exemple les différents aspects. On peut noter de manière simplifiée les résultats suivants:

1. *Enjeux économiques et sociaux.* Le gouvernement britannique s'est engagé dans le cadre du *Good Friday Agreement* à établir rapidement une nouvelle stratégie de développement régional et économique pour l'Irlande du nord et à introduire des mesures destinées à combattre le chômage et à réduire les différentiels de chômage entre les deux communautés catholique et protestante.
2. *Scolarité et logement.* Dans les secteurs spécifiques du logement et de la scolarité, on peut noter la poursuite d'une politique neutre d'un point de vue confessionnel par le ministère du logement¹⁸⁶ comme de l'éducation¹⁸⁷.
3. *Police.* La réforme du *Royal Ulster Constabulary* a été un élément central de l'accord de Belfast et la police a fait l'objet d'une enquête d'une commission indépendante, dite commission Patten, dont le rapport¹⁸⁸ a fourni les bases pour une réforme en profondeur de la police en Irlande du nord. Parmi les éléments de la réforme, on notera en particulier un accroissement rapide des effectifs catholiques dans la police nord-irlandaise: tandis que 8 % de l'ensemble des effectifs de police était catholique en 1998, 25.9 % des officiers de police et 17.7 % des employés sont des catholiques en 2009 (Albert, 2009: 268).
4. *Langue gaélique.* Comme on l'a noté, il s'agit d'un enjeu marginal. Le gouvernement britannique reconnaît cependant l'importance du gaélique, il s'engage à promouvoir le gaélique dans l'enseignement, les arts et la culture, les médias, l'usage tant public que privé, et à militer contre tout ce qui peut en restreindre l'emploi¹⁸⁹. Le gaélique

¹⁸⁶ Les modifications de la politique du logement ont, de l'avis de la majorité de la population, permis de mettre fin à la discrimination des catholiques.

¹⁸⁷ Dans le secteur de l'éducation, par ailleurs, il apparaît que les différences de financement entre écoles privées et publiques est désormais minime. 85 % des investissements et 100 % des frais d'exploitation sont pris en charge par l'Etat pour les écoles privées gérées par l'église catholique (*maintained schools*) contre 100 % des frais d'investissement et des frais d'exploitation pour les écoles publiques (*controlled schools*).

¹⁸⁸ Disponible sous: http://www.nio.gov.uk/a_new_beginning_in_policing_in_northern_ireland.pdf (consulté le 10 avril 2012).

¹⁸⁹ Le statut actuel de la langue irlandaise et la progression de ce statut peut être estimé en considérant les domaines de la vie publique suivants:

- *Législatif.* L'Assemblée d'Irlande du Nord peut autoriser l'utilisation de l'irlandais lors de ses débats ; elle a pris des dispositions dans ce sens.
- *Justice.* En matière de justice, il n'existe aucune disposition juridique sur la langue irlandaise. Il n'est donc pas possible d'utiliser l'irlandais dans un tribunal situé en Irlande du Nord.
- *Administration.* Jusqu'à récemment, seul l'anglais était autorisé dans les relations avec l'administration locale de l'Irlande du Nord comme l'administration britannique. Dorénavant, les autorités locales et régionales pourront permettre et encourager les locuteurs de l'irlandais à présenter leurs demandes dans cette langue.
- *Education.* D'après l'ordonnance de 1998 sur l'éducation pour l'Irlande du Nord, le ministère nord-irlandais de l'Éducation a l'obligation d'encourager et d'organiser le développement de l'enseignement en langue

n'obtient cependant aucun statut officiel en Irlande du Nord, l'anglais demeure seule langue officielle dans les six comtés.

3.3.5.3 Possibilités d'indépendance

L'accord de 1998 prévoit¹⁹⁰ que le statut de l'Irlande du nord dépend en définitive de la volonté de la population nord-irlandaise: tant qu'une majorité de la population désire demeurer membre du Royaume-Uni, ce statut demeure¹⁹¹, si toutefois la majorité de la population d'Irlande du nord se prononçait démocratiquement pour la réunification irlandaise, de manière analogue, sa volonté prévaudrait. Cochrane (1994) note¹⁹² que la position défendue par le gouvernement britannique est celle d'un arbitrage neutre et extérieur: « the British Government is not a protagonist with an interest to protect in the region but a neutral outside agency which just happens, through an accident of history, to be responsible for the government of Northern Ireland at the moment » (Cochrane, 1994: 388) et est marquée par une forte volonté de désengagement de la question irlandaise¹⁹³, y compris l'acceptation d'une option séparatiste. Ceci distingue fortement la situation irlandaise de la situation écossaise, où l'option séparatiste semble certes également acceptée aujourd'hui au Royaume-Uni (voir également chapitre 4.3.4) mais comme un pas regrettable que le gouvernement s'emploie à combattre politiquement, entre autres par la proposition de nouvelles mesures de décentralisation.

3.3.5.4 Evolution des valeurs de la société

Le succès d'un mouvement nationaliste peut se décliner, outre par sa reconnaissance institutionnelle ou l'avancée de ses revendications politiques, par sa capacité à faire évoluer les valeurs de la société dans son sens. En particulier, on peut considérer comme un succès pour un mouvement nationaliste de parvenir à rassembler davantage d'adhérents ou de contribuer à « nationaliser » les valeurs de la société.

Comme il est apparu dans les chapitres précédents, la société nord-irlandaise était déjà profondément nationalisée au début de la période d'observation. Le chapitre 3.3.1 a montré que le vote pour les deux principaux partis nationalistes, d'une part, et pour les deux principaux partis unionistes, d'autre part, atteignait plus de 80 % de l'électorat. Selon les données à notre disposition, la répartition entre bloc nationaliste et bloc unioniste est restée stable. Comme le note McGarry (2001), l'évolution des blocs partisans est liée essentiellement à des évolutions démographiques ou de participation, dans la mesure où aucun des partis ne

irlandaise. Le même ministère a créé, en août 2000, un organisme (le *Comhairle na Gaelscolaíochta*) chargé de la promotion de l'irlandais.

- *Médias*. La diffusion de l'irlandais par la radio, télévision et dans la presse écrite reste marginale. La population d'Irlande du nord a toutefois accès également aux médias irlandais, où l'usage de la langue irlandaise est davantage encouragé. (d'après Leclerc, 2002b).

¹⁹⁰ Cette disposition du *Good Friday Agreement* reprend une position déjà affirmée par la déclaration de Downing Street de 1993.

¹⁹¹ La République d'Irlande accepte ainsi de renoncer à une disposition de la constitution irlandaise, qui réclame une réunification de l'Irlande.

¹⁹² A propos de la déclaration de Downing Street de 1993.

¹⁹³ L'option ouverte à l'Irlande du nord peut aussi être considérée à la lumière du faible soutien dans la population britannique à l'option de son maintien au sein du Royaume-Uni. Selon un sondage effectué en avril 1993 auprès de la population britannique: "Que préféreriez-vous qu'il arrive ?"

- | | |
|--|----|
| • - que l'Irlande du nord reste dans le Royaume-Uni | 27 |
| • - que l'Irlande du nord devienne membre de la république d'Irlande | 15 |
| • - que l'Irlande du nord devienne indépendante | 41 |
| • - sans opinion | 17 |

Source: Gallup Political and Economic Index, in Cochrane (1994: 387).

parvient à intégrer des représentants du bloc opposé: « There has been no swing voting between the two blocks, and any change in their respective share of the poll has been the result of differential birth-rates and electoral participation rates » (McGarry, 2001: 116). En termes de processus de nationalisation de la société, les nationalistes d'Irlande du nord ont échoué, car ils n'ont aucunement ramené la communauté protestante à leur projet. Ceci apparaît également dans les sondages réalisés depuis 1998 en Irlande du nord concernant les positions nationalistes ou unionistes dans la population, comme le montre le tableau 43 ci-dessous:

Tableau 43: Réponse à la question « Vous considérez-vous comme un unioniste, un nationaliste ou ni l'un ni l'autre ? » par communauté religieuse, en 1998 et 2010

	1998			2010		
	<i>Catho- lique</i>	<i>Protes- tant</i>	<i>Sans religion</i>	<i>Catho- lique</i>	<i>Protes- tant</i>	<i>Sans religion</i>
Unioniste	1 %	72 %	27 %	1 %	65 %	10 %
Nationaliste	63 %	1 %	8 %	54 %	0 %	6 %
Ni l'un ni l'autre	33 %	26 %	63 %	45 %	34 %	82 %
Autre / ne sait pas	2 %	2 %	3 %	1 %	1 %	3 %

Source: Northern Ireland Life and Times, sondages 1998 et 2010.

On ne peut parler en ce sens de nationalisation des valeurs de la société en Irlande du nord durant la période d'observation. Par contre, comme on l'a noté par ailleurs, le processus de paix est allé de pair avec un renforcement du nationalisme radical représenté par le *Sinn Féin* au détriment de SDLP, comme de l'unionisme radical du DUP au détriment de l'UUP, même si parallèlement le projet politique de ces deux partis extrêmes s'est aussi modéré (voir aussi chapitre 3.3.2).

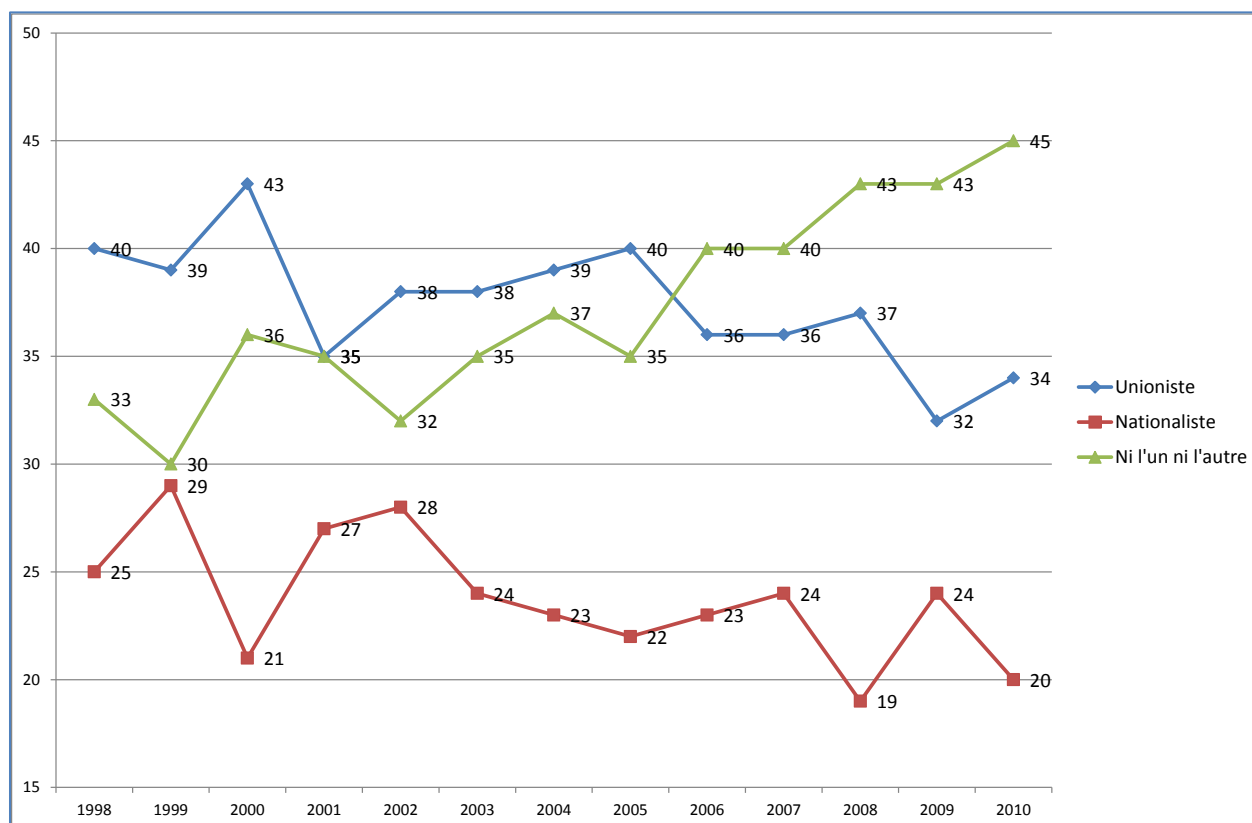
Divers auteurs sont d'avis que le processus de paix s'est traduit, entre autres du fait de ses concessions aux radicaux, par une érosion du « middle ground » et une polarisation politique et ségrégation accrue de l'Irlande du nord (voir par exemple McGarry [2001], Wilson [2010]). Pour Wilson, l'accroissement de la polarisation peut d'ailleurs être mesurée, hors par l'évolution électorale, également à l'aune d'une ségrégation croissante entre population catholique et protestante¹⁹⁴. En d'autres termes, la nationalisation de la société en Irlande du nord se caractériserait, non par un renforcement du nationalisme dans l'ensemble de la population, mais par son renforcement au sein de la population catholique et une polarisation croissante entre population catholique et protestante.

Divers éléments laissent toutefois supposer un processus inverse de réduction des divisions entre les communautés protestante et catholique et de dénationalisation partielle de la société irlandaise. Les sondages réalisés chaque année depuis 1998 concernant les attitudes politiques

¹⁹⁴ Ainsi, la séparation des quartiers catholiques et protestants de Belfast par des murs s'est accrue depuis les années 1990: parmi les 41 murs reconnus officiellement par les autorités en 2007 (le nombre réel de ces murs de séparation serait selon Wilson de 88 en 2008), environ la moitié ont été construits, étendus ou surélevés depuis le cessez-le-feu des paramilitaires en 1994 (Wilson, 2010: 22).

de la population montre que l'identification globale au nationalisme ou à l'unionisme tend à se réduire, et que la part des personnes sondées qui ne se reconnaissent dans aucune de ces deux tendances a progressé d'un peu plus de 30 % de la population juste après les accords de Belfast à un peu plus de 40 % aujourd'hui.

Tableau 44: Réponse à la question « Vous considérez-vous comme un unioniste, un nationaliste ou ni l'un ni l'autre ? », ensemble des personnes interrogées, entre 1998 et 2010



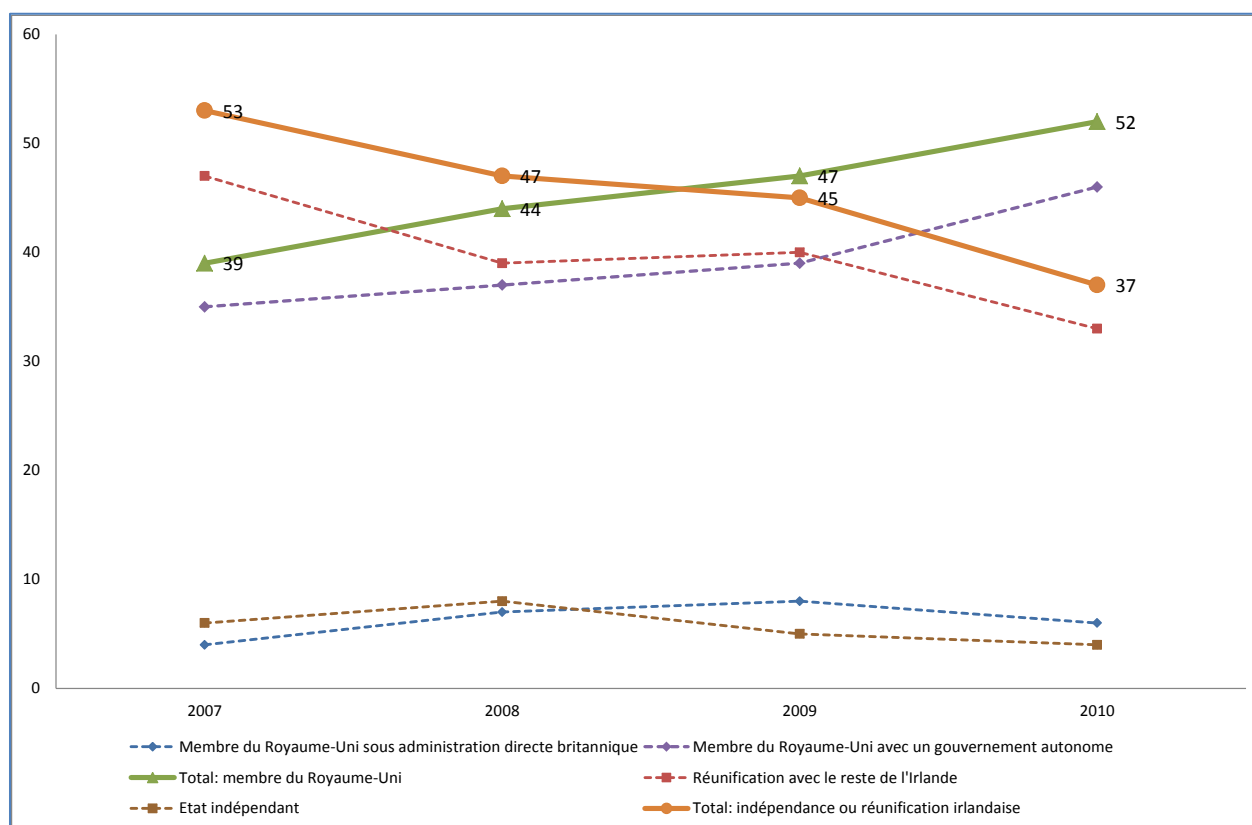
Source: *Northern Ireland Life and Times*, sondages 1998 à 2010.

Les personnes sans religion dans leur majorité ne sont ni nationalistes ni unionistes (voir aussi tableau 44), mais on constate également un accroissement de la part des catholiques ou protestants qui ne s'identifient ni au nationalisme ni à l'unionisme (passée de 33 à 45 % entre 1998 et 2010 parmi les catholiques et de 26 à 34 % parmi les protestants). Le processus de paix semble ainsi avoir entraîné une diminution de l'allégeance aux communautés politiques issues du confessionnalisme d'environ 10 points depuis l'accord de Belfast. En ce qui concerne le nationalisme, sa part de soutien parmi les catholiques ne concernerait aujourd'hui plus qu'une courte majorité de la population catholique (54 % en 2010, contre 63 % en 1998).

En ce qui concerne les options préférées de la population catholique concernant l'avenir à long terme de l'Irlande du nord, tandis que Ruane et Todd (1996), se référant à des sondages des années 1980, estimaient qu'environ 80 % de la population catholique aspirait à la réunification à terme de l'Irlande, les sondages annuels du *Northern Ireland Life and Times* entre 1998 et 2006 sur cette question montraient 42 à 59 % catholiques favorables à cette option, contre 4 à 18 % favorables à l'indépendance et 15 à 25 % au maintien à terme dans le Royaume-Uni. À partir de 2007, les termes du sondage ont été modifiés, et incluent également l'option du maintien à terme dans le Royaume-Uni avec une statut d'autonomie pour la région. Il apparaît que dans cette configuration, la préférence pour la réunification irlandaise ou pour

l'indépendance tendent à diminuer et, en 2010, une majorité de répondants catholiques étaient favorables au maintien à terme de l'Irlande du nord dans le Royaume-Uni, comme le montre le tableau 45 ci-dessous. Ces chiffres semblent indiquer, de la même manière que la diminution de l'identification au nationalisme, que le soutien de la population catholique au projet nationaliste s'est érodé depuis l'entrée en vigueur des accords de paix.

Tableau 45: Evolution des préférences de la population en réponse à la question concernant la politique de long terme préférée pour l'Irlande du nord entre 2007 et 2010 parmi les sondés catholiques



Source: *Northern Ireland Life and Times*, sondages 2007 à 2010.

Comme on l'a noté au chapitre 2.1.5.4, la nationalisation de la société par un mouvement doit également être considérée sous l'angle de sa capacité à influencer la maîtrise par la population des éléments saillants de la culture nationale ou la diffusion de la culture nationale. On peut noter qu'au début de la période d'analyse, la diffusion de la culture nationale était assurée de manière non institutionnelle au sein de la communauté catholique, par exemple par le biais des écoles privées catholiques. Les avancées des nationalistes concernent dès lors essentiellement leurs succès en termes de reconnaissance institutionnelle par l'Etat britannique et leur capacité à faire évoluer des formes auto-organisées de diffusion de la culture catholique et nationaliste en politiques publiques reconnues – ainsi de l'évolution de la politique de financement des écoles catholiques. Il n'est pas possible par contre sur la base des données disponibles de définir si le processus de paix s'est traduit par un renforcement des activités de diffusion de la culture et des valeurs défendues par les nationalistes (par exemple en termes de publications, politique éducative, apprentissage du gaélique, etc.). Compte tenu de la participation des nationalistes au gouvernement de Stormont, on peut supposer que le pouvoir institutionnel dont ils jouissent devrait leur permettre de mettre en oeuvre des politiques publiques en ce sens, sous réserve toutefois d'une situation de partage de pouvoir

avec des partis unionistes dont les objectifs dans ce domaine devraient être opposés aux leurs¹⁹⁵.

3.4 Bilan

Le bilan concernant chacune des régions étudiées se concentre sur des éléments saillants du mouvement nationaliste considéré, à l'exclusion de l'histoire du nationalisme ou des dimensions saillantes du clivage centre-périphérie dans la région:

1. *Potentiel de mobilisation nationaliste en Irlande du nord.* Le conflit nationaliste semble dominer l'arène électorale en Irlande du nord: l'essentiel de la minorité catholique comme de la majorité protestante votent pour des partis qui expriment avant tout un conflit sur l'axe nationaliste-unioniste. Les principaux partis nationalistes du SDLP et du *Sinn Féin* réunissent environ 29 à 43 % des suffrages en Irlande du nord entre 1982 et 2011. De même, le conflit nationaliste domine la protestation, au moins pour la période 1980 à 1995, avec environ 85 % des événements de protestation sur le territoire d'Irlande du nord liés à la question nationale et environ 65 % de la protestation liée à l'activisme nationaliste.

2. *Objectifs et stratégies du mouvement nationaliste.* Le mouvement nationaliste est divisé entre les nationalistes modérés proches du SDLP et les nationalistes radicaux, proches du *Sinn Féin* et du *Provisional IRA*, outre diverses formations nationalistes radicales liées à des mouvements paramilitaires de moindre importance. Les modérés comme les radicaux poursuivent la réunification de l'Irlande du nord à la République d'Irlande. Les deux franges du mouvement nationaliste se distinguent principalement (la position des nationalistes radicaux est considérée ici jusqu'à l'accord de Belfast) concernant:

a) *La relation à la communauté protestante.* Le nationalisme modéré vise à promouvoir l'adhésion des unionistes au projet national irlandais dans le cadre d'un processus démocratique, tandis que pour le nationalisme radical, l'unionisme est une position réactionnaire dénuée de légitimité et la réunification de l'Irlande un projet à imposer aussi contre la volonté de la majorité unioniste

b) *Les institutions de l'Irlande du nord.* Le SDLP reconnaît les institutions démocratiques dans le cadre de l'Etat britannique, ses objectifs sont un partage de pouvoir institutionnalisé et une participation active de la minorité catholique à des institutions démocratiques en Irlande du nord. Le nationalisme radical rejette la légitimité des institutions britanniques et nord-irlandaises.

c) *L'agenda de la réunification.* Le nationalisme modéré poursuit une politique incrémentale et démocratique ; le nationalisme radical vise par un conflit armé avec l'Etat britannique amener au retrait britannique de l'Irlande du nord et à la réunification irlandaise.

d) *Les stratégies d'action.* Les nationalistes modérés sont opposés à la lutte armée, tandis que les radicaux ont poursuivi d'abord une stratégie militaire, puis une stratégie duale de lutte armée et de participation électorale.

Depuis l'accord de Belfast en 1998, les radicaux se sont de facto rapprochés des modérés, en reconnaissant la légitimité des institutions en place, en poursuivant une réunification irlandaise par la voie démocratique et en renonçant à la lutte armée.

3. *Les formes de la mobilisation.* La mobilisation est comparativement très élevée. Elle est essentiellement de nature radicale (plus de 85 % des événements de protestation entre 1980 et 1995 sont par exemple de type illégal ou violent), entraînant vraisemblablement aussi une

¹⁹⁵ Si l'on en croit un sondage du *Northern Ireland Life and Times*, en 2003 57 % des personnes interrogées pensaient que l'Irlande du nord était devenue, en termes de culture et de vie quotidienne, davantage nationaliste que 10 ans plus tôt, contre 12 % qui défendaient l'opinion contraire.

démobilisation des nationalistes modérés. Pour autant, la mobilisation nationaliste modérée est également importante compte tenu de ce contexte de violence, comme en témoigne par exemple la tenue d'environ 200 marches nationalistes par année. La mobilisation radicale a connu de fortes évolutions pendant la période d'observation: elle est très élevée et létale jusqu'en 1977, pour ensuite se réduire et se stabiliser à un niveau élevé jusqu'en 1994. Après 1994, elle est nettement plus faible et en diminution.

4. *Les étapes du conflit.* Les différentes étapes du conflit sont à trouver au chapitre 3.3.3. De manière simplifiée, on peut considérer que la période 1975 au début des années 1980 se caractérise par un blocage institutionnel, également lié au refus du gouvernement britannique de reconnaître une dimension irlandaise à la situation en Irlande du nord et par une forte répression du nationalisme radical. A partir de 1985, la République d'Irlande a été associée à la recherche d'une solution négociée pour l'Irlande du nord, en dépit d'une forte opposition unioniste. Le début des années 1990 a vu de dessiner une possibilité de négociation entre les différentes parties au conflit, liée principalement à l'existence d'un axe britannico-irlandais de recherche d'une solution négociée, d'un affaiblissement militaire de l'IRA en parallèle d'un renforcement de la branche politique représentée par le *Sinn Féin* au sein du mouvement républicain et de la recherche par les nationalistes modérés d'une inclusion des républicains dans le processus de paix. Ce processus a permis, après la déclaration de Downing Street de 1993, d'amener à un cessez-le-feu des paramilitaires en 1994 et une diminution de long terme de la violence. L'accord de Belfast de 1998 a finalisé la reconnaissance par les Britanniques des différentes parties au conflit et a amené la création d'une architecture institutionnelle permettant leur représentation dans le nouveau parlement de Stormont. En dépit d'une interruption de l'activité de ce parlement entre 2002 et 2007 et du retour temporaire à une administration directe britannique, l'accord de Belfast a été mis en oeuvre avec succès et a permis l'inclusion des nationalistes modérés et radicaux dans le processus politique nord-irlandais.

5. *Le succès du mouvement nationaliste.* Les nationalistes sont en particulier parvenus à obtenir une reconnaissance institutionnelle de toutes les franges du mouvement, y compris de la frange radicale, et la mise en place d'institutions décentralisées où ils sont représentés et possèdent un droit de veto. La possibilité d'indépendance de l'Irlande du nord et de sa réunification avec la République d'Irlande est explicitement acceptée par le gouvernement britannique sous réserve de l'approbation de la majorité de la population nord-irlandaise.

4 LE MOUVEMENT NATIONALISTE ECOSSAIS

Le présent chapitre décrit le mouvement nationaliste écossais. Il reprend la même structure que le chapitre précédent: il commence par discuter les caractéristiques de la nation écossaise, en traitant en particulier de l'histoire et de l'identité de l'Ecosse, pour considérer dans un deuxième temps les caractéristiques du nationalisme écossais à partir des années 1970. Il s'intéresse également aux résultats atteints par le mouvement écossais. Dans une dernière partie enfin, il discute la pertinence des hypothèses émises au chapitre 2 pour le mouvement écossais à la lumière des résultats de l'analyse.

4.1 Histoire de l'Ecosse

L'Ecosse est comme l'Irlande une région restée longtemps dominée par des tribus celtiques et protégée d'autres influences: la position géographique de la région, aux confins de l'Europe rendaient son accès et sa conquête malaisée. Contrairement à la plupart des autres régions européennes, les Romains ne sont pas parvenus à s'y installer durablement¹⁹⁶. De ce fait, la culture et l'organisation clanique celtique sont durablement restés dominants – en particulier, une organisation sociale basée sur les liens familiaux et la fidélité au clan, un émiettement extrême du pouvoir, où la géographie très montagneuse, surtout dans les *Highlands*, favorise la domination d'une ou quelques vallées par un clan. Cette situation ne s'est pas modifiée fondamentalement à la chute de l'Empire romain, sinon que les invasions et brassages de population (Picts, Scots, Angles et Bretons surtout.) ont renforcé la société celtique au détriment des influences romaines. L'union politique des clans celtiques se réalise lentement. Certains auteurs font remonter la naissance d'un royaume écossais à 843, année où les Scots et les Picts sont réunis sous une même couronne, mais la plupart s'accordent pour la dater de 1034 seulement, moment où le roi Duncan prend la tête d'un territoire couvrant une grande partie de l'Ecosse actuelle¹⁹⁷.

De la fondation du royaume d'Ecosse à l'union des couronnes d'Angleterre et d'Ecosse en 1603, l'histoire de la région peut être sommairement caractérisée par deux traits fondamentaux. Premièrement le maintien de l'indépendance écossaise, alors que la position géographique de l'Ecosse la place naturellement dans la zone d'influence anglaise. Deuxièmement, une division de la société écossaise entre région des *Highlands* et des *Lowlands*. Tandis que les *Lowlands* développent une organisation féodale analogue à celle du reste de l'Europe, dans les *Highlands* et dans les îles à l'ouest de l'Ecosse (*Western Isles*), qui fonctionnent comme des royaumes plus ou moins indépendants du pouvoir royal écossais, au contraire, l'organisation clanique reste dominante. De même, les *Lowlands*, beaucoup plus soumis à l'influence de leur voisin anglais, adoptent progressivement la langue anglaise et à partir du seizième siècle se convertissent majoritairement au protestantisme, tandis que les *Highlands* continuent de pratiquer le gaélique et restent largement catholiques.

Le pouvoir royal écossais se consolide au douzième siècle, par la création d'un système national de justice et d'administration. Il tente également de s'étendre géographiquement. Les Ecossais prennent diverses îles de l'ouest de l'Ecosse et territoires des *Highlands* aux

¹⁹⁶ Les Romains construisent d'ailleurs plusieurs murailles pour se protéger des incursions celtiques venues du nord (mur d'Hadrien, mur d'Antonin, construits au 2ème siècle)

¹⁹⁷ Une partie des territoires des *Highlands* ainsi que les Shetlands, Orkney et Western Isles sont aux mains des Scandinaves et restent exclus de ce royaume.

Scandinaves¹⁹⁸. Au sud, ils conquièrent des territoires aujourd'hui anglais¹⁹⁹, qu'ils perdent ensuite, de même qu'ils perdent le contrôle d'une partie des territoires écossais. Les Anglais les forcent en 1157 à accepter la suzeraineté anglaise, un statut de dépendance féodale qui s'achève toutefois quelques années plus tard. Les modifications de frontières avec l'Angleterre et les tentatives répétées des Anglais de forcer l'Ecosse à accepter la souveraineté anglaise ne s'achèvent qu'au temps de Robert Bruce.

Robert Bruce reste un des héros les plus importants de l'imaginaire national écossais, révérendu comme une figure centrale de l'indépendance écossaise. De même son contemporain William Wallace, salué comme une figure martyre de l'indépendance nationale²⁰⁰.

Au tournant du quatorzième siècle, une querelle de succession au trône d'Ecosse entraîne une lutte pour le contrôle du territoire écossais. Les Anglais assurent l'accession au trône d'Ecosse à l'un des prétendants, mais échouent à lui imposer la reconnaissance de la suzeraineté anglaise. Il s'ensuit une guerre à l'issue de laquelle le trône d'Ecosse est finalement cédé aux Anglais²⁰¹.

La souveraineté anglaise est d'abord contestée par un mouvement dirigé par un chevalier écossais, William Wallace, dont les troupes sont vaincues en 1298. Wallace est capturé un peu plus tard, emmené à Londres et exécuté comme traître. L'opposition au roi d'Angleterre continue néanmoins sous le commandement de Robert Bruce. En 1306, Bruce se proclame roi. Les Anglais échouent à remporter une victoire décisive contre Bruce ou ses alliés, des clans du nord de l'Ecosse. A la faveur de successions au trône d'Angleterre, les troupes de Bruce parviennent à étendre leur pouvoir sur la majorité du territoire écossais, puis à envahir le nord de l'Angleterre. Une bataille décisive a finalement lieu le 24 juin 1314 à Bannockburn, où les armées écossaises remportent la victoire. Le roi d'Angleterre est forcé de négocier la paix.

Le traité de paix de Northampton, signé en 1328, reconnaît l'indépendance du royaume d'Ecosse, une indépendance qui ne prendra fin que lors de l'accession de James Stuart au trône en 1603. Plus encore que du traité, le nationalisme écossais actuel a fait d'une déclaration de la noblesse écossaise, la Déclaration d'Arbroath²⁰², un symbole de la volonté nationale écossaise. Le texte de la Déclaration d'Arbroath, tel l'extrait: « For so long as a hundred remain alive we are minded never a whit to bow beneath the yoke of English dominion. It is not for glory, riches or honour that we fight: it is for liberty alone, the liberty that no good man relinquishes but with his life » (cité par Marr, 1995: 11) fait toujours aujourd'hui l'objet d'une large diffusion en Ecosse.

¹⁹⁸ Les territoires du nord sont conquis suite à une série de batailles qui s'achèvent en 1202. Par ailleurs, les Norvégiens cèdent l'île de Man et les îles de l'ouest aux Ecosais en 1266. Orkney et Shetland, par contre, restent sous contrôle scandinave jusqu'en 1468.

¹⁹⁹ Soit les comtés de Northumberland, Cumberland et Westmoreland.

²⁰⁰ Selon le commentaire de Cunninghame Graham, essayiste et nationaliste du début du vingtième siècle: « Wallace made Scotland ; he is Scotland ; he is the symbol of all that is best and purest and truest and most heroic in our national life. You cannot figure to yourself Scotland without Wallace. So long as grass grows green or water runs, or whilst the mist curls through the corries of the hills, the memory of Wallace will live. » (Cunninghame Graham, 1982).

²⁰¹ Le roi d'Angleterre se voit remettre la pierre du couronnement (*Coronation Stone*), appelée aussi pierre de la destinée (*Stone of Destiny*) traditionnellement utilisée pour la consécration des rois Ecosais, et l'emporte en Angleterre. Les nationalistes modernes feront de cette pierre un symbole de l'indépendance écossaise et revendiqueront régulièrement sa reddition (finalement obtenue en 1996) par les Anglais.

²⁰² La déclaration d'Arbroath (1320) est une lettre de la noblesse écossaise au Pape. Elle demande au Pape de lever l'excommunication à laquelle il condamne tout Ecosais refusant de jurer allégeance au roi d'Angleterre. La déclaration souligne entre autres que les Ecosais ont toujours choisi librement leurs rois et que si leur souverain Robert Bruce reconnaissait la suzeraineté anglaise, il serait destitué.

Après le traité de 1328, des poussées annexionnistes anglaises continuent de se faire sentir²⁰³, mais l'Angleterre est trop absorbée par d'autres luttes (guerres de Cent ans et des Deux Roses) pour rechercher encore très activement à s'étendre sur sa frange nordique. La pression militaire et politique anglaise, dans les années et siècles qui suivent, se fait plus sporadique.

En 1371, un Stuart²⁰⁴ monte sur le trône écossais, premier d'une dynastie appelée à régner sur l'Ecosse jusqu'en 1688. La venue au pouvoir des Stuarts, dont la légitimité et le soutien sont moindres que pour la lignée de rois ayant jusque là présidé aux destinées de l'Ecosse²⁰⁵, se traduit par une rivalité et des luttes de pouvoir grandissantes entre le roi et la noblesse. La région connaît des troubles récurrents, favorisés par les Anglais qui s'allient diversement avec la noblesse locale en vue de favoriser l'affaiblissement du pouvoir royal. L'instabilité politique, illustrée entre autres par la disparition dans des circonstances violentes (batailles ou assassinats) de souverains ou prétendants au trône, n'est pas sans effet sur la prospérité de l'Ecosse mais en dépit d'une histoire souvent mouvementée, le royaume conserve tant son indépendance que son intégrité territoriale.

Au seizième siècle, l'Ecosse est touchée par la Réforme, qui a des conséquences importantes et durables pour son histoire. Dans les *Lowlands*, régions de commerce et relativement affluentes, fortement soumises aux influences anglaises, parlant anglais, la Bible réformée des Anglais²⁰⁶ se diffuse rapidement. A partir de 1544, le protestantisme écossais trouve par ailleurs un prédicateur important en la personne de John Knox. Les *Highlands* au contraire demeurent majoritairement catholiques.

En 1542, Mary Stuart devient reine d'Ecosse²⁰⁷. De foi catholique, elle tente de combattre la diffusion du protestantisme. Elle se heurte à John Knox et aux nobles protestants. Ses mariages et alliances successives lui assurent finalement l'hostilité d'une grande partie de la noblesse et elle est forcée d'abdiquer en faveur de son fils, devenu James VI d'Ecosse. A la mort sans descendance d'Elisabeth I, James VI d'Ecosse lui succède à la tête du royaume d'Angleterre²⁰⁸. Il réunit ainsi les deux pays sous une même couronne, une union qui prend le nom de Grande-Bretagne.

Pour les nationalistes aujourd'hui, l'Union des Deux Couronnes apparaît comme un événement malheureux, puisqu'il marque le début de la perte d'indépendance de l'Ecosse. Pour autant, l'évènement n'a pas pris d'importance particulière dans l'imaginaire national écossais. Les commémorations du quatre centième anniversaire de l'acte d'Union en 2003 ont bien donné lieu à une protestation formelle du côté nationaliste, mais l'évènement lui-même est passé largement inaperçu tant parmi les unionistes britanniques que parmi les nationalistes écossais, et ne s'est soldé par aucune manifestation importante ou acte de protestation ni d'une part ni de l'autre: « His reign gave birth to notions of a British national identity, an

²⁰³ Entre autres en 1332, où débute ce que les Ecossais appellent la seconde guerre d'indépendance, dont les batailles (*Dupplin Moor*, *Halidon Hill*) restent importantes pour la mémoire écossaise.

²⁰⁴ La fille de Robert Bruce avait épousé Walter FitzAlan, *Hereditary High Stewart of Scotland*, aussi connu sous le nom de Walter the Stewart, nom ensuite déformé en Stuart. Leur fils, Robert, devient en 1371 le premier roi dit Stuart.

²⁰⁵ Les Stuart sont d'origine normande, tandis que les rois d'Ecosse depuis la naissance du royaume sont des rois scots.

²⁰⁶ Rappelons qu'entre 1532 et 1534, en Angleterre, le pouvoir liturgique est progressivement transféré au roi Henri VIII, proclamé chef suprême de l'Eglise. La rupture avec Rome est consommée en 1534. Les premières traductions de la Bible en anglais datent de 1535, la rédaction de la Grande Bible (*Great Bible*) de Tyndale et Coverdale de 1538.

²⁰⁷ Elle ne règne toutefois qu'à partir de 1561, l'Ecosse étant auparavant confiée à la régence de sa mère.

²⁰⁸ Sous le nom de James I.

empire and the Union flag, yet the 400th anniversary of James VI of Scotland's accession to the English throne has gone virtually unnoticed » (The Observer, 30 mars 2003).

L'Union n'entraîne quasi pas de modifications institutionnelles en Angleterre ou en Ecosse. Les deux pays se sont développés de manière si différente qu'une fusion des institutions apparaît impossible (Eickhoff, 1994), les parlements et conseils restent distincts, de même que les deux régions gardent chacun leur Eglise nationale, leur système fiscal, etc. Cependant, l'installation du roi et de sa cour à Londres entraîne une anglicisation de fait des élites écossaises.

A partir de 1625, le roi Charles I tente d'aligner la pratique religieuse écossaise sur l'Eglise d'Angleterre. En réponse, un *National Covenant* se forme en 1638, qui exige le maintien des pratiques religieuses existantes et que le roi tente de soumettre par la force. Il n'en aura toutefois pas l'occasion: un conflit entre Charles I et le parlement anglais dégénère et se transforme en guerre civile. Dans ce conflit, l'Ecosse reste dans un premier temps neutre: les attentes des *Covenanters* sont d'ordre théologique et non politique. Le parlement anglais convainc toutefois les Ecossais de lui prêter leur soutien en l'échange de concessions religieuses, soit d'une part une lutte renforcée contre le catholicisme, d'autre part une réforme des rites religieux dans le sens du presbytérianisme pour l'ensemble de la Grande-Bretagne. Cet accord a pour effet de diviser politiquement l'Ecosse, les *Highlands* étant largement catholiques ou épiscopaliens. Après l'exécution de Charles I et la prise de pouvoir par Cromwell (comme *Lord Protector*), les *Highlanders* forment d'ailleurs une partie importante des troupes qui soutiennent le successeur du roi, Charles II. De même, ils soutiendront le roi suivant, James II²⁰⁹, ouvertement catholique.

En 1688, le roi James II est chassé du pouvoir et remplacé par William d'Orange, venu de Hollande à l'invitation de l'Angleterre et qui bénéficie d'un fort soutien au Parlement anglais (voir également le chapitre 3.1.2). L'arrivée au pouvoir d'un roi protestant en remplacement du dernier roi Stuart entraîne en Ecosse un soulèvement de nombreux Ecossais catholiques. Ces rébellions dites jacobites²¹⁰ sont dans leur grande majorité le fait des Ecossais des *Highlands*, tandis que la majorité des habitants presbytériens des *Lowlands* restent fidèles au pouvoir de William d'Orange.

La première bataille contre le nouveau roi a lieu en 1689 à Killiecrankie, où les *Highlanders* remportent une victoire dont ils échouent toutefois à tirer profit. Deux ans plus tard, en conséquence, la plupart des chefs de clan jurent allégeance au roi William d'Orange²¹¹. La lutte entre William d'Orange et James II s'achève en 1691 (voir chapitre 3.1.3) sur une défaite des jacobites. Le roi Stuart doit renoncer, au moins pour un temps, à ses prétentions au trône.

En 1707 est signé un Traité d'Union entre l'Angleterre et l'Ecosse. Il semble que les Anglais tiennent à ce traité surtout par crainte d'un soutien écossais aux ambitions des Stuart dans la succession au roi William d'Orange. Selon Keating: « On the English side, the main concern was strategic, the need to secure the Protestant succession in both countries and prevent Scotland being used as a base for Jacobite plots and French intrigue » (Keating, 1996: 163). Les Ecossais acceptent le traité pour des raisons économiques, religieuses et politiques. D'un point de vue économique, l'Ecosse est trop pauvre pour se lancer dans une compétition commerciale avec l'Angleterre, qui a initié son expansion coloniale, et les élites écossaises s'assurent par le traité un accès au marché commun britannique. Keating note: « For the

²⁰⁹ James VII pour les Ecossais.

²¹⁰ Du latin pour James, *jacobus*.

²¹¹ Le massacre à Glencoe par les troupes fidèles au roi du clan des McDonalds, qui a échoué à se soumettre, continue d'être commémoré aujourd'hui par les nationalistes écossais.

Scots, the advantage of union were more economic. It provided free trade with England and opportunities in the expanding empire following the unsuccessful attempt at a Scottish colony in Darien » (Keating, 1996: 163). D'un point de vue religieux et politique, il s'agit pour les élites des *Lowlands* de barrer le chemin aux jacobites. L'Union avec l'Angleterre apparaît comme le meilleur moyen d'assurer la cohésion politique interne de l'Ecosse.

L'Union entraîne la dissolution de facto du parlement écossais et la création d'un parlement britannique. Elle laisse à l'Ecosse trois institutions importantes: l'Eglise presbytérienne, qui reste l'Eglise officielle, un droit privé et le système judiciaire permettant de l'appliquer et un système éducatif propre (Leruez, 1989), mais pour le reste, le pays est incorporé à la Grande-Bretagne.

Le traité d'Union est aujourd'hui décrit par les nationalistes comme une capitulation des élites écossaises devant l'Angleterre. « There was widespread opposition to the Union and nationalists have always made a great play on the extent of bribery needed to persuade the Scots parliament to vote its own adjournment (it was never technically abolished) » (Keating, 1996: 163).

En 1715, les jacobites tentent une nouvelle fois de prendre le pouvoir en Grande-Bretagne, mais sont rapidement défaits. Un nouveau soulèvement, plus important, a lieu en 1745, emmené par le petit-fils de James II, Charles Edward Stuart (dit *Bonnie Prince Charlie*), qui débarque dans les Hébrides accompagné de troupes françaises et s'assure rapidement le soutien de nombreux *Highlanders*. Ses hommes s'emparent d'Edimbourg et Carlisle, puis marchent sur l'Angleterre. Le soutien aux jacobites est toutefois faible hors des *Highlands*: ni les *Lowlands* ni l'Angleterre ne veulent d'un roi catholique et lorsque l'armée anglaise, menée par le duc de Cumberland, organise sa résistance dans les Midlands, les jacobites décident, plutôt que de continuer sur Londres, de se replier sur l'Ecosse. C'est sur le territoire écossais, à Culloden, que les troupes de Bonnie Prince Charlie affrontent finalement celles de Cumberland et sont défaites.

Le soulèvement a manqué amener un renversement du pouvoir en Angleterre, la répression contre les jacobites et contre les *Highlands* sera à la mesure du risque encouru: la force militaire des *Highlands* est détruite, des mesures draconiennes prises pour assurer le contrôle de leur population, tels une occupation militaire, la construction d'infrastructures routières assurant l'accessibilité de la région, l'interdiction du catholicisme et des symboles de la culture gaélique (par exemple du tartan).

Aujourd'hui, Bonnie Prince Charlie représente un des mythes historiques centraux du nationalisme écossais, son épopée élevée au rang de ballade romantique relatant la défense d'une âme écossaise indomptable contre l'occupant anglais, la bataille de Culloden²¹², au rang d'un meurtre collectif perpétré contre les forces vives de la nation écossaise. Ce, au prix de certaines libertés avec la réalité historique: les armées qui combattent Charles Edward et le vainquent à Culloden sont pour une large part écossaises des *Lowlands* et non anglaises comme le prétend aujourd'hui la tradition nationaliste. Le mythe de Bonnie Prince Charlie libérateur des Ecossais, est jusqu'au dix-neuvième siècle un mythe confiné aux *Highlands*. Comme pour de nombreux autres symboles de l'identité écossaise tirés de la tradition *Highlander*, ce n'est que lorsque le pouvoir des *Highlands* a été complètement soumis et la rivalité entre *Highlands* et *Lowlands* enterrée par la défaite des premiers, leurs traditions

²¹² La bataille de Culloden donne lieu chaque année à des commémorations. En 1996, à l'occasion de son 250ème anniversaire, environ 5'000 personnes ont participé à une commémoration sur les lieux qui a également donné lieu à quelques actions symboliques anti-britanniques, comme le graffitage de la pierre sur laquelle le duc de Cumberland est réputé avoir suivi la bataille (*Cumberland Stone*).

ramenées à une dimension essentiellement folklorique, que la culture *Highlander* a pu devenir un symbole d'identité pour l'ensemble de l'Ecosse (voir également chapitre 4.1.3). Comme en témoigne Marr:

« at the time [of Culloden] much of Lowland Scotland was delighted that, at last, the lawless badlands beyond the Highland Line were being purged. (...) It was only afterwards, when clan power had been broken, that the cult could infect the Lowlands » (Marr, 1995: 30).

Après l'écrasement des soulèvements jacobites, l'Ecosse disparaît de la carte politique pour cent quarante ans. Au milieu du dix-neuvième siècle, on parle d'ailleurs plus volontiers de *Northbritain* que d'Ecosse (Eckhoff, 1994). La région s'assimile largement à la Grande-Bretagne, une assimilation facilitée par l'expansion soutenue que la région connaît aux dix-huitième et dix-neuvième siècles: que ce soit dans le domaine économique (révolution agraire et industrielle, commerce), dans le domaine scientifique ou dans celui des arts, l'Ecosse prend dans le concert des nations européennes une place jusque là inédite (Marr, 1995).

Malgré une large assimilation, la région conserve quelques marques distinctives. Les années 1830-1840 voient une renaissance culturelle et un engouement romantique pour les traditions écossaises. Ce mouvement est servi par les publications de divers auteurs comme Robert Burns²¹³ ou Walter Scott²¹⁴. L'un et l'autre contribuent à fonder le mythe des *Highlands*.

Le nationalisme écossais reste confidentiel. La politique d'anglicisation menée par Londres et la centralisation croissante des institutions ne donnent pas lieu à une résistance politique particulière, même si l'Ecosse est de plus en plus traitée comme une province anglaise et non plus comme un partenaire égal comme le prévoyait le traité de 1707. Au milieu du siècle est fondée *l'Association for the Vindication of Scottish Rights* (1853) qui entend défendre la spécificité écossaise, mais elle reste peu active.

La première réelle tentative de repositionnement politique écossais date des années 1880 avec, sur le modèle des demandes d'autonomie irlandaises, la création d'une *Home Rule Association*. Un *Home Rule All Around*, c'est-à-dire une autonomie accrue qui toucherait l'Irlande, l'Ecosse, le Pays de Galles et l'Angleterre, fait l'objet de discussions à Whitehall et entraîne quelques accommodements institutionnels – en fait, il s'agit surtout d'affaiblir le mouvement irlandais en donnant des pouvoirs accrus à toutes les régions (Marr, 1995). Sous Gladstone est créé un ministère pour l'Ecosse, le *Scottish office*. La décentralisation n'ira pas plus loin, faute d'une impulsion en Ecosse et d'une volonté politique à Londres (Eickhoff, 1994: 16). Les libéraux écossais continuent de présenter régulièrement des propositions de loi au parlement britannique afin d'obtenir l'autonomie (*Home Rule*), mais celles-ci sont tout aussi régulièrement repoussées. Au tournant des années 1910, toutefois, il semble que l'autonomie écossaise soit une simple question de temps (Marr, 1995). La première guerre mondiale puis la guerre de libération irlandaise, qui repoussent la question écossaise au second plan de l'agenda britannique, en décideront autrement.

Le thème de l'autonomie reste circonscrit à des cercles politiques restreints et trouve un écho limité auprès de la population écossaise (Eickhoff, 1994: 17). Il s'agit d'un mouvement parlementaire bien plus que populaire, qui obtient jusqu'à la première guerre mondiale un

²¹³ Voir par exemple le poème célèbre *Such a Parcel of Rogues in a Nation*: « Fareweel to a' our Scottish fame, /Fareweel our ancient glory!/Fareweel even to the Scottish name, /Sae famed in martial story!/Now Sark rins over Solway Sands,/An' Tweed rins to the ocean,/To mark where England's province stands – /Such a parcel of rogues in a nation ! ».

²¹⁴ Parmi les ouvrages de Walter Scott, on notera *The Lay of the Last Minstrel*, une série de poèmes narratifs qui rend populaire à un large public divers événements de l'histoire médiévale écossaise, ainsi que *Rob Roy* et *Waverley*, romans situés durant les soulèvements jacobites de 1715 et 1745.

certain écho au parlement britannique: « [until 1914] nationalism had a fairly regular support in parliament and the home rule issue was articulated with some success within the political system » (Webb, 1977: 47).

Après 1914, le parti travailliste émerge sur la scène politique comme une force électorale importante, restructurant le débat politique. Les questions régionales et nationales apparaissent désormais secondaires, même si la défense des intérêts régionaux continue d'être inscrite sur les programmes électoraux des partis libéral et travailliste écossais et si quelques progrès sont accomplis, en particulier une réforme administrative, le *Local Government Act* (1929). Lors de la crise des années trente, les partis traditionnels se désintéressent totalement de la question nationale. Les travaillistes écossais craignent même que l'autonomie ait pour effet d'aggraver la récession. A ce désintérêt des partis traditionnels répond finalement la création de plusieurs partis nationalistes, qui se fondront en 1934 en un parti unique, le *Scottish National Party* (SNP). On peut considérer que le nationalisme écossais ne devient un enjeu politique indépendant qu'après avoir été rejeté par les partis politiques traditionnels (Webb, 1977).

Le SNP concentre son activité sur une opposition légaliste au centralisme anglais. Quoique le soutien de la population à une autonomie accrue soit indéniable (un sondage du *Scottish Daily Express* montre, en 1932, 113'000 personnes favorables à un accroissement de l'autonomie et 5'000 personnes contre [Webb, 1977: 47]), le succès électoral du parti est très faible. Une organisation embryonnaire, des dissensions internes entre partisans de l'autonomie et de l'indépendance, expliquent en partie ses mauvais résultats. Entre 1934 et 1961, on peut parler d'une véritable traversée du désert (le SNP obtiendra son premier député en 1945).

La deuxième guerre mondiale ramène à nouveau le sentiment particulariste écossais au second plan. L'unité se fait devant la menace allemande. Le parti nationaliste, après avoir été d'abord majoritairement pacifiste, se range au côté de Londres et renonce à appeler à la désobéissance civile.

Une nouvelle vague nationaliste se fait néanmoins jour dans l'immédiat après-guerre, vague dans laquelle le parti nationaliste joue un rôle mineur²¹⁵. Elle se développe autour d'une nouvelle organisation nationaliste modérée et extraparlamentaire, *The Scottish Convention*, fondée par un membre du SNP, McCormick. Ses activités feront apparaître clairement le soutien dont bénéficie l'autonomisme en Écosse au sein des élites comme de la population. Ainsi, le rassemblement organisé en 1947 pour discuter des affaires écossaises voit se réunir délégués ecclésiastiques, syndicaux et élus locaux, six cent délégués au total, qui votent une résolution appelant à la création d'un Parlement écossais. Afin de concrétiser cette proposition et de faire pression sur le gouvernement britannique, la Convention va plus loin, et organise en 1949 une pétition (*Scottish Covenant*). Elle réitère ses demandes, soit que le Royaume-Uni fasse tout son possible pour que l'Écosse dispose d'un Parlement et de compétences législatives²¹⁶. Le document est extrêmement mesuré dans ses revendications, et réaffirme la loyauté écossaise à la Couronne. Il recueille plus de deux millions de signatures.

²¹⁵ Le SNP est en effet en proie à nouveau au dilemme qui l'a accompagné tout au long de son existence: « [] whether the Nationalists should be an independent political party, fighting all other parties in order to win separation through the ballot box, or whether they should work with and inside other parties to generate the maximum amount of Home Rule in Scotland » (Marr, 1995: 92).

²¹⁶ Le texte est le suivant: « We, the people of Scotland who suscribe this Engagement, declare our belief that reform in the constitution of our country is necessary to secure good government in accordance with our Scottish traditions and to promote the spiritual and economic welfare of our nation. We affirm that the desire for such reform is both deep and widespread through the whole community, transcending all political differences and sectional interests, and we unddertake to contuinue united in purpose for its achievement. With that end in view

Malgré son succès auprès de la population, le *Covenant* est destiné à être un échec. Le document n'a aucune valeur juridique, et seul un soutien ferme des partis établis lui assureraient une place sur l'agenda politique. Or, le parti travailliste au pouvoir à Westminster est revenu à des positions largement centralisatrices, et les conservateurs n'ont jamais été partisans de l'autonomie. Par ailleurs, l'enjeu n'est pas suffisamment saillant en Écosse même pour que les députés locaux exercent de fortes pressions sur la direction du parti: « The trouble was that where an issue like Home Rule was neither acceptable to the English leaders of the main parties nor the most important single issue for most voters, the system kept it off at Westminster. Only the conversion of the major parties, or unrest in Scotland, could change that. » (Marr, 1995: 101).

Quelques actions de protestation ont lieu. MacCormick est impliqué dans le vol en 1954 de la pierre du destin écossaise (*Stone of Destiny*), emportée par les Anglais en 1296 à l'abbaye de Westminster et dans son rapatriement frauduleux en Écosse. Sont perpétrées en outre des attaques contre les boîtes aux lettres et les piliers portant le symbole *EIIR*²¹⁷. La tradition dominante, légaliste et confiante dans une solution institutionnelle sous l'égide d'élites modérées continue cependant de dominer largement.

Le nationalisme est destiné désormais à s'inscrire sur l'agenda politique: à partir de 1961, le SNP enregistre régulièrement des succès électoraux²¹⁸, qu'on peut mettre au compte de la réorganisation plus efficace du parti, de l'insatisfaction de la population écossaise devant la politique des deux grands partis traditionnels, en particulier en matière économique (Ferguson, 1968), et d'un regain d'intérêt et d'engagement politique pour le particularisme culturel écossais. Le poids électoral du parti nationaliste oblige les partis conservateur et travailliste à désormais prendre en compte les revendications des Écossais à l'autonomie. Il apparaît soudain impératif de mettre en œuvre un plan de décentralisation pour l'Écosse²¹⁹. L'unionisme des années cinquante et 1960 fait place à une décennie ayant pour mot d'ordre la décentralisation (« *devolution* »).

Les années 1970 verront la préparation de projets d'autonomie, mais avec nombre de revirements. Le projet d'autonomie écossaise peine en effet à se placer au sommet de l'agenda à Westminster: « To understand the 1970s in Scotland it is necessary first to remember that devolution was mostly cooked up in London by busy politicians with only one eye on the pot » (Marr, 1995: 121).

Un projet de loi d'autonomie est finalement accepté à l'échelon parlementaire en février 1978. Il est sujet au referendum en Écosse, et soumis à la condition expresse que le nombre de oui dépasse 40 % de l'électorat. Or, le referendum du 1^{er} mars 1979 verra une population favorable à la constitution d'un parlement écossais, mais peu mobilisée. Avec 32.85 % de l'électorat en faveur du projet de loi (30.78 % contre), le Parlement écossais est enterré.

L'arrivée au pouvoir des conservateurs en 1979, synonyme de retour à une centralisation dogmatique (Harvie, 2004) (comme le note Marr: « Scotland status was a subject considered

we solemnly enter into this Covenant whereby we pledge ourselves, in all loyalty to the Crown and within the framework of the United Kingdom, to do everything in our power to secure for Scotland a Parliament with adequate legislative authority in Scottish affairs » (cité par Marr, 1995: 96-97).

²¹⁷ Elisabeth II Regina. Les nationalistes ne s'attaquent pas directement à la royauté, mais au droit d'Elisabeth de se proclamer 'Elisabeth II' en Écosse, la chronologie des noms de reines écossais différant de celle de l'Angleterre.

²¹⁸ Le SNP obtient par exemple 18 % des voix aux élections de la Chambre basse en 1961. Parallèlement, son nombre de membres s'accroît: ils seront 20'000 en 1964.

²¹⁹ Voir Marr: « Both parties disinterred arguments they thought they had buried for good in the early 1950s, and both parties then split over how far to go. (...) in London, at least, no one seemed to be able to remember quite why a Scottish parliament was so unacceptable » (Marr, 1995: 120).

taboo throughout the Thatcher period and, apparently, virtually so under John Major » (Marr, 1995: 174) a pour effet transformer la question écossaise. Jusque là, le nationalisme écossais était resté quasi-exclusivement institutionnel et partisan, porté par le SNP. La période de gouvernement conservateur voit toutefois, en raison de sa rupture avec la tradition britannique d'intégration des élites locales dans le processus politique et de consultation informelle des acteurs sociaux, se former une coalition des élites écossaises et des organisations sociales pour la défense des intérêts écossais et la décentralisation.

La *Campaign for a Scottish Assembly* (CSA) est fondée en 1980 dans cette optique, et s'appuie sur toutes les tendances politiques favorables à l'autonomie écossaise. A partir de 1984, après une seconde victoire des conservateurs, les partis d'opposition voient toujours plus la CSA comme un véhicule politique important en Écosse, et les libéraux, les Verts, et le SNP la soutiennent (les travaillistes s'y rallieront en 1987). L'année 1987 est une année clef, les conservateurs essuyant un échec électoral cuisant en Écosse (ils n'obtiennent que 10 mandats sur les 72 dont dispose la région). Le ralliement du parti travailliste à la CSA permet aux trois partis d'opposition les plus importants, représentant 75 % de l'électorat écossais, de se retrouver sous le même toit. Cette coalition, à laquelle se joignent l'Église d'Écosse et plusieurs associations, présente l'année suivante un '*Claim of Right for Scotland*'. Ce texte défend le droit à l'autodétermination écossaise et, s'il suppose que ce projet sera réalisé au mieux par la création d'un Parlement, il ouvre également la porte à l'indépendance. La majorité des participants reste toutefois défavorable à cette option et soutient avant tout la création d'un parlement écossais.

Jusqu'au retour des travaillistes au pouvoir en 1997, l'autonomie écossaise restera bloquée. Les conservateurs défendent une Grande-Bretagne unitaire, les autres partis sont ralliés à l'autonomie écossaise. Ces positions sont réaffirmées de part et d'autre aux élections de 1992, 1995 et 1997. Tant que les conservateurs demeurent au pouvoir, l'autonomie écossaise ne fait pas de progrès (voir aussi Greer, 2007).

Dans ce contexte de blocage institutionnel, diverses manifestations nationalistes sont organisées. Un rassemblement nationaliste à Édimbourg attire ainsi 20'000 à 25'000 personnes fin 1992 et est suivi de plusieurs manifestations de moindre importance. Le mouvement de rue est toutefois de faible ampleur. La question nationale continue d'avoir sa place d'abord dans les coulisses de Westminster, les discussions partisans ou au sein des associations et de l'Église.

En 1997, les travaillistes gagnent les élections. Leur projet de parlement écossais est soumis au vote populaire le 11 septembre 1997. Les deux projets soumis à l'électorat écossais, soit la création d'un parlement et des pouvoirs fiscaux pour celui-ci, obtiennent tous deux l'assentiment populaire. Le résultat ne laisse aucun doute quant à la volonté des Écossais, puisque 74.3 % des votants (44.8 % de l'électorat) plébiscitent le oui²²⁰ (The Economist, 20.09.1997: 47).

L'objectif principal de la lutte pour l'autodétermination écossaise depuis plus d'un siècle, la création d'un parlement écossais aux pouvoirs étendus, a ainsi été atteint. Le camp nationaliste est divisé sur la suite à donner à cette victoire. Une partie des nationalistes écossais sont favorables au maintien de l'Écosse dans le Royaume-Uni, leurs objectifs ont donc été plus ou moins atteints avec la décentralisation de 1997. Cette position est également celle du parti travailliste. Une partie des nationalistes écossais, sous la direction du SNP, continuent à être favorables à l'indépendance. Le début des années 2000 voit la question

²²⁰ Conformément à un positionnement devenu traditionnel, les trois partis les plus puissants en Écosse (travaillistes, libéraux et SNP) ont fait campagne en faveur du projet, les conservateurs s'y sont opposés.

écossaise repasser au second plan, compte tenu que la majorité des acteurs politiques et de la majorité de la population sont opposés à l'indépendance et que l'indépendantisme n'est pas non plus relayé par un mouvement social: une manifestation appelée par tous les mouvements indépendantistes en décembre 2006 pour le trois centième anniversaire de l'Union en 2007 a ainsi réuni environ mille personnes (Davidson, 2007).

En 2007, le SNP remporte les élections parlementaires en Ecosse et dirige dès lors le gouvernement régional. Il promet à terme la tenue d'un referendum sur l'indépendance. Toutefois, comme le note le journal *The Guardian*, l'indépendance est paradoxalement devenue un problème pour le SNP: d'une part la question de la souveraineté écossaise s'est toujours trouvée au cœur de son programme politique et s'en distancier pose des problèmes de crédibilité et serait source de tensions au sein du parti, d'autre part la direction du SNP est consciente qu'une partie de ses électeurs et la population écossaise dans son ensemble ne soutiennent pas l'indépendance (*The Guardian*, 28.04.2011). En 2011, le SNP confirme son score électoral de 2007 et se maintient à la tête du gouvernement écossais. Il annonce début 2012 la tenue d'un referendum sur l'indépendance écossaise en 2014.

4.2 L'identité écossaise

On l'a vu au chapitre 4.1, la spécificité de l'Ecosse est ancrée dans l'histoire, en particulier parce que l'Ecosse a constitué un Etat indépendant de l'Angleterre jusqu'en 1606 et a préservé ses institutions jusqu'en 1707. La nation écossaise s'est forgée sur un certain sentimentalisme identitaire, basé sur une définition complexe de l'identité (« there is a shared sense that Scots have a shared identity though in some ways this is more subtle than in the case of some other groups » (Ichijo, 2004:15)) et de nature civique essentiellement. Comme le note Keating « Scotland is not defined [] by an 'ethnic core' to which other elements are assimilated but by a civic identity that built upon diverse elements » (Keating, 2009: 41), entre autres des spécificités institutionnelles de l'Ecosse (Église presbytérienne, institutions judiciaires propres, système éducatif spécifique) qui se sont maintenues après l'intégration en 1707 de la région dans le système institutionnel britannique.

Aspect territorial

L'Écosse est l'une des trois provinces historiques de la Grande-Bretagne avec le pays de Galles et l'Angleterre: son territoire administratif actuel correspond à celui du Royaume d'Écosse qui a été réuni à l'Angleterre en 1603. L'Écosse occupe au nord de l'île de Grande-Bretagne à peu près un tiers (environ 78'000 km²) de la superficie totale de l'île. Le territoire se compose de deux ensembles montagneux, les *Southern Uplands* au sud et les *Highlands* au nord, séparés par des régions de plateau (*Lowlands*) où se concentre l'essentiel de la population et des activités économiques. La population écossaise s'élève à 5.5 millions d'habitants, soit un dixième de la population de la Grande-Bretagne.

Contrairement à d'autres régions analysées ici, telles l'Irlande du Nord ou le Pays basque, le territoire écossais historique et son découpage administratif actuel correspondent. La question territoriale ne crée de ce fait pas d'enjeu particulier pour le nationalisme écossais.

Aspects culturels

La spécificité écossaise se fonde sur une identité culturelle propre, mais on ne peut considérer que les différences culturelles avec l'Angleterre sont très marquées. A l'origine de ce phénomène, il y a peut-être le fait que les symboles les plus puissants d'une identité écossaise distincte (langue gaélique, tartan, etc.) sont en fait issus du nord de l'Écosse (des *Highlands*)

et que pour la majorité de la population, même si elle cultive les symboles des *Highlands* comme signes distinctifs folkloriques, ces symboles ne renvoient pas à une tradition propre²²¹.

D'un point de vue linguistique, l'Écosse possède deux idiomes particuliers, le gaélique²²² et le *scot*²²³, mais la quasi totalité des Écossais parle uniquement anglais (le *scot* est aujourd'hui totalement méconnu, quant aux rares locuteurs de gaélique, ils sont tous bilingues). Il n'existe dès lors pas de réelle différence linguistique entre l'Écosse et le reste du Royaume-Uni.

L'Écosse se distingue aussi du reste de la Grande-Bretagne du fait qu'elle est majoritairement presbytérienne et non anglicane. Les divergences entre Église presbytérienne et anglicane, réformées toutes deux, sont toutefois relativement peu importantes et les relations entre les deux Églises, généralement bonnes. L'autonomie de l'Église réformée est assurée par la législation²²⁴. L'Écosse compte également une minorité catholique, composée d'Irlandais immigrés et de *Highlanders*, bien intégrée à la société écossaise, et dont les convictions religieuses ne semblent pas avoir d'incidence particulière sur le plan politique²²⁵.

Il existe enfin de nombreux signes distinctifs de la culture écossaise, la plupart d'origine celtique et issue des *Highlands* ce qui, comme le fait remarquer Webb (1977), est plus dû à une tradition romantique développée au dix-neuvième siècle²²⁶ qu'à des facteurs historiques objectifs: les artefacts de la culture écossaise 'typique', comme le *tartan* ou des sports traditionnels (*tossing the cabber*, *scottish highland dancing*, etc.) ne renvoient pas à des traditions vivantes dans les *Lowlands* (les Écossais originaires des *Highlands*, par contre, ont souvent la mémoire de leur clan, ses couleurs, ses coutumes, etc.).

Aspects économiques

La spécificité écossaise est aussi d'ordre économique et la question économique constitue un élément essentiel du clivage entre la région et la Grande-Bretagne (voir par exemple Brown *et al* [1996], Keating [2009]) qui a été largement repris par les nationalistes (voir chapitre 4.3). Le tissu économique écossais ne se distingue pas fondamentalement de celui du nord de l'Angleterre mais globalement l'Écosse est moins bien positionnée d'un point de vue économique que la moyenne du Royaume-Uni. En 1986, son produit national brut par habitant atteignait 93 % de la moyenne du Royaume-Uni et son revenu disponible par habitant était aussi légèrement inférieur à la moyenne (Glasgow Herald, 17.8.1989). Ce désavantage a perduré jusqu'à aujourd'hui: en 2007, le revenu brut médian d'un actif à plein-temps s'élevait en Ecosse à 441 £ par semaine contre 457 £ en moyenne pour le Royaume-Uni (Scottish Economic Statistics, 2008).

De la révolution industrielle à la première guerre mondiale, l'Écosse a été une région comparativement prospère du Royaume-Uni. Sa situation s'est détériorée avec la décolonisation (dans la mesure où elle était spécialisée dans la transformation en produits finis

²²¹ Ces symboles étaient d'ailleurs historiquement considérés comme des signes de barbarie par les habitants des *Lowlands* (Trevor-Roper (1983), en reflet aussi de la rivalité existant entre *Lowlands* et *Highlands* Les *Lowlands* se sont approprié une culture écossaise basée sur les traditions des *Highlands* seulement après que la longue rivalité *Highlands-Lowlands* s'est achevée par la victoire définitive des seconds sur les premiers en 1745.

²²² Le gaélique est devenu très marginal, et perd constamment du terrain: il comptait 254'000 locuteurs en 1891, mais seulement 81'000 en 1961. Il reste surtout parlée aux Hébrides. Une légère remontée a bien eu lieu par la suite du fait d'un regain d'intérêt pour la culture des *Highlands*, mais elle ne s'est pas confirmée (Duwe, 1987: 311-13).

²²³ Le *scot*, proche de l'anglais mais dont l'évolution s'est faite indépendamment de cette langue, était parlé par le passé à la Cour d'Ecosse (Walter, 1994).

²²⁴ L'autonomie de l'Eglise presbytérienne est spécifiquement protégée par le Traité d'Union de 1707.

²²⁵ Entre autres, les catholiques n'apparaissent pas plus ou moins nationalistes que les presbytériens.

²²⁶ Par exemple par des auteurs comme Walter Scott.

les matières premières issues des colonies) et surtout avec la crise de l'industrie lourde. L'économie a été soumise à une restructuration pénible, accompagnée de pertes d'emplois importantes (durant la décennie 1980, par exemple, 94 % des emplois supprimés l'ont été dans les franges du Royaume-Uni, Irlande du nord, Pays de Galles et Écosse, selon Demey et Garnier (1991), d'une stagnation durable de la croissance et d'une exportation importante de la main d'œuvre écossaise. La situation économique s'est améliorée dans les années 1990²²⁷, avec l'achèvement des restructurations économiques, soit une diversification de l'activité industrielle (industrie navale, pétrole, chimie, électronique, etc.), et un recentrage de l'économie sur le secteur tertiaire. La saignée démographique a été freinée²²⁸.

Le désavantage perçu de l'Ecosse sur le plan économique a entraîné surtout dans les années 1960-1970 un débat sur la dépendance économique écossaise, sa situation périphérique et de colonialisme intérieur. Ce débat était d'ordre académique (voir par exemple Hechter [1975], Nairn [2003]) et de société. Un sondage effectué dans les années 1980 auprès d'élèves et d'enseignants écossais montre par exemple 50.8 % des élèves et 25 % des enseignants soutenant la thèse d'une exploitation de l'Écosse par l'Angleterre, contre 41.2 % respectivement 70 % qui la rejettent (Robertson-Wensauer, 1991: 319). Le débat s'est déplacé dans les années 2000, compte tenu également de la progression économique de la région. En 2012, il concerne essentiellement la question de la viabilité économique de la région si elle accédait à l'indépendance, compte tenu entre autres du contrôle financier qu'elle obtiendrait ainsi sur ses ressources naturelles et, à l'inverse, de la perte de subsides économiques du gouvernement de Londres (voir par exemple The Economist, 14.04.2012).

Comme on l'a déjà noté, la question économique semble jouer un rôle crucial dans la question nationale écossaise et le positionnement de la population écossaise en faveur ou en défaveur de l'indépendance, en particulier, être essentiellement liée à des arguments d'ordre économique, comme l'indique The Economist: "The political and cultural issues around independence are hotly debated. Yet fittingly, in the birthplace of Adam Smith economic arguments seem to weigh heaviest. Opinion polls suggest that they will determine whether or not Scots go for independence. One poll found that just 21% of Scots would favour independence if it would leave them £500 (\$795) a year worse off, and only 24% would vote to stay in the union even if they would be less well off sticking with Britain. Almost everyone else would vote for independence if it brought in roughly enough money to buy a new iPad, and against it if not." (The Economist, 14.04.2012).

4.3 Le mouvement nationaliste écossais: potentiel de mobilisation, stratégies et impact

Le présent chapitre discute les caractéristiques du mouvement nationaliste écossais, en reprenant aussi et en les systématisant les réflexions développées au chapitre 4.1 lors de la présentation de l'histoire de l'Ecosse et du nationalisme écossais.

4.3.1 Le potentiel de mobilisation nationaliste

Le potentiel de mobilisation nationaliste correspond à la part de la population qui peut potentiellement être mobilisée autour de la question nationale. Comme noté au chapitre 2.1.3, notre définition des mouvements nationalistes inclut tant l'activité partisane que l'action collective de ces mouvements. Le potentiel de mobilisation nationaliste en Ecosse peut se

²²⁷ Également en comparaison avec les autres régions du Royaume-Uni: « Scotland suffered less obviously from the recession of the early 1990s than did parts of the South » (Marr, 1995: 233).

²²⁸ En 1990, la population a connu une augmentation pour la première fois depuis 1932 (Marr, 1995)

déduire dès lors à la fois du soutien aux partis nationalistes et de la mobilisation au sens traditionnel du terme (manifestations, grèves, etc.).

Le nationalisme écossais est représenté politiquement par le SNP avant tout, même si d'autres formations politiques comme les écologistes ont également inscrit l'indépendance écossaise sur leur agenda politique. Le soutien au SNP a oscillé pendant la période 1970-2011 entre 11.4 et 30.4 % pour les élections générales au Royaume-Uni et entre 23.8 et 45.4 % pour les élections au Parlement écossais (période 1999-2011), comme il apparaît au tableau ci-dessous :

Tableau 46: Résultat des élections en Ecosse pour le Parlement britannique (1970-2010) et le Parlement écossais (1999-2011)

<i>Elections du Parlement britannique</i>		<i>Elections au Parlement écossais</i>	
<i>Année</i>	<i>% vote SNP</i>	<i>Année</i>	<i>% vote SNP</i>
1970	11.4	1999	28.7
1974 (fév.)	21.9	2003	23.8
1974 (oct.)	30.4	2007	32.9
1979	17.3	2011	45.4
1983	11.8		
1987	14.0		
1992	21.5		
1997	22.1		
2001	20.1		
2005	17.7		
2010	19.9		

Sources: Curtice (2009: 58) et BBC News.

Les autres partis présents sur l'échiquier politique, en particulier les travaillistes, s'ils ne sont pas nationalistes au sens strict, défendent aussi un renforcement des pouvoirs régionaux, à l'exception notable des conservateurs (voir Stolz, 2009). Ceci signifie, compte tenu des résultats électoraux des tories en Ecosse, qu'environ 65 à 85 % de l'électorat écossais soutient aux élections des formations politiques plus ou moins régionalistes. Le soutien électoral aux indépendantistes atteint quant à lui entre 30 et 50 % aux élections parlementaires écossaises, compte tenu du soutien au SNP et au parti écologiste (qui a oscillé entre 3.6 et 6.9 % entre 1999 et 2011), mais est nettement plus faible aux élections générales britanniques où, comme il apparaît ci-dessus, à l'exception des élections générales d'octobre 1974, il plafonne à 22 % pour le SNP et atteint en général de 0 à 1 % pour les écologistes.

Le potentiel de mobilisation nationaliste compris en termes d'action collective est nettement moins important que le potentiel de mobilisation électoral du SNP. Selon un sondage réalisé en 1979 par exemple, seuls 25 % des personnes interrogées considéreraient adapté de répondre à un éventuel refus du processus d'indépendance de l'Ecosse par des manifestations (Miller *et al*, 1982), en d'autres termes l'action collective est considérée par une minorité de la population seulement comme une forme d'action légitime pour défendre les objectifs nationalistes. La participation effective à des manifestations et actions collectives est encore nettement plus faible, comme il apparaît à la lumière des données sur les événements de protestation 1980-1995 en Ecosse collectées dans le cadre du projet *European Protest and Coercion Data*.

Selon les données à disposition, le nombre total d'événements de protestation sur le territoire écossais²²⁹ s'est élevé à 6'324 événements²³⁰ pour la période 1980-1995. L'essentiel des événements de protestation concerne toutefois des campagnes se déroulant sur plusieurs jours²³¹. Si l'on corrige les données en considérant les événements de protestation se déroulant sur plusieurs jours comme une unité, le nombre d'actes de protestation se réduit considérablement et atteint 374 événements ou série d'événements de protestation. La répartition de ces événements ou séries d'événements montre que la mobilisation nationaliste joue un rôle marginal dans l'action collective en regard d'autres enjeux, comme il apparaît au tableau 47.

La part du mouvement nationaliste dans l'action collective oscille entre 3.51 % et 5.88 %, selon la méthode de mesure retenue. Plutôt que sur la question nationale, les événements de protestation en Ecosse se concentrent surtout sur des thématiques traditionnelles de gauche, telles l'emploi, les conditions de salaire et les droits des travailleurs, ainsi que le service public, ainsi que certaines thématiques des nouveaux mouvements sociaux, en particulier l'armement nucléaire et l'écologie.

²²⁹ On a considéré ici exclusivement les événements se déroulant sur territoire écossais ; les événements de protestation de portée nationale, c.-à-d. se déroulant dans l'ensemble du Royaume-Uni, ne sont pas pris en compte ici.

²³⁰ Le nombre total d'événements sur le territoire écossais s'élève à 6'402, dont 78 peuvent être classés parmi les activités de coercition (arrestations, procès, etc.).

²³¹ Par exemple la création et le maintien d'un camp pacifiste en opposition à la base de sous-marins nucléaires de Faslane de juin 1982 à février 1993.

Tableau 47: Répartition des événements individuels de protestation et actions de protestation d'un ou plusieurs jours selon les différents types de mouvements sociaux entre 1980 et 1995

	% événements de protestation	% actions de protestation d'un ou plusieurs jours
<i>Mobilisation sur des conflits traditionnels</i>	29.68%	77.81%
Droits des travailleurs, emploi, salaires	24.78%	37.70%
Service public	0.52%	8.82%
Autres mouvements de gauche	0.49%	7.75%
Droits civiques	0.84%	6.15%
Etrangers	0.51%	1.60%
Etudiants et éducation	0.27%	2.94%
Agriculture et pêche	0.25%	4.01%
Extrême-droite	0.02%	0.27%
Autres mouvements	2.01%	8.56%
<i>Nouveaux mouvements sociaux</i>	66.75%	15.24%
Contre armement nucléaire et pacifiste	62.19% ²³²	5.88%
Ecologie et contre énergie nucléaire	4.38%	6.68%
Autres nouveaux mouvements sociaux	0.17%	2.67%
<i>Mouvement nationaliste</i>	3.51%	5.88%
<i>Contre-mouvement nationaliste</i>	0.03%	0.53%
<i>Autres contre-mouvements</i>	0.03%	0.53%
<i>Total</i> <i>(nombre d'actions)</i>	100 % (6'324)	100 % (374)

Source: *European Protest and Coercion Data*

La capacité de mobilisation du mouvement nationaliste peut également être estimée sur la base du nombre de participants à des événements de protestation. Sur l'ensemble de la période 1975-2011, d'après les données à notre disposition dans l'ensemble de la littérature consultée, le nombre de participants maximal à des manifestations en faveur de l'autonomie ou l'indépendance écossaise n'a jamais dépassé 20 à 25'000 personnes (0.45 % de la population écossaise). Cette faible participation est confirmée par les données de l'*European Protest and Coercion Data*. La base de données répertorie 222 événements de protestation des

²³² La part importante de la lutte contre l'armement nucléaire et autres thématiques pacifistes dans les événements de protestation s'explique, comme noté précédemment, par la longue occupation du site de Faslane par les activistes. Il semble judicieux pour cette raison de considérer plutôt les séries d'action que les événements individuels pour mesurer la mobilisation sociale.

nationalistes écossais pour la période 1980-1995, dont 200 concernent la tenue d'une veillée silencieuse quotidienne du 10 avril au 26 octobre 1992 à l'emplacement prévu du parlement écossais. Les actions de protestation d'une ou plusieurs journées sont au nombre de 22 en tout. Le nombre médian de participants est de 100 personnes (0.02 % de la population écossaise). La répartition est présentée au tableau 48 ci-dessous. Si l'on considère uniquement les manifestations, marches et rassemblements, au nombre de 14 en tout, le nombre médian de participants a été de 400 personnes, avec un maximum de participation atteignant 20'000 personnes.

Tableau 48: Nombre de participants à des actions de protestation nationalistes (d'un ou plusieurs jours) entre 1980 et 1995 sur le territoire écossais

<i>Nombre de participants</i>	<i>0-10</i>	<i>11-100</i>	<i>101-1000</i>	<i>1001-10'000</i>	<i>10'001-20'000</i>	<i>Total</i>
Nombre d'actions	7	5	6	3	1	22

Source: European Protest and Coercion Data

Nous ne disposons pas de données quantitatives sur la mobilisation durant la période antérieure à 1980 ou postérieure à 1995. La littérature disponible sur le mouvement écossais laisse toutefois entendre que la mobilisation sociale autour de thèmes nationalistes a également été faible pour ces périodes (voir aussi chapitre 4.3.2).

Le potentiel de mobilisation du mouvement nationaliste peut ainsi, dans l'ensemble, être considéré comme réduit. Dans sa forme partisane, il peut atteindre ou dépasser un quart de l'électorat écossais, mais en dehors de l'activité partisane, seule une faible partie de la mobilisation sociale en Ecosse concerne la question nationale. De même, le nombre de participants à ces actions collectives est faible. Ceci, même dans la période 1980-1995 où la question écossaise était de fait bloquée sur le plan institutionnel (voir chapitre 4.3.3).

4.3.2 Stratégies d'action du mouvement nationaliste

Le nationalisme écossais suit avant tout une voie légaliste, institutionnelle et surtout partisane, comme le montrent les principales étapes de son histoire décrites au chapitre 4.1. Il poursuit l'objectif de l'indépendance écossaise, et a poursuivi comme objectif intermédiaire un statut d'autonomie pour l'Ecosse, de manière incrémentale et par la négociation avec le centre. Du point de vue de son organisation, il est avant tout représenté par le SNP, mais bénéficie aussi – surtout depuis les années 1980, voir chapitre 4.3.3 – d'un soutien au sein des organisations écossaises, qu'il s'agisse de l'Église d'Écosse²³³ ou de l'union syndicale écossaise (« Scottish Trade Union Congress »). A cette représentation partisane s'est joint à partir des années 1980 un mouvement culturel écossais mais qui reste peu actif (surtout en comparaison des mouvements basque, catalan ou irlandais). Le recours à des stratégies d'action violente est par ailleurs marginal.

Stratégies d'action en vue d'atteindre les objectifs d'indépendance ou d'autonomie

Le nationalisme écossais est dominé par le parti indépendantiste SNP et l'action des organisations régionales (syndicats, etc.) favorables à sa cause, dans la mesure où le

²³³ Voir par exemple Brand (1978).

mouvement écossais s'est concentré sur l'obtention de concessions par le pouvoir britannique par une voie légaliste et dans le cadre de négociations parlementaires²³⁴.

La stratégie du SNP a été jusqu'en 1999 de devenir le parti majoritaire en Ecosse en vue de négocier un nouveau statut de la région au Parlement de Westminster. A partir de la décentralisation et de la mise en place d'un Parlement écossais²³⁵, le parti a changé de stratégie et poursuivi l'objectif d'obtenir une majorité de sièges au Parlement écossais et de profiter de sa position gouvernementale pour organiser un référendum sur l'indépendance (Keating, 2009). La tenue de ce référendum n'a toutefois toujours pas été mise en œuvre en 2011, quand bien même le SNP dirige depuis 2007 le gouvernement écossais, vraisemblablement en raison de l'opposition attendue de la majorité de la population écossaise à une séparation d'avec le reste de la Grande-Bretagne.

Le SNP a poursuivi une approche incrémentale, d'abord d'autonomie pour l'Ecosse puis d'indépendance, dans un cadre institutionnel surtout. On peut considérer que jusqu'au début des années 1980, la discussion du statut de l'Ecosse s'est fait exclusivement ou presque dans un tel cadre. A partir des années 1980, sous l'effet conjugué de l'échec du référendum sur la décentralisation écossaise de 1979 et de l'arrivée au pouvoir des conservateurs en Grande-Bretagne, quelques tentatives ont été faites pour porter davantage la question écossaise dans le public. Toutefois, la mobilisation sociale a été très marginale (voir aussi chapitre 4.3.1) et l'essentiel de la stratégie de décentralisation a constitué dans la création d'alliances politiques à cette fin, avec à partir de 1980 une alliance entre les principaux partis d'opposition écossais dans une *Campaign for a Scottish Assembly*, qui réunit le SNP, les libéraux, les Verts et, à partir de 1987, le parti travailliste, avec également le soutien d'organisations de la société civile telle l'Eglise d'Ecosse, en vue de faire pression sur le pouvoir britannique.

Il paraît plausible de considérer que la mobilisation sociale sur la question écossaise a joué un rôle peu important dans l'avancée de la cause nationaliste. L'alliance à partir des années 1980 entre les principales forces d'opposition au gouvernement conservateur s'est traduite, sur le plan de la mobilisation, non par une mobilisation nationaliste mais par une mobilisation sociale sur des enjeux traditionnels de la gauche (entre autres sur les conditions de travail ou le secteur public) ou sur des enjeux des nouveaux mouvements sociaux (comme la protestation contre l'armement nucléaire) surtout. La mobilisation sociale sur ces enjeux a toutefois aussi été orchestrée par des associations faisant preuve d'une certaine sympathie et engagement pour la question écossaise, en particulier les syndicats²³⁶, et avec le soutien du SNP et des associations nationalistes, ce qui a donné également une coloration identitaire à ce type de mobilisation. Ainsi, la campagne contre la *Poll Tax* a été particulièrement active en Ecosse et a eu aussi un aspect ouvertement identitaire ou nationaliste²³⁷.

La stratégie dominante des nationalistes en Ecosse apparaît clairement comme centrée sur la négociation partisane et, à partir de 1979 surtout, par la négociation et l'alliance tactique avec d'autres partis et associations.

²³⁴ D'autres partis que le SNP sont également indépendantistes, entre autres le Scottish Socialist Party et le parti écologiste.

²³⁵ La décentralisation date de 1997 mais est entrée en vigueur en 1999. Les premières élections du Parlement écossais se sont déroulées en 1999.

²³⁶ Les syndicats ont soutenu le processus de décentralisation et été actifs dans le mouvement écossais surtout dans les années 1990 (Keating, 2009: 53). Ils sont par contre unionistes et ne soutiennent pas l'indépendance écossaise.

²³⁷ Les réflexions émises dans ce paragraphe se basent sur des inférences issues soit de la littérature sur le mouvement nationaliste soit sur les sympathies déclarées du SNP pour les luttes sociales en Ecosse dans ses différents manifestes. Elles ne se basent pas sur une étude du soutien officiel du parti nationaliste à des actions collectives spécifiques.

Stratégie partisane, mobilisation sociale modérée et mobilisation radicale

Comme il apparaît dans ce qui précède, la stratégie dominante des nationalistes a été celle d'une poursuite institutionnelle de leurs objectifs. Le nationalisme a peu recouru à l'action collective en vue de ses objectifs spécifiques, mais s'est joint le cas échéant à des luttes sociales traditionnelles en leur donnant une coloration identitaire.

A l'inverse d'autres mouvements, le recours à des stratégies violentes a été exceptionnel en Ecosse. Quelques organisations nationalistes²³⁸ sont passées à l'action violente entre les années 1970 et aujourd'hui, mais ce terrorisme est resté limité et peu efficace. Sur la base des informations disponibles, il apparaît que les actions des divers groupes terroristes écossais ont uniquement résulté dans des dommages à la propriété et n'ont jamais fait de morts ni blessés. Le nombre des actions terroristes est réduit: la *Global Terrorism Database* en répertorie 13 en tout entre 1970 et 2010. L'appellation de terrorisme en tartan ('*tartan terrorism*') du mouvement armé écossais par nombre de nationalistes eux-mêmes suffit à souligner le peu de sérieux avec lequel est considérée cette frange du mouvement. D'après Marr: « It is one of the more cheering aspects of Scottish public life that (so far) even militant nationalists have shown little inclination for violence of any sort. And the very few who have have shown even less aptitude: a recent account of 'tartan terrorism' is mainly a record of minor explosions at remote sites, failed letter bombs and captured bank robbers. » (Marr, 1995: 188). La mobilisation radicale ne semble par ailleurs avoir aucun impact sur l'avancée de la question écossaise et ne peut en aucun cas être considérée comme une stratégie partielle du mouvement plus ou moins coordonnée avec ou soutenant d'autres approches stratégiques.

Stratégies discursives du mouvement nationaliste

Le mouvement nationaliste écossais peut être considéré avant tout progressiste, orienté vers l'avenir, inclusif (tout habitant de l'Écosse est réputé Écossais), pragmatique et matérialiste (Breuilly, 1994, Keating, 1992). C'est un nationalisme de type civique qui concentre ses revendications sur des enjeux politiques, c'est-à-dire d'autonomie institutionnelle ou d'indépendance, et économiques essentiellement (voir par exemple Hamilton [1999] et Thomsen [2010]). Pour Kellas: « Nationalists (...) feel that the nation as a whole is deprived – politically because of its lack of independence or autonomy, and economically and socially because they believe national resources and opportunities are drained away to the centre of the state. » (1992: 173). Parmi les thèmes récurrents du nationalisme écossais, on trouve dès lors en particulier le contrôle sur la politique économique et fiscale de la région²³⁹, le contrôle sur les ressources naturelles²⁴⁰, entre autres le pétrole en mer du Nord (un slogan nationaliste du début des années 1970 clamait « *It's Scotland's oil* »), les processus de migration²⁴¹, et le

²³⁸ Le groupe *Arm nan Gaidheal* et *The Scottish National Liberation Army*, fondés au début des années 1980, ont ainsi réalisé plusieurs attentats.

²³⁹ Dans les années 1970, il s'agissait en particulier du contrôle sur les entreprises écossaises largement contrôlées par des propriétaires ou actionnaires anglais ou internationaux. En 1973, 80,2 % de la branche 'produits pétroliers et charbon' en Écosse était ainsi contrôlée par des intérêts anglais (contre 15,4 % aux Écossais, 4,4 % aux multinationales) (Robertson – Wensauer, 1991: 307). Plus récemment, il s'agit davantage du contrôle sur la politique fiscale en vue d'attirer des entreprises en Ecosse.

²⁴⁰ Concernant le pétrole découvert à la fin des années 1960 en mer du Nord, l'enjeu concerne tant la décision en matière de rythme d'exploitation du pétrole comme la répartition des revenus de l'exploitation du pétrole ; la question des ressources naturelles concerne également les énergies renouvelables – l'Écosse représenterait par exemple selon le SNP 25 % de l'énergie éolienne européenne.

²⁴¹ Dans les années 1970, il s'agissait en particulier de l'exportation de main d'œuvre écossaise essentiellement jeune et qualifiée cherchant des emplois mieux payés en Angleterre ou à l'étranger. En 1975, 42 % des jeunes Écossais étaient prêts à émigrer, majoritairement pour des raisons économiques, contre 13 % des jeunes Néerlandais, 12 % des jeunes Allemands et 6 % des jeunes Norvégiens (Robertson – Wensauer, 1991: 317).

déficit démocratique du fait de la souveraineté britannique. A l'inverse, les questions culturelles jouent un rôle secondaire, la langue par exemple est une question marginale (ainsi Webb: « Gaelic plays such a small role in Scottish nationalism that it can be considered as hardly an issue » [Webb, 1977: 91]), et si les spécificités culturelles écossaises sont intégrées dans le discours nationaliste surtout à des fins symboliques²⁴², ils ne semblent pas représenter un enjeu politique direct.

Ces considérations peuvent être illustrées par une analyse du discours du SNP, telle qu'elle a été réalisée par Thomsen (2010) sur la base des manifestes du parti de 1977 à 1997:

- En introduction à son manifeste de 1977, le parti indique: « The SNP has a deep commitment to democracy, to Scotland's distinctive history and culture and to the social and economic well-being of the Scottish people » (Manifesto SNP, 1977) marquant ainsi trois priorités, soit la démocratie, l'héritage culturel et les questions socio-économiques. Comme le souligne Thomsen, toutefois, les arguments ethno-culturels sont ensuite largement oubliés dans le reste du manifeste: « Ethnicity remains implied in references, for instance, to the 'Scottish people', but specifically ethno-cultural matters, surfacing only sporadically, remain a supportive rather than a causal element in the SNP's struggle for Scottish independence. The real concerns of the SNP remain 'the centralism of the British Conservative and Labour Parties' as well as '[un]employment, emigration... totally unsuitable economic legacies... – the dismal legacy of London Government' » (Thomsen, 2010: 69). Les manifestes de 1978 et 1979 ont les mêmes priorités²⁴³.
- Durant les décennies 1980 et 1990, de la même manière, « The SNP kept nurturing an image of Scottish nationalism as pragmatic and rational – 'civic' rather than 'ethnic' » (Thomsen, 2010: 90). Le manifeste de 1983 fait un peu plus de place que dans les années 1970 à l'identité écossaise, mais selon Thomsen « Scottish culture and its survival never becomes a dominant theme. The really important issues to the SNP remain the achievement of self-determination, and freedom from what is considered 'the centralist and often undemocratic thinking of the British system' » (Thomsen, 2010: 90). Les manifestes du SNP de 1987, 1992 et 1997 également mettent l'accent sur la mauvaise gestion de la région par le pouvoir central, le droit à l'auto-détermination écossaise et le chômage et déclin de l'Ecosse comme conséquences de la gestion défailante ou injuste de l'Ecosse par le gouvernement de Londres.
- Un examen des manifestes du SNP en 2007 et 2011 montre que les thématiques politiques et socio-économiques continuent d'être au centre des préoccupations du parti au détriment des thèmes culturels. Le SNP rappelle son objectif d'indépendance: « With independence Scotland will be free to flourish and grow. We can give our nation a competitive edge » (Manifesto SNP 2007: 7), la rhétorique antibritannique a par contre disparu, faisant place à un discours progressiste sur le dynamisme économique des petits Etats indépendants.

La stratégie discursive du SNP fait écho aux éléments saillants de l'identité écossaise discutés au chapitre 4.2, où les éléments culturels jouent un rôle secondaire en faveur d'éléments

Aujourd'hui, il s'agirait plutôt selon le SNP de permettre à l'Ecosse d'avoir une politique d'immigration ciblée permettant de recruter à l'étranger la main d'œuvre nécessaire à sa croissance.

²⁴² Les nationalistes reprennent par exemple des éléments de la musique folklorique écossaise dans la musique nationaliste (Pittock, 1993: 153) ou se servent d'emblèmes de la culture traditionnelle comme le kilt ou la cornemuse dans les manifestations.

²⁴³ Le manifeste de 1978 se concentre sur la distribution équitable de richesse et de pouvoir démocratique, le manifeste de 1979 sur le déficit démocratique, l'émigration, l'économie et les ressources ainsi que les questions sociales et de chômage (Thomson, 2010: 69).

surtout politiques et économiques. Elle reflète également une stratégie de compétition avec les partis de gauche traditionnels sur les principaux enjeux en Ecosse qui sont, comme le montrent aussi les données sur la mobilisation sociale au chapitre 4.3.1, des enjeux largement traditionnels: conditions de travail, emploi, service public, etc.

4.3.3 Les étapes de la mobilisation nationaliste en Ecosse

Le nationalisme écossais à partir de 1975 peut être divisé en quatre étapes, qui correspondent aux étapes généralement retenues par les auteurs (voir par exemple Greer, 2007): la période 1975-1979²⁴⁴, la période 1979-1997, la période d'après 1997 ; dans cette dernière période, nous considérerons également la période amorcée en 2010 après la victoire du parti conservateur aux élections générales britanniques.

Période 1975-1979

La période se caractérise par l'ascension électorale du SNP²⁴⁵ et la tentative du parti travailliste de répondre au défi électoral posé par les nationalistes en organisant un référendum sur l'autonomie de l'Ecosse en 1979, ainsi que par l'échec de ce référendum auprès de l'électorat écossais – les explications données à cet échec étant de deux types: le manque de mobilisation sociale autour de la question écossaise et le soutien réduit des élites au projet de décentralisation.

Greer (2007) explique l'échec du nationalisme écossais en 1979 surtout par le faible soutien des principales organisations régionales au processus de décentralisation. Pour Greer, la période doit être caractérisée par deux éléments. D'une part, le SNP devient une force électorale en Ecosse et bouleverse les équilibres de pouvoir politiques traditionnels dans la région, en mordant aussi sur les terres travaillistes: « [SNP's arrival on the scene was] the marriage of old class politics with the previously submerged national question » (Mitchell, 2009: 35). Le parti travailliste tente en conséquence de se repositionner sur la scène politique écossaise et reprend à son compte l'objectif d'autonomie ('*devolution*') du SNP en vue de maintenir sa position sur le plan électoral. D'autre part, les organisations régionales écossaises telles les syndicats, élites économiques, églises, associations professionnelles, qui jouissent traditionnellement d'une certaine autonomie dans le cadre des institutions du Royaume-Uni (voir aussi chapitre 2.4.2), sont méfiantes à l'égard d'une possible déstabilisation des équilibres de pouvoir en place par la décentralisation et favorisent le statu quo institutionnel. Le projet travailliste de décentralisation échoue en 1979 faute de soutien des élites locales. Dans les mots de Greer: « The rise and failure of devolution in the 1970s can be attributed to the interaction of the Scottish political parties and the web of Scottish regional organizations such as the trade unions, business, churches and professions. The key arena was the Labour party. Scottish regional organizations throughout the period enjoyed stable organizational environments and great autonomy over their own organizations, opposed political destabilization, and were broadly uninterested in the establishment of a parliament. A new parliament offered, to these organizations, the environmental instability of major political change, the prospect of creating an arena tailor-made for the insurgent SNP, and the possibility of diminished autonomy. Direct oversight by a regional parliament might be more onerous than the indirect, and often very attenuated, oversight from Whitehall that characterized Scottish politics at the time (...). Labour, however, needed SNP parliamentary votes and very much wanted a mechanism to stop or reverse the nationalist's party growth. So

²⁴⁴ Greer considère ici la période 1960-1979, soit de l'apparition du SNP comme force politique à l'échec du processus de décentralisation et à l'arrivée au pouvoir en Grande-Bretagne du parti conservateur.

²⁴⁵ Le succès électoral du SNP commence dans les années 1960.

Labour and its regional organizational allies fell out when, in response to the SNP electoral challenge, the Labour leadership tried to push through devolution against the wishes of regional organizations. (...) [It] was split by the opposition of its allies to its strategy, and failed to win the referendum. Regional organizations, simply by denying the resources Labour needed to campaign in a unified and effective manner, won their preferred outcome – the statu quo ante » (Greer, 2007: 42). Lors de la campagne référendaire, les organisations régionales feront en partie campagne contre le projet ou le soutiendront avec tiédeur: « Scottish businesses almost immediately signaled their dislike of the devolution proposals (...). Regional organizations were otherwise mildly devolutionist or split. The Church of Scotland was positive in public, but had a prominent antidevolutionist group (...). The trade unions were also in favor, but worried about the loss of state support and the prospect of parochialism, and many were viscerally opposed to any project associated with « the nats ». (...). The local press was roughly split between neutrals, pro- and antidevolutionists (...). In other words, apart from the big Scottish-only newspapers and some unions, there was no large organization *wholly* behind devolution » (Greer, 2007: 56-57).

L'échec du processus de décentralisation est aussi mis au compte de la résistance des élites régionales par Thomsen (2010), qui souligne pour sa part que, parmi les votants, 30 % des classes moyennes et supérieures (professionnels, semi-professionnels et managers) ont soutenu la décentralisation, contre 45 % parmi les travailleurs qualifiés non manuels et plus de 50 % parmi la classe laborieuse ('*workers*').²⁴⁶

On peut considérer que la période 1975-79 a vu l'échec des efforts de décentralisation, en dépit du soutien du gouvernement britannique dominé par les travaillistes, sous l'effet conjugué d'une faible mobilisation populaire en faveur de la question écossaise et d'un manque de soutien des élites régionales. Les nationalistes ont échoué à cette période tant à créer les alliances locales nécessaires à avancer leur cause qu'à porter la question écossaise dans la population. A l'inverse, la période suivante verra la création d'alliances politiques entre les principaux partis et organisations écossaises en faveur de la décentralisation qui amèneront, lors du referendum de 1979, à un large succès du projet auprès des votants et à la création d'un parlement écossais.

1979-1997

L'arrivée au pouvoir des Conservateurs en Grande-Bretagne en 1979 a pour nombre d'auteurs joué un rôle décisif dans l'évolution de la question écossaise (voir par exemple Greer [2007], Keating [1996, 2009], Stolz [2009], Thomsen [2010]). L'échec du referendum de 1979 crée dans l'immédiat une démobilisation autour de la question nationale et un affaiblissement du SNP. La politique centralisatrice du gouvernement Thatcher aura toutefois l'effet paradoxal de rapprocher différentes tendances politiques et organisations dans leur opposition aux conservateurs britanniques et de permettre une alliance plus large en Ecosse autour de l'objectif d'autonomie politique. Pour Stolz: « Ironically, the main impetus for the actual regionalisation of the British state has come from the most centralist of all UK governments, that of Margaret Thatcher. In the name of radical liberal individualism she strengthened central government and market forces at the expense of all intermediate bodies, including local authorities, trade unions, self-regulating bodies of civil society and any form of quasi-corporatist structures around government departments. While this strategy has been denounced throughout the UK as highly anti-social, in Scotland, over and above, it was

²⁴⁶ Marr (1992) à l'inverse, considère que l'échec du referendum s'explique surtout par le fait que le projet est issu de la sphère politique et le résultat d'une négociation entre élites, sans avoir intégré la population au processus: « Devolution failed because it was imposed from above » (Marr, 1992: 66).

perceived as an attack on national institutions and national identity itself (...). Forcing radical, unpopular and centralising policies on Scotland without even consulting with its elites, Margaret Thatcher had broken the unwritten conventions of British territorial politics and thus the compromise of the British state with Scottish society » (Stolz, 2009: 36).

Pour Béland et Lecours, quatre facteurs expliquent l'impact de la politique des conservateurs en Ecosse – et l'opposition à celle-ci: 1) Le faible soutien aux Tories dans la région, où le parti mobilise entre 17.5 et 31.4 % de l'électorat pendant la période 1979-97²⁴⁷ (Curtice, 2009: 56). 2) La remise en cause par le gouvernement de la structure de l'Etat britannique, en remplaçant les notions d'identité sociale et territoriale par la priorité à l'individualisme économique, soit une attaque frontale contre l'autonomie et l'identité écossaise. 3) Une résonance beaucoup plus faible des approches libérales de l'Etat et de la politique sociale pratiquée par le gouvernement auprès des élites écossaises que des élites du sud de l'Angleterre. 4) Les effets beaucoup plus douloureux pour l'Ecosse des politiques de privatisation et de désengagement de l'Etat pratiquées par le gouvernement dans une région plus pauvre que l'Angleterre, possédant un secteur public important et des industries sur le déclin (Béland et Lecours, 2008).

La lutte pour l'autodétermination écossaise reprend dans ce contexte: « Galvanized by Thatcherism, it was more broad-based and found its logic in the idea that Scotland needed political autonomy to be in a position to develop more social policies than those enacted in Westminster » (Béland et Lecours, 2008: 118).

Les bases de soutien au mouvement pour l'autonomie écossaise s'élargissent. Pour Greer (2007), le succès enregistré finalement en 1997 par le nationalisme écossais avec la création d'un Parlement indépendant s'explique avant tout par le soutien des organisations et élites régionales: « The explanation lies in the changing position of regional organizations, which shifted under the new pressures brought to bear on them. These pivotal actors shifted to supporting formal devolution because the central state, rather than the SNP, had become the greatest threat to their autonomy and environmental stability. They did so because the agenda of the Thatcher government was largely unresponsive to their interests, often attacked their institutional bases in its policy changes, and overrode the informal authority they had enjoyed until it came into office. As a result, they shifted *en bloc* to supporting formal devolution, and the Labour Party, dependent on them, shifted with them. Whereas in 1979 their antagonism to devolution had split Labour, by 1997, they made devolution an obligatory goal for Labour » (Greer, 2007: 67-68).

La pression sur les organisations régionales par le gouvernement de Londres se fait sentir surtout à partir de la fin des années 1980²⁴⁸ et, à la même période, les élites écossaises adoptent majoritairement l'autonomie écossaise comme leur objectif. Elles s'unissent avec le SNP dans une coalition, *The Scottish Constitutional Convention*, et rédigent un *Claim of Right for Scotland*, qui trouve également le soutien de la population. Le tournant des années 1990 voit l'idée d'un Parlement écossais bénéficier d'un large soutien politique et populaire qui va ainsi bien au-delà du parti SNP ou même des questions d'autonomie: « regionalist autonomy in Scotland remained no longer exclusively concerned with the issue of Scottish identity and autonomy. Instead, it widened its focus towards the question of democracy, with notions of Scottish popular sovereignty gaining considerable support (...) » (Stolz, 2009: 37).

²⁴⁷ Soit une différence de 13 à 22 % par rapport à leur score dans l'ensemble de la Grande-Bretagne pour la période considérée.

²⁴⁸ Tant en raison d'une offensive gouvernementale en faveur des privatisations que d'un abandon par le centre de la tradition de consultation des élites locales qui s'était maintenue en partie jusque-là (voir Greer, 2007).

A l'inverse de la situation en 1979, la période 1979-97 et surtout 1987-97 voit ainsi naître un large courant en faveur de la décentralisation parmi les élites et la population, dans un contexte de rejet de la politique des conservateurs, et le referendum organisé par les travaillistes en 1997 se solde par une acceptation du projet de décentralisation par près de trois-quarts des votants.

1997-2010

Après le succès de la décentralisation en 1997, la question nationale écossaise repasse au second plan. Le SNP, on l'a dit, soutient officiellement l'indépendance mais, en pratique, poursuit surtout l'obtention de concessions du pouvoir britannique en matière d'autonomie fiscale et économique. Les élites écossaises qui se sont mobilisées dans les années 1990 pour l'autonomie ne soutiennent en général pas l'indépendance et la coalition qui a permis le succès politique de 1997 ne peut se recréer pour l'indépendance. Enfin, le nationalisme comme mouvement social – déjà peu actif avant la décentralisation – est quasi inexistant. Davidson note en 2007: « for the moment there is no 'movement' for Scottish independence in the way there is a movement against imperialist intervention in the Middle East, or local movements against the closure of hospital accident and emergency services. Supporters of the demand are not organising to demonstrate, petition, debate and generally mobilise. There is no sign that they are prepared to do anything more than express a vague aspiration in opinion polls and sometimes vote for parties who stand for independence and – in the case of the Scottish Socialist Party, Solidarity and the Greens – many other things beside. » (Davidson, 2007). En 2007, le SNP gagne les élections régionales écossaises et forme un gouvernement nationaliste. Il annonce la tenue d'un referendum à terme sur l'indépendance, mais en repousse l'organisation compte tenu des faibles chances de succès de ce projet en votation populaire.

2010-

L'arrivée au pouvoir des conservateurs britanniques n'a pas modifié fondamentalement la situation du nationalisme écossais. Le SNP a toutefois profité de sa victoire aux élections régionales de 2011 pour annoncer la tenue en 2014 sur l'indépendance de l'Ecosse. Le parti conservateur ne s'est pas opposé à l'organisation de ce referendum, mais a indiqué la possibilité, en cas de refus, de négocier une décentralisation plus poussée en faveur de la région. Compte tenu de l'opposition actuelle d'une majorité de la population et des élites à l'indépendance, le processus amorcé par le SNP devrait sans doute se traduire avant tout par la possibilité de faire, sur une période longue, campagne pour la question écossaise ainsi que d'obtenir des concessions du gouvernement britannique avant ou après la tenue du referendum.

4.3.4 Les succès enregistrés par le mouvement nationaliste écossais

Les succès enregistrés par le mouvement nationaliste écossais peuvent se décliner en quatre dimensions distinctes: sa capacité à être reconnu comme un acteur légitime par les institutions britanniques, les succès enregistrés par le mouvement en termes de décentralisation, les possibilités qu'il lui sont ouvertes en termes d'indépendance et enfin la capacité du mouvement à influencer les valeurs de la société écossaise dans un sens favorable à ses objectifs.

Reconnaissance du mouvement nationaliste

Le mouvement nationaliste écossais s'incarne essentiellement dans le SNP et dans des groupes d'intérêt. A l'égard des institutions britanniques, ces organisations bénéficient d'une reconnaissance institutionnelle dans le cadre normal de la reconnaissance des partis ou organisations de la société civile. Cette situation n'a pas changé entre 1975 et 2011. Le SNP a

toutefois obtenu un succès certain de reconnaissance institutionnelle à partir du processus de décentralisation, dans la mesure où d'une part la création d'un parlement écossais lui permet de bénéficier d'un poids politique nettement plus important, à l'échelon des nouvelles institutions écossaises, que le poids politique marginal qui était le sien au Parlement de Westminster, et d'autre part, le SNP enregistre un succès plus élevé aux élections du Parlement écossais où il atteint environ 25 à 45 % qu'aux élections du Parlement britannique, où il oscille entre 10 et 30 % (voir également tableau 46), ce qui lui permet également depuis 2007 de diriger le gouvernement écossais. Dans cette position, il peut également négocier avec les institutions britanniques dans une situation de pouvoir nettement plus avantageuse qu'avant 1997.

Autonomie politique

Le mouvement écossais a obtenu la réalisation d'une partie importante de ses demandes avec la décentralisation de 1997, qui se caractérise par:

- La création d'un parlement écossais, doté de pouvoirs législatifs et fiscaux.
- La création d'un gouvernement répondant au parlement écossais et dirigé par un premier ministre, ainsi que la mise en place d'une administration exécutant la politique parlementaire et gouvernementale²⁴⁹.

La répartition des pouvoirs entre parlement écossais et parlement britannique a pris la forme de l'établissement d'une liste de domaines restant de la compétence du centre (dits 'domaines réservés'), tandis que le reste est ou peut être décentralisé. En soi, cette solution implique un potentiel élevé de transfert des compétences aux institutions écossaises. Les analystes de la vie politique britannique le soulignent: « Rather than writing an interminable list of what is to be devolved, the government decided, correctly, that it [would] be a lot simpler (and more radical) to list what will stay at Westminster » (The Economist, 26.07.1997: 31).

Le parlement britannique reste toutefois en charge de domaines politiques clef, puisque les domaines réservés de Westminster comprennent entre autres: la Constitution, les affaires étrangères, la défense et la sécurité nationale, les matières économiques et financières, le commerce et l'industrie, l'électricité, le gaz et le charbon, l'emploi, la sécurité sociale, l'immigration et la nationalité. Les compétences du parlement écossais recouvrent pour leur part entre autres les domaines suivants: la santé et le travail social, l'enseignement et la formation, le gouvernement local et le logement, la justice et la police, l'agriculture, sylviculture et pêche, l'environnement, le tourisme, le patrimoine et les sports, le développement économique et les transports locaux.

Le Parlement écossais est habilité à lever des impôts: il peut faire de manière marginale²⁵⁰ varier le taux de base de l'impôt sur le revenu. Son autonomie financière reste toutefois limitée, et l'on compte que Westminster continue de contrôler environ 87 % de la fiscalité écossaise (Civardi, 2002). Par ailleurs, l'essentiel des matières économiques, financières et industrielles restent de la compétence du parlement de Londres²⁵¹. Les compétences du

²⁴⁹ Cette administration est essentiellement issue de l'administration écossaise déjà en place (*The Scottish Office*).

²⁵⁰ Le Parlement a le pouvoir de faire varier le taux de base de l'impôt sur le revenu applicable à l'Ecosse maximum 3 pence par livre (vers le haut ou vers le bas).

²⁵¹ Font ainsi partie des domaines réservés: la stabilité du système monétaire, fiscal et économique du Royaume-Uni (comprenant les affaires macro-économiques, monétaires et fiscales), le marché commun des biens et services (incluant les lois sur les entreprises et associations, la législation sur la propriété intellectuelle, la politique de la concurrence, la protection des consommateurs, la régulation des institutions financières, etc.), la législation sur l'emploi (y compris les relations industrielles, l'égalité des chances, etc.) et la politique de sécurité sociale (Scottish Council Foundation, 1997).

parlement écossais concernent quelques domaines économiques, soit la politique de développement local, le soutien à l'industrie locale et les investissements locaux, la promotion du commerce et des exportations locales (Scottish Council Foundation, 1997). D'un point de vue fiscal et économique, la décentralisation de 1997 est très limitée et, de ce point de vue, il s'agit d'une réponse incomplète à un enjeu spécifique important du nationalisme écossais.

Dans le cadre des débats autour du referendum prévu sur l'indépendance écossaise, le gouvernement britannique a par ailleurs promis que, si l'Ecosse décidait de rester dans le Royaume-Uni, une discussion pourrait être engagée sur l'extension des pouvoirs autonomes de l'Ecosse.

Possibilités d'indépendance

En l'absence de Constitution écrite au Royaume-Uni et à l'inverse de la situation espagnole ou française, il n'existe pas de limitation constitutionnelle à l'autodétermination écossaise et le débat autour du referendum écossais, qui a pris de l'ampleur au Royaume-Uni depuis l'annonce par le SNP de sa tenue en 2014, ne remet jamais en cause le droit d'autodétermination des Ecosseis²⁵². Le consensus qui semble prévaloir dans la classe politique britannique est qu'en cas d'acceptation du referendum, l'indépendance de l'Ecosse serait effective compte tenu d'une période de mise en oeuvre qui resterait à clarifier.

Evolution des valeurs de la société écossaise

L'évolution des valeurs de la société écossaise peut s'estimer en considérant la progression de l'identité écossaise et du soutien à l'indépendance depuis 1975. D'après Keating, « The last thirty years have seen a shift in national identities in Scotland, away from more British ones and towards more Scottish ones » (Keating, 2009: 61). Les sondages réguliers effectués auprès de la population concernant leur identité subjective montre une progression de la proportion d'individus se déclarant uniquement Ecosseis ou davantage Ecosseis que Britanniques entre 1979 et 2005 (56 % des sondés en 1979, 69 % en 1986, 76 % en 2005, alors que la proportion des sondés se sentant d'abord ou uniquement Britanniques atteignait 38 % en 1979, 10% en 1986 et 15% en 2005) (Kellas [1992: 172], Keating [2009: 5]).

Le soutien de la population à l'autonomie écossaise s'estime en particulier par les résultats des referendums de 1979 et 1997 concernant la décentralisation. La proportion des votants soutenant le processus de décentralisation est passé de 51.6 % en 1979 à 74.3 % en 1997 (Hassan et Fraser, 2004).

Le soutien des Ecosseis à l'indépendance se situe pour sa part autour de 25-30 % environ, sans qu'on constate de progression claire dans la proportion de la population favorable à la souveraineté de l'Ecosse: elle s'élevait en 1992 à 30 % selon un sondage réalisé par l'Institut Nol pour le journal The Independent (cité par Le Monde, 27 février 1992), contre 29 % en 1999, 34 % en 2005 et 23 % en 2007 selon les sondages du Scottish Social Attitudes Survey

²⁵² Dans un entretien accordé à la BBC en février 2012, le premier ministre britannique David Cameron répondait par exemple à la question « Will you be the last prime minister of all of the UK ? » par: « I very much hope not. I think it is important that we have this question answered [] whether Scotland wants to stay in the United Kingdom or not. (...) In the end it's gonna be the people's referendum, it's gonna be their choice (...). The Scottish people are the ones who must make the decision about whether to stay in the United Kingdom. (...) It's never been part of my argument that Scotland couldn't make it on her own (...). My argument is, we are better off, we are stronger together, we are fairer together, we are richer together (...). To throw that away would be deeply sad » (BBC News, 16.02.2012).

(cité par Keating, 2009: 74)²⁵³. McCrone et Paterson ont par ailleurs interrogé un échantillon d'Écossais entre 1997 et 2000 et constatent que 45 % des sondés ont répondu une fois au moins qu'ils étaient favorables à l'indépendance, mais seuls 7 % des sondés ont répondu les 4 fois qu'ils soutenaient l'indépendance et seuls 14 % l'ont répondu 3 fois sur 4, amenant les auteurs à conclure qu'il n'existe pas un cœur de soutien fort pour l'indépendance (McCrone et Paterson, 2002).

Sur la base de ces données, on peut considérer que le mouvement nationaliste écossais a vraisemblablement contribué à accroître le sentiment d'identité écossaise et le soutien de la population à l'autonomie politique de l'Écosse entre 1975 et aujourd'hui, mais a échoué pour l'instant à faire progresser notablement son soutien à la création d'un État indépendant. La campagne sur l'indépendance prévue de 2012 à 2014 devrait toutefois permettre aux nationalistes d'obtenir une visibilité élevée autour de la question écossaise et, à l'instar de leur homologues basques et catalans, de profiter de cette plate-forme pour renforcer la nationalisation de la société écossaise.

4.4 Bilan

Le présent chapitre se concentre uniquement sur les éléments saillants de l'analyse concernant le mouvement nationaliste écossais, à l'exclusion par exemple de l'histoire de l'Écosse:

1. *Potentiel de mobilisation nationaliste en Écosse.* Le succès électoral des nationalistes en Écosse a oscillé entre 11.4 et 30.4 % aux élections générales britanniques entre 1970 et 2010, mais est nettement plus élevé aux élections parlementaires écossaises, où il atteignait de 23.8 % à 45.4 % des voix entre 1999 et 2011. En regard de la situation d'autres régions, telles la Catalogne, le Pays basque ou l'Irlande du nord, la question nationale écossaise ne semble pas dominer de manière hégémonique la politique électorale. Le potentiel de mobilisation sociale autour de la question nationale apparaît quant à lui réduit: selon la littérature consultée, la protestation nationaliste a toujours joué un rôle marginal en Écosse et le nationalisme a échoué à se transformer en un mouvement social même dans la période 1979-97 où la question écossaise était de facto bloquée. Les données disponibles de l'*European Protest and Coercion Data* montrent par ailleurs que la mobilisation sociale autour d'enjeux nationalistes entre 1980 et 1995 n'a pas dépassé 6 % de l'ensemble de la contestation, qui a été dominée surtout par des enjeux traditionnels (droits de travailleurs, service public, etc.) ainsi que par la question du nucléaire civil et militaire.

2. *Objectifs et stratégies du mouvement nationaliste.* Le mouvement nationaliste est dominé par le SNP et essentiellement institutionnel et modéré dans sa stratégie. Son objectif déclaré est l'indépendance de l'Écosse, mais en l'absence vraisemblable d'une majorité de la population soutenant ce processus, il s'attache aussi à renforcer le pouvoir politique et économique de la région. La stratégie dominante des nationalistes a surtout été de créer des alliances à l'échelon institutionnel, sans recourir ou très marginalement à l'action collective. Il sont ainsi parvenus à unifier l'essentiel des élites écossaises dans le soutien à la décentralisation écossaise (les élites sont par contre majoritairement opposées à l'indépendance).

3. *Les formes de la mobilisation.* Comme on l'a déjà noté, la mobilisation est peu importante. Le nationalisme écossais est avant tout reflété dans l'activité du SNP, d'associations d'intérêts

²⁵³ Une série de sondages concernant l'indépendance écossaise menés entre 1999 et 2012 et présentée par le UK Polling Report (<http://ukpollingreport.co.uk/scottish-independence>, consulté le 25 mai 2012) semble aussi confirmer les données ci-dessus, soit un soutien pour l'indépendance atteignant en général 25 à 30 % des sondés. Le taux de personnes interrogées prêtes à soutenir l'indépendance lors d'un référendum sur l'indépendance écossaise apparaît toutefois légèrement plus élevé et peut selon les sondages considérés atteindre environ 40%.

institutionnelles et dans un nombre limité d'actions de protestation faiblement conflictuelles (pétitions, manifestations pacifiques). L'activisme violent ou terroriste est très marginal.

4. *Les étapes de la question écossaise.* Sous le gouvernement travailliste de Callaghan, la possibilité d'une décentralisation de l'Ecosse a été soumise à l'approbation de la population par referendum en 1979. Ce referendum n'a toutefois pas abouti. La question écossaise a ensuite été bloquée jusqu'en 1997, compte tenu d'une faible mobilisation pour la décentralisation du côté des nationalistes et de l'opposition du gouvernement conservateur britannique au pouvoir entre 1979 et 1997 à la décentralisation. Durant cette période, les partis et organisations écossaises ont toutefois réussi à s'allier et former une coalition en vue de faire avancer leurs objectifs. Cette avancée a finalement été rendue possible par le retour au pouvoir des travaillistes en 1997, qui dès leur entrée au gouvernement ont organisé un nouveau referendum sur la décentralisation accepté à la majorité de 74.3 % des votants. En 2007, le SNP a pris la direction du gouvernement régional écossais et annoncé la tenue en 2014 d'un referendum sur l'indépendance écossaise.

5. *Le succès du mouvement nationaliste.* Les nationalistes sont parvenus à obtenir un réel succès en 1997 avec la création d'un gouvernement et parlement autonome écossais. Ce succès institutionnel s'est accompagné d'un renforcement du parti nationaliste SNP sur l'échiquier politique. En l'absence de constitution écrite au Royaume-Uni, l'option de l'indépendance écossaise est par ailleurs ouverte et devrait permettre également à la région, compte tenu du referendum prévu et en vue de son maintien dans le Royaume-Uni, d'obtenir à terme des concessions supplémentaires de Londres en matière de décentralisation.

5 LE MOUVEMENT NATIONALISTE CATALAN

Le présent chapitre reprend la même structure que les chapitres 3 et 4. Il traite d'abord de l'histoire de la Catalogne, puis des enjeux du conflit nationaliste, pour s'intéresser ensuite plus particulièrement au nationalisme contemporain et aux résultats atteints par le mouvement nationaliste.

5.1 Histoire de la Catalogne

5.1.1 Histoire catalane des origines à la guerre d'Espagne

La Catalogne a toujours été un lieu d'échange et de contacts entre populations²⁵⁴. Durant l'Antiquité, la région a été soumise à la domination romaine, qui a laissé des traces profondes dans la civilisation catalane, entre autres par l'introduction du latin et la diffusion du christianisme²⁵⁵ et s'est achevée au 5^{ème} siècle avec la chute de l'Empire romain. A la fin de la domination romaine, les Visigoths s'installent en Catalogne. Ils dominent les territoires catalans jusqu'à la fin du 7^{ème} siècle, avant de perdre le pouvoir au profit des Maures, qui conquièrent la région dès 717-718 pour une période assez courte en regard de leur présence dans d'autres régions d'Espagne: dès 801 les Francs leur reprennent Barcelone²⁵⁶.

En vue de créer une zone tampon protégeant l'Empire carolingien du danger maure, les Francs installent à la tête des territoires catalans des comtes chargés de la défense contre les attaques musulmanes ('Marche d'Espagne'). Initialement, les comtes catalans sont désignés par le souverain franc. Il leur attribue des fonctions d'ordre militaire, politique et judiciaire. Progressivement, toutefois, profitant de la décadence de l'empire carolingien, ils accroissent leur autonomie, en particulier en transformant leur procédure de nomination en une charge héréditaire. La suzeraineté des Francs sur la Catalogne devient purement nominale, les comtes conquièrent petit à petit une indépendance de fait sinon de droit et construisent une entité politique désignée sous le nom de *Principiat*. Les comtes catalans sont aujourd'hui cités par les nationalistes comme des acteurs déterminants dans le processus d'unification territoriale de la Catalogne, de renforcement de son gouvernement ainsi que d'implantation du catalan comme langue propre de la région²⁵⁷.

En 1137, la Catalogne et l'Aragon s'unissent par le mariage de leurs souverains²⁵⁸. Le nouveau royaume comprend également des territoires de Provence et du Roussillon. L'union d'Aragon-Catalogne est prospère. Dans un premier temps, la Catalogne assure la reconquête de terres restées en mains musulmanes²⁵⁹. Le territoire catalan atteint ainsi sa forme définitive – il commence par ailleurs à être désigné sous le terme actuel de Catalogne²⁶⁰. La région obtient du roi de France une reconnaissance de droit de son indépendance. Ensuite, au

²⁵⁴ Initialement, la Catalogne est occupée par un peuple dont l'origine reste incertaine, mais probablement liée à l'Afrique, les Ibères. Au cours de l'Antiquité, elle fait l'objet d'incursions des Grecs, des Carthaginois, puis des Romains. Les Romains occupent le territoire catalan en 218 avant J.C. La domination romaine se maintient durant sept siècles.

²⁵⁵ Les premiers documents attestant la présence de la religion chrétienne en Catalogne datent du 3^{ème} siècle.

²⁵⁶ A noter que l'emprise réduite des musulmans en Catalogne expliquerait selon certains auteurs le développement d'une société catalane distincte du reste de la péninsule (voir Py-Sunyer, 1985)

²⁵⁷ Les comtes de Barcelone Ramon Berenguer III et Ramon Berenguer IV, surtout, sont devenus des symboles de l'indépendance nationale.

²⁵⁸ Mariage de Ramon Berenguer IV avec Peronella d'Aragon. Il s'agit d'une union personnelle, qui respecte l'indépendance catalane (Zimmermann et Zimmermann, 1997: 21).

²⁵⁹ La reconquête est achevée en 1153.

²⁶⁰ A partir de la fin du 12^{ème} siècle, le terme Catalogne est employé dans les documents officiels pour désigner l'espace soumis à l'autorité du comte de Barcelone (Zimmermann et Zimmermann, 1997: 21)

treizième siècle, une période d'expansion s'amorce, qui s'étendra jusqu'au début du quinzième siècle et fera de la Catalogne une puissance maritime rivalisant avec les républiques italiennes pour le contrôle de la Méditerranée.

L'expansion catalane est économique et politique. D'une part, l'économie barcelonaise se tourne résolument vers le commerce maritime, et les marchands établissent des comptoirs en divers points du Maghreb, puis au Proche-Orient et dans toute la Méditerranée. Des consuls catalans s'installent dans les ports importants pour veiller aux intérêts de leurs compatriotes. D'autre part, l'Aragon-Catalogne poursuit une politique de conquête qui l'amène à prendre le contrôle politique de divers territoires²⁶¹.

Sur le plan intérieur, la Catalogne développe durant sa période de prospérité un système politique complexe. Le parlement (ou *Corts*)²⁶² joue le rôle d'une instance de négociation et de décision entre le souverain et ses sujets²⁶³. Au parlement est adjoint également un comité permanent composé de membres du parlement (*Generalitat*). L'existence et le fonctionnement des *Corts* et de la *Generalitat* amène Vilar (1962) à considérer la Catalogne de l'époque comme le pays européen pour lequel il serait le moins anachronique de parler d'État-nation. Il ne faut évidemment pas exagérer ce phénomène (voir également *Annexe*): les institutions restent aux mains d'une oligarchie et la limitation du pouvoir royal par les *Corts* et la *Generalitat* n'entraîne pas de droits et libertés plus importants qu'ailleurs en Europe pour la majorité de la population (Balcells, 1996: 9).

La période de prospérité catalane reste une période clef dans l'imaginaire nationaliste. Elle incarne des valeurs que le nationalisme catalan considère aujourd'hui emblématiques de la région: mode de gouvernement évolué (particulièrement mis en avant durant la dictature franquiste comme marquant une différence fondamentale entre les Catalans et Espagnols), esprit d'entreprise, génie commercial, ouverture au monde. Les nationalistes ont symboliquement repris la dénomination des institutions médiévales de Catalogne lorsqu'ils ont obtenu un statut d'autonomie en 1931 comme en 1979 (voir infra).

A partir de la fin du quatorzième siècle, puis au quinzième siècle surtout, la région connaît une succession de crises économiques et sociales²⁶⁴. S'y adjoint une crise politique puis une guerre civile dont la Catalogne sort très affaiblie. C'est dans ce contexte d'affaiblissement de la région qu'est réalisée en 1479 l'union des couronnes d'Aragon et Castille par le mariage de Ferdinand II d'Aragon et d'Isabel de Castille. Les nationalistes retiennent souvent cette date comme celle de la fin du particularisme politique catalan, même si d'un point de vue historique il s'agit d'une interprétation abusive: « (...) les Catalans interprètent [l'union des couronnes de Castille et d'Aragon] comme la perte de leur identité politique. Or, l'union des souverains est strictement personnelle ; les deux couronnes restent distinctes, et le Principat conserve ses lois et ses institutions. » (Zimmermann et Zimmermann, 1997: 32).

²⁶¹ Dans un premier temps, l'Aragon-Catalogne conquiert les îles Baléares (1229) et Valence (1233-45), jusque là aux mains des Maures, puis la Sicile (1282) ; le roi d'Aragon reçoit par ailleurs la Corse et la Sardaigne (1295) des mains du pape, et un duché catalan de courte durée est également établi à Athènes ; en 1443, les possessions catalanes s'étendent au Royaume de Naples.

²⁶² Le parlement catalan ou *Corts* a été créé au 13^{ème} siècle.

²⁶³ Voir par exemple Balcells: « The relationship between the Counts of Barcelona as Kings of Aragon and their Catalan subjects was seen as being based essentially upon negotiation, and the *Corts* were the central feature of this conception » (Balcells, 1996: 8).

²⁶⁴ Famine en 1333, peste noire en 1348, invasion de sauterelles en 1357, nouvelles épidémies en 1362, 1371 et 1374, famine en 1373-74, faillites et chute des cours du textile en 1381, émeutes sociales en 1391 (Zimmermann et Zimmermann, 1997: 29). La population de Barcelone tombe entre 1340 et 1477 de 50'000 à 20'000 habitants (Balcells, 1996: 10).

De fait, la Catalogne conserve non seulement ses institutions, mais aussi sa monnaie, sa propre douane et son système de taxation ; le catalan reste la langue officielle. L'union, qui intervient alors que la Catalogne est déjà en perte de vitesse, se traduit par contre par un renforcement du processus de marginalisation de la région. Une marginalisation d'ordre économique surtout²⁶⁵ : le commerce maritime se tourne progressivement de la Méditerranée vers l'Atlantique, vers des territoires américains administrés exclusivement par la Castille²⁶⁶.

Par le jeu des successions²⁶⁷, les royaumes d'Aragon et Castille échoient aux Habsbourg au début du seizième siècle. Leur règne dure près de deux siècles. Il est marqué par des tensions régulières entre le souverain et l'Aragon-Catalogne surtout en matière fiscale et par diverses tentatives à partir du dix-septième siècle d'accroître la centralisation du pouvoir et réduire les spécificités de la région²⁶⁸.

Durant la Guerre de Trente Ans, le souverain Philippe IV tente d'imposer une contribution accrue de toutes les régions d'Espagne au financement de ses armées. En 1640, les campagnes catalanes se révoltent contre l'effort de maintien des troupes qui leur est imposé. La *Generalitat* prend rapidement la direction du soulèvement, appelé *El Corpus de Sang*. Le représentant du roi en Catalogne est assassiné et la Catalogne déclare son indépendance à l'égard de l'Espagne. Elle est toutefois forcée de rechercher le soutien de la France pour se protéger de la réaction espagnole et devient de fait une province française. A l'issue d'une guerre de douze ans, la *Guerra dels Segadors* (1640-1652), la région est finalement réintégrée dans le royaume d'Espagne, où elle retrouve sa constitution et ses privilèges, mais perd au profit de la France ses droits sur la province du Roussillon et la Cerdagne. La guerre *dels Segadors* est restée importante dans la mythologie nationaliste catalane. L'hymne national catalan, *Els Segadors*, est une adaptation d'un chant composé durant cette période.

Si au dix-septième siècle, en conséquence de la *Guerra dels Segadors*, la Catalogne perd ses territoires d'outre-Pyrénées, au dix-huitième siècle elle perd ses institutions politiques à la suite d'un conflit de succession dynastique. En 1700, en effet, le dernier souverain Habsbourg meurt sans descendance et dans la guerre de succession qui oppose le Bourbon Philippe V à l'archiduc Charles d'Autriche, la Catalogne choisit de soutenir le second. Après plusieurs années de guerre, la souveraineté de Philippe V est toutefois confirmée par le traité d'Utrecht de 1713²⁶⁹. La Catalogne se trouve alors isolée dans son opposition au roi bourbon. Les troupes de Philippe V font durant plus d'une année le siège de Barcelone, qui est contrainte de

²⁶⁵ On comprend dans ces circonstances que pour le nationalisme actuel l'Union des deux couronnes serve de repoussoir, compte tenu en particulier de la marginalisation des Catalans dans plusieurs domaines réputés inhérents à leur personnalité, tels le dynamisme économique, la capacité de s'ouvrir des marchés à l'échelle internationale.

²⁶⁶ Ce qui signifie, en pratique, que dans leurs relations avec les territoires américains, les Catalans ne bénéficient pas d'avantages particuliers, et sont traités à pied d'égalité avec les autres nations européennes.

²⁶⁷ En 1516, les royaumes ibériques échoient en succession à Charles de Gand, futur Charles Quint.

²⁶⁸ A noter que le pouvoir du souverain Habsbourg, représenté par un vice-roi en Catalogne, est limité par les constitutions et privilèges de Catalogne. En particulier, la *Generalitat* possède des compétences élevées en matière d'impôts, qui se heurtent à la volonté des Habsbourg d'accroître leur ponction fiscale sur la Catalogne : « El problema que enfrontó a las clases dirigentes catalanas con el rey era sobre todo económico. Es evidente que tenía una dimensión política, derivada de la tendencia de la monarquía hacia el absolutismo, pero en el fondo la motivación era la necesidad por parte de la monarquía de aumentar sus recursos, ante el agotamiento de las posibilidades económicas de Castilla » (Galofré, 1992: 150).

²⁶⁹ La guerre de succession d'Espagne oppose la France et l'Anjou, qui soutiennent le souverain espagnol Philippe V, à l'Angleterre, aux Pays-Bas, à certains Etats allemands et à la Catalogne, rejoints plus tard par le Portugal et la Savoie, qui soutiennent l'Archiduc Charles, prétendant au trône. La mort de l'Empereur autrichien Joseph Ier en 1711 et sa succession par le même archiduc Charles modifie les alliances. De crainte de revoir se créer un Empire germanique surpuissant, les puissances européennes se rallient à la souveraineté de Philippe V.

se rendre le 11 septembre 1714. Le 11 septembre est depuis devenu le jour de la fête nationale catalane.²⁷⁰

L'effet le plus immédiat de la victoire des Bourbons est la disparition des droits et institutions spécifiques de la Catalogne²⁷¹. La *Generalitat* est dissoute, les forces militaires catalanes désarmées, la monnaie catalane abolie, l'université de Barcelone supprimée, le castillan devient la langue officielle à la place du catalan. La volonté du centre est celle d'une assimilation institutionnelle et culturelle: « Il ne faut pas choisir les moyens les moins vigoureux ou les moins efficaces, mais les plus énergiques et les plus fermes pour effacer de la mémoire des Catalans tout ce qui pourrait leur rappeler leurs anciennes Constitutions abolies, usages, droits et coutumes » (texte du *Consejo de Castilla*, 1715).

La tentative d'éradiquer le catalan comme les efforts d'uniformisation et de centralisation de Madrid ne donneront que des résultats partiels. Le particularisme culturel catalan restera vivace (Py-Sunyer, 1985). Et si la Catalogne connaît une éclipse politique, elle retrouve après une éclipse de trois siècles un rôle économique prépondérant²⁷²: « Du XVe au XVIIe siècle, les provinces centrales de l'Espagne ont joué un rôle de direction grâce à leur supériorité démographique et économique. Au XVIIIe siècle se produit un renversement de la conjoncture: la Catalogne est épargnée par les facteurs qui provoquent la décadence espagnole (émigration, hausse des prix, bureaucratie excessive) ; elle retrouve son ancienne importance. » (Encyclopaedia Universalis, 1988: corpus 4: 351).

Le progrès économique catalan et l'ascension d'une bourgeoisie libérale locale sont porteurs d'une tension politique sous-jacente avec les structures d'Ancien Régime que maintient la dynastie des Bourbons. Comme en France, la persistance d'une société d'ordres apparaît progressivement incompatible avec l'économie capitaliste naissante. Plusieurs signes avant-coureurs de la crise de l'Ancien Régime apparaissent à la fin du dix-huitième siècle²⁷³. La guerre franco-espagnole faisant suite à la Révolution française, puis surtout l'invasion de l'Espagne par les troupes napoléoniennes, précipiteront la crise du régime bourbon et l'avènement à terme d'un régime libéral.

²⁷⁰ « The first act passed by the Parliament of Catalonia when it was created in 1980 declared September 11th as the Catalan national holiday in the following terms: « (...) In times of struggle, the Catalan people used to mark a special day, the eleventh of September, as the National Holiday of Catalonia. A special day which, while representing the painful memory of the loss of liberties, on the eleventh of September 1714, and an attitude of struggle and active resistance to oppression, also embodied the hope of total recovery of its nationhood. Now that Catalonia is back on its path to freedom, the representatives of the People think that the Legislative House should sanction what the Nation has already unanimously decided. Therefore the People of Catalonia, by the powers vested in its Parliament, establishes the following law: Article One. The eleventh of September is declared the National Holiday of Catalonia. » (<http://www.odontocat.com/angles/symbols5.htm>, accédé le 6 mai 2012)

²⁷¹ Le nouveau régime catalan, instauré provisoirement en 1714 est définitivement structuré par le décret royal de Nueva Planta de 1716.

²⁷² Le développement économique catalan touche à la fois au premier, au second et au tiers secteur. Sous l'impulsion de transformations agraires et d'une extension des terres cultivées, la production agricole augmente considérablement, et la prospérité des campagnes augmente (Galofré, 1992: 180). Par ailleurs, la Catalogne commence de s'industrialiser, avant la plupart des autres régions espagnoles. Cette première industrialisation est basée principalement sur le textile (Galofré, 1992: 182). Enfin, la croissance économique est favorisée par une croissance des activités commerciales. Le développement du commerce est d'ailleurs lié aux effets du nouveau régime politique auquel est soumise la Catalogne: intégrée plus étroitement à l'Espagne, elle voit s'ouvrir des débouchés nouveaux pour ses produits, en particulier sur le territoire américain (jusque là terrain réservé de la Castille). Cette période de prospérité se reflète dans la croissance démographique: la population totale de la région passe de 400'000 habitants en 1718 à 900'000 en 1787 (Galofré, 1992: 178). A ce renouveau économique répond un renouveau culturel qui prépare la *Renaixança*: l'architecture, la littérature, l'étude de l'histoire locale connaissent un nouvel essor.

²⁷³ Ainsi, plusieurs mouvements populaires de protestation naissent en 1766 dans diverses régions d'Espagne de même qu'en 1773 un soulèvement populaire catalan contre le service militaire obligatoire.

En 1808, les ambitions impériales de Napoléon entraînent une guerre entre la France et l'Espagne, qui se conclut deux ans plus tard par le couronnement de Joseph Bonaparte. Afin de s'assurer le soutien des Catalans, Napoléon leur offre une forme d'autogouvernement et déclare le catalan langue officielle. La Catalogne refuse néanmoins d'accepter la domination française et n'est soumise qu'à l'issue d'une guerre meurtrière. Napoléon annexe finalement la région à la France, avant d'être contraint de l'évacuer en 1814. La Catalogne retourne à l'Espagne.

La résistance à la conquête napoléonienne est citée par certains analystes et par les espagnolistes comme illustrant l'attachement des Catalans à l'Espagne. Ils appuient aussi leur argumentation sur la participation de députés catalans à l'élaboration de la Constitution espagnole rédigée en 1812, premier texte constitutionnel des Espagnols et qui formule les principes fondateurs de la nation (monarchie constitutionnelle, égalité civile et liberté personnelle)²⁷⁴. D'autres auteurs, et les nationalistes catalans, considèrent au contraire que la résistance à la France n'est pas signe d'une adhésion à l'Espagne, mais relève plutôt d'un choix tactique entre les deux puissances²⁷⁵.

Après le départ des troupes françaises, le roi d'Espagne tente durant une courte période d'instaurer un régime absolutiste. A cette tentative succède, à partir de 1820, un régime libéral s'attachant à imposer des réformes radicales, c'est-à-dire à introduire un régime monarchique constitutionnel, à limiter le pouvoir de l'Église et à accroître la centralisation administrative (Diez Medrano, 1995: 57). Ces réformes échouent cependant à inclure une redistribution des richesses en faveur des paysans, qui s'allient à l'Église et aux élites traditionnelles contre le libéralisme²⁷⁶. La période absolutiste, puis libérale, illustrent la nouvelle donne des relations de pouvoir en Espagne: d'une part une faction libérale voulant limiter le pouvoir des élites traditionnelles et de l'Église et réformer les institutions politiques, d'autre part une faction absolutiste où se retrouvent les élites traditionnelles et ecclésiastiques ainsi que des populations paysannes.

Dans ces circonstances, la mort du roi Ferdinand VII en 1833 est suivie d'une guerre de succession, dite première guerre carliste²⁷⁷. Les absolutistes (carlistes) se soulèvent contre le pouvoir libéral. L'insurrection trouvera un support dans l'ensemble de l'Espagne, mais particulièrement au Pays Basque (voir chapitre 6.1.2) et en Catalogne²⁷⁸. La Catalogne

²⁷⁴ Extrait de la Constitution de 1812: « Las Cortes generales y extraordinarias de la Nación española (...) decretan la siguiente Constitución política para el buen gobierno y recta administración del Estado: *Art. 1^o*. La Nación española es la reunión de todos los españoles de ambos hemisferios. *Art. 2^o*. La Nación española es libre e independiente, y no es ni puede ser patrimonio de ninguna familia ni persona. *Art. 3^o*. La soberanía reside esencialmente en la Nación, y por lo mismo pertenece a ésta exclusivamente el derecho de establecer sus leyes fundamentales. (...) *Art. 6^o*. El amor de la patria es una de las principales obligaciones de todos los españoles, y asimismo ser justos y benéficos. *Art. 7^o*. Todo español está obligado a ser fiel a la Constitución, obedecer las leyes y respetar las Autoridades establecidas. (...) *Art. 14*. El gobierno de la Nación española es una Monarquía moderada hereditaria. *Art. 15*. La potestad de hacer las leyes reside en las Cortes con el Rey. *Art. 16*. La potestad de ejecutar las leyes reside en el Rey. »

²⁷⁵ « From 1808 to 1814 the Catalans found themselves between two centralist regimes with assimilatory intentions and in such circumstances the victory of the weaker of the two, Spain, seemed for the Catalans the lesser of two evils » (Balcells, 1996: 17).

²⁷⁶ L'ère libérale initiée en 1820 se voit de ce fait confrontée à des soulèvements paysans centrés en Catalogne, au Pays Basque et en Aragon.

²⁷⁷ Du nom de Don Carlos, prétendant au trône contre la régence de la veuve du roi.

²⁷⁸ Le soutien catalan au carlisme, surtout le fait des populations rurales et du bas clergé catalan, s'explique selon la plupart des auteurs par le fait que le carlisme supporte ouvertement les droits traditionnels catalans ('*fueros*'). D'après Galofré: « [Los seguidores del carlismo] encarnaban una ideología tradicionalista, defendían la monarquía absoluta y reconocían un importante papel a la Iglesia católica en la esfera política, a la vez que se mostraban radicalmente contrarios a las reformas políticas liberales. En su lema 'religión, rey y fueros' aparece

devient le terrain d'une guerre civile sanglante qui dure sept ans, opposant surtout les populations urbaines et rurales, et s'achève par la victoire des libéraux.

La marginalisation politique catalane se maintient sous le gouvernement libéral. Les élites catalanes sont peu présentes dans les institutions politiques nationales, par ailleurs toujours tentées d'imposer une centralisation croissante du pouvoir²⁷⁹. Cette faible participation à la politique nationale s'explique en partie, selon Balcells, par les autres opportunités de carrière s'offrant aux Catalans en raison de la croissance économique soutenue de la région. Le dix-neuvième siècle voit en effet l'industrialisation amorcée au siècle précédent s'accélérer: « La Catalogne connaît une mutation économique radicale que l'on est fondé à qualifier de 'révolution industrielle' ; vers 1900, le produit industriel catalan atteint 1 milliard 700 millions de pesetas, 74 % du produit espagnol » (Zimmermann et Zimmermann, 1997: 46)

Nombre d'auteurs ont souligné par ailleurs que la Catalogne a connu un développement économique endogène et basé surtout sur la production de biens de consommation impliquant peu la nécessité pour les élites de faire valoir leurs intérêts à Madrid et obtenir un soutien de l'État espagnol²⁸⁰.

Au manque de présence catalane au gouvernement répond une méfiance voire une certaine catalanophobie de la part du centre: « Seen from Madrid, Catalonia was a rebellious and disloyal province²⁸¹, and if the Catalans wished to take part in Spanish politics they must renounce their Catalan identity. » (Balcells, 1996: 22).

La volonté d'uniformisation de l'Espagne par le gouvernement passe entre autres par des tentatives répétées d'imposer le castillan sur l'ensemble du territoire. Le catalan est présenté comme « l'ennemi le plus dangereux de l'unité nationale » (Rossinyol, 1974: 212). La renaissance culturelle catalane, en partie réaction à cette politique d'assimilation culturelle, jouera un rôle central de préparation à une politisation de l'identité catalane.

Le début de la *Renaixança*, soit de la récupération du catalan comme langue de culture, est généralement située à la parution en 1833 de l'ode *La Patria* par Bonaventura Carles Aribau²⁸². La *Renaixança* s'inscrit dans une tradition romantique et de revalorisation du passé national. Elle est multiforme, et trouve son expression dans divers domaines artistiques (littérature, théâtre, danse,...), scientifiques (linguistique, histoire des institutions catalanes, géographie catalane), ainsi que dans la presse. Elle s'accompagne de la création d'événements célébrant la culture catalane, par exemple la restauration des *Jocs Florals*²⁸³. La *Renaixança*

otro elemento de gran interés: la reivindicación de los fueros, es decir, de cierta personalidad diferencial catalana, por lo cual se considera el carlismo como uno de los elementos que, evolucionando hacia postulados más democráticos, confluirán en el movimiento catalanista conservador » (Galofré, 1992: 212). Le carlisme a eu des conséquences majeures sur le nationalisme catalan comme sur le nationalisme basque et a fourni au nationalisme catalan nombre de ses mythes et symboles (Diez Medrano, 1995: 68).

²⁷⁹ « [The creation of a liberal state in the mid-1830s] brought with it more effective centralization and greater uniformity than during the absolute monarchy. Catalans continued to take virtually no part in the affairs of the state. Of the over nine hundred ministers who served in different Spanish governments between 1833 and 1901, only 25, or 2.7 per cent, were Catalans, a figure far lower than the corresponding percentage of Catalans within the population of Spain (10 per cent). » (Balcells, 1996: 21).

²⁸⁰ A la différence de la situation basque (voir chapitre 6).

²⁸¹ De fait, la politique catalane reste très agitée après la fin de la première guerre carliste. Soulèvements populaires et rébellions militaires se succèdent. Une deuxième guerre carliste (guerre des *Matiners*), circonscrite à la Catalogne, se déroule de 1846 à 1849. La politique du gouvernement installé à Madrid entraîne à nouveau des agitations populaires à Barcelone entre 1850 et 1860.

²⁸² Hommage à la langue, à la culture et aux institutions juridiques catalanes, *La Patria* est devenu le symbole de la *Renaixança*: « Adéu-siau, turons, per sempre adéu-siau,/ oh serres desiguals, que allí, en la patria mia,/ des núvols e del cel de lluny vos distingia,/ per lo repós etern, per lo color més blau. (...) » (B. C. Aribau, *La Patria*).

²⁸³ Les *Jocs Florals* étaient un concours littéraire de la Catalogne médiévale. Ils sont réintroduits en 1859

produit un changement fondamental dans la perception et surtout l'affirmation de l'identité catalane.

Après l'affirmation culturelle, la revendication de droits politiques prend son essor à partir des années 1860. Il s'agit d'abord d'un mouvement fédéraliste, qui évoluera ensuite vers le nationalisme, sans toutefois ou rarement revendiquer la création d'un État indépendant.

En 1868, la reine Isabel II est renversée. L'Espagne connaît une période agitée. Une nouvelle guerre carliste éclate, à laquelle la Catalogne offrira un appui plus limité que précédemment. Les carlistes continuent de soutenir l'autonomie catalane au nom de la tradition historique. Par ailleurs, un mouvement républicain fédéraliste se développe et trouve un soutien important en Catalogne. A la différence du mouvement carliste, il fonde sa défense de l'autonomie catalane sur les principes de la démocratie libérale. Les fédéralistes se distinguent entre faction modérée et 'intransigeante', mais aucune ne se réclame du séparatisme²⁸⁴.

Les aspirations fédéralistes se trouveront contrariées à la proclamation de la première république en 1873, puis surtout à la Restauration de la monarchie des Bourbons en 1874, qui poursuit une politique centraliste.

Dans les décennies 1870 à 1890 sont créées diverses organisations patriotiques et nationalistes²⁸⁵, qui échouent cependant à réaliser un mouvement unifié. Le catalanisme est de fait issu de tendances diverses et souvent irréconciliables (catholiques et non-catholiques, libérales et traditionalistes, de gauche et de droite). Un parti fédéraliste, *l'Unio Catalanista*, est créé en 1891, puis un parti régionaliste, la *Lliga Regionalista de Catalunya*, en 1901. Le nationalisme politique catalan s'inscrit dans une logique fédéraliste ou autonomiste, très rarement dans une revendication de l'indépendance: « From the beginning, the writings of the principal nationalist ideologues and the content of the nationalist parties' programs make clear that Catalan nationalism was autonomist or federalist, not separatist. That objective was consistent with the interests of the social sectors that led the Catalan nationalist movement – those large segments of the Catalan high bourgeoisie and intelligentsia concerned to protect Catalan culture and to ensure that the economic policies they advocated would come to be implemented in Catalonia. These groups seldom demanded independence, because of their belief, expressed in the writings of Prat de la Riba, Rovira I Virgili, and other Catalan nationalists, that it was in Catalonia's economic interest to remain a part of Spain » (Diez Medrano, 1995: 2).

En 1901, la *Lliga Regionalista* remporte la victoire aux élections générales catalanes. Le nationalisme catalan apparaît soudain comme une force politique avec laquelle il faut compter. Toutefois, le succès de la *Lliga Regionalista* reste de courte durée, surtout parce que qu'il s'agit d'un parti conservateur qui échoue à attirer la classe ouvrière. Pour certains

²⁸⁴ Voir Balcells: « While the 'benevolent' Federalists aimed at setting a federal state by legal means, from above, through the use of central government machinery, and without destroying the existing institutions, the 'intransigents' were bent on building a federal state from the bottom upwards, the regions themselves freely deciding how much unity they wished and how much sovereignty they were prepared to surrender. The 'intransigents' considered the position of their 'benevolent' counterparts did not amount to federalism at all, but to decentralization, since it was not founded on the sovereignty of the regional states, but rather on that of the central state which was to grant limited regional autonomy. Even so, the 'intransigents' rejected the term 'separatists' as calumnious. » (Balcells, 1996: 29).

²⁸⁵ On peut citer, en particulier: *Jove Catalunya*, association patriotique fondée en 1870 et visant à augmenter la conscience de la population mais ne se destinant pas à l'action politique proprement dite ; le Centre Català fondé autour des proches du magazine *La Renaixença* et des participants au Congrès catalan de 1880, entre autres Valent í Almirall ; la *Lliga de Catalunya* fondée en 1887 par une fraction du Centre Català et supportée par le Centre Escolar Català (dont fait partie p.ex. Prat de la Riba, un des futurs leaders du mouvement catalan).

anarchistes militant en Catalogne à l'époque, le terme 'catalaniste' est d'ailleurs identifié à celui de 'bourgeois' (Balcells, 1996: 49).

La Catalogne du début du vingtième siècle se divise ainsi, de manière simplifiée, entre deux forces politiques principales: un mouvement conservateur pro-catalan, élitiste et bourgeois, et un mouvement républicain, démocratique de gauche, à tendance centralisatrice et anti-catalane. Ces deux factions apparaissent irréconciliables, mais de fait les républicains parviendront à terme à intégrer la tendance catalaniste et à devenir la force politique la plus importante de Catalogne²⁸⁶.

En attendant, le mouvement catalaniste conservateur remporte certains succès. Il obtient la création d'une institution administrative, la *Mancomunitat* catalane, en 1914. L'État espagnol reconnaît par la création de la *Mancomunitat* une personnalité catalane distincte à la région, et lui confère une certaine autonomie en particulier dans le domaine éducatif et de la politique linguistique. La *Mancomunitat* est dominée par des membres de la *Lliga Regionalista*.

Après la première guerre mondiale et pour partie en réponse au principe des nationalités affirmé par Wilson, la Catalogne voit se lever une agitation autonomiste, de même qu'elle est agitée par d'autres mouvements sociaux (notamment anarchistes et communistes). La montée de la violence dans la région amène la bourgeoisie catalane, en particulier la *Lliga Regionalista*, à apporter en 1923 son soutien au coup d'État militaire fomenté par le général Primo de Riveira²⁸⁷.

La dictature de Primo de Riveira de 1923 à 1930 se traduit par une remise en question de la *Mancomunitat* et la répression des mouvements nationalistes. L'usage du catalan est à nouveau réprimé (la diffusion de livres et de journaux en catalan reste toutefois tolérée). La répression amène une radicalisation du nationalisme dans certaines couches de la population. Les premières manifestations d'une volonté d'indépendance nationale sont, d'après Bassa *et al* (1994), à dater de cette période.

Après le renvoi de Primo de Riveira en 1930, des élections sont organisées dans toute l'Espagne. En Catalogne, elles sont remportées par la gauche nationaliste, qui proclame deux jours après sa victoire une république catalane, puis accepte d'y renoncer pour prendre le nom de *Generalitat de Catalunya* (17 avril 1931). La *Generalitat* est « un véritable petit État avec une Assemblée législative, élue au suffrage universel, un gouvernement composé d'un certain nombre de portefeuilles ministériels, qui assure la direction des affaires catalanes. Cependant, c'est un État qui n'a pas la plénitude de la souveraineté » (Rossinyol, 1974: 361). Sa dépendance vis-à-vis de l'Espagne se manifeste en particulier par la présence d'un gouverneur et le maintien en vigueur d'une partie de la législation espagnole.

Rapidement, le gouvernement espagnol tente d'entraver le fonctionnement de la *Generalitat*. La crise qui en résulte entre Espagne et Catalogne amène en octobre 1934 à la proclamation de *l'Estat Català dintre la Republica Espanyola*, une insurrection qui sera rapidement matée. Le statut d'autonomie est alors suspendu, puis rétabli par le Front Populaire.

²⁸⁶ « The Catalan nationalists had to become democrats if they were to gain the popular majority that would enable them to advance towards self-government. The Catalan Republicans had to become the Catalan national Left and establish their independence from Madrid-based forces if they were to be fully coherent with their democratic principles and achieve political hegemony in Catalonia, where Republicanism had more strength than in the whole of the rest of Spain. Indeed, it was by pursuing this policy that Catalan Republicanism was to become the dominant force in Catalonia [] in 1931 » (Balcells, 1996: 56).

²⁸⁷ « [La] escalada de la violencia propicio el apoyo de la burguesía catalana a una solución energetica, a un 'cirjuano de hierro' que acabara con la situación. Ésta fue la causa del apoyo inicial que encontró en la burguesía catalana el golpe de estado del capitán general de Catalunya, general Miguel Primo de Riveira, que dio paso a una dictadura militar. » (Galofré, 1992: 297).

5.1.2 De la guerre d'Espagne à nos jours

En juillet 1936, le général Franco se soulève contre la République espagnole et réalise un coup d'Etat qui marque le début de la guerre civile espagnole. En Catalogne, tant le peuple que les pouvoirs publics sont unis dans l'opposition aux militaires. Mais les factions opposées au franquisme sont très divisées politiquement (*Generalitat*, anarcho-syndicalistes, communistes, etc.) ce qui affaiblit d'autant la résistance.

La victoire du franquisme sonne le glas des rêves autonomistes. Par la loi du 5 avril 1938, Franco abolit le statut d'autonomie de la Catalogne. L'usage public du catalan est interdit (Balcells, 1996). La répression s'abat sur la région. Tous les partis et organisations catalanistes (de même que les organisations syndicales) sont mises hors la loi, leurs membres emprisonnés, exécutés ou contraints à l'exil²⁸⁸. Les tribunaux militaires de Catalogne font exécuter 3'800 personnes entre 1938 et 1953 (Balcells, 1996: 127).

L'opposition au franquisme se traduit par la création d'un gouvernement catalan en exil, qui s'installe à Paris (1945-47) et plus tard au Mexique ainsi que par une guérilla sur place. Le gouvernement viendra finalement à bout de la guérilla dans les années cinquante²⁸⁹.

La Catalogne est, avec le Pays basque, la région où l'opposition au régime demeure la plus forte durant toute la dictature franquiste. Jusque dans les années 1960, à l'exception de la guérilla, le mouvement d'opposition catalan reste discret. Il y a bien quelques actions d'éclats (comme un boycott de l'usage des tramways en 1951 et 1957) mais la répression décourage les manifestations trop visibles de mécontentement. Une grande partie de l'opposition organisée en Catalogne est nationaliste et, en l'absence d'objectifs politiques directement atteignables, elle se concentre ses efforts sur la construction d'une infrastructure culturelle permettant de résister à la dénationalisation de la Catalogne. Le mouvement politique *Comunitat Catala*, emmené par Jordi Pujol, a ainsi pour slogan et programme '*fer país*', c'est-à-dire créer un pays. L'opposition politique s'appuie sur un substrat d'associations culturelles défendant l'identité nationale: « From the 1950s onwards a network of civic, cultural, and educational associations began to develop in Catalonia. Though formally apolitical, these organizations made it possible to offer legal resistance to the attempt to assimilate and de-Catalanize the country. The existence of a relatively large, educated middle class provided a basis which lent itself, first to cultural resistance, and later to reconstruction. (...). Thus the study of legal anti-Francoist organizations such as the Scout Movement and bodies devoted to fostering Catalan culture becomes as important as that of the clandestine political parties, and possibly more so. Catalan cultural opposition had an existence and dynamics all of its own, though militants of political groups were active within it. It was not merely the façade of clandestine political opposition or a training ground for future militants » (Balcells, 1996: 144).

Les années 1960 voient se produire nombre d'actions qui contribuent à renforcer le sentiment national des Catalans et leur opposition au régime franquiste. Parmi elles, on notera une campagne de protestation menée en 1966 avec le soutien de l'église et exigeant la nomination d'évêques catalans, de même qu'une campagne de protestation en 1969 exigeant l'enseignement du catalan à l'école et soutenue par quelque 2'500 organisations. La décennie voit également la création de nombre d'associations privées s'employant à la défense de la Catalogne et de sa culture, telle *Ominum Cultural*, qui organise un enseignement en catalan et

²⁸⁸ Ainsi, le Président de la *Generalitat*, Lluís Companys, est fusillé en octobre 1940.

²⁸⁹ Entre 1943 et 1953, la guérilla commet 13 assassinats, 24 enlèvements, 75 sabotages et 367 attaques à main armée. Ces actions résultent dans la mort de 243 activistes, tandis que 271 sont blessés et 1'251 arrêtés (Balcells, 1996).

comptera 80'000 étudiants en 1974, ou à la création d'infrastructures nationales, telle la Banca Catalana, fondée sur l'impulsion de Jordi Pujol.

Sur le plan politique, les années 1960 se caractérisent par une mobilisation ouvrière et estudiantine (surtout durant les années 1962 à 1967), qui donne lieu à un accroissement de la répression politique. Un temps affaibli par la répression, l'opposition prend de l'ampleur à partir de 1971 sous l'égide de l'*Assemblea de Catalunya* nouvellement créée. L'Assemblée parvient à réunir des organisations très différentes: associations religieuses, groupements professionnels, associations culturelles, partis politiques, groupements de défense d'intérêts locaux, etc., et à les regrouper autour de quelques objectifs communs: liberté politique, amnistie de prisonniers politiques, droit du travail, un statut d'autonomie pour la région et la coordination des peuples espagnols contre la dictature. L'arrestation de près de deux cents des membres de son comité entre 1973 et 1974 ralentit l'activité de l'Assemblée, mais ne parvint pas à la bloquer entièrement: son soutien dans la population et dans les diverses associations est trop important. Contrairement au reste de l'Espagne, où l'opposition au franquisme reste divisée, l'*Assemblea de Catalunya* permet la création d'un front commun d'opposition au régime.

Après la mort de Franco en novembre 1975, l'Espagne connaît un processus de transition à la démocratie. Le front uni que présentait l'*Assemblea de Catalunya* se maintient largement en Catalogne et tant la population que les partis catalans et les organisations de la société civile s'emploient à défendre les aspirations autonomistes de la région. Les manifestations autonomistes se multiplient. Le 11 septembre 1976, une manifestation de ce type réunit 100'000 personnes à Barcelone. Dans le même temps, les partis politiques catalans négocient un statut d'autonomie avec le gouvernement de Suarez. Le 'problème catalan' est considéré comme prioritaire sur l'agenda du gouvernement espagnol en raison de cette pression unanime de la région.

En 1977, un statut d'autonomie provisoire est conféré à la Catalogne. Son statut d'autonomie définitif est réglé en 1979. L'autonomie obtenue par la région est non négligeable (voir chapitre 5.3.4), même s'il est à souligner que a) les pouvoirs autonomes obtenus par la région catalane ne sont pas beaucoup plus importants que ceux obtenus par les autres régions d'Espagne et b) l'autonomie ne correspond pas dans certains domaines, par exemple en matière de décentralisation de la fiscalité, aux aspirations des nationalistes catalans.

La mobilisation massive en faveur des intérêts catalans reprend en 1981 et 1982, sous l'impulsion de deux événements. D'une part, un manifeste signé par 2'300 résidents de Catalogne proclame la langue espagnole en danger dans la région et le statut officiel du catalan une mesure discriminatoire contre les résidents espagnols de Catalogne. En réaction, une mobilisation de masse est organisée par 1'300 organisations et culmine en juin 1981 dans une manifestation rassemblant 90'000 personnes au stade de Barcelone. D'autre part, le gouvernement espagnol introduit une nouvelle loi, la *Ley Orgánica de Armonización del Proceso Autonómico* (LOAPA), qui tente de limiter les compétences de juridiction exclusives des communautés autonomes et de recentraliser un certain nombre d'activités administratives. L'opposition à la LOAPA culmine quant à elle dans des manifestations réunissant 350'000 personnes en mars 1982 (Bassa *et al*, 1994).

Par la suite, l'autonomisme catalan prend une voie avant tout institutionnelle. Les intérêts de la région sont défendus auprès de Madrid essentiellement par le parti *Convergencia i Unio*. Le parti dispose d'un pouvoir de négociation important auprès des gouvernements socialiste et du *Partido popular* (Parti populaire, ou PP) successifs, dans la mesure où son poids au parlement lui permet de jouer un rôle d'arbitre entre les deux grands partis espagnols et son alliance a

durant plusieurs législatures été décisive pour former une majorité gouvernementale. En Catalogne même, le parti *Convergencia i Unió* joue un rôle prédominant dans la défense et la visibilité de l'identité catalane. Les Jeux Olympiques de 1992 sont ainsi utilisés comme une véritable plate-forme de présentation de la culture catalane à l'attention du reste du monde (voir à ce propos Hargraves, 1996 et 2000). Dans ces circonstances d'une reprise à son compte de la question catalane par le politique et, plus généralement, d'un catalanisme hégémonique, c'est-à-dire défendu par toutes les classes de la société catalane, le nationalisme ne fait plus l'objet d'une mobilisation massive de mouvements sociaux, quand bien même la fête nationale du 11 septembre continue de donner lieu à des réunions populaires importantes.

La mobilisation nationaliste extra-institutionnelle reste surtout le fait d'une minorité indépendantiste, qui ne dispose que d'un soutien très limité dans les partis politiques, dans les élites comme dans l'ensemble de la population. Les indépendantistes sont devenus actifs surtout à partir de la nouvelle constitution espagnole de 1978 et du statut d'autonomie de la Catalogne de 1979. Deux associations légales militent d'abord pour l'indépendance, puis en 1980 une organisation armée, *Terra Lliure*, fait son apparition.

Le recours à la violence, les positions radicales des indépendantistes de *Terra Lliure* (qui condamnent comme mouvements bourgeois les nationalistes catalans modérés), de même que la forte répression policière limitent fortement leur soutien. Leur rapprochement avec *Herri Batasuna* leur vaut en 1987 de perdre l'essentiel de leurs sympathisants lorsqu'un attentat d'ETA fait 15 victimes dans un supermarché de Barcelone. Une manifestation contre la violence réunit 750'000 personnes à Barcelone quelques jours plus tard. Le mouvement est délégitimé, une perte de légitimité encore aggravée par la mort d'une passante dans un attentat à l'explosif trois mois plus tard.

En 1991, le parti *Esquerra Republicana de Catalunya* (ERC) se positionne comme parti indépendantiste mais condamnant le recours à la violence. Une partie des militants de *Terra Lliure* se rallie à ERC et condamne la lutte armée. *Terra Lliure* est officiellement dissous par ses dirigeants. Quelques militants restent encore actifs, en particulier durant les Jeux Olympiques de Barcelone, où ils se heurtent à une forte répression policière, avant de renoncer également à la clandestinité. L'indépendantisme armé disparaît ainsi au profit d'un mouvement indépendantiste poursuivant ses objectifs par des voies électorales et pacifiques. En 2003, il a obtenu 23 sièges au Parlement catalan, devenant la troisième force politique dans la région, et a participé au gouvernement de la *Generalitat*.

Le parti *Convergencia i Unio*, profitant de son rôle clef dans l'équilibre des forces entre le parti socialiste et le *Partido Popular*, a obtenu lors de la campagne pour les élections législatives espagnoles de 2003, la promesse des socialistes de soutenir un nouveau statut d'autonomie pour la Catalogne. Ce nouveau statut a finalement été adopté en 2006 par un referendum auprès de la population catalane avec 73.9 % de oui.

Le nouveau Statut d'autonomie a fait toutefois l'objet d'un examen par le Tribunal constitutionnel espagnol, sur recours du Parti populaire. L'ensemble de la classe politique catalane a réagi en prévenant le gouvernement espagnol qu'une modification du texte par le Tribunal constitutionnel constituerait un casus belli et les media catalans de toutes tendances politiques ont également pris position de manière commune et mis en garde contre toute modification du statut d'autonomie²⁹⁰. Le 13 décembre 2009, la population a été appelée dans 160 communes catalanes à participer à un referendum symbolique – sans portée juridique – concernant l'indépendance de la Catalogne, où le oui l'a emporté largement (Neue Zürcher

²⁹⁰ 12 journaux ont publié un texte commun à cet effet (Neue Zürcher Zeitung, 11.12.2009).

Zeitung, 15.12.2009)²⁹¹. Le Tribunal constitutionnel a en définitive jugé en juillet 2010 qu'une partie du Statut d'autonomie – en particulier la notion de 'nation' catalane et le caractère obligatoire de l'apprentissage de la langue catalane pour les citoyens de Catalogne – n'était pas conforme à la Constitution espagnole. Cette décision a été suivie d'une manifestation de protestation réunissant environ 1 million de personnes à Barcelone.

La décision du Tribunal constitutionnel a pesé sur les élections régionales catalanes de novembre 2010, où la question du statut de la Catalogne a été un des thèmes prioritaires de la campagne électorale, et que les nationalistes de la CiU ont remporté, reprenant la direction de la *Generalitat*. Le parti a promis durant la campagne de faire pression sur l'Etat espagnol pour amener à une modification de la Constitution espagnole permettant de poursuivre la voie de l'autonomie catalane.

5.2 L'identité catalane

Les Catalans se perçoivent dans leur majorité comme étant à la fois Espagnols et Catalans (voir tableau 49 ci-dessous)²⁹². L'identité catalane a diverses sources, entre autres linguistiques, historiques ou économiques. Les caractéristiques ethniques et raciales jouent un rôle très secondaire, il apparaît que la langue et l'histoire, ainsi que les traditions culturelles spécifiques catalanes, sont des facteurs primordiaux dans la création de l'identité catalane (voir tableau 50 ci-dessous).

Tableau 49: Identification nationale en Catalogne en 1979 et 1986

	1979			1986
	<i>Natifs de la région</i>	<i>Nés hors de la région</i>	<i>Ens. Catalogne</i>	<i>Ens. Catalogne</i>
Uniquement Espagnol	17 %	64 %	31 %	11 %
Plus Espagnol que Catalan	4 %	12 %	6 %	8 %
Autant Espagnol que Catalan	43 %	19 %	36 %	48 %
Plus Catalan qu'Espagnol	16 %	2 %	12 %	19 %
Uniquement Catalan	20 %	2 %	15 %	11 %
Ne sait pas / ne répond pas	-	-	-*	3 %
<i>Total</i>	<i>100 %</i>	<i>100 %</i>	<i>100 %</i>	<i>100 %</i>

Source: Linz (1986: 53), Garcia Delgado (1988). *Environ 9 % des sondés, mais qui ont été exclus des calculs statistiques subséquents.

²⁹¹ Ce résultat ne reflète pas le soutien réel au séparatisme en Catalogne, minoritaire dans la région (voir chapitre 5.2.2), mais a été entendu comme une manifestation claire de protestation de la population.

²⁹² Ces chiffres contrastent par exemple avec ceux du Pays basque ou de l'Écosse, où environ 30 % à 40 % de la population s'identifie comme basque ou écossaise uniquement.

Tableau 50: Dimensions principales de l'identité catalane: réponses à la question « Quel est le facteur le plus important qui fait de la Catalogne une nation ? Quel est le second facteur le plus important ? »

	<i>Facteur le plus important</i>	<i>Second facteur le plus important</i>
Langue	45.5 %	20.6 %
Caractéristiques ethniques / raciales	1.2 %	3.2 %
Histoire	30.0 %	31.6 %
Caractéristiques économiques	3.2 %	5.9 %
Culture (coutumes et traditions)	14.2 %	32.0 %
Conscience / volonté de la population	5.1 %	5.1 %
Existence de partis nationalistes	-	0.4 %
Ne sait pas / ne répond pas	0.8 %	1.2 %
<i>Total</i>	<i>100 %</i>	<i>100 %</i>

Source: Centro de Investigaciones Sociologicas 1996, cité par McRoberts (2001: 166).

Dimension territoriale de l'identité catalane

Le territoire catalan a une superficie de 32.114 km², soit l'équivalent de 6.5 % de la superficie totale de l'Espagne, pour une population d'environ 6,3 millions d'habitants, soit à peu près 15% de la population espagnole. Le territoire est divisé en quatre provinces: Gérone, Barcelone, Lerida et Tarragone.

Le territoire administratif correspond largement au territoire catalan historique (voir aussi chapitre 5.1). Pour cette raison, le territoire n'est pas, à l'inverse de la situation au Pays basque par exemple, un enjeu particulier du nationalisme catalan.

Dimension linguistique et culturelle de l'identité catalane

La langue est le facteur principal de la spécificité culturelle catalane (voir par exemple Hargreaves, 1996: 5). La Catalogne, comme la Communauté de Valence et les îles Baléares, forme une région distincte sur le plan linguistique du reste de l'Espagne. Dans ces régions, les deux langues catalane et castillane coexistent: une grande partie de la population considère le catalan comme sa langue maternelle, l'ensemble de la population maîtrise le castillan.

Le catalan est compris en tout (en Catalogne, à Valence et aux Baléares) par plus de 8 millions de personnes et parlé par environ 6 millions de personnes, dont environ 4 millions de locuteurs en Catalogne. On comptait en 1991 que 92 % de la population de la Catalogne comprenait la langue catalane, tandis que 68 % la parlaient et 40 % pouvaient l'écrire (Roque et Gallardo, 1993). La maîtrise du catalan semble aller se renforçant: la population jeune est en moyenne plus compétente dans la langue que la population âgée (Puig Moreno, 1992)²⁹³.

²⁹³ Selon Ninyole (1977), la bonne santé du catalan en regard de la plupart des autres langues régionales tient aux facteurs suivants:

- l'extension du catalan en termes de territoire comme de population: en Espagne, le catalan est présent dans plusieurs régions ; son extension totale est supérieure à celle de certaines langues nationales européennes (le danois par exemple),
- la position majoritaire du catalan sur son propre territoire,

En Catalogne, le catalan n'est pas utilisé exclusivement par les natifs de Catalogne, mais est également largement maîtrisé par les populations immigrées: « tôt ou tard, les immigrés deviennent catalophones et (...) cette catalanisation est, très souvent, librement consentie » (Badia i Margarit, 1978). La langue distingue la Catalogne du reste de l'Espagne, mais n'est pas un élément de segmentation entre population catalane indigène et population immigrée.

Hors la langue, diverses coutumes et traditions distinguent la Catalogne du reste de l'Espagne. Ces spécificités culturelles jouent un rôle important dans l'identité catalane. Elles ressortent à divers domaines, tant de culture élitaire (l'architecture de Gaudí, la peinture de Miró, Dali ou Picasso, etc.), que de culture traditionnelle (par exemple la *sardana*, une danse traditionnelle qu'on oppose souvent au flamenco²⁹⁴) ou de culture populaire (par exemple le Barcelone FC).

Dimension économique de la spécificité catalane

La spécificité de la Catalogne se décline aussi, comme dans le cas du Pays basque (voir chapitre 6.1.2), dans l'opposition entre une Catalogne prospère et supérieurement développée à d'autres régions moins avancées du pays. La Catalogne est traditionnellement une région plus industrialisée et plus axée vers les services que le reste de l'Espagne (voir tableau 22 ci-dessous) même si les écarts s'amenuisent, et Barcelone un centre économique rivalisant avec ou dépassant Madrid.

-
- le haut niveau de développement social, économique et culturel de la population parlant catalan et l'utilisation de la langue par la bourgeoisie catalane,
 - le haut niveau de développement de la production culturelle en catalan.

²⁹⁴ La *sardana* est une danse traditionnelle de groupe présente en Catalogne uniquement. On l'oppose au flamenco pour son style extrêmement retenu et dépourvu d'émotion qui la distingue de la danse andalouse, ceci donnant lieu diversement à une théorie des caractères, opposant le Catalan industriel, sérieux, de 'sang froid' et l'espagnol (particulièrement du sud) sanguin, impulsif, voire 'de sang maure'.

Tableau 51: Structure de la population active en Catalogne et en Espagne, 1960 et 1983

	1960			1983		
	<i>Secteur primaire</i>	<i>Secteur second.</i>	<i>Secteur tertiaire</i>	<i>Secteur primaire</i>	<i>Secteur second.</i>	<i>Secteur tertiaire</i>
Catalogne	16.4 %	47.6 %	36.0 %	6.2 %	42.8 %	51.0 %
Espagne	41.6 %	30.3 %	28.1 %	16.9 %	32.6 %	50.5 %

Source: Garcia Delgado, 1988.

Dans les années 1960, la Catalogne était avec le Pays basque la région la plus riche et développée d'Espagne. En 1960, son PIB par habitant était supérieur de 40 % à celui de l'Espagne (Garcia Delgado, 1988: 731). La région a ensuite fort souffert de la crise économique qui s'est abattue sur l'ensemble de la péninsule ibérique à la fin des années 1970²⁹⁵, enregistrant des taux de chômage extrêmement élevés (plus de 20 % de la population active²⁹⁶) et une croissance inférieure à celle du reste de l'Espagne. Il en a résulté une légère érosion de son avantage. En 2005, le PIB par habitant de la Catalogne était supérieur de 19 % à la moyenne espagnole (Generalitat de Catalunya, 2006).

Les atouts de la Catalogne, soit une position géographique avantageuse, une économie très diversifiée, où s'épanouit la petite et moyenne industrie – moins affectée par les restructurations industrielles que l'industrie lourde (mines, sidérurgie) du Pays basque –, un secteur de services très actif et orienté vers les services à haute valeur ajoutée, une main d'œuvre comparativement qualifiée, sont toutefois autant d'éléments qui laissent à penser que la région devrait maintenir également à l'avenir – et en concurrence avec Madrid – sa position de moteur économique de l'Espagne.

La Catalogne a connu en raison de sa prospérité économique une immigration importante à partir des années cinquante. Entre 1951 et 1975, période de la plus forte immigration, on compte que près de 1'400'000 personnes ont migré vers la Catalogne du reste de l'Espagne (Nadal, 1989), un chiffre à comparer avec la population totale de la région (environ 6,3 millions d'habitants actuellement), et auquel il faut ajouter l'immigration plus ancienne (plus de 300'000 personnes pour les seules années vingt, par exemple (Vega Oncins, 1992) et l'immigration plus récente. On estimait en 1996 que 68 % des habitants de Catalogne étaient nés dans la région, contre 30.8 % nés dans le reste de l'Espagne et 2.8 % nés à l'étranger²⁹⁷. La Catalogne réussit généralement à intégrer ces populations à sa culture. Les causes généralement avancées de l'intégration entre population autochtone et immigrée, dont témoigne par exemple un taux de mariage élevé entre catalans et non catalans, sont d'une part la relative ouverture de la population catalane envers l'immigration espagnole, d'autre part la volonté d'assimilation des immigrés eux-mêmes, souvent issus des régions moins

²⁹⁵ Les restructurations économiques ont affecté surtout l'industrie, dont la part dans l'économie régionale a fortement décliné (voir tableau 51). L'industrie métallurgique (le secteur le plus important dans la région) et textile ont particulièrement été affectées, tandis que les secteurs de l'énergie et de la chimie, également très importants, se sont mieux maintenus. Les services quant à eux ont connu une croissance importante, en particulier le commerce local et le tourisme.

²⁹⁶ Le nombre de chômeurs est passé de 50'000 en 1975 à 450'000 en 1985 (McRoberts, 2001: 95).

²⁹⁷ Institut de Statistique de la Catalogne, Statistique de la population 1996.

développées du sud de l'Espagne²⁹⁸ et pour qui l'adoption des comportements et de la culture catalane sont perçus comme une opportunité d'ascension sociale (Puig Moreno, 1992: 289).

5.3 Le mouvement nationaliste en Catalogne

Comme l'a montré le chapitre 5.1.2, le nationalisme catalan contemporain est un nationalisme modéré et largement ancré dans la population. C'est un nationalisme dit hégémonique: il traverse toutes les couches de la société et joue un rôle unificateur de la population catalane dans ses rapports avec le centre. Durant la période de transition démocratique, le nationalisme s'est manifesté sous forme d'un mouvement social unitaire sous l'impulsion d'élites professionnelles, politiques, religieuses et culturelles (voir aussi chapitre 5.1.2). Par la suite, la défense des intérêts catalans a passé essentiellement par des voies institutionnelles, majoritairement sous l'impulsion du parti catalaniste *Convergència i Unió* ainsi que, plus récemment, du parti *Esquerra Republicana de Catalunya*, même si les organisations de la société civile restaient actives, par exemple dans le domaine culturel. Lors du désaccord surgi entre Madrid et Barcelone à partir de 2009 concernant le nouveau statut d'autonomie de la Catalogne, par ailleurs, le potentiel de mobilisation de la population pour la défense des intérêts de la Catalogne est apparu intact, avec l'organisation de manifestations de masse à cet effet.

5.3.1 Le potentiel de mobilisation nationaliste en Catalogne

Le potentiel de mobilisation autour de la question nationale peut être considéré en Catalogne d'une part à la lumière du soutien électoral dont bénéficient les principales formations partisans autonomistes et indépendantistes, d'autre part en considérant la participation de la population à des activités de protestation.

Les positions fédéralistes, autonomistes ou indépendantistes sont largement représentées par les principaux partis d'origine catalane (voir aussi chapitre 5.3.2). Le parti *Esquerra Republicana de Catalunya* (ERC) poursuit l'indépendance de la Catalogne, les partis *Convergència Democràtica de Catalunya* (CDC) et *Unió Democràtica de Catalunya* (UDC) fédérés dans la coalition *Convergència i Unió* défendent le droit à l'auto-détermination, de même que l'*Iniciativa per Catalunya Verde* (ICV) et le *Partit dels Socialistes de Catalunya* (PSC) sont pour leur part favorables à la création d'un Etat fédéral espagnol. Comme le notent Balfour et Quiroga, « [] all political parties in the autonomous community, with the exception of PP, share a similar conception of the national character of Catalonia. Despite serious political differences, CiU, PSC, ERC, and ICV consider Catalonia a nation because of language, history, and culture. This consensus means that Catalanism is the hegemonic discourse in Catalan politics and has been so since the transition to democracy » (Balfour et Quiroga, 2007: 135). Ainsi qu'il ressort du tableau 52 ci-dessous, ces partis recueillent ensemble environ 90 % des suffrages lors des élections régionales en Catalogne. Si l'on considère uniquement le parti indépendantiste ERC et les autonomistes de CiU, ils rassemblent le soutien de 40 à 55 % environ des électeurs.

²⁹⁸ On compte par exemple que 52 % des immigrants entre 1962 et 1975 venaient d'Andalousie (McRoberts, 2001: 131).

Tableau 52: Résultat des élections au Parlement de Catalogne entre 1980 et 2010

<i>Année</i>	<i>CiU</i>	<i>PSC</i>	<i>PP</i>	<i>Autres</i> ²⁹⁹	<i>ICV</i>	<i>ERC</i>
1980	27.8 %	22.3%	-	10.6%	18.7%	8.9%
1984	46.8%	30.0%	7.7%		5.6%	4.4%
1988	45.7%	29.6%	5.3%	3.8%	7.7%	4.2%
1992	46.2%	27.4%	5.9%		6.5%	7.9%
1995	41.0%	24.9%	13.1%		9.7%	9.5%
1999	37.7%	37.9%	9.5%		2.5%	8.7%
2003	30.94 %	31.16%	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
2006	31.52 %	26.82 %	10.65 %		9.62 %	14.03 %
2010	38.46 %	18.32 %	12.33 %	6.68 %	7.39 %	7.00 %

Sources: Barbera et Barrio (2006), Idescat.

Aux élections générales espagnoles, le score des partis nationalistes est légèrement moins important: Convergencia i Unió a obtenu entre 16.4 et 32.7 % des suffrages catalans entre 1977 et 2000 et le score de l'ERC s'établissait pour la même période entre 2.7 % et 5.6 % des suffrages. Comme dans le cas écossais par exemple, les formations nationalistes obtiennent un meilleur score aux élections régionales et les partis représentés sur l'ensemble du territoire, en particulier le parti socialiste et le parti populaire, un score plus élevé aux élections nationales – le score du PSC³⁰⁰ en Catalogne a dépassé ainsi généralement les 30 % aux élections générales durant la période considérée. Ensemble, les formations politiques fédéralistes, autonomistes ou indépendantistes CiU, PSC, ERC et ICV obtiennent environ 80 à 90 % des suffrages aux élections générales.

La mobilisation sociale pour la défense des intérêts de la Catalogne, par ailleurs, a été très importante durant une partie de la période étudiée, soit au moment de la transition démocratique espagnole. Jusqu'à la ratification du Statut d'autonomie de la Catalogne en 1979, il s'agit d'une mobilisation surtout proactive et visant à obtenir des concessions du gouvernement madrilène dans la négociation du Statut d'autonomie. Les manifestations, qui réunissent jusqu'à 1 million de personnes en 1977, sont une forme de soutien aux partis politiques catalans qui négocient avec le gouvernement. Après la période de transition démocratique, au contraire, la mobilisation sociale est quasi absente – ceci semble indiqué par la littérature et est également confirmé par les données du projet *European Protest and Coercion Data* pour la période 1980-1995 (voir aussi chapitre 5.3.3). A partir de 2009, le mouvement a toutefois montré sa capacité à se mobiliser – surtout de manière défensive – lorsque le nouveau Statut d'autonomie catalan a fait l'objet d'un examen par le Tribunal constitutionnel espagnol. La plus grande manifestation organisée en 2010 sur ce thème a de nouveau réuni environ un million de personnes, soit près de 20 % de la population catalane.

Sur la base des données disponibles concernant le soutien électoral aux partis nationalistes et considérant par ailleurs la capacité de mobilisation de la population catalane dans des manifestations de défense des intérêts catalans à des périodes clef, on peut considérer que le potentiel de mobilisation nationaliste dans la région est important.

²⁹⁹ Autres: parti UCD en 1980 et 1988, parti Ciudadans en 2006 et partis Ciudadans et Solidaritat Catalana per la Independència en 2010.

³⁰⁰ Le PSC est la formation jumelle à l'échelon catalan du parti socialiste espagnol, le PSOE.

5.3.2 Stratégies d'action du mouvement nationaliste

Le mouvement nationaliste suit, comme on l'a déjà noté, une stratégie surtout institutionnelle, même s'il peut faire appel à une mobilisation sociale de type modéré à des périodes clef d'opposition avec le centre (voir aussi chapitre 5.3.1).

Objectifs et stratégies du nationalisme catalan modéré

Le mouvement nationaliste est, à l'échelon partisan, dominé par *Convergencia i Unio*, qui a dirigé le gouvernement de la *Generalitat* quasi sans interruption entre 1980 et 2011 (à l'exception de la période 2003 à 2010 où le gouvernement catalan était dirigé par une coalition tripartite du PSC, ICV et ERC).

Le nationalisme de CiU est essentiellement de type civique, pour lequel « a Catalan is any person who lives and works in Catalonia and wants to be one » (Barbera et Barrio, 2006: 114). Le parti est autonomiste dans ses aspirations et ne souhaite pas l'indépendance de la Catalogne: « CiU chose to brand itself as a nationalist party that did not desire independence for Catalonia (...). CiU is a nationalist party because its members believe that Catalonia is a nation, and not because they think it should be an independent nation state » (Cramer, 2008: 18-19), en d'autres termes, le parti est nationaliste dans la mesure où il considère la nation catalane comme la pierre angulaire de son projet politique, même si ce projet se concrétise dans un objectif d'autonomie politique au sein de l'Etat espagnol, ce que Barbera et Barrio formulent en ces termes: « The CiU is a party that takes national solidarity as the basic source of identity and turns this identity into the main defining element of its political project and the main mobilization resource. Hence, regardless of its strategy with the central government, it starts out from a national idea of Catalonia in order to meet its aspirations » (Barbera et Barrio, 2006: 115).

Les objectifs spécifiques poursuivis par le parti CiU concernent 1) la reconnaissance de la Catalogne comme nation et la promotion de l'identité catalane, 2) le droit de la Catalogne à l'auto-détermination et la nationalisation de la Catalogne, 3) un accroissement des pouvoirs d'auto-gouvernement pour la Catalogne dans le contexte espagnol (Guibernau, 2004a: 167-171). Depuis l'obtention du Statut d'autonomie de la Catalogne en 1979, les objectifs du parti se sont concentrés en particulier – compte tenu des concessions déjà obtenues dans le cadre du Statut d'autonomie précité – sur la reconnaissance et la promotion de la nation catalane, la promotion de la langue catalane et son maintien comme instrument de communication à part égale avec le castillan ainsi que sur un accroissement des pouvoirs fiscaux de la région³⁰¹ et une modification de la péréquation financière espagnole³⁰² dans des termes plus favorables à la région (voir par exemple Keating [1996], Guibernau [2004a], Balfour et Quiroga [2007]).

La CiU a gouverné la *Generalitat* entre 1980 et 2003. Dans ce cadre, le parti a en particulier poursuivi une politique de catalanisation linguistique de la région³⁰³, dans le domaine public, dans l'éducation comme dans les media. Dans le domaine économique et fiscal, où la *Generalitat* n'a pas forcément d'influence directe, à l'inverse, la CiU s'est à la fois attachée à développer un discours présentant la Catalogne comme exploitée économiquement par le gouvernement espagnol (Balfour et Quiroga, 2007), à influencer la politique madrilène dans

³⁰¹ La fiscalité espagnole est largement centralisée, la Communauté autonome ne dispose que de pouvoirs limités de lever des taxes sur son territoire (ainsi, seuls 14.5 % du budget 1996 de la Catalogne provenait des fruits d'une taxation propre (McRoberts, 2001: 101)

³⁰² La Catalogne est, du fait de son manque de ressources fiscales propres, largement tributaire de Madrid. En raison de la péréquation financière, les transferts de l'Etat espagnol sont toutefois nettement inférieurs à la contribution fiscale catalane. Les modalités de cette péréquation financière sont combattues par les nationalistes.

³⁰³ Avec en particulier l'édiction de lois renforçant l'usage du catalan en 1983 et 1998.

les domaines ayant un impact sur l'économie catalane, tels la politique monétaire ou fiscale (Keating, 1996) et à négocier une décentralisation accrue des compétences économiques en faveur de la Catalogne.

La poursuite des objectifs autonomistes s'est fait depuis le Statut d'autonomie de 1979 à peu près exclusivement par des voies institutionnelles, compte tenu également de la position des autonomistes catalans au gouvernement de la *Generalitat*. Depuis 1979, les seules stratégies extra-institutionnelles d'envergure identifiées ont concerné des événements de protestation orchestrés en 1981 et 1982 entre autres contre la *Ley Orgánica de Armonización del Proceso Autonómico* menaçant de réduire la portée du Statut d'autonomie de 1979, ainsi que des événements de protestation organisés à partir de 2009 contre la procédure du Tribunal constitutionnel de Madrid menaçant le nouveau Statut de la Catalogne de 2006.

Objectifs et stratégie des indépendantistes

Le mouvement catalan compte aussi une frange indépendantiste. Le mouvement indépendantiste s'est mobilisé dès la transition démocratique, toutefois les négociations durant cette période se sont déroulées pour l'essentiel entre les représentants de l'autonomisme catalan et les autorités de Madrid tandis que les autonomistes catalans s'employaient à combattre ou affaiblir le projet indépendantiste, et la frange indépendantiste du mouvement catalan, marginalisée, s'est fortement radicalisée dès la fin des années 1970.

Comme on l'a noté précédemment, la mobilisation sociale autonomiste et modérée s'est fortement réduite en Catalogne à partir des années 1980. A l'inverse, cette période a vu une augmentation de l'activisme indépendantiste, dans des actions souvent confrontatives ou violentes, surtout du groupe armé *Terra Lliure*. L'indépendantisme radical catalan a été, en regard des cas basque, irlandais ou corse, d'une violence limitée, mais l'activité de *Terra Lliure* et d'autres groupes armés s'est néanmoins soldée par une centaine d'actions ou séries d'actions violentes³⁰⁴ entre 1980 et 1992, qui ont fait une vingtaine de blessés ainsi que quatre morts (trois indépendantistes tués par l'explosion de leur engin explosif et une victime civile) (Bassa *et al*, 1994)³⁰⁵.

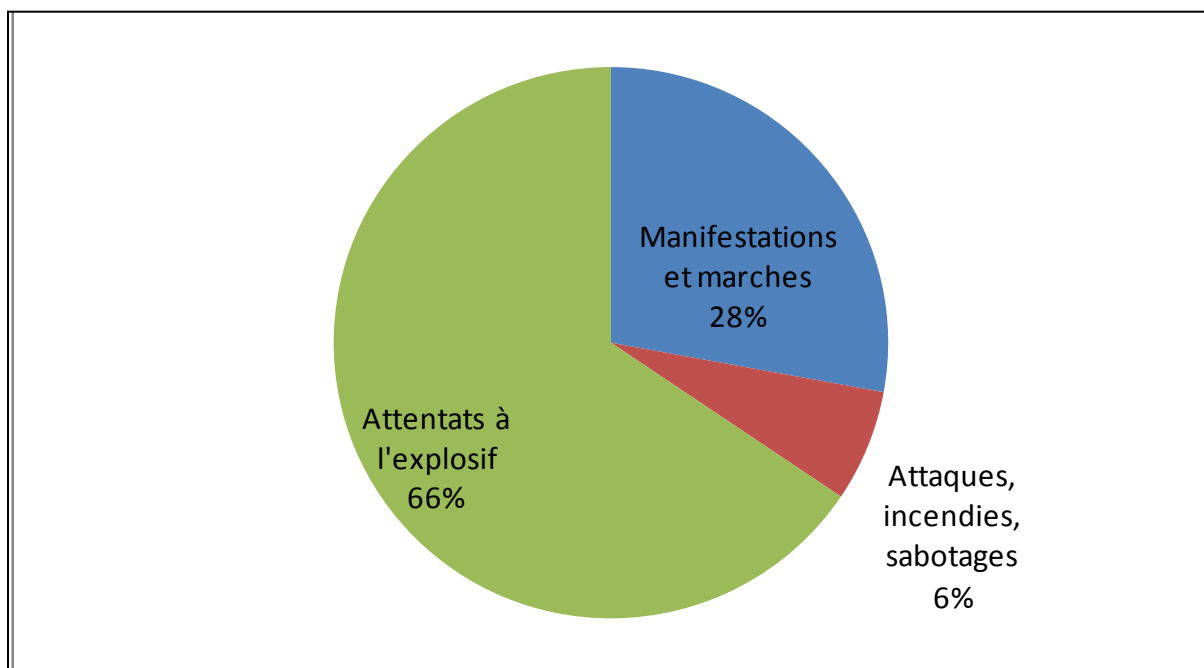
Pour la période 1980 à 1995, la base de données *European Protest and Coercion Data* répertorie 61 actions sur le territoire espagnol liées au nationalisme catalan parmi les 7'938 événements de protestation répertoriés en Espagne, soit 0.7 % de la protestation totale. Parmi les actions nationalistes, plus de 90 % peuvent être attribuées au mouvement indépendantiste³⁰⁶. La répartition des événements de protestation montre qu'ils ressortent en général à un répertoire radical, comme le montre le graphique 53. En d'autres termes, on peut considérer que pour la période 1980 à 1995, l'action collective modérée a quasiment disparu en Catalogne, selon toute vraisemblance parce que le nationalisme modéré s'exprime par des voies avant tout institutionnelles à cette période (voir aussi chapitre 5.3.3). Les manifestations, marches et rallyes répertoriés par l'*European Protest and Coercion Data* pour la période s'élèvent à 17 en tout (la moitié sont à caractère confrontatif), dont le nombre médian de participants s'élève à quelques centaines de personnes.

³⁰⁴ Entre autres contre des cibles écologiques (attaques contre une fabrique de ciments, des compagnies électriques), contre des cibles judiciaires et policières (attaques contre la *Guardia Civil*, contre le palais de Justice), contre des cibles économiques (p.ex. contre une succursale de la banque centrale) et symboliques (attentat contre une réplique de la caravelle espagnole 'Santa Maria').

³⁰⁵ La *Global Terrorism Database* attribue pour sa part 93 actions terroristes sur territoire espagnol au mouvement nationaliste radical entre 1970 et 1992 ; ensuite, elle n'identifie plus d'actes terroristes des nationalistes catalans.

³⁰⁶ Les autres actions ne peuvent être attribuées clairement aux autonomistes ou indépendantistes faute d'information suffisante.

Graphique 53: Répartition des évènements de protestation sur le territoire espagnol attribués au nationalisme catalan entre 1980 et 1995 par type de protestation (n= 62)



Source: *European Protest and Coercion Data*

L'indépendantisme radical (de *Terra Lliure* surtout) a toutefois disposé de peu de soutiens et de ressources internes limitées qui l'ont amené à disparaître au début des années 1990: il n'a jamais pu atteindre à une masse critique suffisante pour envisager un passage à la lutte armée efficace et son recours à la violence l'a rapidement isolé de soutiens tant dans la population que de soutiens politiques. Ses positions radicales (p.ex. refus de la Constitution espagnole ou condamnation des partis nationalistes modérés comme partis bourgeois vendus au pouvoir espagnol) et sa stratégie violente lui ont valu une forte répression par le gouvernement de la *Generalitat*, tandis que son rapprochement avec le nationalisme radical du Pays Basque (voir aussi chapitre 6) s'est avéré une erreur tactique importante qui lui a fait perdre l'essentiel des sympathies sur lesquelles il pouvait compter.

L'indépendantisme radical a, en conséquence, fait place à partir du début des années 1990 à un indépendantisme institutionnel et rejetant la lutte armée ou la violence. Le parti ERC en est devenu le porte-parole principal.

ERC poursuit l'objectif de l'indépendance catalane par des moyens pacifiques et démocratiques et, comme le parti CiU, défend par ailleurs un nationalisme civique et progressiste (Guibernau, 2004a). La stratégie du parti pour atteindre à l'indépendance de la Catalogne est pragmatique: il poursuit dans un premier temps une réforme du Statut d'autonomie de la Catalogne, puis dans un deuxième temps une réforme de la Constitution espagnole ouvrant à terme la voie de l'indépendance (Arguelauet, 2006). L'ERC met avant tout l'accent sur les questions économiques, en particulier l'idée que la Catalogne est exploitée par Madrid et freinée dans son développement par une Espagne moins avancée économiquement, pour justifier le projet d'indépendance (voir à ce propos en particulier Guibernau [2004a] et Arguelaguet [2006]).

Nationalisme institutionnel, mobilisation sociale, nationalisme radical

Le nationalisme institutionnel est, comme on l'a dit, dominant. A la différence de la situation écossaise, également dominée par un nationalisme partisan, le mouvement nationaliste catalan

se caractérise aussi par sa capacité à mobiliser la population si nécessaire dans des actions de protestation en complément de la politique partisane et dans des périodes de réforme ou menace particulières (en 1977-82 et 2009-10). Par ailleurs, le mouvement nationaliste a également, à partir de 1980 surtout, mobilisé la population dans le cadre de festivals ou fêtes populaires, qui ne ressortent pas à l'activité de protestation.

Le nationalisme radical n'a pas joué un rôle important dans la stratégie nationaliste dominante en Catalogne et a été neutralisé ou combattu par les autonomistes dès la transition démocratique (voir aussi chapitre 5.3.3), contrairement à la situation basque, où l'activisme radical de grande ampleur pendant la période de transition démocratique a également joué un rôle de soutien des modérés dans la négociation avec Madrid (voir chapitre 6.3.4). A partir de l'obtention du Statut d'autonomie de 1979, le nationalisme radical s'est retrouvé isolé et a été fortement réprimé par les nationalistes modérés dirigeant le gouvernement régional. A partir des années 1990, le mouvement indépendantiste a abandonné sa stratégie d'action confrontative pour s'insérer également dans le jeu institutionnel et poursuivre ses objectifs surtout par une voie électorale.

5.3.3 Les étapes de la mobilisation nationaliste en Catalogne

La trajectoire du nationalisme catalan a été divisée en quatre étapes: 1) la période de transition démocratique, s'étendant de la mort de Franco à 1982, 2) la période de gouvernement socialiste en Espagne de 1982 à 1996, 3) la période de gouvernement du parti populaire entre 1996 et 2004 et 4) une nouvelle période de domination du gouvernement espagnol par les socialistes de 2004 à 2010. La période initiée avec le retour au pouvoir du parti populaire en 2010 n'a pas été considérée ici.

1) La transition démocratique (1975-1982)

A la mort de Franco en 1975, l'Espagne est une dictature centralisée très répressive envers l'expression d'identités particulières sur son territoire. Toute expression de la spécificité catalane a été combattue durant le franquisme et le régime s'est employé à empêcher toute activité politique ou associative qui pourrait la soutenir. A la fin du franquisme, la société catalane est politiquement démobilisée et désorganisée. Lorsque s'amorce la transition démocratique, dès lors, l'activité politique catalane s'organise autour des réseaux demeurés intacts et bien organisés, soit essentiellement les organisations professionnelles, entre autres le *Cercle d'Economia*, une organisation des élites académiques, professionnelles et politiques catalanes. Elle s'organise également autour des acteurs politiques qui, dans la clandestinité, ont durant le franquisme maintenu active une *Assemblea de Catalunya* à laquelle participaient les représentants de partis et syndicats illégaux. Les forces politiques qui émergent des réseaux associatifs comme des organisations jusque là clandestines créent un consensus autour d'un projet d'autonomie pour la Catalogne dans le nouvel espace démocratique en train de se construire en Espagne et poursuivent activement ce projet contre ses alternatives possibles, soit tant contre le centralisme madrilène que contre l'indépendance de la Catalogne: « Catalan regional organizations' leaders and the politicians who allied with them wanted to create a Catalan political system that would aggregate resources to pursue Catalanism and autonomy, nothing more or less. To do this, Catalan organizational elites systematically and often explicitly supported political parties that would support Catalan autonomy rather than Spanish nationalism or Catalan secessionism. They thereby lopped both ends off the political spectrum » (Greer, 2007: 94).

Les nouveaux partis émergeant en Catalogne sont relativement faibles et dépendants des réseaux d'organisations professionnelles. Selon Greer, « This created a political sphere that suffocated Spanish centralism and Catalan secessionism alike – the resources gained from

mobilizing for either cause were small (...) and outweighed by the negative sanctions of crossing regional organizations. Media silence, financial problems, lack of participation in public administration, lack of help down to inability to borrow meeting halls, well-organized and financed competitors, and constant campaigns against secessionism and 'Spanishism' (*espanyolisme*) awaited those who tried to organize for a cause other than Catalan autonomy » (Greer, 2007: 94). La frustration des élites catalanes envers la période de domination des élites du centre sous Franco comme leur forte interconnexion entraîne la création d'un front uni de revendications pour la Catalogne: « The upshot of this narrowing process was that Catalan political forces were throughout the transition unified ideologically on the question of autonomy » (Greer, 2007: 94).

Le consensus catalaniste touche toutes les tendances politiques, marxistes comme catholiques (Johnston, 1991), traverse de même toutes les couches de la société et unifie la société catalane dans ses demandes à l'égard de Madrid, et transcende durant la transition démocratique toute autre forme d'opposition politique ou sociale (Shafir, 1995).

Le gouvernement espagnol inclut dans le processus de transition démocratique toutes les principales forces politiques, dans un contexte d'affaiblissement et de risque d'implosion de l'Espagne: « Catalan leaders were participants in the transition for the same reason as unions, military, Communists, and political leadership: leaving them out would be too dangerous » (Greer, 2007: 100). Dans un contexte où la consultation démocratique n'est pas stabilisée, les forces politiques catalanes comptent également avec l'effet de la rue pour s'imposer dans le processus de négociation. A la création du gouvernement Suarez, l'Assemblea de Catalunya organise ainsi une manifestation de masse pour la fête nationale catalane du 11 septembre 1976: « This demonstration was a symbolic watershed for two reasons: first, it was an impressive show of the strength and organization of Catalan sentiment, with consequent positive effects on morale and integration within Catalonia ; second, it made clear that the regime would need to negotiate Catalan autonomy to make the transition continue, since there were clearly well-organized and popular Catalanist forces organizing such displays » (Greer, 2007: 100).

Les négociations avec le gouvernement de transition espagnol aboutissent à l'obtention en 1977 d'un statut d'autonomie provisoire pour la Catalogne puis, après la rédaction d'une nouvelle Constitution pour l'Espagne, d'un statut d'autonomie définitif en 1979 (voir le chapitre 5.3.4 concernant le contenu de la décentralisation accordée à la Catalogne).

2) Le gouvernement socialiste en Espagne (1982-1996)

A partir de la création de la *Generalitat*, le mouvement autonomiste catalan prend, on l'a dit, des formes institutionnelles essentiellement. Le gouvernement de la *Generalitat* est dirigé par le parti nationaliste CiU, qui s'emploie à mettre en œuvre une politique de catalanisation de la société dans divers domaines, telles les politiques éducatives ou culturelles. La stratégie de CiU consiste avant tout à accroître les compétences autonomes de la région par la négociation avec le centre (profitant entre autres du manque de clarté dans la répartition de compétences fixée par le Statut d'autonomie, voir aussi chapitre 5.3.4) et en s'appuyant sur des réseaux d'alliance locaux: « [CiU's strategy in these two decades can be described] with an idiomatic Catalan expression: 'fishing with a basket'. Literally, this means identifying the densest, most accessible shoals of fish and dunking a basket in the water to catch a large number of them, rather than seeking out a particular fish with more elaborate equipment and greater risk (...). Politically, this meant that CiU had been campaigning for competencies in fields such as health or education where they could identify a coalition of regional organizations that would support Catalan autonomy in that policy field. » (Greer, 2007: 118). Cette politique a été mise en œuvre durant toute la période. Elle a impliqué la création de coalitions entre le parti et les

organisations de la société civile catalane, réseaux professionnels, syndicats ou service public, selon un système d'interdépendance où le parti supportait l'autonomie des organisations concernées dans la mise en œuvre de politiques publiques contre un soutien à ses objectifs de catalanisation de la région et un soutien diffus au parti (sous forme de ressources, coopération, information, etc.). Elle a permis de mettre en œuvre et étendre autant que faire se peut les compétences autonomes qui avaient été attribuées à la région par le Statut de 1979 dans le sens d'une nationalisation de la société catalane.

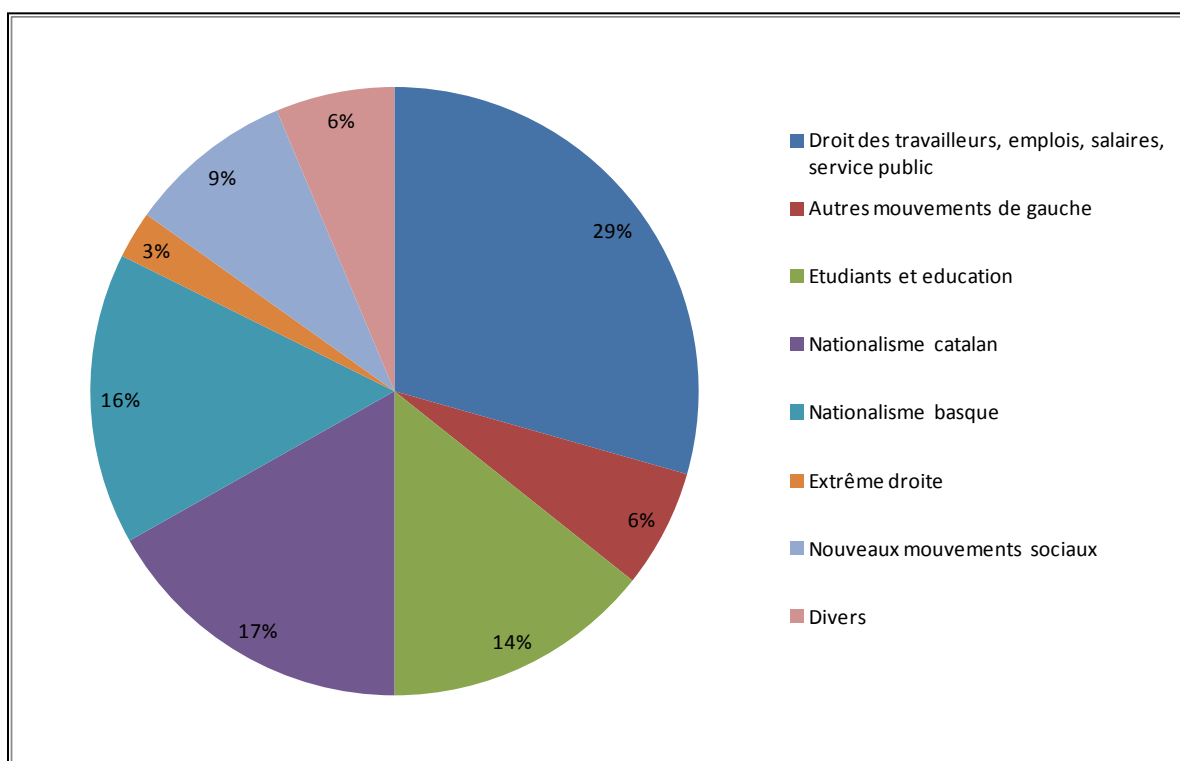
Dans ce contexte de domination du catalanisme modéré sur les institutions de la *Generalitat*, la mobilisation sociale sur la question nationale catalane devient très marginale. Sur la base de l'*European Protest and Coercion Data*, parmi les 7'938 événements de protestation répertoriés sur le territoire espagnol ³⁰⁷ entre 1980 et 1995, seuls 61, soit 0.77%, concernent le nationalisme catalan. La position hégémonique du nationalisme institutionnel en Catalogne rend la mobilisation nationaliste peu attractive dans la mesure où les voies institutionnelles sont davantage de nature à faire avancer les intérêts nationalistes et le mouvement autonomiste n'a plus eu de motivation à se mobiliser hors – exceptionnellement – pour défendre les progrès acquis³⁰⁸.

La mobilisation sociale en Catalogne concerne dès lors, à partir de la mise en place de la *Generalitat*, des thématiques diverses mais pour l'essentiel non liées au nationalisme. Comme le montre le tableau 54 ci-dessous, parmi les événements de protestation répertoriés en Catalogne entre 1980 et 1995, seuls 17 % concernent le nationalisme catalan. La mobilisation sur des thématiques concernant les droits des travailleurs et le service public ainsi que d'autres thématiques de gauche représentent environ 35 % de la protestation, le reste se partageant essentiellement entre le mouvement étudiant et d'autres thèmes liés à l'enseignement, le mouvement basque, les nouveaux mouvements sociaux – surtout pacifiste – et le mouvement catalan. L'essentiel de l'activité de protestation nationaliste durant la période concerne par ailleurs l'activité de protestation radicale de groupes indépendantistes (voir chapitre 5.3.2): comme on l'a noté précédemment, les élites catalanes se sont coalisées pendant la période de transition démocratique pour affaiblir le mouvement indépendantiste et l'exclure de la négociation politique. Ceci a contribué à la radicalisation du mouvement, qui s'est ensuite trouvé confronté sous le gouvernement de la *Generalitat* à une forte répression, entraînant son affaiblissement définitif et son insertion dans la politique partisane au début des années 1990. La poursuite par les indépendantistes d'une voie pacifiste, démocratique et essentiellement institutionnelle leur a permis, dès 1992, de renforcer leur poids politique (en raison surtout d'un succès électoral croissant).

³⁰⁷ La base de données répertorie en tout 8'238 événements de protestation et coercition, dont 300 peuvent être catégorisés comme faisant partie de la répression (arrestations, procès, etc.).

³⁰⁸ En particulier en 1981/1982, voir chapitre 5.1.2.

Graphique 54: Evènements de protestation en Catalogne³⁰⁹ entre 1980 et 1995 (n= 238)



Source: *European Protest and Coercion Data*

3) Le gouvernement du Parti populaire en Espagne (1996-2004)

L'arrivée au pouvoir du Parti populaire en 1996 n'a pas eu d'influence majeure sur le mouvement catalan, quand bien même le Parti populaire est traditionnellement centraliste. Ceci, également parce que le PP, qui ne dispose pas d'une majorité absolue au parlement espagnol, est obligé de s'allier avec les partis nationalistes durant la période 1996-2000.

Pour autant, l'autonomisme catalan traverse une crise au début des années 2000, dans la mesure où la politique d'extension des compétences de la région par la création d'interdépendances avec les réseaux d'acteurs locaux atteint ses limites. Sur la base du Statut d'autonomie de 1979 en vigueur et de l'équilibre des forces à l'intérieur de la Catalogne, il ne semble plus envisageable d'étendre les compétences de la région, entre autres parce que les réseaux ou certains d'entre eux sont désormais intéressés à une stabilisation de la répartition des pouvoirs entre le centre et la région. Ceci entraîne une crise dans les relations avec les réseaux comme une crise politique interne pour les nationalistes. L'équilibre qu'a pu maintenir le parti CiU, occupant le devant de la scène en définissant le rythme de la décentralisation du pouvoir, et tenant dans les marges d'une part les tenants du statu quo, d'autre part les partisans de l'indépendance, se fissure progressivement: « The CiU combination of nationalism and close ties to regional organizations ceased to work when there were no more ways to identify new powers that regional organizations would want transferred. That in turn meant that there were no new powers to assuage nationalist worries about the likelihood that devolution would really continue unto independence (...) » (Greer, 2007: 137-138). La coalition CiU, qui avait réuni jusque là différentes tendances du

³⁰⁹ Evènements de protestation qui, selon la base de données *European Protest and Coercion Data*, se sont produits dans les lieux suivants: région Catalogne, ou villes de Barcelone, Gerona ou Tarragona, à l'exclusion d'évènements qui se seraient produits dans d'autres localités de Catalogne.

nationalisme catalan sous le projet fédérateur d'une décentralisation progressive, échoue à reformuler un projet convaincant et perd les élections régionales en 2003.

4) *Le gouvernement socialiste en Espagne (2004-2010)*

En 2004, le parti ERC avait établi une proposition pour un nouveau statut d'autonomie de la *Generalitat*. Les socialistes ont promis lors de la campagne électorale pour les élections générales de 2004 de soutenir la réforme du statut d'autonomie de la Catalogne. Le nouveau Statut est approuvé en septembre 2005 par la majorité des députés du parlement de Madrid et, après son approbation par la population catalane, prend force de loi en juillet 2006. Comme on l'a déjà noté, il fait toutefois l'objet d'un recours auprès du Tribunal constitutionnel madrilène à l'initiative du Parti populaire, amenant en 2010 à l'annulation ou modification de 14 des articles du statut d'autonomie sur un total de 223, et entraînant de vives protestations en Catalogne. Le nouveau statut d'autonomie a néanmoins consacré une extension non négligeable des compétences de la *Generalitat* (voir chapitre 5.3.4.2).

5.3.4 Le succès du mouvement nationaliste catalan

5.3.4.1 Reconnaissance institutionnelle du mouvement catalan

La reconnaissance institutionnelle du mouvement nationaliste catalan entre 1975 et aujourd'hui peut être appréciée sur la base des discussions menées aux chapitres 5.1.2 et 5.3.1. Alors que le mouvement catalan était illégal sous le franquisme, il s'est transformé dès le retour à la démocratie en un mouvement politique dominant la société catalane. Il est parvenu dans un premier temps à négocier un Statut d'autonomie pour la Catalogne avec le gouvernement de transition démocratique. Dans un deuxième temps, il a imprégné le gouvernement régional catalan et, dans ce cadre, a pu mettre en œuvre une politique cohérente de catalanisation de la région. Compte tenu du poids économique et politique de la Catalogne, le mouvement nationaliste – surtout la formation CiU qui le représente dans sa forme modérée et autonomiste – est devenu un acteur incontournable de la scène politique espagnole.

5.3.4.2 Autonomie politique

En termes d'autonomie politique, le succès du mouvement nationaliste peut être apprécié sur la base du statut d'autonomie de la Catalogne de 1979, qui définit ses institutions et relations avec l'État espagnol, ainsi que sur les développements subséquents de l'autonomie de la région.

1. *Le Statut d'autonomie de 1979*

Le Statut d'autonomie de 1979 a défini les institutions autonomes de la *Generalitat* de Catalogne, leurs compétences et leurs relations avec le pouvoir central espagnol.

- Les principales institutions autonomes de la *Generalitat* sont le Parlement catalan et le Conseil exécutif. Le Parlement exerce le pouvoir législatif, vote le budget et contrôle le gouvernement. Le Conseil exécutif, composé de douze ministres³¹⁰ et dirigé par un président élu parmi les membres du Parlement et nommé par le roi, qui représente la plus haute autorité de Catalogne, dispose quant à lui du pouvoir exécutif. Il est responsable devant le Parlement.

³¹⁰ Quatorze depuis 1992.

- Des compétences étendues ont été attribuées à la *Generalitat* par le Statut d'autonomie de 1979. Elle dispose ainsi de compétences exclusives³¹¹ entre autres dans les domaines suivants: organisation de ses institutions autonomes, droit civil, administration locale, aménagement du territoire, urbanisme, logement, assistance sociale, transports locaux, énergie, culture, patrimoine historique et artistique, recherche et enseignement, ainsi que dans la planification économique, l'industrie, l'agriculture et le commerce intérieur (en conformité avec la législation et les options économiques nationales). La *Generalitat* exerce par ailleurs des compétences partagées avec le centre³¹² dans divers autres domaines, ainsi en matière de banques et assurances, de santé et de sécurité sociale. Enfin, elle est également chargée dans certains secteurs de l'exécution de la législation édictée par le centre.
- Il faut souligner néanmoins que l'État espagnol conserve la possibilité d'imposer une harmonisation des normes édictées par les différentes communautés autonomes d'Espagne³¹³, ce qui lui accorde de fait un droit de veto sur certaines décisions de la communauté autonome de Catalogne, même dans des matières relevant de la compétence exclusive de celle-ci. Le gouvernement espagnol a souvent fait usage de cette possibilité, amenant également de nombreux recours de la *Generalitat* auprès du Tribunal Constitutionnel.

Le succès du mouvement en termes d'autonomie politique obtenue pour la région est ainsi non négligeable. Toutefois, l'attribution d'un statut d'autonomie à l'ensemble des régions d'Espagne a permis de diluer la question de la spécificité catalane (au même titre que celle des spécificités basque ou galicienne) dans un processus général de renforcement des pouvoirs régionaux. Pour Zimmermann et Zimmermann: « En mettant sur un pied d'égalité les autonomies enracinées dans un particularisme linguistique ou historique et une certaine régionalisation administrative, les autorités de l'État *enlevaient au concept d'autonomie tout contenu explosif* » (Zimmermann et Zimmermann, 1998: 43).

D'autres éléments relativisent également le succès des nationalistes en 1979, en particulier le manque de clarté dans la répartition des compétences entre le centre et la Catalogne, qui a permis aussi au gouvernement espagnol de réduire la portée de la décentralisation. Par ailleurs, le Statut d'autonomie ne répond pas ou partiellement aux aspirations catalanes dans plusieurs domaines clef, entre autres en matière de reconnaissance de la nation catalane ou de fiscalité.

³¹¹ Par compétences exclusives, il faut entendre le pouvoir législatif et exécutif, ainsi qu'il est précisé dans l'article 25 al. 2 du Statut d'autonomie: « En l'exercici de les seves competències exclusives correspon a la Generalitat la potestat legislativa, la potestat reglamentària i la funció executiva, inclosa la inspecció ».

³¹² Où la *Generalitat* exerce le développement législatif et l'exécution de la législation pour les matières définies comme partagées dans le cadre de la législation fondamentale édictée par le parlement madrilène (voir Statut d'autonomie, article 10).

³¹³ *Ley Orgánica de Armonización del Proceso Autonómico* (LOAPA) de 1982.

2. Le Statut d'autonomie de 2006

Le nouveau Statut d'autonomie de la Catalogne en 2006 s'est en particulier attaché à clarifier les compétences et à détailler très précisément les secteurs d'intervention du gouvernement central et de la *Generalitat* en vue d'éviter les conflits entre le centre et la Catalogne. Ce processus a impliqué aussi un élargissement des compétences de la *Generalitat*, par exemple dans le domaine des transports ou du marché du travail et en matière économique et fiscale.

3. Reconnaissance de la nation catalane

La Constitution espagnole reconnaît explicitement le droit aux nationalités³¹⁴ et régions d'Espagne de se constituer en Communautés autonomes. L'existence de la *Generalitat de Catalunya* reflète ainsi l'identité collective catalane et la volonté d'organisation particulière du peuple catalan. Le Statut d'autonomie de 1979 reconnaissait explicitement ou implicitement³¹⁵ le droit de la Catalogne à ses signes distinctifs d'identité: le drapeau, l'hymne national, la fête nationale du 11 septembre, la langue catalane. Le nouveau Statut d'autonomie de 2006 mentionnait explicitement que la Catalogne est une nation, le Tribunal constitutionnel a toutefois jugé que la notion de nation catalane était contraire à la Constitution espagnole.

4. Langue catalane

Le Statut d'autonomie de 1979 reconnaissait le catalan comme la langue propre de la Catalogne et lui donnait statut de langue officielle à égalité avec le castillan, langue officielle de l'Espagne dans son ensemble. La loi de normalisation (*Llei de Normalització*) du 18 avril 1983 puis la loi linguistique du 7 janvier 1998 (*Llei de política lingüística*) ont précisé le statut de la langue catalane, « un elemento fundamental de la formación y la personalidad nacional de Cataluña, un instrumento básico de comunicación, integración y cohesión social de los ciudadanos y ciudadanas » (*Llei de Política Lingüística*, Preamble):

- *Administration*. L'usage du catalan comme du castillan est possible dans les relations avec l'administration de la *Generalitat*. L'usage du catalan est obligatoire au sein de l'administration régionale: « La Generalidad, las administraciones locales y las demás corporaciones públicas de Cataluña, las instituciones y empresas que dependen de las mismas y los concesionarios de sus servicios deben utilizar el catalán en sus actuaciones internas y en la relación entre ellos » (*Llei de Política Lingüística*, Art. 9). Dans les relations avec l'État espagnol, par contre, le castillan reste de mise.
- *Parlement*. Les deux langues officielles sont employées. De même, toute la législation catalane est publiée en castillan et en catalan.
- *Médias*. La promotion du catalan s'effectue tant dans le domaine télévisuel et radiophonique que de la presse écrite. La *Generalitat* favorise également la publication de livres en catalan³¹⁶.
- *Éducation*. L'enseignement public bilingue en catalan et castillan est assuré à l'école primaire, secondaire et à l'université. Les deux langues obtiennent un statut égal de l'école primaire (« Los niños tienen derecho a recibir la primera enseñanza en su lengua habitual, ya sea ésta el catalán o el castellano » (*Llei de Política Lingüística*, Art. 21) à l'enseignement supérieur (« En los centros de enseñanza superior y universitaria, el

³¹⁴ L'article 1 du Statut d'autonomie mentionne pour sa part explicitement – quoiqu'en passant – l'existence d'une nation ou nationalité (*nacionalitat*) catalane.

³¹⁵ Il est fait mention explicitement du drapeau catalan comme emblème de la Catalogne (art. 4) et de la langue catalane comme langue officielle de la Catalogne (art. 3), tandis que l'hymne national et la fête nationale ne sont pas mentionnés.

³¹⁶ 2'500 titres annuels en 1983, selon Zimmermann et Zimmermann (1998).

profesorado y alumnado tienen derecho a expresarse en cada caso, oralmente o por escrito, en la lengua oficial que prefieran » (Llei de Política Lingüística, Art. 22). La *Generalitat* et les communautés locales subventionnent par ailleurs un enseignement du catalan destiné aux adultes.

On considère généralement que ces différentes mesures ont eu un succès élevé, qu'on peut mesurer en termes d'accroissement du nombre d'habitants de Catalogne comprenant, parlant et écrivant le catalan (voir aussi chapitre 5.2), mais également des occasions où il est fait usage de la langue: le catalan est désormais utilisé dans tous les domaines de la communication privée et publique, alors qu'il restait par le passé surtout confiné aux relations familiales et amicales.

Le Statut d'autonomie de 2006 a été nettement plus loin concernant le statut de la langue catalane: il déclare en particulier que les citoyens de Catalogne ont le droit et le devoir de connaître les deux langues officielles de la Catalogne. Le Tribunal constitutionnel a accepté le caractère bilingue de la Catalogne mais a annulé l'article de loi définissant le catalan comme langue ayant un caractère préférentiel sur l'espagnol.

5. Enjeux économiques

Le statut d'autonomie de la Catalogne de 1979 prévoyait qu'elle dispose de compétences propres en matière de développement économique et industriel. Par contre, les ressources fiscales de la *Generalitat* restaient limitées: la plupart de son budget dépendait du centre et pour augmenter ses ressources propres en levant de nouveaux impôts, la Catalogne devait obtenir l'approbation du parlement de Madrid. La péréquation financière entre régions espagnoles impliquait par ailleurs que la Catalogne ne récupérait qu'une partie des impôts prélevés sur son territoire. Le Statut d'autonomie de 2006 a élargi les compétences de la région en matière fiscale et administrative, impliquant que la région conserve une part plus importante des impôts prélevés auprès de ses contribuables.

5.3.4.3 Possibilités d'indépendance

A la différence de la situation prévalant au Royaume-Uni, où les nations écossaise ou irlandaise pourraient atteindre à l'indépendance si la majorité de la population concernée se prononçait en faveur de cette option (voir chapitres 3.3.4 et 4.3.4), en Espagne la possibilité d'indépendance pour les nations historiques de l'Espagne est limitée par le principe d'unité indissoluble de l'Espagne énoncé par la Constitution espagnole de 1978.

Selon l'article 2 de la Constitution espagnole:

« La Constitution est fondée sur l'unité indissoluble de la nation espagnole, patrie commune et indivisible de tous les Espagnols. Elle reconnaît et garantit le droit à l'autonomie des nationalités et des régions qui la composent et la solidarité entre elles. » (Constitution du 27 décembre 1978, titre préliminaire, article 2).

Ce principe constitutionnel ne pourrait être modifié qu'en suivant la procédure prévue à l'article 168 de la Constitution, soit:

« 1. Si on propose la révision totale de la Constitution ou une révision partielle qui affecte le titre préliminaire (...), on procèdera à l'approbation du principe de la révision à la majorité des deux tiers de chaque chambre, et à la dissolution immédiate des Cortès.

2. Les chambres élues devront ratifier la décision et procéder à l'étude du nouveau texte de la Constitution, qui devra être adopté à la majorité des deux tiers des deux chambres.

3. La révision approuvée par les Cortès générales, sera soumise à ratification par referendum. » (Constitution du 27 décembre 1978, article 168).

Le cadre constitutionnel fixé à la possibilité d'indépendance est donc très étroit. La Constitution espagnole ne reconnaît pas de principe d'autodétermination pour la Catalogne mais, dans l'hypothèse d'un processus d'indépendance pour la région, exige que ce processus soit approuvé par la majorité des deux tiers du Parlement, puis par sa ratification par un nouveau Parlement à la majorité des deux tiers, et enfin son approbation par la majorité de la population espagnole. Ce cadre est infiniment plus restrictif que celui prévalant au Royaume-Uni.

5.3.4.4 Evolution des valeurs de la société

Le soutien au nationalisme en Catalogne était déjà très présent au début de la période étudiée, avec environ les trois quarts de la population catalane favorable à une forme plus ou moins poussée d'autonomie pour la Catalogne ou à l'indépendance. Un sondage réalisé en 1976 montrait 28 % seulement de la population favorable à la centralisation (cité par Keating, 1996: 133), tandis que selon un autre sondage de 1979, environ 57 % des sondés étaient favorables à l'autonomie de la région et environ 11 % partisans de l'indépendance (cité par Linz, 1986: 145). Il semble que durant la période d'analyse, le soutien tant à l'autonomie qu'à l'indépendance sont encore allés se renforçant. Les partisans du centralisme sont moins nombreux depuis l'introduction du Statut d'autonomie de 1979, et s'établissent selon divers sondages menés entre 1982 et 1992 autour de 10 à 15 % de la population catalane (Keating, 1996: 133) et le soutien à une forme ou une autre d'autonomie de la région atteint désormais environ 85 à 90 % de la population, un chiffre qui semble confirmé par les résultats électoraux des partis catalans (voir chapitre 5.3.1). D'autre part, le soutien à l'indépendance semble également avoir gagné du terrain depuis 1979, puisque selon un sondage réalisé en 2001, 39.5 % des personnes interrogées étaient favorables à l'indépendance et 48.1 % contre (cité par Guibernau, 2004b: 245), un autre sondage mené en 2008 montrait 21 % des personnes interrogées favorables à l'indépendance (Neue Zürcher Zeitung, 11.12.2009) et selon un sondage réalisé en 2010, les partisans de l'indépendance s'établissaient à 37 % de personnes favorables et 41 % contre (La Vanguardia, 19.05.2010). La décentralisation a clairement contribué à renforcer l'identité catalane (Balfour et Quiroga, 2007: 152).

On l'a montré par ailleurs, le nationalisme catalan est parvenu à atteindre une position hégémonique en Catalogne. En regard de la situation à la fin de la période franquiste, ceci signifie en particulier que les différents éléments saillants de l'identité catalane, la langue, la culture catalane en particulier, sont passées entre 1975 et aujourd'hui d'un statut de clandestinité à celui d'une quasi-omniprésence. Selon Balfour et Quiroga: « [The] process of nationalization has been remarkably successful in Catalonia. (...). The hegemony of the Catalanist discourse at the political level, the Generalitat's control of education and the mass media, and the institutionalization of the Catalan culture and language have all helped to consolidate a series of myths, symbols, and rituals widely accepted in Catalan society » (Balfour et Quiroga, 2007: 135-138).

Un élément central dans le succès de la nationalisation de la société catalane a été, comme au Pays basque, la domination de formations nationalistes sur la politique régionale. Le gouvernement Pujol de 1980 à 2003 a mis en œuvre entre autres une politique linguistique, éducative et culturelle catalaniste, en s'appuyant également pour ce faire sur le relais d'organisations de la société civile. Le réseau des associations sociales contrôlées par les nationalistes en Catalogne a joué un rôle central dans la diffusion d'une narration nationaliste (Balfour et Quiroga, 2007). Ceci distingue la Catalogne et le Pays basque des autres régions

étudiées, où les nationalistes n'ont pas pu diriger jusqu'ici pour une période prolongée le gouvernement local et mettre en œuvre un programme et des politiques publiques de grande ampleur soutenant leurs objectifs (voir aussi chapitre 8).

5.4 Bilan

La trajectoire du mouvement catalan peut être appréciée comme suit:

1. *Potentiel de mobilisation nationaliste en Catalogne.* Les analyses ont montré que le potentiel de mobilisation autour de la question catalane s'étend en Catalogne à l'essentiel de la société et le nationalisme catalan est en général considéré hégémonique par la littérature. La grande majorité de la population soutient des partis défendant une forme ou une autre d'autonomie. Ces partis recueillent ensemble environ 90 % des suffrages aux élections régionales catalanes. Les partis ouvertement nationalistes, soit le parti indépendantiste ERC et le parti autonomiste CiU, rassemblent quant à eux environ de 40 à 55 % des suffrages aux élections catalanes et de 20 à 35 % des suffrages aux élections générales. Par ailleurs, à des moments clef, une part importante de la population a pu être mobilisée dans des actions de protestation: la mobilisation sociale a été très élevée lors de la négociation du statut d'autonomie de la Catalogne de 1979 et à nouveau lors du différend opposant Madrid à Barcelone à partir de 2009 autour du nouveau statut d'autonomie de la Catalogne. Dans la période intermédiaire, par contre, le nationalisme catalan semble s'exprimer surtout par la voie institutionnelle: les données de *l'European Protest and Coercion Data* montrent une faible mobilisation nationaliste entre 1980 et 1995, représentant environ 17 % de l'ensemble de la mobilisation sociale dans la région, et essentiellement confinée à l'indépendantisme radical minoritaire.

2. *Objectifs et stratégies du mouvement nationaliste.* Le mouvement est dominé par les nationalistes modérés de CiU. Les objectifs du parti CiU concernent la reconnaissance de la Catalogne comme nation et la promotion de l'identité catalane, le droit de la Catalogne à l'auto-détermination et la nationalisation de la Catalogne, ainsi qu'un accroissement des pouvoirs d'auto-gouvernement dans le contexte espagnol. Le parti CiU n'est pas indépendantiste. Sa stratégie est essentiellement institutionnelle depuis l'obtention du statut d'autonomie de 1979, et il a profité de sa position dominante au gouvernement régional catalan entre 1980 et 2011 (à l'exception de la période 2003 à 2010 où il était dans l'opposition) pour s'employer à nationaliser la société catalane. Par ailleurs, la Catalogne connaît aussi un nationalisme indépendantiste minoritaire. Cette mouvance s'est caractérisée en partie par un répertoire d'action radical jusqu'en 1993 environ, mais a ensuite poursuivi ses objectifs par la voie institutionnelle uniquement. Les indépendantistes d'ERC ont participé au gouvernement catalan entre 2003 et 2010 en coalition avec le parti socialiste catalan.

3. *Les formes de la mobilisation.* Comme on l'a déjà noté, la mobilisation sociale a fortement varié selon la période: elle peut être très élevée lorsqu'il s'agit d'obtenir des concessions du pouvoir ou de défendre des avantages acquis, elle est très faible sinon et la défense des intérêts nationalistes passe avant tout par des voies institutionnelles. Hors l'activité de l'indépendantisme radical, la protestation a dans la règle emprunté des voies légales et modérées. Les indépendantistes radicaux de Terra Lliure surtout ont recouru comme leurs homologues basques d'ETA à des attentats, mais le degré de violence est resté très en deçà de la violence nationaliste au Pays basque, en Corse ou en Irlande du nord.

4. *Les étapes du nationalisme catalan de 1975 à 2011.* La période de la transition démocratique de 1975 à 1982 a été une période décisive pour le nationalisme catalan. D'une part, les nationalistes ont pu, sous l'impulsion des élites catalanes, présenter un front uni de revendications d'autonomie au gouvernement de Madrid, avec le soutien d'une forte

mobilisation populaire en faveur des droits de la Catalogne. Le gouvernement madrilène, dans le contexte politique instable de la transition démocratique, a été amené à une négociation étroite avec les représentants de la CiU et à des concessions importantes aux aspirations de la région, qui ont toutefois été diluées dans la création d'un statut d'autonomie pour l'ensemble des régions espagnoles. A partir du statut d'autonomie, les nationalistes de CiU ont pris la tête du gouvernement régional catalan et se sont employés à faire avancer leurs objectifs dans ce cadre institutionnel. Les données disponibles ne permettent pas de définir l'évolution des relations entre Madrid et Barcelone dans le cadre du statut d'autonomie, où les revendications catalanes jusqu'au début des années 2000 ont porté surtout sur une interprétation large de la répartition de compétences prévues par le statut d'autonomie de 1979, à laquelle s'opposait une interprétation plus restrictive desdites compétences par le centre. A partir de 2004, sous l'impulsion du parti ERC au gouvernement catalan et compte tenu du retour des socialistes au pouvoir à Madrid, un nouveau statut d'autonomie régionale a été négocié et finalisé en 2006. Ce statut a toutefois été remis en cause par le tribunal constitutionnel madrilène en 2010 à l'initiative du parti populaire espagnol, amenant sa modification partielle. Pour autant, le nouveau statut de 2006 constitue une extension des compétences autonomes de la région.

5. *Le succès du mouvement nationaliste.* Les Catalans ont obtenu par le statut d'autonomie de 1979 puis de 2006 une autonomie régionale non négligeable. Les nationalistes ont également pu dès lors participer de manière ininterrompue³¹⁷ au gouvernement régional de Catalogne de 1980 à aujourd'hui. Dans ce cadre, ils sont parvenus à imposer des politiques publiques (linguistiques, entre autres) allant dans le sens de leurs objectifs davantage que les Ecossais ou Irlandais par exemple. A l'inverse, l'option de l'indépendance leur est – à la différence de la situation britannique – fermée par la Constitution espagnole. Cet élément n'est toutefois pas une source majeure de conflit avec Madrid dans le cas catalan, compte tenu de la domination du mouvement par les autonomistes (à la différence de la situation basque).

³¹⁷ Si l'on considère la participation au gouvernement tant de CiU que d'ERC.

6 LE MOUVEMENT NATIONALISTE BASQUE

6.1 Histoire des Basques et du nationalisme basque

La spécificité basque plonge ses racines très loin dans l'histoire européenne: l'euskara, langue parlée au Pays Basque, est une langue pré-indoeuropéenne, vraisemblablement parlée par une population installée dans la région à la fin du néolithique, soit il y a 30'000 ans (Oyhamburu, 1980). L'ethnie principale de la région, les *Vascones*, occupaient le territoire de l'actuelle Navarre, d'autres ethnies bascophone se répartissant sur le territoire des Pyrénées. Les limites de la *Vasconia* ne sont pas connues avec exactitude, elles s'étendent vraisemblablement au delà des provinces actuellement définies comme basques³¹⁸.

La position géographique des basques, sur le territoire pyrénéen, rend l'accès à leur territoire difficile et leur a permis de rester longtemps relativement à l'écart des différentes vagues de conquête et d'assimilation des populations qui touchaient la péninsule ibérique. La conquête romaine est ainsi restée superficielle³¹⁹. Les Romains divisent le Pays basque en deux entités administratives (*Iparralde*³²⁰ est rattachée à la Gaule, *Hegoalde* à l'Hispanie), sans modifier fondamentalement les contacts entre les populations basques.

Après la chute de l'Empire romain, les Basques restent largement indépendants durant plusieurs siècles, même s'ils sont formellement inclus dans la domination franque (en *Iparralde*) et dans la domination wisigothe puis arabe (en *Hegoalde*). En *Iparralde*, les Francs imposent formellement aux Basques un pouvoir ducal. Le territoire basque, appelé *Vasconia* puis plus communément Gascogne, est intégré à l'Aquitaine puis au royaume franc, mais en pratique reste très indépendant et permet aux Basques du nord des Pyrénées de préserver leur unité culturelle jusqu'au onzième siècle au moins. En *Hegoalde*, les Wisigoths puis les Arabes échouent à imposer une domination plus que nominale sur la région. Hors dans une partie de la Navarre, ils ne parviennent pas non plus à s'installer durablement sur le territoire.

En Navarre, une monarchie se constitue autour du roi de Pampelune à partir du 9^{ème} siècle. Le royaume étend petit à petit son influence et atteint son apogée entre l'an 1000 et 1035, sous le règne de Sanche le Grand. Le royaume de Navarre domine alors l'essentiel de la Navarre actuelle, les trois autres provinces basques d'*Hegoalde* et est également suzerain de la Gascogne. Il domine aussi directement ou indirectement l'ensemble des territoires chrétiens de la péninsule ibérique (duché de Castille, royaume de León, etc.). Le règne de Sanche le Grand est la seule période de l'histoire basque où tous les territoires basques sont réunis sous un même pouvoir. Cette unité politique se désagrège dès sa mort. Le royaume disparaît dans des querelles de successions dynastiques, la plus grande partie de la Navarre actuelle échoit au royaume d'Aragon, tandis que l'Alava, Viscaya et une partie de Guipuzcoa reviennent à la Castille. Le royaume de Navarre se reconstitue toutefois au douzième siècle et rassemble à nouveau quelques années durant l'essentiel de *Hegoalde*. Au nord des Pyrénées, les trois

³¹⁸ Surtout au nord des Pyrénées, où elles s'étendent sur un territoire compris entre la Garonne, les Pyrénées et l'Atlantique.

³¹⁹ Pour autant, les contacts entre Romains et basques n'ont sans doute pas été négligeables, comme en témoigne une forte influence du latin sur le vocabulaire basque: entre 75 % et 80 % du lexique basque serait d'origine grecque ou latine (Loyer, 1997: 164).

³²⁰ On désigne sous le terme *Hegoalde* les provinces basques du sud des Pyrénées (actuellement rattachées à l'Espagne), sous le terme *Iparralde* les provinces du nord des Pyrénées (actuellement rattachées à la France).

provinces de la Soule, Basse-Navarre et de Labourd passent sous des dominations diverses avant d'être rattachées à l'Angleterre³²¹.

Le règne de Sanche le Grand est aujourd'hui diversement utilisé par les nationalistes basques comme emblème de l'unité et du pouvoir basque. Ainsi, le sceau de Sanche, un aigle noir sur fond jaune (*Arrano beltza*) a été repris comme symbole du Pays basque par les nationalistes (alternativement à l'*Ikurriña* – le drapeau basque créé par Sabino Arana). La gauche révolutionnaire basque en particulier l'utilise le plus souvent comme drapeau, le considérant comme le plus ancien emblème du Pays basque.

Rattachement de l'Alava, Guipuzcoa et Viscaya à la Castille dès la fin du Moyen Age

En 1200, la Castille s'empare de l'Alava et devient suzerain du Guipuzcoa. A partir de 1379, la province de Viscaya lui est également rattachée. Les trois provinces basques du sud sont ainsi réunies à la couronne de Castille dès la fin du Moyen Age. Comme la Catalogne, la Castille connaît à la fin du Moyen Age un épanouissement économique important, lié en particulier au commerce de la laine avec la Flandre. Les trois provinces basques sont intégrées à ce développement économique car leurs ports jouent un rôle central dans le commerce maritime castillan. Les élites économiques basques sont intimement liées à la Castille, à la différence de la situation catalane.

D'un point de vue politique, les trois provinces restent largement indépendantes. Elles disposent d'une autonomie juridique et politique attestée par les *fueros* (en français: fors).³²² Des droits particuliers sont reconnus aux Basques en divers domaines: ils sont quasi totalement exemptés du reversement des impôts à la couronne de Castille ; ils sont exemptés de service militaire³²³ ; ils bénéficient d'exemptions douanières (les douanes de Castilles sont situées, non sur la côte basque, mais sur l'Ebre au sud) ; les assemblées forales des provinces basques peuvent par ailleurs refuser d'obéir à tout décret royal qui va à l'encontre des *fueros*.

Les Basques bénéficient également de privilèges liés au statut de noblesse universelle décrété en Viscaya et en Guipúzcoa – tous les habitants de ces deux provinces sont nobles³²⁴ et bénéficient de privilèges attachés à la noblesse: ils sont exemptés de divers impôts et taxes, ont accès aux fonctions publiques dans tout le royaume de Castille et ne peuvent être jugés que par une cour spéciale. L'anoblissement collectif des basques est originellement lié à la *Reconquista*.³²⁵

Intégration des provinces du Labourd et de la Soule à la France dès le quinzième siècle

Après la Guerre de Cent ans, la France reprend à l'Angleterre les provinces du Labourd et de la Soule, qui sont rattachés à la Couronne de France. Les provinces conservent leurs fors et leurs privilèges particuliers jusqu'à la Révolution française. A la Révolution, leurs droits

³²¹ Les rois d'Angleterre deviennent ducs d'Aquitaine en 1155 par le mariage d'Aliénor d'Aquitaine avec Henri II Plantagenet.

³²² « Les *fueros* sont les coutumes d'Ancien Régime appliquées par les assemblées locales, dites forales, que le roi de Castille devait jurer de respecter pour obtenir l'allégeance des provinces basques. En Viscaya, la cérémonie du serment royal se déroulait au pied d'un chêne, dans la ville de Guernica (en euskara Gernika), devenu par la suite le symbole de l'indépendance basque. On appelle "fuériste" celui qui réclame l'application des *fueros*, et "fuérisme", le mouvement idéologique qui leur est lié. » (Loyer, 1997).

³²³ Une province basque doit assistance à la couronne seulement si les combats ont lieu sur son territoire.

³²⁴ Selon les *fueros* du Guipuzcoa de 1397 et les *fueros* de Viscaya de 1526.

³²⁵ La preuve d'un sang 'pur' c'est-à-dire d'origines purement chrétiennes est, durant la *Reconquista*, devenu un critère décisif pour l'anoblissement. Les Basques, qui sont restés épargnés par la conquête maure, peuvent en appeler à cette noblesse de sang. Etaient anoblis, par ailleurs, ceux qui s'étaient distingués pendant des opérations militaires de la *Reconquista* ou contre la France et qui pouvaient prouver leur pureté de sang. A partir de 1053, des anoblissements collectifs sont prononcés régulièrement au Pays basque.

spécifiques seront abolis et les trois provinces – concernant l'intégration de la Basse-Navarre à la France, voir ci-dessous – seront par ailleurs intégrées au Département des Basses-Pyrénées. Elles ne bénéficient actuellement pas d'une reconnaissance particulière par l'Etat français.

La Navarre indépendante jusqu'au seizième siècle puis partagée entre le Royaume de Castille et la France

La Navarre, indépendante au début du treizième siècle, est liée de 1285 à 1328 à la couronne de France suite au mariage de Jeanne I de Navarre et de Philippe IV le Bel. Après la mort des trois fils de Philippe le Bel, les destins de la France et de la Navarre divergent toutefois à nouveau: de par la loi salique, la couronne de France revient à Philippe VI de Valois, neveu de Philippe le Bel, tandis que la Navarre – où la loi salique ne s'applique pas – revient à sa petite-fille Jeanne II de Navarre. La Navarre reste indépendante jusqu'au début du seizième siècle.

A la fin du quinzième siècle, le royaume devient possession de la maison d'Albret. Les Castillans, qui craignent son rattachement à la France et profitent également de l'opposition d'une partie de la noblesse navarraise à la maison d'Albret, l'occupent en 1512. En 1530, Charles Quint rattache la partie de la Navarre située au Sud des Pyrénées, dite Haute-Navarre, à la couronne de Castille.

La Basse-Navarre située au nord des Pyrénées reste indépendante. Elle échoit par succession à Henri de Navarre, qui accède en 1581 au trône de France sous le nom d'Henri IV. Les deux royaumes sont unis par la personne d'Henri IV, roi de France et de Navarre. En 1620, l'union des deux royaumes est définitivement entérinée par la promulgation par Louis XIII d'un Edit d'Union.

A la fin du seizième siècle, les provinces basques ont ainsi toutes perdu leur indépendance, même si elles continuent de bénéficier d'une autonomie importante attestée par les *fueros*.

La progressive centralisation administrative espagnole au dix-septième et dix-huitième siècle

Au seizième siècle, les royaumes d'Aragon et Castille passent sous la domination des Habsbourg. Comme on l'a déjà noté au chapitre 5.1, la domination des Habsbourg ira de pair avec une volonté d'accroître l'emprise du pouvoir sur les différentes provinces de l'Aragon et Castille et d'augmenter les prélèvements fiscaux, surtout durant la Guerre de Trente Ans.

Tandis qu'en Catalogne ces tentatives donnent lieu à un soulèvement de la *Generalitat* et à la *Guerra dels Segadors* à partir de 1640 (voir chapitre 5.1), au Pays basque se déclare à la même période une mutinerie dite *El Motín de la Sal*. En 1629 une pétition royale appelle au paiement par la province de Viscaya d'une contribution 'volontaire' à l'effort fiscal du royaume – les provinces basques étaient jusque là exemptées de taxes. L'assemblée générale (*Junta General de Hermandad*) de Viscaya, dominée par les grands propriétaires, cède à la proposition royale. Dès 1631, le pouvoir royal ajoute une taxe supplémentaire sur le sel au nouvel impôt déjà prélevé, amenant la population à présenter d'abord une pétition contre ces taxes puis à se soulever. Les revendications des rebelles s'étendent ensuite aussi à des questions de politique locale³²⁶ amenant les élites basques à se désolidariser du mouvement et faire appel au soutien royal pour réprimer la rébellion, finalement écrasée en 1634³²⁷. A

³²⁶ Ils demandent un assouplissement du système électif de la *Junta General* qui exclut de l'élection les non-propriétaires.

³²⁷ Selon Fernandez de Pinedo: «The unanimity with which the Junta accepted the new and repeated demands by the King reflects the role this nobility played within the Spanish monarchy. The Basque Country was a poor

l'inverse de la situation catalane, où les élites catalanes et la *Generalitat* ont été à la tête de la *Guerra dels Segadors*, au Pays basque la rébellion contre le centre ne peut compter sur le soutien des notables locaux en raison de la convergence d'intérêts nettement plus importante de l'élite basque avec le pouvoir royal.

Au début du dix-huitième siècle, les Bourbons montent sur le trône d'Espagne (voir aussi chapitre 5.1). Leur accession au pouvoir – qui va de pair également avec le démantèlement de l'empire espagnol, ratifié au traité d'Utrecht en 1713 – se traduit par un accroissement sensible des efforts de centralisation administrative sur l'ensemble du territoire espagnol, en particulier en Catalogne. Les provinces basques et la Navarre constituent l'exception à cette règle: elles maintiennent leur autonomie, leurs lois et institutions propres (*fueros*) et restent exemptées de taxes³²⁸.

Diez Medrano souligne les différences existant entre les élites basques et catalanes dans leurs relations avec le pouvoir royal pour la période précédant la révolution industrielle: « [In] the period preceding capitalist industrialization the Basque elites had established more cordial relationships with the Spanish Crown than did the Catalan elites, chiefly because the Basque merchants and nobility depended so heavily on opportunities offered by the Spanish Crown. With the exception of their iron reserves, which afforded them commerce with other Spanish regions and other countries but did not become a valued asset until the final quarter of the nineteenth century, the Basque provinces were a small and relatively resourceless region. Not even their privileged location on the Bay of Biscay, the chief reason for Castile's interest in this area, gave Vizcaya and Guipuzcoa significant bargaining power. (...) [Whereas] the Basque bourgeoisie and intelligentsia emerged as a result of incorporation into Spain, the emergence of the Catalan bourgeoisie preceded incorporation ; and whereas the viability of the Basque bourgeoisie and intelligentsia was almost inconceivable without incorporation into Spain, the same cannot be said of Catalonia. One might argue that the different attitudes of the two elites towards Spain were shaped by these structural conditions, but it is equally apparent that their attitudes were intensified by the passage of time. As Basque merchants and nobles participated increasingly in Spanish economic and political affairs, they developed political connections and networks of relationships that probably strengthened their commitment to Spain. As Catalan merchants and nobles faced exclusion both from trade opportunities in America and from political influence, and their own political activities and networks of relationships came to be centered in Catalonia, their commitment to Catalonia may also have increased » (Diez Medrano, 1995: 35-36).

De l'industrialisation du Pays basque à la perte des fueros

A l'orée du dix-neuvième siècle, le Pays basque est une des régions les plus pauvres d'Espagne. La bourgeoisie basque parvient toutefois, dans le courant du siècle, à faire participer la région à la révolution industrielle et à lui assurer une croissance économique soutenue. La mécanisation de l'extraction du fer, puis la modification des méthodes de production de l'acier, permettent de faire prendre un essor fulgurant à l'industrie minière, surtout à partir de 1860. D'autres industries profitent également de cette croissance, telle

region ; the non-inheriting offspring of aristocratic families had to become merchants, priests, military officers, or, more often, bureaucrats at the Court. In Madrid, they constituted an important and compact group, and much of their income depended upon the Royalty. Thus when asked for money by the King, the provincial Juntas barely complained: they had to please the King, especially since it would be the peasants, fishermen, and merchants who would pay, and not the representatives who approved the donation » (Fernandez de Pinedo, 1974:70, cité par Diez Medrano, 1995: 33).

³²⁸ Le maintien de l'autonomie basque est, le cas échéant, une récompense pour le soutien des élites basques à Philippe V dans la querelle de succession qui l'a opposé à l'archiduc Charles d'Autriche (Diez Medrano, 1995).

l'industrie métallurgique et la construction navale. En un siècle, le Pays basque double sa part au PNB espagnol.

Tableau 55: Evolution du produit national brut et de la population au Pays Basque et en Catalogne entre 1800 et 1930 (en % du PNB et de la population espagnole)

<i>Année</i>	<i>Pays basque</i>		<i>Catalogne</i>	
	<i>Population</i>	<i>PNB</i>	<i>Population</i>	<i>PNB</i>
1800	2.7 %	2.0 %	8.1 %	8.3 %
1860	2.7 %	3.0 %	10.7 %	13.3 %
1900	3.2 %	4.0 %	10.6 %	16.3 %
1920	3.6 %	4.8 %	10.8 %	18.7 %
1930	3.7 %	5.4 %	11.4 %	21.4 %

Source: Diez Medrano (1995:47).

La croissance économique crée des tensions sociales importantes au Pays basque. L'expansion industrielle se fait au détriment de l'agriculture, entraînant entre autres une spéculation sur les terres qui résulte dans une concentration des terres agricoles et une paupérisation d'une partie de la population paysanne. Les effets négatifs de l'industrialisation créent une agitation dans les campagnes qui seront un terreau favorable à un ralliement d'une partie de cette population d'abord au carlisme puis au nationalisme basque. Par ailleurs, l'industrie basque en expansion est largement aux mains d'entreprises étrangères et l'industrialisation entraîne des bouleversements des rapports de pouvoir au sein de l'élite: tandis qu'une faible minorité de l'élite basque concentre avec les capitalistes étrangers les gains de la révolution industrielle, la majorité de la bourgeoisie traditionnelle (propriétaires terriens, producteurs de fer, marchands) voit s'éroder sa position. Ces élites préindustrielles déclassées formeront par la suite une alliance avec la paysannerie pour rejeter le processus de modernisation. Le mouvement nationaliste basque de la fin du dix-neuvième siècle, issu de cette alliance, aura de forts accents antimodernistes (voir ci-après).

Les tensions sociales et politiques amenées par le développement du capitalisme et l'ascension de la bourgeoisie traversent tout le dix-neuvième siècle et culminent dans les deux guerres carlistes (1833-40 et 1872-76).

En 1833, à la mort de Ferdinand VII, la guerre de succession opposant les deux prétendants au trône Isabelle II et Charles prend la tournure d'une lutte entre libéraux défendant le capitalisme naissant et traditionalistes (carlistes) défendant l'ordre ancien. Le principal théâtre de la première guerre carliste se situe dans les trois provinces basques, en Navarre et dans le sud de la Catalogne: il s'agit des régions de la péninsule en voie d'industrialisation, où les tensions entre société traditionnelle et capitalisme libéral sont les plus fortes. Les analystes mettent aussi en avant deux éléments expliquant l'importance du mouvement carliste en Catalogne et au Pays basque: la forte religiosité et l'alliance entre le bas clergé et la population paysanne dans ces régions, ainsi qu'une forte opposition au centralisme étatique et la défense des particularismes locaux. Au Pays basque, les tensions se cristallisent entre autres autour du maintien ou de l'abolition des *fueros*. La bourgeoisie basque libérale est plutôt favorable à une refonte du droit foral, tandis que les campagnes et les élites conservatrices s'y opposent. Entre 1833 et 1839, le Pays basque est ainsi secoué par une guerre civile, autour

d'enjeux nationaux et régionaux, qui opposent en partie les villes³²⁹ aux régions rurales (Loyer, 1997: 106-109) mais également et surtout la population basque à une armée espagnole: en raison du soutien quasi unanime des Basques au carlisme, les troupes libérales livrant bataille sont pour l'essentiel issues d'autres régions de l'Espagne, créant dans la population locale le sentiment d'une invasion (Diez Medrano, 1997). La première guerre carliste s'achève par l'accord de Bergara en 1839 qui confirme entre autres les *fueros* mais les soumet désormais à la Constitution et à l'approbation du parlement espagnol.

Le rôle des *fueros* dans la première guerre carliste fait l'objet d'interprétations divergentes entre nationalistes et non-nationalistes. Pour les nationalistes, la première guerre carliste est un combat des Basques pour le maintien de leurs libertés incarnées dans les lois forales et la défense de l'autonomie forale serait la « version historiciste de l'autodétermination moderne » (cité par Loyer, 1997: 110).

La deuxième guerre carliste de 1872 à 1876 se déroule principalement sur le territoire basque. Son achèvement et la victoire des libéraux se soldent entre autres par la disparition des *fueros*. Les assemblées et gouvernements foraux des trois provinces sont dissous par le pouvoir central et remplacés par trois gouvernements provinciaux (*diputacion provincial*) où dominent des basques libéraux. Avec l'abolition des *fueros*, les Basques sont désormais soumis au service militaire obligatoire et au paiement de diverses taxes dont ils étaient exemptés jusque là. Les provinces conservent toutefois certains droits et privilèges spécifiques – en particulier en matière fiscale. Selon Loyer: « Avec l'année 1876 donc, l'époque forale se termine. Pour les libéraux qui se sont imposés aux commandes, cette situation est profitable: elle permet une collaboration avec le pouvoir central, une intégration à l'ensemble économique espagnol et leur laisse une marge de manœuvre politique importante » (Loyer, 1997: 112). L'abolition des *fueros* est toutefois, hors des cercles libéraux minoritaires, rejetée par la majorité de la population basque.

Pour les nationalistes basques, l'abolition des *fueros* a constitué une atteinte fondamentale à l'autonomie basque. A noter que les nationalistes tendent à considérer l'accord de Bergara de 1839 plutôt que l'abolition des *fueros* de 1876 comme la date clef de disparition des *fueros*, en particulier parce que l'accord de Bergara concerne également la Navarre qui n'a pas été touchée par l'abolition de 1876³³⁰.

La seconde guerre carliste joue un rôle central dans la naissance du nationalisme basque: la concentration du soutien au carlisme quasi exclusivement dans les provinces basques transforme la deuxième guerre carliste en une opposition entre le Pays basque et le reste de l'Espagne. Le conflit entre le Pays basque et le centre est ensuite exacerbé par l'abolition des *fueros* (Diez Medrano, 1997).

Da la naissance du nationalisme basque au Statut d'autonomie de 1936

³²⁹ Bilbao, ville anti-carliste, est par exemple assiégée deux fois.

³³⁰ Ceci les met d'ailleurs en opposition avec les régionalistes de Navarre: «[Les régionalistes navarrais] considèrent que le compromis de Bergara a réellement confirmé les *fueros* et, pour eux, le conflit avec l'Espagne s'arrête en 1841³³⁰. Aujourd'hui encore, l'Union du peuple navarrais, parti fondé en 1979 pour s'opposer à tout référendum sur l'intégration de la Navarre à la communauté autonome basque, insiste sur la continuité entre le statut d'autonomie obtenu en 1841 et celui de 1982, qui s'appelle d'ailleurs «loi de restitution (*reintegracion*) et amélioration du fuero ». (...) Les nationalistes basques en revanche considèrent que la prétendue confirmation des *fueros*, en 1839, est en fait une virtuelle abolition puisqu'elle les soumet à la Constitution et aux Cortès espagnoles. (...) Le fait que la loi de 1839 concerne les quatre territoires basques, y compris la Navarre, explique que les nationalistes lui accordent plus d'importance qu'à l'abolition complète de 1876 qui ne serait, dans cette optique, que la confirmation d'un fait déjà consommé. L'abolition de 1876 divise en effet plus qu'elle ne rassemble, puisqu'elle n'affecte que trois territoires sur quatre » (Loyer, 1997: 116).

En 1893, Sabino Arana Goiri, qui a été carliste, fonde en Viscaya une organisation politique nationaliste *Euzkeldun Batzokija*. Il la dote d'un drapeau, d'une hymne et rebaptise également la province de Viscaya *Euzkadi* – nom qui sera ensuite repris pour l'ensemble du Pays basque. La devise du futur parti nationaliste basque est *Jaungoikoa eta Lege zaharra*, soit Dieu et les antiques lois³³¹ (Allières, 1996: 42). Le programme politique de l'association se résume dans les objectifs suivants:

- l'organisation de la province de Viscaya en Etat catholique romain indépendant
- une législation basée sur les lois traditionnelles de Viscaya et la restauration de ses privilèges traditionnels
- l'exclusion des individus n'appartenant pas à la race basque
- l'institution du basque comme langue officielle
- une harmonie complète entre les domaines politique et religieux (Diez Medrano, 1997: 77).

Le programme politique de Sabino Arana s'entend comme une lutte pour la sauvegarde religieuse de la race basque. La survie des valeurs basques doit être assurée par leur isolation des influences externes, en particulier espagnoles. Issu du nationalisme « essentialiste » (Letamendia Belzunce, 1994: 132) européen de la deuxième moitié du dix-neuvième siècle, ce nationalisme se caractérise par son historicisme romantique et son idéalisation de la société traditionnelle. Il défend la vision d'une nation fondée sur la race et la langue, se fait le champion de la tradition catholique contre l'athéisme et le cosmopolitisme utopique des mouvements ouvriers, du mode de production traditionnel contre le capitalisme et l'industrie, de la société rurale contre la bourgeoisie urbaine. Il est intégriste religieusement et ouvertement raciste.

Les bases sociales du mouvement se trouvent dans la classe moyenne inférieure: artisans, salariés ou marchands (Diez Medrano, 1997: 78).

En parallèle du mouvement fondé par Sabino Arana, une partie de la bourgeoisie basque se tourne également vers le nationalisme et milite en particulier pour la réintroduction des *fueros*. Contrairement au nationalisme traditionaliste d'Arana, ce nationalisme bourgeois est autonomiste et non séparatiste. Arana décrit comme suit les différences entre les deux mouvements: « Basque nationalists despise Spain, because it has trampled the laws of their Homeland, profaned and demolished their temple, and delivered their Homeland into the grip of the most infamous enslavement, and it is corrupting their Homeland's blood, which is the Basque race, the Basque language, and will ultimately drive their national feelings from their hearts. What about the pro-Spanish Basque nationalists who claim to despise Spain ? why do they despise it ? Ask them. Because Spain, in economic terms, is at the level of Greece and Italy, and in civilization, at the depths of Morocco and Turkey ; because it lacks agriculture, industry, and commerce ; because its army has fled the Moroccans, and even in diplomacy do Moroccans surpass Spaniards, In a word, [they despise Spain] because they would like to see it big and powerful, and instead they see it humiliated and emaciated » (cité par Diez Madrano, 1997: 80-81).

Malgré leurs différences, les deux mouvements s'allient et créent en 1898 le *Partido Nacionalista Vasco* (PNV).

L'union des deux tendances du nationalisme basque leur permet d'attirer un nombre croissant de soutiens. L'importance du parti, d'abord marginale, s'étend régulièrement jusqu'à la première guerre mondiale. En 1917 et 1918, il remporte les élections pour la *diputación*

³³¹ Entendu: les *fueros*.

provincial de Viscaya et représente également la province au Parlement espagnol. Son influence dans la société civile s'accroît également et il s'étend par ailleurs également aux autres provinces du Pays basque. Le parti est toutefois traversé par des querelles internes – en particulier concernant la question de l'autonomie ou l'indépendance du Pays basque – qui mènent en 1921 à une scission entre nationalistes modérés et nationalistes aranistes.

La dictature de Primo de Rivera interdit les activités nationalistes. Les délits contre la sécurité et l'unité de la patrie sont soumis à la juridiction militaire et le militantisme basque est réprimé (Letamendia Belzunce, 1994).

Après la dictature, les deux factions nationalistes basques s'unifient à nouveau – en 1930 – et s'accordent sur les principes doctrinaux suivants – qui reprennent la doctrine de Sabino Arana:

« First: Basque nationalism proclaims the Catholic religion as their only true religion and accepts the doctrine and jurisdiction of the Holy Catholic Church, Apostolic and Roman.

Second: Euzkadi, as well as each of the historical ex-states that conform it, will be Catholic, Apostolic, and Roman in all the manifestations of life and in its relations with other nations, people, and states.

Third: Euzkadi is the nation and Homeland of the Basque people.

Fourth: Euzkadi, the Basque nation by natural law, historical right, God's design, and its own will, must be the absolute master of its destiny to govern itself, within natural law.

Fifth: Basque nationalism proclaims this right and intends to make it real, satisfying – as much as may be possible from now on, and completely once Euzkadi becomes master of its own destiny –

- (a) the primary need to preserve and strengthen the Basque race, the essential base of the nationality ;
- (b) the preservation, diffusion, and refinement of the Basque language, the primary mark of our nationality ;
- (c) the reestablishment of the old practices and traditions, turning back the exotic practices that may distort our character and personality.

Sixth: Through reconstitution of the historical Basque ex-states of Araba, Bizkaya, Gipuzcoa, Nabarra, Laburdi, and Zuberoa, and their confederation into Euzkadi, will be ensured, without restricting their particular autonomy » (Diez Medrano, 1997: 83).

Le PNV connaît des succès électoraux importants au Pays basque: il gagne les élections municipales en 1931 en s'alliant avec d'autres partis conservateurs, puis remporte les élections générales en 1933³³² et 1936.

Comme les nationalistes catalans et galiciens, les Basques demandent un Statut d'autonomie pour leur région. Un projet en ce sens est déposé auprès du parlement espagnol à l'été 1931. Il prévoit un statut d'autonomie s'appliquant aux trois provinces basques plus la Navarre, assurant une large autonomie à la région, qui deviendrait officiellement bilingue. Il propose également une politique restrictive en matière de naturalisation et le droit pour le Pays basque d'établir des relations indépendantes avec le Vatican. Hors que les nationalistes renoncent à revendiquer l'indépendance, leur projet d'autonomie suit de très près les préceptes de Sabino Arana et est peu consensuel: il inclut la Navarre dans le Statut d'autonomie sans consultation

³³² En 1933, le PNV obtient 41 % des voix à Bilbao, 57 % dans le reste de la province de Vizcaya, 46 % en Guipuzcoa et 29 % en Alava (Diez Madrano, 1997: 84-85)

des Navarrais, tandis que la volonté d'établir des relations indépendantes avec Rome se lit également comme un acte de défiance envers les *Cortes* espagnoles à majorité de gauche (Diez Medrano, 1997: 87). Le projet est refusé par le Parlement.

En 1932 et 1933 sont esquissés un deuxième projet puis un troisième projet d'autonomie. Ils ne parviennent toutefois pas à obtenir un consensus dans toutes les provinces basques³³³, et dans l'agitation politique qui règne en Espagne en 1934 et 1935, les Basques ne parviennent pas à faire avancer la question de leur autonomie politique.

En février 1936, la gauche gagne les élections générales dans toute l'Espagne – sauf au Pays basque cf. ci-dessus. Une quatrième esquisse de Statut d'autonomie, incluant uniquement les trois provinces basques de Vizcaya, Guipuzcoa et Alava et plus modéré dans ses demandes est finalement approuvé par le Parlement en octobre 1936, trois mois après le début de la guerre civile espagnole.

La guerre civile espagnole et la période franquiste

La guerre civile espagnole divise les provinces basques: tandis que le PNV et les trois provinces de Vizcaya, Guipuzcoa et Alava sont acquises à la République, la Navarre – en particulier son gouverneur, le général Mola, et les forces carlistes dans la province – est favorable aux insurgés. Dès le début de la guerre civile en 1936, les provinces basques se trouvent isolées des autres régions républicaines et constituent le deuxième front de la guerre civile.

En avril 1937, la cité de Guernica est bombardée par des aviateurs allemands pour le compte des phalangistes. L'opération détruit entièrement la cité et fait au moins 1'600 morts. L'attaque, qui vise à démoraliser la résistance basque, a une portée symbolique évidente: Guernica est la cité dans laquelle historiquement les rois juraient sous un chêne de respecter les *fueros*. Il s'agit pour les franquistes de punir doublement les Basques, comme républicains et comme séparatistes³³⁴.

Si le bombardement de Guernica est devenu en Espagne – en raison entre autres de sa commémoration picturale par Pablo Picasso – un symbole des horreurs de la guerre civile espagnole, au Pays basque il est commémoré également comme une attaque contre la nation basque et, à ce titre, est un symbole auquel le nationalisme basque actuel continue de se référer.

Après la prise de Guernica, les franquistes occupent Bilbao à partir de juin 1937, forçant les armées basques à battre en retraite puis à capituler en août 1937. L'accord de reddition signé en août 1937 avec l'armée italienne garantit la vie des combattants basques, l'armée franquiste n'en tient toutefois pas compte et prononce des centaines de condamnations à mort. Le gouvernement autonome du Pays basque s'exile en France.

La dictature militaire franquiste sonne pour les Basques le glas des rêves autonomistes. Comme en Catalogne, la répression qui s'abat sur le Pays basque est sévère. Des milliers de nationalistes sont emprisonnés, de nombreux autres perdent la vie (Sullivan, 1988)³³⁵. Le

³³³ Le deuxième projet concerne les 4 provinces. Soumis aux assemblées municipales des quatre provinces concernées, il est accepté en Vizcaya, Guipuzcoa et Alava mais refusé en Navarre. Le troisième projet exclut dès lors la Navarre, mais est finalement refusé en Alava.

³³⁴ Perez (2000) cite le dialogue suivant entre un carliste et un membre de l'état-major du général Mola lorsque les troupes franquistes entrent à Guernica: « Era necesario hacer esto ? », à quoi l'officier répond: « Esto es lo que hay de hacer con toda Vizcaya y toda Cataluña »).

³³⁵ Selon Bennassar, la répression n'aurait toutefois pas été aussi violente qu'à Barcelone, Valence ou Madrid (Bennassar, 1992: 936).

mouvement nationaliste basque est sorti affaibli de la guerre civile, en particulier par l'exil de ses élites. Selon Diez Medrano (1997), la guerre a aussi eu pour effet de partager le PNV idéologiquement: les élites nationalistes bourgeoises et modérées se sont exilées tandis que restaient au Pays basque les éléments plus traditionalistes, petits bourgeois et séparatistes du mouvement.

Le gouvernement franquiste met en place un arsenal de mesures visant à étouffer la spécificité basque. Le basque est interdit d'usage public et privé et son usage puni même dans l'environnement familial (Jauregui, 1986: 559). Alors qu'en Catalogne cette politique se solde par un échec du fait de la résistance et de la solidarité des élites catalanes, au Pays Basque, les mesures adoptées par les phalangistes atteignent largement leur but et affaiblissent durablement la culture basque (Heraud, 1993), malgré les tentatives clandestines de la faire renaître, à partir des années cinquante surtout (écoles illégales, publications, radio en euskara). Diez Medrano (1997) souligne la différence existant entre élites basques et catalanes dans leur rapport avec le centre: durant la période franquiste, comme déjà dans l'Ancien Régime ou au dix-neuvième siècle, les élites économiques basques ont toujours été nettement plus intégrées à l'économie espagnole que les élites catalanes et, de ce fait, moins portées à défendre la spécificité basque. Le mouvement nationaliste basque n'a pas comme en Catalogne été porté unanimement par ses élites bourgeoises.

En 1947, une grève générale organisée au Pays Basque marque la plus sévère menace contre le régime depuis la fin de la guerre civile (Sullivan, 1988). Une deuxième grève générale est organisée par le PNV en 1951. Ces mouvements de protestation sont fortement réprimés et le Pays Basque devient la région la plus touchée par la répression franquiste. Sur les onze états d'exception³³⁶ édictés en Espagne entre 1956 et 1975, cinq concernent exclusivement le Pays Basque et cinq autres l'affectent conjointement à d'autres provinces (Jaureguiberry, 1983).

La répression qui touche le PNV après la grève générale de 1951 réduit fortement ses possibilités d'organiser la résistance au Pays basque. D'autres organisations nationalistes clandestines voient le jour. Un groupe d'étudiants s'organise en particulier sous le nom d'Ekin et édite un bulletin clandestin de même nom. Ce groupe se rapproche un temps du PNV, mais des divergences idéologiques ne tardent pas à se manifester et l'alliance se dissout rapidement en 1958. Les membres d'Ekin et des membres de l'organisation de jeunesse du PNV (*Euzko Gaztedi*) fondent ensemble en 1959 une nouvelle formation: *Euskadi Ta Askatasuna* (ETA), « patrie basque et liberté ».

Initialement, ETA diffère du PNV surtout par une attitude plus militante envers le régime franquiste et une volonté plus clairement affirmée d'amener le Pays basque à l'indépendance. En regard du PNV, les militants d'ETA adoptent aussi une position plus séculaire. Ils sont également ouvertement opposés aux élites économiques basques. Selon l'un des idéologues principaux d'ETA: « A new class, bourgeois and oriented to Spain, has formed in the Basque Country [Euskaria], which does not have anything to do with it, regardless of how many Basque surnames its members have. This oppressing class, of Basque racial origin but of Spanish feelings, is an enemy of the Basque people, from which it differs ethnically » (cité par Diez Medrano, 1997: 138). Dans la tradition de Sabino Arana, les militants d'ETA défendent également une approche primordialiste de la nation basque, mais ils mettent l'accent sur la langue basque et non sur la race – un immigrant bascophone, qui assimile la culture basque, est réputé bienvenu au Pays basque – contrairement à la position araniste.

³³⁶Lors des états d'exception, les garanties constitutionnelles sont suspendues. Sont supprimés en particulier la liberté d'expression, la liberté et le secret de la correspondance, la liberté de réunion et d'association, les garanties en cas de détention, dont la limitation à 72 heures de la garde à vue.

Les premières manifestations d'ETA sont non-violentes: graffitis, exhibition du drapeau basque (Bennassar, 1992). L'activisme du groupe ne se distingue pas fondamentalement jusqu'en 1968 de celui d'autres groupuscules opposés au régime franquiste et qui apparaissent en diverses régions d'Espagne à partir des années 1950 et que Diez Medrano (1997) met au compte à la fois de la croissance économique que connaît l'Espagne à partir de cette période, d'une certaine ouverture du régime et d'une flexibilisation des rapports de travail – éléments qui convergent tous à accroître les conflits sociaux et la mobilisation des classes laborieuses autour de conflits du travail.

A la fin des années 1960, ETA prend des positions nettement influencées par les théories de la libération des mouvements nationalistes du Tiers-Monde et adopte parmi ses objectifs la création d'une société socialiste. L'organisation fait également sienne la théorie d'un cycle action-répression, où le recours à la violence contre des cibles politiques ou militaires devrait résulter dans une répression étatique indifférenciée et progressivement amener la mobilisation d'une part croissante de la population basque contre le régime franquiste. Dès 1961, ETA fait une tentative pour dérailler un train, action qui a des conséquences désastreuses pour le groupe: nombre de ses membres sont arrêtés ou contraints de se réfugier en France (Sullivan, 1988). A partir de 1966 surtout, les actions violentes se multiplient: attentats contre la *Guardia Civil*, la police et des bâtiments publics, ainsi que le recours au hold up ou racket³³⁷ (Bennassar, 1992).

En 1968, l'état d'exception est instauré au Pays Basque et restera en vigueur jusqu'à la mort de Franco. Même si certains groupes spécifiques sont particulièrement affectés par les mesures d'exception (clergé, leaders et militants d'opposition), une des caractéristiques de la répression est son caractère indiscriminé sur le territoire basque (Letamendia Belzunce, 1994: II, 333). La répression sert le mouvement nationaliste et lui permet de rallier même la population immigrée à sa cause. En Espagne, le mouvement national basque remplace le mouvement communiste comme première force déclarée d'opposition au régime (Vega Oncins, 1992).

En 1970, seize membres d'ETA sont jugés par une cour militaire. Ce procès de grande ampleur, orchestré par le gouvernement comme une démonstration de force, se retourne contre lui. La publicité importante donnée au mouvement basque, la dénonciation par les accusés de tortures subies, la condamnation à mort de plusieurs d'entre eux, contribuent à éveiller la sympathie du public pour les accusés. La population basque se mobilise massivement au rendu des jugements. Des réactions d'indignation et des manifestations dans toute l'Espagne et à l'échelon international forcent en définitive Franco à commuer les condamnations à mort (Sullivan, 1988). L'issue du procès de Burgos est, depuis la fin de la guerre civile, le premier signe de faiblesse que montre le régime franquiste.

En 1973, après une période de relative inactivité, ETA assassine le premier ministre Luis Carrero Blanco, héritier présumé de Franco. Par cette action, l'organisation parvient à nouveau à mettre en évidence la vulnérabilité du régime. Ceci lui permet aussi de s'assurer un capital sympathie dans la population et à s'entourer d'une aura mythique auprès des nationalistes qui contribuera à la rendre un acteur difficilement contournable après la mort de Franco – entre autres face au PNV.

De la transition démocratique à la période contemporaine

³³⁷ Dès cette période, ETA recourt aussi à des « *liberados* », activistes à plein-temps, rémunérés, qui vivent dans la clandestinité.

A la mort de Franco, le PNV reprend une grande partie du leadership qu'il avait cédé à ETA durant les années 1960 et au début des années 1970. L'idéologie du parti s'est transformée et largement émancipée de l'héritage de Sabino Arana: il défend désormais une nation basque fondée sur une communauté de langue et de culture et non plus sur une conception raciste de la nation ; il s'est également largement sécularisé ; la position anticapitaliste de Sabino Arana a fait place à un programme progressiste et bourgeois ; concernant le statut du Pays basque dans l'Etat espagnol, le parti met en avant les trois principes de l'autodétermination, de l'obtention d'une large autonomie et de la possibilité d'une indépendance basque dans un avenir indéfini ; il demande aussi l'inclusion de la Navarre dans la Communauté autonome du Pays basque (Diez Madrano, 1997: 145-46). Le PNV est par ailleurs divisé désormais sur la défense des fueros: la défense des droits traditionnels basques apparaît peu compatible avec une notion moderne de l'Etat basque (Sullivan, 1988).

Le PNV, en raison de sa légitimité historique comme représentant de la population basque, est l'interlocuteur principal du gouvernement espagnol durant la période de transition démocratique³³⁸. Ses positions ambiguës concernant l'indépendance éventuelle du Pays basque rendent toutefois ardue la négociation d'un statut d'autonomie avec l'Etat espagnol. Les négociations sont par ailleurs conduites dans une situation de tension extrême: ETA multiplie les attentats et la répression antiterroriste espagnole va croissante. La crainte d'un coup d'état militaire amène finalement le PNV et le gouvernement au compromis. Le Statut d'autonomie conféré en 1979 au Pays basque ne diffère pas dans ses grandes lignes de celui obtenu par la Catalogne. En comparaison avec toutes les régions d'Espagne, c'est la région qui obtient cependant les compétences autonomes les plus importantes.

Le processus de démocratisation en Espagne s'accompagne d'un activisme intense d'ETA. Le mouvement recrute nombre de nouveaux membres³³⁹ et intensifie la lutte armée contre l'Etat espagnol. La période 1975-82 de la transition démocratique est la période où le mouvement commet proportionnellement le plus grand nombre d'attentats et actions violentes. Ceci lui permet de conserver un rôle incontournable dans le processus de négociation politique entre Madrid et le Pays basque, mais entraîne également une répression élevée. Une loi antiterroriste votée en 1978 confère des pouvoirs très étendus aux forces de sécurité espagnoles. En 1983 est par ailleurs définie une *Zona Especial del Norte* avec des mesures policières et de sécurité spécifiques pour la région basque. Par ailleurs apparaît dès 1983 un *Grupo Antiterrorista de Liberación* (GAL) qui, avec l'appui du pouvoir, se livre à plusieurs assassinats dans les rangs nationalistes basques.

Ludger Mees met en évidence l'imbrication intime entre transition démocratique, violence et exigences d'autonomie lors de la période de transition au Pays basque: « In the rest of Spain, transition meant basically the problem of transforming a dictatorial regime into a modern, liberal, parliamentary democracy upheld by a constitution. (...) In the Basque Country, however, instead of consecutive steps and aims (democracy then self-government), policy makers had to deal with a sort of three-dimensional knot (...), in Euskadi it was impossible to talk about democracy without talking at the same time about self-government, violence being the third dimension and interloper in this debate: that is, violence as an instrument used by the

³³⁸ A la transition démocratique, le principal parti nationaliste au Pays basque est le PNV, suivi des forces indépendantistes comme *Euzkadiko Ezkerra* (gauche basque, EE) et l'aile politique d'ETA *Herri Batasuna* (HB).

³³⁹ Dans les années 1970, ETA recrute surtout ses membres dans la classe ouvrière semi-qualifiée des petites agglomérations. Sa base de recrutement sont les groupes de jeunes – les *cuadrillas* – qui forment un réseau social de quartier habituel au Pays basque (Bowen et Petersen, 1999). De ce fait, les militants d'ETA sont souvent des jeunes liés entre eux par une solidarité de quartier qui leur assure aussi le soutien implicite ou explicite des familles ou des gens du quartier.

defenders of the dictatorship – including the anti-ETA terror commandos from the extreme right – against the Basque (nationalist and non-nationalist) opposition, violence as a consequence of the lack of democracy and self-government, and violence as a means of political pressure and intimidation in the hands of the ‘armed vanguard’ of ETA and its struggle for the national liberation of the Basque nation » (Mees, 2003: 34)

Le mouvement radical basque prend un rôle intégrateur dans la contestation extra-institutionnelle contre le régime durant les années de transition démocratique. Conversi (1997) note qu’à ce moment-là – où le manque de légitimité de l’Etat espagnol atteint un sommet – les différentes franges de la contestation au Pays basque (mouvement féministe, anti-nucléaire, etc.) se rangent toutes sous la bannière nationaliste.

Le parti *Herri Batasuna* (Unité du Peuple), branche politique d’ETA, est fondé en 1978. Il participe aux élections locales et nationales mais refuse de siéger au Parlement régional du Pays basque comme à Madrid. ETA initie ainsi une stratégie duale de lutte armée et de mobilisation électorale qu’elle maintiendra durant les années qui suivent: « Specifically, the military organization, through attacks on government forces and institutions, seeks to delegitimize the incumbent regime by denying it its most important symbol of authority and legitimacy, the monopoly of coercive violence. At the same time, the political wing operates to undermine the legitimacy of the incumbent regime through mass agitation on social, economic, and political issues, seeking both to erode the ruling government's claim to authority in the eyes of its constituents and to convince the international community of the regime's illegitimacy by establishing its own ‘legitimacy of numbers’. Finally, through selective (non)participation in political institutions, elected representatives seek to establish formal access to the formal institutions of the state, to translate movement aspirations into policy, and ultimately to create new state institutions » (Irvin, 1999: 4-5).

Jusqu’en 1987, *Herri Batasuna* refuse de siéger au Parlement. En 1987, il décide cependant de présenter un candidat pour la position de président du Parlement autonome basque. Le candidat est un membre supposé d’ETA qui a été arrêté et le choix est clairement symbolique de la stratégie duale de lutte armée et de mobilisation électorale (Irvin, 1999: 3) décrite ci-dessus.

Le nationalisme basque des années 1980 est clairement bicéphale: « Les institutions basques sont entre les mains des ‘modérés’ du PNV qui, devenu un parti de gouvernement, prône l’autonomie. De leur côté, surtout au niveau local, forts de leur importance électorale, oscillant entre un quart et un cinquième des voix, les nationalistes radicaux régulent le rythme des sessions plénières en défendant l’idée d’indépendance. Nationalistes modérés et radicaux, chacun de leur côté, s’affrontent aux partis espagnolistes, en particulier le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) dans les années 1980 et, dans les années 1990, le Parti Populaire (PP) » (Izquierdo, 2004: 53).

Le PNV rejette la violence et se distingue d’ETA en défendant l’autonomie de la région et en renonçant à toute revendication sur les territoires basques français. Sa position concernant l’indépendance reste ambiguë: au sein du parti, les membres font clairement allégeance à l’objectif d’indépendance (Bowen et Petersen, 1999), mais la position gouvernementale du parti l’amène à être autonomiste dans les faits. Le PNV a beaucoup de difficultés à se distancier d’ETA dans les années 1980: les deux mouvements partagent en partie des objectifs communs et surtout ETA jouit d’un capital de sympathie non négligeable au sein de la population – que la répression policière tend à renforcer³⁴⁰ (Sullivan, 1988).

³⁴⁰ Les officiers d’extrême-droite restent nombreux parmi les forces de l’ordre qui sont à tout le moins méfiantes envers la démocratie parlementaire, rendant l’action d’ETA légitime aux yeux de beaucoup de gens (Sullivan, 1988: 208).

A partir de la fin des années 1980, ETA se trouve toutefois progressivement isolée. En 1986, certains membres dissidents du PNV fondent *Eusko alkartasuna* (EA, Solidarité basque). Ce nouveau parti revendique l'accession à l'indépendance par la voie politique et institutionnelle. Il vise également à l'unification des sept provinces historiques du Pays basque et crée d'ailleurs dans cette optique une section également sur le territoire côté français. En agissant ainsi, EA se distingue du PNV qui n'a jamais revendiqué ouvertement les territoires métropolitains mais empiète aussi sur le terrain de la gauche nationaliste (*izquierda abertzale*³⁴¹) qui a toujours voulu l'unification des 7 provinces. Sa volonté de poursuivre l'indépendance par des voies pacifiques lui fait surtout mordre sur les terres d'ETA et de *Herri Batasuna*. L'arrivée d'EA scelle le déclin progressif du soutien à ETA en même temps qu'elle est l'expression d'un nationalisme alternatif au parti de masse qu'est devenu le PNV (Izquierdo, 2004). Le pacte de *Ajuria Enea* conclu en 1988 et associant l'ensemble des partis contre le recours à la violence terroriste contribue encore à marginaliser *Herri Batasuna*.

ETA tend à se radicaliser encore dans les années 1990, avec l'adoption d'une stratégie de 'socialisation de la souffrance' rendant légitime l'attaque de cibles civiles ou politiques jusque là épargnées par les attaques terroristes. En parallèle le mouvement fait quelques tentatives en vue d'une solution négociée au conflit, mais la négociation avec le gouvernement de Madrid n'aboutit pas. Entre 1992 et 1994, le gouvernement espagnol arrête nombre de dirigeants d'ETA l'encourageant à se concentrer sur une ligne répressive. A posteriori, il apparaît que cette stratégie – avec entre autres l'arrestation du dirigeant présumé d'ETA en 1992 – a été à l'origine d'une crise profonde pour l'organisation.

Le terrorisme etarra s'intensifie dans les années 1995-1998, avec l'assassinat de plusieurs représentants du *Partido Popular*, l'enlèvement puis l'assassinat d'un membre du parti socialiste refusant de payer l'impôt révolutionnaire ainsi que des tentatives d'attentat contre le chef du gouvernement José Maria Aznar et contre le roi d'Espagne. A ces divers attentats répondent toujours davantage des protestations populaires contre ETA en Espagne et au Pays basque. En été 1997, l'enlèvement de Ortega Lara et l'enlèvement puis l'assassinat du conseiller municipal Miguel Angel Blanco entraînent une réaction massive de la population. Les manifestations anti-ETA réunissent dans leur ensemble environ six millions de personnes en Espagne et au Pays basque. Selon un sondage réalisé en novembre 1997, 47 % des Basques disent avoir participé à une ou plus des manifestations anti-ETA (Darby, Mac Ginty, 2000: 169).

Un processus de paix se dessine en 1998-99, inspiré par l'accord de paix nord-irlandais. Le pacte de Lizarra (ou pacte d'Estella³⁴²) est signé le 12 septembre 1998 entre les partis nationalistes basques, y inclus le PNV et *Herri Batasuna*. Il prévoit une résolution politique du conflit à travers le dialogue et la négociation. Le 16 septembre 1998, ETA déclare un cessez-le-feu unilatéral – durant un an, le Pays basque sera épargné par les attentats, le mouvement recourant par contre à une violence de rue (« *kale borroka* ») intense. Des négociations secrètes sont entamées entre le gouvernement espagnol et ETA mais aucun accord n'est trouvé sur les enjeux. D'une part, pour le gouvernement, la négociation concerne avant tout la question de la sécurité du territoire et les prisonniers, tandis que pour ETA elles concernent aussi la distribution du pouvoir politique et le degré d'autodétermination du Pays basque (Mees, 2003: 60)³⁴³ D'autre part, le maintien d'une violence urbaine élevée par ETA

³⁴¹ Abertzale signifie patriote en basque.

³⁴² Les deux dénominations sont équivalentes. La localité navarraise où le pacte a été conclu se nomme Estella en espagnol et Lizarra en euskera.

³⁴³ Selon Mansvelt-Back (2005), le programme politique d'ETA dans ses négociations avec l'Etat espagnol concerne les points suivants: 1) l'amnistie de tous les prisonniers d'ETA, 2) la légalisation de tous les partis

n'offre pas de base stable à la négociation. Les négociations échouent et ETA rompt le cessez-le-feu en novembre 1999. Les attentats, assassinats ou tentatives d'assassinats³⁴⁴ reprennent.

Après l'échec du processus de paix de Lizarra, le gouvernement espagnol renforce la lutte contre le terrorisme basque. Selon Magone (2004), le gouvernement a poursuivi dès lors une stratégie selon cinq axes: premièrement, le Partido Popular signe un accord de lutte contre le terrorisme avec le PSOE ; deuxièmement, il renforce la lutte anti-terroriste en améliorant sa coordination avec la police française et en adoptant une position plus dure envers les organisations liées à ETA ; troisièmement, il change en 2002 la loi sur les partis politiques et introduit des restrictions contre les partis qui supportent la violence et le terrorisme, amenant l'interdiction de Batasuna³⁴⁵ ; quatrième, il profite du climat de lutte antiterroriste faisant suite aux attaques du 11 septembre pour renforcer la pression sur ETA ; cinquièmement, il lance des procédures judiciaires contre le réseau institutionnel qui supporte ETA (Magone, 2004: 148). La stratégie du gouvernement espagnol affaiblit notablement ETA. Pour autant, l'organisation continue d'organiser des attentats et la violence de rue (« *kale borroka* ») reste élevée.

La possibilité d'un processus de paix sur le modèle irlandais est de nouveau remise à l'ordre du jour en 2005: le gouvernement espagnol signe une résolution s'engageant à poursuivre un processus de paix et dialoguer avec ETA à la condition qu'ETA montre une volonté claire de renoncer au terrorisme. Des contacts initiés entre le gouvernement et ETA amènent l'annonce d'un cessez-le-feu permanent par ETA en 2006. Cette trêve est toutefois suspendue par ETA le 5 juin 2007. Le mouvement commet de nouveaux attentats et assassinats. Le gouvernement espagnol parvient à partir de 2007 à enregistrer des succès importants contre ETA: ses bases logistiques sont démantelées en 2007, son principal dirigeant politique est arrêté en mai 2008 et sa direction militaire est démantelée 5 fois entre juillet 2008 et mars 2010 (Courrier international, 31.07.2009 et 1.03.2010). Entre janvier et février 2010, ETA aurait vécu « les deux mois les pires de son histoire » selon le Ministre de l'Intérieur espagnol avec l'arrestation de 32 de ses membres dont son chef militaire.

En septembre 2010, ETA annonce un cessez-le-feu unilatéral, puis renonce début 2011 à l'impôt révolutionnaire auprès des entreprises basques et, en octobre 2011, annonce abandonner définitivement la lutte armée, tout en réaffirmant sa volonté de poursuivre par des moyens politiques l'indépendance du Pays basque. Le mouvement nationaliste de gauche (*izquierda abertzale*) s'est entendu pour présenter un front électoral unifié qui s'oppose aux autonomistes du PNV et a remporté les élections municipales basques en mai 2011, remportant 25 % des suffrages. L'indépendantisme basque semble ainsi s'engager depuis fin 2011 vers la poursuite pacifique de ses objectifs, avec la disparition de la lutte armée – quoique l'organisation ETA et ses alliés continuent de disposer d'un potentiel non négligeable d'activisme violent par le biais surtout de la *kale borroka* – et l'intégration d'ETA dans un mouvement nationaliste de gauche unifié poursuivant ses objectifs par la voie électorale.

6.2 L'identité basque et la structure du clivage opposant le Pays basque à l'Espagne

La structure du conflit opposant le Pays basque à l'Espagne est caractérisée par deux lignes de fracture: un conflit linguistique et un conflit socio-économique (Eichhorst, 2004). L'histoire du Pays basque a permis également d'en illustrer les aspects saillants (voir chapitre 6.1).

politiques, 3) l'expulsion des forces de sécurité espagnol du territoire basque, 4) la souveraineté nationale et 5) l'amélioration de la condition de la classe ouvrière (Mansvelt Beck, 2005:188).

³⁴⁴ En 2001 par exemple, l'ETA a tenté par trois fois d'abattre le jet du premier ministre José Maria Aznar. Les missiles employés auraient été achetés à l'IRA.

³⁴⁵ *Herri Batasuna* est devenue en 2000 *Batasuna* après une scission du parti.

L'identité basque

La population basque est relativement divisée sur son identité: les sondages montrent de manière stable un peu moins de 30 % de la population se sentant uniquement basque, contre environ 10 % se sentant uniquement espagnole³⁴⁶, tandis que le 60 % restant revendique une identité mixte à plus ou moins forte composante basque et espagnole (voir le tableau 56 ci-dessous).

Tableau 56: Identification nationale au Pays basque en 1979 et 1986

	1979	1986
Uniquement Espagnol	14 %	10 %
Plus Espagnol que Basque	6 %	4 %
Autant Espagnol que Basque	26 %	36 %
Plus Basque qu'Espagnol	12 %	20 %
Uniquement Basque	38 %	28 %
Ne sait pas / ne répond pas	2 %	2 %
<i>Total</i>	<i>100 %</i>	<i>100 %</i>

Source: Linz (1986: 51), Garcia Delgado (1988).

Le sentiment identitaire varie fortement entre les provinces: en Guipuzcoa la moitié environ des personnes interrogées se sent uniquement basque, contre un quart seulement en Alava (voir le tableau 57 ci-dessous). Il varie également entre les natifs du Pays basque et les autres résidents: selon une enquête réalisée en 1979, 50% des personnes nées au Pays basque se disent uniquement basques, et à l'inverse, 50% des personnes nées hors du Pays basque s'identifient comme uniquement espagnoles (Linz, 1986: 43).

Tableau 57: Identification nationale dans les 3 provinces administratives du Pays basque espagnol en 1979

	<i>Alava</i>	<i>Guipuzcoa</i>	<i>Viscaya</i>	<i>Ens. Pays basque</i>
Uniquement Espagnol	18 %	9 %	16 %	14 %
Plus Espagnol que Basque	10 %	5 %	5 %	6 %
Autant Espagnol que Basque	36 %	19 %	29 %	26 %
Plus Basque qu'Espagnol	9 %	12 %	13 %	12 %
Uniquement Basque	24 %	50 %	34 %	38 %
Ne sait pas / ne répond pas	1 %	1 %	2 %	2 %
<i>Total</i>	<i>100 %</i>	<i>100 %</i>	<i>100 %</i>	<i>100 %</i>

Source: Linz (1986: 51).

³⁴⁶ Hors les deux sondages présentés ici, un sondage publié en 1998 montrait les chiffres suivants: 10% des personnes interrogées se sentaient uniquement espagnoles, 5% plus espagnoles que basques, 29% uniquement basques, le reste se répartissant dans les autres catégories (The Economist, 28 février 1998: 28).

Dimension linguistique et culturelle de l'identité basque

La langue basque est un élément fondamental de l'identité basque: les Basques eux-mêmes se définissent comme *Euskaldun*, c'est-à-dire ceux qui parlent basque, et le Pays basque comme *Euskal Herria*, étymologiquement le pays de la langue basque. En l'absence d'un territoire historiquement unifié, le marqueur d'identité le plus important des Basques est l'existence d'une langue originale, la seule langue non indo-européenne encore parlée à ce jour en Europe de l'ouest, qui identifie l'ethnie – et par extension la nation – basque: « [la langue basque] constitue (...) le seul lien permettant de différencier le Pays basque de son environnement politique et géographique, de créer une communauté, au moins sentimentale, entre les sept provinces, et de donner une certaine vraisemblance au fait basque. A partir d'une réalité linguistique, les propagandistes du nationalisme, mais aussi les basquistes non nationalistes, ont construit l'image d'un Pays basque différencié et transnational couvrant les sept provinces » (Letamendia, 1987: 25). Ceci étant, l'ensemble de la population basque d'Espagne ou de France est aujourd'hui au moins bilingue (castillan ou français, *euskara*), tandis que les locuteurs d'*euskara* sont devenus minoritaires. Si la proportion moyenne des bascophones au Pays basque espagnol s'établit à environ 25 %, elle varie fortement selon les localités et provinces considérées: la ville de Bilbao, par exemple, compte sans doute 5 à 8 % de bascophones seulement ; à l'inverse, en Guipuzcoa, la proportion de locuteurs de basque atteint environ la moitié de la population. Le tableau 58 ci-dessous présente les résultats de diverses estimations du nombre de locuteurs de basque effectuées entre 1975 et 2002.

Tableau 58: Nombre et proportion estimée des bascophones dans les 3 provinces basques espagnoles, en Navarre, et au Pays basque français

	1975 (nb locuteurs)	1982 (nb locuteurs)	1983 (locuteurs en % pop.)	2002 (locuteurs en % pop.)
Alava	18'860	48'537	4 %	13.3 %
Guipuzcoa	307'000	364'000	40 %	57.6 %
Viscaya	174'000	296'000	16 %	27.0 %
Ens. 3 provinces	499'860	708'537		
Navarre	53'000	-	11 %	9.8 %
Pays basque français	78'000	-	-	26.8 %
Total	632'000	-	-	-

Source: Letamendia (1987: 22), Leclerc (2002a). Chiffre 1975: estimation de l'académie basque. Chiffres 1981: recensement. Chiffres 1982: sondage du gouvernement espagnol. Chiffres 1983: estimation du quotidien nationaliste Egin. Chiffres 2002: estimation de Leclerc.

A noter que la proportion d'habitants non natifs du Pays basque apprenant l'*euskara* est relativement faible, au contraire de la situation catalane (Puig Moreno, 1992). La forte immigration espagnole au Pays basque a ainsi certainement contribué au déclin de la langue basque.

Dimension économique de la spécificité basque

La dimension économique du clivage existant entre le Pays Basque et le reste de l'Espagne est, à l'inverse d'autres régions considérées dans la présente étude (Irlande du nord, Corse),

un clivage entre une région développée et industrialisée et le reste du pays comparativement moins avancé: le Pays basque s'est développée beaucoup plus tôt que le reste de l'Espagne (voir chapitre 6.1), en se spécialisant entre autres dans la production industrielle (production minière, sidérurgie), comme l'indique le tableau 59 ci-dessous.

Tableau 59: Structure de la population active au Pays basque et en Espagne, 1960 et 1983

	1960			1983		
	<i>Secteur primaire</i>	<i>Secteur second.</i>	<i>Secteur tertiaire</i>	<i>Secteur primaire</i>	<i>Secteur second.</i>	<i>Secteur tertiaire</i>
Pays basque	16.0 %	52.8 %	31.2 %	6.1 %	47.4 %	46.5 %
Espagne	41.6 %	30.3 %	28.1 %	16.9 %	32.6 %	50.5 %

Source: Garcia Delgado, 1988.

Avec la Catalogne, le Pays basque a été jusque dans les années 1960 le poumon économique de l'Espagne. En 1960, son PIB par habitant était supérieur de 75 % à celui du reste du pays, tandis que le chômage était quasi inexistant et la croissance très élevée (Garcia Delgado, 1988: 731). Les restructurations qui ont affecté l'industrie minière et sidérurgique, de même que la crise de l'industrie de la pêche – également une source de revenu importante – l'ont toutefois fortement touchée dans les années 1970 et 1980 surtout (Demay et Garnier, 1991), ont érodé son avance et l'ont rendue également dépendante de la bonne volonté de Madrid pour atténuer les effets des restructurations et relancer son économie. Au milieu des années 1980, le Pays basque restait légèrement plus riche que la moyenne espagnole (son PIB par habitant était supérieur de 13.9 % à la moyenne nationale en 1983), mais sa croissance était fortement tombée (0.7 % par an entre 1973 et 1985, contre 2.45 % par an pour l'Espagne à la même période) et son taux de chômage dépassait les 20 % de la population active [Garcia Delgado, 1988]. L'érosion semble actuellement enrayée, la région se maintient à un degré de développement supérieur à la moyenne nationale (PIB par habitant 13.7 % plus élevé que la moyenne de l'Espagne en 1997), même si elle partage désormais le *leadership* économique avec l'ensemble du nord-est de l'Espagne (Aragon, Rioja, Navarre, Catalogne) et la région madrilène (Dufour et Dufour, 2000). En 2004, son PIB par habitant était à nouveau nettement plus élevé que la moyenne espagnole (23 788 euros contre 18 489 euros pour l'Espagne), son chômage nettement inférieur (5 % en moyenne contre 10 % pour l'Espagne) et d'autres indicateurs de développement, tels son taux d'industrialisation (40.3 % contre 22.7 %), son taux d'exportation (33 % contre 30 %) et ses dépenses en recherche et développement (1.5 % du PIB contre 1.1 %) indiquaient également une performance supérieure à la moyenne du pays (Euskadi Inc, 2005).

Dimension territoriale de la question basque

Le Pays basque espagnol correspond, d'un point de vue administratif, à trois provinces, Alava, Viscaya, Guipuzcoa, situées au nord-est de l'Espagne, soit un territoire de 7'085 km² (1.4 % du territoire espagnol), peuplé d'environ 2.1 millions d'habitants (5 % de la population espagnole). Une quatrième province en Espagne, La Navarre, et trois provinces françaises, le Labourd, la Basse-Navarre et la Soule, peuvent également d'un point de vue historique être rattachées au Pays basque. La définition administrative du territoire basque, sa définition historique et en termes de géographie humaine ne correspondent pas.

Le Pays basque n'a jamais constitué un État souverain et ses limites tant culturelles que politiques sont une question ouverte. La nation basque désignée sous le terme *Euskadi* ou *Euskal Herria* comprend les sept provinces ou, dans l'acception des nationalistes basques, « territoires historiques » basques. Les territoires historiques sont les territoires qui depuis le Moyen Âge étaient dirigés par des assemblées traditionnelles, les *juntas florales*, qui représentaient les habitants du territoire (Loyer, 1997:70). Pour l'Etat espagnol, à l'inverse, le Pays basque comprend les 3 provinces de la Communauté autonome du Pays basque, tandis que la Navarre est une Communauté autonome indépendante. La Navarre est aujourd'hui minoritairement basque et la plupart de ses habitants ne se sentent pas appartenir au Pays basque.

La question de la population

La prospérité basque a par le passé attiré nombre d'immigrants. Les non-basques représentent aujourd'hui une proportion importante de la population comme en témoigne le tableau 60 ci-dessous. Pour certains auteurs, l'assimilation des populations migrantes s'est fait à certains points de vue mieux qu'en Catalogne, par exemple en termes de réussite sociale (voir par exemple Shafir, 1995). La division ethnique entre basques et non basques semble toutefois plus profonde qu'en Catalogne (voir par exemple Kraus, 1996), en témoigne entre autres l'identité assumée par les immigrés, dont plus de la moitié se sentent uniquement Espagnols (voir ci-dessus). Les raisons généralement avancées de ce phénomène concernent d'une part le statut comparativement élevé des personnes qui ont immigré au Pays basque, c'est-à-dire l'absence de nécessité d'assimilation à des fins d'ascension sociale, la relative compétition entre autochtones et immigrés sur le marché du travail, d'autre part la conception traditionnelle en termes de *jus sanguinis* ou de connaissance de l'*euskara* de la nationalité basque par les Basques, enfin les difficultés pratiques d'assimilation (entre autres les difficultés que pose l'apprentissage de la langue basque). La question du statut du Pays basque crée une polarisation plus importante entre autochtones et immigrants au Pays basque qu'en Catalogne, avec une part nettement plus importante des immigrants favorables à la centralisation et une part nettement plus réduite favorable à l'indépendance que parmi les natifs du Pays basque (voir par exemple Gunther, Sani et Shabad, 1988: 322).

Tableau 60: Distribution de la population au Pays basque d'après l'origine

	<i>Natif</i>	<i>Natif, père ou mère immigrant</i>	<i>Natif, deux parents immigrants</i>	<i>Immigrant</i>
Alava	37 %	15 %	9 %	39 %
Guipuzcoa	58 %	7 %	11 %	24 %
Viscaya	44 %	6 %	15 %	35 %
Ens. 3 provinces	47 %	8 %	13 %	32 %
Navarre	70 %	9 %	6 %	16 %
Pays basque français	62 %	4 %	4 %	31 %

Source: Eucstat 1991

6.3 Le mouvement nationaliste au Pays basque

Le mouvement nationaliste basque est profondément ancré dans différents segments de la société basque. Pour autant il ne s'agit pas, à l'inverse du mouvement catalan, d'un nationalisme hégémonique et unifié. Le nationalisme basque n'est pas – au contraire du nationalisme catalan – dominé par les élites du Pays basque, qui ont des intérêts communs avec Madrid, mais représente plutôt l'alliance entre des nationalistes traditionnels de zones rurales et un nationalisme urbain de gauche, et le mouvement nationaliste est caractérisé par un manque de cohésion idéologique. L'élite nationaliste basque n'a jamais été capable de s'unir autour d'un discours commun et elle connaît un leadership fragmenté (Mansvelt Beck, 2005: 12).

La situation du nationalisme au Pays basque est paradoxale. D'une part, depuis la transition démocratique, le Pays basque a été dominé politiquement par des formations nationalistes et le parti nationaliste modéré, le PNV, qui a gouverné la région de 1980 à 2009 et s'est attaché à nationaliser la région comme son homologue catalan CiU (voir aussi chapitre 5.3.2). D'autre part, le Pays basque connaît une forte polarisation interne autour de la question nationale, avec une opposition nettement plus importante qu'en Catalogne entre partisans de la centralisation et partisans de l'autonomie et de l'indépendance, et une polarisation interne au sein du camp nationaliste. Les indépendantistes de gauche *abertzale* et les partisans d'ETA considèrent insuffisant le Statut d'autonomie octroyé à la région et militent pour l'indépendance. Ils représentent environ 20 % de l'électorat basque, et possèdent également un potentiel de mobilisation – entre autres radical – élevé. Dans cette situation, à la différence de la Catalogne, la question nationale n'a pas pu être pacifiée après la transition démocratique et a conservé un fort potentiel de conflit.

Le nationalisme basque modéré, même s'il prend encore aujourd'hui la forme d'un mouvement social, est depuis l'achèvement de la transition démocratique surtout un nationalisme institutionnel et représenté par le parti politique PNV. Le nationalisme contestataire et radical est avant tout le fait des indépendantistes, en particulier d'ETA et des organisations qui lui sont affiliées.

6.3.1 Le potentiel de mobilisation nationaliste au Pays basque

Le potentiel de mobilisation nationaliste au Pays basque a été considéré, comme pour les autres mouvements nationalistes, tant à la lumière du soutien de la population pour les partis nationalistes basques que de la mobilisation sociale.

Les principales formations nationalistes au Pays basque durant la période d'analyse sont le *Partido nacionalista vasco* (PNV), dont les positions autonomistes ou indépendantistes ne sont pas vraiment clarifiées (voir aussi le chapitre 6.3.2), le parti indépendantiste modéré *Eusko Alkartasuna* (EA) et le parti indépendantiste *Herri Batasuna* (ou *Batasuna*) représentant politiquement ETA. Le parti *Euskadi Ezkerra* (EE), parti de gauche, a également défendu des positions nationalistes basques, avant de fusionner en 1993 avec le parti socialiste basque, le PSE-PSOE³⁴⁷. Comme en Catalogne, les socialistes basques du PSE-PSOE ne représentent pas un parti nationaliste stricto sensu, mais sont néanmoins favorables à l'autonomie du Pays basque. De même, les communistes basques du *Partido Comunista de Euzkadi / Izquierda Unida* (PCE/IU) sont fédéralistes. Les seuls partis qui ne sont traditionnellement pas considérés acquis à une forme d'autonomie basque sont les partis de

³⁴⁷ Compte tenu des divisions du camp nationaliste, les partis ont aussi connu des scissions, fusions, créations ou disparitions plus importante que dans d'autres régions. Par souci de simplification on a considéré ici les formations les plus durables.

centre-droite et droite, soit l'*Union de Centro Democratico* (UCD) pendant la période de transition démocratique et le *Partido popular* (PP) actuellement. Comme le montre le tableau 61, le score des partis nationalistes aux élections régionales basques entre 1980 et 2005 a atteint 55 à 65 % environ (en considérant les résultats combinés du PNV, EE, HB et EA), tandis que le soutien à des partis favorables à une forme ou autre de décentralisation atteint environ 80 à 90 % des électeurs. Aux élections municipales de mai 2011, les partis nationalistes ont récolté les deux tiers des suffrages, dont 25 % au nouveau parti *Bildu*, formation de gauche proche d'ETA et réunissant les différentes factions de la gauche *abertzale*.

Tableau 61: Résultat des élections au Parlement basque entre 1980 et 2005 (en % des suffrages)

<i>Année</i>	<i>PNV</i>	<i>HB</i> ³⁴⁸	<i>EA</i>	<i>PSE-PSOE</i>	<i>EE</i>	<i>PCE/IU</i>	<i>PP</i>	<i>UCD</i>	<i>Autres</i>
1980	38.10%	16.55%		14.21%	9.82%	4.0%	4.77%	8.52%	4.03%
1984	42.01%	14.65%		23.07%	7.98%	1.4%	9.36%		1.53%
1986	23.71%	17.47%	15.84%	22.05%	10.88%	0.50%	4.86%	3.54%	1.15%
1990	28.49%	18.33%	11.38%	19.94%	7.78%	1.42%	8.23%	0.66%	3.77%
1994	29.84%	16.29%	10.31%	17.13%		9.15%	14.41%		2.87%
1998	28.01%	17.91%	8.69%	17.60%		5.68%	20.13%		1.98%
2001	42.72%	10.12%		17.90%		5.58%	23.12%		0.66%
2005	38.60%	12.5% ³⁴⁹		22.67%		5.40%	17.38%		3.45%

Sources: *Lecours* (2005).

Aux élections générales espagnoles, le score des partis nationalistes est légèrement moins favorable, comme dans le cas écossais ou catalan. Entre 1977 et 1993, les résultats du PNV ont oscillé entre 23 et 31 % des électeurs, contre 14 à 17 % pour HB et 10 à 11 % pour EA. En tout, le vote nationaliste aux élections générales espagnoles a atteint pour cette période entre 30 et 50 % des suffrages exprimés. En octobre 2011, aux élections générales espagnoles, le PNV a atteint environ 27 % des suffrages, la coalition des indépendantistes basques 24 % environ, portant à environ 51 % des voix la part des suffrages nationalistes (El País, 21.11.2011).

Si l'on tente d'approcher le potentiel de mobilisation nationaliste au Pays basque sous l'angle de la mobilisation sociale, par ailleurs, force est de constater que celle-ci a été très élevée pour l'ensemble de la période étudiée³⁵⁰. Le mouvement nationaliste basque représente sans aucun doute le mouvement nationaliste le plus mobilisé avec celui de l'Irlande du nord parmi les mouvements étudiés ici. Durant la période de transition démocratique, comme on l'a noté au chapitre 6.1, l'ensemble de la contestation sociale au Pays basque s'est rangée sous la bannière nationaliste (Conversi, 1997). La période de transition démocratique a été

³⁴⁸ Désignation générale pour les différentes formations proches d'ETA, soit HB, EH et Batasuna.

³⁴⁹ Batasuna était interdit en 2005, mais a encouragé ses électeurs à soutenir le Partido comunista de las tierras (PCTV), un parti nouvellement créé.

³⁵⁰ A noter que le potentiel de mobilisation sociale varie toutefois fortement selon l'aire géographique. Selon Mansvelt Beck (2005), il faut distinguer les régions de mobilisation nationaliste faible à moyenne, qui comprennent les municipalités de Bilbao, San Sebastian, Vitoria et Pamplona, caractérisées par une forte population non-basophone, de la province de Vizcaya qui présente une forte mobilisation nationaliste d'un nationalisme surtout modéré lié au PNV, et également des provinces de Guipuzcoa et Navarre où – dans les aires géographiques à dominante basophone – la mobilisation est élevée et prend davantage des formes radicales.

caractérisée par une forte mobilisation sociale dans la région, comme en Catalogne, mais combinant une protestation modérée et un activisme radical très important (voir aussi chapitre 6.3.2).

Après la période de transition démocratique, la mobilisation sociale autour de la question nationale est restée également importante – ceci est indiqué par la littérature et est également confirmé par les données du projet *European Protest and Coercion Data*. L'intensité de la mobilisation est difficile à chiffrer, compte tenu également du fait que le nationalisme est désormais souvent orchestré dans le cadre d'activités officielles du gouvernement régional (voir aussi chapitre 6.3.2). Les données quantitatives du projet *European Protest and Coercion Data* pour la période s'étendant entre 1980 et 1995 montrent que, parmi les 7'938 événements de protestation répertoriés en Espagne³⁵¹ entre 1980 et 1995, près de 40 %, soit 3'096 événements, concernent le nationalisme basque.

Parmi les événements de protestation répertoriés sur le territoire basque uniquement³⁵² par l'*European Protest and Coercion Data*, plus de 80 %³⁵³ sont liés au nationalisme basque, comme il apparaît au tableau 62 ci-après. En regard de la période de transition démocratique, la mobilisation a toutefois pris d'autres formes: les grandes manifestations sont devenues marginales, la plupart des actions de protestation sont de type confrontatif (émeutes, attentats, etc.), voir à ce propos également le chapitre 6.3.3, et concernent un nombre plus restreint de participants. Les données de l'*European Protest and Coercion Data* ne sont très incomplètes concernant la participation et ne permettent pas de conclusions concernant l'ensemble de la protestation. Pour les manifestations, marches et rassemblements, le nombre médian de participants s'élève à 3000 personnes pour les 39 manifestations non violentes et à 300 participants pour les 134 manifestations violentes ou émeutes répertoriées par la base de données. La plus grande manifestation nationaliste au Pays basque entre 1980 et 1995 a, pour sa part et selon l'*European Protest and Coercion Data*, réuni 100'000 personnes.

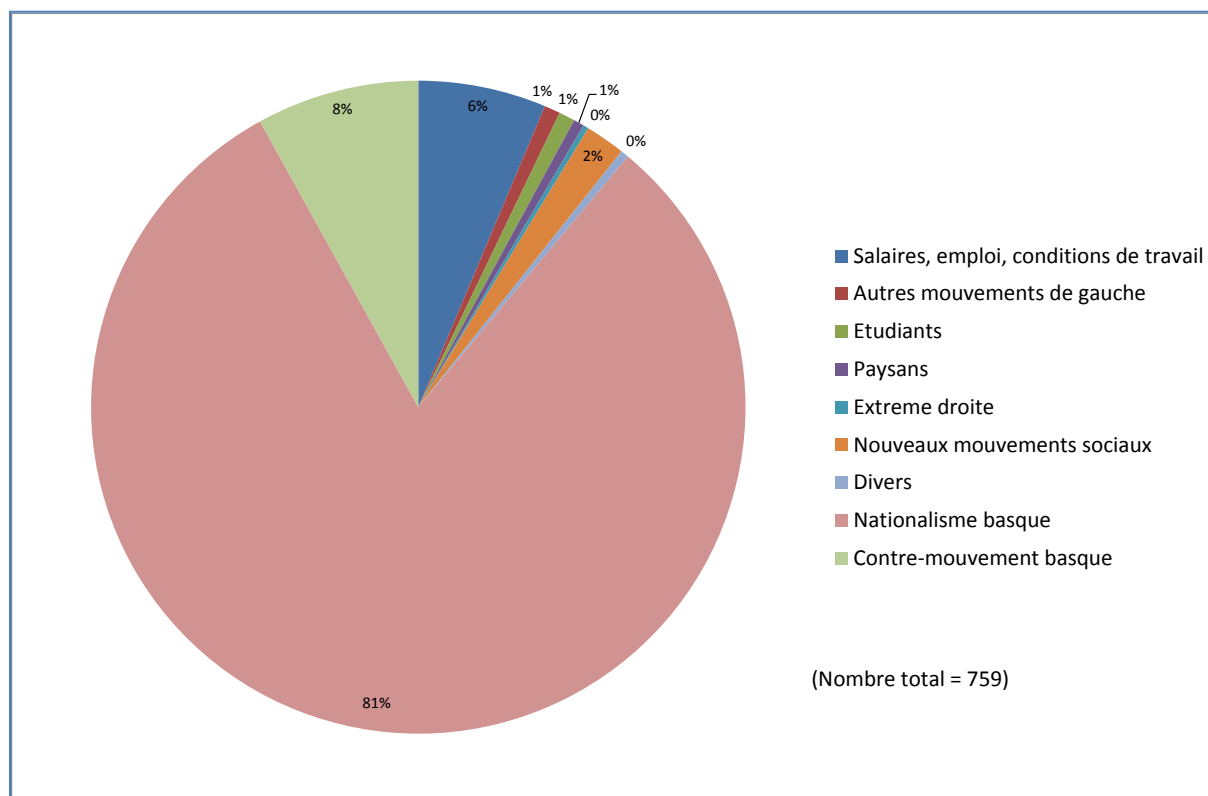
Sur la base des informations disponibles tant sur le soutien électoral aux partis nationalistes que sur la mobilisation sociale au Pays basque, on peut considérer que le potentiel de mobilisation nationaliste dans la région est comparativement très élevé (voir aussi chapitre 8).

³⁵¹ Parmi les 8'238 événements de protestation et coercition répertoriés en Espagne, dont 300 peuvent être catégorisés comme faisant partie de la répression.

³⁵² La base de données ne code pas les actions de protestation par région de l'Espagne. On a considéré les événements de protestation qui selon la base de données se sont déroulés dans les régions ou localités suivantes: Pays basque, provinces d'Alava, Viscaya, Guipuzcoa, localités de Bilbao, San Sebastian et Vitoria, à l'exception d'événements qui se seraient déroulés dans d'autres localités du Pays basque. Sur cette base, la base de données répertorie en tout 1'146 actions de protestation entre 1980 et 1995, dont 759 événements de protestation d'un ou plusieurs jours.

³⁵³ 83 % des 1'146 actions totales de protestation répertoriées sont liés au nationalisme basque et 5 % peuvent être rangés dans le contre-mouvement basque, en particulier l'opposition à la violence d'ETA. Il faut toutefois corriger les données compte tenu des événements de plusieurs jours: une partie des événements répertoriés concerne en particulier des enlèvements réalisés par l'ETA, pour lesquels la base de données comptabilise chaque journée d'action comme une action de protestation. Si l'on corrige les données en tenant compte des événements de plusieurs journées, soit en tout 759 événements de protestation d'un ou plusieurs jours, la part des événements nationalistes s'élève à 81 % (614 événements) et des contre-mouvements à 8 %, comme il apparaît au tableau 62. Parmi les 614 événements attribués aux nationalistes, 558 sont par ailleurs d'ordre illégal ou violent.

Tableau 62: Répartition des événements de protestation au Pays basque entre 1980 et 1995 par type de mouvement (événements de protestation d'un ou plusieurs jours)³⁵⁴



Source: *European Protest and Coercion Data*

6.3.2 Stratégies d'action du mouvement nationaliste basque

Le mouvement nationaliste basque est, comme on l'a déjà noté, fortement divisé. Le mouvement basque est un mouvement qui, comme le mouvement irlandais, connaît une triple forme d'activisme nationaliste: institutionnel, extra-institutionnel et non violent, ainsi qu'illégal et violent: « [the basque and irish movements] reflect the intersection of three distinct forms of political action: participation in democratic, institutional, political process, participation in extrainstitutional forms of nonviolent direct action that may or may not be illegal, and participation in illegal acts of violent direct actions » (Irvin, 1999: 4).

Les divisions au sein du camp nationaliste sont pluridimensionnelles. Letamendia (1987) les regroupe sous trois rubriques: la question confessionnelle, l'indépendantisme et les moyens de l'action politique (lutte pacifique ou lutte armée). Ces lignes de fractures opposent les démocrates chrétiens du PNV à la gauche *abertzale*, les autonomistes aux indépendantistes et les partisans d'un règlement pacifique de la question basque du PNV ou d'EA aux partisans de la lutte armée.

6.3.2.1 Objectifs et stratégies du nationalisme basque modéré

Les nationalistes modérés poursuivent une politique largement institutionnelle sous la direction du PNV, qui a été le parti dominant dans la région depuis la transition démocratique et, comme en Catalogne, a dirigé la région le gouvernement de la région autonome du Pays basque durant l'essentiel de la période analysée, soit entre 1980 et 2009, seul ou en coalition avec d'autres partis.

³⁵⁴ Voir aussi note supra.

Le PNV a négocié durant la transition démocratique l'obtention d'un Statut d'autonomie pour le Pays basque. Ses positions vis-à-vis de l'indépendance sont ambiguës, mais il poursuit clairement une politique de type incrémental envers les autorités espagnoles en vue de renforcer les pouvoirs de la région et, le cas échéant, de parvenir à l'auto-détermination de la nation basque. Comme le nationalisme catalan, il vise à renforcer l'identité basque et le sentiment national basque et à renforcer progressivement l'autonomie de la région, et les questions économique et identitaire, entre autres linguistique, se trouvent au centre de son programme. Comme le nationalisme catalan également, le parti s'est appuyé sur les organisations de la société civile pour réaliser son programme et assure au nationalisme une domination politique sur la société basque imprégnant l'ensemble de la société. Selon Sabanadze: « To the present day, the nationalist dominance of political power in the Basque Country has been unrivalled. (...) nationalist dominance extend[s] not only on the political but also symbolic space of the Basque Country. The party symbols of the PNV such as the flag and anthem were adopted as national symbols of the Basque Autonomous Community, projecting the nationalist image for the entire Basque Community. This is in line with PNV's strategy to present itself as a party for the entire Basque community, *el partido comunidad*, and not a simple regular political party. It enjoys grass roots presence through its numerous headquarters known as *batzokis*, social clubs, labor unions, women's organizations, and youth and cultural centers, extending its activities from political into social and cultural spheres and underlying its closeness and identification with the people. (...) the PNV defines itself as *el pueblo en marcha* (the people on the move), identifying itself with the Basque people and imposing its symbolism on the entire Basque community » (Sabanadze, 2010: 144-145). A la différence du nationalisme catalan, toutefois, le nationalisme institutionnel du PNV est concurrencé par le nationalisme radical des indépendantistes, qui l'amène à cultiver des positions peu claires sur des éléments clef du nationalisme basque et à défendre également par intermittence des positions nationalistes tranchées vis-à-vis du gouvernement espagnol.

Le PNV poursuit une stratégie ambiguë concernant la place du Pays basque dans l'Etat espagnol (voir par exemple Letamendia [1987], Shafir [1995], Perez-Nievas [2006]). Le parti est traversé par un courant autonomiste et un courant indépendantiste, qui ont toujours coexisté, mais où l'orientation autonomiste et légaliste a traditionnellement dominé. Jusqu'en 1998, le PNV ne milite pas activement pour l'indépendance du Pays basque, mais compte tenu de la concurrence des organisations et partis favorables à l'indépendance du Pays basque, entre autres liées à l'ETA, il ne se positionne pas clairement non plus contre cette option (Shafir, 1995). A partir de 1998, après la signature du pacte de Lizarra (voir aussi chapitre 6.3.4) avec les autres formations nationalistes basques, il se repositionne et défend également l'auto-détermination du Pays basque ou un statut de co-souveraineté du Pays basque et de l'Espagne (Mansvelt Beck, 2005). Selon Letamendia: « A l'intérieur du nationalisme et du PNV, la dialectique indépendantisme *versus* autonomie [agit] comme une ligne de fracture permanente » (Letamendia, 1987: 149). Perez-Nievas résume comme suit les évolutions du parti sur ces questions depuis la transition démocratique: « During the transition to democracy, in the late 1970s and early 1980s, pro-autonomy and pro-independence groups maintained a difficult balance within the party. On the one hand, more radical groups were able to maintain the necessary pragmatism to negotiate with the central state an agreement on Basque self-government, the Statute of Gernika. This is in force to the present day. On the other hand, more radical groups were able to impose the party's abstention in the parliamentary vote (and subsequent referendum) on the 1978 Spanish Constitution. It was through this abstention that the PNV was able to show a limited adherence to the new regime. (...) This dual strategy was accomplished in the midst of rising rates of political violence [] and continuous crises within the party. These tensions would lead to the break-up of the PNV

and the birth of EA, a process in which differences between pro-autonomy and more radical groups were prominent, although not the only problem. After the split, pro-autonomy groups gained new influence within the party, due not only to internal factors, but also to the need to form coalitions in the regional government with a state-wide party, the PSOE. During the late 1980s and early 1990s, the PNV showed a tendency to silence calls from its leaders and rank and file and often referred to EA as irresponsible because of its more radical demands. However, in the last few years, pro-independence groups have gained a new influence in the PNV, clearly determining the party's political strategy since 1998 onwards. » (Perez-Nievas, 2006: 35-36).

La même ambiguïté concerne le territoire revendiqué de la nation basque. En pratique, le PNV a négocié avec l'Etat espagnol un Statut d'autonomie pour le Pays basque et poursuit une politique pragmatique de gestion des trois provinces du Pays basque dans le cadre du gouvernement de la région qu'il a assuré depuis 1980. Sous l'impulsion d'ETA, toutefois, le nationalisme basque a revendiqué à partir des années 1960 la souveraineté des sept régions historiques du Pays basque. Même si le PNV est en pratique autonomiste dans le cadre administratif de l'Etat espagnol, il s'est également durant la transition démocratique rallié dans son discours à la position d'ETA sur la question territoriale (Mansvelt Beck, 2005). Par la suite, il a en pratique renoncé à la revendication des sept provinces historiques du Pays basque, mais sans se positionner clairement contre cette option: comme la question de l'indépendance, la question des sept provinces est une forme de tabou dans le nationalisme basque, que le PNV évite d'aborder.

Le parti se positionne également de manière ambiguë concernant l'*euskara*. La langue basque est devenue l'élément unificateur de la nation pour toutes les factions du nationalisme basque: « La langue basque, même si elle n'est pas ou peu parlée, fonde indépendamment, à la limite du degré d'utilisation qui est le sien, le fait différentiel basque et le nationalisme » (Letamendia, 1987: 25). L'enjeu linguistique autour de l'*euskara* se trouve renforcé par la perte d'importance de la langue comme moyen de communication et les nationalistes ont fait de la défense de la langue basque une revendication centrale. Dans ce cadre, les autonomistes revendiquent en général le bilinguisme et le renforcement de l'*euskara* dans l'ensemble des secteurs de la société, principalement l'éducation, la culture, l'administration et les médias. Le gouvernement du PNV a largement oeuvré à renforcer le statut et la maîtrise de l'*euskara* dans les trois provinces (voir aussi chapitre 6.3.5). Ceci est toutefois porteur d'un conflit au sein de Pays basque, dans la mesure où la majorité de la population est non bascophone. Le PNV est amené à concilier les objectifs affichés du nationalisme basque avec la réalité linguistique de la région: la promotion d'un bilinguisme obligatoire est au Pays basque un thème nettement plus conflictuel qu'en Catalogne.

Dans ses relations avec le pouvoir espagnol, le PNV balance également entre ses positions modérées et la nécessité, compte tenu de la concurrence politique de la gauche *abertzale*, de se profiler comme un défenseur virulent des intérêts du Pays basque vis-à-vis de Madrid (Kraus, 1996).

Dans l'ensemble, le PNV peut être caractérisé par une position politique ambiguë, comme parti de pouvoir pragmatique et modéré, mais amené par la concurrence du nationalisme radical à défendre régulièrement des positions nationalistes nettement plus conflictuelles que celles poursuivies par CiU ou le SNP par exemple.

Le nationalisme basque modéré est, hors le PNV, représenté également par des organisations poursuivant l'indépendance du Pays basque par des voies pacifiques. Ce mouvement indépendantiste, représenté entre autres par le parti politique *Eusko Alkartasuna* (EA),

représente un compromis entre le nationalisme modéré du PNV et le nationalisme radical d'*Herri Batasuna*. Selon Acha (2006): « In a system with two consolidated forces along the national axis: the old, hegemonic PNV and the radical leftist EH/HB, EA emerged with the declared aim to occupy the political space between these two (...). Not surprisingly, considerable effort was taken in EA to define the ideological boundaries with its closest rivals. However, whereas the differences with HB were 'easily' centered upon the issue of violence – EA firmly condemns ETA's terrorist attacks – the establishment of a dividing line with the PNV proved more difficult. Since the latter was [] accused of calculated ambiguity with regard to the ultimate political status demanded for the region, EA promptly defined an alternative project based on the outright recognition of the right to self-determination for the Basque People, and ultimately, independence. » (Acha, 2006: 76).

Comme HB, *Eusko Alkartasuna* conçoit le Pays basque comme formé des sept provinces historiques basques: « EA conceives of the Basque Country – formed, not only by the [Basque Autonomous community], but also by the French territories (*Iparralde*) as well as the province of Navarre – as a divided nation with the right to self-determination and independence from the Spanish and French states » (Acha, 2006: 76-77). Le parti considère toutefois, à la différence des nationalistes radicaux, que le statut d'autonomie du Pays basque (voir également chapitre 6.3.5) constitue une étape positive vers la reconnaissance de la nation basque, même s'il critique en particulier son application restrictive par le gouvernement espagnol et le fait qu'il n'a pas été fait usage des possibilités d'unification du Pays basque et de la Navarre, que le Statut permettait.

Les relations entre l'indépendantisme pacifique et l'indépendantisme radical d'ETA ne sont pas toujours claires: d'une part, les deux mouvements sont concurrents et la création d'EA visait clairement à offrir une alternative politique au parti *Herri Batasuna*, de même qu'EA rejette la violence d'ETA. D'autre part, EA a toujours défendu la nécessité de respecter la volonté politique du peuple basque et de modifier le cadre institutionnel de la région sans conditions préalables concernant l'achèvement du terrorisme – défendant ainsi, comme d'ailleurs le PNV, l'inclusion de toutes les franges du nationalisme basque y compris *Herri Batasuna* dans la négociation de l'avenir du Pays basque. Récemment, l'abandon de la lutte armée par ETA va clairement de pair avec un rapprochement entre les deux branches de l'indépendantisme basque et la création d'un front indépendantiste unifié, comme en témoigne la formation en avril 2011 de la coalition indépendantiste *Bildu*, formée d'EA, et d'autres organisations de gauche *abertzale* proches d'ETA.

6.3.2.2 Objectifs et stratégies du mouvement nationaliste radical

Le mouvement nationaliste radical est dominé par ETA et ses organisations affiliées, soit en particulier son organisation partisane (*Herri Batasuna* ou *Batasuna*) et ses organisations de jeunesse qui assurent la relève du mouvement et sont impliquées dans la violence de rue au Pays basque.

Objectifs du nationalisme radical

L'indépendantisme radical a, pendant la période franquiste, déclaré la guerre au gouvernement en place et poursuivi l'indépendance du Pays basque ; à partir de la transition démocratique, il a continué de militer par des moyens démocratiques et par la lutte armée (voir aussi chapitre 6.3.3) pour l'indépendance.

L'idéologie d'ETA est à la fois nationaliste et socialiste, qu'on peut résumer comme suit: « ETA's ideology [is] a combination of traditional Basque nationalism, revolutionary socialism and anti-colonialism » (Muro, 2004). Les objectifs du mouvement varient en partie

selon ses différentes factions (entre autres: ETA militaire, ETA politico-militaire, et les mouvements dissidents apparus lors de différents congrès de l'organisation). Ils peuvent toutefois être inférés du programme alternatif *Koordinadora Abertzale Sozialista* ou *alternative KAS* adopté par le nationalisme radical durant la transition démocratique, des programmes adoptés lors des différents congrès d'ETA (ETA V³⁵⁵, ETA VI³⁵⁶, ETA VII, ETA VIII) à partir de la transition démocratique ou texte de l'alternative démocratique (*Alternatiba Demokratikoa*) de 1995 proposant un accord de paix avec le gouvernement espagnol.

L'alternative KAS de 1976 définit comme suit les objectifs du nationalisme basque et les bases de la négociation avec l'Etat espagnol dans le cadre de la transition démocratique:

1. Libertés démocratiques, soit la légalisation de tous les partis politiques indépendantistes, sans leur imposer de modifications de leurs statuts.
2. Retrait du Pays basque de la Guardia Civil, de la Policia Nacional et du Cuerpo Superior de Policia.
3. Amélioration des conditions de vie et de travail pour les classes populaires et en particulier pour la classe ouvrière.
4. Reconnaissance de la souveraineté nationale d'Euskadi, son droit à l'autodétermination incluant le droit à la création d'un Etat propre et indépendant,
5. Statut d'autonomie immédiat pour le Pays basque avec comme conditions minimales requises:
 - a. qu'il englobe les quatre régions historiques d'Euskadi sud,
 - b. qu'il reconnaisse les liens nationaux existants entre Euskadi nord et Euskadi sud,
 - c. que les unités de défense civile qui remplaceront les forces répressives de l'Etat espagnol soient créées par le gouvernement basque et dépendent uniquement de lui,
 - d. que les forces armées en place en Euskadi soient sous contrôle du gouvernement basque,
 - e. que le peuple basque dispose de pouvoirs suffisants pouvant lui permettre de se doter à tout moment des structures économiques qu'il estimera, du point de vue social et politique, nécessaires à son progrès et son bien-être,
 - f. que l'euskara soit la langue officielle et prioritaire d'Euskadi.
6. Amnistie, soit la libération de tous les prisonniers politiques basques. (voir Bew, Frampton et Gurruchaga, 2009).

L'alternative démocratique proposée en avril 1995 par ETA contient pour sa part et en substance les éléments suivants:

³⁵⁵ Les objectifs d'ETA (V) sont: 1) L'unification des nations basques par leur séparation d'avec l'Espagne et la France et la création d'une nouvelle entité politique ; 2) L'indépendance souveraine de ce nouvel Etat basque ; 3) La restauration de la langue basque au statut de langue officielle et fonctionnelle (sans nécessairement éradiquer l'espagnol) ; 4) La démocratisation des industries de base et 5) La nationalisation des industries de base (Irvin, 1999: 20-21).

³⁵⁶ Les objectifs d'ETA (VI) sont: 1) La destruction violente de l'Etat espagnol et l'imposition de conseils populaires armés de travailleurs ; 2) Le droit de séparation et réunification de la nation basque, exercé à travers un gouvernement du peuple basque composé de conseils populaires de travailleurs ; 3) La socialisation des biens de l'oligarchie, des impérialistes et autres contre-révolutionnaires sans compensation ; 4) L'égalité effective des langues basque et castillane et l'encouragement de la culture basque et 5) La liberté politique et syndicale (Irvin, 1999: 20-21).

- Pour qu'une vraie démocratie soit établie au Pays basque du sud, l'Etat espagnol doit reconnaître le droit à l'autodétermination du Pays basque et son territoire et doit s'engager à respecter les décisions du peuple basque.
- La reconnaissance du droit à l'autodétermination basque implique aussi de dépasser les frontières politiques existantes et de réunifier le territoire basque.
- Tous les citoyens basques devront décider de manière participative du modèle désiré pour le Pays basque, ceci impliquant un processus de discussion et de décision. La société basque sera l'unique sujet prenant la décision la concernant.
- Pour que le processus soit réellement démocratique, une amnistie sera concédée, de sorte que tous les prisonniers, réfugiés et déportés pourront participer au processus.
- ETA s'engage à cesser la lutte armée dès que les éléments susmentionnés seront garantis par un accord politique³⁵⁷.

Les objectifs d'ETA peuvent, en résumé, être entendus d'une part comme des objectifs typiques du nationalisme révolutionnaire et de la lutte anticolonialiste, qui mettent l'accent sur la libération nationale et le pouvoir des travailleurs, d'autre part sont caractérisés par la poursuite de l'indépendance basque, passant le cas échéant par un statut d'autonomie intermédiaire, pour l'ensemble des territoires historiques basques et non uniquement les trois provinces administratives basques. La revendication linguistique, l'autonomie de la police et de l'armée au Pays basque, sont également une pierre angulaire de son programme.

Le nationalisme radical d'ETA est par ailleurs de type civique. Ceci est à comprendre en remontant à la transition démocratique espagnole, où le mouvement a défini deux thématiques centrales, soit l'opposition à un régime espagnol post-franquiste et illégitime et la menace de disparition à court terme de la culture basque qui lui a assuré une base de soutien dans de larges pans de la population. Comme le note Conversi: « [The] overall confrontation with the Spanish state and its 'occupation armies' (...) moulded an overarching identity in which blood-type and surnames no longer mattered. Moreover the nationalist leaders saw the Basque nation as verging on extinction, and it was the continuous emergency character of the situation which created an all-pervasive aura of solidarity between all sections of the population » (Conversi, 1997: 160). La doctrine social-révolutionnaire du mouvement a sans doute aussi favorisé une telle approche. Même si sa base de recrutement se trouve surtout dans la population ethnique basque (Sullivan, 1988), ETA recrute également une partie de ses activistes dans l'immigration (Conversi, 1997)³⁵⁸.

Organisation du mouvement ETA

Du point de vue de son organisation, ETA peut être considérée comme un mouvement qui a toujours présenté les trois caractéristiques suivantes: a) en dépit de nombreux schismes et exclusions³⁵⁹, l'organisation a toujours conservé son centre névralgique, b) les éléments radicaux (« *hardliners* ») dominent le mouvement et c) les militaires dominent les politiques. Selon Mansvelt Beck: « ETA has an incredible history of internal purification following

³⁵⁷ Le texte complet de l'alternative démocratique sous: http://www.contrastant.net/docum/alternativa_demo.htm (accédé le 8 mai 2012).

³⁵⁸ Le rapport d'ETA aux communautés non-basques sur le territoire basque est ambigu: d'une part, en tant que défenseur de la langue basque, le mouvement a pu par exemple se montrer favorable à une limitation de l'immigration ; d'autre part, il a toujours rejeté le nationalisme à connotation raciste de Sabino Arana et a aussi régulièrement accusé le PNV d'être l'héritier et continuateur d'un nationalisme à connotation raciste.

³⁵⁹ Les débats internes concernant le rôle de la lutte armée et de la politique électorale ont en particulier amené des schismes internes récurrents dans ETA (Irvin, 1999: 6)

internal division and splits that created new organizations varying from short-lived splinters to real political parties such as Euskadido Ezkerra. Some diagrams displaying the history of schisms from ETA resemble the technical drawings that accompany radio construction kits. (...) The way hard-liners have persisted is linked with the internal dynamics of the organization » (Mansvelt Beck, 2005: 189) et « Although HB and its successor parties used to present themselves as a coalition or a platform of the *izquierda abertzale* with a lively internal debate and therefore a higher risk of dissidence, they are in reality a continuation of ETA. Consequently, schisms from the political branch of ETA can be interpreted as the result of purges within the organization. Within ETA, divisions on the political line to be followed have always resulted in measures being imposed by the hawks on the politicians » (Mansvelt Beck, 2005: 191). A la différence de l'IRA, où la faction politique a fini par s'imposer sur les militaires compte tenu également de possibilités de négociation avec le pouvoir britannique, on peut considérer qu'au Pays basque au contraire, c'est l'affaiblissement des militaires en raison de la répression qui a amené ETA à renoncer en définitive en 2011 à la lutte armée, mais dans un contexte où cette faction continue de disposer du pouvoir de décision sur l'organisation. Le renoncement à la lutte armée au Pays basque s'est de ce point de vue fait sous des auspices très différents de la situation irlandaise (voir à ce propos le chapitre 8).

6.3.3 Différentes formes de la mobilisation sociale au Pays basque

Comme on l'a montré aux chapitres 6.3.1 et 6.3.2, le nationalisme basque s'exprime en partie par la voie électorale, en partie sous la forme d'une mobilisation sociale modérée, initialement de protestation et depuis la transition démocratique s'exprimant dans un cadre surtout institutionnalisé (p.ex. lors de fêtes et festivals folkloriques), en partie sous la forme d'une mobilisation sociale radicale. Les différentes formes de la mobilisation sociale au Pays basque sont présentées ici de manière non exhaustive:

1. *Evènements de protestation (manifestations)*

Les manifestations ont joué un rôle important dans le mouvement nationaliste basque surtout lors de la transition démocratique. Comme en Catalogne, des manifestations de masse – à caractère nationaliste plus ou moins affirmé – ont eu lieu au Pays basque durant cette période. On estime par exemple à 350'000 personnes le nombre de manifestants qui ont défilé les 2 et 3 décembre 1977 pour revendiquer l'amnistie des prisonniers politiques basques (Izquierdo, 2000). Ensuite, ces manifestations ont perdu de leur caractère de mouvement de masse et le nationalisme modéré s'est tourné vers des voies institutionnelles. A partir des années 1990, les manifestations de masse concernent surtout la protestation d'une frange importante de la population contre les actions d'ETA – ainsi lors de l'assassinat de Miguel Angel Blanco en 1997³⁶⁰.

2. *Meetings, fêtes et stands*

Plus que dans les manifestations, le nationalisme basque modéré trouve d'après Conversi (1997) son expression avant tout dans les *fiestas* (fêtes locales, festivals folkloriques, religieux etc.) qui sont le moment culminant de l'expression de l'identité nationale basque (Conversi. 1997: 155). Ces évènements n'ont pas a priori de caractère politique mais sont utilisés par les nationalistes comme plate-forme de l'expression de la nation basque sous diverses formes (musicales, graphiques, etc.). Les *fiestas* sont également le lieu où les activistes basques peuvent se livrer à une propagande politique directe par l'organisation de stands

³⁶⁰ Le mouvement nationaliste radical possède toutefois aussi un potentiel de mobilisation non négligeable: en 2002, lors de l'interdiction de Batasuna, la manifestation illégale organisée pour contester cette décision a réuni environ 30'000 personnes au Pays basque (Mansvelt Beck, 2005: 203).

d'information. Durant la transition démocratique, les comités en faveur de l'amnistie des prisonniers politiques étaient par exemple présents à toutes les fiestas majeures et sur les marchés et distribuaient ou vendaient des publications, badges ou t-shirts nationalistes³⁶¹. Les manifestations de la nation basque à travers les fêtes et festivals sont encouragés par le nationalisme basque institutionnel, en particulier ont été largement soutenus et orchestrés par le gouvernement basque dominé par le PNV.

3. Graffitis, monuments, drapeaux et autres représentations graphiques

Un des aspects les plus évidents de la mobilisation nationaliste au Pays basque est, comme en Irlande du nord, son omniprésence visuelle – graffitis, drapeaux, posters, t-shirts, etc. Concernant les graffitis, Chaffe note:

« Basque nationalists – the first generation represented by the PNV, the second by the ETA-HB movement – have used street art as one means to increase linguistic visibility, to oppose the Spanish state, to carry out psychological and cultural warfare, to establish a collective memory, and to build a nationalist movement. For radical Basques, linguistic nationalism, the belief that a common tongue creates community, has been an important stimulus for utilizing street art to raise linguistic consciousness and literacy. The value of street art is exemplified in the amount of effort spent in its production. It was placed in highly visible areas along the major highway embankments, within large cities and rural towns, and extended into Navarra province where Basque nationalists have a special interest » (Chaffe, 1993: 69).

Historiquement, les graffitis ont représenté un des premiers modes d'action d'ETA sous Franco, tant en vue de publier ses slogans (p.ex. les graffitis « ETA », « 4 + 3 = 7 = 1 » en référence à l'unité des 7 provinces basques ou « EZ » signifiant non en basque pour manifester une opposition radicale au régime) que de souiller des monuments du régime franquiste. Ils ont ensuite accompagné le processus de démocratisation, l'évolution des contenus reflétant aussi celle des enjeux politiques – ainsi l'apparition de nombreux graffitis « Vote HB ». Les graffitis et peintures murales actuels renvoient aux dimensions tant politique que culturelle et symbolique de l'identité basque – qu'il s'agisse de représenter le drapeau basque (*Arrano beltza* ou *Ikurriña*), des événements marquants de l'histoire (p.ex. Guernica), de promouvoir la langue ou le territoire basque³⁶². La colonisation de l'espace public passe aussi par l'érection de monuments ou plaques commémoratives à la mémoire de militants indépendantistes morts lors d'affrontements avec la police et placés à l'endroit où ils sont tombés³⁶³.

L'usage des drapeaux et les conflits de drapeaux sont aussi emblématiques de la lutte nationaliste³⁶⁴. Le drapeau basque, la *Ikurriña*, est omniprésent au Pays basque, alors que le

³⁶¹ Concernant l'amnistie des prisonniers, les activistes basques ont été extrêmement actifs durant la transition démocratique: chacune des 4 provinces avait organisé un comité en faveur de l'amnistie. Les comités organisaient régulièrement des manifestations, collectaient des fonds pour les familles de prisonniers, tenaient des conférences de presse, organisaient des stands et ont présenté la question des prisonniers basques dans toutes les capitales d'Europe. Quoique toute l'Espagne ait connu des groupes actifs en faveur de l'amnistie des prisonniers politiques, c'est au Pays basque que le mouvement a été le plus actif (Conversi, 1997: 153-54)

³⁶² Le graffiti lui-même constitue évidemment aussi une appropriation du territoire.

³⁶³ A ces symboles répondent d'autres monuments érigés aux victimes d'ETA. Ces deux types de représentations « montrent (...) les fractures internes de la société basque, renforcées par cette présence d'une double mémoire des victimes » (Alonso Carballes, 2008:131)

³⁶⁴ A l'été 1983, par exemple, dans un certain nombre de villes basques l'usage du drapeau basque ou espagnol devient un enjeu de conflit entre les nationalistes et les représentants du pouvoir madrilène: lors de fêtes locales, Herri Batsuna parvient, avec le soutien ambivalent du PNV, à amener un certain nombre de municipalités à hisser uniquement la *Ikurriña*. Typiquement, ceci entraîne des protestations des gouverneurs civils (nommés par le gouvernement madrilène). Les tentatives de compromis qui sont esquissées, soit aucun drapeau soit les deux

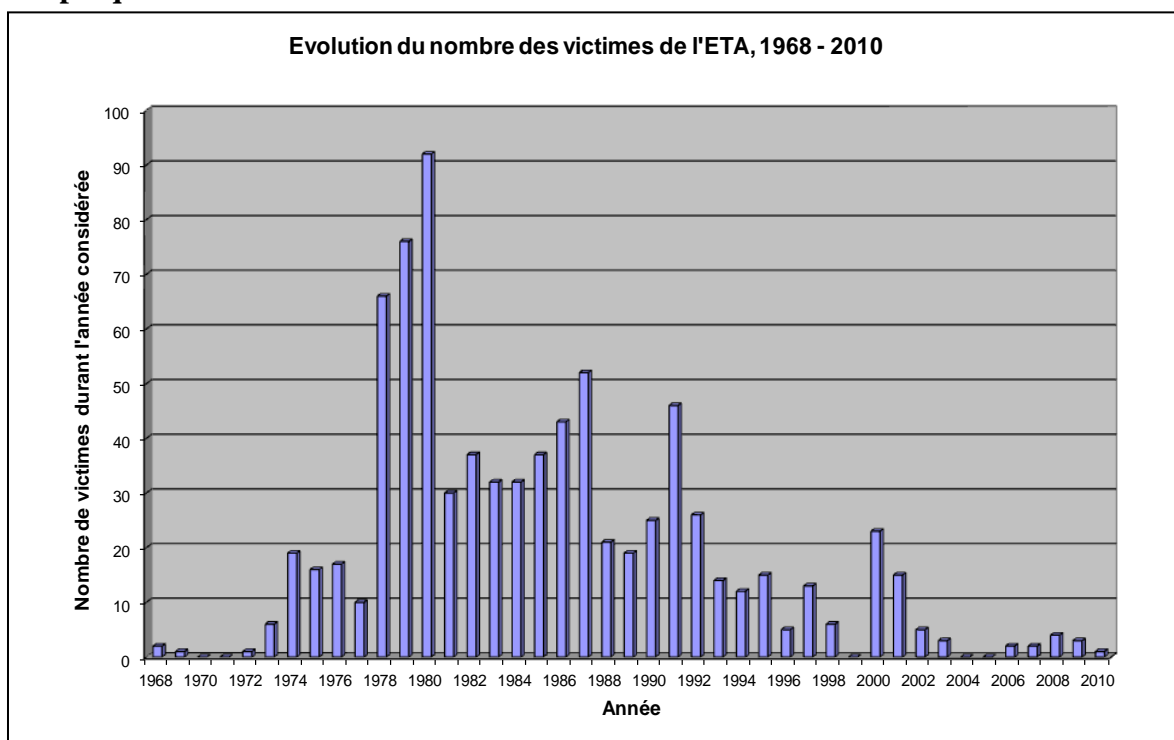
drapeau espagnol est quasi exclu de l'espace public (Mansvelt Beck, 2005). Il s'agit, comme on l'a noté précédemment, d'une politique poursuivie par le gouvernement autonome basque, qui a largement nationalisé l'espace public au Pays basque.

4. Violence politique

Parmi les cinq conflits nationalistes étudiés, le conflit basque est le conflit le plus violent après celui d'Irlande du nord. L'intensité de la violence nationaliste (soit principalement de la violence d'ETA) comme de la répression étatique peut être résumée en considérant les données statistiques disponibles:

- Entre 1968³⁶⁵ et fin 2010, le nombre de victimes d'ETA s'élève à 829 morts. Le terrorisme basque est resté limité pendant la période franquiste (une trentaine de victimes pour la période considérée), même s'il a pu être très spectaculaire (par exemple l'assassinat de Luis Carrero Blanco). La période la plus violente correspond à celle de la transition espagnole à la démocratie (1975-1982), en particulier les années 1978 à 1980, qui ont fait 234 morts. L'évolution du nombre de victimes est représentée au graphique 63 ci-dessous.

Graphique 63: Nombre de victimes d'ETA entre 1968 et 2010



Source: Ministerio del Interior, The Guardian

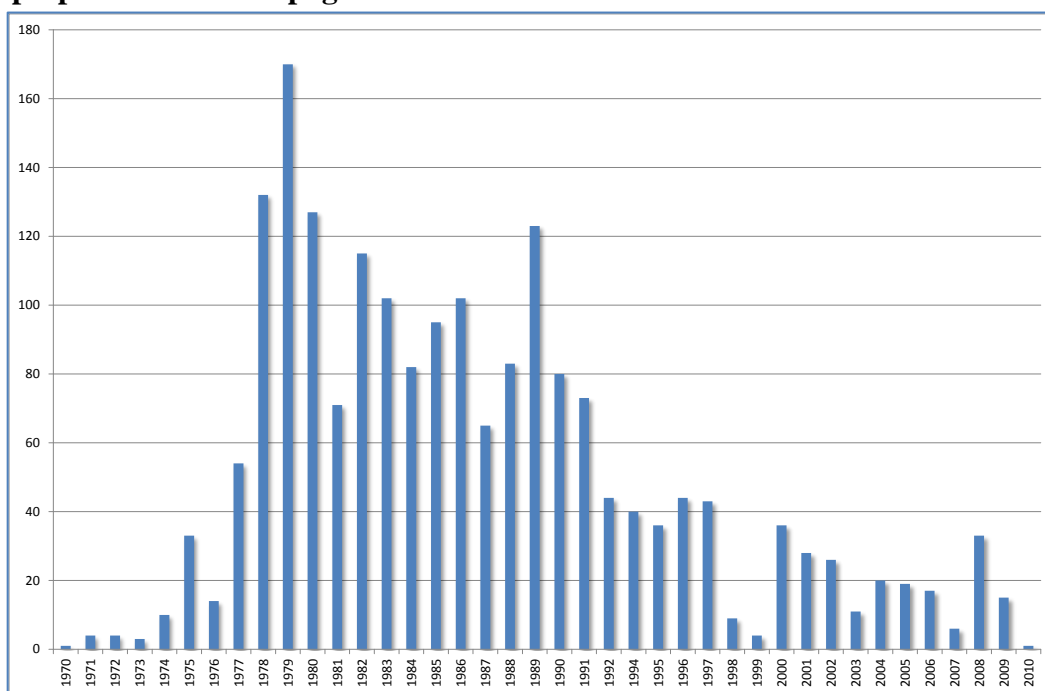
- Les données de la *Global Terrorism Database* concernant les actions terroristes du nationalisme basque en Espagne montrent un profil légèrement différent de l'évolution de la violence dans le temps: il apparaît qu'en terme de nombres d'actions terroristes, le

simultanément, échouent la plupart du temps – les députés de HB hissant la bannière basque lorsqu'un accord sur l'absence de drapeaux a été conclu ou, alternativement, amenant des hommes de paille à abaisser le drapeau espagnol lorsque l'accord porte sur la présence des deux drapeaux (Sullivan, 1988: 251). Dans un autre registre, l'incendie du drapeau espagnol est également une action symbolique qui a souvent trouvé son expression dans des manifestations nationalistes.

³⁶⁵ Le premier attentat mortel recensé d'ETA date du 7 juin 1968.

mouvement etarra a été le plus actif de 1977 à 1992 environ, pour ensuite voir diminuer progressivement le nombre de ses actions, comme il apparaît au graphique 64 ci-dessous.

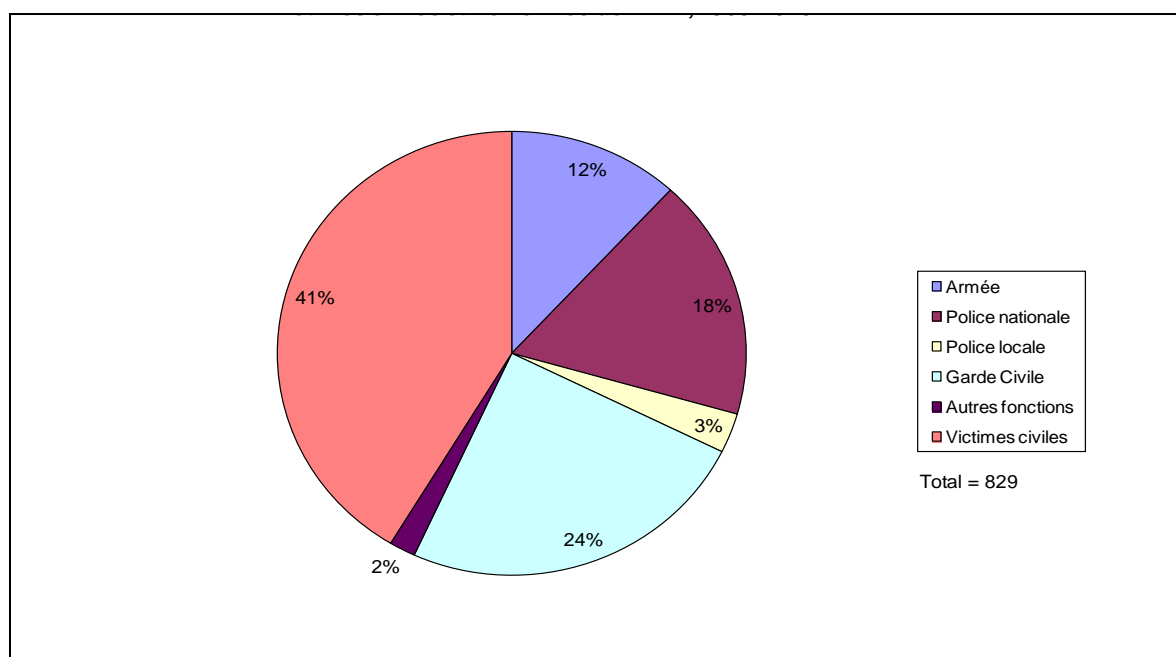
Graphique 64: Nombre d'actions terroristes attribuables au nationalisme basque perpétrées sur sol espagnol entre 1970 et 2010



Source: Global Terrorism Database.

- La majorité des victimes d'ETA font partie des forces armées ou des corps de police, surtout des membres de la Garde civile et de la police nationale. Les victimes civiles représentent quant à elles environ 41 % de l'ensemble des victimes, comme le montre le graphique 65 ci-dessous:

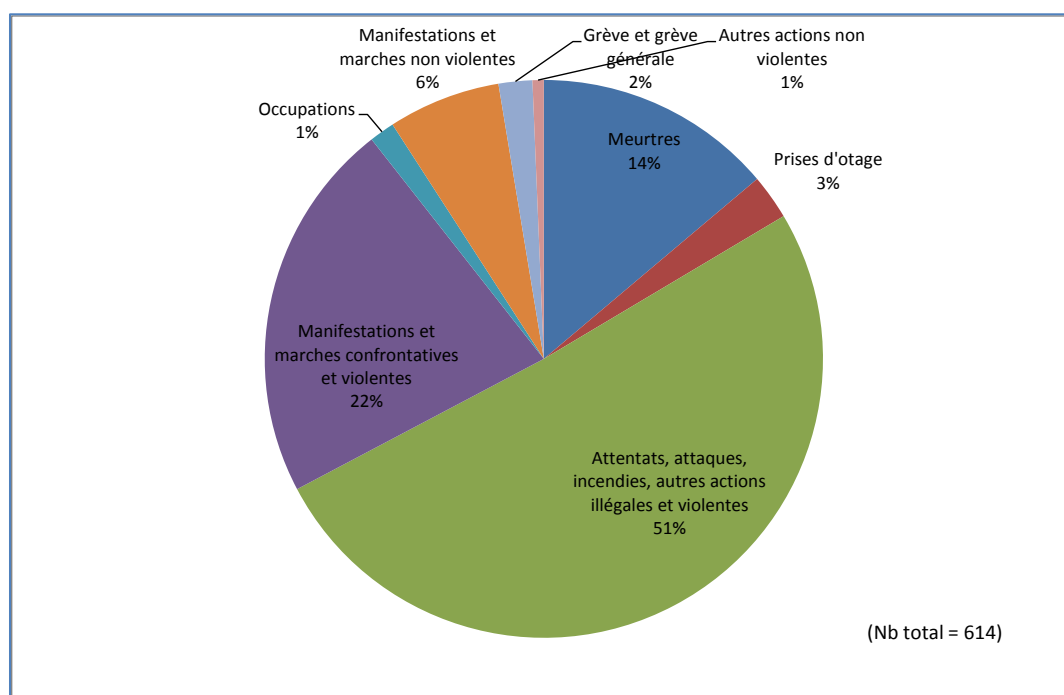
Graphique 65: Répartition des victimes civiles et non civiles d'ETA entre 1968 et 2010



Source: Ministerio del Interior, The Guardian

- La violence ne se cantonne pas à la région: si ETA a fait selon les données du Ministère de l'Intérieur espagnol les deux tiers de ses victimes sur le territoire basque (66 %), un tiers concerne le reste du territoire espagnol et se partage principalement entre la province de Madrid (15 %), la Catalogne (7 %) et la Navarre (5 %).
- La violence d'ETA comprend également les actions visant à assurer son financement. On peut citer parmi elles l'impôt révolutionnaire perçu auprès des entrepreneurs du Pays basque et de Navarre sous menace d'être abattu en cas de refus de paiement (Letamendia, 1987). En 1987, on estimait que 10 à 20% des entrepreneurs du Pays basque étaient concernés par l'impôt. Ces participations et extorsions auraient rapporté environ 2 milliards de pesetas (env. CHF 25 millions) à ETA entre 1979 et 1993 (Loyer, 1997: 276). De même, les enlèvements pratiqués sur des industriels ou personnalités connues ont le cas échéant une dimension financière. Entre 1970 et 1998, 46 enlèvements ont été perpétrés, souvent contre rançon³⁶⁶.
- Pour les actions de protestation nationalistes répertoriées par la base de données de l'*European Protest and Coercion Data* entre 1980 et 1995, la répartition des activités de protestation par répertoire d'action montre que parmi les 614 événements de protestation nationalistes (d'un ou plusieurs jours) répertoriés sur le territoire basque pour la période, 56 concernent des actions légales et non violentes (ou non précisées) et 558 des actions illégales ou violentes.

Graphique 66: Répartition des événements de protestation nationalistes sur le territoire basque par répertoire d'action (période 1980 à 1995)



Source: *European Protest and Coercion Data*.

A noter que la violence nationaliste prend des formes diverses, plus ou moins visibles et qui ne peuvent être chiffrées: menace ou peur d'être rançonné ou enlevé parmi les industriels

³⁶⁶ Il a ainsi été exigé une rançon de 400 millions de pesetas (plus de CHF 5 millions) pour la libération de Julio Iglesias Zamora en 1994 et un milliard de pesetas (environ CHF 10 millions) pour Cosme Delclaux en 1997 (Dufour et Dufour, 2000: 183). On estime par ailleurs qu'entre 1983 et 1991 les enlèvements ont rapporté environ 2 milliards de pesetas (env. CHF 25 millions) à ETA.

basques, menaces contre les intellectuels ou les antinationalistes et autocensure de ceux-ci, etc. Mansvelt Beck fait ainsi le portrait de la violence régnant dans la région: « Violent separatism embraces various levels of involvement. The highest level concerns the direct commitment to violent actions of ETA. Evidently, kidnappers, bombers and gunmen belong to this level as do those who are actively involved in the organisation directly supporting violent actions as is for instance the forced collecting of 'revolutionary tax' from local businessmen used to finance ETA operations. Direct commitment to ETA is heavily sanctioned by Law. Therefore this highest level of directly involved activists is the most invisible one. The intermediate level of involvement consists of persons who are trying to mark public places with the icons of radical separatism, destroying symbols of 'spanishness' and 'capitalism' by the burning of government buildings, party seats of rivaling political parties, banks, using graffiti, and the menacing of persons who are thought to disagree with radical separatism. (...) This politically inspired mob violence and street vandalism is a phenomenon which is part of daily life in areas of the Basque country and which is forcibly reminding every citizen of the persistence of radical separatism » (Mansvelt Beck, 2003: 1-2). La violence urbaine (« *kale borroka* ») est très active. Pour la période 1999-2003, les actions de violence urbaine uniquement sont selon Mansvelt Beck au nombre de 390 actions en 1999, 581 en 2000 et 552 en 2001, avant de décroître à 448 en 2002 et 150 en 2003³⁶⁷.

A la violence des séparatistes répond une répression de l'État espagnol qu'on peut apprécier par quelques données quantitatives:

- A la mort de Franco, il y avait 103 prisonniers politiques basques dans les prisons espagnoles, et environ 500 exilés. Tous ces prisonniers ont été amnistiés entre 1976 et 1977. La poursuite des violences a toutefois pour effet que le nombre de prisonniers politiques est aujourd'hui plus élevé que du temps du franquisme. Entre 1978 et 1997, environ 14'500 arrestations de militants basques ont ainsi été effectuées en lien avec la lutte anti-terroriste, dont 3'500 personnes ont été emprisonnées. Durant la même période, environ un millier de Basques ont quitté l'Espagne et cherché asile à l'étranger, surtout en France et au Mexique, pour échapper à une arrestation (Loyer [1997], Kasper [1997: 204]).
- 10 meurtres de militants ont été commis de 1978 à 1980 par des groupes apparemment incontrôlés des forces de sécurité, les *Batallón Vasco Español* (BVE) et Triple A. Les *Grupos Antiterroristas de Liberación* (GAL) sont soupçonnés pour leur part d'avoir assassiné 28 personnes entre 1983 et 1987 (Martinez-Herrera, 2002). Le rôle du ministère de l'intérieur espagnol dans l'organisation des GAL est aujourd'hui établi (Dufour et Dufour, 2000: 180).

6.3.4 Les étapes de la mobilisation nationaliste au Pays basque

La trajectoire du nationalisme basque a été divisée en quatre étapes: 1) la période de transition démocratique, s'étendant de la mort de Franco à 1982, 2) la période de gouvernement socialiste en Espagne de 1982 à 1996, 3) la période de gouvernement du parti populaire entre 1996 et 2004 et 4) le gouvernement socialiste espagnol de 2004 à 2011.

1) La transition démocratique (1975-1982)

Lorsque s'amorce la transition démocratique à la mort de Franco, le nationalisme basque est représenté essentiellement par le PNV, dépositaire de la continuité démocratique interrompue

³⁶⁷ A partir de 2002, le ministère de l'Intérieur espagnol a reclassifié les actions de violence urbaine en actions de terrorisme urbain, qui encourent des peines nettement plus lourdes, ce qui explique vraisemblablement la diminution de leur nombre.

par la guerre d'Espagne en tant que parti dirigeant le gouvernement autonome du Pays basque de 1936 jusqu'à la chute de la République, et par ETA qui a, dans les dernières années du franquisme, représenté le mouvement d'opposition le plus actif au régime franquiste.

A l'inverse de la situation catalane, où les acteurs parviennent durant la transition démocratique à présenter un front largement uni dans la négociation avec le pouvoir madrilène, le nationalisme basque échoue à s'unir dans ses revendications face à l'Etat espagnol: « Es gelang den baskischen Akteuren von Anfang an nie, der spanischen Regierung eine gemeinsame starke Position entgegen zu setzen. Der interne Kampf um die politische Macht in der Region führte zu erheblichen Unsicherheiten bei der Wahl der Strategien, zu Unbeständigkeit, Improvisation und zahlreichen Widersprüchen » (Helmerich, 2002: 268).

La transition démocratique est caractérisée par une forte mobilisation sociale (voir chapitres 6.1 et 6.3.3). Elle s'amorce avec la discussion de l'amnistie des prisonniers politiques, qui possède un large potentiel de soutien dans la population et donne lieu à des manifestations de grande ampleur, orchestrées surtout par les nationalistes radicaux: « In Euskadi wurden die Amnestiedemonstrationen parallel zu den Präautonomieverhandlungen zu Massenveranstaltungen (...) [sie boten den radikalen,] später in *Herri Batasuna* integrierten Kräften eine ‚Bühne‘, um sich zu profilieren » (Helmerich, 2002: 364). Elle se poursuit également lors de la négociation du statut d'autonomie. A la différence de la Catalogne, la protestation de masse modérée s'accompagne au Pays basque d'une campagne terroriste etarra de grande ampleur: la période qui s'étend de 1978 à 1980 est, de toute l'histoire d'ETA, la période où l'activisme etarra a été le plus important, comme en témoigne par exemple le nombre élevé de victimes d'attentats terroristes pendant cette période (voir tableau 63).

Dans cette situation et comme on l'a noté au chapitre 6.1, le gouvernement de Madrid s'emploie à négocier une nouvelle constitution et un nouveau statut pour le Pays basque avec les nationalistes – soit avec le PNV en particulier. Ceci amène le PNV à poursuivre une stratégie ambiguë, compte tenu de sa position de parti tenant de la légitimité démocratique et participant au processus de paix, de la concurrence que lui livre le nationalisme radical et du soutien indirect que l'activisme radical lui fournit en mettant le gouvernement espagnol sous pression par ses actions de protestation et attaques terroristes.

La stratégie du PNV peut être illustrée par le processus de négociation sur la nouvelle constitution espagnole: Le PNV participe aux groupes de travail préparant la constitution. Tandis que les nationalistes radicaux le poussent à exiger dans ce cadre la reconnaissance du droit à l'auto-détermination du Pays basque, le PNV se contente d'exiger la reconnaissance des *fueros* historiques basques, considérant que ceci reviendrait indirectement à accepter un statut égal du Pays basque et la souveraineté de la région (voir Bew, Frampton et Gurruchaga, 2009). La constitution espagnole finalement adoptée, si elle reconnaît les *fueros*, insiste toutefois sur le fait que ceux-ci sont applicables dans le cadre de la primauté de la souveraineté espagnole. L'échec du PNV l'amène en définitive à appeler à l'abstention lors du referendum sur la constitution espagnole « als Ausdruck des Protestes gegen eine Verfassung, die 'den Forderungen und Wünschen des baskischen Volkes niemals genügen' könne » (Helmerich, 2002: 294) à l'égal des nationalistes de gauche³⁶⁸.

³⁶⁸ „Die radikalen Nationalisten sahen ebenso wie EE in der Verweigerung des Selbstbestimmungsrechtes für Euskadi ihr Hauptargument für die Ablehnung des Verfassungstextes. (...) Herri Batasuna verband ihre Ablehnung gegenüber einer zentralistischen, kapitalistischen, antibaskischen, antidemokratischen und gegen die Arbeiter gerichteten Verfassung mit der heftigen Kritik an der durch einen Diktator eingesetzten Monarchie » (Helmerich, 2002: 295)

Dans la négociation du Statut d'autonomie pour le Pays basque, les nationalistes parviennent à obtenir des concessions substantielles de l'Etat espagnol (voir aussi chapitre 6.3.5) et le Pays basque obtient, de toutes les régions d'Espagne, le degré d'autonomie comparativement le plus important – entre autres sur le plan fiscal. Le PNV est le moteur et l'acteur incontournable du processus d'autonomie. Quand bien même le processus d'autonomie est le résultat de la nouvelle constitution espagnole qu'il a rejetée passivement, le PNV se fait dès lors l'ardent défenseur du statut d'autonomie conféré au Pays basque, qui est également largement soutenu par la population. En concession aux indépendantistes, le PNV défend toutefois aussi l'idée que le Statut d'autonomie n'est pas un renoncement des Basques à un statut d'autodétermination qu'ils seraient en droit de revendiquer compte tenu de leur histoire ; il défend le même argument concernant la possibilité d'inclure à terme la Navarre dans le Pays basque (Mees, 2003: 40-41).

Comme le PNV, les nationalistes de gauche modérée se rallient à une position favorable au nouveau Statut d'autonomie. Les nationalistes radicaux de HB, à l'inverse, rejettent le Statut d'autonomie sur l'argument principal³⁶⁹ qu'il est fondé sur la nouvelle constitution espagnole, laquelle prévoit l'indivisibilité de l'Espagne, maintient ainsi la soumission du Pays basque à l'Etat espagnol et empêche également la réunification des sept provinces historiques basques de France et d'Espagne, en d'autres termes est par principe inacceptable (Mees, 2003: 42). Par ailleurs, le Statut d'autonomie en séparant la Navarre du Pays basque entérine une séparation entre les provinces qu'ETA combat.

La discussion sur le Statut d'autonomie crée une profonde scission entre nationalistes modérés du PNV et d'EE, qui le soutiennent, et les représentants d'HB, qui appellent à son rejet. Selon Mees: « From this moment on, Basque nationalism was hopelessly divided » (Mees, 2003: 42). Le refus des radicaux d'accepter le nouveau Statut d'autonomie les isole politiquement et les sépare d'une partie de leur base de soutien populaire (Helmerich, 2002).

Concernant la transition démocratique, on peut considérer en résumé que les divisions du nationalisme basque et l'activisme de sa frange radicale durant cette période ont pour effet de mettre le PNV dans une position d'arbitre du processus de transition au Pays basque: « The impact of radicalism, popular mobilization and violence converted the PNV into the only agency able to re-establish a climate of calm and normality in the Basque Country, and this was basically for two reasons. First, the party had an historical profile of Christian Democrat moderation, in which the utopia of independence went hand in hand with a pragmatic flexibility in daily political life. (...). The second reason (...) was its relative proximity to ETA and the radical nationalist left. After all, ETA had been the result of a split within the PNV provoked not only by ideological differences, but also by a generation gap that divided the nationalist youth in the interior and the PNV veterans in exile (...). In fact, for many years moderate nationalists regarded the ETA activists as the lost sons of the nationalist family, who, if they were doing wrong in performing acts of violence, did it because they were provoked by the repression as well as for patriotic purposes. Owing to this indulgence, the PNV was thought to maintain a certain level of influence within radical nationalism and ETA » (Mees, 2003: 36). Pour ces deux raisons, le PNV a été l'interlocuteur incontournable de l'Etat espagnol pendant la négociation du processus de transition démocratique et, jusqu'à un certain point, le nationalisme modéré et le nationalisme radical ont été des alliés objectifs en vue d'arracher un maximum de concessions à l'Etat espagnol dans ce processus.

³⁶⁹ Les autres arguments d'HB contre le Statut d'autonomie sont que les pouvoirs délégués au Pays basque sont trop peu importants et les demandes concernant l'amnistie des prisonniers et le retrait de la police espagnole de la région ne sont pas traitées de manière satisfaisante (Zirakzadeh, 1991: 198).

Cet équilibre se modifie en partie avec l'entrée en vigueur du Statut d'autonomie. Le PNV remporte les élections en 1980 et accède à la direction du gouvernement autonome. Il se concentre dès lors avant tout sur la construction de la nation basque dans le cadre institutionnel existant. Ce, d'autant que le Statut d'autonomie signifie pour les nationalistes basques modérés, qu'à court terme au moins il paraît peu plausible d'obtenir de l'Etat espagnol des concessions supplémentaires à celles qui ont été négociées dans le cadre du processus d'autonomie.

Pour les nationalistes radicaux, au contraire, les concessions octroyées par le Statut d'autonomie sont insatisfaisantes. Le renoncement à l'objectif d'autodétermination de la nation basque est inacceptable et le mouvement doit poursuivre la réalisation de ses objectifs en continuant la lutte armée. Le Statut d'autonomie se traduit dès lors par une intensification de la lutte armée et une violence de plus en plus indiscriminée: « Es begann die Phase des blinden Terrorismus, in der ETA immer massiver und indifferenzierter tötete. 1980 und 1981 bezeichneten die Milis³⁷⁰ die spanischen Sicherheitskräfte, die Armee, die Drogenszene und die Befürworter des Atomkraftwerkes Lemoniz als Ziele ihrer Aktionen. (...) [Die Poli-Milis³⁷¹ kündigte eine] auf die Tourismuszentren Spaniens abzielende Kampagne an » (Helmerich, 2002: 351).

Les nationalistes radicaux se trouvent progressivement isolés tant par leur refus d'accepter le compromis politique que représente le statut d'autonomie accordé au Pays basque que par leur stratégie de radicalisation croissante. Toutefois, en raison entre autres de la fragmentation politique au Pays basque, l'ensemble de la classe nationaliste peinera durant les années 1980 à se distancier du nationalisme radical. C'est seulement à la fin des années 1980 que le rejet de la stratégie des *etarra* prendra de l'ampleur (voir infra).

2) *Le gouvernement socialiste en Espagne (1982-1996)*

A partir de la création du gouvernement autonome au Pays basque, le nationalisme modéré au Pays basque prend, on l'a dit, une forme largement institutionnelle. La mobilisation sociale importante qui a accompagné le processus de transition démocratique se réduit, quand bien même la nation continue d'être célébrée dans le cadre de fêtes et manifestations populaires (voir chapitre 6.3.3). Le PNV, profitant de sa position de parti dominant au gouvernement régional, s'emploie à nationaliser la société basque ; cette stratégie est facilitée par le fait que le PNV est le parti politique clef dans les trois provinces de la Communauté autonome, ce qui lui permet entre autres de contrôler et gérer l'ensemble du système de taxation autonome des trois provinces³⁷² ; par ailleurs, le parti peut s'appuyer sur des organisations nationalistes issues de la société civile, entre autres sur les syndicats nationalistes, qui représentent la majorité des syndiqués au Pays basque (Mees, 2003: 47-48). Pendant la période 1982 à 1996, on peut considérer que le PNV poursuit une stratégie incrémentale d'accroissement des pouvoirs de la région et de nationalisation dans le cadre du Statut d'autonomie (sa stratégie se modifiera seulement à partir de 1998, voir également ci-après).

L'aile radicale du mouvement nationaliste basque, pour sa part, maintient comme noté précédemment une stratégie confrontative, qui va s'intensifiant au début des années 1980.

Cette trajectoire ne concerne toutefois pas l'ensemble du mouvement radical basque: la formation ETA politico-militaire, dite ETA (pm), négocie à partir de 1981 avec l'Etat

³⁷⁰ Soit ETA militaire, cf. infra.

³⁷¹ Soit ETA paramilitaire, cf. infra.

³⁷² L'autonomie fiscale des provinces, issue des *fueros* et abolie sous Franco sauf pour la province d'Alava, fait partie des compétences autonomes octroyées au Pays basque dans le cadre du processus d'autonomie.

espagnol un renoncement à la lutte armée contre le pardon individuel de ses membres pour leurs activités dans le cadre de la lutte armée³⁷³.

La branche ETA militaire, dite aussi ETA (m), poursuit par contre la lutte armée³⁷⁴ et est également rejointe par des membres dissidents d'ETA (pm). Comme on l'a noté précédemment, le mouvement ETA tend à se radicaliser, élargissant entre autres le nombre de cibles potentielles considérées comme des cibles légitimes. La décennie 1980 est une période d'intense activisme etarra. Il s'agit de la décennie qui a fait le plus de victimes, avec près de 400 morts. Cette violence fait l'objet d'une répression croissante sous le gouvernement du PSOE à partir de 1982, comme en témoigne la création en 1983 de la *Zona Especial del Norte* comprenant des mesures de police et de sécurité spécifiques à la région basque et l'apparition la même année du *Grupo Antiterrorista de Liberación* (GAL), actif durant la période 1983 et 1987 et impliqué dans plusieurs enlèvements et assassinats de membres présumés d'ETA avec la complicité de membres dirigeants du ministère de l'intérieur espagnol.

En dépit de la radicalisation croissante d'ETA, les formations nationalistes modérées peinent à s'en distancier. A l'inverse de la situation catalane, le nationalisme basque n'est pas unifié mais fragmenté. Comme le montrent les résultats électoraux (voir chapitre 6.3.1), le nombre de formations nationalistes est élevé et leur soutien électoral dispersé (voir à ce propos Kraus, 1996). Par ailleurs, le Pays basque connaît une forte polarisation politique tant sur l'axe gauche/droite que sur la question nationale: « Wie in Katalonien ist auch im Baskenland die Parteilandschaft dadurch geprägt, dass die wesentlichen Spaltungslinien entlang der sich überkreuzenden Achsen links/rechts und nationalistisch/zentralistisch verlaufen. Im Baskenland ergibt sich daraus jedoch kein gemäßigter, jedoch ein stark polarisierter Pluralismus (...). Zwischen den zwei Gruppierungen, die auf beiden Achsen jeweils die Extermpositionen einnehmen und zusammen immerhin fast 30 % der Wähler repräsentieren, AP/PP und HB, tun sich schier unüberbrückbare ideologische Abgründe auf. Aber auch zwischen den zwei zentripetalen Hauptkonkurrenten PNV und PSE-PSOE ist die politische Distanz zumindest bei der Bewertung der Zentrum-Peripherie-Frage grösser als etwa zwischen Sozialisten und gemäßigten Nationalisten in Katalonien » (Kraus, 1996: 266). Cette situation de fragmentation et de polarisation rend pour les nationalistes modérés la prise de distance avec ETA et sa vitrine légale *Herri Batasuna*, qui représente selon les élections environ 14 à 17 % de l'électorat basque et fait du nationalisme radical un acteur de poids dans

³⁷³ Les négociations se conduisent dans l'atmosphère très tendue d'une tentative de coup d'Etat militaire en Espagne, et sont menées sous les auspices du parti EE, une coalition qui représente aussi l'aile partisane de ETA (pm). Les membres de l'aile partisane sont favorables à un renoncement à la lutte armée, compte tenu des possibilités qu'offre le nouveau Statut d'autonomie pour une continuation de la lutte pour l'indépendance dans un cadre institutionnel. Un relatif succès électoral aux élections de 1980 a également modifié l'équilibre de pouvoir entre les politiques inclus dans EE et la faction militaire d'ETA (pm), et permet aux politiques de faire valoir leur approche. Mees note à ce propos: « Since [the negotiators of EE] were aware of the impossibility of introducing any political claim in the agenda of the talks in the very particular, extremely tense atmosphere in which the talks were taking place, they [renounced the political demands] and tried to achieve what still seemed enormously complicated (...): individual pardons. Furthermore, this decision was backed by a solid argument: the political part of the negotiation had already been achieved previously, the outcome of which was the Statute of Autonomy (...). This new instrument would substitute the armed struggle in the Basques' fight for national sovereignty » (Mees, 2003: 66). La négociation aboutit à un accord et amène à l'auto-dissolution d'ETA (pm) en 1982. La procédure de pardon ainsi négociée amènera à la réintégration d'environ 250 paramilitaires dans la société civile (Mees, 2003: 65).

³⁷⁴ Ceci en partie également parce qu'à l'inverse d'ETA (pm), l'aile militaire continue de dominer l'aile politique d'ETA militaire (voir chapitre 6.3.2.2).

la famille nationaliste, nettement plus malaisée que dans une configuration politique davantage unifiée³⁷⁵.

La relation entre les nationalistes modérés et l'ETA est dès lors caractérisée par une profonde ambiguïté (voir par exemple Lecours [2007] Bew, Frampton et Gurruchaga [2009]). Pour Lecours: « Violence forced the PNV to walk on a tight-rope. On the one hand, an unambiguous condemnation of ETA had the potential to prove costly politically and electorally. The radical organization still evoked positive feelings among Basques during the 1980s as its role in fighting the Franco dictatorship was still remembered fondly. A common view of ETA members was that they were the lost sons of the Basque nationalist family whose methods might be questionable but who held commendable objectives. (...). On the other hand, it would have been difficult to the PNV as a party committed to democracy to push its defence of ETA actions too far, since violence was tolerated by only a minority of Basques » (Lecours, 2007: 97).

Les formations nationalistes au Pays basque semblent dans ce contexte avoir un rôle d'allié ou d'intermédiaire en vue de trouver une solution au conflit armé, sans parvenir à l'inverse ou seulement marginalement à exercer une influence modératrice sur ETA ou à influencer le gouvernement espagnol dans le sens d'une négociation politique au conflit.

Entre 1988 et 1989, des négociations politiques sont entamées entre l'Etat espagnol et ETA. Les éléments qui influencent ce processus sont vraisemblablement les suivants:

- Le gouvernement espagnol se trouve dans une position de force pour la négociation dans la mesure où le PSOE a gagné largement les élections de 1986 et se trouve dans une situation politique avantageuse dominant le parlement et formant un gouvernement d'un seul parti (Mees, 2003: 67).
- A l'inverse, ETA est affaiblie sur le plan militaire en particulier compte tenu d'une coopération renforcée de l'Espagne avec le gouvernement français et une répression accrue sur territoire français où se trouve l'essentiel de ses bases militaires ; l'arrestation du dirigeant d'ETA (m) par la police française en 1986 l'a en particulier affaiblie.
- Les nationalistes modérés signent en 1988 *l'Acuerdo para la Normalización y Pacificación de Euskadi*, plus connu sous le nom de Pacte d'*Ajuria Enea*, qui appelle à la fin de la violence politique et du terrorisme mais également à une solution politique en vue d'éradiquer le terrorisme. En pratique, le pacte représente tant une prise de distance qu'un appel à la négociation avec ETA en vue d'une solution politique.

La négociation échoue toutefois. Deux raisons principales semblent expliquer cet échec. D'une part, le manque de volonté des deux parties de négocier un accord alors que tant l'Etat espagnol qu'ETA n'ont pas abandonné l'espoir de parvenir à faire valoir leur position par une victoire militaire, soit dans les mots de Mees: « the lack of a real willingness of both sets of contenders to embark upon the search for a negotiated settlement, since neither had yet come to the conclusion that a military victory against the enemy was impossible » (Mees, 2003: 70). D'autre part, les objectifs irréconciliables de la négociation pour les deux parties: « The paramilitaries' desire to negotiate directly with the state modifications to the constitutional framework of the Basque Country and, consequently, of the whole Spanish state, was

³⁷⁵ Par ailleurs, dans les années 1980, ETA continue de bénéficier d'un capital de sympathie non négligeable dans la population, même s'il va s'érodant: en 1979, 40 % de la population basque considère les etarra comme des patriotes ou des idéalistes ; cette proportion atteint encore 23 % en 1989 (Llera (1994: 103).

impossible to achieve for any democratic government, rooted in the principles of democratic rule » (Mees, 2003: 70).

L'échec des négociations se traduit par une reprise et intensification de la lutte armée. Les négociations de 1988 et 1989 représentent toutefois un moment clef dans l'histoire du nationalisme radical, d'une part parce qu'elles illustrent du côté d'ETA la domination du mouvement par sa branche militaire et la difficulté ou le manque d'intérêt à formuler des revendications acceptables comme la poursuite d'une stratégie politique subordonnée à la stratégie militaire, d'autre part parce que, dans le contexte de la démocratie espagnole de la fin des années 1980, cette approche apparaît de plus en plus anachronique: « Spain was no longer a centralist dictatorship, nor was the Basque Country a Third World colony, whose frustrated and impoverished inhabitants had nothing to lose and everything to win through armed insurrection. This contradiction between the strategy of revolutionary violent insurrection and the completely different reality of a society that did not fit into the imaginary framework constructed by the paramilitaries turned out to be the seed of a growing separation between violent separatism and Basque civil society » (Mees, 2003: 71).

Tableau 67: Attitude des citoyens basques envers ETA (en pourcentage)

	1981	1987	1996
Soutien total	8	1	1
Soutien critique	4	6	5
Objectifs oui, moyens non	3	12	11
Avant oui, aujourd'hui non	12	19	18
Indifférence	1	2	2
Crainte	1	4	7
Rejet total	23	34	51
Pas de réponse	48	22	5

Source: Mees (2003: 99).

Le soutien d'ETA dans la population s'érode progressivement, comme on peut le constater au tableau 67. La part de la population rejetant entièrement ETA est passée de 23 % de la population entre 1981 à 51 % en 1996. Selon Encarnacion (2008), elle s'établissait en 2003 60 % de la population basque.

Comme on l'a noté, les conditions cadre de la démocratie espagnole rendent de moins en moins crédible la position et stratégie d'ETA pour la majorité de la population basque. Alors que le nationalisme radical a pu durant la transition démocratique profiter d'un capital de sympathie non négligeable auprès de certains secteurs de la société basque – en raison à la fois de l'aspiration à l'autonomie ou l'indépendance et de la méfiance envers les institutions espagnoles –, ce soutien s'étirole à mesure que la démocratie fait ses preuves et que les nationalistes modérés dominent le gouvernement régional. Par ailleurs, la stratégie d'action-répression poursuivie par l'ETA l'amène, dans le contexte répressif espagnol, à une radicalisation toujours croissante de ses actions. Tandis que jusqu'à la fin des années 1980 ses attentats les plus meurtriers ont toujours été perpétrés à l'extérieur du Pays basque ou ont pris pour cible des membres des forces de sécurité, rendant les effets du terrorisme peu visibles pour la population de la région, le mouvement modifie sa stratégie et définit également des

cibles civiles comme légitimes. L'assassinat au Pays basque en 1988 de civils soupçonnés de trafic de drogue par le mouvement, les enlèvements à partir de 1993 d'entrepreneurs basques ainsi que d'un gardien de prison, puis l'assassinat du conseiller municipal Miguel Angel Blanco en 1997 modifient toutefois la donne et donnent lieu à une réaction populaire de masse contre l'ETA au Pays basque³⁷⁶.

La base de données de *l'European Protest and Coercion Data* ne répertorie pas suffisamment d'événements de protestation du contre-mouvement nationaliste pour tirer des conclusions définitives quant à son évolution dans le temps. Parmi les 61 événements de protestation répertoriés au Pays basque entre 1980 et 1995 qui concernent le contre-mouvement basque³⁷⁷, on relève 54 manifestations ou marches, grèves ou débrayages en protestation contre le terrorisme, dont 12 ont réuni 50'000 personnes ou plus, soit une mobilisation élevée contre le mouvement nationaliste radical.

La période de gouvernement socialiste de 1982 à 1996 apparaît comme une période de marginalisation progressive d'ETA dans un contexte répressif. L'organisation possède toutefois un potentiel militaire élevé et il continue de posséder une base de soutien politique non négligeable et de possibilités d'alliance ambiguës avec les autres formations nationalistes.

3) *Le gouvernement du Parti populaire en Espagne (1996-2004)*

En 1996, le Parti populaire prend la tête du gouvernement espagnol³⁷⁸. Le PP ne dispose pas d'une majorité absolue au parlement espagnol et est obligé de s'allier avec les partis nationalistes basque et catalan durant la période 1996-2000. Pour le nationalisme basque modéré, ceci se traduit entre autres par la possibilité de négocier une décentralisation accrue et un renforcement des pouvoirs de la région.

La période se caractérise également par un tournant idéologique du PNV, qui inscrit l'indépendance dans son programme politique, profitant également du contexte politique favorable à l'obtention de concessions du pouvoir madrilène.

En ce qui concerne le nationalisme basque radical, le conflit semble connaître un tournant en 1998, avec la signature du pacte de Lizarra entre le PNV, EA et HB. Le pacte prône une solution politique au conflit basque et des négociations sur la souveraineté du Pays basque³⁷⁹. A la suite de la signature du pacte de Lizarra, ETA annonce un cessez-le-feu. En mai 1999, des contacts sont établis entre le gouvernement du PP et l'organisation en vue de négocier une solution au conflit, mais elles n'aboutissent pas et le cessez-le-feu est rompu par ETA en novembre 1999. Comme dans le cas des négociations de 1988 et 1989, les tentatives de négociation entre le gouvernement de Madrid et le mouvement ETA sont compliquées par une approche centrée sur la question de la sécurité d'un côté et l'activisme paramilitaire de l'autre

³⁷⁶ Le rejet croissant d'ETA est également lié à la *kale borroka*: Darby et Mac Ginty (2000) notent par exemple: « If the street violence has had any effect, it has probably been the increasing ghettoisation of the Basque National Liberation Movement and the growing identification of radical nationalism with the burning of buses, banks, cars and even town halls. This growing identification of violent nationalism with criminality generated a boomerang effect against all those calling for a dialogued solution of the conflict » (Darby & Mac Ginty, 2000: 162).

³⁷⁷ Le contre-mouvement doit être différencié entre l'opposition aux nationalistes, le contre-mouvement d'extrême-droite et le mouvement pacifiste ou opposé au terrorisme. La plupart des actions sont liées à ce dernier mouvement.

³⁷⁸ L'échec des socialistes aux élections de 1996 est en partie lié au scandale du soutien du PSOE aux GAL.

³⁷⁹ Ceci reflète également les préférences exprimées par la majorité de la population basque: selon un sondage réalisé en automne 1997, 65 % de la population basque était favorable à une négociation avec ETA – 43 % considérant un cessez-le-feu comme condition préalable, 22 % ne considérant pas un cessez-le-feu comme condition préalable – et seuls 22 % des sondés étaient opposés à toute négociation avec le mouvement (Darby, Mac Ginty, 2000: 169).

(Mees, 2003: 58). Parmi les éléments qui entravent le processus de paix, on peut citer en particulier: un désaccord entre l'Etat espagnol et ETA sur les objectifs de la négociation, des exigences de trêve comme préalable à toute négociation de l'Etat espagnol s'opposant à une possibilité de négociation d'ETA largement basée sur sa puissance de feu et la faiblesse de l'aile politique d'ETA en regard de son aile militaire.

Après l'échec du processus de négociation, le gouvernement espagnol table sur une stratégie répressive principalement. Le parti HB (devenu entre-temps *Batasuna*) est interdit en 2002, les lois sur le terrorisme sont durcies la même année³⁸⁰, les actions répressives visant à démanteler l'organisation sont intensifiées. Cette politique se traduit par un net succès et une forte diminution de la force de frappe d'ETA à partir de 2002, comme en témoigne une claire diminution des attentats perpétrés par l'organisation à partir de cette date. Les efforts pour éradiquer entièrement l'organisation continuent toutefois d'échouer.

3) Le gouvernement socialiste en Espagne (2004-2011)

L'arrivée au pouvoir des socialistes en 2004 ne marque pas de modifications fondamentales dans la stratégie poursuivie concernant le conflit basque. Le gouvernement maintient une ligne répressive en vue si possible d'éradiquer le mouvement. A partir de 2007 surtout, il enregistre dans ce cadre des succès importants. Le gouvernement semble poursuivre l'objectif de parvenir – par l'arrestation de ses dirigeants – à en finir avec le terrorisme etarra sans solution négociée ; ceci, compte tenu également que la direction d'ETA n'a pas montré jusque là de volonté importante ou durable de négocier un accord.

Ainsi qu'on l'a déjà noté, cette stratégie semble porter ses fruits en 2011, avec l'annonce d'un cessez-le-feu permanent par ETA. Ce cessez-le feu apparaît comme l'effet convergent de plusieurs facteurs d'influence. D'une part, la répression du mouvement par l'Etat espagnol a entraîné l'affaiblissement progressif d'ETA, depuis fin des années 1980 et surtout à partir des années 2000, réduisant très fortement son potentiel militaire ; dans ce contexte répressif, l'organisation a aussi opté pour une stratégie toujours plus radicale, qui a amené un rejet croissant de la majorité de la population pour sa stratégie d'action. D'autre part, la gauche *abertzale* proche d'ETA continue de posséder un capital de soutien non négligeable dans la population, de possibilités d'alliance avec d'autres formations nationalistes et d'un potentiel de recrutement important pour l'activisme radical:

- Le soutien politique à la mouvance ETA ne peut plus s'exprimer directement depuis l'interdiction de *Batasuna*, les analystes ne sont pas d'accord sur le degré de proximité existant entre diverses formations indépendantistes apparues après l'interdiction de *Batasuna* et le programme des etarra ; il apparaît cependant que la coalition *Bildu* intégrant des membres et sympathisants de la mouvance etarra obtenait 25 % des suffrages basques en 2011.
- Les possibilités d'alliance des nationalistes radicaux ont également été mis en évidence lors des élections de 2011 avec la formation de la coalition nationaliste *Bildu*.
- Par ailleurs, le potentiel de recrutement pour l'indépendantisme radical reste élevé ; ETA peut compter sur une frange minoritaire de la population basque prête à soutenir le nationalisme radical (15 % des adolescents basques entre 12 et 16 ans ne rejettent pas ou sont prêts à soutenir la violence (Courrier international, 31.07.2009)) qui représente aussi un mouvement social très ancré dans une certaine subculture basque – où la *kale borroka* est le fait de petites bandes de jeunes issus du même immeuble ou

³⁸⁰ En particulier avec la requalification de la violence urbaine en terrorisme urbain.

du même quartier qui se socialisent à la violence politique et qui ont traditionnellement formé le terrain de recrutement d'ETA pour son activité terroriste.

Ces éléments paraissent centraux pour expliquer que le nationalisme basque radical n'a pu être éradiqué en dépit de la stratégie répressive de l'Etat espagnol et lors de l'annonce par ETA de son renoncement à la lutte armée fin 2011, il n'apparaissait pas clair si le mouvement était effectivement décidé à renoncer définitivement à la lutte armée et à s'insérer dans le jeu démocratique ou s'il engageait par cette décision une période de trêve lui permettant le cas échéant de reformer son aile militaire. Il semble établi pour autant que la stratégie répressive espagnole a, dans une certaine mesure porté ses fruits en évitant de faire des concessions au nationalisme radical (à la différence de la situation irlandaise en particulier), mais n'a pour autant pas réussi à couper ETA de ses bases de soutien.

6.3.5 Le succès du mouvement nationaliste basque

6.3.5.1 Reconnaissance institutionnelle du mouvement basque

Pour apprécier la reconnaissance institutionnelle du mouvement nationaliste basque entre 1975 et aujourd'hui, il est nécessaire de distinguer entre les différentes franges du mouvement basque, soit de manière simplifiée entre le mouvement basque modéré gravitant autour du PNV et le mouvement radical proche ou membre d'ETA.

Comme le mouvement nationaliste catalan, on peut considérer que le nationalisme basque modéré a rencontré une reconnaissance institutionnelle très poussée. Le mouvement nationaliste était illégal sous le franquisme, il s'est transformé dès la transition démocratique en un mouvement politique dominant la société basque. Le principal parti nationaliste, le PNV, a été un interlocuteur incontournable pour la négociation d'un Statut d'autonomie pour la Pays basque avec le gouvernement espagnol de transition démocratique. Dans un deuxième temps, le PNV a dominé le gouvernement régional basque et est parvenu à mettre en œuvre une politique active de défense de la nation basque. Le mouvement basque modéré est devenu un acteur central dans le paysage politique espagnol, compte tenu de son succès électoral à l'échelon régional, mais également des problèmes posés par le nationalisme basque radical.

La trajectoire du nationalisme radical, à l'inverse, est celle d'un processus de radicalisation et de répression menant à son affaiblissement et, le cas échéant, sa disparition sans avoir obtenu de concessions de l'Etat ou de reconnaissance institutionnelle. A la différence de la stratégie britannique, l'Etat espagnol a tablé essentiellement sur la lutte contre le mouvement ETA et son affaiblissement ou disparition progressive – en dépit de diverses tentatives de négociation avec le mouvement (entre autres en 1987 et en 1999). La stratégie du gouvernement espagnol a visé d'abord à un affaiblissement politique et militaire d'ETA par la répression et éventuellement à un processus de négociation dans ce contexte d'affaiblissement. Les nationalistes radicaux ont renoncé à la lutte armée en 2011 sans avoir obtenu de concessions politiques de l'Etat.

6.3.5.2 Autonomie politique

La mesure du succès du mouvement se base sur le Statut d'autonomie du Pays basque de 1979, qui définit ses institutions et relations avec l'Etat central et sur les développements subséquents de l'autonomie de la région.

Le succès du mouvement nationaliste peut se décliner comme suit:

1. Autonomie politique du Pays basque

L'autonomie politique du Pays basque est définie par le Statut d'autonomie de 1979. Dans ses grandes lignes, elle ne diffère pas de celle atteinte par la Catalogne.

Les principales institutions autonomes de la Communauté autonome du Pays basque sont le parlement autonome et le pouvoir exécutif. Le Parlement basque est composé de 75 élus (25 pour chacun des 3 territoires historiques). Les parlementaires élisent en leur sein le chef du gouvernement ou *lehendakari*, qui préside l'exécutif.

Les compétences exclusives de la communauté autonome du Pays basque recouvrent (liste non exhaustive): l'organisation de ses institutions autonomes, la législation électorale intérieure, le régime et statut des fonctionnaires du Pays basque, le droit civil foral écrit ou coutumier, la promotion, le développement économique et la planification de l'activité économique du Pays Basque, certains domaines de l'industrie, les institutions de crédit, le commerce intérieur, la publicité, le défense des consommateurs, les bois et forêts, l'agriculture et l'élevage, la pêche dans les eaux intérieures, l'aménagement du territoire, l'urbanisme, les transports locaux, l'assistance sociale, les fondations et associations locales, la culture, le développement et l'enseignement des beaux-arts, le patrimoine historique et artistique, le tourisme, le sport, etc. Le Pays basque est également compétent pour le développement législatif et l'exécution de la législation fondamentale de l'Etat dans certains domaines, tel l'environnement, l'écologie ou le secteur minier. Enfin, la Communauté autonome est chargée de l'exécution de la législation édictée à Madrid, par exemple en matière de législation du travail, de propriété intellectuelle ou de régime pénitentiaire.

Le Statut d'autonomie a également permis au Pays basque de créer sa propre police autonome, avec des compétences touchant à toutes les activités de police (Mees, 2003: 51).

La liste des compétences décentralisées apparaît ainsi très importante. L'Etat espagnol a néanmoins la possibilité d'imposer une harmonisation des normes édictées par les différentes communautés autonomes d'Espagne, ce qui lui accorde de fait un droit de veto sur certaines décisions de la communauté autonome même dans des matières relevant de sa compétence exclusive, et limite quelque peu la portée de la décentralisation.

2. Reconnaissance de la communauté historique du Pays basque

Le statut d'autonomie du Pays basque fait mention explicitement d'un peuple basque et reconnaît le droit à une organisation particulière du peuple basque en raison de l'identité particulière basque: « Le peuple basque ou Euskal Herria, en tant qu'expression de sa nationalité, et pour accéder à son auto gouvernement, se constitue en Communauté autonome dans l'Etat espagnol sous le nom de Euskadi ou Pays Basque » (Statut d'autonomie, Art. 1). Le Statut d'autonomie reconnaît explicitement ou implicitement le droit du Pays basque à ses signes distinctifs d'identité, comme son drapeau ou sa langue. Pour autant, il faut noter que l'attribution d'un statut d'autonomie à l'ensemble des régions d'Espagne a permis d'esquiver la question de la spécificité basque au profit d'un processus général de renforcement des pouvoirs régionaux (voir aussi chapitre 5.3).

3. Enjeux spécifiques

Le succès du mouvement nationaliste sur les enjeux spécifiques de la langue basque, de l'économie et des questions de territoire et de population peut se décliner comme suit:

Langue basque: Le statut des autonomies de 1979 a octroyé un statut officiel à l'*euskara* au sein de la Communauté autonome du Pays basque. Ce statut a été précisé en 1982 par une loi linguistique (Loi fondamentale de normalisation de l'utilisation de l'*euskara*), qui stipule que les langues officielles dans la Communauté autonome du Pays basque sont l'*euskara* et le castillan, que les pouvoirs publics doivent veiller à ce que personne ne soit discriminé en

raison de sa langue dans la Communauté autonome du Pays basque et qu'ils doivent adopter les mesures opportunes pour s'en assurer. Ces mesures couvrent en pratique trois secteurs, l'administration et parlement, les médias et l'enseignement:

- Les citoyens peuvent utiliser tant l'*euskara* que le castillan dans leurs relations avec l'administration publique du Pays basque. L'administration forme des fonctionnaires bilingues. Les services en basque demeurent cependant peu étendus, aussi pour renforcer sa promotion de l'*euskara*, le gouvernement basque a récemment introduit l'obligation pour les fonctionnaires de parler couramment le basque³⁸¹. Dans les relations avec l'État espagnol, par contre, le castillan reste de mise. Au Parlement, les deux langues officielles peuvent être employées ; l'usage de l'*euskara* reste peu fréquent en pratique.
- La loi prévoit la promotion de l'*euskara* dans les médias. Six stations de radio et une station de télévision transmettent une programmation en langue basque. Il existe également deux quotidiens et divers magazines en langue basque.
- Dans le domaine éducatif, il est prévu que tout élève a « le droit de recevoir un enseignement tant en *euskara* qu'en castillan aux différents niveaux du régime éducatif » (art. 15 Loi fondamentale). Il n'existe pas d'enseignement public unilingue en *euskara*, mais un enseignement bilingue poussé³⁸² a été développé à l'école primaire et secondaire. Compte tenu des divisions de population au Pays basque, si l'*euskara* est devenu une matière obligatoire pour tous les élèves, l'intensité de la formation en basque est modulable (voir Mees, 2003: 48-50). L'Université dispense par ailleurs certains enseignements en *euskara*.

Le gouvernement régional basque a poursuivi une politique active de promotion de la langue basque (voir à ce propos Eichhorst [2004: 154-159]) On considère que les mesures mises en œuvre ont eu un succès non négligeable, et que l'usage du basque s'est accru depuis leur introduction, en particulier parmi les nouvelles générations: le nombre d'enfants de 5 à 14 ans bilingues a par exemple doublé entre 1981 et 1991, de 19.7 % à 38.7 % (Kasper, 1997).

Economie: Le statut d'autonomie du Pays basque prévoit que la Communauté autonome dispose de compétences exclusives en matière de développement et planification économique. De même, le Pays basque se voit attribuer certaines compétences en matière de restructurations industrielles, un des enjeux les plus centraux dans le domaine économique. De ce point de vue, la décentralisation prend en compte la situation économique particulière de la région et les enjeux qui y sont liés. De même en matière fiscale, le Pays basque dispose de compétences décentralisées ; elle est la seule région auquel le statut d'autonomie confère ces compétences (Bew, Frampton et Gurruchaga, 2009: 184).

Territoire et population: En matière territoriale, le statut d'autonomie prévoit que les quatre provinces historiques du Pays basque ont le droit de faire partie de la Communauté autonome du Pays basque. Le territoire de la Communauté autonome du Pays basque pourrait ainsi inclure la Navarre si celle-ci désirait y être incorporée, dans la mesure où la population navarraise entérinerait ce processus dans le cadre d'un referendum (Bew, Frampton et Gurruchaga, 2009: 184). En raison de l'opposition de la majorité de la population navarraise à cette unification, elle n'a pas été poursuivie par le gouvernement autonome basque, quand bien même la réunification des quatre provinces basques constitue un objectif déclaré de l'ensemble de la classe nationaliste. En matière de contrôle des mouvements de population par

³⁸¹ A noter que ces mesures ont été source de tension entre communautés dans la mesure où elles ferment *de facto* les emplois publics aux (Castillans) unilingues.

³⁸² Jusqu'à 16 heures hebdomadaires d'enseignement en langue basque à l'école primaire, jusqu'à 25 heures hebdomadaires au secondaire.

ailleurs, l'immigration et émigration restent de la compétence de l'État espagnol et de l'Union européenne, les compétences attribuées à la communauté autonome sont uniquement indirectes (par le biais de la politique de développement économique, par exemple).

6.3.5.3 Possibilités d'indépendance

Comme on l'a noté au chapitre 5.3.4.3, l'Espagne proclame comme principe fondateur de la Constitution espagnole l'unité et l'indivisibilité de la nation espagnole. Dans le cadre constitutionnel en vigueur, l'indépendance de nations périphériques est exclue d'emblée. L'indépendance éventuelle du Pays basque est possible seulement dans le cadre d'une révision de la Constitution, c'est-à-dire demanderait une acceptation de principe par une majorité des deux tiers du parlement espagnol, une ratification du projet par un nouveau Parlement à une majorité des deux tiers également, et sa ratification définitive par la population espagnole dans le cadre d'un referendum.

Ces conditions très restrictives expliquent l'opposition des nationalistes basques à la ratification de la Constitution espagnole en 1978 et, pour la mouvance indépendantiste radicale, sa réticence à toute forme de négociation avec le pouvoir espagnol, dans un contexte où sa revendication première, le droit à l'autodétermination basque, n'est pas reconnue par le cadre constitutionnel en vigueur.

6.3.5.4 Evolution des valeurs de la société

Le sentiment nationaliste de la population au Pays basque était déjà très présent au début de la période étudiée. Divers sondages réalisés durant la période de transition démocratique montraient environ 45 à 60 % de la population favorables à un statut d'autonomie pour la région ou à la transformation de l'Espagne en État fédéral, tandis que 17 à 24 % des personnes interrogées penchaient pour l'indépendance. Les facteurs influençant les préférences politiques des sondés concernant l'avenir du Pays basque sont très liées à l'identité basque et à la géographie: il apparaît ainsi dans un sondage réalisé en 1977 que les personnes nées au Pays basque et bascophones sont six fois plus susceptibles d'être favorables à l'indépendance que les indigènes non bascophones ou les personnes nées hors du Pays basque (41 % contre 7 % d'opinions favorables à l'indépendance) (Linz, 1986: 106). De même, Guipuzcoa, la région dans laquelle l'identité basque est la plus ancrée (50 % de la population) est aussi celle où le soutien au séparatisme est le plus important. Ceci est illustré au tableau 68 ci-dessous.

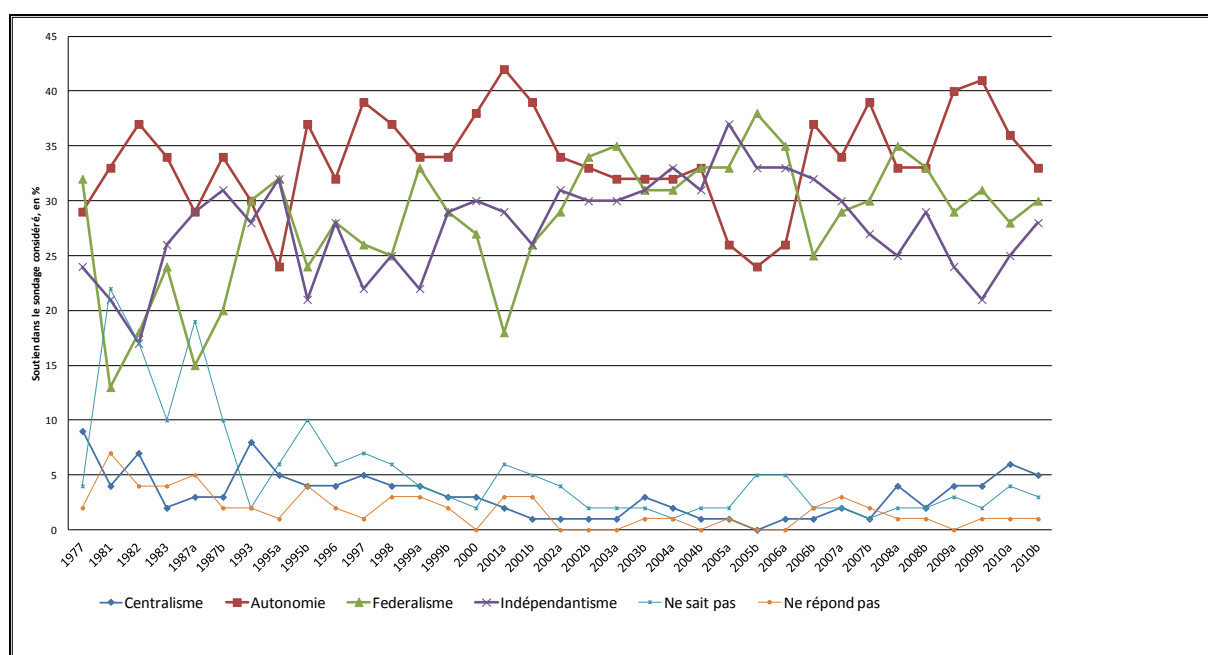
Tableau 68: Attitudes envers le centralisme, l'autonomie, le fédéralisme et l'indépendance dans les 3 provinces du Pays basque et en Navarre en 1977³⁸³

	<i>Alava</i>	<i>Guipuzcoa</i>	<i>Viscaya</i>	<i>Navarre</i> ³⁸⁴
Centralisme	18 %	10 %	16 %	22 %
Autonomie	58 %	39 %	46 %	58 %
Fédéralisme	12 %	21 %	17 %	7 %
Indépendance	5 %	24 %	14 %	4 %
Sans réponse	7 %	4 %	5 %	7 %
<i>Total</i>	<i>100 %</i>	<i>100 %</i>	<i>100 %</i>	<i>100 %</i>

Source: Linz (1986: 101).

Durant l'ensemble de la période, il semble que le soutien aux différentes formes d'organisation institutionnelle pour la région soit resté assez stable au Pays basque, selon les données de sondage collectées régulièrement par l'*Euskobarometro*. On peut considérer qu'il s'est établi à long terme en dessous de 5 % pour le centralisme, autour de 30 à 35 % pour l'autonomie, de 25 à 30 % pour une solution fédérale et de 25 à 30 % pour l'indépendance, comme en témoigne le graphique 69 ci-dessous.

Graphique 69: Attitudes envers le centralisme, l'autonomie, le fédéralisme et l'indépendance au Pays basque entre 1977 et 2010



Source: *Euskobarometro*.

³⁸³ A noter qu'il s'agit ici d'un autre sondage que celui présenté aux tableaux suivants et tiré des statistiques de l'*Euskobarometro*. Pour cette raison, le soutien global aux différentes formes d'organisation politique du Pays basque selon les données de Linz (1986) et de l'*Euskobarometro* pour l'année 1977 ne correspond pas.

³⁸⁴ En Navarre, il est à souligner que le soutien de la population à l'autonomie de la province ne signifie pas une identification au nationalisme basque: le régionalisme navarrais se veut dans la règle intégrée à l'Espagne et refuse une assimilation aux trois provinces basques.

Depuis 1987, des sondages réguliers ont également été effectués par l'*Euskobarometro* concernant le sentiment nationaliste dans la population basque. Pour l'ensemble des sondages réalisés entre 1987 à 2010, la proportion des Basques qui se définit comme nationaliste s'établit autour de 40 %, contre 50 % environ se définissant comme non nationaliste. Le sentiment national semble en d'autres termes relativement stable. Comme on l'a déjà noté, à l'inverse de la situation catalane où le nationalisme s'est imprégné dans l'ensemble de la société, la société basque reste fortement divisée sur la question nationale et les valeurs de la population concernant l'avenir de la région ou leur sentiment national semblent rester stables dans le temps: le Pays basque reste divisé depuis la transition démocratique à part plus ou moins égale entre nationalistes et non nationalistes.

La période 1975-2011 a cependant vu une profonde transformation de la société basque et la nationalisation progressive de cette société en termes de promotion et défense des éléments saillants de l'identité basque. Comme en Catalogne, en regard de la situation prévalant en 1975, où les éléments principaux de l'identité basque, telle la langue, avaient un statut semi-clandestin, la société basque a connu une large nationalisation (Mees [2003: 48-51], Balfour et Quiroga [2007: 138]). A l'égal du parti CiU, le PNV a pu avec succès mettre en œuvre ce processus pendant ses années de domination du gouvernement régional: « Autonomy and its implementation provided considerable resources and instruments for the process of basque nation-building, which has no comparable example in the history of the Basque country » (Mees, 2003: 48). Pour ce faire, le PNV a comme ses homologues catalans utilisé les institutions régionales pour promouvoir la construction nationale et soutenu entre autres une politique linguistique, éducative et culturelle nationaliste en s'appuyant sur le relais d'organisations de la société civile. Le réseau des associations sociales contrôlées par les nationalistes au Pays basque a joué un rôle central dans la diffusion d'une narration nationaliste (Mees [2003], Balfour et Quiroga [2007]). On l'a déjà noté, la Catalogne et le Pays basque se distinguent sur ce point des autres régions étudiées, dans la mesure où les nationalistes ont dirigé durablement le gouvernement régional, pu mettre en œuvre des politiques publiques soutenant leurs objectifs et nationaliser la société dans une mesure beaucoup plus importante durant la période 1975-2011 que les mouvements nationalistes écossais, irlandais ou corse (voir aussi chapitre 8).

6.4 Bilan

La spécificité du mouvement nationaliste basque peut être appréciée comme suit:

1. *Potentiel de mobilisation nationaliste au Pays basque.* Le potentiel de mobilisation nationaliste est élevé: près de la moitié de la population basque se définit comme nationaliste. La majorité de la population soutient des partis défendant une forme ou une autre d'autonomie pour la région, et 55 à 65 % environ soutiennent des partis nationalistes au sens strict (PNV, HB, EE ou EA) aux élections régionales, tandis que le vote nationaliste atteint 30 à 50 % des électeurs aux élections générales espagnoles. Les données disponibles sur les actions de protestation du nationalisme basque montrent également que la question nationale a un potentiel de mobilisation sociale important. Durant la période de transition démocratique, la contestation sociale au Pays basque a été très élevée et s'est globalement définie comme nationaliste. Après la transition démocratique, le nationalisme modéré s'est en partie démobilisé, mais le nationalisme radical est resté très actif. Les données du projet *European Protest and Coercion Data* montrent que, pour la période s'étendant entre 1980 et 1995, plus de 80 % de la protestation sur territoire basque est liée au nationalisme (ainsi qu'environ 8 % aux contre-mouvements, soit pacifistes soit antinationalistes), avec des actions illégales ou violentes dans plus de 90 % des cas. Comme en Irlande du nord, on peut donc considérer le

nationalisme basque très mobilisé à la fois dans sa forme partisane et dans sa forme contestataire. A la différence de la situation irlandaise, cette situation se combine en particulier avec une domination des institutions basques par le parti nationaliste modéré PNV.

2. *Objectifs et stratégies du mouvement nationaliste.* Le mouvement nationaliste basque est fortement divisé. Ses divisions sont pluridimensionnelles, elles concernent entre autres la question confessionnelle, l'indépendantisme et les moyens de l'action politique, lignes de fractures qui opposent les démocrates chrétiens du PNV à la gauche *abertzale* (EA, HB), les autonomistes (PNV jusqu'en 1998) aux indépendantistes (EA, HB, une partie du PNV jusqu'en 1998, puis le PNV à partir de 1998) et les partisans d'un règlement pacifique de la question basque du PNV ou d'EA aux partisans de la lutte armée. Comme en Irlande du nord, le nationalisme modéré se caractérise par une acceptation de fait des institutions espagnoles et la poursuite de ses objectifs par la voie institutionnelle. Le PNV n'est par contre pas clairement positionné sur la question de l'indépendance ni de la réunification des sept provinces basques. Sa position dominante au gouvernement régional basque ne devrait pas l'inciter à rechercher activement l'indépendance, toutefois la concurrence de la gauche *abertzale* l'a aussi amené à défendre cette option. Les indépendantistes sont par ailleurs divisés entre les partisans d'une réunification des provinces basques par la voie institutionnelle ou par la lutte armée.

3. *Les formes de la mobilisation.* Le mouvement basque se caractérise par une combinaison d'un nationalisme institutionnel, représenté par le PNV qui domine le gouvernement autonome, d'une mobilisation modérée (surtout importante durant la transition démocratique, qui a ensuite été transformée surtout dans une mobilisation populaire de la nation sous l'égide du PNV dans des *fiestas*) et d'un activisme violent combinant violence urbaine et terrorisme. Le terrorisme a été très élevé durant la transition démocratique, les attentats ont ensuite diminué mais sont restés nombreux jusqu'à la fin des années 1990 pour se réduire fortement depuis, reflétant surtout la diminution du potentiel militaire d'ETA.

4. *Les étapes du nationalisme basque de 1975 à 2011.* Comme pour le nationalisme catalan, la période de la transition démocratique de 1975 à 1982 a été une période décisive pour le nationalisme basque. Les modérés du PNV ont pu durant cette période obtenir des concessions substantielles de Madrid, concrétisées par le statut d'autonomie de 1979. A la différence des catalans toutefois, le nationalisme basque n'a pas réussi à s'unifier durant cette période et le statut d'autonomie a été rejeté par les nationalistes radicaux. Entre 1979 et 1998, le mouvement ETA a ensuite tenté par la lutte armée de faire avancer la cause indépendantiste au Pays basque dans une situation de rejet ambigu par les partis modérés et dans un contexte de forte répression. En 1998, l'ensemble des partis nationalistes a créé un front commun intégrant le nationalisme radical en vue de faire pression sur Madrid pour l'établissement d'un processus de paix. A la différence majeure de la situation irlandaise, toutefois, cette configuration n'a pas abouti à des négociations suivies entre les parties au conflit. Le gouvernement espagnol a au contraire renforcé son appareil répressif au début des années 2000, interdisant aussi le parti HB, dans un contexte de rejet croissant de la population basque envers le nationalisme radical. Cette stratégie semble avoir porté ses fruits en 2011, avec l'annonce par ETA de son renoncement à la lutte armée. Divers observateurs considèrent toutefois que cette position reflète vraisemblablement un repli tactique d'ETA et, en l'absence de processus négocié, que son retour à la lutte armée ne peut être exclu.

5. *Le succès du mouvement nationaliste.* Les Basques ont obtenu comme les Catalans un statut d'autonomie en 1979. Les nationalistes modérés ont dirigé depuis le gouvernement régional basque sans interruption et, à l'égal de leurs homologues catalans, pu dans ce cadre mettre en oeuvre une politique active de nationalisation de la société. Le nationalisme radical,

par contre, n'a pas obtenu de concessions de l'Etat espagnol: son objectif d'indépendance n'est, selon la Constitution espagnole de 1978, pas recevable. Par ailleurs, le mouvement ETA et sa mouvance politique HB sont interdits et font l'objet d'une forte répression.

7 LE MOUVEMENT NATIONALISTE CORSE

7.1 Histoire de la Corse

Les premiers peuplements en Corse datent d'il y a environ 8'500 ans. En raison de sa position géographique, relativement proche des côtes méditerranéennes, l'île a connu tôt des vagues de migrations régulières, en provenance des côtes italiennes, peut-être également d'Afrique du nord ou du Moyen-Orient. Homère dans l'*Odyssée* comme Hérodote dans ses *Histoires* font déjà mention de l'île de Corse, apparemment peuplée d'éleveurs et chasseurs ignorant l'agriculture. A partir du 6^{ème} siècle av. J.C., les Grecs établissent un comptoir sur l'île (à Alaliê, aujourd'hui Aléria), de même les Etrusques font des incursions fréquentes, plus tard les Carthaginois reprennent la domination du comptoir d'Aléria. La conquête du territoire n'est toutefois entreprise qu'au troisième siècle av. J.C. par les Romains³⁸⁵, qui mettent 150 ans à le contrôler entièrement au terme d'une série de guerres³⁸⁶. La civilisation romaine laisse des traces importantes en Corse: les Romains imposent entre autres le latin et introduisent le christianisme (à partir du troisième siècle de notre ère environ).

Après la chute de l'empire romain, la Corse est un temps byzantine, puis attribuée à la papauté. L'autorité pontificale échoue cependant largement à s'exercer: à l'intérieur l'île fonctionne selon une structure féodale où domine le pouvoir comtal, à l'extérieur des pirates barbaresques alternativement s'installent dans certaines parties de l'île ou procèdent à des razzias sur ses côtes. La Corse reste dans la zone d'influence maure jusqu'au onzième siècle ; leur présence n'a pas pour autant laissé de traces importantes, même si le symbole de l'île, la tête de Maure, y fait référence (il s'agit toutefois d'un symbole inventé au dix-neuvième siècle). Mais la présence maure a donné naissance au mythe de défenseurs 'patriotes' de la Corse, des chevaliers qui auraient combattu les Maures et les auraient bouté hors de l'île, comme le mythique chevalier Ugo Colonna³⁸⁷.

Autour du onzième siècle, la situation change, dans la mesure où les républiques de Gênes et Pise convoitent la Corse comme un relais de leurs activités commerciales, où par ailleurs l'émiettement du pouvoir comtal, l'affaiblissement des Maures, le pouvoir plus théorique qu'effectif de la Papauté laissent aux ambitions de ces deux villes des possibilités de s'affirmer. Elles entrent dans une rivalité à propos de la Corse qui ne s'achèvera qu'au treizième siècle par la victoire définitive des Génois.

La Corse échoit initialement à Pise en 1078. Les Génois effectuent pour leur part des incursions dans l'île, et une guerre intermittente oppose les deux Républiques sur terre et sur mer. A partir de la fin du douzième siècle, l'influence de Gênes ne cesse de s'accroître. Elle s'empare d'abord de Bonifacio dont elle fait un comptoir commercial puis prend petit à petit le contrôle de l'ensemble de la Corse. Les clans féodaux locaux s'allient avec Pisans ou Génois en fonction de leurs intérêts particuliers, ce qui n'empêche pas pour autant les autonomistes actuels de considérer l'un de ces chefs de clans, Sinucello della Rocca, qui en 1290 préside pour une courte période aux destinées de l'île durant la transition entre domination pisane et génoise, comme un précurseur de l'union nationale et représentant du patriotisme héroïque. Certains auteurs leur font écho, ainsi Comby à propos de la défaite

³⁸⁵ La Corse est la première île méditerranéenne conquise par Rome: elle représente un emplacement stratégique dans la lutte que mènent les Romains contre les Carthaginois (guerres puniques du 3ème et 2ème siècle av. J.C.).

³⁸⁶ Les Corses avaient mauvaise réputation parmi les Romains. Sénèque, exilé dans l'île, dit des Corsi: « Leur première loi est de se venger, la seconde de voler, la troisième de mentir, la quatrième de nier les Dieux » (cité par Caratini, 1995: 32).

³⁸⁷ Pour Caratini (1995), le chevalier Colonna est une figure symbolique ne renvoyant à aucune réalité historique.

finale de Sinucello: « (...) il est trop tôt pour qu'un Corse préside aux destinées de la Corse. Mais la tradition met en valeur à juste titre les réformes qu'imposa le nouveau maître [Sinucello della Rocca]: réorganisation de la justice (...), limitation des impôts, nomination des fonctionnaires, bref un embryon d'administration cohérente et *nationale*³⁸⁸ » (Comby, 1978: 25)³⁸⁹.

La victoire de Gênes sur les Pisans fait de la République génoise la première puissance méditerranéenne avec l'Aragon. Les Génois obtiennent de Pise la cession de ses droits sur les seigneurs et châteaux de Corse et deviennent maîtres en fait sinon en droit sur l'ensemble de l'île³⁹⁰. La République conservera jusqu'au dix-huitième siècle son pouvoir sur la Corse.

La domination génoise connaît divers heurts. La difficulté principale consiste dans l'administration d'une région convoitée par plusieurs puissances et dont le contrôle est difficile à assurer, en particulier du fait de l'indépendance des seigneurs locaux et des luttes internes qu'ils se livrent³⁹¹.

En 1453, la République de Gênes cède la gestion de l'île à une compagnie privée, l'Office de Saint-Georges. Celle-ci parvient à la pacifier et à l'administrer de manière satisfaisante. Selon Caratini (1995), la Corse doit d'une part à l'Office de Saint-Georges d'avoir établi la paix civile en cassant ou limitant le pouvoir de seigneurs féodaux locaux jusque là portés à s'allier avec des puissances étrangères pour soutenir leurs luttes particulières et à mener ainsi régulièrement la région à l'anarchie, d'autre part elle lui doit d'avoir mené l'île sur la voie de la prospérité économique en encourageant l'agriculture et le commerce, les deux sources principales de revenu de la Corse à cette période. A noter que l'administration de la Corse par l'Office de Saint-Georges a longtemps été analysée en termes d'exploitation coloniale, particulièrement par les tenants du nationalisme français pour lesquels la domination génoise a été une période d'asservissement et le rattachement à la France, une libération du peuple corse. Les nationalistes corses adoptent aujourd'hui une position nettement plus ambiguë et soulignent parfois – selon une démarche intellectuelle inverse à celle décrite précédemment – les accomplissements de la Corse durant cette période.

En 1553, les Français débarquent en Corse dans le cadre d'un conflit opposant la France et les Habsbourg³⁹². Ils sont aidés dans leurs conquête par des mercenaires dirigés par le Corse Sampieru d'Ornano (surnommé Sampieru Corsu) et s'assurent rapidement le contrôle de l'ensemble de l'île, à l'exception de la ville de Calvi. Lors du traité de paix de Cateau-Cambrésis marquant la fin de cette guerre européenne, la Corse est toutefois restituée à la République de Gênes et les Français se retirent. En 1562, Gênes reprend l'administration directe de la Corse. Pour autant, les troubles ne sont pas achevés, puisque Sampieru Corsu

³⁸⁸ Souligné par nous.

³⁸⁹ Caratini (1995) note au contraire que si Sinucello a effectivement joué un rôle dans l'unification militaire et administrative de l'île, alors pour des raisons qui tenaient à son avantage personnel et sans objectif conscient d'unifier politiquement l'île, sans objectif a fortiori d'unification nationale – une notion tout à fait anachronique au 13^{ème} siècle (voir chapitre 1).

³⁹⁰ La Papauté, qui reste souveraine sur la Corse, cède l'île à l'Aragon, seule puissance susceptible d'inquiéter les Génois.

³⁹¹ Ainsi, les 14^{ème}, 15^{ème} et 16^{ème} siècles voient se succéder une révolte contre le pouvoir seigneurial au milieu du quatorzième siècle, une tentative de prise de pouvoir par un chef local, puis au début du quinzième siècle une tentative – emmenée par un autre seigneur local corse – de l'Aragon de s'approprier l'île, de même que deux tentatives de conquête de l'île au milieu du quinzième siècle, d'abord par un seigneur génois puis par un corsaire catalan.

³⁹² Les Génois sont des alliés de Charles Quint et l'invasion de la Corse, à la fois un moyen pour les Français de les affaiblir et de s'assurer une position militaire stratégique dans une guerre qui a pour cadre principalement la péninsule italienne.

tente à partir de 1564 d'organiser un soulèvement, avec le soutien de et sans doute l'objectif de la conquérir pour le compte du roi de France. Son discours proto-nationaliste, qu'illustre l'extrait suivant: « ... les morts et les vivants doivent se dresser et faire en sorte que nous soyons libérés de cet esclavage. Et encore ! Les esclaves ont la liberté de le dire, et nous en sommes privés. Mais, maintenant, le temps est venu: ne manquez pas de venir nous rejoindre parce que, lorsque vous serez des nôtres (...), vous comprendrez que je ne suis pas venu par intérêt, mais seulement pour libérer ma pauvre patrie » (Sempieru Corsu, cité par Caratini, 1995: 180), lui a néanmoins valu à partir du dix-huitième siècle d'être révééré comme un précurseur du nationalisme corse.

Entre 1562 et 1729, la Corse connaît une période de paix civile et de relative prospérité sous la domination génoise. L'île reste essentiellement tournée vers l'agriculture, surtout la culture du grain et du blé, la viticulture, la production d'huile et de châtaignes, et vers l'élevage. Elle produit aussi du sel et du fer. Par ailleurs l'activité commerciale y est importante, en particulier dans les villes portuaires d'Ajaccio et Bastia. Une bourgeoisie composée essentiellement de marchands génois et corses et de propriétaires terriens domine la société, tandis qu'au bas de la pyramide sociale se trouvent des salariés se louant à la journée et dont une bonne partie est forcée d'émigrer vers Gênes ou la France, souvent pour devenir soldats (ils composent environ la moitié des effectifs de l'armée génoise, par exemple). L'hypothèse d'une exploitation coloniale de la Corse par Gênes, longtemps dominante, est désormais régulièrement mise en doute par les historiens (voir par exemple Renucci, 1997). Certaines mesures prises par Gênes ont clairement favorisé la croissance agricole (mesures de défrichement et reboisement), tandis qu'en parallèle, Génois et Corses étaient traités de manière égale devant la loi (avec quelques discriminations, par exemple une sévère réglementation de l'accès à la fonction publique par les Corses), la culture et les traditions corses tolérés. Alors que les révoltes contre les seigneurs avaient été nombreuses par le passé, pendant deux siècles, l'île ne connaît pas de soulèvements importants.

En 1729 une insurrection fiscale se déclare dans les montagnes près de Corti. La révolte, qui au début ressemble à une simple jacquerie, prend rapidement de l'ampleur et les villes de Corti et Bastia sont mises à sac par les montagnards. L'organisation et le soutien des révoltés restent peu clairs, mais il semble que si une partie des habitants des villes s'allie avec les Génois par peur des pillages, des notables urbains se mettent à la tête de la révolte et assurent que les revendications des insurgés prennent un cours qui leur est favorable. Les notables exigent l'obtention d'avantages³⁹³ pour collaborer au maintien de l'ordre et menacent de proposer sinon la souveraineté sur la Corse à une autre puissance. Gênes cède à une partie des revendications, parallèlement réprime la révolte dans le sang et parvient à ramener l'ordre autour de 1732.

Dès 1733, toutefois, des troubles renaissent. En 1735 les chefs de la rébellion déclarent l'indépendance de la Corse – soulignant l'indépendance vis-à-vis de Gênes et non l'indépendance nationale – et rédigent une première Constitution corse, la première constitution démocratique des temps modernes (Culioli, 1996). Un aventurier allemand, Theodor de Neuhoff, débarque en Corse en 1736 et prend la tête de l'insurrection, puis le statut de roi sous le nom de Theodor Ier³⁹⁴.

³⁹³ Notamment: constitution d'un ordre de la noblesse corse, accession des Corses aux évêchés et abbayes, droit d'exportation vers Gênes des produits agricoles corses, diminution des impôts et droit de cabotage.

³⁹⁴ A noter que c'est à Theodor Neuhoff que les Corses doivent l'importation de la tête de Maure, symbole originellement aragonais. D'après Antonetti: « Théodore de Neuhoff se faisait partout accompagner, dans sa marche triomphale à travers la Corse d'un portrait où il figurait en tenue d'apparat. Au bas de ce portrait figurait un blason ainsi conçu: au centre, un écu carré surmonté d'une couronne royale, elle-même surmonté d'un globe.

Compte tenu de sa situation stratégique en Méditerranée, la situation de l'île de Corse intéresse l'ensemble des Etats européens. En particulier, la France est intéressée à s'assurer la domination de l'île, dont la position stratégique est importante pour la politique coloniale française. Selon Caratini (1995), le ministre des affaires étrangères français de l'époque, Chauvelin, favorise dès lors les révoltes populaires en Corse de même qu'il agit sur le front diplomatique auprès de Gênes en vue d'obtenir à terme le contrôle de l'île. Il faudra environ un tiers de siècle à la France pour réaliser ce projet, entre une première intervention en 1737 et la victoire définitive sur Pascal Paoli à Ponte-Novu en 1769.

En 1737, les Français interviennent en Corse avec l'accord de Gênes et matent l'insurrection. Ils se retirent ensuite (en partie) de l'île qui se voit envahir peu après par des troupes anglo-austro-sardes³⁹⁵, finalement repoussées par les Génois, tandis qu'une troisième insurrection éclate.

La troisième rébellion corse ressemble aux précédentes: elle est dirigée par des notables, tandis que les troupes sont surtout des paysans, bergers ou montagnards, qui réclament leur indépendance de Gênes et la mise à leur tête d'un monarque (ils proposent par exemple Don Carlos d'Espagne) ainsi que divers privilèges. Il ne s'agit donc pas d'une révolution nationale au sens moderne du terme. Cette insurrection voit l'île de Corse occupée d'une part par des troupes corses insurgées sous la direction d'un chef corse, Gaffori, d'autre part par des troupes françaises, tandis que la République de Gênes joue de plus en plus un rôle d'arrière-plan.

Gaffori est assassiné en 1753, et deux ans plus tard c'est un autre chef corse, Pascal Paoli (fils d'un des chefs de l'insurrection de 1733) qui prend la tête de la révolte et amène pour une courte période la Corse à l'indépendance. Le règne de Pascal Paoli durera de 1755 à 1769, marqué par une lutte sur tous les fronts (contre un autre clan corse, celui des Matra, contre les Français et contre les Génois) et par une domination très partielle de l'île de Corse (s'il est élu général de la nation en 1755 et parvient à rallier successivement Aléria, Corte, l'île Rousse, le Cap Corse, le sud de la Corse, Paoli échoue par contre à conquérir les villes littorales d'Ajaccio, Bastia ou Bunifaziu). Néanmoins, Paoli reste salué par les nationalistes corses comme le père de la nation (les Corses l'appellent *U Babbu*, le père) et comme le personnage le plus important de l'histoire corse. Ce rôle s'explique à la fois par l'importance symbolique qu'a pris la seule période d'indépendance qu'ait connu l'île et aussi par le fait qu'il s'agit d'une indépendance revendiquée comme nationale.

Parmi les apports de Paoli, on notera la rédaction d'une Constitution qui instaure des institutions représentatives démocratiques: le pouvoir législatif est détenu par une Assemblée générale élue par l'ensemble des électeurs de plus de 25 ans ; le pouvoir exécutif est assuré par un Conseil d'Etat composé de membres élus. Il s'agit, de fait, d'une démocratie tempérée: le droit de vote est restreint aux seuls chefs de famille, toutes les charges importantes ou secondaires sont réservées aux notables, tandis que le Conseil d'Etat est dirigé par un général désigné à vie. Néanmoins, au milieu du dix-huitième siècle, il s'agit d'une expérience nouvelle, qui intéressera beaucoup les cercles progressistes européens³⁹⁶. Les nationalistes

Dans l'écu, une tête de Maure, tournée vers la droite de celui qui la regarde, portant un bandeau sur les yeux, noué derrière la tête. (...) C'est donc à ce 'roi d'opérette', à cet aventurier qui ne régna que six mois que l'on doit la présence de la tête de Maure sur le drapeau officiel de la Corse. » (Antonetti, 1990). C'est toutefois Pascal Paoli (qui donnera en 1760 à la tête de Maure le statut d'emblème officiel de la nation corse.

³⁹⁵ Dans la guerre de succession d'Autriche qui déchire alors le continent européen, la Corse est un enjeu territorial.

³⁹⁶ Paoli est en contact avec Jean-Jacques Rousseau, qui entreprend en 1765 un *Projet de Constitution pour la Corse*.

corses soulignent aujourd'hui que l'expérience paolienne aurait inspiré les révolutions américaine et française signifiant ainsi, indirectement, que la Corse serait la plus ancienne nation – au sens civique du terme, voir chapitre 1 – d'Europe (l'île de Corse, « berceau d'un rêve démocratique » selon les mots de Culioli, 1996:14). Hors la Constitution, Paoli introduit d'autres réformes notables (qu'il n'aura pas toujours l'occasion de mettre en œuvre), telle la création d'écoles publiques élémentaires dans toutes les régions et villages, la création d'une Université à Corte ou l'introduction d'un service militaire national.

En 1768, Gênes cède l'île de Corse à la France. Le traité de Versailles du 15 mai 1768 liant les deux Etats stipule que la France reçoit la souveraineté de la Corse pour dix ans en échange d'un subside annuel qu'elle paie à la république génoise. En pratique, il s'agit d'une vente de territoire plutôt que d'une cession provisoire de souveraineté, car dès signature du traité il apparaît très improbable que les Génois soient un jour à même de racheter l'île. Paoli déclare la guerre à la France, une guerre inégale où l'armée corse peut compter sur environ 12'000 hommes contre 50'000 pour l'armée française, qui fait plus de 4'000 morts et s'achève par une bataille sanglante au Ponte Novu le 8 mai 1769. L'indépendance corse a vécu, Paoli et une partie de ses hommes s'exilent d'abord vers Livourne, puis vers l'Angleterre.

La Corse est désormais gouvernée par la France, qui reconnaît ses particularités et maintient ses institutions. L'île possède le statut de 'Pays d'Etats', c'est-à-dire qu'en pratique elle fonctionne de manière largement autonome selon ses institutions, traditions et coutumes locales. L'effet le plus notable de la domination française est une extension de l'appareil administratif, les emplois ainsi créés servant également à s'attacher la fidélité de la population locale. Diverses mesures sont également introduites pour s'assurer l'appui et, à terme, la francisation des notables locaux.

La Révolution modifie cette situation en balayant largement les particularismes locaux. En 1789, la France annexe le territoire corse (dont elle n'était jusque là que l'occupant, selon le traité de Versailles), en 1790 elle modifie la structure administrative de l'île et en fait un département unique. Paoli, rentré en Corse et d'abord rallié à la Révolution, s'oppose rapidement aux dirigeants révolutionnaires et recommence de militer pour l'indépendance, puis lance une rébellion qui s'achève par la création d'un royaume anglo-corse en 1794. Dès 1796, toutefois, les Français reprennent l'île. A nouveau, les troubles se succèdent. Sous le règne de Bonaparte, on notera surtout une forte répression contre les tentations indépendantistes ou autonomistes subsistant encore et une politique de francisation de l'île. Il semble que l'Empereur, en dépit de ses origines corses, n'ait pas joui d'une popularité particulière³⁹⁷. Les Corses accueillent dans leur majorité positivement la Restauration, qui signe le retour d'une période pacifiée – à partir de 1816, la Corse connaîtra la paix sur son territoire³⁹⁸.

Le dix-neuvième siècle est une période de relative prospérité économique (Labro, 1977). Depuis 1802, les barrières douanières entre la France et la Corse ont été abolies, par ailleurs, les gouvernements qui se succèdent s'emploient – avec plus ou moins d'intensité et de succès – entre autres à moderniser l'agriculture, à améliorer les transports terrestres et maritimes, à installer des structures scolaires dans l'île, à lutter contre le banditisme. Durant le règne de Napoléon III, surtout, le développement économique de l'île constitue un souci réel du pouvoir français. Plusieurs facteurs handicapent toutefois la croissance, entre autres l'apparition à partir de 1830 du clanisme sous sa forme contemporaine, c'est-à-dire la

³⁹⁷ On rappelle souvent qu'à la chute de Napoléon en 1814, la population d'Ajaccio précipite dans la mer le buste de l'Empereur et hisse le drapeau de lis de la monarchie.

³⁹⁸ Hors la libération de l'île durant la deuxième guerre mondiale, qui s'est toutefois soldée par des combats peu importants.

domination de la politique corse par quelques familles qui distribuent privilèges et fonctions étatiques aux membres de leur clan.

A la fin du dix-neuvième siècle, l'économie corse échoue à prendre le tournant industriel, parce que l'île présente des caractéristiques structurelles (difficultés d'accès, taille restreinte du marché intérieur, etc.) qui handicapent un décollage industriel, également parce que l'impulsion nécessaire à ce décollage lui manque (entre autres: faiblesse de l'investissement public dans l'île, surtout à partir de la IIIème république, existence de tarifs douaniers désavantageux³⁹⁹ qui entravent les exportations, paralysie institutionnelle du fait du système clanique). Par ailleurs, l'agriculture corse, concurrencée par les produits français, décline fortement. La fin du dix-neuvième siècle est ainsi marquée par une grave crise économique, qui se traduit par un exode important de la population vers la France métropolitaine, l'Amérique ou les colonies. Un rapport sur la situation de la Corse fait en 1908 note qu'il n'y a en Corse « ni industrie, ni commerce, ni agriculture » et que « ni la Bretagne, ni les Hautes-Alpes, ni peut-être aucun pays d'Europe, ne peuvent donner une idée de la misère et du dénuement actuels de la Corse » (cité par Caratini, 1995: 318).

La IIIème République est restée dans la mémoire corse comme une période de domination française défavorable aux intérêts de l'île. Caratini (1995) parle de colonialisme pour la période 1870-1940, considérant qu'elle a été caractérisée par une atteinte à la culture corse et une gestion économique et un fonctionnement des institutions de type colonial. En matière culturelle, Caratini considère que l'île a été progressivement 'décorsifiée' sans être vraiment 'francisée': en particulier, la langue corse, considérée comme un simple patois et combattue plus ou moins activement⁴⁰⁰, régresse fortement.

Les attaques contre la langue corse sont à l'origine d'un réveil culturel à la fin du dix-neuvième siècle. Des intellectuels tentent de développer une littérature corse assurant la pérennité d'une langue jusque là avant tout orale (Dressler-Holohan, 1993). La défense de la spécificité corse prend également une tournure plus politique. Vers 1900 est fondé un parti corse, qui revendique une amélioration de l'économie, en particulier de l'agriculture et des transports, et agite la possibilité de l'indépendance si la France continue de ne pas se soucier de l'état de la Corse. Les revendications politiques et culturelles sont relayées par diverses parutions en corse, tels le journal *Corsica* et l'hebdomadaire *Tramuntanula*. Le mouvement reste toutefois circonscrit à une faible minorité de la population.

Le mouvement nationaliste de l'entre-deux-guerres compte des autonomistes, réunis autour du parti *U Partitu Corsu D'Azione*, et une mouvance d'extrême-droite, autour du mouvement *A Muvra*, puis du mouvement dit 'corsiste'. Si la défense des intérêts corses est plutôt autonomiste dans les années 1920, le mouvement se radicalise ensuite. Par ses dogmes, le nationalisme corse est proche de Charles Marras et de l'Action française: il est hostile à la démocratie et à la république, il aspire à un régime autoritaire, il défend l'idée d'une société opposant les groupes humains selon leur race ou appartenance biologique plutôt que selon les classes ou groupes sociaux (Pellegrinetti et Rovere, 2004: 245). Dans les années 1930, le mouvement montre toujours plus de sympathie pour le fascisme italien et développe un discours irrédentiste, qui ne bénéficie pas de beaucoup d'appui dans la population corse⁴⁰¹

³⁹⁹ Le traité de libre-échange que la France passe avec l'Angleterre en 1860 oublie apparemment la Corse.

⁴⁰⁰ Voir la devise inscrite dans les écoles primaires au début du vingtième siècle: « Il est interdit de cracher par terre et de parler corse ».

⁴⁰¹ En témoignent par exemple les manifestations de protestation qui rassemblent en tout plus de 50'000 personnes en Corse en novembre 1938, en réaction à des propos annexionnistes tenus devant le Parlement italien par le comte Ciano, ministre des affaires étrangères italien (Pellegrinetti et Rovere, 2004: 294).

(Pelegrinetti et Rovere, 2004: 292). La deuxième guerre mondiale balaie le nationalisme, la Corse s'engageant clairement du côté de la république.

La cause nationaliste est marginale au lendemain de la deuxième guerre mondiale, également compte tenu que les sympathies fascistes de ses représentants d'avant-guerre ont fait perdre sa légitimité au mouvement. Toutefois, à partir des années cinquante, la Corse connaît une renaissance de la contestation sociale. La politique de la France consistant, à partir de 1955 environ, à faire de la Corse une des destinations prioritaires pour les Français rapatriés des colonies, tandis que l'île continue de stagner économiquement, est le ferment principal de la contestation⁴⁰². La protestation, qui se traduit par exemple par le refus de payer ses impôts, s'organise essentiellement autour d'associations comme le Groupement pour la Défense des Intérêts Economiques de la Corse (DIECO), le Comité d'Action et de Promotion de la Corse (CAPCO), le mouvement du 29 novembre 1959, plus tard le Centre d'études et de défense des intérêts de la Corse (CEDIC), qui ont en commun de se préoccuper avant tout des intérêts économiques de l'île et de dénoncer l'indifférence de la France et son manque d'effort à développer le potentiel économique corse. Ces associations ne formulent pas de revendications culturelles particulières, elles sont essentiellement régionalistes et non pas autonomistes dans leurs aspirations. La mouvance autonomiste reste très marginale au début des années 1960, réunie autour d'un mouvement étudiant d'inspiration socialiste, qui édite un journal, l'Union corse. De la fusion du mouvement étudiant et du CEDIC naît en 1966 le Front régionaliste corse. En 1966 également commence de paraître le premier hebdomadaire nationaliste en Corse, *Arriti* (Debout), édité par les frères Simeoni. Un an plus tard, ils fondent l'*Action régionaliste corse* (ARC). La plupart des actions de protestation du nationalisme corse entre 1967 et 1975 sont le fait de l'ARC, qui mène d'abord des campagnes de désobéissance civile, puis à partir de 1973 diverses occupations illégales et attaques contre des organismes publics et des privés.

Au début des années 1970, le malaise corse que relayaient de manière confidentielle les groupes cités précédemment prend une place dans l'espace public et trouve pour la première fois un écho dans la population. L'évènement déclencheur est l'affaire dite des boues rouges. En 1972, les déchets toxiques déversés au large de Bastia par une entreprise italienne, la Montedison, soulèvent l'indignation de la population. Cette affaire prend rapidement un tournant nationaliste. Des manifestations de protestation tournent à l'émeute à Bastia. Les meneurs du mouvement sont emprisonnés, puis relâchés suite à une grève générale qui paralyse l'ensemble de l'île. En août 1973, par ailleurs, le mouvement de défense culturelle corse organise une Université d'été à Corte (autour du thème de la langue corse, surtout). A cette occasion, le mouvement antipollution et le mouvement culturel se rejoignent, proclament conjointement la volonté d'autonomie du peuple corse. L'année 1973 marque un tournant, tant par l'écho que prend le problème corse dans la population qu'en raison de la modification qualitative des défenseurs du particularisme local: à partir de ce moment-là, la question corse est envisagée par ses défenseurs comme une question nationale devant trouver sa résolution dans la Constitution française au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (Pellegritini et Rovere, 2004: 467-68).

La lutte armée fait son apparition dès 1973, menée par deux mouvements clandestin, le *Fronte Paesanu Corsu de Liberazione*, qui plastique entre autres un bateau de la société

⁴⁰² Le rapatriement de colons devient massif surtout à partir de 1962, lors de l'indépendance de l'Algérie. D'une part, les Corses étaient surreprésentés parmi les pieds noirs, d'autre part la Corse, le sud de la France et Paris constituent 'naturellement' une destination privilégiée par les pieds noirs rapatriés, enfin le gouvernement français encourage activement leur installation sur l'île.

Montedison, et *Ghjustizia Paolina*. L'ARC commet également des actions illégales et violentes⁴⁰³.

En 1975, Aléria est le théâtre du premier incident mortel du nationalisme corse. Une cinquantaine de militants de l'ARC occupent illégalement la cave d'un négociant en vin rapatrié d'Algérie, accusé d'avoir bénéficié de prêts du gouvernement français et d'avoir mis sur pied une escroquerie au détriment de producteurs vinicoles corses. L'action des nationalistes se veut une dénonciation de la politique du gouvernement français à l'égard des rapatriés et de la spoliation des Corses, plus généralement une dénonciation du colonialisme français. La France réagit par l'envoi massif de gendarmes qui assiègent les militants. Après une tentative de négociation, c'est l'affrontement, qui se solde par la mort de deux gendarmes. Le chef des nationalistes, Edmond Simeoni, est arrêté⁴⁰⁴, tandis que l'île s'enflamme, surtout dans la région de Bastia. Le bilan définitif sera de trois morts et de dizaines de blessés, sans compter des dégâts matériels considérables.

Les événements d'Aléria marquent un tournant pour le mouvement. Par leur retentissement, ils permettent aux revendications corses d'acquérir une légitimité nouvelle⁴⁰⁵. Certaines revendications du mouvement, par exemple l'introduction d'un statut particulier, sont reprises par les partis nationaux de gauche. L'*Union du peuple corse* des Simeoni, qui a succédé à l'ARC dissoute en 1975 et s'attache à défendre une projet réformiste et modéré, prend une position dominante au sein du mouvement nationaliste (Briquet, 1997). D'autre part, Aléria marque une radicalisation d'une frange du mouvement nationaliste et un accroissement de la violence. Le *Fronte Paesanu Corsu di Liberazione* et *Ghjustizia Paolina* fusionnent en 1976 et donnent naissance au *Front National de Libération de la Corse* (FLNC), qui occupera l'avant-scène de la contestation violente avec une rhétorique (séparatisme et non plus autonomisme), et une stratégie (multiplication des attentats contre les symboles du colonialisme français au cours de 'nuits bleues'⁴⁰⁶) radicales: entre 1976 et 1980, le nombre moyen d'attentats perpétrés chaque année s'établit à plus de 350. L'activisme du FLNC et des associations légales proches de celui-ci assure aux tenants de la lutte armée une influence grandissante au sein du mouvement nationaliste à partir de la fin des années 1970, et une compétition croissante avec les modérés de l'*Union du peuple corse*. A partir de 1977 apparaît par ailleurs un mouvement anti-séparatiste, FRANCIA, qui multiplie les attentats contre les intérêts nationalistes (plasticage des locaux de l'ex-ARC, attaques contre des dirigeants nationalistes, etc.).

Le début des années 1980 voit le mouvement nationaliste enregistrer quelques modestes succès. En particulier, le gouvernement français introduit en 1982 une réforme du statut de la Corse (voir aussi chapitre 7.3). La décentralisation concédée est d'ordre administratif essentiellement, mais son effet est aussi d'affaiblir quelque peu la mainmise des clans sur la politique insulaire⁴⁰⁷. A la suite de la réforme du statut de la Corse, les différentes factions

⁴⁰³ Durant les années 1960 ont déjà été perpétrées diverses attaques mineures contre des installations touristiques ou les biens de rapatriés. Ces actions n'ont pas été revendiquées mais sont souvent attribuées à l'ARC (voir p.ex. Pellegritini et Rovere, 2004: 471).

⁴⁰⁴ Edmond Simeoni sera condamné à 5 ans de prison dont 2 avec sursis.

⁴⁰⁵ A noter la légitimité auprès de la population corse: selon un sondage SOFRES réalisé après les événements, 60 % des sondés considèrent le gouvernement seul responsable de la tragédie d'Aléria, tandis que pour 62 % des personnes interrogées l'occupation illégale de la cave par l'ARC était justifiée (cité par Pellegrinetti et Rovere, 2004: 497-98).

⁴⁰⁶ On appelle ainsi les nuits où sont pratiqués des attentats en série.

⁴⁰⁷ Les élections à l'Assemblée de Corse fonctionnent à partir de 1982 selon un système électoral plus ouvert qui limite le monopole des réseaux claniques sur le politique (Briquet, 1997).

nationalistes s'insèrent dans le jeu électoral⁴⁰⁸ et obtiennent ensemble 11.6 % des suffrages en 1984.

Le début des années 1980 voit le mouvement corse se radicaliser. La frange radicale exerce une domination croissante, les conflits internes se multiplient à partir de 1983 environ (avec l'assassinat d'un militant du FLNC), pour se poursuivre en 1989 par l'éclatement du FLNC et sa scission en trois branches distinctes, A Cuncolta Naziunalista, dont le bras armé est le FLNC canal historique, Acculta Naziunale Corsa (ANC), dont la faction armée se nomme Resistanza, et le Mouvement pour l'autodétermination (MPA), dont la faction armée est appelée FLNC canal habituel. A partir de 1990, ces factions s'affrontent et multiplient les attaques contre les membres ou alliés de l'adversaire, un conflit qui se solde par nombre de morts et qui affaiblit et délégitime fortement le mouvement ; cet affaiblissement est encore renforcé par la dérive mafieuse des groupes armés (voir également chapitre 7.3). D'après plusieurs auteurs, le gouvernement français a clairement encouragé les scissions et affrontements du mouvement en jouant une faction corse contre l'autre, de même qu'il en aurait encouragé les tendances mafieuses (voir par exemple Culioli, 1996).

La violence interne au mouvement nationaliste, si elle affaiblit le mouvement et limite ses soutiens, va paradoxalement de pair avec une amélioration de sa position de négociation auprès de gouvernement français. Pour Pellegrinetti et Rovere (2004), le gouvernement a clairement instrumentalisé le mouvement nationaliste: A la fin des années 1980, signe aussi de l'affaiblissement des organisations nationalistes, la lutte sociale s'est déplacée sur d'autres terrains, en particulier syndical. En 1989, une grève générale de la fonction publique paralyse l'île pendant 10 semaines et s'accompagne de manifestations massives, les plus importantes qu'ait connu l'île jusque là (15'000 participants). Le gouvernement socialiste, en vue d'affaiblir le mouvement syndical, propose de replacer les revendications (essentiellement salariales) dans la question du développement économique de l'île et de son statut politique et s'allie avec les syndicats proches du FLNC qui constituent un front antigreviste.

Le gouvernement français reprend ainsi à son compte, à partir de la fin des années 1980, la question de l'autonomie de l'île. En 1991 est adoptée la 'réforme Joxe', qui propose un nouveau statut pour la Corse.

Aux élections territoriales de 1992, consécutives à l'adoption du nouveau statut de la Corse, les nationalistes regroupés dans une liste commune, *Corsica Nazione*, remportent 24.8 % des voix. Pour Pellegritini et Rovere (2004), ce score est aussi à mettre au compte d'une large diffusion par l'Etat français de la question corse, soudain réputée acceptable sur le plan institutionnel. Dans la foulée, les notables traditionnels qui s'étaient jusque là opposés au nationalisme (ils ont par exemple combattu la réforme Joxe) entreprennent également de teinter leur position d'une défense du particularisme corse.

Les années suivantes verront se développer un consensus des partis en place à l'échelon national et local concernant la spécificité de l'île et la nécessité d'accroître la décentralisation en Corse. Les représentants du mouvement nationaliste et des partis nationalistes, vitrine légale de groupes armés ou proches de ceux-ci, sont petit à petit intégrés dans le réseau des notables. En même temps, la violence des groupes armés se maintient, leurs querelles internes

⁴⁰⁸ Les nationalistes radicaux ne participent pas aux élections de 1982, considérant que le statut particulier « ne vise qu'à préserver le colonialisme français en l'habillant de neuf » (cité par Briquet, 1997: 251), mais ils constituent une liste électorale dès les élections de 1984.

également⁴⁰⁹, et la violence apparaît comme un moyen routinier d'être intégré dans la négociation avec l'Etat français. Ce type de stratégie trouve son exemple symbolique le plus saillant début 1996, lorsque la Cuncolta organise une conférence de presse 'clandestine' à Tralonca où environ 450 à 600 nationalistes se présentent cagoulés et armés, pour annoncer leur acceptation de négocier avec le gouvernement, une démonstration de force bafouant publiquement (même les forces de sécurité françaises sont présentes) l'Etat de droit, mais tolérée par le gouvernement. La démonstration armée de Tralonca délégitime toutefois de manière si forte et publique les négociations entre gouvernement et groupes armés qu'elle marque un coup d'arrêt de celles-ci.

En février 1998, le préfet Claude Erignac est assassiné. Ce meurtre donne lieu à des manifestations massives contre la violence à Bastia et Ajaccio. De même, les nationalistes enregistrent un important recul électoral aux élections territoriales de 1998, recul perçu comme une sanction claire de la dérive du mouvement. Suite à l'assassinat Erignac, les négociations peinent à reprendre entre nationalistes et gouvernement. Pour autant, si l'on en croit Rossi et Santoni (2000), elles n'ont jamais été complètement interrompues. En 1999, l'Etat français lance une large consultation informelle dans l'île, prenant contact avec les milieux politiques, socioprofessionnels, nationalistes et clandestins. Les clandestins sont toutefois suffisamment affaiblis pour n'avoir plus réellement d'influence politique sur le processus, tandis que le discours nationaliste ou du moins corsiste a été intégré par les institutions et nombre de militants se sont fait leur place dans le réseau notabiliaire. L'Etat entame ensuite en décembre des discussions à Matignon, qui donnent le coup d'envoi d'un nouveau processus de réforme du statut de la Corse.

Le 6 juillet 2003 est organisé un referendum sur la modification de l'organisation institutionnelle de la Corse. Il est largement soutenu par les partis gouvernementaux du continent, de même que par la majorité des partis corses et par les nationalistes. Il se solde néanmoins par un refus des insulaires d'entériner le nouveau statut par 51 % des suffrages exprimés (54'967 oui contre 57'205 non). Depuis 2003, le statut de la Corse n'a plus évolué. Les rapprochements et dissensions ont continué de marquer les relations entre les différentes factions nationalistes partisans de la lutte armée et des attentats nationalistes restent régulièrement perpétrés, mais dans une lutte de faible intensité compte tenu de l'affaiblissement du mouvement radical. Après une période de discrédit du mouvement nationaliste auprès de la population surtout à la fin des années 1990 – entre autres après l'assassinat du préfet Erignac –, le mouvement nationaliste modéré semble reprendre un certain élan. Les dernières élections régionales ont vu les différents partis autonomistes et indépendantistes totaliser plus de 35 % des suffrages. Par ailleurs, un sondage effectué par Ifop en 2008 montre à nouveau une courte majorité de la population en faveur d'un statut particulier pour l'île, témoignant d'une remontée de l'autonomisme dans la région (cité par le Nouvel observateur, 1.10.2008). Dans la mesure où les problèmes qui avaient amené la mobilisation autonomiste initialement – tels le clanisme et le déficit démocratique dans l'île, le sous-développement de la Corse et les problèmes d'environnement – n'ont pas trouvé de solution, le potentiel de soutien à un mouvement reprenant les revendications initiales du nationalisme corse semble toujours donné dans l'île.

⁴⁰⁹ Les scissions continuent de se multiplier entre 1995 et 1999: fondation de Fronte Ribellu par des militants de la Cuncolta, de Corsica Viva par des militants du MPA, fondation également d'Armata Corsa et du Front patriotique corse.

7.2 Identité et spécificités de la Corse

La Corse est une région à forte identité régionale. Un sondage réalisé en 1998 montre qu'il s'agit de la région de France où l'identité territoriale est la plus ancrée: plus de la moitié des habitants de Corse se sentent très fiers d'appartenir à leur région et près de la moitié, très proches des habitants de leur région.

Tableau 70: Identité régionale en Corse en 1998

	<i>Corse</i>	<i>France</i>
Se sentent très proches des habitants de leur région	46 %	19 %
Ont beaucoup d'intérêts communs avec les habitants de leur région	46 %	26 %
Se sentent très fiers d'appartenir à leur région	55 %	34 %

Source: OIP/Conseils régionaux 1998, cité par Dargent (2001: 798). Les questions posées dans le sondage sont: « Diriez-vous que vous vous sentez très proche, assez proche, pas très proche, pas proche du tout des habitants de votre région ? », « Diriez-vous que vous avez beaucoup, assez, peu ou pas d'intérêts en commun avec les habitants de la région X ? », « Diriez-vous que vous êtes très fier, plutôt fier, plutôt pas fier, pas fier du tout d'être de la région X ? ».

La spécificité corse se décline en des particularités culturelles, également liées à son histoire (voir chapitre 7.1) et à sa situation géographique insulaire, ainsi que des particularités économiques et des problèmes spécifiques de migration qui la distinguent de la métropole.

La dimension territoriale de l'identité corse

La Corse est la plus petite des îles de la Méditerranée occidentale avec une superficie de 8'680 km², soit moins de 2% de la superficie du territoire français. Sa population atteint 255'000 habitants, c'est-à-dire environ 0.5 % de la population française. Avec 30 habitants environ au km², il s'agit de région la moins densément peuplée de France. La population, très inégalement répartie, se concentre principalement dans les deux grands centres urbains (Ajaccio, Bastia) et dans les communes périphériques, tandis que le centre de l'île est peu peuplé et perd des habitants. Administrativement, la Corse est une région française, divisée en deux départements (de Haute-Corse et de Corse-du-Sud).

L'insularité est un élément important de l'identité corse. Pour autant, le territoire lui-même, clairement délimité, n'est pas un enjeu direct du nationalisme sauf pour son découpage administratif en deux départements.

La dimension linguistique de l'identité corse

La Corse possède une langue spécifique, le corse, qui est une langue romane proche de l'italien⁴¹⁰. Si l'ensemble des Corses est également francophone, le corse demeure utilisé à la ville comme à la campagne (Walter, 1994: 247). Environ un tiers des habitants de l'île, soit environ 70'000 personnes, était capable de le parler couramment dans les années 1970 (Giudici, 1998: 33). La langue a un statut peu élevé: « La pratique [du corse] est celle d'une langue vernaculaire. Elle sert donc dans les relations familiales, villageoises. C'est sa seule utilité » (Bindi et Arzallus, 1992: 20). Les immigrés tendent à ne pas l'apprendre, de même les jeunes générations la maîtrisent moins bien que les personnes âgées.

Dimensions économiques

La Corse se distingue par un retard économique sur le reste de la France. Elle est diversement considérée comme une région sous-développée (voir par exemple le rapport Forni et Caresche [1999]). En 2006, son PIB par habitant était de 21 % inférieur à au PIB moyen de la France métropolitaine, plaçant l'île au dernier rang des régions françaises. De même, le revenu disponible des ménages est inférieur d'environ 10 % à la moyenne nationale. Le taux de chômage est aussi traditionnellement plus important en Corse.⁴¹¹

Selon Glavany et al (1998), le développement économique de l'île est freiné par un certain nombre de difficultés et handicaps structurels:

- *Insularité*. L'insularité est un handicap, dans la mesure où d'une part l'économie locale ne dispose pas d'une taille critique suffisante dans de nombreux domaines, d'autre part l'île est dépendante d'un approvisionnement extérieur qui entraîne une dépendance forte à l'égard des transports et un surcoût des biens et services lié au transport. On estime à environ 3 à 5 % le surcoût lié à l'insularité (Glavany, 1998: 25).
- *Cloisonnement géographique*. Le handicap lié à insularité est encore aggravé par la structure montagneuse de l'île et le cloisonnement géographique qu'elle entraîne. La Corse est 'une montagne dans la mer', divisée en 19 microrégions par les aléas du relief. Cette situation rend particulièrement difficiles les communications intérieures⁴¹².
- *Absence de matières premières*. L'île ne dispose quasi pas de matières premières minières ou énergétiques, par ailleurs seuls 14 % de son territoire se prêtent à l'agriculture.
- *Crise démographique*. La population de l'île est structurellement faible, vieillissante et inégalement répartie sur le territoire.

On peut considérer, outre ces facteurs structurels, que la Corse souffre également:

- d'une économie déséquilibrée, avec un secteur tertiaire très développé et un secteur industriel quasi inexistant.
- corollaire, d'une forte dépendance à l'égard de quelques secteurs d'activité, par exemple le tourisme et activités liées, comme la construction, qui sont des activités hautement saisonnières. A noter également le poids très important de l'emploi public dans l'économie, soit près d'un tiers de l'emploi salarié de l'île (Forni et Caresche, 1999:43).

⁴¹⁰ De nombreux auteurs considèrent le corse comme un dialecte de l'italien. D'après le Centre d'études régionales corse, cependant, il existe une langue corse à part entière, née directement du latin, qui serait plus proche de langues romanes comme le portugais ou l'espagnol que de l'italien, même si suite à l'occupation pisane et génoise, le corse a reçu d'importants apports de l'italien. Il ne nous appartient pas de trancher entre ces deux interprétations.

⁴¹¹ Statistiques Insee.

⁴¹² Il faut par exemple environ trois heures de route pour se rendre de Bastia à Ajaccio, alors que les deux villes sont distantes de 150 kilomètres.

- d'une croissance économique précaire en termes d'emploi, dans la mesure où beaucoup d'emplois créés ces dernières années sont de type non ou peu qualifiés (Forni et Caresche, 1999:23).

Le tourisme est une des ressources les plus importantes de l'économie. La Corse accueille environ 1,5 millions de visiteurs par année, surtout concentrés durant la période estivale (plus de 80 % des nuitées sont réalisées entre juin et septembre), où la population touristique peut dépasser la population permanente (Renucci, 1997). Le tourisme entraîne aussi des préoccupations écologiques: d'un côté la préservation de l'environnement en Corse représente une nécessité pour préserver à long terme cette manne financière, de l'autre le tourisme est une cause importante de dégradation des sites corses⁴¹³.

Spécificité démographique

La Corse exporte une partie de sa population vers la métropole à la recherche de possibilités d'emploi. On compte que sur cinq personnes nées en Corse, deux vivent en métropole. Cette émigration est en général jeune et éduquée. Elle a entraîné pour la quasi-totalité des villages corses la perte de la moitié aux trois-quarts de sa population jeune (Ettori, 1992: 363). A l'inverse, l'île est devenue une terre d'accueil pour les étrangers et les Français métropolitains: la décolonisation de l'Algérie a amené de nombreux Pieds-noirs à s'y établir, tandis que nombre de harkis et autres émigrés en provenance d'Afrique du nord se sont également installés en Corse, et qu'enfin la Corse est un lieu privilégié par les Français métropolitains pour passer leur retraite.

Les auteurs ne s'accordent pas sur l'ampleur de l'immigration, il est certain toutefois qu'elle atteint des proportions très élevées. Labro (1977) estime qu'en 1975, la population d'origine extérieure atteint 46 % de la population de l'île. Héraud (1993) compte pour sa part qu'un tiers des habitants de l'île sont d'origine extérieure récente⁴¹⁴.

Un enjeu économique important en Corse concerne la répartition des richesses et du pouvoir économique entre autochtones et populations 'immigrées', de France métropolitaine ou d'ailleurs. Dans le domaine touristique par exemple, 80 % des entreprises sont contrôlées par des non-Corses (Caratini, 1995: 334).

7.3 Le mouvement nationaliste corse

Le mouvement nationaliste corse de 1975 à 2011 peut, comme il est également apparu au chapitre 7.1, être défini comme un mouvement nationaliste dont la trajectoire est dominée par les évolutions de sa faction radicale et clandestine. Après une phase de courte durée où les autonomistes sont à la tête du mouvement jusqu'en 1976 environ, sans obtenir de concessions du pouvoir français, les groupes armés dominent la question corse. Le nationalisme en Corse est très actif et l'activisme nationaliste radical est le principal conflit social dans l'île jusqu'à la fin des années 1980, ensuite les luttes internes entre factions armées l'affaiblissent durablement. Le mouvement nationaliste se caractérise par un discours ethnique, conflictuel et de libération nationale, anticolonial et antifrançais. A partir des années 1990, l'affaiblissement du mouvement radical va de pair avec une récupération de la question corse par l'Etat français

⁴¹³ Par exemple par l'urbanisation et le développement hôtelier, surtout en zone côtière (plus de 90 % de l'infrastructure hôtelière s'est construite sur les côtes), mais aussi le camping sauvage, qui attire environ 80'000 visiteurs par année (Renucci, 1997).

⁴¹⁴ Les estimations du nombre d'étrangers s'échelonnaient pour 1975 entre 13.2 % (Encyclopédie universelle, 1988) et 21 % (Labro, 1977) de la population résidente, soit un taux beaucoup plus élevé que celui qu'on observe en France métropolitaine (environ 6.5 %), tandis qu'environ 60'000 Français seraient installés en Corse, soit 25 % de la population (Labro, 1977).

(aussi en vue d'affaiblir d'autres mouvements sociaux), qui octroie certaines concessions aux nationalistes et permet à leurs représentants institutionnels, les partis nationalistes, de prendre pied sur l'échiquier politique local. Dans les années 2000, cette situation s'est sédimentée, avec d'une part un maintien de l'activisme radical à faible niveau d'intensité et d'autre part une installation des partis nationalistes dans l'équilibre politique local. La question corse elle-même a peu avancé dans ce processus, la population ayant refusé en 2003 d'entériner le nouvel équilibre de pouvoir en refusant le processus de décentralisation proposé par le gouvernement.

On peut considérer que le nationalisme corse, même s'il a été très actif, ne possède pas une base de soutien dans la population comparable aux mouvements catalan, basque ou irlandais. Le mouvement à ses débuts a pu compter sur la mobilisation d'une partie de la population et la sympathie de la majorité, mais la violence politique a démobilisé la plupart des activistes potentiels. A partir des années 1990 surtout, les dérives du mouvement corse ont entraîné son rejet par une large part de la population et une contre-mobilisation de mouvements opposés aux objectifs ou méthodes nationalistes.

7.3.1 Le potentiel de mobilisation nationaliste en Corse

Le potentiel de mobilisation nationaliste en Corse correspond à la part de la population locale susceptible d'être mobilisée par le nationalisme. Comme pour les autres mouvements, on considèrera ici à la fois le soutien aux partis nationalistes en Corse et les actions de protestation du mouvement pour estimer ce potentiel.

L'examen des résultats électoraux régionaux⁴¹⁵ des partis nationalistes, dans le cadre des élections à l'Assemblée régionale de Corse, montre que le soutien aux différents partis autonomistes et indépendantistes corses oscille entre 10 et 25 % de l'électorat environ, quoiqu'en 2010 il a atteint le score de 35 %. Les votes des électeurs sont souvent dispersées entre divers petits partis politiques nationalistes concurrents. Au niveau de son soutien politique à l'échelon politique local, le nationalisme corse apparaît ainsi parmi les plus faibles parmi tous les mouvements nationalistes étudiés.

Les résultats électoraux des partis nationalistes pour la période 1982-2010 à l'Assemblée régionale de Corse (créée en 1982 dans le cadre de la décentralisation Deffere) sont présentés au tableau 71⁴¹⁶.

⁴¹⁵ Aux élections législatives nationales, les partis nationalistes corses n'ont – compte tenu également de la faible population de l'île – pas de poids et ne peuvent espérer obtenir de sièges à l'Assemblée nationale.

⁴¹⁶ Parmi les partis nationalistes, on a retenu entre autres: Union du peuple corse (UPC), Parti populaire corse (PPC), Mouvement corse pour l'autodétermination (MCA), Mouvement corse pour le socialisme (MCS), A cuncolta nazionalista (vitrine légale du FLNC Canal historique), Accolta naziunali Corsa, I verdi corsi, Mouvement pour l'autodétermination (MPA), A Manca Naziunale, Corsica Libera (CL) ainsi que d'autres formations de courte durée.

Tableau 71: Résultat des partis nationalistes aux élections de l'Assemblée régionale de Corse entre 1982 et 2010

<i>Année</i>	<i>Partis nationalistes</i>	<i>% voix (2^{ème} tour)</i>	<i>Nombre d'élus (total sièges = 51)</i>
1982	UPC (10.6 %), PPC (2.1%), MCS (n.d.)	n.d.	9
1984	MCA (5,2%), UPC (5.2%), MCS (0.96%)	11.4 %	6
1986	MCA-UPC (9.7% en Corse-du-sud, 8.3% en Haute-Corse)	n.d.	6
1992	Corsica nazione ⁴¹⁷ (12.4 %, puis 16.8%), MPA (7,4%, puis 8%)	19.8% (24.8%)	13
1998 ⁴¹⁸	Corsica nazione	16.9 % (9.9 %)	5
1999	Corsica Nazione	n.d.	8
2004	A Manca Naziunale – U Partitu di a Chjama (0,58%), U Rinnovu (2.19%), coalition Chjama (12.14 % puis 17,34%)	14.91 % (17.34%)	8
2010	CL (9,36%, puis 9,85%) Femu a Corsica ⁴¹⁹ (18,40%, puis 25,89 %)	27.76 % (34.74%)	15

Sources: Glavany (1998), site internet <http://www.france-politique.fr>, accédé le 17 mai 2011).

Le potentiel de mobilisation nationaliste peut également être estimé sur la base des événements de protestation. Ceci pose toutefois certaines difficultés dans le cas corse, dans la mesure où l'action collective concerne avant tout un activisme violent (attentats, meurtres, incendies, prises d'otage, etc.) qui implique un faible nombre de participants très actifs et ne permet pas de conclusions directes sur le potentiel de mobilisation de la population dans son ensemble.

L'action collective en Corse a été estimée sur la base des données sur les événements de protestation en France entre 1980 et 1995 du projet *European Protest and Coercion Data*. Les données à disposition montrent que le nombre total d'événements de protestation en France pour la période s'est élevé à 14'329 événements en tout. La part des différents mouvements autonomistes (Basques, Bretons, Corses, Kanaks, Polynésiens, etc.) et de leurs contre-mouvements s'élève à 7.7 % de l'ensemble des actions de protestation ou à 15.3 % de ces actions si l'on exclut les grèves. Ces résultats sont congruents avec les observations de Duyvendaak (1994), pour lequel les mouvements régionalistes français ont été les mouvements sociaux proportionnellement les plus actifs en France pour la période 1975-1989 et représentent ensemble 16.5 % de tous les événements de contestation (grèves exclues) de tous les mouvements sociaux confondus pour cette période⁴²⁰. Les événements de protestation du mouvement nationaliste corse sur l'île (313 événements) et en France métropolitaine (111 événements) sont au nombre de 424, soit 3.0 % de l'ensemble des actions de contestation répertoriées par *l'European Protest and Coercion Data* pour la France et 6.0 % de la

⁴¹⁷ Coalition rassemblant UPC, A cuncolta nazionalista, Accolta naziunali Corsa, I verdi corsi et Per U paese

⁴¹⁸ Election annulée par le Conseil d'Etat

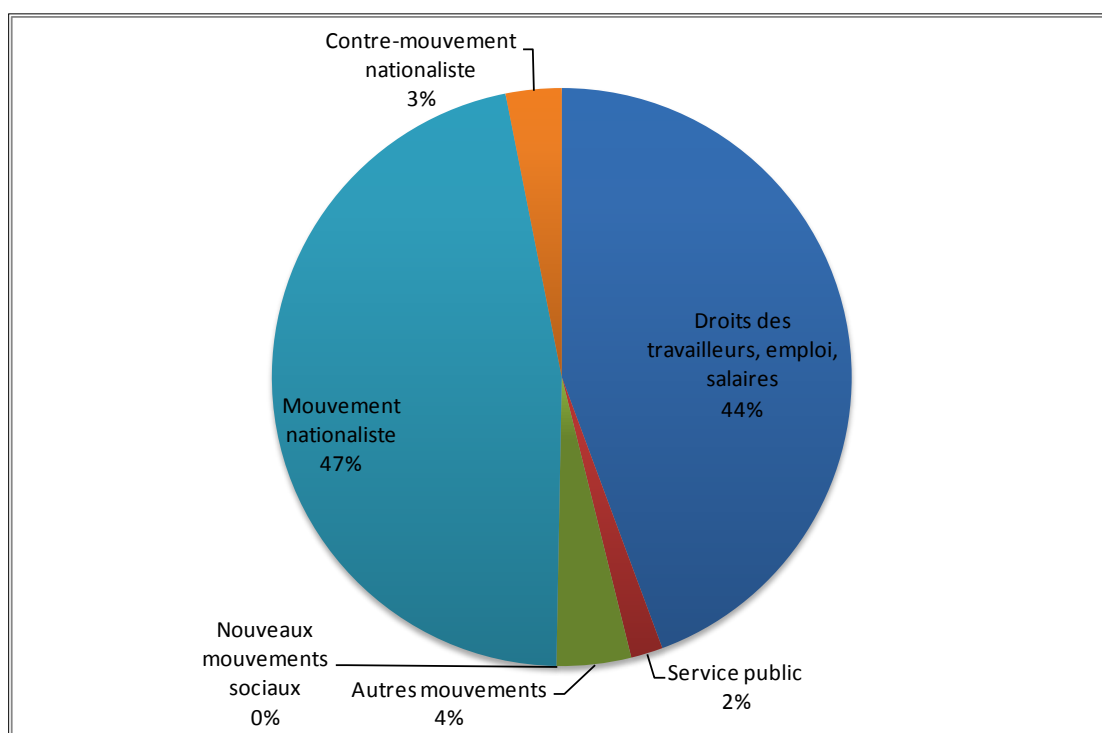
⁴¹⁹ Coalition rassemblant 3 partis nationalistes.

⁴²⁰ Se plaçant entre autres devant la mobilisation sur l'énergie nucléaire (12.8% de l'ensemble des événements de contestation de la période), le mouvement ouvrier (10.1%), la mobilisation paysanne (6.6%), le mouvement antiraciste (5.0%) ou les mobilisations d'enseignants (4.0%).

contestation lorsqu'on exclut les grèves. Compte tenu que la population corse représente moins de 0.5 % de la population française, ceci témoigne d'un taux d'activité élevé du mouvement pour la période 1980-95.

Sur le territoire corse, on relève pour la période 672 événements de protestation toutes revendications confondues⁴²¹, dont 313 (47 %) sont à ranger dans la lutte nationaliste. Les conflits concernant les droits des travailleurs, salaires et emploi représentent l'autre principale source de conflit social sur l'île, soit 44 % des événements non conventionnels répertoriés. Les événements de protestation en Corse se répartissent ainsi essentiellement entre des thématiques traditionnelles telles l'emploi, les conditions de salaire et les droits des travailleurs, dans une moindre mesure le service public, et sur la question nationale.

Graphique 72: Répartition des événements individuels de protestation selon les différents types de mouvements sociaux sur le territoire corse entre 1980 et 1995



Source: *European Protest and Coercion Data*

Inférer le potentiel de mobilisation du mouvement corse de ces observations est malaisé. Les données du projet *European Protest and Coercion Data* montrent pour la période 1980-95 une mobilisation quasi-exclusivement de type violent organisée par des petits groupes de protestataires. Les manifestations, rassemblements et autres activités de protestation (pétitions, actions symboliques, etc.) d'ordre non confrontatif représentent seulement 7 % de l'ensemble des actions répertoriées. Que la question corse représente l'enjeu principal de la mobilisation à part égale avec des enjeux de gauche traditionnelle n'indique pas nécessairement qu'une proportion importante de la population est impliquée dans cette mobilisation. Le nombre médian de participants aux actions nationalistes répertoriées est de 21 personnes, contre 300 pour les actions liées au service public et aux droits des travailleurs, emplois et salaires.

⁴²¹ A l'exclusion d'événements de protestation qui se sont déroulés sur l'ensemble du territoire français et donc, le cas échéant, également en Corse.

La littérature sur le mouvement corse indique que la participation à des actions de protestation a été plus importante au début du conflit, en particulier au début des années 1970. L'affaire des boues rouges (voir chapitre 7.1) a entraîné des manifestations massives suivies d'une grève générale qui a paralysé l'île pour obtenir la libération des meneurs de l'action. En 1974, la visite du Premier ministre français a également été accueillie par une grève générale et plusieurs milliers de manifestants. Après les événements d'Aléria, de même, une journée '*Isula morta*' a été couronnée de succès et, peu avant le procès des inculpés d'Aléria, une manifestation de protestation rassemblait environ 12'000 personnes (4.7 % de la population). Les analystes considèrent qu'à partir de 1976 environ, la participation au mouvement s'est réduite en raison de ses stratégies radicales (voir aussi chapitre 7.3.3). Pour la période 1980-95, les données du projet *European Protest and Coercion Data* montrent que 25 manifestations nationalistes ont été organisées en tout, dont la participation médiane est de 300 personnes et qui ont réuni au maximum 8'000 personnes. Il n'est pas possible d'estimer la mobilisation après 1995, sur la base de la littérature comme des statistiques des attentats (voir graphiques 76 et 77), on peut toutefois inférer qu'elle est plutôt diminuée.

Le potentiel de mobilisation du mouvement nationaliste peut ainsi, dans l'ensemble, être considéré comme plus faible que celui des mouvements catalan, basque et irlandais. Dans sa forme partisane, il dépasse rarement un quart de l'électorat. Dans sa forme non institutionnelle, il est très actif ; cette activité concerne toutefois une faible proportion de participants, même si les plus grandes manifestations nationalistes en Corse ont réuni jusqu'à 5 % de la population.

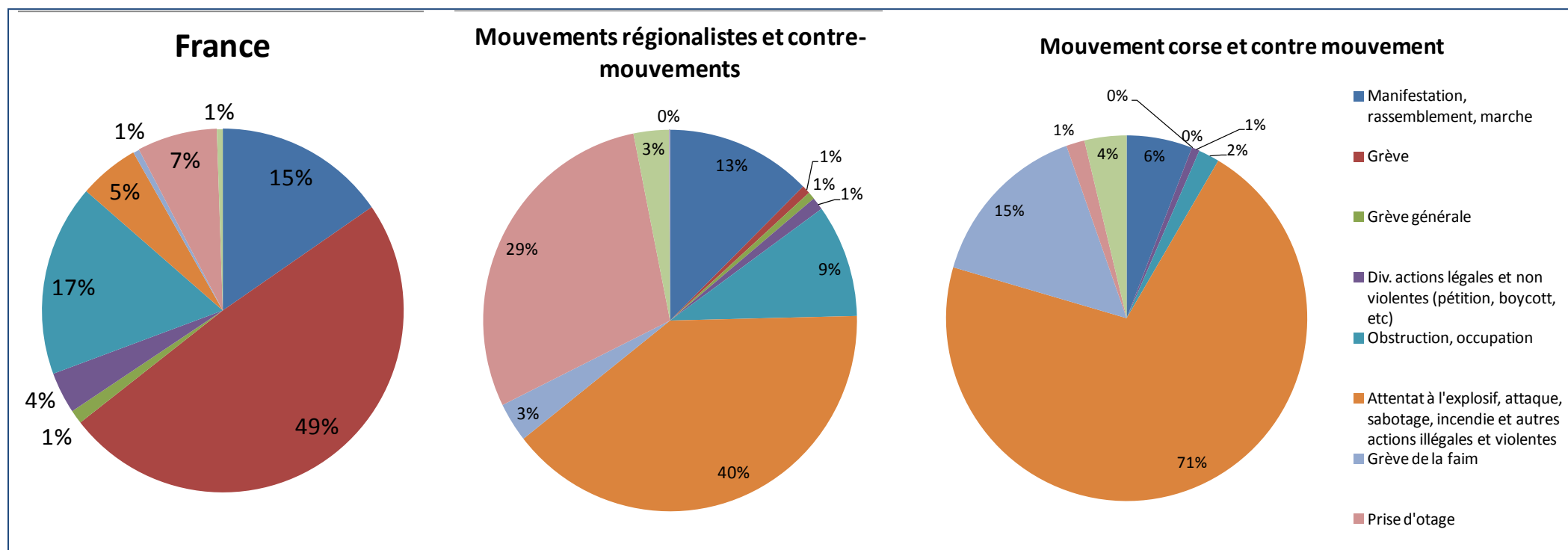
7.3.2 Stratégies d'action du mouvement nationaliste

Le nationalisme corse est divisé entre un mouvement légaliste et partisan, qui poursuit l'objectif de l'autonomie corse et, pour une minorité d'acteurs, de l'indépendance de l'île et un mouvement nationaliste radical, qui poursuit ses objectifs par la lutte armée. Le nationalisme corse se caractérise par un émiettement des organisations le représentant, tant pour l'aile modérée et institutionnelle que pour l'aile radicale du mouvement.

Stratégies d'action

La plupart de l'activisme en Corse, surtout à partir du milieu des années 1970 et jusqu'à la fin des années 1990, est le fait de groupes armés qui multiplient les attentats ou 'nuits bleues'. Un aperçu du répertoire d'action collective en France pour la période 1980 à 1995 sur la base des données de *l'European Protest and Coercion Data* montre que le nationalisme corse est nettement plus violent que l'ensemble des mouvements sociaux en France mais aussi que les autres mouvements régionalistes français ou des DOM/TOM.

Graphique 73: Répartition des événements de protestation⁴²² sur le territoire français, des mouvements autonomistes de France et des territoires d'outre-mer et du mouvement corse entre 1980 et 1995

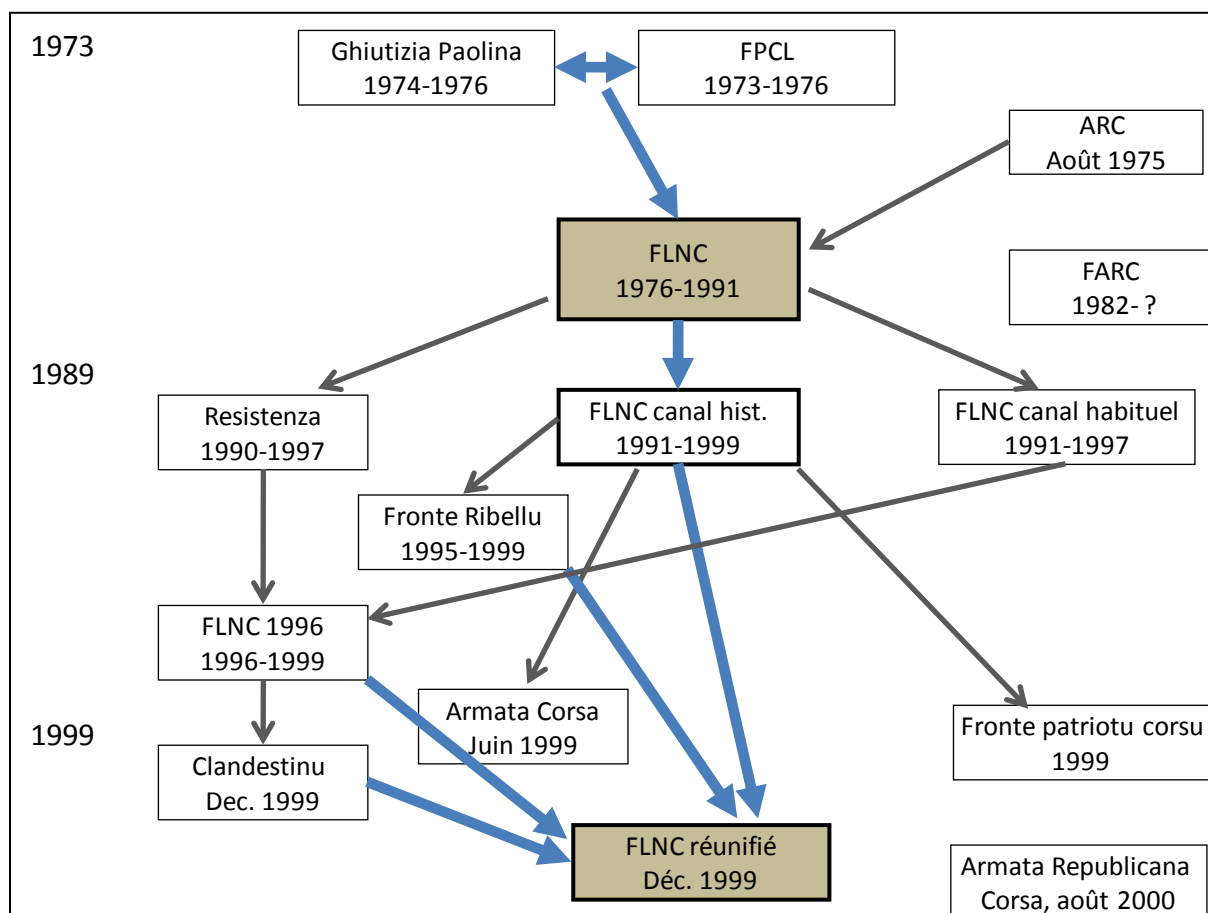


Source: European Protest and Coercion Data.

⁴²² Nombre d'événements de protestation: France, n = 14329 ; mouvements régionalistes et contre-mouvements, n=1109 ; Corse, n=424 ; les données n'ont pas été corrigées pour les événements de plusieurs jours, ce qui explique la part importante des grèves de la faim dans l'activisme corse ou des prises d'otages parmi les mouvements régionalistes.

Le mouvement radical est scindé en nombre d'organisations concurrentes. La faction dominante est le FLNC, qui perpètre aussi la majeure partie des attentats⁴²³. Un état des lieux des principaux mouvements nationalistes en l'an 2000 montrait une pléthore de groupuscules armés, qui fusionnent ou se scindent selon les aléas du moment:

Tableau 74: Généalogie des groupuscules armés (de 1973 à 2000)



Source: Rossi et Santoni, 2000: 231.

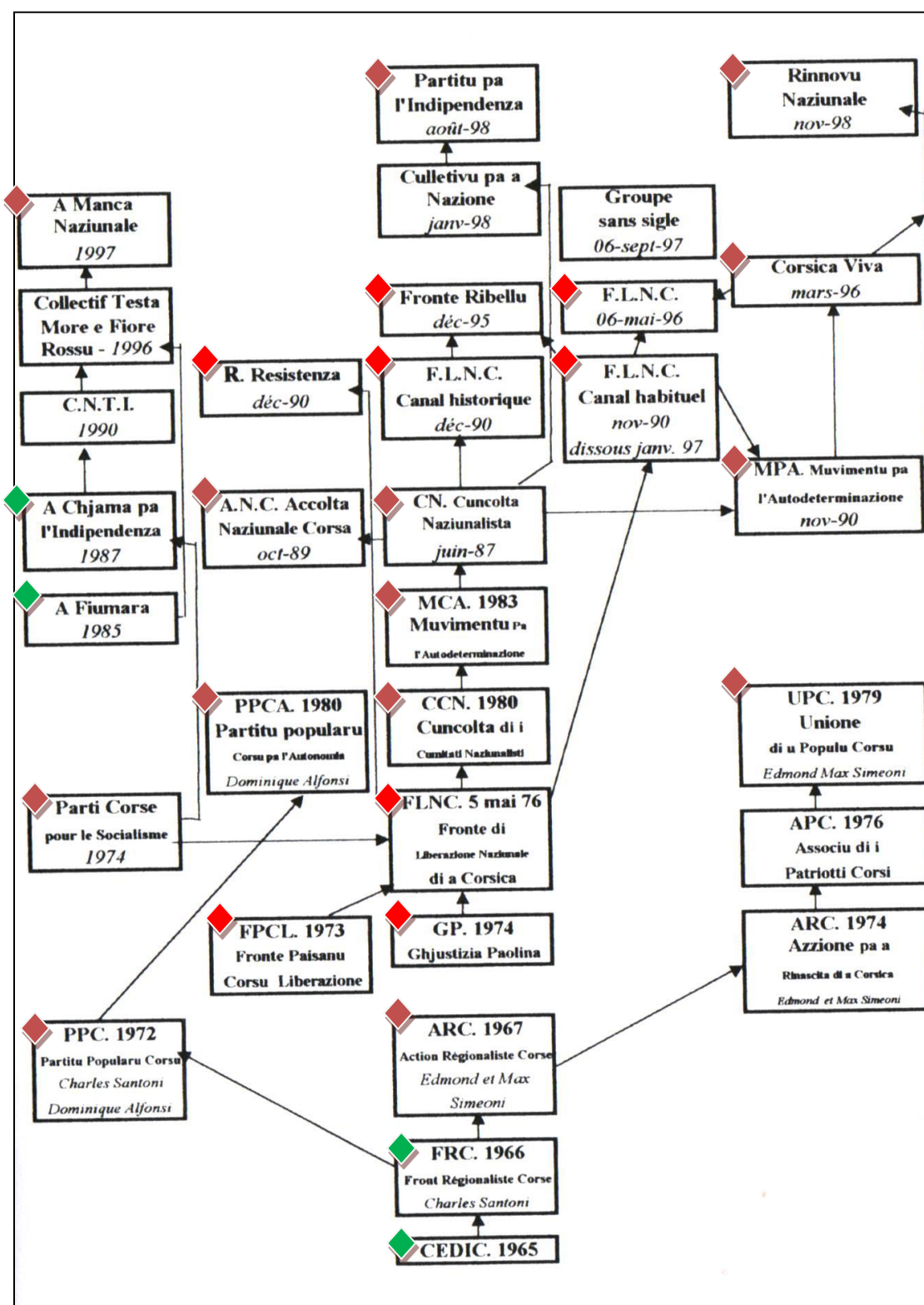
Crettiez (1999) a montré que les stratégies radicales des nationalistes corses ne sont pas les mêmes que celles du mouvement basque ou irlandais: le recours au terrorisme est avant tout à comprendre comme une volonté de se positionner dans la négociation avec de l'Etat français, dans un contexte politique où l'Etat tend à ignorer les mouvements (voir aussi chapitre 2.4.2.3). Selon Pellegrinetti et Rovere, « [le terrorisme corse est] une volonté de se positionner comme les seuls interlocuteurs de l'Etat par-dessus les partis français: L'Etat devient moins l'ennemi politique à abattre que le partenaire privilégié à conquérir » (Pellegrinetti et Rovere, 2004: 626) Les divisions internes du mouvement sont également considérées comme un effet de l'accès réduit au pouvoir politique – tant de l'Etat français que du réseau notabiliaire local – qui pousse les mouvements à la concurrence et à la surenchère dans leurs activités de protestation (voir à ce sujet en particulier Pellegrinetti et Rovere, 2004: 627).

L'aile modérée du mouvement, soit les partis nationalistes corses, est également très divisée, en partie parce qu'ils représentent ou ont représenté la vitrine légale de groupes armés concurrents (le graphique 75 montre les liens et filiations complexes existant entre partis

⁴²³ Crettiez (1999) lui attribue la responsabilité d'environ deux tiers de l'ensemble des attentats.

nationalistes et mouvements clandestins entre 1965 et 1998). Les partis nationalistes n'ont pas été des acteurs importants pour faire avancer la cause nationaliste auprès de l'Etat français, qui s'est maintenue sur l'agenda gouvernemental surtout par l'activisme radical. Les partis ont pu toutefois se retrouver en situation d'interlocuteurs officiels de l'Etat français lors de négociations en vue de la résolution du conflit corse (voir par exemple Follorou [1999], Pellegrinetti et Rovere [2004]). Le nationalisme radical a ainsi permis en partie aux partis nationalistes de se faire une place sur l'échiquier politique local, tant par les concessions que leur a fait l'Etat français que par leur intégration progressive dans le réseau notabiliaire traditionnel (voir également le chapitre 7.3.3 concernant l'évolution des relations de pouvoir avec l'Etat français).

Tableau 75: Partis, groupes d'intérêts et mouvement nationaliste clandestin (de 1965 à 1998)



Source: Poggioli (1999: 381). Légende: ◆ parti, ◆ association ou groupe d'intérêt, ◆ groupe armé. Les distinctions ne sont pas toujours claires p.ex. l'ARC est impliquée dans des stratégies violentes et un parti politique. Les liens entre groupes sont à prendre avec une certaine prudence compte tenu de la source, chef du FLNC de 1977 à 1989, c.-à-d. également acteur dans la question corse.

Les stratégies discursives du mouvement nationaliste

Barnabeu-Casanova (1997) considère que le nationalisme corse tourne autour de cinq thèmes centraux :

1) *L'économie, en particulier le sous-développement de l'île.* L'économie est un enjeu important du conflit nationaliste depuis l'émergence du mouvement. Concernant les relations avec la métropole, les nationalistes corses (du FLNC en particulier) ont largement souscrit à la thèse d'un colonialisme intérieur pratiqué par la France à l'égard de l'île. Le FLNC, empruntant sa rhétorique aux mouvements de libération du tiers-monde, parlait dans les années 1970 de la nécessité de libération nationale du peuple corse, par « destruction de tous les instruments du colonialisme français (armée, administration, colons) ; (...) confiscation des grandes propriétés coloniales, des trusts touristiques ; réalisation de la réforme agraire pour assurer les aspirations des paysans, des ouvriers, des intellectuels, et débarrasser le pays de toutes les formes d'exploitation (...) » (FLNC, cité par Vanina, 1983: 75).

2) *La population, c'est-à-dire les effets de l'immigration.* Les migrations créent pour le nationalisme corse un enjeu d'ordre économique, qui concerne tant le développement économique de l'île en vue de retenir la population jeune tentée par l'émigration⁴²⁴ que la compétition économique entre autochtones et immigrants, et un enjeu d'ordre démographique, où il s'agit d'assurer le contrôle des flux de population par la politique d'immigration. La protection contre l'afflux de Français du continent ou autres immigrants est une des thématiques récurrente des nationalistes. Dans la mesure où la question touristique est particulièrement sensible, le discours comme l'action nationaliste ont souvent pris pour cible le contrôle des entreprises touristiques ou l'achat de résidences secondaires par des Français du continent (voir par exemple Lefèvre, 2000).

3) *L'aménagement du territoire, le tourisme et la protection de l'environnement.* L'enjeu, pour les nationalistes, concerne en particulier la définition de la politique touristique, de l'aménagement du territoire, de la politique de protection de l'environnement. Il s'agit d'un thème central, qui a mobilisé pour la première fois le mouvement nationaliste lors de l'affaire dite des boues rouges (voir chapitre 7.1), mais est également avancé pour justifier par exemple le plasticage de constructions non autorisées ou de villages de vacances présumés défigurer les sites naturels.

4) *La culture, surtout la question linguistique.* La langue corse est un des enjeux du conflit. La France a historiquement poursuivi la politique d'instaurer le français comme langue unique sur l'île et a exclu le corse de ses programmes d'enseignement jusque dans les années 1970. Le mouvement nationaliste s'est attelé, entre autres avec les universités d'été de Corte, à améliorer le statut du corse, son étude et son usage, de même qu'il a revendiqué régulièrement l'introduction par la France de mesures pour prévenir son érosion. Les enjeux linguistiques de la lutte nationaliste sont décrits comme suit par la revue nationaliste *U ribombu*: « Imposer la langue de l'État colonisateur, son mode de vie, de penser, d'agir, de se nourrir, de s'habiller, est partie intégrante de toute entreprise de dénationalisation au sens étymologique du terme. Tout a été passé au laminoir du pouvoir français (...). L'entreprise de négation, de génocide culturel se poursuit aujourd'hui (...). Face à cette situation catastrophique, c'est dans une pratique de 'culture au quotidien' que se forge notre peuple et son identité dans des schémas de pensée qui lui sont propres, en rupture avec la logique coloniale dominante. Cette identité

⁴²⁴ Voir par exemple *U Ribombu*: « les Corses continuent à être réduits à l'exil et à être ravalés au rang de serviteurs du colonialisme un peu partout dans le monde » (*U Ribombu*, cité par Briquet, 1997: 259).

ne peut être autre que militante et trouve sa résonance dans la lutte quotidienne de libération nationale (...). La lutte de libération nationale passe nécessairement par la restauration de la langue et de la culture corses comme éléments émancipateurs de notre peuple, seul lien réel entre l'homme et sa terre.... » (U Ribombu, cité par Briquet, 1997: 260). Le mouvement nationaliste ne vise toutefois pas à faire de la langue corse un véhicule de communication unique ou même dominant, en raison du statut peu élevé de la langue pour les Corses eux-mêmes. La défense de la langue corse, en ce sens, a des enjeux différents de ceux du catalan ou même du basque, il s'agit plus d'assurer la pérennité d'un artefact culturel que son inscription dans le circuit d'échange économique

5) *Le problème du clanisme*. La Corse se caractérise par des structures notabiliaires monopolisant le pouvoir politique et économique dans l'île. Le nationalisme corse a ses débuts s'est battu pour une démocratisation de la société corse: « Grundsätzliche Opposition gegen der Clannherrschaft [ist] das 'cheval de bataille' der seit der zweiten Hälfte der sechziger Jahre erstarkten Autonomie- bzw. Nationalbewegung. Deren Kampf gegen die 'Kolonialisierung' der Insel durch die Franzosen ist vorrangig ein Kampf gegen die Clanherrschaft und deren personale Repräsentanten » (Halmes, 1983: 207). Rapidement toutefois, l'essentiel du mouvement s'est concentré surtout sur l'atteinte d'un nouvel équilibre de pouvoir à son avantage au sein d'un système clanique inchangé.

Le mouvement nationaliste corse dès ses débuts a eu pour thématiques le 'colonialisme intérieur', une certaine rancœur envers les Français installés sur l'île et accusés de monopoliser le pouvoir économique en Corse, la dégradation du paysage – entre autres à cause du tourisme et de la promotion immobilière –, ainsi que les structures patriarcales de l'île. Les groupes radicaux qui dès la fin des années 1970 dominent la question corse développent dans ce cadre un discours de type ethnique et revendiquant la 'libération nationale' et adoptent une rhétorique virulemment anti-française sous le mot d'ordre '*I francesi fora*' (Lefèvre, 2000). Les attentats et actions violentes du nationalisme radical se concentrent en conséquence sur trois cibles principales: les 'riches' soit en particulier les propriétaires immobiliers et promoteurs du tourisme de masse, les Français du continent et les Pieds-noirs. Le mouvement parvient ainsi à apparaître auprès de la population comme un mouvement 'redresseur de torts' dans un contexte populaire défavorable à l'extension incontrôlée du complexe touristique de l'île et à la mainmise d'acteurs extérieurs sur celui-ci comme à la présence massive des Français et Pieds-noirs sur l'île (Lefèvre, 2000).

Cette politique continue durant les années 1980, où « Les actions violentes du FLNC, menant sa lutte '*de libération nationale*', se développent désormais non seulement contre les biens, mais aussi contre les personnes. Alors que les syndicalistes nationalistes défendent la notion de '*corsisation des emplois*' et le thème du '*Grand retour*' (Rigiru), la mise en place d'une politique du '*Fora*' ('dehors') du FLNC provoque par un véritable système terroriste le départ de nombreux continentaux: plus d'une centaine d'enseignants reçoivent des menaces de mort, leur domicile est plastiqué ou mitraillé (...) Ils sont accusés par les clandestins de véhiculer la culture de '*L'Etat français colonisateur*' qui contraint les Corses à l'exil » (Lefèvre, 2000: 35). Par ailleurs, les attentats continuent de viser en particulier les propriétés et constructions dans les zones touristiques du littoral.

Les années qui suivent n'ont pas vu de modification fondamentale de la rhétorique officielle ou des méthodes (plasticages, menaces, etc.) des factions armées. Toutefois, dans un contexte de luttes internes, de violence indiscriminée, de développement de l'activité criminelle du mouvement et de ses liens avec le grand banditisme, l'acceptation de la population est allée diminuant. A partir du milieu des années 1990, la population corse se retourne largement contre les factions armées (voir à ce sujet Lefèvre, 2000) et ce rejet semble également avoir

atteint les objectifs nationalistes dans leur ensemble compte tenu du refus du statut de la Corse par la population en 2003.

Le discours nationaliste corse peut ainsi être considéré comme un discours qui, à terme, n'a pas réussi à obtenir l'assentiment de la population qu'il entendait mobiliser (voir également chapitre 7.3.4).

Quelques données concernant la stratégie radicale du mouvement corse

Le conflit corse est, on l'a dit, un conflit violent et meurtrier – même si, comme le souligne Crettiez (1999) son degré de violence ne peut être mis en relation avec celui de l'Irlande du nord ou du Pays basque: en particulier, les nationalistes ont toujours tenté d'éviter les victimes civiles étrangères au conflit et les attentats perpétrés ne visent pas à créer les mêmes dommages (voir ci-dessous). Néanmoins, lors de l'interprétation des chiffres présentés ci-dessous il est nécessaire de garder en mémoire la faible population de la Corse (un sixième de la population de l'Irlande du nord, environ, ou un dixième de la population basque):

- *Victimes du conflit.* D'après Crettiez (1999), le conflit corse s'est soldé par 47 victimes entre 1975 et 1995. A la différence des conflits basque ou irlandais, les victimes civiles sont toutefois peu nombreuses.
- *Attentats à l'explosif.* Les premiers plasticages nationalistes en Corse datent de 1964. Ils ont pris de l'ampleur surtout à partir de la seconde moitié des années 1970. Entre 1973 et août 2000, on a recensé 9'168 attentats à l'explosif en Corse, soit un attentat par jour environ en moyenne (331 attentats par année en moyenne)⁴²⁵. Entre 2001 et 2007, le nombre d'attentats par année s'établit à 205 attentats annuels en moyenne, contre 63 attentats en moyenne pour la période 2008-2010⁴²⁶. Parmi les attentats réalisés jusqu'en 2000, un peu plus de 4'000⁴²⁷ ont été revendiqués, soit environ 45 % du total⁴²⁸. Les attentats revendiqués peuvent être largement attribués au mouvement nationaliste. Pour les attentats non revendiqués, le flou règne, comme l'indique Courtois: « Tous [les attentats] ne relèvent pas de la violence nationaliste, et nombreux sont ceux qui, non revendiqués, tiennent à des différends d'ordre privé qui se régleraient ailleurs devant les tribunaux » (Courtois, 1999: 67), en même temps certains attentats des nationalistes – par exemple liés au racket – ne sont pas nécessairement revendiqués. L'évolution des attentats non revendiqués et attentats revendiqués par les nationalistes perpétrés sur le sol corse est représentée au graphique 76 pour les données issues du rapport Glavany sur la Corse pour l'Assemblée nationale et de données issues de la presse ; le graphique 77 représente par contre l'évolution des attentats selon les données de la *Global Terrorism Database*. A la différence des précédentes, cette base de données répertorie, outre les attentats, également

⁴²⁵ Les valeurs présentées ci-dessus sont des valeurs moyennes. En pratique, les attentats sont généralement effectués de manière groupée ('nuits bleues') et interrompus par des périodes de trêves plus ou moins longues. L'élection du premier président de l'assemblée de Corse a par exemple été saluée par 110 attentats le 20 août 1982.

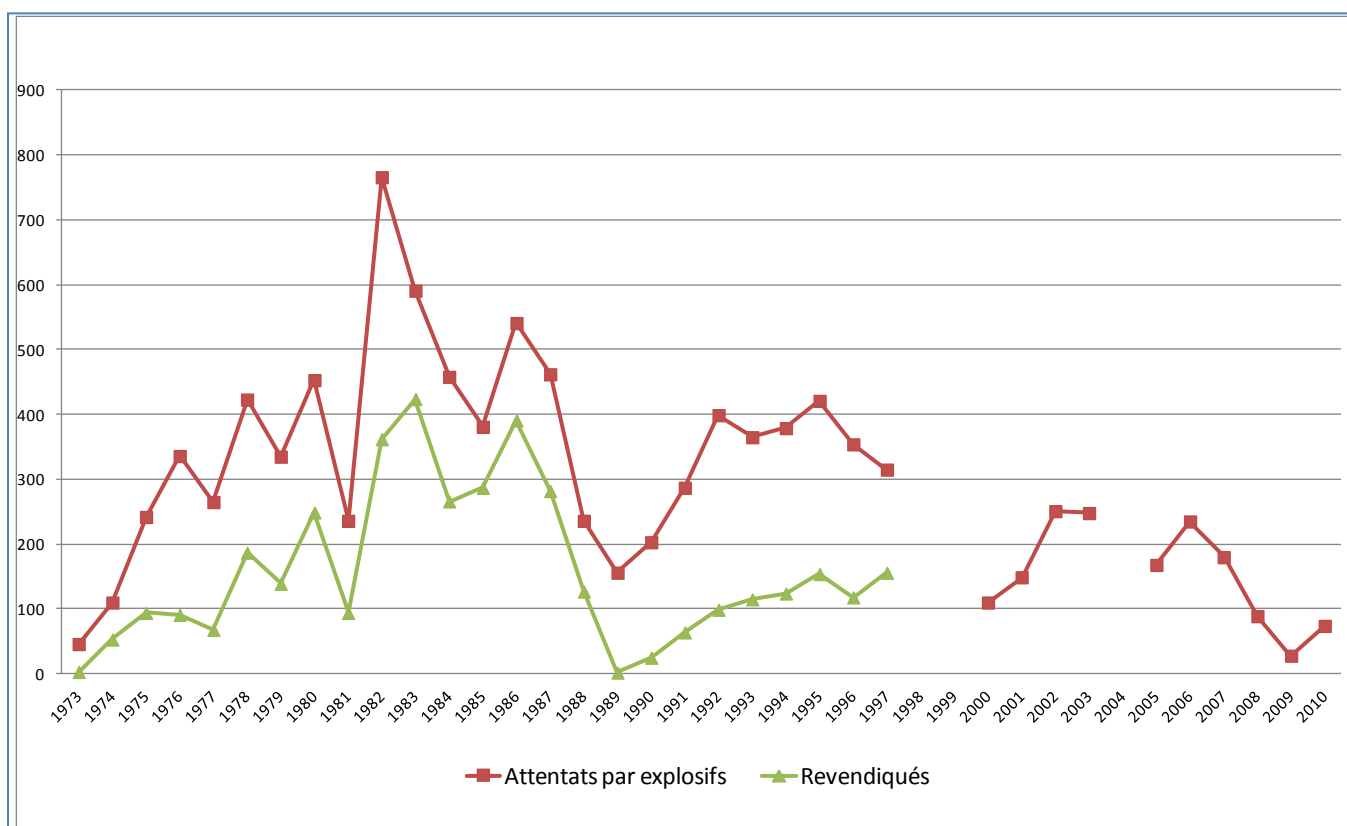
⁴²⁶ Calculs propres sur la base de données publiées par Libération, Le Monde et l'Express (données 2007 manquantes).

⁴²⁷ 3'974 attentats ont été revendiqués entre 1973 et 1997, 60 l'ont été en 1999. Nous ne disposons pas des données 1998 et 2000.

⁴²⁸ Il faut compléter la statistique du nombre des attentats des attaques perpétrées à l'arme à feu ou par substances incendiaires. Selon les estimations de Forni et Caresche (1999), le nombre d'attentats de ces deux derniers types s'élève à 1'138 pour la seule période comprise entre 1993 et 1998, soit une moyenne de 227 incidents par année (calculs propres d'après Forni et Caresche, 1999: 31). Comme pour les attentats à l'explosif, il est difficile de faire la part entre des actes de nature politique et les infractions de droit commun (Forni et Caresche, 1999: 31).

d'autres activités terroristes (prises d'otage, assassinats, entre autres) ; elle considère également les actions terroristes sur le sol métropolitain.

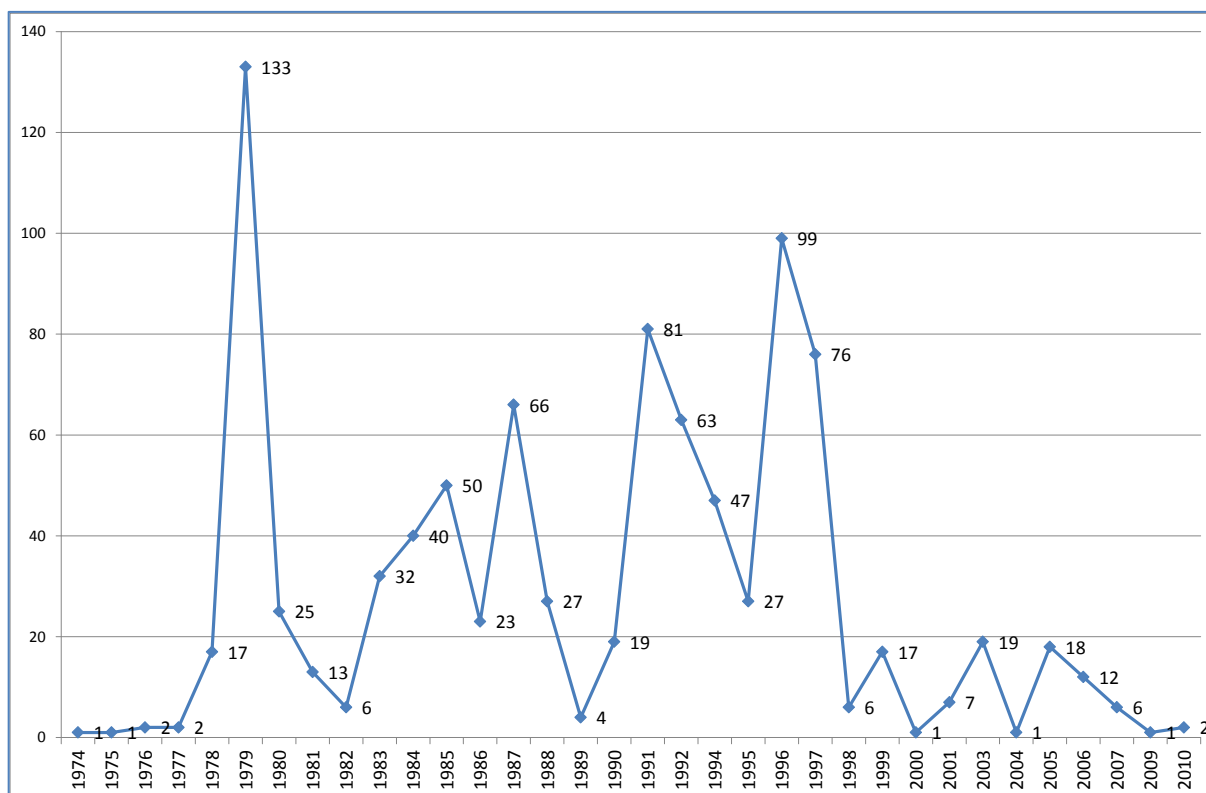
Graphique 76: Attentats attribués aux nationalistes en Corse entre 1973 et 2010 selon le rapport Glavany et diverses statistiques issues des media



Source: Rapport Glavany (1998) pour les données 1993 à 1997, données publiées par Le Monde, L'Express et Libération pour les données à partir de 2000. Les années 1998, 1999, 2004 sont manquantes.

Comme il apparaît à comparaison des graphiques 76 et 77, l'activité terroriste et les attentats ont fortement crû à la fin des années 1970 pour atteindre un niveau élevé dans les années 1980. Tandis que les données du graphique 76 laissent entendre qu'elle a ensuite dans l'ensemble diminué dans les années 1990 puis diminué encore dans les années 2000, les données de la *Global Terrorism Database* laissent supposer à l'inverse un maintien de l'activité terroriste dans les années 1990, avant sa diminution durant la décennie 2000.

Graphique 77: Actions terroristes liées au nationalisme corse en Corse et en France métropolitaine entre 1970 et 2010 selon la Global Terrorism Database



Source: Global Terrorism Database.

- L'ensemble des attentats réalisés en Corse représente environ la moitié des attentats qu'a connu la France pour la période 1973-1997 (les attentats revendiqués représentent ainsi un quart de l'ensemble des attentats en France) selon Glavany (1998). D'après Crettiez (1999), on peut même attribuer environ 60 % des attentats effectués sur sol français au mouvement corse⁴²⁹ (dont 1 % commis sur le territoire métropolitain, le reste sur l'île). Les données de la *Global Terrorism Database* donnent des valeurs légèrement plus faibles: parmi l'ensemble des actions terroristes répertoriées en France métropolitaine et sur territoire corse entre 1970 et 2010, au total 1'889 actions terroristes, la moitié soit 944 sont attribuables au nationalisme corse. Il faut aussi noter cependant que pour 926 attentats répertoriés en France et en Corse, dont plus de 500 perpétrés sur sol corse, le groupe terroriste responsable est inconnu ; la forte concentration des événements non attribuables sur l'île laisse penser qu'une partie au moins sont liés au mouvement nationaliste.
- *Intensité de la violence.* En regard de l'Irlande du nord ou du Pays basque, les attentats – souvent réalisés de manière groupée dans le cadre de 'nuits bleues' ne visent pas les mêmes cibles (ils sont souvent dirigés contre des propriétés privées) et n'ont pas les mêmes conséquences (dégâts matériels d'ampleur limitée) que les attentats irlandais ou basques. En particulier, les attentats perpétrés visent dans leur majorité à atteindre des destructions matérielles et à éviter de faire des victimes étrangères au conflit. Le premier attentat à la voiture piégée en Corse, en 1996, qui a fait 1 tué et 15 blessés, a ainsi été

⁴²⁹ Le reste se partage entre les nationalistes basques, bretons et des DOM-TOM, les extrémismes de droite et gauche, le terrorisme international, divers autres mouvements

perçu comme un véritable choc dans l'île, jusque là largement épargnée par la violence indiscriminée des conflits basque ou irlandais (La Tribune, 3.7.1996).

- *Cibles des attentats.* Parmi les attentats contre les personnes, les principales cibles sont les services de police et de gendarmerie, les membres de mouvements nationalistes concurrents⁴³⁰ ou de contre-mouvements, les représentants politiques (l'attentat le plus marquant a été l'assassinat du préfet Erignac en 1998), ainsi que des particuliers pour diverses raisons (par exemple liées au racket ou à la propriété immobilière). Parmi les attentats contre les biens publics, les principales cibles sont les bâtiments relevant du ministère des Finances (trésorerie, locaux de douane et des impôts), les services de police et de gendarmerie, les bâtiments académiques et autres symboles de l'Etat français⁴³¹.
- *Racket et dérives mafieuses.* En 1982, le FLNC a institué un 'impôt révolutionnaire'. Cet impôt touche des entrepreneurs corses et métropolitains. Le refus de payer peut se solder par la destruction de propriétés de l'entrepreneur concerné⁴³², exceptionnellement par son assassinat. D'après Courtois (1999), le racket est également à l'origine d'une partie des règlements de comptes entre nationalistes. Le racket a entraîné une véritable dérive criminelle du mouvement, qui s'est également impliqué dans le trafic d'armes et trafic de drogue. A l'inverse d'ETA par exemple, où les activités criminelles du mouvement ont toujours été contrôlées et réalisées à des fins révolutionnaires, la criminalité dans le mouvement corse a été conduite aussi à des fins d'enrichissement personnel de certains dirigeants⁴³³. Divers militants nationalistes sont soupçonnés de liens avec le grand banditisme⁴³⁴. A noter par ailleurs l'effet de corruption et de concurrence déloyale que peuvent avoir les achats de protections nationalistes: les individus protégés par le mouvement bénéficient dans certains cas d'avantages illégaux ; l'élimination de rivaux économiques indésirables par le plasticage de leur commerce est une pratique sinon courante, du moins avérée du mouvement nationaliste⁴³⁵. Pour Lefèvre, cette dérive touche le mouvement dès les années 1980, « Les attentats qui apparaissent aux yeux d'une partie de la population insulaire et en particulier de sa jeunesse, comme un moyen de lutte contre la spéculation immobilière, sont devenues en fait les armes des plus vastes entreprises de racket jamais connues à l'échelle de l'île. La 'décolonisation' s'effectue [] sur les terres touristiques du littoral: les propriétés ou constructions détruites, vendues à

⁴³⁰ Une grande partie des victimes est liée au conflit sanglant qui a opposé diverses mouvances nationalistes à partir de 1990, parmi elles plusieurs dirigeants de groupes armés, ainsi Pierre Albertini (un des principaux dirigeants présumés du FLNC canal habituel) en 1995, Jean-Michel Rossi (fondateur du FLNC et ancien dirigeant de la Cuncolta) en 2000, François Santoni (chef présumé d'Armata Corsa) en 2001.

⁴³¹ Par exemple les agences d'Air France et de la Compagnie générale transatlantique, qui relie l'île au continent.

⁴³² Est emblématique par exemple l'affaire du golf de Sperone, dont le patron a été le premier racketté à dénoncer nommément son 'collecteur d'impôts': sommé le 11 décembre 1996 de verser FF 4 millions au FLNC Canal historique, il refuse d'obtempérer ; le lendemain, un attentat est perpétré contre le golf de Sperone et revendiqué par le FLNC.

⁴³³ Voir le témoignage d'un magistrat parisien: « Le terrorisme corse a une particularité par rapport aux autres formes de terrorisme. S'agissant par exemple de l'ETA, on ne peut pas parler de mafia. Ce mouvement est composé de tueurs qui se procurent de l'argent par racket, mais de manière presque officielle. (...) L'argent est réparti par les dirigeants et chacun doit rendre des comptes. Il en est de même des terroristes du Moyen-Orient ou du GIA. Ils sont prêts à tuer, mais pas à détourner l'argent pour leur compte personnel. En revanche, s'agissant du FLNC, il existe un « canal habituel » qu'on appelle le MPA, sigle souvent traduit par: « mouvement pour les affaires ». Le FLNC-Canal historique a également complètement dérivé. Quand il faisait du racket, ce n'était pas forcément pour la cause. Le terrorisme corse est donc le seul à être si ambigu sur le plan financier » (Courtois, 1999: 32-33).

⁴³⁴ C'est-à-dire avec la mafia dite de la Brise de mer agissant sur l'île.

⁴³⁵ A propos du rôle présumé de certains nationalistes en matière de criminalité immobilière, voir par exemple le rapport Marion (1999)

bas prix, sont généralement rachetées par des Corses dans les mois qui suivent » (Lefèvre, 2000: 37).

- *Violence sociale*: A la différence du Pays basque, la violence nationaliste de rue semble nettement plus réduite même si, comme le note Crettiez, « le mitraillage des panneaux de circulation aux abords des routes départementales constitue dans l'île une des distractions les plus courues pendant la longue morte-saison » (Crettiez, 2006: 93).
- *Répression*. D'après Courtois (1999), la situation du contentieux judiciaire antiterroriste en France montrait 104 informations judiciaires ouvertes⁴³⁶ qui concernaient le terrorisme corse (soit 51% de l'ensemble des informations judiciaires antiterroristes ouvertes en France⁴³⁷).

7.3.3 Les étapes de la mobilisation nationaliste en Corse

La trajectoire du nationalisme corse à partir de 1975 a été divisée en trois étapes, selon l'évolution des gouvernements en place en France: la période 1975-1981 dominée par un gouvernement de droite, la période 1982-2002 où la gauche a dirigé le gouvernement (sauf en 1986-88 et en 1993-97) et la période d'après 2002, où une majorité de droite dirige à nouveau le gouvernement.

Période 1975-1981

Le mouvement corse des années 1970 est isolé sur le plan politique et dépourvu d'accès au pouvoir local ou national. Ses revendications touchent en partie à la démocratisation de la société corse et le mouvement peut être compris comme un mouvement d'opposition au clanisme régnant dans l'île et à l'accès limité aux réseaux politiques ou économiques des seuls membres et alliés des clans. Le réseau notabiliaire lui est en conséquence fortement opposé. Or, comme le note Halmes (1983), les clans corses constituent une forme particulière et extrême de la concentration du pouvoir par des structures notabiliaires en France, dans la mesure où en Corse ils constituent la courroie de transmission unique entre le centre et la périphérie. A l'échelon du centre, par ailleurs, la présidence Giscard d'Estaing se caractérise par une faible sensibilité aux problèmes des collectivités locales, tandis que l'existence de problèmes à l'échelon de régions est nié et que les 'régions à problème' sont pour le gouvernement non existants. Il n'existe en particulier pour le gouvernement pas de problème national corse mais des problèmes du développement social et économique de la Corse (Halmes, 1983: 57). Le gouvernement défend par contre une politique de 'fermeté' vis-à-vis du mouvement nationaliste et la période peut être caractérisée par une répression élevée de la part de l'Etat français⁴³⁸.

La situation corse ne montre pas d'évolution particulière durant la période et, hors la répression, n'entraîne pas de réponse de la part du gouvernement français. Pour Halmes, cette situation a largement contribué à radicaliser le conflit: « Die Politik der Repression bei gleichzeitiger Ignoranz gegenüber den zugrundeliegenden Problemen sollte zu einer folgenschweren Radikalisierung in der korsischen Bewegung und zu einer fortschreitenden Eskalation der Konflikte wesentlich beitragen » (Halmes, 1983: 57).

⁴³⁶ En particulier en lien avec: un attentat contre la mairie de Bordeaux en 1996, l'endommagement de la Société générale de Bonifacio et d'habitations au cours d'une nuit bleue en 1997, des menaces de mort à l'encontre du garde des sceaux en 1998, une attaque de gendarmerie (à Pietrosella), un attentat contre l'ENA à Strasbourg, l'assassinat du préfet Erignac en 1998.

⁴³⁷ Les autres informations judiciaires ouvertes, mises en examen et emprisonnements concernent le terrorisme basque, breton, islamiste, kurde et moyen-oriental, et divers autres mouvements.

⁴³⁸ Le cas échéant, l'Etat français aurait également soutenu le groupe terroriste anti-nationaliste FRANCIA (Barnabeu-Casanova, 1997)

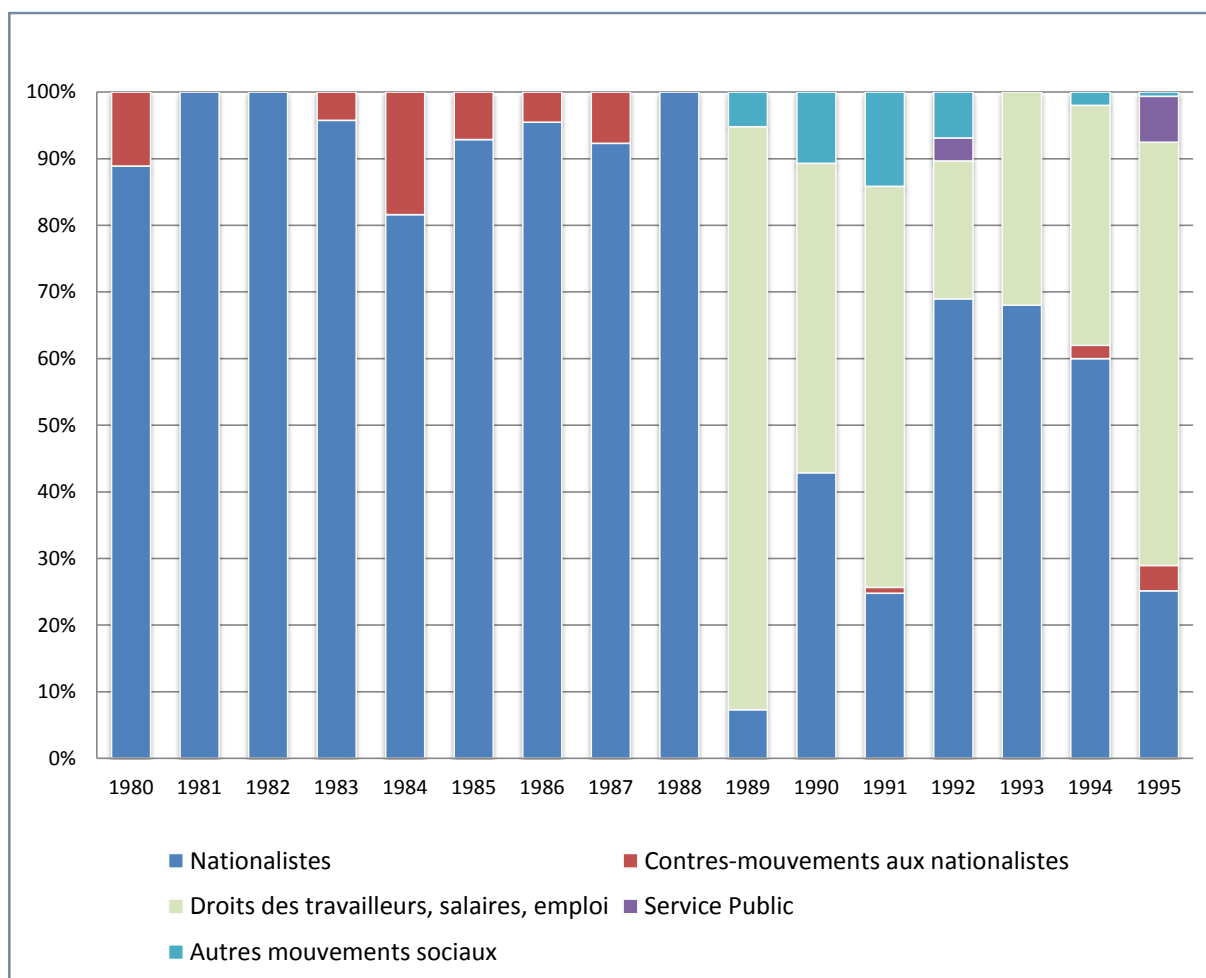
1981-2002

L'arrivée au pouvoir des socialistes en 1981 va de pair avec une augmentation de l'activisme radical en Corse. Cet accroissement de la violence est attesté par la plupart des auteurs, voir par exemple Lefèvre (2000), Pellegrinetti et Rovere (2004), et confirmé par l'étude des statistiques sur les attentats de Glavany (voir tableau 76) comme de la *Global Terrorism Database*, montrant que les attentats s'accroissent à partir de 1981 ou 1982. Ces tendances sont confirmées aussi par les données de l'*European Protest and Coercion Data*.

L'arrivée au pouvoir des socialistes ouvre une période de négociation pour les nationalistes corses (voir par exemple Halmes [1983], Follorou [1999]). Le gouvernement procède à une amnistie politique conduisant à la libération de détenus du FLNC et prépare une loi de décentralisation et un statut particulier pour l'île. On peut supposer que l'augmentation de la contestation est liée à cette ouverture partielle du système politique. Le nouveau statut de la Corse introduit en 1982 n'offre toutefois que des concessions marginales aux autonomistes en regard de la décentralisation dans les autres départements français. En dépit de l'activisme renforcé des nationalistes pendant le début de la période Mitterrand, ils obtiennent en définitive peu de résultats.

L'accès du mouvement corse aux institutions nationales ou locales reste faible et la violence est un moyen d'obtenir l'attention des autorités. Pour Briquet (1997), les différents représentants du nationalisme corse se livrent dans ce cadre à une surenchère dans l'emploi de la violence pour obtenir la possibilité ou l'exclusivité d'une négociation avec le pouvoir central. Ceci entraîne aussi des conflits au sein du mouvement nationaliste, entre factions et – par exemple au sein du FLNC, « entre ceux des dirigeants nationalistes qui privilégient les stratégies d'accès au pouvoir régional et ceux dont les intérêts sont préférentiellement orientés vers le contrôle de l'économie locale par le moyen illégal de la violence » (Glavany, 1999: 94). Les conflits internes affaiblissent le mouvement. L'activisme nationaliste, qui était au début des années 1980 le conflit dominant dans l'île, est éclipsé en 1989 par des conflits sociaux concernant les droits des travailleurs, qui se traduisent entre autres par une grève générale. Les données de l'*European Protest and Coercion Data* montrent comment le conflit dominant passe en 1989 de la question nationale à des revendications syndicales traditionnelles (voir graphique 78 ci-dessous).

Graphique 78: Répartition par type de mouvement des évènements de protestation sur le territoire corse entre 1980 et 1995 (n = 672)



Source: *European Protest and Coercion Data*.

Dans ce contexte, comme on l'a déjà noté au chapitre 7.1, le gouvernement français ouvre un accès à la négociation aux nationalistes. Selon Pellegritini et Rovere (2004), l'Etat français entreprend à la fin des années 1980 de reprendre à son compte un discours particulariste corse entre autres pour affaiblir le mouvement syndical en Corse. Il négocie également avec certaines factions du mouvement clandestin (Follorou, 1999). Dans la relation entre l'Etat et les mouvements, l'Etat français maintient clairement la haute main. Il commence de négocier avec le mouvement corse alors que celui-ci est très affaibli par ses luttes internes et il continue d'encourager les divisions du mouvement et de profiter de celles-ci pour dicter l'agenda d'une éventuelle décentralisation accrue du pouvoir.

Un nouveau statut de la Corse est décidé en 1991. Si ses effets en termes d'autonomie de la Corse restent limités (voir chapitre 7.3.4), il entraîne une évolution notable du poids politique des nationalistes: aux élections suivant la mise en application du nouveau Statut de la Corse, les nationalistes remportent 25 % des suffrages et, dès lors, deviennent un acteur politique incontournable à l'échelon politique local. Les partis et organisations de notables, qui se sont jusque là toujours distanciés du mouvement, reprennent à leur compte un discours sur le particularisme corse et intègrent petit à petit les représentants des partis nationalistes dans le pouvoir clanique.

Si l'aile institutionnelle du mouvement se renforce, l'aile radicale par contre est déchirée par une guerre interne qui achève de l'affaiblir à la fin des années 1990. En même temps, le mouvement clandestin franchit un nouveau cap dans la radicalisation et la mise en scène de la violence, avec le premier attentat à la voiture piégée en 1996, la démonstration de Tralonca la même année et l'assassinat du préfet Erignac en 1998. Ces actions entraînent aussi une contre-mobilisation massive contre la violence – 40'000 manifestants contre la violence en Corse après l'assassinat Erignac, en particulier. Les données de la *Global Terrorism Database* montrent une claire diminution de la puissance de feu du nationalisme corse à partir de 1998.

La négociation sur le statut de la Corse reprend fin 1999 avec les représentants officiels et clandestins du mouvement corse. Le mouvement radical s'est affaibli, mais les organisations nationalistes légales – avec lesquelles il est intimement lié – ont trouvé une place dans la négociation locale et avec l'Etat. Le processus de Matignon, engagé sous le gouvernement socialiste, propose un nouveau statut pour la Corse qui est ratifié début 2002.

2002-2011

La droite arrivée au pouvoir en 2002 reprend le dossier corse et organise un referendum sur le nouveau statut de la Corse. Le nouveau statut est soutenu par les partis nationaux de gauche comme de droite, par les partis locaux dans leur majorité et les nationalistes. Comme on l'a déjà noté, le nouveau statut de l'île est toutefois refusé en consultation populaire.

Le mouvement corse n'est plus très actif après l'échec de 2003. Son poids électoral se réduit au début de la décennie, pour remonter notablement en 2010 et, le cas échéant, porter à terme la question du statut de l'île à nouveau sur l'agenda politique. Le nationalisme des partis en 2010 semble s'incarner davantage dans des figures progressistes et qui prennent leurs distances tant avec le clanisme qu'avec le nationalisme de combat. Le mouvement radical est toujours actif mais moins présent, avec une nette diminution des attentats depuis la fin des années 1990, et le gouvernement semble mettre l'accent sur sa répression (voir par exemple Reuters, 30.10.2007). Un nouvel équilibre de pouvoir semble s'être créé, où le nationalisme modéré est parvenu à s'installer sur l'échiquier politique et la frange radicale du mouvement qui lui est objectivement alliée est devenue marginale. Le cas échéant, un nationalisme corse plus progressiste et distancié de la mouvance clandestine pourrait à terme ramener la question identitaire sur l'agenda politique.

7.3.4 Les succès du mouvement nationaliste corse

Comme dans les chapitres précédents, on considérera ici trois dimensions distinctes du succès du mouvement corse: sa capacité à être reconnu comme un acteur légitime à l'échelon institutionnel, le succès du mouvement en termes d'autonomie pour la région et de possibilités d'indépendance, et sa capacité à influencer les valeurs de la société corse dans un sens favorable à ses objectifs.

7.3.4.1 Reconnaissance du mouvement nationaliste

Le mouvement nationaliste corse s'incarne d'une part dans des partis nationalistes (voir aussi chapitre 7.3.1), d'autre part dans une frange radicale représentée en particulier par le FLNC.

Les partis nationalistes ont vu, pendant la période 1975-2011 considérée ici, s'améliorer notablement leur position de pouvoir. Alors qu'au début de la période, ils sont exclus de la politique locale traditionnellement fermée et dominée par les clans, le processus de Matignon à la fin des années 1990 a permis d'engager à la fois une alliance locale entre nationalistes et clans traditionnels et une alliance nationale entre pouvoir central et ce réseau notabiliaire

reconstitué (Pellegrinetti et Rovere, 2004). Aujourd'hui, les partis nationalistes sont part intégrante de l'échiquier politique local corse.

Les partis nationalistes ont également, durant la période, accru leur poids politique du fait de la décentralisation administrative et de la création d'une Assemblée régionale de Corse en 1982, où les nationalistes obtiennent entre 5 et 15 sièges (sur 51) selon les législatures. L'échec du processus de décentralisation de 2003 signifie toutefois qu'ils influencent de manière marginale les décisions politiques affectant la région, l'essentiel des compétences étatiques sur l'île demeurant en France métropolitaine.

La frange radicale du mouvement nationaliste n'a pas rencontré de concessions politiques du pouvoir français, qui s'est surtout employé à la réprimer, l'ignorer ou la diviser. Le pouvoir a négocié seulement avec certaines franges du mouvement lorsqu'elles apparaissaient affaiblies.

7.3.4.2 Autonomie politique

Le succès du mouvement corse en termes d'autonomie politique peut être inféré en se basant sur les évolutions institutionnelles durant la période, soit la décentralisation de 1982 (loi de décentralisation du 2 mars 1982), la loi Defferre de 1982 (loi Defferre de juillet 1982 conférant un statut particulier à la région de Corse), la « Réforme Joxe » de l'île (loi du 13 mai 1991 portant statut de la collectivité territoriale de Corse). Le projet de loi relatif à la Corse du 21 février 2001, dans le cadre du processus dit de Matignon portant sur un nouveau statut de la Corse et refusé par la majorité de la population corse le 6 juillet 2003, est également considéré à titre indicatif.

Le succès du mouvement nationaliste en termes d'autonomie peut être estimé comme suit:

1. Autonomie administrative de la Corse

Depuis 1982, la Corse dispose d'une assemblée régionale, l'Assemblée de Corse, qui dispose de pouvoirs d'ordre administratif essentiellement. Les pouvoirs de l'Assemblée ont été élargis lors des diverses réformes du statut de la Corse, ils restent cependant très limités:

- En 1982, lors de la création de l'Assemblée régionale, celle-ci dispose, à l'échelle législative, uniquement du pouvoir de proposer des modifications législatives et seulement dans des domaines particuliers (affaires culturelles, développement local), par ailleurs elle possède à l'échelle administrative de compétences décentralisées, dans les mêmes domaines de la culture et du développement local. Si l'île bénéficie de quelques arrangements particuliers, en pratique les mesures de décentralisation qui lui sont appliquées ne diffèrent pas essentiellement de celles que connaissent les autres régions françaises (La Documentation française, 2003)⁴³⁹.
- En 1991, lors de la 'Réforme Joxe', la décentralisation corse est accrue, mais conserve un caractère avant tout administratif. Parmi les modifications qu'introduit la Réforme Joxe, on notera la création d'une nouvelle organisation, la Collectivité territoriale de Corse, et l'octroi de nouvelles compétences à l'Assemblée: d'une part le gouvernement est désormais tenu de consulter l'Assemblée corse sur les projets de loi comportant des dispositions spécifiques à la Corse, d'autre part l'Assemblée obtient de nouvelles compétences administratives dans les domaines de l'éducation, de l'audiovisuel, de l'action culturelle, de l'environnement, des transports et de l'énergie etc. A la différence de la décentralisation de 1982, la réforme de 1991 est spécifique à la Corse, qui obtient un

⁴³⁹ La seule particularité pour la Corse consiste en ce que les lois de décentralisation y sont immédiatement appliquées (en particulier, la première assemblée régionale de France est élue en Corse en 1982, en 1986 dans les autres régions).

statut particulier inédit, entre la situation des DOM-TOM et celle de la France métropolitaine⁴⁴⁰.

- Les principales modifications du statut de la Corse prévues par le projet de réforme du statut de la Corse de 2001 – refusé lors du référendum du 6 juillet 2003 – allaient dans la direction suivante: 1. Dans le domaine législatif, la possibilité d’adapter les règlements français aux spécificités de l’île⁴⁴¹ et la possibilité, à terme, d’adapter de manière limitée la législation française aux spécificités de l’île⁴⁴²; 2. la décentralisation de nouvelles compétences d’exécution dans les domaines de l’aménagement du territoire et du développement économique, ainsi que des domaines associés (transports, formation, environnement); 3. une simplification de l’organisation administrative de la Corse par suppression des deux départements de Haute-Corse et Corse-du-sud et leur remplacement par une collectivité unique; 4. L’inscription de l’enseignement de la langue corse dans les horaires normaux des écoles maternelles et primaires, sans que cet enseignement soit rendu obligatoire.
- Après le refus de la réforme du statut de la Corse en 2003, le statut juridique de l’île ne semble pas être appelé à connaître des modifications majeures à court- ou moyen-terme.

L’autonomie conférée à la Corse jusqu’ici reste ainsi très limitée, puisque l’île ne dispose en réalité d’aucune compétence législative propre, seulement d’un pouvoir de proposition ou d’adaptation des lois et règlements édictées par le Parlement français dans des limites très réduites.

2. Limites fixées à l’autonomie politique corse

Le Conseil constitutionnel a le 9 mai 1991 fixé clairement les limites de l’autonomie corse en déterminant d’une part que la notion de ‘peuple corse’ est contraire au principe d’indivisibilité de la République française, en écartant d’autre part la possibilité pour la Corse d’obtenir un statut inspiré des territoires d’outre-mer. La décision du Conseil constitutionnel soumet ainsi le statut actuel ou futur de la Corse à des limitations juridiques relativement étroites: le statut de l’île ne peut se développer que dans les limites d’un type hybride, à mi-chemin entre celui des régions métropolitaines et des territoires d’outre-mer, soit une autonomie bien tempérée. Le développement d’une autonomie au-delà de ces limites demanderait une modification de la Constitution française. La Constitution représente de ce fait un obstacle majeur à certaines évolutions statutaires pour l’île, par exemple à la reconnaissance du peuple corse, comme le note Hache (2000).

3. Reconnaissance d’enjeux spécifiques (économique, environnemental et de population, linguistique)

Les différents statuts de la Corse développés jusqu’ici ont pris en compte les préoccupations présentes en Corse en matière de développement de l’économie, d’aménagement du territoire et de protection de l’environnement, puisque ces domaines particuliers sont ceux qui ont de préférence fait l’objet d’une décentralisation. On l’a noté toutefois ci-dessus, la décentralisation reste très limitée. En matière de contrôle des mouvements de population, les

⁴⁴⁰ La loi du 22 janvier 2002 relative à la Corse a apporté quelques modifications à la réforme Joxe.

⁴⁴¹ La Communauté territoriale de Corse peut désormais « demander à être habilitée par le législateur à fixer des règles adaptées aux spécificités de l’île. »

⁴⁴² Possibilité décrite comme suit: « Lorsque l’Assemblée de Corse estime que les dispositions législatives en vigueur ou en cours d’élaboration présentent, pour l’exercice des compétences de la collectivité territoriale, des difficultés d’application liées aux spécificités de l’île, elle peut demander au gouvernement que le législateur lui ouvre la possibilité de procéder à des expérimentations, comportant le cas échéant des dérogations aux règles en vigueur, en vue de l’adoption ultérieure par le Parlement de dispositions législatives appropriées » Projet de loi relatif à la Corse du 21 février 2001, art. 1

compétences conférées à la Corse sont uniquement indirectes (par le biais du développement régional et de la politique de construction, en particulier), les migrations restant de la compétence de l'État français ou de l'Union européenne.

Le corse est reconnu comme langue d'enseignement depuis 1974⁴⁴³. Le Français reste cependant la seule langue officielle sur l'île et la langue corse ne bénéficie de ce point de vue que d'un soutien et d'une reconnaissance très partiels (Chiorboli, 1997).

7.3.4.3 Possibilités d'indépendance

Comme pour l'Espagne, l'indivisibilité du territoire français est ancré dans la Constitution. L'article 1 de la Constitution française indique: « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. » (Constitution du 4 octobre 1958, article premier). Ce principe ne peut être modifié, même par une révision constitutionnelle. Le Législateur a expressément exclu cette possibilité en vue d'une modification du territoire de l'Etat: « Aucune procédure de révision ne peut être engagée ou poursuivie lorsqu'il est porté atteinte à l'intégrité du territoire. » (Constitution du 4 octobre 1958, article 89).

7.3.4.4 Evolution des valeurs de la société

L'évolution du soutien en Corse pour l'autonomie et l'indépendance entre 1975 et 2011 ne peut être estimée directement faute de données suffisantes disponibles. Le soutien à l'indépendance paraît stable entre 1996 et 2008, et s'établir autour de 10 %⁴⁴⁴. Concernant l'autonomie corse, un sondage Sofres du Nouvel Observateur réalisé en 1996 montrait environ 28% des Corses favorables à un statut particulier pour la Corse (contre 66 % des personnes souhaitant que l'île soit traitée à l'égal des départements métropolitains) (cité par La Tribune, 5.4 1996). Le referendum de 2003 a également montré qu'une majorité de la population était défavorable à un statut particulier pour l'île. En 2008, toutefois, un sondage Ifop montre une courte majorité de 51 % en faveur de l'autonomie (cité par le Nouvel observateur, 1.10.2008). En regard des autres régions soumises à l'analyse, le soutien populaire à l'autonomie régionale apparaît plutôt faible et plus de trente années d'activisme corse n'ont pas réussi à convaincre la population corse dans sa majorité de soutenir un statut spécifique pour l'île.

On peut considérer que le refus du projet de réforme du statut de la Corse en 2003 marque un échec notable du mouvement nationaliste. Le projet de réforme était soutenu tant par le gouvernement que le réseau des notables corses et les nationalistes, mais a été refusé par 50.92 % des votants. Comme le signalent Pellegrinetti et Rovere, les villes ont voté non (Bastia à 70.77 %, Ajaccio à 52.28 %), tandis que les cantons ruraux ont voté oui, et le non est venu plutôt des populations jeunes, urbaines et éduquées. Pour Pellegretini et Rovere, il faut voir dans ce vote un sursaut républicain de la population, marquant peut-être leur attachement à la France et certainement le refus d'entériner une reformation de la politique notabiliaire et clanique ayant intégré les nationalistes comme nouveaux acteurs institutionnels d'un système cimenté (voir à ce propos Pellegrinetti et Rovere, 2004).

Le mouvement nationaliste a par ailleurs échoué à maintenir la sympathie dont il bénéficiait à ses débuts compte tenu de ses stratégies violentes. En 1998, un sondage auprès de la

⁴⁴³ Le processus de Matignon reconnaissait son importance en voulant l'intégrer au cursus normal à l'échelon de l'école maternelle et primaire.

⁴⁴⁴ Sur la base d'un sondage Sofres du Nouvel Observateur en 1996, montrant environ 10 % des Corses favorables à l'indépendance (contre 86 % opposés à l'indépendance), d'un sondage de Libération du 19 février 1998 et d'un sondage Ifop publié par le Nouvel Observateur en octobre 2008, montrant chacun également 10 % des personnes interrogées favorables à l'indépendance.

population corse montrait que 7 personnes interrogées sur 10 se sentaient éloignées du mouvement nationaliste et seules 14 % d'entre elles s'en sentaient proches (Libération, 19.02.1998). Certains signes, en particulier la victoire aux élections de 2010 de plus de 35 % des sièges par les partis autonomistes et indépendantistes, semblent toutefois signaler que le soutien au mouvement a récemment repris, dans un contexte où la violence politique a notablement diminué.

7.4 Bilan

Les caractéristiques du mouvement corse peuvent être résumées comme suit:

1. *Potentiel de mobilisation nationaliste en Corse.* Le potentiel de mobilisation nationaliste estimé à l'aune des résultats électoraux montre qu'en Corse les partis autonomistes ou indépendantistes recueillent en général 10 à 25 % des suffrages lors des élections de l'assemblée régionale de Corse. Au niveau électoral, le nationalisme corse apparaît ainsi comme le plus faiblement soutenu par la population parmi les mouvements étudiés. Le mouvement corse est par contre un mouvement social fortement mobilisé au moins pour la période 1980 à 1995: environ la moitié des événements de protestation sur l'île répertoriés par l'*European Protest and Coercion Data* sont de type nationaliste.

2. *Objectifs et stratégies du mouvement nationaliste.* Le nationalisme corse est divisé entre un mouvement légaliste et organisé sous forme partisane et un mouvement nationaliste radical qui poursuit ses objectifs par la lutte armée. Il se caractérise par un émiettement des organisations nationalistes tant à l'échelon partisan que des organisations armées. En général, on considère que chaque mouvement paramilitaire dispose d'une vitrine légale sur le plan politique. Les partis nationalistes se sont employés à s'inscrire sur un échiquier électoral largement bloqué par la politique notabiliaire, pour une partie d'entre eux avec le soutien des paramilitaires qui, par les attentats, se sont efforcés d'obtenir l'attention et des concessions des autorités. Il en a également résulté une forte concurrence et une lutte armée entre factions paramilitaires.

3. *Les formes de la mobilisation.* Après une première phase de mobilisation nationaliste également caractérisée par un mouvement social d'une certaine ampleur, il apparaît que le mouvement nationaliste a rapidement été monopolisé par les paramilitaires. A partir du milieu des années 1970 jusqu'à la fin des années 1990, la lutte armée des différentes factions paramilitaires, en particulier le FLNC, domine la question corse. En raison de la concurrence entre factions et des luttes internes qui en ont résulté, le mouvement radical s'est toutefois progressivement affaibli durant les années 1990 et la violence a fortement baissé depuis les années 2000.

4. *Les étapes du nationalisme corse de 1975 à 2011.* Durant la première période de l'activisme corse, dans les années 1970, le mouvement est isolé sur le plan politique et dépourvu d'accès au pouvoir politique local ou national. Ses revendications, entre autres de démocratisation de la politique corse, ne donnent pas lieu à une réaction politique et la stratégie dominante de l'Etat français est celle de la répression. Dans la période subséquente, les paramilitaires corses parviennent à obtenir l'attention du pouvoir français par une stratégie radicale. Les périodes de gouvernement socialiste semblent dans ce cadre être celles où les chances de succès ont été les plus élevées pour le mouvement, tant en termes de réformes institutionnelles (réforme Defferre, statut Joxe, processus de Matignon) que d'intégration des représentants politiques du nationalisme dans la politique locale. Les périodes de gouvernement socialiste sont également celles où, pour attirer l'attention du pouvoir, la violence nationaliste est la plus élevée. Petit à petit, le nationalisme institutionnel a réussi à se faire une place dans le réseau notabiliaire corse et à être accepté comme interlocuteur par l'Etat français. Les liens entre nationalisme

partisan et paramilitaires, ainsi que les dérives mafieuses du mouvement, ont toutefois entraîné une perte de crédibilité auprès de l'opinion publique corse. Au début des années 2000, le mouvement radical a quasi disparu suite à ses luttes internes et les partis corses ont également essuyé plusieurs revers électoraux, une désaffection de l'électorat également confirmée par le rejet en votation populaire d'un statut de décentralisation pour la Corse en 2003. C'est seulement à partir de 2010 que certains signes sont apparus d'un nouveau succès possible pour le nationalisme modéré – pour des candidats souvent nouveaux et qui ne sont pas liés aux dérives précédentes du mouvement.

5. *Le succès du mouvement nationaliste.* Le mouvement a enregistré un succès partiel en s'institutionnalisant à l'échelon politique local et en se faisant une place dans la politique clanique de l'île. Par contre, il a échoué à obtenir des concessions importantes concernant l'autonomie de l'île.

8 ANALYSE COMPARÉE DE LA TRAJECTOIRE DES CINQ MOUVEMENTS NATIONALISTES

Le chapitre 2 a envisagé un modèle explicatif général de la trajectoire des mouvements nationalistes, qui met en avant le rôle du contexte culturel et politique pour expliquer les objectifs, les stratégies d'action et le succès de ces mouvements. A la lumière des analyses monographiques des cinq mouvements irlandais, écossais, basque, catalan et corse réalisées aux chapitres 3 à 7, le présent chapitre discute de la validité de notre modèle d'analyse et de ses hypothèses. Pour ce faire, on discutera dans un premier temps le potentiel de mobilisation nationaliste, puis les schémas interprétatifs dominants du conflit national parmi les principaux acteurs des mouvements nationalistes et les formes de la mobilisation dans les cinq régions. Après cette analyse essentiellement statique des mouvements nationalistes, on s'intéressera aussi brièvement dans une perspective plus dynamique aux effets des alliances et de fenêtres d'opportunités spécifiques sur les trajectoires des mouvements. Enfin, on comparera le succès des mouvements dans chacune des régions. Pour chacun de ces thèmes, l'analyse présente les trajectoires contrastées des cinq mouvements et les pistes explicatives, en termes d'influence du contexte culturel et du contexte politique, permettant à notre sens de rendre compte de ces différences de trajectoire.

8.1 Le potentiel de mobilisation nationaliste

Le potentiel de mobilisation nationaliste, soit la part de la population qui peut potentiellement être mobilisée par les nationalistes, devrait dépendre pour l'essentiel du contexte culturel de la région concernée (voir chapitre 2.3). Lorsqu'une communauté est très cohésive à l'interne et segmentée en regard d'autres communautés (du centre et / ou d'autres populations du territoire), elle devrait être davantage susceptible d'être mobilisée autour de la question nationale. A l'inverse, lorsque sa cohésion interne est réduite ou qu'elle se différencie peu du centre et d'autres populations, son potentiel de mobilisation nationaliste devrait être plus réduit. La manière dont se définit une communauté – en termes ethniques ou au contraire civiques – ainsi que la structure du clivage-centre périphérie ont été identifiés comme les variables clef pour approcher sa cohésion interne (voir chapitres 2.3.3 et 2.3.4). Si la communauté se définit en termes ethniques et le clivage centre-périphérie est plutôt fermé, dominé par des questions culturelles ou linguistiques, on s'attend que le potentiel de mobilisation nationaliste soit élevé et la question nationale le cas échéant apte à dominer le conflit politique. A l'inverse, si la communauté définit l'appartenance dans une perspective civique et le clivage centre-périphérie est un clivage ouvert, dominé par des questions économiques, le nationalisme devrait peiner davantage à s'imposer et se trouver en concurrence avec d'autres idéologies et revendications politiques, reflétant par exemple un clivage de classe. Compte tenu de leur définition dominante de la communauté et de la structure interne des clivages, on a supposé que le potentiel de mobilisation nationaliste devrait être le plus élevé en Irlande du Nord et au Pays basque, tandis qu'il devrait être faible en Ecosse, la Catalogne et la Corse représentant des situations intermédiaires (voir chapitre 2.3.5).

Le potentiel de mobilisation nationaliste effectif dans les cinq régions a été estimé compte tenu du soutien électoral de la population aux formations politiques nationalistes et de la mobilisation sociale autour d'enjeux nationalistes durant la période (voir également les analyses monographiques):

1) Le potentiel de mobilisation électorale des mouvements nationalistes

Mesurer le potentiel de mobilisation des mouvements nationalistes sur la base de leur succès électoral exige de distinguer entre des partis ouvertement nationalistes, et parmi ceux-ci entre les formations indépendantistes ou autonomistes, et les formations partisans soutenant une forme ou une autre de décentralisation dans le cadre d'un agenda politique plus large que la seule question nationale. Le succès électoral de l'ensemble des formations politiques qui expriment une sympathie envers une décentralisation accrue devrait refléter un potentiel de soutien plus ou moins vague de la population aux aspirations nationalistes. Il apparaît toutefois pertinent de considérer surtout le soutien populaire à des partis nationalistes au sens strict et, par ailleurs, de distinguer parmi ces partis entre partis autonomistes ou séparatistes. Dès lors, comme il apparaît au tableau 79, on peut considérer que:

- Les partis sympathisant avec une forme ou une autre d'autonomie régionale sont soutenus par une large majorité de la population en Ecosse, au Pays basque, en Catalogne ainsi que la majorité de la population catholique en Irlande du nord aux élections régionales ou, le cas échéant, aux élections générales (en Corse, les données à disposition ne permettent pas de conclure à ce sujet).
- L'Irlande du nord et le Pays basque présentent le plus fort soutien électoral des populations concernées⁴⁴⁵ aux partis nationalistes au sens strict. En Irlande du nord, une large majorité de la population catholique – environ 80 % selon nos estimations – vote pour les partis indépendantistes SDLP ou *Sinn Féin*. Au Pays basque, les partis nationalistes réunissent ensemble plus de 50 % des suffrages aux élections régionales. Le soutien aux partis indépendantistes peut atteindre un tiers de l'électorat, voire la majorité de celui-ci si l'on inclut le PNV parmi les partis politiques soutenant l'indépendance.
- La Catalogne et l'Ecosse montrent un succès électoral légèrement inférieur des formations nationalistes. En Catalogne, le vote nationaliste a pu cependant rassembler la majorité de la population lors de certaines élections du Parlement régional catalan. A la différence majeure du Pays basque, le soutien électoral s'adresse en particulier à la CiU, dont les aspirations sont autonomistes et non séparatistes. En Ecosse, par ailleurs, les nationalistes peuvent recueillir jusqu'à environ 40 % des suffrages pour des partis indépendantistes.
- Le succès électoral des nationalistes est le plus faible en Corse, où il plafonne généralement autour de 15 % des voix aux élections régionales, avec toutefois un succès plus élevé en 2010 où les formations nationalistes – autonomistes pour l'essentiel – ont atteint 28 % des suffrages électoraux au premier tour (et près de 35 % au second tour).

⁴⁴⁵ C'est-à-dire à l'exclusion de la population protestante en Irlande du nord.

Tableau 79: Succès électoral comparé des partis indépendantistes, autonomistes et de partis soutenant une forme d'autonomie

	<i>Irlande du nord</i>	<i>Ecosse</i>	<i>Catalogne</i>	<i>Basques</i>	<i>Corses</i>
<i>Succès électoral des partis indépendantistes</i>	SDLP et SF: 29 à 40 % aux élections locales, régionales ou générales (période 1982 à 2011), soit l'essentiel de l'électorat catholique	SNP: 15 à 30 % aux élections générales britanniques (période 1974 à 2010) SNP et écologistes: 30 à 40 % aux élections parlementaires écossaises (1997 à 2011)	ERC: 4 à 14 % aux élections du Parlement de Catalogne (période 1980 à 2010)	HB et EA: 10 à 33 % aux élections du Parlement basque (période 1980 à 2005) ⁴⁴⁶	- ¹
<i>Succès électoral des partis indépendantistes et autonomistes</i>	- ²	- ²	ERC et CiU: 37 à 54 % aux élections du Parlement de Catalogne (période 1980 à 2010)	HB, EA et PNV: 53 à 58 % aux élections du Parlement basque (période 1980 à 2005)	11 à 28 % aux élections de l'assemblée régionale de Corse (période 1982 à 2010, résultats au premier tour)
<i>Succès électoral des partis indépendantistes, autonomistes et affiliés/sympathisants</i>	- ^{1,2}	SNP, écologistes, libéraux, travaillistes: 65 à 85 % aux élections générales britanniques (période 1974 à 2010)	environ 90 % aux élections du Parlement de Catalogne	environ 80 à 90 % aux élections du Parlement basque	- ¹

¹ Données manquantes ; ² catégorie non pertinente.

⁴⁴⁶ Les positions autonomistes ou indépendantistes du PNV n'étant pas clarifiées, ce parti n'a pas été considéré ici parmi les partis indépendantistes.

2) Le potentiel de mobilisation sociale des mouvements nationalistes

Le potentiel de mobilisation sociale des mouvements nationalistes est plus difficile à capturer que leur potentiel de mobilisation électorale. Il peut être estimé sur la base de la littérature ou sur la base des données quantitatives à disposition. Comme l'ont montré les chapitres 3 à 7, les données exploitables concernent toutefois la période 1980 à 1995 uniquement et sont aussi influencées par le type de mobilisation: dans les régions qui ont connu une mobilisation radicale importante, les événements de protestation peuvent être nombreux mais concerner une minorité d'activistes et ne pas refléter le potentiel de mobilisation de la population dans son ensemble. La comparaison du potentiel de mobilisation sociale autour de la question nationale dans les cinq régions (représentée aussi au tableau 80) doit dès lors être interprétée avec prudence:

- Les mouvements nationalistes irlandais et basque semblent posséder le potentiel de mobilisation sociale le plus important. Si l'on inclut les contre-mouvements, qui se positionnent aussi sur la question nationale, environ 90 % des événements de protestation répertoriés dans la base de données de l'*European Protest and Coercion Data* pour la période 1980 à 1995 et qui se sont déroulés sur le territoire nord-irlandais, respectivement sur territoire basque, concernent l'enjeu nationaliste. La littérature confirme que la mobilisation sociale dans ces deux régions tourne essentiellement autour de la question nationale pour l'ensemble de la période d'analyse. Il est à souligner que cette mobilisation a un caractère largement séparatiste. En Irlande du nord, le mouvement nationaliste est dans sa majorité indépendantiste, tandis qu'au Pays basque, après la transition démocratique, la protestation à caractère autonomiste s'est fortement réduite à l'instar de la Catalogne et l'action collective concerne à partir de 1980 surtout la frange indépendantiste du mouvement basque.
- En Catalogne, la littérature s'accorde en général à considérer que la question nationale a transcendé l'ensemble des luttes sociales durant la transition démocratique et que le nationalisme a été hégémonique durant cette période. Ensuite, la protestation s'est réduite, dans la mesure où le nationalisme catalan s'est institutionnalisé. Comme le montrent les données de l'*European Protest and Coercion Data*, entre 1980 et 1995, les actions de protestation en Catalogne concernent surtout des conflits sociaux traditionnels (droits des travailleurs, service public, en particulier). La protestation à caractère nationaliste est le fait de la fraction indépendantiste du mouvement et joue un rôle peu important (du moins en regard de la mobilisation dans d'autres régions, telles le Pays basque, l'Irlande du nord et la Corse). Il est à noter toutefois qu'à partir de 1980, le gouvernement catalan a également mobilisé la population dans le cadre de festivals ou fêtes folkloriques, activités qui ne sont pas reflétées dans l'*European Protest and Coercion Data*. Le potentiel de protestation élevé du nationalisme catalan s'est par ailleurs réaffirmé durant la campagne de 2009 contre la saisie du nouveau Statut d'autonomie catalan par le tribunal constitutionnel de Madrid, qui a mobilisé une part importante de la population et des élites catalanes.
- La Corse présente d'après la littérature consultée un potentiel de mobilisation qu'on peut qualifier d'intermédiaire au début de la période d'analyse (les manifestations les plus importantes sur la question corse ont réuni jusqu'à 5 % de la population insulaire, contre 10 % à 15 % de la population catholique en Irlande du nord ou de la population catalane ou basque, voir aussi tableau 87). Par la suite, la population n'a plus pu être mobilisée dans les mêmes proportions. Durant la période 1980 à 1995, les données de l'*European Protest and Coercion Data* montrent que les actions de protestation sur territoire corse se partagent à part égale entre conflit nationaliste et conflits sociaux

traditionnels liés surtout aux droits des travailleurs et au service public. La protestation nationaliste est toutefois essentiellement liée à des attentats, attaques, incendies et activités assimilées (plus de 70 %, contre 45 % en Irlande du nord et 51 % au Pays basque) et concerne un nombre d'activistes restreint ; à la différence du nationalisme basque ou irlandais, elle ne s'accompagne pas ou presque d'autres actions de protestation, telles des manifestations, occupations, grèves, etc., qui impliqueraient la participation d'une frange plus large de la population (voir aussi chapitre 8.3).

- Le potentiel de mobilisation sociale à caractère nationaliste apparaît le plus réduit en Ecosse. Selon la littérature, le nationalisme écossais n'est pas ou quasiment pas accompagné d'un mouvement social. Cette impression est confirmée par les données à disposition, qui montrent qu'entre 1980 et 1995 – à une période où le statut de l'Ecosse était bloqué sur l'agenda britannique – les enjeux nationalistes représentent une part marginale de la protestation en Ecosse.

Tableau 80: Potentiel de mobilisation sociale autour de la question nationale dans les cinq régions

	<i>Irlande du nord</i>	<i>Ecosse</i>	<i>Catalogne</i>	<i>Basques</i>	<i>Corses</i>
<i>Potentiel de mobilisation sociale d'après la littérature</i>	Fort potentiel de mobilisation sociale	Faible potentiel de mobilisation sociale	Fort potentiel de mobilisation sociale, nationalisme hégémonique	Fort potentiel de mobilisation sociale, nationalisme hégémonique	Potentiel relativement important autour de 1976 ; potentiel restreint ensuite
<i>Part de la protestation nationaliste à l'ensemble de la protestation entre 1980 et 1995 en % sur le territoire de la région</i>	65 % nationalistes (25 % unionistes, 10 % autres)	6 % nationalistes (0.5 % contre-mouvement, 77 % conflits traditionnels, 15 % NMS)	17 % nationalistes (52 % conflits traditionnels, 9 % NMS)	81 % nationalistes (8 % contre-mouvement, 9 % conflits traditionnels, 2 % NMS)	47 % nationalistes (3 % contre-mouvement, 50 % conflits traditionnels)

Sources: Analyses monographiques, European Protest and Coercion Data.

3) Potentiel de mobilisation nationaliste estimé dans les cinq régions

Les analyses effectuées semblent confirmer dans les grandes lignes notre hypothèse d'un potentiel de mobilisation nationaliste plus important dans les régions de type « ethnique » et présentant un clivage culturel saillant.

Le potentiel de mobilisation nationaliste apparaît le plus élevé en Irlande du nord et au Pays basque, compte tenu tant du niveau de mobilisation que des objectifs largement séparatistes poursuivis par le nationalisme dans ces deux régions. Comme l'ont montré les analyses monographiques, on peut considérer que la forte cohésion interne de la communauté catholique et la segmentation de la société en Irlande du nord est un des facteurs centraux expliquant le fort potentiel de mobilisation nationaliste dans cette région. A un degré moindre, ceci paraît vrai de la communauté basque, où l'identité ethnique et la spécificité linguistique en particulier sont un facteur important du clivage avec le reste de l'Espagne et du sentiment national dans la population.

Le potentiel nationaliste catalan peut être réputé intermédiaire. Il concerne surtout des objectifs autonomistes reflétant une intensité moindre de l'engagement nationaliste. En Catalogne, pour cette raison, une fois obtenu le Statut d'autonomie de la Catalogne la population a été – sauf périodes exceptionnelles – mobilisée autour d'autres enjeux politiques que l'enjeu national. La Catalogne présente un clivage centre-périphérie fortement marqué, avec une composante linguistique et économique, en même temps qu'une appréhension civique plutôt qu'ethnique de la nation. Ces deux éléments combinés nous semblent expliquer sa capacité relativement élevée de mobilisation de la population en faveur de l'autonomie régionale, en même temps que les demandes modérées du nationalisme catalan en regard du mouvement irlandais ou basque par exemple.

Le potentiel de mobilisation nationaliste peut être considéré le plus réduit en Corse et en Ecosse, pour des raisons différentes: En Corse, parce que le conflit autour de la question corse, s'il est parvenu à prendre une place importante sur l'agenda politique de la région, ne l'a pas fait avec le soutien actif d'une part importante de la population (à la différence de l'Irlande du nord ou du Pays basque), alors qu'en Ecosse, le nationalisme est présent à l'échelon partisan mais a largement échoué à se transformer en un mouvement social (si l'on prend en considération que la mobilisation électorale représente typiquement un coût de participation moindre que la mobilisation sociale, on peut considérer que le potentiel de mobilisation nationaliste est le plus réduit en Ecosse). Dans ces deux régions, des enjeux économiques plutôt que culturels dominent la question nationale, et ceci explique à notre avis le potentiel de mobilisation plus restreint de la population autour d'une analyse des conflits sociaux en termes de conflit national.

8.2 Schémas interprétatifs des mouvements nationalistes

Nous avons supposé au chapitre 2.3 que la manière dont les mouvements nationalistes interprètent le conflit national, en particulier le degré de conflictualité de leurs revendications, devrait être en partie déterminée par le contexte culturel d'où sont issus les mouvements. Les mouvements nationalistes doivent adopter des schémas interprétatifs qui trouvent une résonance avec les valeurs et aspirations de la population à mobiliser. Il paraît dès lors plausible que des mouvements nationalistes issus de territoires contestés ou de communautés divisées puissent adopter et, le cas échéant, soient contraints d'adopter une stratégie discursive en lien avec ces griefs, qui présente aussi typiquement un potentiel de conflit plus important avec l'Etat ou avec certaines communautés du territoire. A l'inverse, les mouvements nationalistes issus de régions où le territoire n'est pas un enjeu de conflit, où la communauté est inclusive, l'histoire n'est pas source de griefs particuliers, devraient être davantage poussés

à la modération, c'est-à-dire par exemple à accepter de poursuivre leurs objectifs dans le cadre institutionnel établi et par des stratégies incrémentales d'accroissement des pouvoirs régionaux plutôt que par des stratégies de rupture ou par la violence. Compte tenu du contexte dont ils sont issus, nous avons supposé que les mouvements irlandais et basque devraient être davantage amenés à adopter des schémas interprétatifs conflictuels que les mouvements écossais et catalan, la Corse représentant un cas intermédiaire.

8.2.1 Schémas interprétatifs et conflictualité des mouvements nationalistes

Les mouvements nationalistes ont pour objectif de définir un projet étatique et de société. En ce sens, ils tendent à se positionner sur toutes les dimensions politiques, culturelles, économiques et sociales de l'Etat et de la nation. Sur la base des analyses monographiques, il nous semble justifié de retenir quelques dimensions clef qui régissent leurs aspirations et leur perception du conflit national:

- *Objectif poursuivi: autonomie ou indépendance.* L'objectif ultime des mouvements est, selon le mouvement considéré, la souveraineté nationale ou des pouvoirs décentralisés au sein de l'Etat souverain. Tandis que les mouvements autonomistes visent à obtenir des pouvoirs autonomes étendus dans le cadre institutionnel en vigueur et ne remettent pas en question de manière fondamentale les arrangements institutionnels existants, les mouvements séparatistes, à l'inverse, mettent en cause l'intégrité du territoire de l'Etat.
- *Reconnaissance des arrangements institutionnels existants.* Les mouvements nationalistes se distinguent dans leur reconnaissance ou non des institutions existantes. Typiquement, lorsque le mouvement reconnaît (au moins provisoirement) la légitimité de ces institutions, il poursuit une politique de réforme, incrémentale, dans le cadre institutionnel donné, avec l'objectif à terme de parvenir à davantage d'autonomie ou à l'indépendance de la région. A l'inverse, les organisations du mouvement nationaliste qui ne reconnaissent pas la légitimité des institutions s'emploient à une stratégie de rupture et tendent à considérer légitimes le recours à la confrontation ou le cas échéant la lutte armée en vue d'atteindre leurs objectifs.
- *Reconnaissance des processus démocratiques.* Cet élément est directement lié au précédent. Les mouvements nationalistes mettent en avant alternativement le primat de la nation ou le primat des droits démocratiques dans la poursuite de leurs objectifs. Les mouvements démocratiques reconnaissent que leurs aspirations politiques (autonomie, indépendance, le cas échéant réunification de territoires historiques) doivent être réglés dans le cadre d'une adhésion de la majorité des populations concernées à leurs revendications. A l'inverse, certaines franges des mouvements considèrent que les droits historiques de la nation prévalent sur les droits des populations. Dans ce cas, leurs objectifs politiques sont réputés légitimes même si les populations concernées s'y opposent et, le cas échéant, ils considèrent également légitime de recourir à la violence pour imposer leur projet politique.

A ces dimensions, on peut également ajouter d'autres éléments du schéma interprétatifs des mouvements, entre autres les revendications territoriales, culturelles, économiques ou sociales des mouvements.

Le degré de conflictualité des mouvements nationalistes peut, à notre sens, être saisi en particulier compte tenu de leur aspiration ou non à l'indépendance, leur reconnaissance ou non des arrangements institutionnels existants et des processus démocratiques. Selon la manière dont les mouvements se positionnent sur ces dimensions, il devrait en résulter un

potentiel de conflit plus ou moins important envers l'Etat et les populations du territoire qui n'adhèrent pas au projet national: l'autonomisme est moins conflictuel que le séparatisme, comme l'acceptation des institutions existantes ou des processus démocratiques est moins conflictuel que leur rejet.

Le positionnement des mouvements nationalistes étudiés sur les dimensions précitées varie fortement selon les régions d'analyse:

- En *Ecosse*, le mouvement nationaliste se partage entre une frange autonomiste et indépendantiste. Le mouvement dans son ensemble est caractérisé par une approche légaliste, démocratique et incrémentale de la question écossaise. Le nationalisme écossais exprime surtout des revendications économiques, tandis que les revendications culturelles sont secondaires, les revendications territoriales absentes.
- En *Irlande du nord*, le mouvement nationaliste est indépendantiste pour l'essentiel. Il se partage jusqu'en 1998 entre une frange modérée, qui poursuit un objectif de réunification irlandaise à long terme et dans le cadre d'un processus démocratique mais accepte à court terme les institutions en place et une frange radicale, poursuivant une réunification irlandaise immédiate par la lutte armée, sans prise en compte des aspirations démocratiques de la population protestante. Depuis 1998, le *Sinn Féin* a toutefois accepté une approche légaliste de la question irlandaise. Les revendications du mouvement nationaliste ont concerné jusqu'aux accords de paix surtout des questions institutionnelles (indépendance, partage de pouvoir avec la majorité protestante) plus que des questions économiques et sociales, qui restent toutefois importantes sur l'agenda.
- En *Catalogne*, le mouvement nationaliste dans sa grande majorité, tant pour la frange autonomiste majoritaire que pour la minorité indépendantiste, est caractérisé par une approche légaliste, démocratique et incrémentale de la question catalane (à l'exception d'une minorité radicale jusqu'au début des années 1990). Ses revendications concernent surtout des questions linguistiques et économiques.
- Au *Pays basque*, les nationalistes se partagent pour l'essentiel entre une frange modérée, autonomiste ou indépendantiste, qui s'inscrit dans le jeu démocratique espagnol et une frange indépendantiste radicale qui remet en cause la légitimité de l'Etat et poursuit ses objectifs par la lutte armée. Les revendications du mouvement nationaliste dans son ensemble concernent en particulier des questions territoriales et linguistiques, ainsi que des revendications économiques.
- En *Corse*, le mouvement nationaliste a, après une période autonomiste modérée, été dominé par les factions armées. Les objectifs du mouvement radical semblent être davantage d'utiliser la lutte armée en vue d'obtenir des concessions de l'Etat qu'une remise en cause des institutions. De ce point de vue, en dépit de ses stratégies, on peut considérer qu'il ne s'agit pas d'un nationalisme de rupture à l'égal des nationalismes radicaux irlandais ou basques.

Le degré de conflictualité des schémas interprétatifs des cinq mouvements nationalistes peut à notre sens être estimé comme suit, en prenant en compte les factions les plus importantes de chaque mouvement:

Tableau 81: Degré de conflictualité dans les schémas interprétatifs des principales factions des mouvements nationalistes étudiés

Reconnaissance des institutions existantes et des processus démocratiques		
	Oui	Non
Objectifs	Autonomie Faiblement conflictuel (frange autonomiste modérée en Catalogne, au Pays basque, en Ecosse et en Corse)	Conflictualité intermédiaire (-)
	Indépendance Conflictualité intermédiaire (frange séparatiste modérée en Catalogne, au Pays basque, en Ecosse et en Irlande du nord)	Fortement conflictuel (frange radicale au Pays basque, Irl. nord, Corse ¹)

¹ La remise en cause des institutions existantes est ambiguë en Corse.

Comme il apparaît au tableau 81, le degré de conflictualité d'un mouvement nationaliste ne peut être défini pour l'ensemble du mouvement, mais seulement pour ses différentes factions. On peut toutefois considérer que les mouvements irlandais et basque, compte tenu aussi du poids des factions radicales, présentent les schémas interprétatifs les plus conflictuels, suivis de la Corse.

8.2.2 Influences du contexte culturel sur les schémas interprétatifs des mouvements

Le présent chapitre s'intéresse plus avant aux effets de contrainte et d'opportunité des différentes dimensions du contexte culturel (territoire, communauté, histoire, etc.) sur les mouvements:

1) Le territoire et les schémas interprétatifs des mouvements nationalistes

On peut penser sur la base des analyses monographiques que la présence d'enjeux territoriaux amènent les mouvements nationalistes à développer des schémas interprétatifs de type conflictuel. Ceci semble vrai surtout des franges radicales du mouvement:

a) Les objectifs des mouvements en matière territoriale reflètent largement le territoire « mythique » de la communauté, soit son territoire d'extension historique et les territoires revendiqués par le nationalisme historique au dix-neuvième siècle et au début du vingtième siècle, comme il apparaît au tableau 82.

b) Les mouvements ont toutefois une certaine liberté d'interprétation dans ce domaine, qui s'observe en particulier pour les nationalistes modérés issus de territoires divisés, soit en Irlande du nord et au Pays basque: même si dans ces régions les modérés adoptent aussi une position revendicatrice sur l'ensemble du territoire historique de la nation, ils montrent dans les faits un pragmatisme nettement plus élevé. Ceci est vrai du SDLP en Irlande du nord et, depuis les accords de paix de 1998, également du *Sinn Féin*, qui poursuivent la réunification de l'Irlande mais acceptent également de participer aux institutions de l'Irlande du nord, et l'est à notre sens plus encore du PNV, qui n'a pas d'intérêt particulier en tant que parti dominant le gouvernement autonome basque de rechercher activement la réunification des trois provinces basques espagnoles avec la Navarre ou la réunification des sept provinces basques historiques.

En ce sens, les nationalistes modérés s'arrangent avec les contraintes d'un territoire « mythique » et s'inscrivent dans une logique d'action concentrée surtout dans les limites du territoire administratif (dans le cas irlandais, toutefois, comme l'a montré le chapitre 3, la question territoriale a aussi participé du conflit entre nationalistes modérés et Etat britannique et d'un blocage de la question irlandaise concernant en particulier la participation de la République d'Irlande aux affaires intérieures nord-irlandaises).

c) Pour les franges nationalistes radicales issues de territoires contestés, par contre, leur interprétation de la question territoriale reflète plus directement l'aspiration à une réunification des territoires « mythiques » de la nation et ceci semble avoir joué un rôle central dans leur radicalité:

- En *Irlande du nord*, la réunification de l'Irlande est considérée (jusqu'aux accords de paix de 1998) comme un objectif non négociable par le *Sinn Féin* et les paramilitaires républicains. Dès lors que cet objectif n'apparaissait pas atteignable par des moyens institutionnels, il semble avoir fondé largement une stratégie de rupture, de refus des institutions existantes et de recours à la lutte armée en vue d'obtenir la réunification irlandaise par la voie militaire et le retrait britannique des territoires irlandais. La partition de l'Irlande en 1921 et la création de l'Irlande du nord, formée de six des neuf comtés de l'Ulster, et dépourvue de tout ancrage historique, a permis aux nationalistes radicaux de légitimer leur stratégie, en définissant la création de l'Irlande du nord comme une résultante du colonialisme britannique et les institutions nord-irlandaises comme dénuées de toute légitimité historique et, partant, de toute légitimité politique.
- Au *Pays basque*, les nationalistes radicaux poursuivent de même sur le plan rhétorique la réunification des sept provinces historiques basques et les revendications territoriales participent de l'intensité du conflit au Pays basque, comme en témoigne par exemple le fait qu'ETA a régulièrement inscrit la reconnaissance des aspirations territoriales du peuple basque comme condition préalable à son renoncement à la lutte armée et à la négociation avec l'Etat espagnol. Le rôle du territoire sur les schémas interprétatifs et le degré de conflictualité du mouvement radical est toutefois moins clair qu'en Irlande du nord, dans la mesure où: 1) Il n'est pas possible de déterminer le rôle spécifique des revendications territoriales en regard de la revendication d'indépendance dans la radicalisation d'ETA ou d'*Herri Batasuna*. Comme il apparaît par exemple dans le rejet de l'adoption de la Constitution espagnole de 1978 et du Statut des autonomies de 1979 par les nationalistes radicaux, ou dans la revendication répétée du droit du peuple basque à l'autodétermination, l'indépendance est l'objectif central des radicaux et, dans le cadre de la Constitution espagnole, une revendication non négociable pour Madrid, indépendamment de leurs aspirations à la réunification des sept provinces basques ou de la réunification avec la Navarre. 2) Pour les mêmes raisons, le rôle joué par l'irréductibilisme ou les revendications sur la Navarre pour fonder le refus de la légitimité des institutions espagnoles existantes et justifier le recours à la lutte armée est moins clair qu'en Irlande du nord. Le refus des institutions espagnoles s'appuie surtout sur une théorie de la continuité du régime espagnol avec le régime franquiste. 3) Les revendications territoriales varient selon les périodes: l'alternative KAS de 1976 exprime des revendications directes uniquement sur la Navarre et demande par ailleurs la reconnaissance de liens nationaux avec les trois provinces basques françaises, alors

que l'alternative démocratique de 1995 revendique ouvertement la réunification des sept provinces.

d) Le territoire ne joue pas de rôle dans les territoires où les limites administratives correspondent au territoire mythique de la communauté. En Ecosse et en Catalogne, il n'implique pas de positionnement particulier du mouvement nationaliste. En Corse, les revendications du mouvement concernent uniquement l'unification des deux provinces de Haute-Corse et de Corse-du-Sud. Cette revendication est peu conflictuelle pour l'Etat français qui, dans le cadre du processus de Matignon de 2002, était prêt à y répondre positivement et ne semble pas avoir joué de rôle majeur dans le positionnement du mouvement corse.

Tableau 82: Territoire « mythique » et administratif des régions et revendications nationalistes en matière territoriale

	<i>Irlande du nord</i>	<i>Ecosse</i>	<i>Catalogne</i>	<i>Basques</i>	<i>Corse</i>
<i>Territoire historique et territoire du nationalisme historique</i>	Ile d'Irlande	Ecosse	Catalogne	Territoire historique: sept provinces basques Nationalisme historique: Vizcaya (19ème siècle) ; Pays basque et Navarre (début du 20ème siècle)	Corse
<i>Territoire administratif</i>	Irlande du nord (6 comtés d'Ulster)	Ecosse	Catalogne	Pays basque (3 provinces)	Corse (2 départements)
<i>Schémas interprétatifs du mouvement nationaliste modéré</i>	Objectif de long terme est la réunification irlandaise; à court terme acceptation des institutions britanniques	Pas de revendications en matière territoriale	Pas de revendications en matière territoriale	Défense du territoire « mythique » des sept provinces; en pratique acceptation du contexte administratif ; n'ont pas fait usage des possibilités de réunification avec la Navarre	Objectif de réunification des départements de Haute-Corse et Corse-du-sud
<i>Schémas interprétatifs du mouvement nationaliste radical</i>	Objectif de réunification irlandaise immédiate ; pas de légitimité de l'Irlande du nord ; réunification justifie la lutte armée	- ¹	Pas de revendications en matière territoriale	Défense du territoire « mythique » des sept provinces ; indépendance et réunification des quatre ou sept provinces justifie la lutte armée	- ¹

¹ Données manquantes

2) La communauté et les schémas interprétatifs des mouvements nationalistes

La définition de la communauté est plus fluide que celle du territoire et il est plus malaisé d'établir des filiations entre contraintes du contexte culturel et schémas interprétatifs des mouvements. L'analyse montre que les mouvements nationalistes les plus modérés sont issus de régions où une interprétation civique de la nation domine et a contrario les trois mouvements nationalistes les plus radicaux ont émergé dans des régions où la définition de la communauté est plutôt de type ethnique:

a) La communauté nationale définie par un mouvement nationaliste semble refléter largement des catégorisations de la population qui le précèdent (voir aussi le tableau 83). En Irlande du nord, les nationalistes ont perpétué une division confessionnelle issue de l'histoire et, en particulier, de l'échec du premier nationalisme au dix-neuvième siècle de créer un projet politique commun aux communautés catholique et protestante. En Ecosse et en Catalogne, où les populations se définissent en termes civiques et le nationalisme historique est de type civique également, le mouvement nationaliste a repris ce schéma interprétatif. En Corse, les nationalistes contemporains s'appuient surtout sur la population d'origine insulaire et présentent un discours largement ethnique, qui n'a pas été exempt de dérives racistes contre les populations d'origine métropolitaine, pied-noir et immigrée ; ceci semble également en continuité avec une perception ethnique de la spécificité corse, sinon en continuité avec le nationalisme de Paoli. La situation basque fait toutefois exception: tandis que le nationalisme basque historique est ouvertement ethnique et la population se définit comme basque selon des caractéristiques ethniques ou linguistiques, le mouvement basque contemporain, surtout le nationalisme radical, peut être considéré civique et inclusif.

b) Dans les régions où la communauté nationale est définie en termes ethniques et exclusifs, la question communautaire divise les franges modérée et radicale des mouvements nationalistes de manière analogue à la question territoriale. Les franges modérées s'inscrivent typiquement dans une approche démocratique et du respect des droits des différentes communautés du territoire, tandis que le nationalisme radical tend à poser le primat des droits historiques de la nation sur les droits démocratiques des populations. En Corse, les nationalistes modérés se sont distanciés des positions anti-françaises du nationalisme radical. Au Pays basque, le PNV conditionne également une réunification des territoires basques historiques à l'acceptation des populations concernées. En Irlande du nord, le SDLP accepte que l'indépendance éventuelle est conditionnée à un processus démocratique prenant en compte les aspirations unionistes de la majorité protestante. A l'inverse, les paramilitaires républicains irlandais ont refusé jusqu'aux accords de paix de 1998 toute prise en compte des aspirations unionistes et l'unification a été entendue comme un préalable à la discussion du statut de la minorité protestante dans une république d'Irlande unifiée⁴⁴⁷. En dépit de l'approche inclusive du nationalisme radical basque, il se caractérise également par une volonté de réunification des territoires historiques basques de type primordialiste, qui ne prend en compte ni les aspirations de la majorité de la population navarraise à rester une province indépendante ni le faible soutien des populations basques françaises à une éventuelle réunification.

c) S'ils se réclament d'une approche généralement civique, les mouvements nationalistes modérés ne sont pas exempts d'un certain potentiel de conflit avec des minorités du territoire sur des questions culturelles et en particulier linguistiques: ceci est vrai par exemple du

⁴⁴⁷ Ce, également parce que l'IRA considère les protestants comme des Irlandais et ne croit pas à leur identité britannique (O'Brien, 1995).

nationalisme catalan ou basque, qui ont fait du bilinguisme un objectif politique déclaré, au détriment des populations monolingues issues de l'immigration (surtout) espagnole.

d) En ce qui concerne le nationalisme radical, le principe du primat des droits de la nation sur les droits démocratiques crée un potentiel de conflit important avec l'Etat et avec les populations opposées au projet nationaliste. Ceci apparaît clairement en Irlande du nord, où la division communautaire a joué un rôle central dans la dynamique du conflit et les positions des paramilitaires républicains et du *Sinn Féin* envers la communauté protestante ont été un des éléments clef de sa radicalisation et de la difficulté à lui trouver une issue négociée. Les interprétations ethniques du FLNC ont sans doute également participé de la radicalisation du conflit corse, de même pour les revendications d'ETA sur des territoires dont la population n'est pas acquise au nationalisme basque: elle a amené ces mouvements à considérer les populations (pour le FLNC: population française) ou territoires (pour ETA: territoire de Navarre) concernés comme des cibles légitimes d'attentats et impliqué une dynamique conflictuelle avec les communautés visées, en même temps qu'elle impliquait une impossibilité pour les Etats concernés de rentrer en matière avec des revendications politiques s'exprimant au détriment de populations du territoire. En Corse et au Pays basque, il est toutefois malaisé de déterminer le rôle spécifique joué par les questions communautaires dans le conflit nationaliste. En regard de la situation nord-irlandaise, ces questions jouent à notre avis un rôle moins important.

Tableau 83: Communauté « imaginaire » des régions et positions des mouvements nationalistes sur la question communautaire

	<i>Irlande du nord</i>	<i>Ecosse</i>	<i>Catalogne</i>	<i>Basques</i>	<i>Corses</i>
<i>Perception dominante de la communauté</i>	Opposition entre communautés catholique et protestante	Communauté formée des habitants de l'Ecosse	Communauté formée des habitants de la Catalogne	Définition ethnique ou linguistique de la communauté en concurrence avec approche civique	Communauté insulaire de type plutôt ethnique
<i>Communauté dans le nationalisme historique</i>	Nationalisme catholique et unionisme protestant	Nationalisme civique	Nationalisme civique	Nationalisme ethnique au 19ème siècle, nationalisme civique et ethnique au début du 20ème siècle	Nationalisme civique au 18ème siècle, nationalisme ethnique au début du 20ème siècle
<i>Communauté nationale dans le nationalisme modéré actuel</i>	Nationalisme ethnique ; défend les intérêts de la communauté catholique	Nationalisme civique ; défend les intérêts des habitants de l'Ecosse	Nationalisme civique ; défend les intérêts des habitants de la Catalogne ; défense du catalan evtl. au détriment de la communauté hispanophone	Nationalisme civique ; défend les intérêts des habitants du Pays basque ; défense du basque evtl. au détriment de la communauté hispanophone	- ¹
<i>Communauté nationale dans le nationalisme radical</i>	Nationalisme ethnique ; non reconnaissance des aspirations unionistes protestantes jusqu'en 1998	- ¹	- ¹	Nationalisme civique ; revendications territoriales en dépit de l'opposition des populations concernées	Nationalisme plutôt ethnique et opposé à l'immigration des Français du continent, pieds-noirs et autres immigrés

¹ Données manquantes

3) *L'histoire et les schémas interprétatifs des mouvements nationalistes*

L'histoire semble offrir aux mouvements des opportunités pour créer une narration en résonance avec les valeurs ou mythes de la population, et créer également des contraintes quant aux interprétations acceptables du conflit national. A la différence des questions territoriales ou de communauté, l'influence de l'histoire sur les schémas interprétatifs n'est à notre sens pas directe, mais doit être combinée avec d'autres facteurs pour être appréciée ; des griefs historiques ne peuvent être mobilisés que d'une manière rendue possible par le contexte actuel, c'est-à-dire dans une situation politique où ces interprétations ont une certaine plausibilité:

a) Les mouvements nationalistes se servent de l'histoire pour construire une narration cohérente de la nation et du nationalisme, comme l'ont illustré les analyses monographiques. Les symboles de la nation (ses mythes fondateurs, son drapeau, ses héros, etc.) sont repris de l'histoire. Les schémas interprétatifs des mouvements peuvent être justifiés par l'histoire: ainsi de la description de l'Irlande du nord comme colonie britannique ou de l'Espagne comme Etat non démocratique. Dans l'action collective, les mouvements plongent également dans la mémoire nationale pour choisir par exemple les lieux ou dates de manifestations, les cibles de leur activité ou leurs répertoires d'action⁴⁴⁸.

b) Le contexte historique semble exercer une certaine influence sur les schémas d'interprétation ouverts aux mouvements. Il apparaîtrait peu plausible, pour le mouvement nationaliste écossais, de construire une narration du conflit national en des termes équivalents à celui de ses homologues irlandais ou basque. Le mouvement nationaliste radical est, à notre avis, resté infiniment marginal en Ecosse pour cette raison: par manque de bases narratives lui permettant de se développer et de bénéficier d'une acceptation populaire. A l'inverse, en Irlande du nord, la perception d'un conflit historique entre communautés catholique et protestante, de la création artificielle de la province d'Irlande du nord au début du vingtième siècle et d'une discrimination de la communauté catholique durant toute la période de Stormont, ont de notre point de vue créé des contraintes fortes sur le mouvement nationaliste à adopter une interprétation conflictuelle des relations avec Londres et avec la communauté protestante⁴⁴⁹.

⁴⁴⁸ Des prises de maquis en Corse aux grèves de la faim en Irlande du nord, des commémorations de *Pâques 1916* ou de *Bloody Sunday* à celles des militants tombés dans la lutte anti-franquiste, l'activisme nationaliste semble se largement se mettre en scène en se fondant sur des repères historiques dont la portée symbolique devraient assurer à leurs actions une forte résonance dans la population.

⁴⁴⁹ Comme en témoigne aussi l'échec du mouvement pour les droits civiques en Irlande du nord de la Northern Ireland Civil Rights Association (NICRA), fondée en 1967. Sur le modèle du mouvement des droits civiques américains, la NICRA vise à obtenir l'égalité des citoyens catholiques et protestants en Irlande du nord. L'organisation se veut interconfessionnelle et cherche en particulier à rallier la classe ouvrière protestante à ses objectifs. Ses demandes concernent la réforme des institutions locales ("one man, one vote"), la redéfinition des circonscriptions administratives pour mettre fin au *gerrymandering*, l'arrêt des politiques discriminatoires par le gouvernement local, l'allocation impartiale de logements publics, la dissolution des unités B-Specials et la fin de la législation d'exception contenue dans le Special Power Acts. Le mouvement adopte initialement des formes de contestation sur le modèle américain : manifestations, sit-in, etc. et attire à ses débuts des protestants libéraux. Toutefois, dans le courant de la campagne, les objectifs, stratégies d'action et bases de soutien du mouvement se transforment rapidement. Comme le note Darby: « The earlier peaceful marches, strongly influenced in aims, tactics and general style on the American civil rights movement, were new to Northern Ireland and attracted liberal Protestant as well as general Catholic support. Gradually, however, the protests took on more traditionally republican forms – barricades, violence against the police and army, paramilitary groups. These forms of protest not only discouraged Protestant sympathy but themselves helped to move the demands of protesters towards more traditional objectives » (Darby, 1987. 23). L'objectif de mobilisation interconfessionnelle perd également rapidement de sa crédibilité compte tenu de l'opposition loyaliste au mouvement et de la violence interconfessionnelle grandissante qui accompagne les manifestations. En août 1969,

c) Le rôle de l'histoire doit toutefois être interprété à la lumière du contexte politique présent. En Catalogne, par exemple, en dépit du passé franquiste de l'Espagne et de la répression du mouvement catalan sous Franco, après la transition démocratique et le Statut des autonomies, le mouvement radical catalan n'a pas réussi à construire une narration convaincante, dans la mesure où les aspirations autonomistes catalanes avaient été largement reconnues par Madrid, les élites catalanes dirigeaient la *Generalitat* et le soutien de la population à l'indépendance était ténu. En conséquence, faute de bases de soutien, il a disparu. L'affaiblissement progressif d'ETA semble également refléter la même contrainte, où l'interprétation du conflit basque en termes de lutte contre un Etat réputé illégitime en référence au franquisme a perdu progressivement de sa pertinence depuis la transition démocratique.

4) *Le clivage centre-périphérie et les schémas interprétatifs des mouvements nationalistes*

Les dimensions saillantes du clivage centre-périphérie se reflètent dans les revendications et schémas interprétatifs des mouvements nationalistes, comme l'indique le tableau 84. Ceci est surtout vrai pour la frange modérée des mouvements. Les mouvements radicaux étudiés adoptent un discours nationaliste révolutionnaire de type marxiste ou socialiste et en termes de colonialisme intérieur, qui ne recoupe pas directement les clivages. Le *Sinn Féin* et l'IRA ont toutefois aussi poursuivi des objectifs en termes de réduction des inégalités économiques et sociales au détriment des catholiques, ou *Herri Batasuna* en termes de promotion de l'*euskara*, qui sont en filiation directe avec les dimensions saillantes du clivage entre protestants et catholiques, respectivement entre le Pays basque et l'Espagne. Les franges radicales tendent également à politiser des éléments culturels – en particulier linguistiques – même lorsqu'ils sont peu saillants, ainsi de l'usage symbolique du gaélique par les républicains en Irlande du nord.

Sur la base des analyses monographiques, nous n'avons pas constaté d'effet de la structure des clivages sur la conflictualité des mouvements, entre autres pas constaté que les revendications d'ordre linguistique par exemple créent un potentiel de conflit plus grand avec l'Etat ou avec les antagonistes que les revendications d'ordre économique ou social. Par ailleurs, l'adoption par les franges radicales du mouvement nationaliste d'une doctrine nationaliste révolutionnaire, indépendamment de la structure du clivage centre-périphérie, laisse entendre à notre sens que la structure des clivages n'est pas un élément explicatif primordial de leur degré de radicalité.

suite à une manifestation loyaliste des Apprentice Boys, la violence interconfessionnelle devient si élevée et incontrôlable qu'elle s'achève par l'intervention de l'armée britannique. Au mouvement des droits civils succède un mouvement républicain traditionnel et une campagne armée de l'IRA. Pour Darby, l'opposition qu'a rencontré le mouvement des droits civiques explique sa transformation d'un modèle novateur fondé sur l'exemple américain en un modèle sectaire traditionnel: « when agitation starts and is resisted, regardless of its original demands and forms, it will inevitably revert to sectarian patterns and objectives » (Darby, 1987 : 23). Le destin du mouvement nous semble illustrer aussi l'effet structurant du contexte sur les mouvements : la tentative de définir à un mouvement social des objectifs et des modèles d'action sortant du schéma culturel dominant en Irlande du nord à la fin des années soixante a échoué en raison à la fois de l'opposition sectaire loyaliste et du glissement progressif du mouvement dans les schémas interprétatifs traditionnels républicains. Comme le montrent les stratégies initiales de la NICRA, un mouvement peut s'émanciper d'un contexte culturel donné c'est-à-dire le mouvement social n'a pas une simple fonction de relais et peut développer des approches innovantes qui ne correspondent pas aux schémas de pensée traditionnels dans la société, toutefois le contexte social et culturel modèle ses possibilités et peut l'amener aussi à l'échec ou le forcer à revoir sa stratégie. C'est, à notre sens, ce qui est arrivé à la NICRA.

Tableau 84: Principales dimensions du clivage centre-périphérie et revendications des mouvements nationalistes dans les domaines concernés

	<i>Irlande du nord</i>	<i>Ecosse</i>	<i>Catalogne</i>	<i>Basques</i>	<i>Corses</i>
<i>Principales dimensions du clivage centre-périphérie</i>	Clivage entre protestants et catholiques, d'ordre religieux, social, économique et culturel	Clivage avec le centre dominé par les questions économiques	Clivage avec le centre dominé par la dimension linguistique et économique (surdéveloppement en regard du reste de l'Espagne, fiscalité)	Clivage avec le centre dominé par la dimension linguistique et économique (surdéveloppement en regard du reste de l'Espagne, fiscalité)	Clivage avec le centre dominé par les questions économiques, dimension linguistique marginale
<i>Discours et revendications du mouvement nationaliste modéré actuel</i>	Revendications institutionnelles (partage de pouvoir entre communautés) dominant ; réduction des inégalités économiques et sociales	Revendications institutionnelles et économiques, les questions culturelles sont marginales	Revendications économiques (entre autres: fiscales) et linguistiques	Revendications économiques (entre autres: fiscales) et linguistiques	Revendications économiques dominant
<i>Discours et revendications du mouvement nationaliste radical</i>	Doctrines de colonialisme intérieur et revendication de réunification irlandaise dominant jusqu'aux accords de paix ; revendications institutionnelles et réduction des inégalités depuis	- ¹	- ¹	Doctrines de libération nationale et pouvoir aux travailleurs ; revendications linguistiques	Doctrines de colonialisme intérieur et revendications économiques surtout

¹ Données manquantes

8.2.3 Schémas interprétatifs et degré de conflictualité dans les cinq régions

Le chapitre 8.2.2 a montré que les mouvements nationalistes reprennent largement à leur compte des schémas d'interprétation du conflit national qui les précèdent, mais avec une certaine liberté d'interprétation dans ce domaine. Les franges modérées des mouvements nationalistes, si elles procèdent de manière rhétorique à une analyse des dimensions territoriale, culturelle ou historique du conflit national reflétant des valeurs et mythes de la nation qui les précèdent, combinent à notre sens ces interprétations avec un degré élevé de pragmatisme⁴⁵⁰. Les effets structurants du contexte culturel semblent dès lors s'exprimer surtout sur les franges radicales (voir également le tableau 85). Les radicaux tendent à défendre une approche primordialiste de la nation, où les enjeux territoriaux et conflits historiques entre communautés ou avec l'Etat fondent leur interprétation du conflit national. Dans les territoires ou communautés divisées, ceci les amène à adopter un discours et des revendications très conflictuels envers leurs antagonistes. Par ailleurs, il paraît justifié de supposer que dans les régions où le territoire, la perception de la communauté ou l'histoire sont propices à développer un discours radical, en particulier en Irlande du nord et au Pays basque, de même dans une moindre mesure en Corse, les franges radicales parviennent à s'implanter et atteindre une certaine ampleur, alors que dans les régions où ces conditions ne sont pas réunies, comme en Catalogne et en Ecosse, les schémas d'interprétation radicaux échouent à trouver un public et un soutien durable dans la population, si bien que les franges radicales jouent un rôle marginal ou disparaissent.

En ce sens, il nous semble plausible que le contexte culturel crée en effet pour les mouvements nationalistes des opportunités et contraintes discursives qui influencent leur degré de conflictualité. Ce phénomène ne concerne pas les modérés du mouvement, mais il conditionne à la fois les stratégies discursives des franges radicales et le soutien dont elles peuvent bénéficier.

⁴⁵⁰ Ainsi par exemple du nationalisme modéré basque, qui en dépit de revendications à l'indépendance et à la réunification des territoires historiques basques, s'inscrit en même temps dans une logique légaliste qui l'amène tant à reconnaître la légitimité des institutions espagnoles et les découpages administratifs en place qu'à renoncer à des prétentions à la réunification de la Navarre aux trois provinces basques espagnoles (quand bien même le Statut d'autonomie du Pays basque lui a ouvert cette possibilité).

Tableau 85: Structure des opportunités discursives et degré de conflictualité observé dans les schémas interprétatifs des mouvements nationalistes

Degré de conflictualité observé dans les schémas interprétatifs des mouvements nationalistes

		<i>Faible à intermédiaire</i>	<i>Elevé</i>
<i>Contexte culturel des mouvements</i>	<i>Civique</i>	Nationalistes catalans modérés (autonomistes majoritaires) Nationalistes écossais modérés (franges autonomiste et séparatiste)	(-) ¹
	<i>Intermédiaire</i>	Nationalistes corses modérés (franges autonomiste et séparatiste)	Frange radicale en Corse (frange importante du mouvement nationaliste)
	<i>Ethnique</i>	Nationalistes basques modérés (franges autonomiste et séparatiste) Nationalistes irlandais modérés (séparatistes majoritaires)	Frange radicale au Pays basque et Irlande du nord (frange importante du mouvement nationaliste)

¹ *Mouvement séparatistes radicaux catalan et écossais ont une importance marginale.*

A noter toutefois qu'à la lumière des analyses monographiques, d'autres facteurs semblent également affecter les schémas narratifs des mouvements nationalistes, soit en particulier:

- *Le rôle de la structure des opportunités politiques sur les schémas interprétatifs des mouvements.* La *structure institutionnelle formelle* de l'Etat influence les possibilités et les schémas interprétatifs des mouvements nationalistes. Ainsi, la revendication indépendantiste prend un aspect très différent en Ecosse en regard de la Catalogne ou du Pays basque, par exemple. En Grande-Bretagne, la revendication séparatiste n'entre pas en conflit avec le cadre institutionnel britannique. Ceci permet par exemple au SNP d'orchestrer en toute légalité une campagne référendaire pour l'indépendance de l'Ecosse, et également d'utiliser le spectre de l'indépendance de manière tactique comme possibilité de négociation d'une autonomie accrue de la région. En Espagne ou en France, la Constitution prévoit l'indivisibilité du territoire ou des conditions très restrictives à une séparation. Ceci crée d'autres contraintes discursives sur les mouvements et les place devant le dilemme d'adopter un programme modéré et autonomiste (soit revendiqué soit de fait, en dépit d'une rhétorique indépendantiste plus ou moins affirmée) ou d'entrer dans un conflit ouvert avec l'Etat souverain. Les *stratégies informelles* de l'Etat ont également une influence directe sur les schémas interprétatifs des mouvements. Ceci est illustré par exemple par les évolutions idéologiques du mouvement républicain en Irlande du nord depuis le processus de paix en Irlande du nord. De même, des évolutions conjoncturelles semblent également influencer sur les schémas interprétatifs des mouvements ; comme l'ont montré les analyses monographiques, les mouvements radicaux irlandais ou basque ont par exemple été davantage prêts à s'engager dans des voies de négociation pragmatique en présence d'alliés qu'en période d'isolement politique.
- *Le rôle de facteurs internes aux mouvements dans leurs schémas interprétatifs.* Les schémas interprétatifs divergents au sein des mouvements nationalistes dans chaque

région étudiée illustrent leur liberté d'interprétation du conflit national dans un contexte culturel et politique donné. On constate par ailleurs des similarités entre les différentes régions dans les approches narratives des franges modérées, de même que dans celles des franges radicales (ainsi l'adoption par ces derniers d'une rhétorique nationaliste révolutionnaire).

En dépit de ces limites, il nous semble justifié de considérer que le contexte culturel joue un rôle décisif d'opportunité et contrainte discursive sur les mouvements et influence le degré de conflictualité des mouvements.

8.3 Mobilisation et stratégies d'action des mouvements

Nous avons supposé au chapitre 2 que les stratégies d'action des mouvements sont influencées par deux types de facteurs: le contexte culturel des mouvements (ou structure des opportunités discursives des mouvements) et la structure des opportunités politiques à laquelle sont confrontés les mouvements. D'une part, nous supposons qu'au même titre qu'il influence les schémas interprétatifs des mouvements, le contexte culturel devrait avoir une influence sur leurs stratégies d'action et leur degré de mobilisation. On a supposé en particulier aux chapitres 2.3.3 et 2.3.4 que les mouvements issus de contextes « ethniques » devraient être davantage mobilisés et présenter des schémas d'interprétation plus conflictuels que les mouvements issus de contextes « civiques ». D'autre part, nous supposons que la structure institutionnelle formelle et les stratégies informelles de l'Etat ont aussi un effet sur la mobilisation, en particulier parce que selon la force de l'Etat et ses stratégies informelles, la mobilisation des mouvements devrait être favorisée ou entravée, de même que des stratégies d'action modérées devraient être favorisées au détriment de stratégies radicales ou inversement.

8.3.1 Degré de mobilisation et stratégies d'action des mouvements dans les cinq régions

Les analyses monographiques ont montré que les mouvements adoptent des stratégies d'action divergentes, électorales ou de protestation, ainsi que des combinaisons variables entre ces différentes stratégies. Le présent chapitre s'intéresse aux différentes stratégies adoptées par les mouvements nationalistes et au degré de mobilisation des mouvements.

Le répertoire d'action adopté par les mouvements concerne à la fois des stratégies électorales, le recours à des actions non conventionnelles de type modéré ou à d'autres formes de mobilisation sociale et l'activisme radical:

1) Mobilisation électorale

Les mouvements nationalistes étudiés sont pour l'essentiel organisés sous forme partisane et participent aux élections.

On peut considérer que les stratégies électorales, couplées à la négociation dans le cadre institutionnel, dominent les stratégies du mouvement nationaliste écossais. Elles jouent également un rôle prééminent dans le nationalisme catalan et basque modéré, où les principales formations nationalistes (CiU, PNV, dans une moindre mesure ERC et EA) sont assurées d'un accès institutionnel privilégié pour faire avancer leurs aspirations nationalistes puisqu'elles sont en mesure de dominer le gouvernement régional ou d'y participer. En Irlande du nord, le SDLP a également poursuivi ses objectifs dans un cadre électoral et institutionnel ; on peut considérer par ailleurs que depuis le *Good Friday Agreement*, les nationalistes du *Sinn Féin* poursuivent également une stratégie à dominante institutionnelle. La stratégie électorale semble par contre jouer un rôle marginal en Corse, sous l'effet combiné de plusieurs facteurs:

à la différence des autres régions, les partis nationalistes obtiennent un succès électoral réduit et ne peuvent espérer influencer la politique régionale de manière décisive par la voie des urnes ; ce facteur s'est combiné avec une faible perméabilité du réseau institutionnel local aux aspirations du mouvement nationaliste ; il s'est combiné également à la faible influence des partis corses sur les destinées de l'île en raison de la décentralisation administrative réduite dans la région ; enfin, les partis nationalistes ont été largement, entre la fin des années 1970 et le début des années 2000, la vitrine légale de groupes armés. Dans un contexte de marginalisation des modérés, le nationalisme institutionnel corse a été très affaibli – même s'il semble récemment reprendre une certaine vigueur.

Les franges radicales des mouvements irlandais et basque ont poursuivi également leurs objectifs par la voie partisane. A la différence des modérés, la stratégie électorale a aussi servi à mettre en scène le rejet des institutions politiques existantes, par exemple en refusant de siéger au parlement ou en présentant des candidats au potentiel confrontatif, tel Bobby Sands en Irlande du nord. Comme l'a montré l'analyse des stratégies du *Sinn Féin*, la participation au processus électoral a pu créer des synergies et renforcer les positions des radicaux mais a aussi créé des tensions internes parmi les républicains compte tenu des incompatibilités entre les logiques de l'« *armalite* » et celle du « *ballot box* ». En Corse, même si les partis nationalistes sont souvent les émanations de groupes armés, il ne semble pas qu'ils aient à l'égale du *Sinn Féin* ou de *Herri Batasuna* poursuivi une politique active en vue de défendre des objectifs politiques pour la Corse ; les vitrines légales des groupes paramilitaires ont, à notre sens, joué plus un rôle d'intermédiaire entre les paramilitaires et l'Etat que d'implantation du nationalisme sur l'échiquier politique.

2) Mobilisation sociale à caractère modéré

Les mouvements nationalistes recourent de manière diverse à des stratégies de mobilisation sociale à caractère modéré. En Ecosse, comme on l'a déjà mentionné, ce phénomène est marginal. En Catalogne, la mobilisation sociale modérée (dans le cadre d'actions non conventionnelles) a pu prendre une grande ampleur lors de la transition démocratique, mais – sauf moments exceptionnels – est réduite depuis. Au Pays basque, de même, la mobilisation nationaliste modérée a fortement diminué depuis la transition démocratique, en partie pour les mêmes raisons qu'en Catalogne, c'est-à-dire la domination du gouvernement régional par le principal parti nationaliste, de même qu'en raison de la violence nationaliste. La mobilisation sociale modérée est néanmoins restée plus importante qu'en Catalogne, orchestrée surtout par la gauche *abertzale*. En Irlande du nord, la violence du conflit dans un contexte sectaire accroît les coûts de participation à l'action collective et a, comme au Pays basque, entraîné une diminution des actions de protestation modérées pendant la période des troubles (elles ont augmenté depuis le processus de paix, comme en témoigne par exemple l'accroissement du nombre des marches catholiques depuis 1998). En Corse finalement, après une période de mobilisation sociale importante, le mouvement nationaliste s'est engagé essentiellement sur la voie de la lutte armée et l'action collective de type modéré est devenue marginale.

Le tableau 86 présente les données comparées de la protestation nationaliste entre 1980 et 1995 selon l'*European Protest and Coercion Data*. Elles montrent que les actions non conventionnelles à caractère modéré jouent un rôle mineur dans toutes les régions durant cette période (à titre de comparaison, pour la protestation tous mouvements sociaux confondus répertoriée entre 1980 et 1995 par l'*European Protest and Coercion Data*, la protestation à caractère modéré représente environ 70 % de l'ensemble de la protestation en France (avec 50 % environ de l'ensemble de la protestation constituée par des grèves) et plus de 40 % en Espagne (dont environ 23 % constituée par des grèves)).

Tableau 86: Nombre d'événements de protestation nationalistes à caractère modéré entre 1980 et 1995 sur le territoire régional (événements de plusieurs journées)

	<i>Irlande du nord¹</i>	<i>Ecosse</i>	<i>Catalogne²</i>	<i>Pays Basque</i>	<i>Corse³</i>
Actions non conventionnelles à caractère modéré, dont:	161 (11 %)	14 (64 %)	8 (13 %)	56 (8 %)	28 (7 %)
-Manifestations, rassemblement et marches	159	13	8	40	25
- Grève et grève générale	1	-	-	12	-
- Autres (p.ex. pétitions)	1	1	-	4	3
Actions à caractère confrontatif de violence modérée	243 (17 %)	1 (5 %)	9 (15 %)	151 (22 %)	8 (2%)
Actions à caractère confrontatif et de violence élevée	1041 (72 %)	7 (32 %)	44 (72 %)	407 (59 %)	388 (92%)
Nombre total d'actions de protestation	1441 (100%)	22 (100%)	61 (100%)	688 (100%)	424 (100%)

Source: *European Protest and Coercion Data*. ¹Données 1990 à 1992 sont manquantes. ²Actions de protestation du nationalisme catalan sur l'ensemble du territoire espagnol. ³ Actions de protestation du nationalisme corse sur l'ensemble du territoire français.

La contestation modérée peut néanmoins rassembler une partie non négligeable de la population, surtout en Irlande du nord, au Pays basque et en Catalogne, comme il apparaît au tableau 87.

Tableau 87: Nombre maximal de participants répertorié à une manifestation nationaliste durant la période 1975-2011

	<i>Irlande du nord</i>	<i>Ecosse</i>	<i>Catalogne</i>	<i>Pays Basque</i>	<i>Corse</i>
<i>Nombre maximal répertorié de participants à une manifestation nationaliste (en % de la population)</i>	40'000 à 100'000 personnes ⁴⁵¹ (5 à 14 % de la population catholique)	25'000 personnes (0.5 % de la population)	1'000'000 personnes (16 % de la population)	350'000 personnes (12 % de la population)	12'000 personnes (5 % de la population)

Source: Analyses monographiques

Les données ci-dessus se réfèrent à des actions de type non conventionnel (manifestations, grèves, pétitions, etc.). A ce type d'actions, il faut encore ajouter une activité nationaliste d'ordre plus institutionnel, dans le cadre de *fiestas*, festivals ou marches à caractère traditionnel. Comme on l'a indiqué dans les analyses monographiques, les gouvernements régionaux catalan et basque ont été très actifs en ce domaine. En Irlande du nord, les marches catholiques ont également un poids non négligeable. En Ecosse et en Corse, ce type d'activité paraît par contre peu important sur la base de l'information disponible.

3) Mobilisation sociale de type confrontatif mais de violence réduite

Les mouvements nationalistes basque et irlandais présentent une mobilisation non négligeable de type confrontatif ou violent de faible et moyenne intensité, comme il apparaît aussi au tableau 86, et qui se manifeste par exemple par manifestations violentes, émeutes, obstructions, occupations ou boycotts. En regard des actions à caractère très violent décrites ci-dessous, il s'agit d'une protestation qui réunit un nombre plus important d'activistes et qui n'est pas issue essentiellement des rangs paramilitaires. Nous avons déjà eu l'occasion de le relever, le nationalisme radical en Irlande du nord et au Pays basque se distingue du nationalisme corse par une active violence urbaine qui traduit aussi l'assise de ces mouvements dans une partie de la jeunesse locale.

4) Mobilisation sociale de type confrontatif et de violence élevée

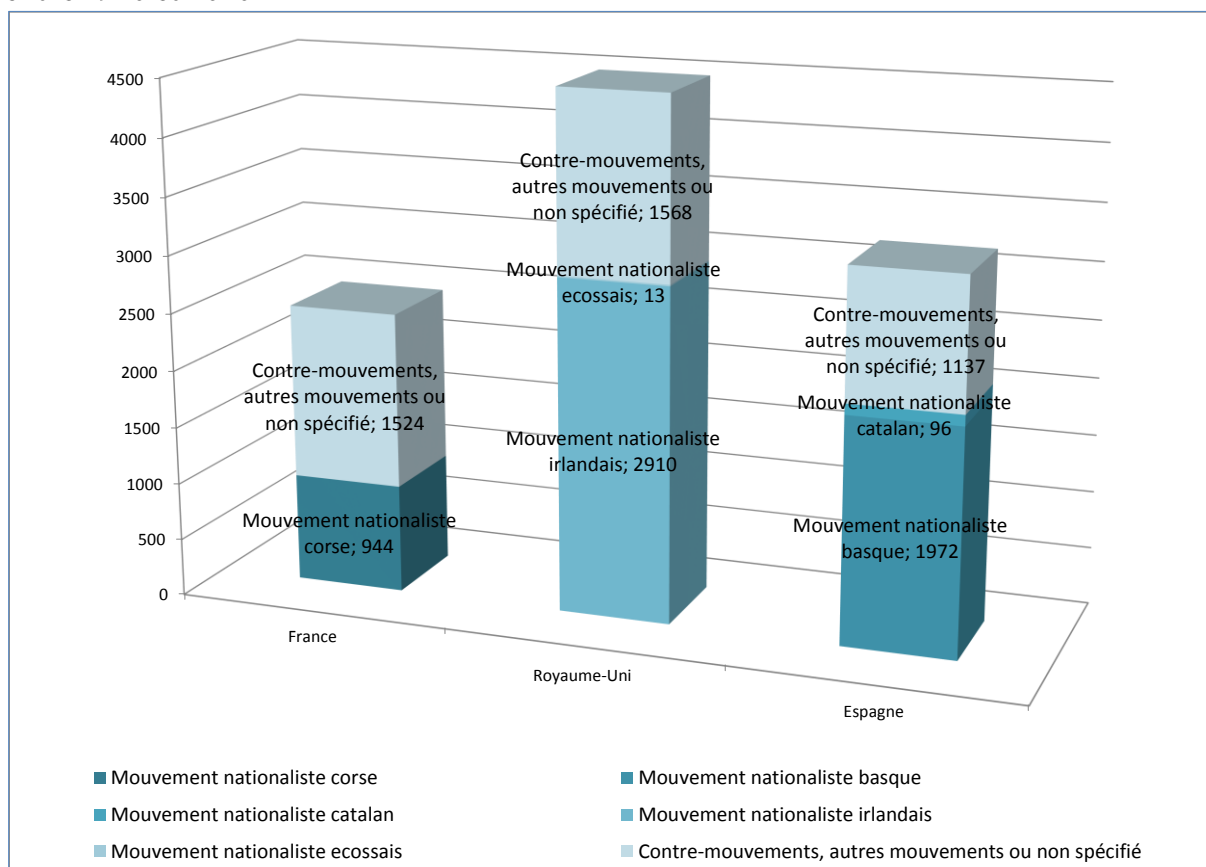
La mobilisation à caractère très violent (meurtres, attentats, grèves de la faim, *punishment beatings*, etc.) est en général le fait des paramilitaires. Le nombre d'actions à caractère très violent et leur part à l'ensemble de la protestation nationaliste entre 1980 et 1995 et sur la base des données de *l'European Protest and Corecion Data* a été représentée au tableau 86, qui montre que les trois nationalismes irlandais, basque et corse sont dominés par ce type de protestation⁴⁵². Les données quantitatives disponibles issues de la *Global Terrorism Database* offrent une image analogue: la part du nationalisme irlandais s'élève ainsi à 65 % de l'ensemble des actions terroristes répertoriées entre 1970 et 2010 sur le territoire du Royaume-Uni (par ailleurs, les unionistes comptent pour 19 % des actions terroristes sur territoire britannique), tandis que le terrorisme basque représente 62 % des actions terroristes sur

⁴⁵¹ A l'enterrement de Bobby Sands, le nombre de participants est de 40'000 personnes selon la base de données de *l'European Protest and Coercion Data*, tandis que divers auteurs parlent de 100'000 participants ou plus.

⁴⁵² Le nationalisme catalan est également durant la période considérée dominé par l'activisme très violent, mais il est peu actif (c.-à-d. présente peu d'événements de protestation) en comparaison des mouvements irlandais, basque et corse.

territoire espagnol et que 38 % au moins⁴⁵³ des actions terroristes sur territoire français peuvent être attribuées au nationalisme corse. Ces proportions tombent à 0.3 % du terrorisme sur territoire britannique pour le mouvement écossais et 3 % du terrorisme sur territoire espagnol pour les nationalistes catalans. Le nombre total et la part des différents mouvements nationalistes aux attentats terroristes sur le territoire de chacun des Etats concernés est représentée au tableau 88.

Tableau 88: Nombre d'attentats sur le territoire des Etats selon le type de mouvements entre 1970 et 2010



Les statistiques étatiques ou issues de la littérature concernant le nombre de victimes du conflit présentent aussi un profil équivalent, comme il apparaît au tableau 89.

Tableau 89: Degré de violence dans les 5 régions estimé en fonction du nombre de victimes du conflit

	<i>Irlande du nord</i>	<i>Ecosse</i>	<i>Catalogne</i>	<i>Basques</i>	<i>Corses</i>
Nombre de victimes	3700 ^a	0 ^b	4 ^c	829 ^d	47 ^e
Nombre de victimes par an et par mio d'habitants	47.9	0	0.1	9.2	8.8

Source: Statistiques des Etats concernés. a. entre 1966 et 2011, b. entre 1970 et 2011, c. entre 1980 et 2011, d. entre 1968 et 2010, e. entre 1975 et 1995.

⁴⁵³ Compte tenu que les attentats non revendiqués représentent 37.5 % de l'ensemble des attentats en France et, parmi ceux-ci, plus de la moitié ont été commis sur territoire corse, ce qui laisse supposer qu'une partie ou moins de ces attentats non revendiqués sont aussi le fait des paramilitaires nationalistes.

A noter que d'un point de vue qualitatif, le terrorisme corse doit être distingué du terrorisme irlandais ou basque et être considéré d'une intensité moindre: d'une part, les attentats visent surtout à faire des dégâts matériels, d'autre part les civils ont généralement été épargnés par la violence contre les personnes, qui concerne surtout des règlements de compte internes au mouvement nationaliste ou vise des représentants de l'Etat français. A l'inverse, les paramilitaires irlandais et basques ont mené largement des attentats indiscriminés et des attaques contre les civils.

5) Combinaison des stratégies d'action, extension et intensité de la mobilisation et force des mouvements

Les mouvements nationalistes étudiés poursuivent une combinaison de stratégies, comme l'a illustré le chapitre 90. Cette combinaison varie selon les mouvements considérés. De manière simplifiée, on peut considérer comme suit la palette de stratégies poursuivie par les mouvements nationalistes:

Tableau 90: Importance estimée des différentes formes de mobilisation adoptées par les mouvements nationalistes dans les cinq régions

	<i>Irlande du nord</i>	<i>Ecosse</i>	<i>Catalogne</i>	<i>Basques</i>	<i>Corses</i>
Stratégie électorale	élevée	élevée	élevée	élevée	faible
Actions non conventionnelles à caractère modéré	intermédiaire	faible	élevée puis faible	élevée puis faible	élevée puis faible
Formes conventionnelles de mobilisation sociale (festivals, etc.)	intermédiaire	faible	élevée	élevée	faible
Formes confrontatives de mobilisation sociale (violence modérée)	intermédiaire	marginale	marginale	intermédiaire	marginale
Formes confrontatives de mobilisation sociale (violence élevée)	élevée	marginale	marginale	élevée	élevée

Source: Estimations propres

Le tableau 90 montre que les nationalismes irlandais et basque s'appuient sur la palette de stratégies d'action la plus large, combinant stratégies électorales, formes conventionnelles de mobilisation sociale ou formes non conventionnelles à caractère modéré, de même que des stratégies de violence urbaine, et enfin un activisme terroriste. La palette de stratégies poursuivie par le mouvement catalan est plus réduite, dans la mesure où elle ne comprend pas ou peu d'activisme violent. Le nationalisme écossais pour sa part est dominé surtout par une approche électorale tandis que le nationalisme corse est dominé par la lutte armée.

Les mouvements nationalistes irlandais et basque peuvent être considérés les plus forts, compte tenu de la largeur de leur répertoire comme de l'extension et de l'intensité de leur activité. Le mouvement catalan, en comparaison, présente une moindre intensité dans son

activité et peut être réputé d'une force intermédiaire, alors que les mouvements écossais et corse apparaissent les plus faibles, pour des raisons toutefois opposées.

Si l'on considère par ailleurs les relations entre modérés et radicaux au sein des mouvements nationalistes, on constate qu'elles suivent des dynamiques très différentes selon les mouvements: Tandis qu'en Irlande du nord et au Pays basque, le mouvement nationaliste combine une frange modérée et radicale l'une et l'autre très actives et dont les stratégies, comme l'ont montré les analyses monographiques, peuvent aussi être complémentaires à certaines périodes (par exemple durant la transition démocratique dans le cas basque), en même temps qu'elles se trouvent aussi régulièrement en compétition. En Catalogne et en Ecosse, la minorité radicale joue un rôle mineur qui a eu une influence négligeable sur la dynamique du mouvement nationaliste. En Corse, par ailleurs, les radicaux semblent s'être développés au détriment des modérés, pour ensuite contribuer par leurs luttes internes à l'affaiblissement de l'ensemble du mouvement.

8.3.2 Contexte culturel, degré de mobilisation et stratégies des mouvements

Nous avons supposé au chapitre 2.3 que le degré de mobilisation des mouvements nationalistes et leur radicalité sont, en partie, l'effet de contraintes du contexte culturel. Comme l'a montré le chapitre 8.2.2, les mouvements nationalistes issus de régions au territoire ou aux communautés divisées tendent à adopter des schémas interprétatifs plus conflictuels de la question nationale. De même, ces interprétations bénéficient à notre sens d'un soutien plus élevé dans la population que dans les régions au contexte comparativement pacifié. Nous pouvons supposer, et les analyses monographiques tendent à le confirmer, que les schémas d'interprétation des mouvements se reflètent également dans leurs stratégies d'action.

La mobilisation et les stratégies d'action des nationalistes sont, selon notre modèle d'analyse, influencées à la fois par le contexte culturel et par les processus politiques. Il n'est pas possible d'isoler ces effets. On peut toutefois appréhender les effets spécifiques du contexte culturel en opposant des mouvements actifs dans les mêmes Etats, en supposant que les contraintes et opportunités politiques auxquels ils sont confrontés sont analogues⁴⁵⁴. Comme il apparaît au tableau 91, la mobilisation et les stratégies d'action observée des mouvements se distinguent alors fortement selon le contexte « ethnique » ou « civique » dont est issu le mouvement:

⁴⁵⁴ La situation irlandaise diffère toutefois de la situation écossaise compte tenu de l'exclusion sélective du mouvement pratiquée au niveau local.

Tableau 91: Degré de mobilisation et stratégies des mouvements selon qu'ils sont issus d'un contexte ethnique ou civique, compte tenu des stratégies dominantes des Etats

Stratégies dominantes de l'Etat

		<i>Inclusion informelle (Grande-Bretagne)</i>	<i>Inclusion formelle (Espagne)</i>
<i>Contexte culturel des mouvements</i>	<i>Civique</i>	Faible mobilisation stratégie électorale (Ecosse)	Mobilisation intermédiaire ; stratégie électorale, actions conventionnelles et non conventionnelles modérées, (stratégies confrontatives) (Catalogne)
	<i>Ethnique</i>	Forte mobilisation stratégie électorale, actions conventionnelles et non conventionnelles modérées, violence urbaine, lutte armée (Irlande du nord)	Forte mobilisation stratégie électorale, actions conventionnelles et non conventionnelles modérées, violence urbaine, lutte armée (Pays basque)

Sur cette base, il nous semble justifié de conclure que le contexte culturel semble influencer la mobilisation et les stratégies des mouvements: les mouvements (basque, irlandais) issus de contextes « ethniques » présentent un degré de mobilisation nettement plus élevé, une palette d'actions plus large et un degré de radicalité nettement plus élevé que les mouvements (catalan, écossais) issus de contextes « civiques ».

8.3.3 Structure des opportunités politiques, mobilisation et stratégies d'action des mouvements

Outre le contexte culturel, la structure institutionnelle formelle et les stratégies informelles des Etats devraient également avoir une influence sur le degré de mobilisation nationaliste et sur la radicalité des mouvements. On s'attend que les mouvements nationalistes soient peu mobilisés et comparativement radicaux en France, à l'inverse très mobilisés et plutôt modérés en Grande-Bretagne, tandis que le contexte politique espagnol entraîne un degré de mobilisation intermédiaire qui combine une mobilisation majoritaire modérée et une minorité radicale (voir à ce propos le chapitre 2.4). Comme on l'a déjà noté au chapitre précédent, il est malaisé de séparer les effets du contexte politique des effets du contexte culturel sur les mouvements. Selon une procédure analogue à celle employée au chapitre 8.3.2, il semble opportun de discuter les trajectoires de mouvements issus de contextes culturels plus ou moins comparables mais confrontés à des Etats aux stratégies différentes. On a comparé ici d'une part les cas basque et irlandais, représentant tous deux des nationalismes « ethniques » très mobilisés, d'autre part les cas écossais, catalan, qui représentent des nationalismes « civiques » et comparativement moins mobilisés et radicaux, auxquels on a adjoint le cas corse.

1) Stratégies des Etats britannique et espagnol envers les mouvements irlandais et basque et leurs effets sur la mobilisation et les stratégies d'action des mouvements

La situation à laquelle sont confrontés les Etats britannique et espagnol au début des années 1970 présente nombre d'analogies: le mouvement basque comme irlandais sont fortement mobilisés et représentent un nationalisme à caractère hégémonique, où se combine une frange

nationaliste modérée et une frange radicale très active qui a recours à la lutte armée en vue d'amener la région à l'indépendance. La stratégie dominante adoptée par les deux Etats durant la première phase du conflit présente également des ressemblances. En Irlande du nord, le gouvernement britannique s'emploie, par le processus de Sunningdale, à trouver une solution institutionnelle à la question irlandaise en incluant les nationalistes modérés dans la négociation d'un rétablissement du parlement nord-irlandais et d'un partage de pouvoir entre nationalistes et unionistes. De manière analogue, le gouvernement espagnol s'emploie pendant la transition démocratique à intégrer le nationalisme basque modéré dans un processus de décentralisation politique et dans la création d'un Statut d'autonomie. En parallèle, l'un et l'autre Etat tablent sur une répression des franges radicales et leur exclusion de la négociation, tandis que les concessions aux modérés ont aussi pour objectif d'affaiblir lesdites franges radicales.

Les voies poursuivies par les deux Etats diffèrent ensuite. En Espagne, le Statut d'autonomie octroyé au Pays basque et l'institutionnalisation du principal représentant du nationalisme modéré, le PNV, qui prend la direction du gouvernement régional, permettent de démobiliser les modérés et de scinder le mouvement nationaliste, en isolant la frange radicale représentée par ETA et le parti HB. En Irlande du nord, à l'inverse, l'échec de Sunningdale implique que l'ensemble du mouvement nationaliste reste mobilisé. La stratégie britannique suit alors la voie d'une inclusion progressive d'un nombre croissant d'acteurs dans la recherche d'une solution politique: les nationalistes modérés, mais également la République d'Irlande à partir de 1985, puis les nationalistes radicaux dans les années 1990. L'Etat britannique évolue progressivement d'une stratégie d'inclusion des modérés et de répression des radicaux à une stratégie d'inclusion de toutes les parties au conflit. Il semble plausible, compte tenu également que la Grande-Bretagne a indiqué durant tout le conflit sa volonté de trouver une solution politique à la question nord-irlandaise, que cette stratégie étatique a favorisé à la fois le maintien d'une forte mobilisation nationaliste et une déradicalisation progressive du mouvement irlandais, entre autres par le renversement progressif du pouvoir entre branche militaire et branche politique de l'IRA en faveur de la seconde.

La progressive inclusion politique du nationalisme radical est allée de pair avec la capacité de l'Etat britannique d'octroyer des concessions importantes aux nationalistes radicaux (voir également chapitre 8.5), le cas échéant contre l'opposition des unionistes, à l'inverse de refuser toute concession et de tabler sur une politique uniquement répressive à des moments clef, telles les grèves de la faim du début des années 1980. A la différence notable de la situation espagnole, où le gouvernement a durant la transition démocratique été contraint à négocier le Statut des autonomies dans une situation où la stabilité de l'Etat apparaissait menacée, l'Etat britannique a durant plus de vingt ans géré une situation bloquée dans un contexte de violence très élevée sans que ceci semble de nature à remettre en cause ni l'équilibre politique intérieur ni, au moins à court terme, les stratégies dominantes de l'Etat. La capacité de s'imposer de l'Etat britannique a, de notre point de vue, également permis une déradicalisation progressive de l'IRA, compte tenu de l'ineffectivité de stratégies violentes (c'est-à-dire du fait de l'impossibilité de destabiliser l'Etat, de le forcer à se retirer du territoire irlandais ou de l'amener à des concessions majeures par la lutte armée).

La stratégie espagnole après la transition démocratique se différencie largement de la stratégie britannique. Les concessions octroyées aux modérés ont permis de scinder le mouvement, et comme on l'a noté au chapitre 8.3.1, la protestation nationaliste à partir des années 1980 concerne surtout le nationalisme radical. L'Etat espagnol a, vis-à-vis de cette frange du mouvement, opté pour une stratégie essentiellement répressive sur le long terme. S'il n'est pas parvenu à éradiquer la frange radicale, il est parvenu par contre à éroder ses bases de soutien

dans la population et à réduire sa puissance militaire. La stratégie étatique à dominante répressive implique qu'à la différence majeure du mouvement irlandais, le nationalisme radical n'a jamais été incité à se modérer et l'aile militaire d'ETA a toujours dominé son aile politique. L'Etat espagnol semble être parvenu, par la division du mouvement nationaliste dans un premier temps, puis par la répression systématique des radicaux dans un deuxième temps, à circonscrire le problème basque – sans qu'il soit clair à ce stade si l'affaiblissement durable d'ETA peut amener le nationalisme radical à se pacifier par absence d'alternative ou devrait se solder à terme par une reprise de la violence.

2) Stratégies des Etats britannique, espagnol et français envers les mouvements écossais, catalan et corse et leurs effets sur la mobilisation et les stratégies d'action des mouvements

Les trois mouvements écossais, catalan et corse présentent certaines similitudes au début de la mobilisation: les trois mouvements sont – en regard des mouvements irlandais ou basque – relativement modérés, avec la différence majeure toutefois que le mouvement catalan est très mobilisé, alors que le mouvement écossais est un mouvement institutionnel avant tout, qui n'a pas d'échos majeurs dans la population, le nationalisme corse représentant une situation intermédiaire.

Les stratégies des trois Etats nous semblent par contre fortement opposées.

En Grande-Bretagne, les travaillistes inscrivent en 1978 la question écossaise sur l'agenda politique et organisent un referendum sur la *devolution* écossaise. Après l'échec du referendum en 1979 et l'arrivée au pouvoir des conservateurs, la question écossaise apparaît certes bloquée ; toutefois, compte tenu tant de la faible mobilisation populaire sur la question écossaise que de la possibilité pour les nationalistes de constituer progressivement des alliances avec les élites locales et avec les travaillistes, le nationalisme écossais demeure un mouvement avant tout institutionnel. En 1997, il parvient à obtenir des concessions politiques non négligeables sans s'être constitué en mouvement social. En dépit de la période Thatcher qui apparaît comme une période de fermeture de l'Etat britannique à la négociation avec le mouvement nationaliste, on peut considérer que les stratégies d'inclusion informelle ont prévalu à terme dans la question écossaise, amenant le mouvement à tabler sur une stratégie de négociation institutionnelle avant tout (en lien également avec sa faiblesse relative).

En Catalogne, le mouvement nationaliste est par contre très mobilisé au milieu des années 1970. Comme au Pays basque et dans un contexte où l'Etat espagnol est très faible, l'Etat négocie avec le mouvement nationaliste modéré et lui octroie des concessions non négligeables, avec pour effet de démobiliser le mouvement modéré. L'aile radicale du mouvement n'obtient par contre pas de concessions et est surtout réprimé, ce qui entraîne sa radicalisation accrue et son isolement, permettant de l'éradiquer au début des années 1990.

En Corse enfin, le mouvement nationaliste est au début des années 1970 fortement mobilisé et entre autres capable d'organiser une grève générale sur l'île. L'Etat français comme le pouvoir local apparaissent fermés à ses revendications et la mobilisation nationaliste amène une réponse essentiellement répressive – ainsi lors des événements d'Aléria. Le mouvement nationaliste se radicalise très rapidement et dès 1976, le mouvement modéré perd de son importance. La réforme du statut de la Corse en 1982 ouvre (modestement) l'accès à la politique institutionnelle aux nationalistes et amène les nationalistes modérés à s'inscrire de préférence dans le jeu électoral. La frange radicale devient dominante et se radicalise toujours davantage, tandis que les conflits internes se multiplient, qui aboutissent à l'éclatement du mouvement et à une guerre fratricide entre fractions armées à partir de 1990. Le gouvernement français entreprend à partir des années 1990 et de manière instrumentale d'intégrer certaines factions nationalistes dans le processus politique, dans un contexte où le

mouvement modéré a été durablement démobilisé, le mouvement radical est peu actif hors attentats et les organisations armées sont très affaiblies. La stratégie du gouvernement français – d'exclusion sélective des différentes branches du mouvement – est désignée par divers auteurs comme expliquant la trajectoire du mouvement corse (voir aussi chapitre 7).

Les trajectoires des cinq mouvements décrites qualitativement ci-dessus nous semblent dans l'ensemble compatibles avec les hypothèses énoncées au chapitre 2.4:

En Grande-Bretagne les stratégies d'inclusion ont dominé sur le long terme tant en Irlande du nord qu'en Ecosse, amenant le mouvement écossais à privilégier une ligne institutionnelle et le mouvement irlandais à se modérer progressivement. Le gouvernement semble avoir gardé le contrôle sur l'agenda politique, et a pu garder bloquées tant la question irlandaise qu'écossaise pendant de longues périodes, pour ensuite accorder aux mouvements de larges concessions, en termes de reconnaissance des acteurs nationalistes, de décentralisation des pouvoirs et de possibilité d'indépendance éventuelle de la région (voir aussi le chapitre 8.5).

En Espagne, à l'inverse, l'Etat est nettement plus faible et il ne semble pas avoir décidé de l'agenda des concessions octroyées aux mouvements basque et catalan, mais s'être plié aux exigences de réformes institutionnelles exprimées par les nationalistes durant la transition démocratique. L'octroi de concessions aux modérés lui a permis de démobiliser une partie du mouvement. Avec la minorité radicale, il a ensuite tablé sur la répression. En Catalogne, il est parvenu à éradiquer cette frange du mouvement, tandis que dans le cas basque, il est parvenu à l'affaiblir sans l'éliminer entièrement.

En France, enfin, les stratégies exclusives ont dominé. En dépit d'une mobilisation initialement importante du mouvement corse, l'Etat français ne lui a pas accordé de concessions majeures. Il a favorisé la compétition entre factions du mouvement corse et contribué à leur radicalisation avant d'accorder des concessions partielles à des organisations du mouvement alors que celles-ci étaient très affaiblies.

Si l'on excepte le cas écossais, où le nationalisme institutionnel a pris largement le dessus, la mobilisation en Irlande du nord, au Pays basque, en Catalogne et en Corse semblent dans leurs grandes lignes compatibles avec les hypothèses de Kriesi *et al* (1995) comme le montre le tableau 92 ci-dessous.

Tableau 92: Degré de mobilisation et de radicalité des mouvements estimé dans les cinq régions en regard des prévisions du modèle de Kriesi et al (1995) et stratégie des autorités

	<i>Prévision du modèle de Kriesi et al (1995)</i>	<i>Estimation propre sur la base des analyses monographiques</i>
<i>Irlande du nord</i>	Mobilisation élevée et modérée ; inclusion informelle	Mobilisation élevée ; frange modérée et radicale ; inclusion informelle des modérés, exclusion sélective puis inclusion informelle des radicaux
<i>Ecosse</i>	Mobilisation élevée et modérée ; inclusion informelle	Mobilisation faible et modérée ; inclusion informelle
<i>Catalogne</i>	Mobilisation intermédiaire (minorité radicale) ; inclusion formelle des modérés ; exclusion et répression de la minorité radicale	Mobilisation intermédiaire ; minorité radicale ; inclusion formelle des modérés ; exclusion et répression de la minorité radicale
<i>Pays basque</i>	Mobilisation intermédiaire (minorité radicale) ; inclusion formelle des modérés ; exclusion et répression de la minorité radicale	Mobilisation élevée ; frange modérée et radicale ; inclusion formelle des modérés ; exclusion et répression de la minorité radicale
<i>Corse</i>	Mobilisation faible et radicale ; exclusion sélective	Mobilisation intermédiaire puis faible/intermédiaire et radicale ; exclusion sélective

Source: Estimations propres.

8.3.4 Effets combinés de la structure des opportunités discursives et politiques sur la mobilisation des mouvements

Les effets combinés attendus du contexte culturel et politique sur la trajectoire des mouvements nationalistes ont été discutés au chapitre 2.5. Les cinq mouvements semblent se comporter de manière congruente avec les attentes du modèle:

1) Ecosse: un mouvement nationaliste civique dans un contexte d'inclusion informelle. On s'attendait en Ecosse, compte tenu des caractéristiques civiques de la nation, que le nationalisme se caractérise majoritairement par un faible degré de mobilisation modérée dans ses objectifs et ses stratégies. La modération du mouvement devrait également être favorisée par le contexte politique facilitatif en Grande-Bretagne. Les analyses ont montré que la mobilisation nationaliste en Ecosse s'est largement conformée à ces attentes.

2) Catalogne: un nationalisme civique dans un contexte d'inclusion formelle des mouvements. On s'attendait que le mouvement catalan développe un nationalisme civique davantage mobilisé qu'en Ecosse en raison de la structure du clivage centre-périphérie (linguistique et économique). Compte tenu du contexte politique espagnol, soit d'un Etat faible et répressif, qui favorise surtout l'intégration formelle des mouvements sociaux, on s'attendait par ailleurs que la majorité modérée du mouvement catalan soit amenée à s'insérer dans le jeu institutionnel par l'octroi de concessions politiques et la frange radicale minoritaire du mouvement soit réprimée. Comme l'ont montré les analyses, le mouvement catalan s'est conformé largement à ces attentes.

3) *Irlande du nord: un mouvement nationaliste ethnique dans un contexte d'inclusion informelle.* En Irlande du nord, on s'attendait compte tenu du contexte culturel que le mouvement nationaliste soit fortement mobilisé et partagé entre une frange modérée et une frange radicale toutes deux importantes. On a supposé également que la frange modérée devrait défendre un nationalisme de type civique, tandis que la frange radicale devrait poursuivre une conception ethnique de la nation, et que les franges radicale et modérée se renforcent mutuellement pour faire avancer leurs intérêts. Compte tenu du contexte politique facilitatif au Royaume-Uni, on s'attendait aussi que progressivement la frange radicale soit amenée à se modérer et participer à un processus de négociation avec l'Etat, amenant à une modération progressive de l'ensemble du mouvement.

La trajectoire effective du mouvement irlandais nous semble ici encore correspondre largement à sa trajectoire attendue. Il est à noter toutefois que si les stratégies inclusives ont fini par prévaloir en Grande-Bretagne, durant une partie importante du conflit irlandais l'Etat britannique a privilégié une approche répressive envers la frange radicale du mouvement et c'est seulement dans les années 1990 que sa position a changé et amené à une inclusion progressive des républicains de l'IRA et du Sinn Féin dans un processus de paix.

4) *Pays basque: un mouvement nationaliste ethnique dans un contexte d'inclusion formelle.* Comme en Irlande du nord, le contexte culturel basque est favorable à l'apparition d'un mouvement nationaliste très mobilisé, présentant une frange nationaliste civique et modérée et une frange nationaliste ethnique radicale. Compte tenu des stratégies dominantes de l'Etat espagnol, on s'attendait à une institutionnalisation de la frange modérée du mouvement et à la répression de sa frange radicale ; la frange radicale du mouvement étant par hypothèse très mobilisée, on s'attendait également à un conflit durable entre l'Etat espagnol et le nationalisme radical basque. La trajectoire du mouvement basque correspond dans l'ensemble à sa trajectoire attendue. Toutefois, à la différence de nos prévisions, il ne semble pas que la menace représentée par le conflit avec ETA ait amené le gouvernement espagnol à faire davantage de concessions aux basques modérés ou, à l'inverse, affaibli le mouvement modéré. Le mouvement modéré a profité de la menace constituée par ETA durant la transition démocratique: l'ETA apparaissant à la mort de Franco comme le principal représentant du nationalisme basque, l'Etat s'est attaché à renforcer la position du PNV et négocier le Statut d'autonomie avec lui. Après la transition démocratique, toutefois, le PNV ne nous semble pas avoir pu profiter de la présence des radicaux pour obtenir des concessions étatiques supplémentaires et à l'inverse, l'activisme etarra n'a pas amené à une perte de légitimité du nationalisme modéré au Pays basque.

5) *Corse: un mouvement nationaliste ethnique dans un contexte d'exclusion sélective.* La Corse nous semblait correspondre partiellement à une situation de nationalisme ethnique, mais moins mobilisé qu'en Irlande du nord ou au Pays basque. Dans le contexte fermé et répressif français, on s'attendait par ailleurs que le mouvement soit poussé à adopter des stratégies radicales en vue d'obtenir des concessions du pouvoir, avec un affaiblissement ou une quasi disparition de sa frange modérée. Compte tenu d'un contexte culturel moins favorable qu'au Pays basque ou en Irlande du nord à l'adoption d'un répertoire d'action radical et d'un contexte politique où les possibilités d'extraire des concessions de l'Etat sont défavorables, on a supposé que le nationalisme corse pourrait après une trajectoire de radicalisation se démobiliser à terme sans avoir obtenu de concessions étatiques. La trajectoire observée du mouvement a montré en effet une radicalisation de l'essentiel du mouvement au détriment des modérés qui n'est pas parvenu à obtenir des réformes étatiques majeures. Pour autant, le nationalisme modéré est parvenu à s'implanter partiellement sur l'échiquier politique et semble connaître depuis 2010 une nouvelle impulsion (au moins sur le plan électoral). De

ce point de vue, les faits ne semblent pas confirmer notre hypothèse d'une disparition à terme du nationalisme corse.

Dans l'ensemble, on peut considérer que les mouvements nationalistes étudiés se comportent de manière congruente avec les attentes de notre modèle.

8.4 Alliances, alignements politiques et dynamique des mouvements

Les chapitres qui précèdent se sont concentrés sur les effets structurels du contexte politique et du contexte culturel sur la mobilisation des mouvements. La trajectoire des mouvements nationalistes est toutefois également influencée par des éléments davantage conjoncturels, par exemple par des constellations de pouvoir plus ou moins favorables. Le présent travail s'est concentré sur l'influence de facteurs structurels et a traité de manière secondaire l'effet de facteurs conjoncturels tels la structure des alliances et alignements politiques, la présence d'alliés extérieurs ou l'influence d'événements exceptionnels sur la trajectoire des mouvements. Pour autant, nous avons considéré au chapitre 2.4.4 quelques éléments explicatifs de l'évolution des mouvements dans le temps (soit: présence ou non d'un parti allié au pouvoir, inclusion ou non d'un allié international du mouvement dans la résolution de la question nationale, effets de la transition à la démocratie), qui sont rediscutés ici à la lumière des analyses monographiques.

1) Mouvement nationaliste irlandais

On a supposé que les éléments principaux susceptibles d'affecter la dynamique du mouvement nationaliste irlandais sont la présence ou non du parti travailliste, qui lui est plus favorable que le parti conservateur, au gouvernement britannique, ainsi que l'inclusion ou non de la République d'Irlande dans la recherche d'une solution au conflit irlandais.

L'évolution du conflit irlandais entre 1975 et 2011, compte tenu de l'évolution du rôle de la République d'Irlande dans la résolution du conflit comme de la domination partisane à Downing Street, est représentée schématiquement au tableau 93.

Tableau 93: Evolution observée de la mobilisation du mouvement irlandais et de ses chances de succès entre 1975 et 2011 compte tenu des partis au gouvernement en Grande-Bretagne et de l'inclusion de la République d'Irlande dans la question nord-irlandaise

<i>Période</i>	<i>Stratégie dominante de l'Etat britannique et mobilisation nationaliste</i>	<i>Succès du mouvement</i>
1975-1979: Gouvernement travailliste	Stratégie dominante: inclusion des modérés, répression des radicaux Mobilisation: forte mobilisation surtout radicale	Accord de Belfast
1979-1985: Gouvernement conservateur	Stratégie dominante: inclusion des modérés, répression des radicaux Mobilisation: forte mobilisation surtout radicale	
1985-1997: Gouvernement conservateur, Irlande incluse dans le processus de paix	Stratégie dominante: inclusion des modérés, répression des radicaux ; à partir de la Déclaration de Downing Street en 1993: inclusion des radicaux dans le processus politique Mobilisation: forte mobilisation radicale jusqu'en 1993 ; cessez-le-feu en 1994 et mobilisation radicale en diminution	
1997-2010: Gouvernement travailliste	Stratégie dominante: inclusion de toutes les parties au conflit Mobilisation: modération et institutionnalisation progressive du mouvement radical	
2010-2011: Gouvernement conservateur	Stratégie dominante: inclusion de toutes les parties au conflit Mobilisation: institutionnalisation de l'ensemble du mouvement nationaliste	

Source: Estimations propres

De manière simplifiée, on peut tirer les conclusions suivantes de l'évolution du conflit nord-irlandais (qui a été discutée en profondeur au chapitre 3):

- *Parti travailliste ou conservateur au pouvoir.* Les stratégies dominantes de l'Etat britannique ont présenté une large continuité, en dépit des changements de gouvernement, entre l'échec du processus de Sunningdale et le début des années 1990, et privilégié une approche inclusive envers les modérés et répressive envers les radicaux (on notera cependant que la période Thatcher est sans doute celle où la répression a été la plus marquée). Les stratégies dominantes de l'Etat ne présentent pas non plus de discontinuité dans la période suivante. Les bases du processus de paix ont été posées par la déclaration de Downing Street en 1993, qui ouvre aux républicains l'accès à la négociation. Le gouvernement travailliste a poursuivi dans la voie ouverte par les conservateurs et l'a menée au succès par l'accord de Belfast en 1997. Le changement de gouvernement en 1997 a été un facteur facilitatif pour l'accord de Belfast, alors que la négociation s'était enlisée entre 1993 et 1997, dans la mesure où les travaillistes étaient considérés comme des partenaires de négociation plus acceptables pour les nationalistes, mais n'a pas modifié fondamentalement la dynamique qui s'était mise en place en 1993. On ne constate pas non plus que les changements de gouvernement ont eu un impact décisif sur la mobilisation nationaliste, même si l'on peut estimer que l'IRA a poursuivi ses campagnes les plus confrontatives sous le gouvernement conservateur de Thatcher.

- *Rôle de la République d'Irlande.* L'inclusion de la République d'Irlande dans les affaires intérieures nord-irlandaises a joué un rôle décisif. Entre 1985 et 1993, elle n'a certes pas permis de trouver une solution au conflit, et l'IRA a aussi renforcé sa lutte armée par crainte que la participation du gouvernement de l'Irlande à la question irlandaise renforce la position du SDLP à ses dépens. En 1993, toutefois, la déclaration conjointe des gouvernements britanniques et irlandais à Downing Street, répondant à l'alliance passée par le SDLP et le Sinn Féin concernant l'avenir de l'Irlande du nord, a permis à la fois de faire pression sur les nationalistes et de leur offrir une perspective de négociation qui a abouti au cessez-le-feu de l'IRA en 1994 puis à la mise en place d'un processus de paix.

2) Mouvement nationaliste écossais

Dans le cas de l'Ecosse, on a supposé que la domination du gouvernement britannique par les travaillistes, alternativement par les conservateurs, devrait avoir une influence sur la mobilisation comme les chances de succès du mouvement, compte tenu que les travaillistes sont alliés des nationalistes modérés alors que les conservateurs leur sont traditionnellement opposés. Le tableau 94 résume les effets constatés des changements de gouvernement sur la dynamique du mouvement écossais.

Tableau 94: Evolution observée de la mobilisation du mouvement écossais et de ses chances de succès entre 1975 et 2011 compte tenu des partis au gouvernement en Grande-Bretagne

Période	Stratégie dominante de l'Etat britannique et mobilisation	Succès du mouvement
1975-1979: Gouvernement travailliste	Stratégie dominante: inclusion des modérés (y.c. organisation d'un referendum en 1978 prévoyant la création d'un parlement écossais) Mobilisation: faible mobilisation sociale modérée, nationalisme institutionnel du SNP	Referendum sur la décentralisation en 1978 (échec)
1979-1997: Gouvernement conservateur	Stratégie dominante: blocage de l'agenda, centralisation des pouvoirs Mobilisation: faible mobilisation sociale modérée, alliance entre élites en vue de l'autonomie écossaise	
1997-2010: Gouvernement travailliste	Stratégie dominante: inclusion des modérés (y.c. organisation d'un referendum en 1997 pour la création d'un parlement écossais) Mobilisation: démobilisation du mouvement écossais en raison de son succès	Referendum sur la décentralisation en 1997 et création d'un parlement écossais
2010-2011: Gouvernement conservateur	Stratégie dominante: inclusion des modérés Mobilisation: mobilisation en vue d'un referendum sur l'indépendance de l'Ecosse	

Source: Estimations propres

En Ecosse, à la différence de l'Irlande du nord, on peut considérer que la couleur politique du gouvernement de Londres a eu un effet direct sur la destinée du mouvement nationaliste (voir également le chapitre 4). Tandis que le gouvernement travailliste de Callaghan a organisé un premier referendum sur la création d'un parlement écossais en 1978 alors même que le

mouvement nationaliste était peu mobilisé, le gouvernement conservateur qui lui a succédé a, par une politique de centralisation et de concentration du pouvoir à Londres, favorisé une alliance des élites écossaises autour de l'autonomie écossaise, finalement obtenue dès le retour au pouvoir des travaillistes en 1997. Par la suite, les effets de l'alternance entre gouvernements conservateur et travailliste sont moins clairs. On peut néanmoins postuler que le référendum sur l'indépendance de l'Ecosse annoncé par le SNP début 2012 est aussi lié au retour des conservateurs à Downing Street en 2010: la faible implantation politique des *tories* en Ecosse permet aux nationalistes d'aborder ce référendum et les négociations parallèles ou subséquentes d'une décentralisation accrue du pouvoir de la région dans une position plus avantageuse que sous un gouvernement travailliste.

3) Mouvement nationaliste catalan

En Catalogne, on a supposé que la transition démocratique devrait être une période offrant au mouvement nationaliste des opportunités particulièrement favorables, se traduisant par une forte mobilisation et des chances de succès élevées. Comme pour les mouvements précédents, on suppose également que les opportunités du mouvement catalan devraient être plus favorables lorsque les socialistes dirigent le gouvernement.

Les principales étapes de la trajectoire du mouvement catalan sont résumées au tableau 95. Comme l'a montré l'analyse monographique du mouvement, la période de transition démocratique en Espagne a été décisive pour le nationalisme catalan, qui a obtenu un Statut d'autonomie pour la région en 1979. Entre 1979 et le début des années 2000, la situation est ensuite restée très stable et le mouvement a été peu mobilisé. Le début des années 2000 a vu renaître une volonté d'extension des pouvoirs régionaux, qui n'a pas abouti sous le gouvernement du Parti populaire. A partir de 2004, les nationalistes ont négocié avec le gouvernement socialiste une extension du statut d'autonomie, qui a été adopté en 2006 mais a fait l'objet d'un recours du Parti populaire auprès du tribunal constitutionnel. Ceci s'est également traduit par un retour à la protestation en Catalogne – sous un gouvernement socialiste mais dans une campagne qui n'était pas directement dirigée contre le gouvernement mais contre le tribunal. On peut considérer que la trajectoire du mouvement catalan illustre les possibilités de succès élevées d'un mouvement nationaliste dans des périodes exceptionnelles, telle la transition démocratique, ainsi que ses chances de succès plus importantes – comme en 2006 – sous un gouvernement de gauche.

Tableau 95: Evolution observée de la mobilisation du mouvement catalan et de ses chances de succès entre 1975 et 2011 compte tenu des effets de la transition démocratique et des partis au gouvernement en Espagne

<i>Période</i>	<i>Stratégie dominante de l'Etat espagnol et mobilisation</i>	<i>Succès du mouvement</i>
1975-1982. Période de transition démocratique. Gouvernement minoritaire conservateur.	Stratégie dominante: inclusion des modérés Mobilisation: forte mobilisation sociale	Statut d'autonomie de 1979
1982-1996. Gouvernement socialiste	Stratégie dominante: négociation institutionnelle, répression de la minorité radicale Mobilisation: nationalisme institutionnel (pas de revendications particulières identifiées), minorité radicale	
1996-2004. Gouvernement du parti populaire	Stratégie dominante: négociation institutionnelle (pas de négociation d'un nouveau statut d'autonomie) Mobilisation: nationalisme institutionnel (revendication d'un nouveau statut d'autonomie)	
2004-2011. Gouvernement socialiste	Stratégie dominante: négociation institutionnelle (négociation d'un nouveau statut d'autonomie) Mobilisation: nationalisme institutionnel puis forte mobilisation sociale	Statut d'autonomie de 2006

Source: Estimations propres

4) Mouvement nationaliste basque

Les principales étapes de la trajectoire du mouvement basque – pour lequel on attendait des effets analogues sur le mouvement de la transition démocratique et des alternances partisans au gouvernement que pour le mouvement catalan – sont résumées au tableau 96. Comme en Catalogne, la période de transition démocratique en Espagne a été décisive pour le nationalisme basque, qui a obtenu un Statut d'autonomie pour la région en 1978. Le mouvement modéré s'est ensuite démobilisé, tandis que le mouvement radical restait très mobilisé. Concernant le mouvement modéré, les données à notre disposition ne permettent pas de nous prononcer sur des modifications éventuelles des relations entre gouvernement et nationalistes modérés en fonction de la couleur du parti au pouvoir. Concernant la frange radicale, l'approche du gouvernement espagnol vis-à-vis d'ETA ne semble pas varier fondamentalement selon le parti au pouvoir. Les stratégies étatiques ont connu certaines évolutions, avec entre autres le soutien des socialistes aux GAL dans les années 1980, l'élargissement par le gouvernement Aznar de la répression aux organisations soutenant ou proches d'ETA (en particulier Herri Batasuna) ou encore la collaboration renforcée avec la France sur le plan répressif initiée par le gouvernement socialiste de Zapatero, mais les lignes de force de la stratégie des gouvernements espagnols successifs sont restées stables, et – hors quelques tentatives éparées de négociation – privilégié la répression avant tout.

Tableau 96: Evolution observée de la mobilisation du mouvement basque et de ses chances de succès entre 1975 et 2011 compte tenu des effets de la transition démocratique et des partis au gouvernement en Espagne

<i>Période</i>	<i>Stratégie dominante de l'Etat espagnol et mobilisation</i>	<i>Succès du mouvement</i>
1975-1982. Période de transition démocratique. Gouvernement minoritaire conservateur.	Stratégie dominante: inclusion des modérés, répression des radicaux Mobilisation: forte mobilisation sociale modérée et radicale	Statut d'autonomie de 1978
1982-1996. Gouvernement socialiste	Stratégie dominante: négociation institutionnelle avec les modérés, répression de la frange radicale Mobilisation: nationalisme institutionnel (pas de revendications particulières identifiées), forte mobilisation radicale	
1996-2004. Gouvernement du parti populaire	Stratégie dominante: négociation institutionnelle avec les modérés, répression de la frange radicale Mobilisation: nationalisme institutionnel (pas de revendications particulières identifiées), affaiblissement progressif de la frange radicale	
2004-2011. Gouvernement socialiste	Stratégie dominante: négociation institutionnelle avec les modérés, répression de la frange radicale Mobilisation: nationalisme institutionnel (pas de revendications particulières identifiées), affaiblissement de la frange radicale	

Source: Estimations propres

5) Mouvement nationaliste corse

Les relations entre l'Etat français et le mouvement corse ont fortement varié durant la période d'analyse, compte tenu que l'Etat a choisi selon les périodes de réprimer ou d'intégrer des acteurs spécifiques du mouvement en fonction de ses objectifs propres (voir chapitre 7). Si le gouvernement de Giscard d'Estaing a privilégié la répression durant la première période du nationalisme corse, les socialistes parvenus au pouvoir en 1981 ont entamé une ouverture limitée de la négociation avec les nationalistes, ainsi que certaines réformes institutionnelles marginales (loi Defferre en 1982, réforme Joxe en 1991), qui ont toutefois permis aux partis nationalistes un accès limité aux institutions politiques. Contrairement à nos hypothèses (voir chapitre 2.4.4), la période de gouvernement socialiste s'est de ce fait traduite par un accroissement de la mobilisation radicale en Corse, chacun des groupes armés cherchant à s'assurer un accès de négociation avec l'Etat, avant que ces effets de concurrence affaiblissent le mouvement. Les concessions octroyées au mouvement corse par les socialistes coïncident avec cet affaiblissement du mouvement, une stratégie qui semble toutefois avoir aussi été poursuivie lorsque la droite a repris le pouvoir en 2002 - avec l'organisation d'un referendum sur le nouveau statut de la Corse prévu par les accords de Matignon.

Tableau 97: Evolution observée de la mobilisation du mouvement corse et de ses chances de succès entre 1975 et 2011 compte tenu des effets des partis au gouvernement en France

<i>Période</i>	<i>Stratégie dominante de l'Etat français et mobilisation</i>	<i>Succès du mouvement</i>
1974-1981. Gouvernement de droite.	Stratégie dominante: répression Mobilisation: mobilisation sociale d'abord modérée puis se radicalisant	
1981-2002. Gouvernement socialiste (sauf période 1986-1988 et 1993-1997)	Stratégie dominante: alternance de répression et négociation contrôlée / d'ampleur limités Mobilisation: forte mobilisation radicale, concurrence entre factions et affaiblissement durable du mouvement	Loi Defferre en 1982, réforme Joxe en 1991
2002-2011. Gouvernement de droite	Stratégie dominante: négociation d'ampleur limitée, répression de la faction radicale Mobilisation: démobilitation du mouvement, maintien d'un activisme radical de faible intensité, remobilisation du nationalisme modéré institutionnel à partir de 2010	Processus de Matignon (refusé en votation populaire en 2003)

Source: Estimations propres

L'analyse des cinq mouvements semble confirmer que, lorsque le parti socialiste est au pouvoir, les mouvements nationalistes ont dans l'ensemble des chances de succès plus importantes que lorsque ce parti se trouve dans l'opposition. Sur la base des données disponibles, nous ne pouvons par contre identifier de tendance concernant les effets des partis au gouvernement sur la mobilisation des mouvements: en Catalogne, au Pays basque et en Irlande du nord, elle ne semble pas directement liée à l'alternance partisane, en Ecosse la présence des conservateurs au pouvoir semble favoriser l'activisme nationaliste en raison de la fermeture relative des *tories* à ses revendications, tandis qu'en Corse à l'inverse les gouvernements socialistes semblent favoriser cet activisme (dans sa forme radicale surtout) en vue d'obtenir l'attention des autorités.

En dépit du nombre réduit d'observations, les mouvements étudiés semblent confirmer que les périodes de transition démocratique favorisent la mobilisation et l'obtention de succès proactifs, de même qu'il semble plausible que, lorsqu'un mouvement nationaliste possède un Etat parent, son inclusion dans la négociation a un effet de modération sur le mouvement et accroît ses chances de succès.

8.5 Le succès des mouvements

Le succès atteint par les mouvements nationalistes devrait dépendre de la combinaison de deux éléments. D'une part, le contexte culturel dans lequel émergent les mouvements conditionne leur capacité de mobiliser la population autour des objectifs nationalistes: comme on l'a montré au chapitre 8.1, les mouvements écossais ou corse présentent un potentiel de mobilisation plus faible autour de la question nationale que les mouvements catalan, basque ou irlandais et ceci influe aussi sur leurs chances de succès, dans la mesure où un mouvement très mobilisé a davantage de chances d'amener l'Etat à la négociation et à l'octroi de concessions politiques. D'autre part, la structure des opportunités politiques devrait aussi conditionner les chances de succès des mouvements. Les Etats forts ont davantage que les

Etats faibles la possibilité de pousser à des réformes importantes ; les Etats inclusifs sont par ailleurs davantage enclins à répondre aux revendications des mouvements que les Etats exclusifs. De ce point de vue, les succès proactifs les plus importants devraient être obtenus dans des Etats forts, particulièrement des Etats forts de type inclusif comme la Grande-Bretagne⁴⁵⁵, alors que dans un Etat fort et exclusif comme la France, le succès dépend de la sélection ou non du mouvement comme un partenaire de négociation, et qu'en Espagne, si le gouvernement devrait être davantage enclin à accorder des concessions aux mouvements qu'en France, compte tenu de sa faiblesse, il devrait aussi avoir davantage de difficulté à leur accorder des concessions majeures.

Le présent chapitre se penche sur le succès atteint par les mouvements dans les cinq régions et discute ensuite l'influence combinée de la mobilisation et de la structure des opportunités politiques sur les résultats obtenus par les mouvements.

8.5.1 Succès atteint par les mouvements dans les cinq régions

Le succès a été considéré selon trois optiques: 1) la reconnaissance institutionnelle des mouvements, 2) les concessions obtenues en termes d'autonomie politique et concernant aussi les enjeux spécifiques poursuivis par les mouvements (langue et autres enjeux culturels, enjeux économiques et sociaux, etc.), comme en matière de possibilités d'indépendance et 3) l'évolution des valeurs de la société.

1) La reconnaissance institutionnelle des mouvements nationalistes

La reconnaissance institutionnelle des mouvements nationalistes concerne en particulier leur rôle en tant qu'interlocuteur reconnu de l'Etat. Le degré d'institutionnalisation des mouvements peut également être considéré à l'aune de leur capacité à participer ou non du gouvernement de la région: ceci dépend surtout de leur poids électoral, mais comme le montre le cas du *Sinn Féin*, peut également être l'effet d'arrangements institutionnels leur ouvrant la voie du gouvernement régional. La reconnaissance institutionnelle, par ailleurs, doit en particulier être considérée en ce qui concerne la frange radicale des mouvements nationalistes.

Sur la base de ces différentes dimensions, le succès des mouvements nationalistes dans les cinq régions en termes de reconnaissance institutionnelle peut être estimé comme suit:

⁴⁵⁵ Les chances de succès des mouvements sont en moyenne réputées plus élevées dans les Etats faibles en ce qui concerne les succès de type réactif, c'est-à-dire l'évitement de nouveaux désavantages pour le mouvement – dans le cas des mouvements qui nous occupent ici, toutefois, on s'est surtout intéressé à leurs succès proactifs, par exemple en termes d'autonomie accrue obtenue pour la région.

Tableau 98: Succès des cinq mouvements en regard de la reconnaissance institutionnelle du mouvement

<i>Reconnaissance institutionnelle</i>	<i>Irlande du Nord</i>	<i>Ecosse</i>	<i>Catalogne</i>	<i>Pays basque</i>	<i>Corse</i>
Négociations avec le mouvement nationaliste modéré	Le SDLP a participé entre autres à l'accord anglo-irlandais de 1985 et aux négociations amenant aux accords de Belfast	Le SNP a été inclus dans les discussions précédant le referendum sur l'autonomie de 1997 ; partenaire de négociation du gouvernement britannique pour un referendum sur l'indépendance	Partenaire de négociation du gouvernement espagnol entre autres durant la transition démocratique et pour l'établissement du statut d'autonomie de la Catalogne	Partenaire de négociation du gouvernement espagnol entre autres durant la transition démocratique et pour l'établissement du statut d'autonomie du Pays basque	Partenaire mineur dans la négociation avec l'Etat central
Position institutionnelle atteinte par le mouvement nationaliste modéré	Le SDLP est membre de l'Exécutif en Irlande du nord depuis 1998	Le SNP dirige le gouvernement écossais depuis 2007	Domination du gouvernement régional catalan par les nationalistes modérés (CiU de 1980 à 2003, participation de ERC à un gouvernement de coalition de 2003 à 2010) ; partenaire de coalition du PP à l'échelon du gouvernement de l'Espagne en 1996-2000	Domination du gouvernement régional basque par les nationalistes modérés (PNV de 1980 à 2009) ; partenaire de coalition du PP en 1996-2000	Les partis nationalistes modérés sont représentés à l'assemblée corse
Négociations avec le mouvement nationaliste radical	Négociation du gouvernement avec le mouvement nationaliste radical amenant à un accord de paix	-	Politique essentiellement répressive ; disparition du mouvement et inclusion dans l'indépendantisme pacifique	Politique essentiellement répressive ; tentatives éparses de négociation	Négociations ciblées par l'Etat français et mise en concurrence des radicaux
Position institutionnelle du mouvement nationaliste radical	Arrangements institutionnels assurant au Sinn Féin une place dans le gouvernement régional ; Sinn Féin membre de l'Exécutif en Irlande du nord depuis 1998	-	-	Interdiction de Herri Batasuna	Pas de concessions spécifiques aux nationalistes radicaux

Source: Estimations propres.

On peut considérer que les franges modérées des mouvements ont obtenu des succès de reconnaissance importants en Irlande du nord, en Ecosse, en Catalogne et au Pays basque. En Irlande du nord, cela vaut également pour la frange radicale, à la différence de la situation basque. En Corse, l'institutionnalisation du mouvement nationaliste modéré doit être considérée comparativement plus faible, de même que les nationalistes radicaux n'ont pas bénéficié de concessions.

2) Autonomie politique et possibilité d'indépendance

Les concessions aux mouvements nationalistes peuvent être considérées également en termes d'autonomie politique accordée à la région et de possibilités d'indépendance (voir aussi le tableau 99), ainsi que de réponse à des enjeux spécifiques du nationalisme. De ce point de vue:

- Le nationalisme irlandais peut être à certains égards considéré comme le mouvement qui a obtenu le succès le plus important: le gouvernement de Londres a reconnu la possibilité pour l'Irlande du nord de se séparer du Royaume-Uni et de s'unifier avec la République d'Irlande si la majorité de la population était favorable à cette solution ; la République d'Irlande a obtenu un droit de regard dans les affaires nord-irlandaises ; l'Irlande du nord dispose d'un gouvernement et parlement autonomes ; des mesures spécifiques ont été prises pour abolir les discriminations et entraves à l'égalité des chances et promouvoir la minorité catholique, également dans des domaines sensibles comme la police. Le contenu des compétences déléguées au gouvernement autonome d'Irlande du nord est cependant – à considérer la liste des compétences déléguées – sans doute moins important que les compétences autonomes de la Catalogne et du Pays basque. Les mesures de promotion de la culture irlandaise y sont moins étendues, mais l'enjeu culturel et linguistique était aussi secondaire en Irlande du nord en regard des situations basque et catalane.
- L'Ecosse est parvenue à obtenir un statut d'autonomie qui, comme dans le cas de l'Irlande du nord, est un statut spécifique à la région et comprend l'instauration d'un parlement et gouvernement autonomes. Par ailleurs, la région pourrait comme l'Irlande du nord déclarer le cas échéant son indépendance. Les compétences déléguées au gouvernement autonome écossais sont relativement larges et répondent aussi à certains enjeux spécifiques du nationalisme écossais – en matière de fiscalité par exemple –. Les mesures de promotion de la culture écossaise sont moins étendues qu'en Catalogne ou au Pays basque, il s'agissait toutefois d'un enjeu secondaire.
- La Catalogne a obtenu en 1979 un Statut d'autonomie qui a été remplacé en 2006 par un nouveau Statut prévoyant un élargissement des compétences de la Communauté autonome de Catalogne. Comme les régions précédentes, la Catalogne dispose d'un parlement et gouvernement autonomes, dont les attributions sont comparativement importantes. La promotion de la culture et langue catalane sont par ailleurs largement assurés. En regard de l'Irlande du nord ou de l'Ecosse, toutefois, il est à noter que le succès enregistré par le mouvement catalan a été dilué dans l'attribution de compétences autonomes à l'ensemble des régions d'Espagne.
- La situation est analogue au Pays basque. Le Statut d'autonomie obtenu par la Communauté basque autonome est légèrement différent de celui de la Catalogne. Divers enjeux spécifiques ont également été pris en compte, comme la possibilité pour la Navarre d'intégrer la Communauté autonome basque ou la reconnaissance officielle de l'euskara.

Tableau 99: Succès des cinq mouvements en regard des conditions de la souveraineté étatique et d'enjeux spécifiques

	<i>Irlande du Nord</i>	<i>Ecosse</i>	<i>Catalogne</i>	<i>Pays basque</i>	<i>Corse</i>
Conditions de souveraineté					
<i>Fonctions juridiques internes</i>	Parlement et gouvernement autonomes	Parlement et gouvernement autonomes	Parlement et gouvernement autonomes	Parlement et gouvernement autonomes	Assemblée corse a un pouvoir consultatif auprès du gouvernement central et administratif uniquement
<i>Fonctions juridiques externes et souveraineté extérieure</i>	Compétence du centre. Droit de regard de la République d'Irlande dans la question nord-irlandaise.	Compétence du centre	Compétence du centre	Compétence du centre	Compétence du centre
<i>Moyens de la puissance publique</i>	Police autonome ⁴⁵⁶	Police autonome ⁴⁵⁷	Police autonome ⁴⁵⁸	Police autonome	Compétence du centre
<i>Cohésion sociale (éducation, politique sociale, etc.)</i>	Compétences autonomes en matière de justice et police, éducation, culture, administration locale, patrimoine, logement, santé et agriculture	Compétences autonomes en matière santé et travail social, éducation, administration locale, logement, justice et police, agriculture, sylviculture et pêche, environnement, tourisme, patrimoine et sports, développement économique et transports locaux.	Compétences exclusives: organisation des institutions autonomes, droit civil, administration locale, aménagement du territoire, logement, assistance sociale, énergie, culture, industrie, commerce intérieur, etc. Compétences partagées: banques et assurances, santé et sécurité sociale.	Compétences autonomes: organisation des institutions autonomes, droit civil foral, promotion, développement économique et planification de économique, certains domaines de l'industrie, banque, commerce intérieur, transports locaux, assistance sociale, culture, patrimoine, tourisme, sport, etc.	Compétences administratives en matière de culture, de développement local d'éducation, d'audiovisuel, d'environnement, de transports et énergie etc.

⁴⁵⁶ Ainsi qu'une politique de discrimination positive forçant la police nord-irlandaise à favoriser le recrutement de ses membres parmi la communauté catholique.

⁴⁵⁷ La plupart des pouvoirs et fonctions de police ont été transférées au parlement écossais, seules les questions de sécurité nationale, terrorisme, armes à feu et trafic de drogue sont restées de la compétence du gouvernement britannique.

⁴⁵⁸ Conversi (1997:161): tant la communauté autonome du Pays basque que celle de Catalogne ont leur propre police.

	<i>Irlande du Nord</i>	<i>Ecosse</i>	<i>Catalogne</i>	<i>Pays basque</i>	<i>Corse</i>
<i>Ressources (fiscalité)</i>	Compétence du centre	Compétence du centre ⁴⁵⁹	Compétences fiscales autonomes ⁴⁶⁰	Compétences fiscales autonomes	Compétences fiscales autonomes
Enjeux spécifiques					
<i>Enjeu linguistique et autres enjeux culturels</i>	Promotion du gaélique ; pas de statut officiel (pas un enjeu spécifique ou de manière marginale).	Promotion du scot ; pas de statut officiel (pas un enjeu spécifique ou de manière marginale).	Promotion du catalan ; statut de langue officielle ; selon le Statut d'autonomie de 2006, obligation de connaître le catalan.	Promotion de l'euskara ; statut de langue officielle.	Promotion de la langue corse ; pas de statut officiel
<i>Enjeux économiques et sociaux</i>	Mesures de soutien au développement économique par le centre ; abolition des discriminations et entraves à l'égalité des chances, mesures de promotion pour la minorité catholique	Décentralisation économique réduite ; l'essentiel des matières économiques, financières et industrielles restent de la compétence du parlement de Londres ; compétences autonomes en matière de développement économique local.	Compétence autonomes de la région en matière de développement économique et industriel ; autonomie réduite en matière de fiscalité (augmentée par le Statut de 2006).	Compétence autonomes de la région en matière de développement économique et industriel ; autonomie réduite en matière de fiscalité.	Economie est compétence du centre ; décentralisation administrative en matière de développement économique, d'aménagement du territoire et de protection de l'environnement
<i>Enjeu territorial, environnement et population</i>	Possibilité de séparation du Royaume-Uni et de réunification avec l'Irlande si la majorité de la population d'Irlande du nord se prononçait démocratiquement pour la réunification irlandaise	Pas un enjeu spécifique	Pas un enjeu spécifique	Le territoire de la Communauté autonome du Pays basque pourrait inclure la Navarre si celle-ci désirait y être incorporée.	Pas d'unification administrative des deux départements de Haute-Corse et Corse-du-Sud ; décentralisation de compétences administratives en matière d'environnement.

⁴⁵⁹ Avec quelques exceptions mineures, voir Keating (2004).

⁴⁶⁰ Le Statut d'autonomie de 2006 prévoyait une compétence fiscale exclusive de la région, qui a toutefois été déclarée inconstitutionnelle par le Tribunal constitutionnel de Madrid.

- Le mouvement corse est celui qui a enregistré les succès les plus réduits. Les statuts successifs de la Corse de 1982 puis 1991 ont instauré une décentralisation d'ordre administratif essentiellement et l'Assemblée corse ne dispose que de pouvoirs consultatifs.

3) Evolution des valeurs de la société

L'évolution des valeurs de la société et la nationalisation de celle-ci est plus difficile à mesurer que les éléments précédents, dans la mesure où nous ne disposons pas de données comparables permettant d'estimer l'évolution effective de la sensibilité des populations concernées au nationalisme entre 1975 et 2011. Sur la base des analyses monographiques, on peut supposer que les mouvements nationalistes ont été dans une situation particulièrement favorable pour nationaliser la société lorsqu'ils ont pu diriger ou partager la direction du gouvernement de la région. De ce point de vue, et ceci semble confirmé par les discussions aux chapitres 3 à 7, on peut considérer que les mouvements nationalistes basque et catalan ont eu le plus de succès dans l'entreprise de nationalisation de leur région. En Ecosse et en Irlande du nord, la présence des nationalistes au gouvernement autonome régional est plus récente et leur influence devrait en être réduite d'autant. En Corse enfin, l'accès institutionnel des nationalistes est plus limité – compte tenu de leur poids électoral moins important et du faible pouvoir des institutions régionales corses en regard des quatre autres régions – et on peut supposer que la capacité du mouvement d'influencer les valeurs est en conséquence la plus réduite.

8.5.2 Contexte culturel, structure des opportunités politiques et succès des mouvements

En dépit de leurs trajectoires très divergentes, on peut considérer que dans l'ensemble quatre des cinq mouvements nationalistes étudiés ont enregistré des succès non négligeables, en termes de reconnaissance institutionnelle, d'autonomie politique et, le cas échéant, de nationalisation de la société.

Ce succès peut être réputé à la fois effet du contexte culturel et des processus politiques: Dans les régions où le potentiel de mobilisation nationaliste est élevé, les mouvements étudiés ont tous obtenu à terme une forme de reconnaissance institutionnelle par l'Etat central, combiné à un accroissement des pouvoirs régionaux, avec en particulier la création d'un parlement et gouvernement local. Cette décentralisation, combinée au soutien d'une partie importante de l'électorat, leur a permis aussi de participer du gouvernement régional et par ce biais de renforcer leur impact sur leur région en mettant en oeuvre des politiques nationalistes. La CiU en Catalogne, le PNV au Pays basque, les partis SDLP et Sinn Féin en Irlande du nord partagent une trajectoire de ce type. On peut également leur ajouter le nationalisme écossais, même si son succès semble davantage l'effet des politiques inclusives du gouvernement britannique que d'une forte mobilisation populaire. A l'inverse, la Corse représente le contre-exemple à cette trajectoire, où un soutien réduit pour le programme nationaliste dans la population combiné à la fermeture de l'Etat français a amené à la fois une faible reconnaissance institutionnelle du mouvement corse et un échec de la décentralisation en 2003. En l'absence de parlement autonome en Corse doté de pouvoirs décisionnels, par ailleurs, les partis nationalistes ne peuvent pas non plus modeler la politique régionale à l'égal de leurs homologues nationalistes des autres régions.

Comme l'a montré le chapitre précédent, le succès globalement non négligeable des mouvements nationalistes irlandais, écossais, basque et catalan recouvre aussi des différences importantes. Du point de vue de leur ancrage dans la population, les nationalismes (modérés) basque et catalan

semblent plus à même que les nationalismes écossais ou irlandais à recueillir une majorité de suffrages et à diriger le gouvernement de leur région. De ce point de vue, leur succès peut être considéré supérieur. A l'inverse, on peut considérer que les mouvements nationalistes ont obtenu des concessions politiques nettement plus importantes en Grande-Bretagne qu'en Espagne: d'une part, l'Etat britannique a étendu sa reconnaissance institutionnelle du mouvement irlandais à sa faction radicale, d'autre part il a créé des institutions autonomes originales dans les deux régions et ne s'oppose pas à une sécession éventuelle de l'Irlande du nord ou de l'Ecosse par décision unilatérale de leurs populations. A l'inverse, l'autonomie catalane ou basque ont été accordées dans le cadre d'un processus global de décentralisation (quand bien même il s'agissait surtout d'une réponse aux mouvements nationalistes de ces deux régions, ainsi que de la Galicie), tandis qu'en parallèle la Constitution espagnole de 1978 rendait quasi-impossible la création d'une Catalogne ou d'un Pays basque indépendant. Par ailleurs, comme déjà noté, l'institutionnalisation du mouvement nationaliste a été confinée aux modérés, tandis que les franges radicales du mouvement étaient fortement réprimées.

Les concessions majeures accordées par l'Etat britannique aux mouvements nationalistes en regard des concessions intermédiaires qu'ils ont obtenu en Espagne et de leur faible succès en France semblent largement compatibles avec les hypothèses de Kriesi et al (1995) concernant les chances de succès des mouvements sociaux selon le contexte politique plus ou moins facilitatif auxquels ils sont confrontés.

8.6 Bilan

Nous considérons ici les résultats de l'analyse des cinq mouvements nationalistes en regard des hypothèses émises aux chapitres 2.3, 2.4 et 2.5 sur la trajectoire des mouvements nationalistes. Comme on l'a indiqué au chapitre 2, certaines de ces hypothèses peuvent se contredire partiellement entre elles – en particulier les hypothèses 1 et 2 –, elles ont été traitées séparément pour des raisons de clarté.

Hypothèse 1. Lorsque des schémas interprétatifs de type civique dominent dans la population, on peut s'attendre que le mouvement nationaliste présente un potentiel de mobilisation comparativement faible, des schémas d'interprétation peu conflictuels et un répertoire d'action modéré. Lorsque des schémas interprétatifs de type ethnique dominent, on peut s'attendre que le mouvement nationaliste présente un potentiel de mobilisation comparativement élevé, des schémas d'interprétation comparativement conflictuels et un répertoire d'action comparativement radical.

Les analyses ont montré que les nationalismes de régions « ethniques » présentent un potentiel de mobilisation, un degré de mobilisation et de radicalité supérieur aux nationalismes issus de régions « civiques ». Ceci est en particulier notable lorsqu'on oppose des mouvements confrontés à une structure des opportunités politiques analogue mais issus de contextes culturels contrastés: ainsi des nationalismes irlandais et écossais, respectivement basque et catalan.

Hypothèse 2: Un Etat fort et inclusif tel le Royaume-Uni devrait amener à une mobilisation élevée du mouvement nationaliste, à un répertoire d'action modéré et à des chances de succès comparativement élevées. Un Etat faible et exclusif tel l'Espagne devrait par contre avoir pour effet un niveau intermédiaire de mobilisation du mouvement nationaliste, un répertoire d'action intermédiaire (minorité radicale) et des chances de succès intermédiaires. Un Etat fort et exclusif

tel la France devrait avoir pour effet une mobilisation faible du mouvement nationaliste, un répertoire d'action radical et de faibles chances de succès.

Comme l'ont montré les discussions du chapitre 8, l'effet de la structure des opportunités politiques sur les mouvements ne peut être considérée isolément – en particulier parce que le degré de mobilisation et de radicalité des mouvements semble déterminé largement par le contexte culturel. Il apparaît toutefois que les mouvements nationalistes actifs au Royaume-Uni ont bénéficié d'une approche intégrative de l'Etat britannique, qui a eu pour effet de modérer ces mouvements sur le long terme et leur a permis d'obtenir les succès les plus élevés – parmi les cinq mouvements étudiés – tant en termes de reconnaissance institutionnelle du mouvement lui-même que de création d'institutions autonomes spécifiques répondant à leurs exigences autonomistes et de possibilités d'indépendance. En Espagne, par contre, l'intégration des mouvements a concerné uniquement la frange modérée de ces derniers, tandis que les concessions obtenues en termes d'autonomie politique pour les Catalans et Basques ont été diluées dans une décentralisation générale de l'Etat espagnol. En France, finalement, les stratégies de l'Etat semblent être à l'origine de la démobilisation et radicalisation du mouvement corse, qui n'a pas obtenu de concessions importantes.

Hypothèse 3a: Lorsque le mouvement nationaliste périphérique peut compter sur l'appui d'un parti majeur qui lui est allié, dans la règle le parti socialiste, et que ce parti allié est dans l'opposition, le mouvement nationaliste devrait connaître un niveau de mobilisation modérée plus important mais des chances de succès plus réduites que lorsque le parti allié se trouve au pouvoir. Lorsque le parti allié est au gouvernement, ceci devrait au contraire entraîner une mobilisation plus faible du mouvement nationaliste mais des chances de succès plus élevées.

Les analyses n'ont pas permis de conclure de manière définitive quant aux effets des alternances partisans au gouvernement sur la mobilisation des mouvements nationalistes. On constate qu'hors période de transition démocratique en Espagne, les réformes institutionnelles obtenues par les mouvements nationalistes ont toujours été le résultat d'une négociation avec un gouvernement socialiste ou travailliste, ainsi de l'accord de Belfast, de la décentralisation écossaise en 1997 ou du nouveau statut d'autonomie de la Catalogne en 2006. Des tentatives de réformes institutionnelles ont pour autant été aussi le fait de gouvernements conservateurs, ainsi en Irlande du nord à partir de 1993 ou en Corse en 2003.

Hypothèse 3b. Lorsque le mouvement nationaliste possède un allié à l'échelon international sous la forme d'un Etat parent, il devrait connaître un niveau de mobilisation plus faible et modéré et ses chances de succès devraient aussi être comparativement plus élevées lorsque cet allié est reconnu comme partenaire à la négociation du conflit que lorsque l'Etat allié n'est pas intégré dans la négociation.

Les analyses effectuées ne permettent pas de conclure globalement sur cette hypothèse, dans la mesure où seule l'Irlande du nord possède un Etat parent allié du mouvement nationaliste. L'intégration de la République d'Irlande dans le processus de paix a clairement favorisé le succès du mouvement nationaliste irlandais et, à long terme, a contribué à la modération du mouvement – en particulier par l'inclusion des républicains dans la recherche d'une solution négociée au conflit – et à une diminution de la protestation, qui s'est progressivement transformée en nationalisme institutionnel. A court terme toutefois, soit entre 1985 et le début des années 1990,

la participation de la République d'Irlande aux affaires internes irlandaises a sans doute eu un effet de radicalisation sur l'IRA.

Hypothèse 3c. Dans les périodes de transition à la démocratie, les mouvements nationalistes devraient connaître un niveau de mobilisation comparativement très élevés. Leurs chances de succès devraient être aussi meilleures que dans des périodes de stabilité démocratique.

Seuls les mouvements basque et catalan sont concernés ici. La période de transition démocratique a effectivement été une période de très forte mobilisation sociale et de négociation avec l'Etat espagnol qui s'est conclue par l'obtention par les deux régions d'un Statut d'autonomie régionale.

Hypothèse 4a. Compte tenu de la combinaison de la structure des opportunités discursives et politiques dans les cinq régions, on peut s'attendre que la mobilisation et les stratégies adoptées par les mouvements nationalistes présentent les caractéristiques suivantes:

- en Ecosse, un mouvement nationaliste comparativement peu mobilisé et essentiellement civique et modéré,
- en Catalogne, un niveau de mobilisation intermédiaire qui combine une majorité civique modérée et une minorité nationaliste révolutionnaire,
- en Irlande du nord et au Pays basque, un mouvement nationaliste très mobilisé qui combine une frange civique modérée et une frange ethnique radicale,
- en Corse, un degré de mobilisation intermédiaire de type ethnique et radical essentiellement.

Le niveau de mobilisation global des mouvements nationalistes dans les cinq régions ainsi que leur degré de radicalité sont dans l'ensemble congruents avec l'hypothèse. De même, on a constaté en effet une scission des mouvements nationalistes irlandais et basque en une frange modérée et une frange radicale l'une et l'autre très actives. Les positions idéologiques des organisations de mouvements s'écartent par contre des attentes du modèle: les franges modérées des mouvements nationalistes tendent en effet à adopter une approche nationaliste civique, mais les franges radicales ne montrent par contre pas nécessairement une idéologie de type « civique » dans les régions à dominante civique et de type « ethnique » dans les autres régions, comme en témoigne en particulier l'idéologie essentiellement civique d'ETA.

Hypothèse 4b. La combinaison de la structure des opportunités discursives et politiques devrait par ailleurs avoir les effets suivants sur la trajectoire des mouvements nationalistes et le succès des mouvements:

- en Ecosse, en dépit d'une faible potentiel de mobilisation du mouvement, on peut s'attendre que le contexte facilitatif britannique permette le cas échéant au mouvement d'obtenir un succès intermédiaire,
- en Catalogne, on peut s'attendre que le mouvement modéré obtienne des concessions comparativement importantes, alors que la minorité radicale n'en obtient pas,
- en Irlande du nord, on peut s'attendre que les concessions de l'Etat soient importantes tant vis-à-vis de la frange modérée que radicale du mouvement, et que ce processus s'accompagne d'une modération de l'ensemble du mouvement nationaliste,
- au Pays basque, on peut s'attendre que les concessions de l'Etat concernent uniquement la frange modérée du mouvement, alors que la frange radicale n'en obtient pas, mais que les deux franges du mouvement restent néanmoins mobilisées,

- en Corse, on peut s'attendre enfin que le mouvement n'obtienne pas ou peu de concessions de l'Etat et que ceci contribue à l'affaiblissement général du mouvement nationaliste.

Comme l'ont montré les analyses, les trajectoires des mouvements correspondent dans leur ensemble à l'hypothèse formulée ci-dessus.

9 CONCLUSION

On s'est efforcé dans les pages qui précèdent de présenter quelques pistes de lecture du phénomène nationaliste contemporain. Il s'agissait avant tout, dans une perspective descriptive, d'identifier les facteurs permettant d'expliquer pour quelles raisons le nationalisme a pu ou peut, dans certaines régions démocratiques d'Europe de l'ouest, s'enraciner et devenir un acteur central du débat politique régional ou national. Les analyses réalisées nous amènent à conclure que les identités – en particulier de type ethnique – semblent être le levier central du phénomène nationaliste et un facteur prédictif bien plus important pour le développement de mouvements nationalistes violents et rejetant les fondements de la démocratie que le contexte politique où se déploient les mouvements nationalistes. L'Irlande du nord et le Pays basque sont apparus comme des cas paradigmatiques de régions où un substrat identitaire de type « ethnique » a échoué à se transformer en nationalisme civique au dix-neuvième ou au début du vingtième siècle, et a continué jusqu'à la fin du vingtième siècle ou au début du vingt-et-unième siècle de posséder un potentiel de mobilisation élevé pour un nationalisme de rupture, où les institutions existantes comme les aspirations démocratiques de communautés du territoire sont rejetés en bloc au nom du primat de la nation et d'identités non négociables (à l'inverse, on peut considérer la Catalogne ou l'Ecosse comme des cas paradigmatiques de régions où domine un nationalisme de continuité, où un nationalisme civique s'affirme dans la continuité institutionnelle et le respect des principes démocratiques). Ce phénomène concerne certes une partie seulement de la famille nationaliste basque ou irlandaise, néanmoins une frange suffisamment importante des mouvements pour avoir dominé la question nationale dans les deux régions. Ce constat est étonnant dans le contexte historique de l'Europe de l'ouest après la deuxième guerre mondiale, où l'on aurait pu croire naïvement que l'Europe après le nazisme s'était reconstruite dans un consensus global rejetant toute forme de nationalisme fondé sur le "Volksgeist" plutôt que sur l'idée de nation-contrat, et étonnant également dans le contexte politique de cette même Europe, où l'on aurait pu croire que des démocraties stables ne laissent pas de place pour un nationalisme de type ethnique et primordialiste. Comme on s'est efforcé de le montrer explicitement ou implicitement, les mouvements nationalistes agissent comme des acteurs rationnels, qui définissent leurs stratégies en fonction des opportunités auxquels ils sont confrontés. Le recours aux urnes, à la grève ou au plasticage, de ce point de vue, peuvent être considérés comme une manière pour le mouvement d'optimiser ses résultats. Privilégier la voie des armes, entre autres, est du point de vue des mouvements un choix rationnel, où le recours à la violence peut améliorer leur capacité de s'imposer ou leur position de négociation pour autant que ce choix ne leur fasse pas perdre trop de légitimité vis-à-vis de leurs bases de soutien dans la population. Or, comme l'ont montré les analyses, tandis que dans un contexte « civique », les tentatives d'organisations nationalistes de recourir à la lutte armée ont été marginales, se sont soldées par un échec ou ont été sanctionnées par un effritement du soutien populaire à ces franges radicales et par la disparition de ces dernières, pour les mouvements issus de contextes « ethniques », la violence n'a pas connu le même type de sanction – ni par les formations nationalistes modérées ni par une frange de la population. Que dans certaines régions d'Europe la violence politique puisse être considérée comme un moyen légitime pour parvenir à des objectifs politiques ressortant d'un nationalisme primordialiste dans le contexte d'Etats démocratiques par une partie suffisante de la population

pour permettre à des mouvements radicaux de survivre reste pour moi, à l'issue de ce travail, une source d'extrême perplexité.

Le constat de ce travail est, en ce sens, pessimiste. On s'est certes efforcé de montrer que les identités primordiales ne sont pas une fatalité, c'est-à-dire si ancrées dans les populations que les mouvements nationalistes n'auraient pas de choix stratégiques autres que le nationalisme ethnique. Elles ne sont pas non plus immuables. On constate néanmoins que lorsque des identités « ethniques » sont présentes dans une population, elles peuvent être mobilisées par des groupements politiques dans la poursuite d'objectifs politiques non démocratiques. Ce potentiel explosif peut sans doute être endigué à terme, en particulier lorsque les élites s'accordent pour le transformer en un nationalisme civique et démocratique ; il peut l'être également à plus court terme lorsque les franges modérées des mouvements nationalistes parviennent à prendre la direction du mouvement et à en intégrer toutes les tendances, comme cela a été le cas en Catalogne. Dans des sociétés polarisées toutefois, comme l'Irlande du nord et le Pays basque, le potentiel explosif du nationalisme ethnique a loisir de s'exprimer et semble également pouvoir s'assurer une certaine pérennité.

Ce considéré, il s'agissait également dans ce travail, en filigrane, d'analyser quelques pistes normatives concernant le traitement des nationalismes par les Etats concernés. Pour les nationalismes civiques et modérés, l'intégration institutionnelle et l'accroissement des pouvoirs locaux poursuivis en Ecosse ou en Catalogne apparaissent comme une stratégie adéquate des Etats concernés, à laquelle on peut opposer la stratégie de l'Etat français où, en dépit du contexte davantage ethnique du nationalisme corse, celui-ci présentait un profil relativement modéré à ses débuts qui a notre sens a été radicalisé par la fermeture de l'Etat aux demandes de réformes institutionnelles du mouvement. Pour les nationalismes de type ethnique, on peut opposer schématiquement la voie suivie par le Royaume-Uni, qui s'est employé à intégrer toutes les tendances du nationalisme et de l'unionisme dans une solution politique, au prix d'un effritement politique des modérés et, à l'heure où s'écrivent ces lignes, d'une domination de l'arène politique nord-irlandaise par les partis les plus sectaires d'Irlande du nord, le Sinn Féin et le DUP, et la voie suivie par l'Espagne, qui s'est à l'inverse refusée à octroyer des concessions au nationalisme radical, au prix d'une longue guerre dont les analystes ne sont pas certains qu'elle soit définitivement achevée et qui a laissé de profondes cicatrices dans la société basque. Du point de vue d'une stabilisation durable de la situation, des possibilités d'une reconstruction de la région et d'une réconciliation nationale, l'approche britannique semble à privilégier – les conditions sous lesquelles des Etats démocratiques doivent ou non accepter de négocier avec des mouvements non démocratiques et leur ouvrir l'arène du pouvoir reste toutefois une question ouverte et hautement discutable.

Les ambitions de la présente étude étaient limitées. Elle a entre autres privilégié une approche globale et plutôt statique des mouvements nationalistes qui pose souvent problème s'agissant d'établir si, entre les grandeurs qu'on met en relation, les causalités sont réelles ou seulement fortuites, alors qu'une approche plus resserrée aurait sans nul doute permis une compréhension plus précise des phénomènes étudiés – par exemple par une analyse des narrations « ethniques » construites par les mouvements nationalistes dans des campagnes de protestation spécifiques, leur diffusion, leur résonance parmi les adhérents du mouvement ou la population dans son ensemble, comme par une analyse des effets d'interaction précis entre messages du mouvement et valeurs de la population. Dans la mesure où, à notre connaissance, il n'existait pas jusqu'ici de tentatives d'établir un lien entre les théories de l'identité ethnique, en particulier dans la lignée de Smith, et

la mobilisation nationaliste, le travail réalisé avait toutefois l'ambition d'explorer globalement ce terrain et d'en donner un aperçu général ("mapping the field"). Ce au prix, le cas échéant, d'un manque de précision dans l'analyse.

En dépit des faiblesses qu'implique une telle approche, elle paraissait défendable d'un point de vue méthodologique. Son aspect discutable réside ailleurs: elle implique une généralisation abusive qui transforme des événements politiques en relations mécaniques où, en définitive, ce texte qui traite aussi de milliers de vies détruites en Irlande du nord, au Pays basque et en Corse s'emploierait à les décrire comme un enchaînement logique entre des entités abstraites, territoire, communauté, stratégies d'action, impacts politiques, etc., comme si ces relations étaient logiques, inéluctables et de cette manière, implicitement justifiées. L'ensemble du travail s'est employé à éviter tout jugement de valeur sur son objet d'étude, sur l'idéologie, les objectifs et les moyens d'action des mouvements nationalistes, en particulier du nationalisme radical, mais il me semble en conclusion devoir aussi souligner la faiblesse intrinsèque de ce parti-pris initial, soit de donner voix à la narration nationaliste, de l'expliquer et la justifier implicitement par un contexte identitaire, laissant de côté tous ceux qui ont choisi, dans les régions concernées, de se raconter différemment leur identité, la vie en société et l'avenir de leur région.

Les individus qui se sont employés dans les régions à dominante « ethnique » à faire mentir les liens théoriques établis dans la présente étude ont été les oubliés de ce texte. Il ne s'agit pas, dans les dernières lignes, de se dédouaner par un hommage tardif de cette omission, volontaire dans la mesure où l'objectif était en particulier d'illustrer les voies contrastées empruntées par un nationalisme « civique » ou « ethnique ». Mais il me semblait nécessaire en conclusion de relever l'aspect problématique d'une forme de déterminisme de comportement postulée par ce travail, où les voies du nationalisme suivent largement celles d'un contexte culturel donné. Les pages qui précèdent ont également leur contrepoint moral, dont on retrouve l'écho dans un article d'Allan Little, correspondant de la BBC pendant la guerre de Bosnie: « There is a moment that returns to me again and again. An old man emerges from a wood and makes his way towards where I am standing. The lovely green valley has tipped into autumnal browns and it is a cold, damp morning. The old man is one of 40,000 people driven from their homes in the central Bosnian town of Jajce, and they have been walking for two days to reach safety. The Bosnian war gave to the lexicon of conflict a grotesque new euphemism: ethnic cleansing. These are its latest victims. I asked the man how old he was. He said he was 80. May I ask you, I said, are you a Muslim or a Croat? And the answer he gave me still shames me as it echoes down the decades in my head. I am, he said, a musician. » (BBC News, 6 avril 2012).

ANNEXE: APERÇU HISTORIQUE DE LA NATION ET DU NATIONALISME

1. Aperçu

La présente annexe donne un aperçu sommaire des grandes étapes de formation de la nation, de l'ère pré-moderne à la période contemporaine, et se penche également sur quelques étapes de la revendication nationaliste à partir du dix-neuvième siècle. Le descriptif de l'histoire de la nation présenté ci-dessous reprend largement une conception moderniste de la nation (voir chapitre 1.3.2), dans la mesure où il considère la nation comme un événement historiquement daté: les modernistes s'accordent pour faire remonter sa naissance à la fin du dix-huitième ou au début du dix-neuvième siècle, indiquant comme date clef alternativement 1775 (première partition de la Pologne), 1776 (déclaration d'indépendance américaine), 1789 et 1792 (première et seconde phase de la Révolution française) ou 1807 (discours à la nation allemande de Fichte) (Smith et Hutchinson, 1994). Les explications tiennent néanmoins compte également de l'apport des ethno-symbolistes (voir chapitre 1.3.4) et considèrent la formation nationale comme un processus qui ne se construit pas uniquement par rupture et entrée brutale dans l'ère moderne mais suit un cheminement progressif à travers les siècles.

2. De l'Antiquité aux révolutions du dix-huitième siècle

L'ère pré-moderne se caractérise par un sentiment déjà présent dans les populations d'une identité collective, d'un « nous » qui s'oppose à l'autre, au voisin, à l'étranger. La conscience ethnique, le chauvinisme, le patriotisme sont nettement plus anciens que le sentiment et l'aspiration nationale qui émergent avec la modernité.

On ne peut toutefois parler à l'ère pré-moderne de nationalisme. Par nationalisme (voir chapitre 1.1.1), on entend une théorie de la légitimité politique revendiquant la congruence entre unité politique et unité nationale, la coïncidence des limites politiques et des frontières culturelles. Or, l'ère pré-moderne connaît des mouvements et sentiments ethniques, non des revendications de souveraineté justifiées par ces appartenances culturelles particulières, comme le ferait le nationalisme ethnique. Par ailleurs, la notion de citoyenneté est absente à l'ère pré-moderne. Un nationalisme civique, soit une communauté de citoyens tendue vers des objectifs politiques communs, ne peut pas non plus apparaître en cette période (concernant la nation ethnique et nation civique, voir chapitre 1.2).

Antiquité

Il est possible selon Smith (1991) de faire remonter à l'ère antique déjà un sentiment d'identité locale et collective, accompagné d'une forme de chauvinisme. Smith souligne que l'ancienne Egypte connaît les notions d'ethnie et d'ethnocentrisme, mais que, pour les raisons invoquées ci-dessus, en particulier l'absence de citoyenneté, il faut parler pour l'Egypte antique d'Etat ethnique plutôt que de nation.

Moyen-Age

Comme les civilisations antiques, le Moyen Age européen voit se développer des proto-identités collectives, par exemple un ressentiment envers d'autres peuples (Hermet, 1996). Par ailleurs, le Moyen Age développe une notion de souveraineté nouvelle. La souveraineté était dans la civilisation antique, romaine surtout, une notion d'ordre universaliste, attachée à la forme

politique impériale. Le Moyen Age n'abandonne pas entièrement l'aspiration à une renaissance de l'Empire, mais le pouvoir y est de fait morcelé. Les Etats qui se construisent durant le Moyen Age adoptent de ce fait progressivement une conception de la souveraineté particulariste, locale, et non plus universelle.

On ne peut parler de nation à l'époque médiévale, en particulier parce que la notion de citoyenneté reste absente. Mais l'idée de frontière s'y enracine, une conception territoriale de la souveraineté se développe, et les particularismes culturels qui naissent en cette période forment la genèse du particularisme national qui se développera plus tard en Europe. Le Moyen Age est, par ailleurs, une période de formation et de consolidation pour plusieurs ensembles territoriaux destinés à devenir des Etats-nations, la France et l'Angleterre particulièrement. Pour ces raisons, certains auteurs considèrent que le Bas Moyen Age, dès le treizième ou quatorzième siècle, marque la genèse de la nation moderne⁴⁶¹ (Badie, 1996: 23).

De la Renaissance aux révolutions

Avec la Renaissance, caractérisée en particulier par une montée en puissance de l'Etat comme principe d'unification politique, économique et culturelle, débute l'émergence d'un monde moderne appelé à se constituer en nations.

Le processus de formation du monde moderne et sa division subséquente en Etats-nations doit, selon Smith (1986), être liée à trois courants d'évènements qui bouleversent l'Europe à partir du seizième siècle:

- La transition du féodalisme au capitalisme. Le capitalisme naissant joue un rôle moteur dans l'homogénéisation et l'unification des territoires. Alors que l'économie féodale, essentiellement autosuffisante, pouvait se satisfaire du morcellement étatique en vigueur au Moyen Age, le capitalisme demande une intégration beaucoup plus poussée du système économique afin que les marchandises puissent circuler sans contrainte. Les structures politiques sont appelées à s'adapter à cette modification des réalités économiques.
- La transformation des méthodes de contrôle administratif et militaire. L'unification du système économique va de pair avec un re-groupement des unités étatiques et la création d'espaces territoriaux aux institutions de plus en plus homogènes. Le rôle de l'Etat devient prééminent et son organisation tend vers un type rationnel. Ce phénomène s'accompagne d'une montée de la bourgeoisie, qui affirme petit à petit sa prééminence face à la noblesse.
- Une révolution culturelle et de l'éducation. La centralisation territoriale et la consolidation politique entraînent une standardisation culturelle croissante, qui tend à faire coïncider unités culturelles et unités où s'exerce la souveraineté étatique.

Ces trois changements connaîtront un cheminement lent mais décisif de la Renaissance aux révolutions de la fin du dix-huitième siècle. La progression de l'idée de nation suivra un cheminement parallèle et, au milieu du dix-huitième siècle, il s'agit d'une notion largement acceptée. En Europe à cette date, particulièrement en France et en Angleterre, les bases de la nation moderne sont clairement dessinées. Ces deux Etats ont réuni leurs populations sous la direction d'un gouvernement centralisé et de lois uniformes, et leurs institutions couvrent l'ensemble du territoire (Shafer, 1964). Si la citoyenneté moderne n'est pas encore présente,

⁴⁶¹ Beaune, dans un travail qui explore la genèse de la nation française au Moyen-Age, fait remonter la naissance de la nation française au début du 12ème siècle déjà (Beaune, 1985: 14).

puisque dans l'Ancien Régime les droits et devoirs de chacun sont réglés en fonction de l'appartenance à un ordre particulier sous la personnalité du roi et ne ressortissent pas à la notion universaliste qui se fera jour à la Révolution française, la période se caractérise par une remise en cause progressive des légitimités dynastiques, par une extension des identités politiques à l'échelle de l'Etat et par la montée en puissance de la bourgeoisie. En ce sens, elle prépare le tournant qui débouchera sur le nationalisme moderne à la fin du dix-huitième siècle.

3. Des révolutions à la première guerre mondiale

La formation des Etats-nations entre la fin du dix-huitième siècle et l'ère contemporaine a donné lieu à des découpages temporels divers selon les auteurs. Pour le long dix-neuvième siècle (de la période des révolutions à la première guerre mondiale), nous retiendrons pour notre part les étapes et modèles de nation identifiés par Schieder (1991). Ces étapes, qui posent les jalons du nationalisme contemporain, sont au nombre de trois:

Etape 1: Les nations construites par révolution intérieure

La Révolution française voit le triomphe de la nation entendue comme l'ensemble des citoyens. Selon la définition de Lacretelle en 1789: « La Nation (est) formée par les citoyens habitant un certain territoire, possédant des biens ou remplissant une tâche essentielle pour ceux qui cultivent la terre, obéissent à la loi et servent le pays » (Shafer, 1964: 105-106). Il s'agit d'une nation de conception civique et universaliste, fondée sur des valeurs partagées (voir chapitre 1.2.1). Elle est d'ordre purement politique: la nation de Sieyès se confond avec le peuple mais exclut la noblesse par exemple ; en cela, elle s'éloigne de la notion contemporaine d'un Etat défini par son territoire et ses habitants (Hermet, 1996).

Pour les Etats-nations constitués par révolution intérieure (Angleterre, France, Belgique par exemple), l'appartenance à la nation ne se définit pas en termes de langue ou de caractère national, mais bien par la communauté des citoyens. La nation est entendue dans un sens civique et non pas ethnique. Elle peut par exemple réunir des populations de langues différentes réunies par un projet commun (voir aussi chapitre 1.2.1).

Etape 2: Les nations créées à partir d'entités séparées

Les Etats-Nations italien et allemand se forment durant la deuxième moitié du dix-neuvième siècle selon un modèle distinct du précédent. Les Etats se construisent à partir d'entités territoriales jusque là fragmentées, et fondent leur légitimité à se réunir par l'existence d'une volonté populaire aux accents ethniques et culturels d'avantage que civiques (voir chapitre 1.2.2). Dans ce modèle, l'idée d'un peuple (« *Volk* ») partageant une tradition, un substrat culturel et ethnique, et tendu d'une volonté de vivre ensemble est primordiale ; en elle s'ancre la légitimité du projet politique de souveraineté. Ceci est particulièrement vrai pour la formation de la nation allemande: à la nation-contrat, adhésion à des valeurs partagées, de la Révolution française s'oppose la nation-génie (« *Kulturnation* ») de Herder et Fichte. Dans le cas de l'Italie, par contre, le nationalisme de type mazzinien est fortement imprégné de conceptions civiques à la française.

Si le nationalisme de cette période vise à la congruence de caractéristiques ethniques et de la souveraineté politique, il suit cependant un principe de seuil: les petites nationalités, cultures minoritaires et langues peu parlées ne sont pas supposées avoir quelque avenir dans l'indépendance et la formation d'un Etat. On s'accorde à penser que l'avenir est aux grands Etats,

qui bénéficient d'un avantage comparatif en termes économiques. Le principe de nationalité est réputé s'appliquer seulement aux nationalités d'une certaine étendue: la construction des nations est considérée comme un processus d'expansion, et les mouvements nationaux sont des mouvements d'unification (Hobsbawm, 1990).

Etape 3: La formation par sécession

Après la fin de l'unification allemande et italienne se produit un tournant dans l'histoire du nationalisme, avec la contestation du principe de seuil. L'ère des micro-nationalismes (Hermet, 1996) commence, qui amènera des nations incluses dans des entités politiques large à former ou tenter de former leur propre Etat. Ce phénomène est particulièrement prévalent dans l'Est européen, où des Etats-Nations se constituent sur les ruines des Empires austro-hongrois et ottoman. En Europe de l'Ouest, à l'exception notable de la Norvège et de l'Irlande, les nationalismes séparatistes ne seront pas très actifs avant 1914.

Le nationalisme de type séparatiste qui émerge à partir de 1880 diffère du nationalisme précédent en ce que:

- Il abandonne le principe de seuil. Désormais, tout rassemblement d'individus prétendant constituer une nation peut revendiquer un droit à l'autodétermination.
- En conséquence de la multiplication des nations potentielles, l'ethnie et la langue deviennent des critères centraux pour l'identification de la nation.
- La nation s'incurve à droite et s'allie souvent avec la religion, rejetant les mouvements prolétariens qui se veulent internationalistes (Hobsbawm, 1990)

1917 marque un point de rupture dans le succès du nationalisme de type séparatiste. A la suite de la révolution russe, l'appui aux micro-nationalismes par les puissances établies s'affirme. Le séparatisme Blanc qui fait suite à la Révolution russe est favorisé par l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, lesquels reconnaissent l'indépendance de l'Ukraine et des pays baltes. En réaction, les Alliés favorisent pour leur part les revendications des micro-nationalités incluses dans l'Empire austro-hongrois (Hermet, 1996). Le principe de seuil cesse d'être défendu comme un principe central par la communauté internationale, le nombre des nations potentielles et les critères pour la création de nouveaux Etats deviennent peu clairs.

4. Le nationalisme après la première guerre mondiale

L'entre-deux guerres se caractérise en Europe par une prégnance forte du nationalisme dans les Etats établis, quoique l'irrédentisme et le séparatisme ne soient pas non plus à négliger. Les régimes fasciste et national-socialiste sont des exemples extrêmes de ce nationalisme d'Etat, mais les Etats démocratiques ne sont pas épargnés non plus par le phénomène.

Les éléments saillants du national-socialisme⁴⁶² sont une identification de la nation à la race, une obsession du maintien de la pureté nationale, c'est-à-dire raciale, et une doctrine expansionniste. La race est première, l'Etat joue un rôle instrumental dans la conservation et l'expansion de la nation: « L'Etat n'est (...) qu'un instrument au service du national-racisme, dont la mission essentielle consiste à pratiquer l'eugénisme à l'intérieur et à revendiquer efficacement y compris par la guerre l'espace vital extérieur (« *Lebensraum* ») pour la race allemande » (Chabot, 1997:

⁴⁶² Le national-socialisme est simplement évoqué ici. Le paragraphe qui lui est consacré n'entend pas couvrir la complexité des relations entre Etat et nation développées par le mouvement, puis par l'Etat nazi.

76). Le national-socialisme pousse ainsi jusqu'à ses limites extrêmes une conception organique de la nation.

Les effets dévastateurs du national-socialisme amènent après la deuxième guerre mondiale, en Europe tout au moins, une méfiance importante envers les conceptions organiques et ethniques de la nation. Leur compatibilité avec la démocratie est mise en cause, leur idéologie apparaît suspecte. Ceci n'est pas sans conséquence, en particulier, pour les mouvements autonomistes ou séparatistes européens. Ils seront très peu actifs après la deuxième guerre mondiale, pour certains d'entre eux parce que leur proximité avec le régime national-socialiste (une partie du mouvement irlandais, par exemple, ou du mouvement breton, a collaboré activement avec l'Allemagne nazie) leur a fait perdre leur légitimité, nombre d'adhérents et dans certains cas leurs leaders⁴⁶³. La renaissance de ces mouvements à partir des années 1960 sera considérée avec étonnement et suspicion.

Il a été fait mention jusqu'ici de l'Europe essentiellement. La nation devient toutefois un phénomène mondial au plus tard après la fin de la deuxième guerre mondiale, lorsque s'engage la lutte pour l'indépendance des colonies, puis leur accession à la souveraineté nationale. C'est au nom de la nation que les colonies d'Afrique, d'Asie ou du Proche-Orient exigent leur indépendance, et elles reprennent pour partie dans leurs revendications les arguments du nationalisme européen. Leurs apports originaux ne sont toutefois pas à négliger. La lutte contre l'impérialisme est l'un des plus importants, et amène un rapprochement entre nationalisme et socialisme ou marxisme dans leur dénonciation commune de l'exploitation de la colonie par le colonisateur, de la périphérie par le centre. Les arguments anti-impérialistes et anticolonialistes imprègnent aujourd'hui nombre de mouvements séparatistes et autonomistes, également en Europe.

A partir de la fin des années 1980, finalement, l'écroulement des régimes communistes en Union soviétique et en Europe de l'Est marquent un nouvel essor de la question nationale. Les effets de la chute du communisme sont de deux ordres:

- D'une part, la fin du communisme s'est accompagnée en ex-Union Soviétique et en Europe de l'Est d'une redéfinition des frontières sur des lignes ethniques ou culturelles et de l'émergence de nouveaux Etats souverains (Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Estonie, Géorgie, Lettonie, Lituanie, Moldavie, Russie, Ukraine, Tchéquie, Slovaquie, Slovénie, Serbie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Macédoine, Monténégro, pour ne citer que des Etats européens). La nation dans ces nouveaux Etats se définit souvent en termes ethniques ou culturels, quand bien même l'essentiel des Etats mentionnés, comme d'autres Etats demeurés dans leurs frontières antérieures (Roumanie, par exemple) réunissent une mosaïque de population rendant illusoire un découpage ethnique du territoire⁴⁶⁴.
- D'autre part, la fin du communisme a signifié une disparition de l'équilibre bipolaire qui avait régné après la seconde guerre mondiale. Sur tous les continents, les conflits intra-étatiques semblent en parallèle s'être amplifiés. En règle générale, les analystes expliquent ce

⁴⁶³ Ainsi du mouvement breton: à la Libération, les procès contre des membres du mouvement se solderont par huit condamnations à mort, de lourdes peines de prison et des centaines de condamnations à l'indignité nationale pour collaboration avec le régime hitlérien (Deniel, 1976).

⁴⁶⁴ Dans les termes de Brubaker: "The 'short twentieth century' concluded much as it had begun, with Central and Eastern Europe entering not a post-national but a post-multinational era through the large-scale nationalization of a previously multinational political space. » (Brubaker, 2004: 119).

phénomène par la disparition d'un découpage et alignement clair des Etats, alliés durant la guerre froide à l'une ou l'autre des grandes puissances, et la disparition d'un risque d'escalade mondial subséquent lors de remise en cause de frontières étatiques constituées. La multipolarisation du monde encouragerait au contraire les guerres civiles, le séparatisme ou l'irrédentisme. De fait, les conflits internes ont souvent une dimension ethnique, avec ou sans accent séparatiste⁴⁶⁵.

⁴⁶⁵ Ainsi, pour des conflits récents, de la Russie (Tchéchénie, entre autres), de la Somalie (Somaliland), de la Géorgie (Abkhazie). du Sri Lanka (Eelam Tamoul), du Soudan et Soudan du Sud où les conflits ont une dimension séparatiste, ainsi que par exemple du Kivu, où le conflit s'inscrit dans une logique ethnique mais sans volonté séparatiste explicite.

BIBLIOGRAPHIE

- Acha, B. 2006. « Eusko Alkartasuna: a Party in Search of a Third Space », pp. 65-100 in *Autonomist Parties in Europe: Identity Politics and the Revival of the Territorial Cleavage*, édité par L. De Winter, M. Gomez-Reino et P. Lynch. Barcelone: Institut de Ciencies Politiques I Social.
- Achodo, C. 2000. *Conflict and post conflict patterns, issues, impact on economic development and poverty cycle in countries in Africa*. Paper presented at the Africa Forum on Poverty Reduction Strategies on June 5-9th, 2000. Yamoussoukro, Cote d'Ivoire.
- Albert, C. 2009. *The Peacebuilding Elements of the Belfast Agreement and the Transformation of the Northern Ireland Conflict*. Francfort: Peter Lang.
- Allahar, A. 2005. *Ethnicity, class, and nationalism: Caribbean and extra-Caribbean dimensions*. Oxford: Lexington Books.
- Allières, J. 1996 [1977]. *Les Basques*. Paris: Presses universitaires de France.
- Alonso Carballes J. 2008. « Mémoire et représentation. Les monuments érigés en hommage aux victimes du conflit entre l'ETA et l'Etat espagnol », in *Culture et mémoire. Représentations contemporaines de la mémoire dans les espaces mémoriels, les arts du visuel, la littérature et le théâtre*, sous la direction de C. Hähnel-Mesmar, M. Liénard-Yéterian et C. Marinas. Paris: Editions de l'Ecole Polytechnique.
- Alter, P. 1989. *Nationalism*. Londres: Edward Arnold.
- Alvarez Conde, G. 1993. *Curso de derecho Constitucional*, volume 2. Madrid: Tecnos.
- Alvarez-Junco, J. 1994. « Social Movements in Modern Spain: From the Pre-Civil War Model to Contemporary NSMs », in *New Social Movements. From Ideology to Identity*, édité par E. Larana, H Johnston et J.R. Gusfield. Philadelphie: Temple University Press.
- Alvarez-Junco, J. 1986. « Los nuevos movimientos sociales en la España Contemporánea ». *Historia de España*, vol 10. Madrid.
- Amenta, E. et M. P. Young. 1999. « Democratic States and Social Movements: Theoretical Arguments and Hypotheses », *Social Problems* 46 (2): 153-168.
- Anderson, B. 1991 [1983]. *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*. Paris: La Découverte.
- Antonetti, P. 1990. *Trois études sur Paoli. Le drapeau. L'hymne. L'Université*. La Marge éditions.
- Arguelaguet, J. 2006. « Esquerra Republicana de Catalunya: The Third Pole within Catalan Politics », pp. 143-165 in *Autonomist Parties in Europe: Identity Politics and the Revival of the Territorial Cleavage*, édité par L. De Winter, M. Gomez-Reino et P. Lynch. Barcelone: Institut de Ciencies Politiques I Social.
- Aughey, A. 2005. *The politics of Northern Ireland: Beyond the Belfast Agreement*. Abingdon: Routledge.
- Bachelard, G. 1961. *Poétique de l'espace*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Badia i Margarit, A.M. 1978, « Le catalan aujourd'hui », pp. 379-51 in *La linguistique catalane*, édité par G. Straka. Paris: Klincksieck.
- Badie, B. 1996. « Entre mondialisation et particularismes ». *Sciences humaines* 61: 22-25.

- Badie, B. et P. Birnbaum 1982. *Sociologie de l'Etat*. Paris: Grasset.
- Balcells, A. 1996. *Catalan Nationalism. Past and Present*. Londres: Macmillan.
- Balfour, S. et A. Quiroga 2007. *The Reinvention of Spain. Nation and Identity since Democracy*. Oxford: Oxford University Press.
- Banton, M. 1983. *Racial and Ethnic Competition*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Barbera, O. et A. Barrio 2006. « Convergencia i Unio: from Stability to Decline? », pp. 101-141 in *Autonomist Parties in Europe: Identity Politics and the Revival of the Territorial Cleavage*, édité par L. De Winter, M. Gomez-Reino et P. Lynch. Barcelone: Institut de Ciències Polítiques I Social.
- Barnabeu-Casanova, E. 1997. *Le nationalisme corse. Genèse, succès et échec*. Paris: L'Harmattan.
- Barritt, D.P. et C.F. Carter 1972. *The Northern Ireland Problem. A Study in Group Relations*, 2ème édition. Londres: Oxford University Press.
- Bartolini, S. et P. Mair. 1985. *Identity, Competition, and Electoral Availability: The Stabilisation of European Electorates 1885-1985*. Cambridge: Cambridge U. Press.
- Bassa, D., C. Benitez, C. Castellanos et R. Solar 1994. *L'indépendantisme català (1979-94)*. Barcelone: Llibres de l'Index.
- Bean, K. 2002. « Defining Republicanism: Shifting Discourses of New Nationalism and Post-republicanism », pp. 129-42 in *The Long Road to Peace in Northern Ireland. Peace Lectures from the Institute of Irish Studies at Liverpool University*, édité par M. Elliott. Liverpool: Liverpool University Press.
- Beaud, O. 1994. *La puissance de l'Etat*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Beaune, C. 1985. *Naissance de la nation France*. Collection Folio / Histoire. Paris: Gallimard.
- Béland, D. et A. Lecours. 2008. *Nationalism and Social Policy. The Politics of Territorial Solidarity*. Oxford: Oxford University Press.
- Beltran, M. 1988. « Spain », pp. 255-71 in *Public Administration in Developed Democracies. A Comparative Study* édité par D.C. Rowat. New York & Bâle: Marcel Dekker Inc.
- Bennassar B. 1992 [1985] *Histoire des Espagnols*, Paris: Robert Laffont.
- Bertoncini, P. 2009 *Le tag en Corse. Analyse d'une pratique clandestine*. Paris: L'Harmattan.
- Bew, J., M. Frampton et I. Gurruchaga. 2009. *Talking to Terrorists. Making Peace in Northern Ireland and the Basque Country*. New York: Columbia University Press.
- Bindi, A.-L. 1990a. *Le naufrage de l'autonomisme corse, 1982-87*. Paris: L'Harmattan.
- Bindi, A.-L. 1990b. *Corse: Entretiens avec 19 personnalités et autres textes*. Paris: L'Harmattan.
- Bindi, A.-L. et X. Arzallus. 1992. *La Corse – autour. Identités, enjeux en Europe et en Méditerranée*. Paris: L'Harmattan.
- Birnbaum, P. 1977. *Les sommets de l'Etat: essai sur l'élite du pouvoir en France*. Paris: Seuil.
- Boddy, M. et C. Lambert, 1990. « Corporatist Interest Intermediation: Government – Building Society Relations in the United Kingdom », pp. 149-68 in *Corporatism and Accountability. Organized Interests in British Public Life*, édité par C. Crouch et R. Dove.
- Bodin, J. 1977 [1583]. *Les six livres de la République*. Paris: Scientia Verlag Aalen.
- Bon, P. et F. Moderne 1993. *L'Espagne aujourd'hui: dix années de gouvernement socialiste. 1982-1992*. Paris: La documentation française.

- Bon, P. et F. Moderne, 1981. *Les autonomies régionales dans la constitution espagnole*. Paris: Economica.
- Bonardi, F. 1989. *Corse, la croisée des chemins*. Paris: L'Harmattan
- Botti, A. 2003. *La questione basca. Dalle origine allo scoglimento di Batasuna*. Milan: Mondadori.
- Bovay, C., R. Campiche, A. Dubach, M. Krüggeler et P. Voll. 1992. *Croire en Suisse(s). Analyse des résultats de l'enquête menée en 1988/89 sur la religion des Suisses*. Lausanne: L'Age d'Homme.
- Bowen J. et R. Petersen. 1999. *Critical Comparisons in Politics and Culture*. Cambridge: Cambridge Unity Press.
- Brand, J. 1978. *The National Movement in Scotland*. Londres: Routledge & Kegan Paul.
- Breen, R. P. Devine et G. Robinson éditeurs 1995. *Social Attitudes in Northern Ireland: The Fourth Report*. Belfast: Appletree Press Ltd.
- Brennan, P. 1991. *The Conflict in Northern Ireland*. Paris: Longman France.
- Breton, A. 1995. « Nationalism revisited » in *Nationalism and Rationality*, édité par A. Breton, G. Galeotti, P. Salmon et R. Wintrobe. Cambridge: Cambridge University Press.
- Breton, A. 1964. « The Economics of Nationalism ». *Journal of Political Economy* 72 (4).
- Breuilly, J. 1994. *Nationalism and the State*. Chicago: University of Chicago Press.
- Briquet, J.-L. 1997. *La tradition en mouvement. Clientélisme et politique en Corse*. Paris: Belin.
- Brooks, R. 2005. « Failed States, or the State as Failure? » in *University of Chicago Law Review*, 72 U. Chi. L. Rev. 1159. (<http://rosabrooks.squarespace.com/failed-states-or-the-states-as/>, consulté le 8 mai 2012).
- Brown, A., D. McCrone et L. Paterson. 1996. *Politics and Society in Scotland*. Houndmills, Basingstoke & Londres: Macmillan.
- Brown, M. E., O. R. Coté Jr, S. M. Lynn-Jones et S. E. Miller éditeurs 2001. *Nationalism and Ethnic Conflict*. Cambridge: MIT Press.
- Brown, R.G.S. et D. Steel 1979. *The Administrative Process in Britain*. Londres: Methuen.
- Brubaker, R. 2004. « In the Name of The Nation: Reflections on Nationalism and Patriotism ». *Citizenship Studies* 8 (2): 115-127.
- Brubaker, R. 1996. *Nationalism Reframed.: Nationhood and the national question in the New Europe*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Bryan, D. 1998. « Ireland's Very Own Jurassic Park': The Mass Media, Orange Parades and the Discourse on Tradition », pp. 23-42 in *Symbols in Northern Ireland*, édité par A.D. Buckley. Belfast: Institute of Irish Studies.
- Bryan, D., T.G. Fraser et S. Dunn 1995. *Political Rituals: Loyalist Parades in Portadown*, Coleraine: University of Ulster (<http://cain.ulst.ac.uk/csc/reports/rituals.htm>, consulté le 10 janvier 2011).
- Buckley, A.D. 1998. « Daring Us to Laugh: Creativity and Power in Northern Irish Symbols », pp. 1-21 in *Symbols in Northern Ireland*, édité par A.D. Buckley. Belfast: Institute of Irish Studies.
- Budge, I. 2002. « Great Britain and Ireland: Variations of Party government », pp. 17-56 in *Political Institutions in Europe*, édité par J.M. Colomer. Londres: Routledge.

- Buechler, S. M. 2004. « The Strange Career of Strain and Breakdown Theories of Collective Action », pp. 47-66 in *The Blackwell Companion to Social Movements*, édité par Snow D. A, S.A. Soule et H. Kriesi. Oxford: Blackwell.
- Bulpitt, J. 1983. *Territory and Power in the United Kingdom*. Manchester: Manchester University Press.
- Burdeau, G. 1970. *L'Etat*. Paris: Seuil.
- Burstein, P. 1998. *Discrimination, Jobs, and Politics: The Struggle for Equal Employment Opportunity in the United States Since the New Deal*. Chicago: IL.
- Burstein, P., R. Einwohner et J. Hollander. 1995. « The Success of Political Movements: A Bargaining Perspective », pp. 135-144 in *The Politics of Social Protest: Comparative Studies of States and Social Movements*, édité par J. Craig Jenkins & Bert Klandermans. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Caratini, R. 1995. *Histoire du peuple corse*. Paris: éditions Criterion.
- Castellani, M. 1993. « Les paradoxes humains économiques et sociaux: un 'modèle' corse de régulation », pp. 239-51 in *Les minorités ethniques en Europe*, édité par A.L. Sanguin. Paris: L'Harmattan.
- Castells, M. 2004. *The power of identity*. Malden: Blackwell.
- Chabot, J.-L. 1991. *Introduction à la politique*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Chabot, J.-L. 1997. *Le nationalisme*. Collection Que sais-je?. Paris: Presses Universitaires de France.
- Chaffe, L. 1993. *Political Protest and Street Art: Popular Tools for Democratization in Hispanic Countries*. Westport: Greenwood Press.
- Chevallier, J. 1980. *L'Etat-Nation*. Paris: R.D.P.
- Chevallier, J., F. Rangeon et M. Sellier 1982. *Le pouvoir régional*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Chiorboli, J. 1997. « Langue corse: Le laboratoire de la norme », in *L'île laboratoire*, textes du colloque de l'Université de Corse du 19 au 21 juin 1997 réunis par Anne Meistersheim. Ajaccio: Editions Alain Piazzola.
- Christie, K. 1992. *Political Protest in Northern Ireland: Continuity and Change*. Reading: Link Press.
- Civardi, C. 2002. *L'Ecosse contemporaine*. Paris: Ellipse.
- Clark, R. Negotiating with ETA. *Obstacles to Peace in the Basque Country, 1975-1988*. Reno et Las Vegas: University of Nevada Press.
- Clark, R. 1984. *The Basque Insurgents. ETA, 1952-1980*. Madison: The University of Wisconsin Press.
- Coakley, J. 2003. *The Territorial Management of Ethnic Conflict*. Londres: Frank Cass Publishers.
- Coakley, J. 1992. « The Social Origins of Nationalist Movements and Explanations of Nationalism: A Review », pp. 1-20 in *The Social Origins of Nationalist Movements. The Contemporary West European Experience*, édité par J. Coakley. Londres: SAGE.
- Coakley, J. éditeur 1993. *The Territorial Management of Ethnic Conflict*. Londres: Frank Cass.
- Cochrane, F. 1994. « Any Takers? The Isolation of Northern Ireland ». *Political Studies* XLII: 378-95.

- Colomer J. 1996, « Introduction », pp. 1-17 in *Political Institutions in Western Europe*, édité par J. Colomer. Londres: Routledge.
- Comby, L. 1978. *Histoire des Corses*. Collection: Dossiers de l'Histoire. Paris: Fernand Nathan.
- Congleton, R.D. 2000. « A political efficiency case for federalism in multinational States: Controlling ethnic rent-seeking. », pp. 287-307 in *Competition and structure: The political economy of collective decisions. Essays in Honor of Albert Breton* édité par A. Breton, G. Galeotti, P. Salmon et R. Wintrobe. Cambridge: Cambridge University Press.
- Congleton, R.D. 1995. « Ethnic Clubs, Ethnic Conflict, and the Rise of Ethnic Nationalism. », pp. 71-97 in *Nationalism and Rationality*, édité par A. Breton, G. Galeotti, P. Salmon et R. Wintrobe. Cambridge: Cambridge University Press.
- Connor, W. 1994. *Ethnonationalism*. Princeton: Princeton University Press.
- Connor, W. 2004. « The Timelessness of Nations ». *Nations and Nationalism* 10: 35-47.
- Conversi, D. 2007. « Mapping the Field: Theories of Nationalism and the Ethnosymbolic Approach », pp. 15-30 in *Nationalism and ethnosymbolism: history, culture and ethnicity in the formation of nations*, édité par S. E. Grosby et A. S. Leoussi. Edinburgh: Edinburgh University Press.
- Conversi, D. 1997. *The Basques, the Catalans, and Spain: Alternative Routes to Nationalist Mobilisation*. University of Nevada Press.
- Conversi, D. 1995. « Reassessing current theories of nationalism: Nationalism as boundary maintenance and creation ». *Nationalism and Ethnic Politics* 1(1): 73-85.
- Courtois, J.-P. 1999. *Rapport de la commission d'enquête sur la conduite de la politique de sécurité menée par l'Etat en Corse, créée en vertu d'une résolution adoptée par le Sénat le 19 mai 1999*. Rapport no 69. Paris: Journal officiel du Sénat.
- Crameri, K. 2008. *Catalonia. National Identity and Cultural Policy, 1980-2003*. Cardiff: University of Wales Press.
- Crettiez, X. 2007. « La violence politique en Corse ». Publication internet (http://xaviercrettiez.typepad.fr/diffusion_du_savoir/violence_en_corse/ , consulté le 10 janvier 2011).
- Crettiez, X. 2006. *Violence et nationalisme*. Paris: Odile Jacob.
- Crettiez, X. 1999. *La Question corse*. Bruxelles: Complexe.
- Crouch, C. 2006. « Neo-Corporatism and democracy », pp. 46-70 in *The Diversity of Democracy: Corporatism, Social Order and Political Conflict*, édité par C. Crouch et W. Streeck. Northampton: Edward Edgard Publishing.
- Crowley, J. 1991. « Ethnicité, nation et contrat social », pp. 178-218 in *Théories du nationalisme*, édité par G. Delannoi et P.-A. Taguieff. Paris: Editions Kimé.
- Crozier, M. et J.C. Thoenig 1982. « Le tissu décisionnel local », pp. 41 in *La décentralisation*, édité par A. Nicollet. Paris: La Documentation Française.
- Cruz Villalon, P. 1980. « El referendum consultativo como modelo de racionalisacion constitucional ». *Revista de Estudios Politicos* 13.
- Cuchillo, M. 1993. « The Autonomy Communities as the Spanish Meso », pp. 210-46 in *The Rise of Meso Government in Europe*, édité par L.J. Sharpe. Londres: SAGE.
- Culioli, G. X. 1996. « Peurs et fascinations corses ». *Le Monde diplomatique*, septembre 1996: 14.

- Cunninghame Graham, R.B. 1982. *The Scottish sketches of R.B. Cunningham Graham*. Scottish Academic Press.
- Curtice, J. 2009. « Devolution, the SNP and the Electorate », pp. 55-67 in *The Modern SNP. From Protest to Power*, édité par G. Hassan. Edimbourg: Edinburgh University Press.
- Dahl, R.A. 1961. *Who Governs? Democracy and Power in an American City*. New Haven.
- Dahl, R. A. 1956. *A Preface to Democratic Theory*. Chicago.
- D'Anjou, L. 1996. *Social movements and cultural change: the first abolition campaign revisited*. New York: Walter De Gruyter.
- Darby, J. 1987. « Reform? An Assessment of political, administrative and institutional change in Northern Ireland since 1968 », *L'Irlande politique et sociale* 3 (1): 13-26.
- Darby, J. et R. Mac Ginty. 2000. *The Management of Peace Processes*. New York: MacMillan.
- Dargent, C. 2001. « Identités régionales et aspirations politiques: L'exemple de la France d'aujourd'hui ». *Revue française de science politique*, 51 (5): 787-806.
- Davidson, N. 2007. « Socialists and Scottish Independence » in *International Socialism. A quarterly journal of socialist theory*. Numéro 114. 14 avril 2007. (<http://www.isj.org.uk/index.php?id=302>, consulté le 12 janvier 2011).
- Della Porta, D. 1996. « Social Movements and the State: Thoughts on the Policing of Protest » in *Comparative Perspective on Social Movements: Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings*, édité par D. McAdam, J. D. McCarthy et M. N. Zald. New York: Cambridge University Press.
- Della Porta, D. et D. Rucht 1995. « Left-Libertarian Movements in Context. A Comparison of Italy and West Germany 1965-1990 », pp. 229-272 in *The Politics of Social Protest: Comparative Studies of States and Social Movements*, édité par J. Craig Jenkins & Bert Klandermans. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Demey, F. et Y. Garnier 1991. *Le monde aujourd'hui*. Paris: Larousse.
- De Nardo, J. 1985. *Power in Numbers. The Political Strategy of Protest and Rebellion*. Princeton: Princeton University Press.
- Deniel, A. 1976. *Le mouvement breton, 1919-1945*. Collection Textes à l'appui. Paris: Maspero.
- De Tocqueville, A. 1988. *L'Ancien Régime et la Révolution*. Paris: Flammarion.
- Deutsch, K. 1966. *Nationalism and Social Communication*. Cambridge: MIT Press.
- Diani, M. 1992. « The concept of social movement ». *The Sociological Review* 40 (1): 1-25.
- Diez Medrano, J. 1995. *Divided Nations. Class, Politics, and Nationalism in the Basque Country and Catalonia*. Ithaca & Londres: Cornell University Press.
- Dorey, P. 2002. « Britain in the nineties: the absence of policy concertation », pp. 63-76 in *Policy Concertation and Social Partnership in Western Europe: A Lesson for the 21st Century*, édité par S. Berger et H. Compston. New York: Bergahn Books.
- Downey, D. J. et D. A. Rohlinger 2008. « Linking strategic choice with macro-organizational dynamics: Strategy and social movement articulation ». *Research in Social Movements, Conflicts and Change* 28: 3-38.
- Dressler-Holohan, W. 1993. « The Corsican Nationalist Movement Between State and Europe », pp. 237-49 in *Regionalism in Europe, Traditions and New Trends*, édité par J. Slugocki. Genève: European centre for regional and ethnic studies.

- Dryzek, J., D. Downs, H. Hernes et D. Schlosberg 2003. *Green States and Social Movements. Environmentalism in the United States, United Kingdom, Germany, and Norway*. Oxford: Oxford University Press.
- Dufour, G. et J.-F. Dufour 2000. *L'Espagne: un modèle pour l'Europe des régions?* Paris: Gallimard.
- Dulphy, A. 1992. *Histoire de l'Espagne*. Paris: Hatier.
- Durkheim, E. 2003 [1912]. *Les formes élémentaires de la vie religieuse*, 5ème édition. Paris: Presses Universitaires de France.
- Duwe, K. 1987, « Schottland – die historische Entwicklung einer widersprüchlichen Nation », pp. 280-314 in *Regionalismus in Europa*, édité par K. Duwe. Francfort: Peter Lang.
- Duyvendak, J. 1994. *Le poids du politique. Nouveaux mouvements sociaux en France*. Paris: L'Harmattan.
- Edwards, B. et J.D. MacCarthy. 2004. « Resources and Social Movements Mobilization » pp. 116-152 in *The Blackwell Companion to Social Movements*, édité par Snow D. A, S.A. Soule et H. Kriesi. Oxford: Blackwell.
- Eichhorst, K. 2004. *Ethnisch-separatistische Konflikte in Kanada, Spanien und Sri Lanka. Möglichkeiten und Grenzen institutioneller Konfliktregelungen*. Frankfurt am Main: Peter Lang.
- Eickhoff, M. 1994. *Schottland: vom Nationalismus zur Europäischen Union?*. Munster: Agenda Verlag.
- Eisenstadt, S.N. et B. Giesen. 1995. « Construction of Collective Identities ». *European Journal of Sociology* 36: 72-102.
- Eisinger, P. K. 1973. « The Conditions of Protest Behavior in American Cities ». *The American Political Science Review* 67: 11-28.
- Elcock, H. 1982. *Local Government Politicians, Professionals and the Public in Local Authorities*. Londres & New York: Methuen.
- Elliott, M. éditeur. 2002. *The Long Road to Peace in Northern Ireland. Peace Lectures from the Institute of Irish Studies at Liverpool University*. Liverpool: Liverpool University Press.
- Encarnacion, O. G. 2008. *Spanish Politics: Democracy after Dictatorship*. Cambridge: Polity Press.
- Encyclopaedia Universalis éditeur 1988, *Encyclopaedia Universalis*. Paris: Encyclopaedia Universalis France S.A.
- English, R. 2003. *Armed Struggle: The History of the IRA*. Oxford: Oxford University Press.
- Eriksen, T.H. 1993. *Ethnicity and Nationalism: Anthropological Perspectives*. Londres: Pluto Press.
- Ettori, F. 1992. *Corse*. Paris: Christine Bonneton.
- Euskadi Inc. 2005, *Les paris et les succès de l'économie basque espagnole*. Paris: Institut France-Euskadi.
- Favoreu, L. 1987. « La décision de décentralisation et le statut des collectivités locales », pp. 57-61 in *Fédéralisme et décentralisation*, édité par T. Fleiner-Gerster et S. Hutter. Fribourg: Editions universitaires.
- Ferguson, W. 1968. *Scotland. 1689 to the Present*. Bath: Oliver & Boyd.
- Fernandez de Pinedo, E. 1974. *Crecimiento economico y transformaciones sociales del Pais Vasco: 1100-1850*. Madrid: Siglo XXI.

- Ferrando Badia, J. 1984. *El regimen de Franco: un enfoque politico-juridico*. Madrid: Tecnos.
- Fishman, J.A. 2010. « Sociolinguistics: Language and Ethnic Identity in Context », pp. xiii-xxxv in *Handbook of Language and Identity: Disciplinary and Regional Perspectives*, édité par J.A. Fishman et O. Garcia, volume 1, 2ème édition. Oxford: Oxford University Press.
- Fishman, J.A. 1989. *Language and Ethnicity in Minority Sociolinguistic Perspective*. Clevedon Philadelphia: Multilingual Matters Ltd.
- Fleischer, E. 1996. *Logiques identitaires et construction européenne, mémoire de diplôme*. Université de Genève.
- Follorou, J. 1999. *Corse: L'Etat bafoué*. Paris: Editions Stock.
- Forni, R. et C. Caresche. 1999. *Rapport fait au nom de la commission d'enquête sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse*. Rapport no 1918 enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 10 novembre 1999. Paris: Assemblée nationale.
- Frampton, M. 2009. *The Long March. The Political Strategy of Sinn Féin, 1981-2007*. New York: Plgrave Macmillan.
- Frank, A. 1969. *Capitalism and Underdevelopment in Latin America*. New York.
- Fréchet, R. 1996. *Histoire de l'Irlande*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Freund, J. 1968. *Sociologie de Max Weber*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Fulton Report 1968. *The Civil Service*, vol 1: Report of the Committee, Cmnd 3638.
- Gallagher, T. 2003. « Education and Equality in Northern Ireland », pp. 59-84 in *Researching the Troubles. Social Science Perspectives on the Northern Ireland Conflict*, édité par O. Hargie et D. Dickson. Edimbourg et Londres: Mainstream Publishing.
- Galofré, J. 1992. *Historia de Catalunya*. Barcelona: El Periodico.
- Gamble, A. 1988. *The Free Economy and the Strong State. The Politics of Thatcherism*. Londres: Macmillan.
- Gamble, A. 1988. *The Free Economy and the Strong State. The Politics of Thatcherism*. Londres: Macmillan.
- Gamson, W. 1990 [1975]. *The Strategy of Social Protest*. 2ème édition. Belmont, Californie: Wadsworth Publishing.
- Ganguillet, G. 1998. *Le conflit jurassien. Genèse et trajectoire d'un conflit ethno-régional*. Zürich: Bokus Druck 1998
- Garcia Delgado, J.L. dir. 1988. *España. Economía*. Madrid: Espasa-Colpe SA.
- Geertz, C. 1993. *The Interpretation of Cultures: Selected Essays*, 2ème édition. Londres: Fontana.
- Geertz, C. 1963. *Old Societies and New States. The Quest for Modernity in Asia and Africa*. Glencoe Illinois: Free Press.
- Gellner, E. 2006 [1983]. *Nations and nationalism*, 2ème édition. Malden, Oxford et Carlton: Blackwell.
- Giudici, N. 1998. *Le problème corse*. Paris: Livre de Poche.
- Giugni, M. 2009. *The politics of unemployment in Europe: policy responses and collective action*. Farnham: Ashgate.
- Giugni, M. 2004. *Social Protest and Policy Change. Ecology, Antinuclear, and Peace Movements in Comparative Perspective*. Lanham: Rowman & Littlefield Publishers.

- Giugni, M. 1999. «Introduction », in *How Social Movements Matter*, édité par M. Giugni, D. McAdam et C. Tilly. Minneapolis: University of Minnesota Press..
- Giugni, M. 1993. *Entre stratégie et opportunité. Les nouveaux mouvements sociaux en Suisse*. Thèse de doctorat. Genève: Université de Genève.
- Giugni, M. et F. Passy 1997. *Histoires de mobilisation politique en Suisse. De la contestation à l'intégration*, Paris: L'Harmattan.
- Giugni, M. et F. Passy 1993. « Etat et nouveaux mouvements sociaux, comparaison de deux cas contrastés, la France et la Suisse ». *Revue suisse de sociologie*. 19: 545-70.
- Glavany, J. 1998. *Rapport fait au nom de la commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics et la gestion des services publics en Corse*. Rapport no 1077, enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 3 septembre 1998. Paris: Assemblée nationale.
- Goffman, E. 1974. *Frame Analysis*. Cambridge, MA: Harvard University Press.
- Goguel, F. et A. Grosser 1970. *La politique en France*. Paris: Armand Colin 4ème édition.
- Goldsmith, M. J. et E. C. Page 1987. « Britain », pp. 68-87 in *Central and Local Government Relations. A Comparative Analysis of West European Unitary States*, édité par M. J. Goldsmith et E. C. Page. Londres: SAGE.
- Goldstone, J. éditeur. 2003a. *States, Parties and Social Movements*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Goldstone, J. 2003b. « Introduction », pp. 1-24 in *States, Parties and Social Movements*, édité par J. Goldstone. Cambridge: Cambridge University Press.
- Gordon, S. 1949. *Highways and Byways in Central Scotland*. Reproduction internet. (<http://members.aol.com/Skyelander/stone.html>).
- Goodall, D. 2002. « Hillsborough to Belfast: Is it the Final Lap ? », pp. 120-28 in *The Long Road to Peace in Northern Ireland. Peace Lectures from the Institute of Irish Studies at Liverpool University*, édité par M. Elliott. Liverpool: Liverpool University Press.
- Greenfeld, L. 1992. *Nationalism: Five Roads to Modernity*. Cambridge, Mass.: Harvard University Press.
- Greenwood, J. et D. Wilson 1984. *Public Administration in Britain*. Londres: Allen & Unwin.
- Greer, S. L. 2007. *Nationalism and self-government: the politics of autonomy in Scotland and Catalonia*. New York: State University of New York Press.
- Grin, F. 2010. « Economics » pp. 70-88 in *Handbook of Language and Identity: Disciplinary and Regional Perspectives*, édité par J.A. Fishman et O. Garcia, volume 1, 2ème édition. Oxford: Oxford University Press.
- Grin, F. 2006. « Economic Considerations in Language Policy », pp. 77-94 in *An Introduction to Language Policy: Theory and Method*, édité par T. Ricento. Malden, Oxford et Carlton: Blackwell.
- Grosby, S. 2002. *Biblical ideas of nationality: ancient and modern*. Eisenbrauns.
- Guibernau, M. 2004a. *Catalan nationalism: Francoism, transition and democracy*. Londres: Routledge.
- Guibernau, M. 2004b. « Catalonia: A Non-Secessionist Nationalism? », pp. 234-246 in *The Fate of The Nation State*, édité par F. Seymour. McGills University Press.
- Guiffan, J. 1997. *La question d'Irlande*, 3ème édition. Paris: Editions Complexe.

- Gunther, R., G. Sani et G. Shabad 1988. *Spain After Franco. The Making of a Competitive Party System*. Berkeley: University of California Press.
- Gupta, D. 2002. *Radical Flank Effects: The Effect of Radical-Moderate Splits in Regional Nationalist Movements*. Paper prepared for the Conference of Europeanists, Chicago, March 14-16, 2002.
- Haarmann, H. 1986. *Language in Ethnicity*. Berlin: Mouton de Gruyter.
- Hache, J.-D. 2000. *Quel statut pour les îles d'Europe?*, Paris: L'Harmattan.
(<http://membres.lycos.fr/geopoliticorse/liste.html>, consulté le 5 mai 2012)
- Haines, H. 1997. « Black Radicalization and the Funding of Civil Rights: 1957-1970 », in *Social Movements: Readings on Their Emergence, Mobilization and Dynamics*, édité par D. McAdam et David A. Snow. Los Angeles: Roxbury.
- Hall, J. 1990, *La connaissance de la langue catalane (1975-86)*. Barcelone: Publicacions de l'Institut de sociolinguística catalana.
- Hall, P. 1986. *Governing the Economy. The Politics of State Intervention in Britain and France*. Cambridge: Polity Press.
- Halmes, G. 1983. *Regionenpolitik und Regionalismus in Frankreich 1964-83. Unter besonderer Berücksichtigung der Dezentralisierungspolitik der Linksbürgerregierung seit 1981*. Frankfurt am Main: Lang.
- Hamilton, P. 1999. « The Scottish National Paradox: The Scottish National Party's Lack of Ethnic Character ». *Canadian Review of Studies in Nationalism* 26, no 1-2: 17-36.
- Hargreaves, J. 2000. *Freedom for Catalonia. Catalan Nationalism, Spanish Identity and the Barcelona Olympic Games*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Hargreaves, J. 1996. *The catalanization of the Barcelona olympic games: a case study of national identities in contemporary Spain*. Papier présenté à la conférence 'Identités collectives et représentation symbolique' à la Fondation nationale des Sciences Politiques, 3-6 juillet 1996, Paris.
- Harsgor, M. et M. Stroun 1996. *Israël / Palestine. L'Histoire au-delà des Mythes. Une réflexion sur deux légitimités*. Genève: Metropolis.
- Harris, E. 2009. *Nationalism: Theories and Cases*. Edimbourg: Edinburgh University Press.
- Harvie, C. 2004. *Scotland and Nationalism. Scottish Society and Politics 1707 to the Present*. Londres: Routledge.
- Hassan, G. et D. Fraser. 2004. *The Political Guide to Modern Scotland. People, Places and Power*. Londres: Politico's Publishing.
- Haughtey, C. et al. 1984. *New Ireland Forum Report*. Dublin: Stationery office.
(<http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/nifr.htm>, consulté le 12 avril 2012).
- Hayward, J. 1982. « Dissident France: The Counter Political Culture », in *Social Movements and Protest in France*, édité par P. Cerny. Londres: Frances Pinter.
- Hechter, M. 2000. *Containing Nationalism*. Oxford: Oxford University Press.
- Hechter, M. 1987. *Principles of Group Solidarity*. Berkeley et Los Angeles: University of California Press.
- Hechter, M. 1975. *Internal Colonialism. The Celtic Fringe in British National Development, 1536-1966*. Berkeley et Los Angeles: University of California Press.
- Helmerich, A. 2002. *Nationalismus und Autonomie. Die Krise im Baskenland 1975-1981*. Stuttgart: ibidem-Verlag.

- Heraud, G. 1993. *L'Europe des ethnies*. Bruxelles: Bruylant.
- Hermet, G. 1996. *Histoire des nations et du nationalisme en Europe*. Paris: Seuil.
- Hervieu-Léger, D. 1993. *La religion pour mémoire*. Paris: Le Cerf.
- Heywood, P. 1991. « Governing a New Democracy. The Power of the Prime Minister in Spain ». *West European Politics* 14 (2): 97-115.
- Hobsbawm, E.J. 1990. *Nations and Nationalism since 1780. Programme, Myth, Reality*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Hobsbawm, E. et T. Roger éditeurs 1983. *The Invention of tradition*. Cambridge.
- Hogwood, D.W. 1987. *From Crisis to Complacency? Shaping Public Policy in Britain*. Oxford: Oxford University Press.
- Hooghe, L. 1992. « Nationalist Movements and Social Factors: A Theoretical Perspective », pp. 21-44 in *The Social Origins of Nationalist Movements. The Contemporary West European Experience*, édité par J. Coakley. Londres: SAGE.
- Hopkin, J. 2005. « From consensus to competition. The changing nature of democracy in the Spanish transition », pp. 6-26 in *The Politics of Contemporary Spain*, édité par S. Balfour. Abingdon & New York: Routledge.
- Hroch, M. 1968. *Die Vorkämpfer der nationalen Bewegung bei den kleinen Völkern Europas: eine vergleichende Analyse zur gesellschaftlichen Schichtung der patriotischen Gruppen*. Prague: Universita Karlova.
- Huber, E., C. Ragin et J. Stephens 1993. « Social Democracy, Christian Democracy, Constitutional Structure, and the Welfare State ». *American Journal of Sociology* 99: 711-49.
- Hunold, C. et J. Dryzek 2001. *Green States and Social Movements: Environmentalism in Four Countries*. Paper presented at the Social and Political Theory Environment Workshop, ANU, June 15th.
- Hunt, S., R. Benford et D. Snow 1994. « Identity Fields: Framing Processes and the Social Construction of Movement Identities », pp. 185-208 in *New Social Movements: From Ideology to Identity*, édité par E. Larana, H. Johnson et R. Gusfield. Philadelphia: Temple University Press.
- Hutchinson, W. 1997. *La question irlandaise*. Paris: Ellipse.
- Ichijo, A. 2004. *Scottish nationalism and the idea of Europe: concepts of Europe and the nation*. Londres: Routledge.
- Ignatieff, M. 1994. *Blood and Belonging: Journeys into the New Nationalism*. Londres: Catto & Windus.
- Irvin C. 1999. *Militant Nationalism: between Movement and Party in Ireland and the Basque Country*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Izquierdo J-M. 2004. « Trajectoires nationalistes. Les nationalismes en Pays basque français et espagnol ». *Pôle sud* 1 (20): 27-41.
- Jarman, N., D. Bryan, N. Caleyron et C. de Rosa 1998. *Politics in Public: Freedom of Assembly and the Right to Protest – A Comparative Analysis*. Belfast: Democratic Dialogue.
- Jarman, N. 1997. *Material Conflicts: Parades and Visual Displays in Northern Ireland*. Oxford: Berg Publishers.
- Jauregui G. 1986. « National Identity and Political Violence in the Basque Country ». *European Journal of Politics* 14 pp. 587-605.

- Jaureguiberri, F. 1983. *Question nationale et mouvements sociaux en Pays Basque sud*. Thèse de doctorat en sociologie. Paris: École des Hautes Études en Sciences Sociales.
- Jenkins, J. C. et B. Brents 1989. « Social Protest, Hegemonic Competition, and Social Reform: A Political Struggle Interpretation of the Origins of the American Welfare State ». *American Sociological Review* 54: 891-909.
- Johnson, B. et M. Cloonan 2008. *Dark side of the tune: popular music and violence*. Aldershot: Ashgate Popular and Folk Music Series.
- Johnston, H. 1991. *Tales of Nationalism. Catalonia, 1939-1979*. New Brunswick: Rutgers University Press.
- Jordan, A.G. et J.J. Richardson 1979. *Governing Under Pressure. The Policy Process in a Post-Parliamentary Democracy*. Oxford: Martin Robertson.
- Kane, M. 2003. « Social Movements Policy Success: Decriminalizing State Sodomy Laws, 1969-1998 ». *Mobilization* 8 (3): 313-334.
- Kapur, D. 2010. « The middle class in India: A social formation or a political actor? », pp. 143-170 in *Political Power and Social Theory*, Volume 21, édité par Julian Go. Bingley: Emerald Books.
- Karstedt-Henke, S. 1980. « Theorien zur Erklärung terroristischer Bewegungen », pp. 169-227 in *Politik der inneren Sicherheit*, édité par E. Blankenburg. Francfort: Edition Suhrkamp.
- Kasper, M. 1997. *Baskische Geschichte*. Darmstadt: Primus Verlag.
- Keating, M. 2009. *The Independence of Scotland: Self-government and the Shifting Politics of the Union*. Oxford: Oxford University Press.
- Keating, M. 2004. « La dévolution au Royaume-Uni », pp. 321-334 in *Annuaire des collectivités locales*. Tome 24. (http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/coloc_0291-4700_2004_num_24_1_1548, consulté le 29.06.2012).
- Keating, M. 1996. *Nations against the State. The New Politics of Nationalism in Quebec, Catalonia and Scotland*. Houndmills et Londres: Macmillan.
- Keating, M. 1992. « Do the workers really have no country? Peripheral Nationalism and Socialism in the United Kingdom, France, Italy and Spain », in *The Social Origins of Nationalist Movements*, édité par J. Coakley. Londres: SAGE.
- Kedourie, E. 1994. *Nationalism*. Oxford: Blackwell.
- Keeeler, J. 1993. « Opening the Window for Reform: Mandates, Crises, and Extraordinary Policy-Making ». *Comparative Political Studies* 25: 433-486.
- Kellas, J. 1992. « The social origins of nationalism in Great Britain: The case of Scotland », pp. 165-86 in *The Social Origins of Nationalist Movements*, édité par J. Coakley. Londres: SAGE.
- Kellas, J. 1989. *The Scottish Political System*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Kemp, W. 2006. « The Triadic Nexus: Lessons Learned from the Status Law », pp. 109-126 in *Beyond sovereignty: from status law to transnational citizenship?*, édité par Osamu Ieda et Balázs Majtényi. Slavic Research Center, Hokkaido University.
- Kenney, M.C. 1998. « The Phoenix and the Lark: Revolutionary Mythology and Iconographic Creativity in Belfast's Republican Districts », pp. 153-169 in *Symbols in Northern Ireland*, édité par A.D. Buckley. Belfast: Institute of Irish Studies.
- Kilani, M. 1989. *Introduction à l'anthropologie*. Lausanne: Payot.
- Kitschelt, H. 1986. « Political opportunity structures and political protest: Anti-nuclear movements in four democracies ». *British Journal of Political Science* 16: 57-85.

- Klandermans, B. et D. Oegema. 1987. « Potentials, Networks, Motivations, and Barriers: Steps Towards Participation in Social Movements ». *American Sociological Review* 52: 519-31.
- Kogan, M. 1975. *Education Policy-Making: A Study of Interest Groups*. Londres: Allen & Unwin.
- Kolb, F. 2007. *Protest and Opportunities. The Political Outcomes of Social Movements*. Chicago: The University of Chicago Press.
- Koopmans, R. 2001. *Repression and the Public Sphere. Discursive Opportunities for Repression Against the Extreme Right in Germany in the 1990s*. Paper for the Conference Mobilization and Repression: What We Know and Where We Should Go From Here?, University of Maryland, June 21-24, 2001.
- Koopmans, R. 1995 [1992]. *Democracy from Below: New Social Movements and the Political System in West Germany*. Boulder, CO: Westview Press.
- Koopmans, R. et S. Olzak 2004. « Discursive Opportunities and the Evolution of Right-Wing Violence in Germany ». *American Journal of Sociology* 110 (1): 198-230.
- Koopmans, R. et P. Statham 1999. « Ethnic and Civic Conceptions of Nationhood and the Differential Success of the Extreme Right in Germany and Italy », pp. 225-251 in *How Social Movements Matter*, édité par M. Giugni, D. McAdam et C. Tilly. Minneapolis, Londres: University of Minnesota Press.
- Kornhauser, W. 1959. *The Politics of Mass Society*. Glencoe: Free Press.
- Krasner, S. 1999. *Sovereignty: Organized Hypocrisy*. Princeton: Princeton University Press.
- Kraus, P. A. 1996. *Nationalismus und Demokratie. Politik im spanischen Staat der Autonomen Gemeinschaften*. Frankfurt am Main: Deutscher Universitätsverlag.
- Kriesi, H. 2004. « Political Context and Opportunity », pp. 67-90 in *The Blackwell Companion to Social Movements*, édité par D. A. Snow, S.A. Soule et H. Kriesi. Oxford: Blackwell.
- Kriesi, H. 1996. « The Organizational Structure of New Social Movements in a Political Context », pp. 152-84 in *Comparative Perspective on Social Movements: Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings*, édité par D. McAdam, J. D. McCarthy et M. N. Zald. New York: Cambridge University Press.
- Kriesi, H. 1991. *The Political Opportunity Structure of New Social Movements: Its Impact on their Development* FS III 91-103, papier de discussion. Berlin: Wissenschaftszentrum.
- Kriesi, H. 1994. *Les démocraties occidentales. Une approche comparée*.
- Kriesi, H., R. Koopmans. J.W. Duyvendak et M. Giugni 1995. *The Politics of New Social Movement in Western Europe. A Comparative Analysis*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Kriesi, H. et D. Wisler 1999. « The Impact of Social Movements on Political Institutions. A Comparison of the Introduction of Direct Legislation in Switzerland and the United States », pp. 42-65 in *How Social Movements Matter*, édité par M. Giugni, D. McAdam et C. Tilly. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Kristeva, J. 1993. *Nations without Nationalism*. Columbia University Press.
- Krüger, H. 1967. *Allgemeine Staatslehre*. Stuttgart: Kohlhammer.
- La Gorce, P.-M. 1977. « Les conditions internes de l'indépendance nationale », pp. 67-72 in *Les conditions de l'indépendance nationale dans le monde moderne*. Actes du Colloque international tenu à l'Institut Charles-de-Gaulle les 21-23 novembre 1975. Paris: éditions Cujas.
- Labro, M. 1977. *La question corse*. Paris: éditions Entente.

- Lafont, R. 1992. « La situation sociolinguistique en France », pp. 145-163 in *Les minorités en Europe*, édité par H. Giordan. Paris: Kimé.
- Lauvaux, P. 1990. *Les grandes démocraties contemporaines*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Leclerc, J. 2002a. « Ecosse » in *L'aménagement linguistique dans le monde*. Québec: Université Laval. (<http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/europe/ecosse.htm>, consulté le 15 avril 2012).
- Leclerc, J. 2002b. « Irlande du Nord » in *L'aménagement linguistique dans le monde*. Québec: Université Laval. (<http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/europe/irlandenord.htm>, consulté le 15 avril 2012).
- Lecours, A. 2007. *Basque Nationalism and the Spanish State*. Reno, Las Vegas: University of Nevada Press.
- Lefèvre, M. 2000. *Géopolitique de la Corse. Le modèle républicain en question*. Paris: L'Harmattan.
- Leggewie, C. 1985. « Propheten ohne Macht. Die neuen sozialen Bewegungen in Frankreich zwischen Resignation und Fremdbestimmung », pp. 83-139 in *Neue soziale Bewegungen in Westeuropa und den USA. Ein internationaler Vergleich*, édité par K.W. Brand. Frankfurt: Campus.
- Leruez, J. 1991. *Le phénomène Thatcher*. Paris: Complexe.
- Leruez, J. 1989. *Gouvernement et politique en Grande-Bretagne*. Paris: Dalloz.
- Letamendia, P. 1987. *Nationalismes au Pays basque*. Bordeaux: Presses universitaires.
- Letamendía Belzunce, F. 1994. *Historia del nacionalismo vasco y de E.T.A.*, 3 volumes. R & B Ediciones.
- Lipset, S.M. et S. Rokkan 1967. « Cleavage Structures, Party Systems and Voter Alignments : an Introduction », in *Party Systems and Voter Alignments. Cross-National Perspectives*, édité par S.M. Lipset et S. Rokkan. New York: The Free Press.
- Lijphart, A. 1984. *Democracies*. New Haven/Londres: Yale University Press.
- Lijphart, A. 1975. « The Comparable-Cases Strategy in Comparative Research ». *Comparative Political Studies* 8(2): 158-177.
- Lijphart, A. 1969. « Consociational Democracy ». *World Politics* 21: 207-25.
- Linz, J. 1986. *Conflicto en Euskadi*. Madrid: Espana Calpe.
- Llera, F.J. 1994. *Los Vascos y la Política*. Bilbao: Universidad del País Vasco.
- Llobera, J.R. 2005 [2004]. *Foundations of national identity: from Catalonia to Europe*. Paperback edition. Berghann Books.
- Loyer, B. 1997. *Géopolitique du pays basque. Nations et nationalisme en Espagne*. Paris: L'Harmattan.
- Lybarger, L. 2007. *Identity and religion in Palestine: the struggle between Islamism & Secularism in the Occupied Territories*. Princeton: Princeton University Press.
- Lyons, F.S.L. 1973. *Ireland Since the Famine*, 2ème édition. Grande Bretagne: Fontana/Collins.
- Mach, Z. 1993. *Symbols, Conflict and Identity. Essays in Political Anthropology*. New York: State University of New York Press.
- Magone J.M. 2004. *Contemporary Spanish Politics*. Londres: Routledge.

- Makihara, M. 2010. « Anthropology », pp. 32-48 in *Handbook of Language and Identity: Disciplinary and Regional Perspectives*, édité par J.A. Fishman et O. Garcia, volume 1, 2ème édition. Oxford: Oxford University Press.
- Mailliot, A. 2005. *New Sinn Féin. Irish Republicanism in the twenty-first century*. Londres et New York: Routledge.
- Mandelson, P. 2000. *Make Votes Count lecture*, cours du 28 juin 2000.
- Mansvelt Beck, J. 2005. *Territory and Terror: conflicting nationalisms in the Basque Country*. Abingdon: Routledge.
- Mansvelt Beck, J. 2003. « A Geography of Basque Political Violence ». Working Paper. (http://www.nuim.ie/staff/dpringle/igu_wpm/mansvelt.pdf, consulté le 3 septembre 2011).
- Marx, K. et F. Engels 1976. *Werke*. Berlin/DDR: Dietz Verlag.
- Marion, R. 1999. *Rapport de l'inspecteur général et chef de la division nationale anti-terroriste au juge Jean-Louis Bruguière*. Luxembourg. (<http://www.investigateur.ms>, consulté le 10 juin 2011).
- Marr, A. 1995. *The Battle for Scotland*. Londres: Penguin Books.
- Martin, D.C. 1992. « Le choix d'identité ». *Revue française de science politique* 42 (4): 582-93.
- Martínez-Herrera, E. 2002. « Nationalist Extremism and Outcomes of State Policies in the Basque Country, 1979-2001 ». *MOST Journal on Multicultural Societies* 4 (1): 1-22. (<http://www.unesco.org/most/v14n1martinez.pdf>, consulté le 6 mai 2012).
- Marwell, G. et P. Oliver. 1984. « Collective Action Theory and Social Movements Research », pp. 1-27 in *Research in Social Movements, Conflicts and Change*, vol. 7, édité par Louis Grinsberg. Greenwich: JAI Press.
- Mazey, S. 1990. « Power Outside Paris », pp. 152-67 in *Developments in French Politics*, édité par P. Hall, J. Hayward et H. Machin. Londres: Macmillan.
- McAdam, D. 1996a. « Opportunities, mobilizing structures, and framing processes – toward a synthetic, comparative perspective on social movements. », pp. 1-20 in *Comparative Perspective on Social Movements: Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings*, édité par D. McAdam, J. D. McCarthy et M. N. Zald. New York: Cambridge University Press.
- McAdam, D. 1996b. « Conceptual Origins, Current Problems, Future Directions. », pp. 23–40 in *Comparative Perspective on Social Movements: Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings*, édité par D. McAdam, J. D. McCarthy et M. N. Zald. New York: Cambridge University Press.
- McAdam, D. 1986 [1982]. *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*. Chicago: University of Chicago Press.
- McAdam, D., J.D. McCarthy, et M.N. Zald. 1988. « Social Movements. », pp. 695-737 in *Handbook of Sociology* édité par Neil Smelser. Newbury Park, Calif.: Sage Publications.
- McAdam, D. et D. Snow 1997. « Introduction » in *Social Movements: Readings on Their Emergence, Mobilization, and Dynamics*, édité par D. McAdam et D. Snow. Los Angeles: Roxbury Publishing Company.
- McAdam, D., S. Tarrow et C. Tilly. 2001. *Dynamics of Contention*. Cambridge: Cambridge University Press.
- McAllister, I. 2004. « The Armalite and the ballot box': Sinn Féin's electoral strategy in Northern Ireland ». *Electoral Studies* 23: 123-42.
- McAuley, J. W. 2003. *An Introduction to Politics, State and Society*. Londres: SAGE.

- McCarthy, J.D. et M.N. Zald. 2003 [1977]. « Social Movements Organizations », pp. 169-186 in *The Social Movements Reader*, édité par J. Goodwin et J. M. Jasper. Malden et Oxford: Blackwell.
- McClung Lee, A. 1983. « Terrorism's social-historical contexts in Northern Ireland ». *Research in Social Movements, Conflicts and Change* 5: 99-131.
- McCrone, D. 1998. *The Sociology of Nationalism. Tomorrow's ancestors*. Londres et New York: Routledge.
- McCrone, D. et L. Paterson. 2002. « The Conundrum of Scottish Independence » in *Scottish Affairs*, 40.
- McEvoy, J. 2008. *The Politics of Northern Ireland*. Edimbourg: Edinburgh University Press.
- McGarry, J. 2001. « Northern Ireland, Civic Nationalism, and the Good Friday Agreement », pp. 109-136 in *Northern Ireland and the Divided World. The Northern Ireland Conflict and the Good Friday Agreement in Comparative Perspective*, édité par J. McGarry. Oxford: Oxford University Press.
- McGarry, J. et B. O'Leary 2004. *The Northern Ireland conflict: Consociational engagements*. Oxford: Oxford University Press.
- McKittrick, D. et D. McVea 2001. *Making Sense of the Troubles*. Londres: Penguin Books.
- McRoberts, K. 2001. *Catalonia: Nation Building Without a State*. Oxford University Press
- Mees, L. 2003. *Nationalism, Violence and Democracy: the Basque Clash of Identities*. New York: Macmillan.
- Melaugh, M. 1995. « Majority-Minority Differentials: Unemployment, Housing and Health », pp. 131-148 in *Facets of The Conflict in Northern Ireland*, édité par S. Dunn. Londres: Macmillan.
- Mella Marquez, M. 1989. « Los grupos de presion en la transicion politica », pp. 149-81 in *La transicion democratica espanola*, édité par R. Cotarelo, A. de Blas et J.F. Tezanos. Madrid: Sistema.
- Meny, Y. 2002. « France. The Institutionalization of Leadership », pp. 95-135 in *Political Institutions in Europe*, édité par J.M. Colomer. Londres: Routledge.
- Meny, Y. 1990. *Government and Politics in Western Europe. Britain, France, Italy, West Germany*. Oxford: Oxford University Press.
- Meny, Y. 1987. *Politique comparée. Les démocraties: Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, RFA*. Paris: Montchrestien.
- Meny, Y. et V. Wright éditeurs. 1985. *Centre-periphery Relations in Western Europe*. Londres, Boston et Sidney: George Allen & Unwin.
- Meyer, D.S. 2004. « Protest and Political Opportunities ». *Annual Review of Sociology* 30:125-45
- Meyer, D.S. 1993. « Institutionalizing Dissent: The United States Structure of Political Opportunities ». *American Journal of Sociology* 101: 1628-1660.
- Michel, P. 1994. *Politique et religion. La grande mutation*. Paris: Albin Michel.
- Mill, J.S. 1843. *A system of Logic*. Londres: John W. Parker.
- (http://books.google.ch/books?id=y4MEAAAAQAAJ&printsec=frontcover&hl=fr&source=gbs_ge_summary_r&cad=0#v=onepage&q&f=false, accédé le 20 mars 2012).
- Miller, W., J. A. Brand, M. Jordan, D. Balsom, P.J. Magdevick et D. van Machelen 1982. *Democratic or violent protest? Attitudes towards direct action in Scotland and Wales*. Glasgow.

- Mills, C. W. 1956. *The Power Elite*. New York: Oxford University Press.
- Mitchell, J. 2009. « From Breakthrough to Mainstream: The Politics of Potential and Blackmail », pp. 31-41 in *The Modern SNP. From Protest to Power*, édité par G. Hassan. Edimbourg: Edinburgh University Press.
- Moreno, L. 2007. « Identités duales et nations sans État (la Question Moreno) », *Revue internationale de politique comparée* 144 (4): 497-513.
- Muro, D. 2004. « ETA After Madrid: the Beginning of the End ? ». *Open Democracy* 16.03.2004. (http://www.opendemocracy.net/democracy-europe_security/article_1791.jsp, accédé le 20 mars 2012).
- Murray, G. et J. Tonge. 2005. *Sinn Féin and the SDLP. From Alienation to Participation*. Londres: Hurst & Company.
- Nadal, J. dir. 1989. *Gran Enciclopedia Catalana, vol. 1: Historia Economica de la Catalunya Contemporania*. Barcelone.
- Nairn, T. 2003 [1977]. *The Break-up of Britain: Crisis and Neo-Nationalism*, 3ème édition. Londres: Common Ground Publishing.
- Nairn, T. 2001. *After Britain: New Labour and the Return of Scotland*. Granta.
- Neidhart, L. 1983. « Regierbarkeitsfragen in der direkten Demokratie », pp 13-43 in *Annuaire suisse de science politique*.
- Neidhart, L. 1970. *Plebiszit und pluralitäre Demokratie. Eine Analyse der Funktion des schweizerischen Gesetzesreferendums*. Berne: Francke.
- Neumann, P. 2003. *Britain's Long War. British Strategy in the Northern Ireland Conflict, 1969-98*. Houndmills, Hampshire: Macmillan.
- Newton, M. et M. Donaghy. 1997. *Institutions of Modern Spain*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Niens, U., E. Cairns et M. Hewstone. 2003. « Contact and Conflict in Northern Ireland », pp. 123-40 in *Researching the Troubles. Social Science Perspectives on the Northern Ireland Conflict*, édité par O. Hargie et D. Dickson. Edimbourg et Londres: Mainstream Publishing.
- Ninyole, R.L. 1977, *Cuatro Idiomas para un Estado: El castellano y los conflictos linguisticos en la Espana contemporanea*. Madrid: Cambio 16.
- Noonan, RK. 1995. « Women against the state: political opportunities and collective action frames in Chile's transition to democracy ». *Sociological Forum* 10: 81-111.
- Norman, W. J. 2006. *Negotiating Nationalism: Nation-building, Federalism, and Secession in the Multinational State*. Oxford: Oxford University Press.
- O'Brien, B. 1995. *The Long War. The IRA and Sinn Féin. 1985 to Today*. Syracuse, New York: Syracuse University Press.
- O'Leary, B. et J. McGarry. 1997. *The Politics of Antagonism. Understanding Northern Ireland*, 2ème édition. Londres: The Athlone Press.
- O'Leary, N.C., Murphy D., Leslie D.G. et DH Blackaby 2006. *Male Catholic/Protestant Earnings and Employment Differences in Northern Ireland*. Paper presented at the Annual Conference EALE, Prague September 21-23th.
- O'Neill, C., P. Durkin, D. Mcalister, A. S. Dogra et M. McAnespie. 2002. « Inpatient costs and paramilitary punishment beatings in northern Ireland. ». *European Journal Of Public Health* 12 (1): 69-71.

- O'Reilly, C. 1998. « The Irish Language as Symbol: Visual Representations of Irish in Northern Ireland », pp. 43-62 in *Symbols in Northern Ireland*, édité par A.D. Buckley. Belfast: Institute of Irish Studies.
- O'Reilly, C. 1997. « Nationalists and the Irish language in Northern Ireland: Competing Perspectives », pp. 95-130 in *The Irish Language in Northern Ireland*, édité par A. MacPóilin. Belfast: Ultach Trust. (<http://cain.ulst.ac.uk/issues/language/oreilly97.htm>, consulté le 10 mai 2011).
- Oberschall, A. 1973. *Social Conflict and Social Movements*. Englewood Cliffs, N.J.: Prentice Hall.
- Obinger, H. 1998. *Politische Institutionen und Sozialpolitik in der Schweiz*. Europäische Hochschulschriften, Reihe XXXI. Frankfurt am Main: Peter Lang.
- OCDE 2009. *Régions et gouvernement central: des contrats pour le développement régional*. Paris: OCDE.
- Oliver, P. 2007 [1989]. « Bringing the Crowd Back In », pp. 313-342 in *Social Movements. Critical Concepts in Sociology*, édité par J. Goodwin et J. M. Jasper, volume 1. Londres et New York: Routledge.
- Olson, M. 1965. *The logic of collective action*. Cambridge: Harvard University Press.
- Opp, K.-D. 2009. *Theories of Political Protest and Social Movements. A Multidisciplinary introduction, critique, and synthesis*. New York: Routledge.
- Ortega, L. 1993. « El Estado y la reforma de la Administracion », pp. 679-713 in *La transicion democratica espanola*, édité par R. Cotarelo, A. de Blas et J. Tezanos. Madrid: Sistema.
- Oyamburu, P. 1980. *L'irréductible phénomène basque*. Edition Entente.
- Özkrimli, U. 2000. *Theories of Nationalism. A critical Introduction*. Houndmills, Basingstone et Londres: MacMillan Press Ltd.
- Pagano, U. 1995. « Can Economics Explain Nationalism? » in *Nationalism and Rationality*, édité par A. Breton, G. Galeotti, P. Salmon et R. Wintrobe. Cambridge: Cambridge University Press.
- Parades Commission. 2010. *Annual Report and Financial Statements Parades Commission for Northern Ireland for the year ended 31st March 2010*. Belfast: TSO. (<http://www.paradescommission.org/fs/doc/publications/pc-arjune-2009-101.pdf>, consulté le 13 avril 2012)
- Pellegrinetti, J-P et A. Rovere 2004. *La Corse et la République. La vie politique de la fin du second Empire au début du 21ème siècle*. Paris: Seuil.
- Perez, J. 2000. *Historia de España*. Barcelone: Critica.
- Perez-Diaz, V. 1993. *The Return of Civil Society*. Cambridge Mass.: The Harvard University Press.
- Perez-Nievas, S. 2006. « The Partido Nacionalista Vasco: Redefining Political Goals at the Turn of the Century », pp. 31-64 in *Autonomist Parties in Europe: Identity Politics and the Revival of the Territorial Cleavage*, édité par L. De Winter, M. Gomez-Reino et P. Lynch. Barcelone: Institut de Ciències Polítiques i Social.
- Philip, L. 1987. « L'autonomie financière des collectivités locales françaises », pp. 339-49 in *Fédéralisme et décentralisation*, édité par T. Fleiner-Gerster et S. Hutter. Fribourg: Editions universitaires.
- Piotet, G. 1988. *Restructuration industrielle et corporatisme: le cas de l'horlogerie en Suisse 1974-1987*. Thèse de doctorat. Lausanne.

- Pi-Sunyer, O. 1985. « Catalan Nationalism. Some Theoretical and Historical Considerations », pp. 254-276 in *New Nationalisms of the Developed West*, édité par E.A. Tiryakan et R. Rogowski. Boston: Allen & Unwin.
- Pittock, M. 1993. *The Invention of Scotland. The Stuart Myth and the Scottish Identity, 1638 to the Present*. Londres: Routledge.
- Piven, F. et R. A. Cloward 1979. *Poor people's Movements*. New York: Vintage Books.
- Plamenatz, J. 1973. « Two Types of Nationalism », pp. 22-36 in *Nationalism*, édité par E. Kamenka. Londres: Arnold
- Plummer, J. 1994. *The Governance Gap: Quangos and Accountability*. Demos and the Joseph Rowntree Foundation.
- Poggioli, P. 1999. *Corse: Chroniques d'une île déchirée. 1966-1999*. Paris: L'Harmattan.
- Poirat, F. 1992. « La doctrine des droits fondamentaux de l'Etat » in *Droits*:16.
- Poirier, F. et J.P. Ravier 1990. « La crise syndicale en Grande-Bretagne », pp. 69-95 in *Les syndicats européens à l'épreuve*, édité par G. Bibes et R. Mauriaux. Paris: Presses de la fondation nationale de science politique.
- Polèse, M. 1985. « Economic Integration, National Policies, and the Rationality of Regional Separatism » pp. 109-127 in *New Nationalisms of the Developed West*, édité par E.A. Tiryakan et R. Rogowski. Boston: Allen & Unwin.
- Preteceille, E. 1988. « Decentralisation in France: new citizenship or restructuring hegemony? ». *European Journal of Political Research* 16: 409-24.
- Puig Moreno, G. 1992. « Les langues de l'Etat espagnol », in *Les minorités en Europe*, édité par H. Giordan. Paris: Kimé.
- Punnett, R.M. 1987. *British Government & Politics*. Aldershot, England: Gower.
- Py-Sunyer, O. 1985. « Catalan Nationalism. Some Theoretical and Historical Considerations », pp. 257-76 in *New Nationalisms of the Developed West*, édité par E.A. Tiryakian et R. Rogowski. Boston: Allen & Unwin.
- Ramirez, M. 1993. « Le système des partis politiques », pp. 85-98 in *L'Espagne aujourd'hui*, Notes et études documentaires no 4973, édité par F. Moderne et P. Bon. Paris: La documentation française.
- Rekawek, K. 2011. *Irish Republican Terrorism and Politics. A comparative study of the Official and the Provisional IRA*. Londres et New York: Routledge.
- Renan, E. 1997 [1882]. *Qu'est-ce qu'une nation?*. Paris: Editions Mille et une nuits.
- Renaut, A. 1999. *Histoire de la philosophie politique. Tome III: Lumières et romantisme*. Paris: Calmann-Lévy.
- Rennwald, J.C. 1993. *Transformation de la structure de pouvoir dans le canton du Jura (1970-91): du séparatisme à l'intégration au système politique suisse*. Courrendin: Communication jurassienne et européenne.
- Renucci, J. 1997 [1982]. *La Corse*. Collection Que sais-je?, numéro 1981. Paris: Presses universitaires de France.
- Rex, J. 1994. « Ethnic Mobilisation in Multicultural Societies », pp. 3-12 in *Ethnic Mobilisation in a Multicultural Europe*, édité par B. Drury et J. Rex. Avebury: Aldershot.
- Rhodes, R.A.W. 1986. « Power Dependence Theories of Central-Local Relations: A Critical Assessment », pp. 1-33 in *New Research in Central-Local Relations*, édité par M. Goldsmith. Aldershot: Gower.

- Rhodes, R.A.W. 1985. « Intergovernmental Relations in the United Kingdom », pp. 33-78 in *Centre-periphery Relations in Western Europe*, édité par Y. Meny et V. Wright. Londres, Boston et Sidney: Allen & Unwin.
- Richards, D., Smith M., 2000, « Public Service Reform: A Comparative West European Experience », *West European Politics*. 23 (4): 25-44.
- Riesman, D., N. Glaser et R. Denney. 1953. *The Lonely Crowd*. New Haven: Yale University Press.
- Robertson-Wensauer, C. 1991. *Ethnische Identität und politische Mobilisation*. Baden-Baden: Nomos Verlagsgesellschaft.
- Roca, J. 1987. « Neo-Corporatism in Post-Franco Spain », pp. 247-68 in *Political Stability and Neo-Corporatism*, édité par I. Scholten. Londres: SAGE.
- Roche, P. et B. Barton éditeurs. 1991. *The Northern Ireland Question: Myth and Reality*. Aldershot: Avbury.
- Rochon, T. et D. Mamazian. 1993. « Social Movements and the Policy Process ». *Annals of the American Academy of Political and Social Science* 528: 75-87.
- Rokkan, S. 1970. « Nation Building, Cleavage Formation and the Structuring of Mass Politics », pp. 72-144 in *Citizens, Elections, Parties. Approaches to Comparative Study of the Processes of development*, édité par S. Rokkan. Oslo: Universitetsforlaget.
- Rokkan, S., P. Flora, S. Kuhnle, D. Urwin. 1999. *State Formation, Nation-building, and Mass Politics in Europe*. Oxford: Oxford University Press.
- Rokkan, S. et D. Urwin 1983. *Economy, Territory, Identity*. Londres: SAGE.
- Rokkan, S. et D. Urwin 1982. *The Politics of Territorial Identity: Studies in European Regionalism*. Londres: SAGE.
- Roque, M.A. et V. Gallardo 1993. « La Catalogne », pp. 41-87 in *L'Europe de la diversité*, édité par V. Scardigli, V. Capecchi, M. Diewald, V. Gallardo, B. Joerges, C. Moricot, A. Pesce, M.-A. Roque et R. Turreau. Paris: CNRS.
- Rose, R. 1980, *Politics in England*. Boston et Toronto: Little, Brown and Company.
- Rose R. 1976. « The United Kingdom as a Multi-national State », pp. 45-50 in *Studies in British Politics: A Reader in Political Sociology*, édité par R. Rose. Londres et Basingstoke: Macmillan.
- Rossi, J.-M. et F. Santoni 2000. *Pour solde de tout compte. Entretiens avec Guy Benhamou*. Paris: Denoel.
- Rossinyol, J. 1974, *Le problème national catalan*. Paris: Mouton.
- Ruane, J. et J. Todd 1996. *The Dynamics of Conflict in Northern Ireland*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Rucht, D. 1996. « The impact of social contexts on national movements structure: A cross-movement and cross-national comparison », pp. 186ss in *Comparative Perspective on Social Movements: Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings*, édité par D. McAdam, J. D. McCarthy et M. N. Zald. New York: Cambridge University Press.
- Sabanadze, N. 2010. *Globalization and Nationalism. The cases of Georgia and the Basque Country*. Budapest, New York: Central European University Press.
- Safran, W. 2010. « Political Science and Politics » pp. 49-69 in *Handbook of Language and Identity: Disciplinary and Regional Perspectives*, édité par J.A. Fishman et O. Garcia, volume 1, 2ème édition. Oxford: Oxford University Press.

- Safran, W. 2003. *The Secular and the Sacred. Nation, Religion and Politics*. Londres: Frank Cass Publishers.
- Safran, W. et R. Maiz. 2000. *Identity and Territorial Autonomy in Plural Societies*. Londres: Frank Cass Publishers.
- Safran, W. 1992. « Language, ideology, and state-building: A comparison of policies in France, Israel, and the Soviet Union ». *International Political Science Review* 13 (4): 397-414.
- Sapir, E. 1968. *Linguistique*. Paris: Minuit.
- Saviegar P. 1989. « Dévolution à la française 1982-86: The Corsican Experience of Decentralisation », pp. 397-407 in *Fédéralisme, régionalisme et droit des groupes ethniques en Europe*, Ethnos 30, édité par T. Weiter. Vienne: Wilhelm Braumüller.
- Schafer, B.C. 1964. *Le nationalisme: mythe et réalité*. Paris: Payot.
- Scharpf, F.W. 1984. « Economic and institutional constraints of full employment strategies: Sweden, Austria and West-Germany, 1973-82 », in *Order and Conflict in Contemporary Capitalism: Studies in the Political Economy of West European Nations*, édité par J.H. Goldtorpe. Oxford: Oxford University Press.
- Schieder, T. 1991. *Nationalismus und Nationalstaat. Studien zum nationalen Problem in modernen Europa*. Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht.
- Schmidt, M. 1996. « When Parties Matter. A Review of the Possibilities and limits of Partisan Influence on Public Policy ». *European Journal of Political Research* 30: 155-183.
- Schmidt, M. 1995. *Demokratietheorien. Eine Einführung*. Opladen: Leske + Budrich.
- Schneiberg, M. et M. Lounsbury 2008. « Social Movements and Institutional Analysis. », pp. 650-72 in *The Handbook of Organizational Institutionalism*, édité par R. Greenwood, C. Oliver, K. Sahlin-Andersson et R. Suddaby. Londres: Sage Publications.
- Scholten, I. éditeur 1987. *Political Stability and Neo-Corporatism*. Londres: SAGE.
- Schrijver, F. 2006. *Regionalism After Regionalisation: Spain, France and the United Kingdom*. Amsterdam: Amsterdam University Press.
- Schwartzberg, R.-G. 1988. *Sociologie politique*. 4^{ème} édition. Paris: Montchrestien.
- Scottish Council Foundation 1997. *Scotland's Parliament. A Business Guide to Devolution*. Edimbourg: Scottish Foundation.
- SDLP. 2012. *A United Ireland and The Agreement*. Belfast.
(<http://www.sdip.ie/images/files/unity126.pdf>, consulté le 12 avril 2012).
- SDLP. 2011. *Northern Ireland Assembly Election Manifesto*. Belfast.
(http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sdip/sdip_2011-05-05_man.pdf, consulté le 12 avril 2012).
- SDLP. 2007. *Northern Ireland Assembly Election Manifesto. Let's deliver real progress*. Belfast: SDLP Head Office.
(<http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sdip/sdip260207man.pdf>, consulté le 12 avril 2012).
- SDLP. 2003. *Northern Ireland Assembly Election Manifesto. Reshaping Government, Rebuilding Public Services*. Belfast: SDLP Head Office.
(<http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sdip/sdip03man.pdf>, consulté le 12 avril 2012).
- SDLP. 1998. *Now, Say Yes To A Future Together. SDLP Manifesto. Assembly Election 25th June 1998*. (<http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sdip/sdip98.htm>, consulté le 12 avril 2012).

- SDLP. 1975. *Constitutional Convention Election (NI) Manifesto, Speak with strength*. Londres. (<http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sdlp/sdlp75man.htm>, consulté le 12 avril 2012).
- Seymour, F éditeur 2004. *The Fate of The Nation State*. McGills University Press.
- Shafir, G. 1995. *Immigrants and Nationalists. Ethnic Conflict and Accommodation in Catalonia, the Basque Country, Latvia, and Estonia*. New York: State University of New York Press.
- Sharpe, L.J. 1993. « The United Kingdom: The Disjointed Meso », pp. 247-95 in *The Rise of Meso Government in Europe*, édité par L.J. Sharpe. Londres: SAGE.
- Sharpe, L.J. éditeur 1981. *The Local Fiscal Crisis in Western Europe, Myths and Realities*. Londres: SAGE.
- Shirlow, P. et B. Murtagh. 2006. *Belfast. Segregation, Violence and the City*. Londres: Pluto Press.
- Siaroff, A. 1999. 'Corporatism in 24 industrial democracies: Meaning and measurement'. *European Journal of Political Research* 36: 175-205.
- Sinn Féin. 1980. *Nationalism and Socialism: Republican lecture series No.3*. Dublin: Sinn Féin Education Department.
- Skocpol, T. 1979. *States and Social Revolutions: A Comparative Analysis of France, Russia and China*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Smelser, N. 1962. *Theory of Collective Behavior*. Londres Routledge.
- Smith, A.D. 2009. *Ethno-Symbolism and Nationalism. A Cultural Approach*. Abingdon et New York: Routledge.
- Smith, A.D. 2006. « Ethnicity and Nationalism », pp. 169-181 in *The SAGE handbook of nations and nationalism*, édité par G. Delanty et K. Kumar. Londres: SAGE.
- Smith, A. D. 1999. *Myths and Memories of the Nation*. Oxford: Oxford University Press.
- Smith, A. D. 1998. *Nationalism and Modernism*. Londres: Routledge.
- Smith, A.D. 1995. « Gastronomy or geology? The role of nationalism in the reconstruction of nations ». *Nations and Nationalism* 1(1): 3-23.
- Smith, A. D. 1991. *National Identity*. Reno: University of Nevada Press.
- Smith, A.D. 1986. *The Ethnic Origins of Nations*. Oxford: Basil Blackwell.
- Smith, A.D. 1983 [1971]. « Nationalism, Ethnic Separatism and the Intelligentsia », pp. 17-41 in *Theories of Nationalism*, édité par A.D. Smith. Londres: Duckworth.
- Smith, A. D. et J. Hutchinson éditeurs 1994. *Nationalism*. Oxford University Press.
- Smith, D.J. et G. Chambers 1987. *Equality and Inequality in Northern Ireland*. Londres: Policy Studies Institute.
- Snow, D.A., R. Benford. 1992. « Master Frames and Cycles of Protest », pp. 133-155 in *Frontiers in Social Movement Theory*, édité par Aldon Morris et Carol McClurg. New Haven: Yale University Press.
- Snow, D.A., R. Benford. 1988. « Ideology, Frame Resonance, and Participant Mobilization. », pp. 197-217 in *International Social Movement Research: From Structure to Action*, volume 1, édité par Bert Klandermans, Hanspeter Kriesi et Sidney Tarrow. Greenwich: JAI Press.
- Snow, D.A., E. Burke Rochford, S. Worden et R. Benford 1997 [1986]. « Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation », pp. 235-251 in *Social Movements, Readings on their Emergence, Mobilization and Dynamics*, édité par D. McAdam et D. Snow. University of Arizona.

- Snow, D. A, S.A. Soule et H. Kriesi. 2004. « Mapping the Terrain », pp. 3-16 in *The Blackwell Companion to Social Movements*, édité par Snow D. A, S.A. Soule et H. Kriesi. Oxford: Blackwell.
- Snyder, L. 1990. *Encyclopedia of Nationalism*. New York: Paragon House.
- Solis, F.L. 2003. *Negotiating Spain and Catalonia: competing narratives of national identity*. Bristol: Intellect Books.
- Soule, S. et B. King 2006. « The Stage of the Policy Process and the Equal Rights Amendment, 1972-1982 » . *American Journal of Sociology* 6: 1871-1909.
- Soule, S. et S. Olzak 2004. « When do Movements Matter ? The Politics of Contingency and the Equal Rights Amendment ». *American Sociological Review* 69: 473-97.
- Sparou, C. 1991. *Fonctionnaires et militants. L'administration et les nouveaux mouvements sociaux*. Paris: L'Harmattan.
- Stanyer, J. 1976. *Understanding Local Government*. Londres: Fontana.
- Stearns, L. B. et P.D. Almeida 2004. « The Formation of State Actor-Social Movement Coalitions and Favorable Policy Outcomes ». *Social Problems* 51 (4): 478-504.
- Stolz, K. 2009. *Towards a regional political class? Professional politicians and regional institutions in Catalonia and Scotland*. Manchester et New York: Manchester University Press.
- Subra de Bieusses, P. 1979. « Ambiguïtés et contradictions du statut constitutionnel de la Couronne ». *Pouvoirs* 8: 109-16.
- Sullivan, J. 1988. *ETA and Basque Nationalism. The fight for Euskadi 1890-1986*. Londres & New York: Routledge.
- Sutton, M. 2006. *Sutton Index of Deaths*. Conflict Archive on The Internet. (<http://cain.ulst.ac.uk/sutton/>, consulté le 15 mars 2010).
- Swift, J. 1995 [1729]. *Modeste proposition pour empêcher les enfants des pauvres d'être à la charge de leurs parents ou de leur pays et pour les rendre utiles au public*. Paris: Editions Mille et Une Nuits.
- Tarrow, S. 1998. *Power in Movement: Social Movements and Contentious Politics*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Tarrow, S. 1996. « States and Opportunities: The political structuring of social movements », in *Comparative Perspectives on Social Movements. Political opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framing* édité par D. Mc Adam, J. D. McCarthy et M. N. Zald. New York: Cambridge University Press.
- Tarrow, S. 1989. *Struggle, Politics, and Reform: Collective Action, Social Movements, and Cycles of Protest*. Ithaca, N.Y.: Cornell University, Western –Society Program Occasional Papers 21.
- Tarrow, S. 1983. *Struggling to Reform: Social Movements and Policy Change during Cycles of Protest*. Ithaca: Cornell University.
- Thériault J.Y., J.L. Boucher et A. Gilbert. 2005. *Petites sociétés et minorités nationales: enjeux politiques et perspectives comparées*. Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec.
- Thomsen, R. 2010. *Nationalism in Stateless Nations. Selves and Others in Scotland and Newfoundland*. Edinbough: Birlin.
- Tilly, C. 2004. *Social Movements, 1768-2004*. Londres: Paradigm Publishers.
- Tilly, C. 1995a. « States and Nationalism in Europe 1492-1992 », pp. 187-204 in *Perspectives on Nationalism and War*, édité par J.L. Comaroff et P.C. Stern. Amsterdam: Gordon & Breach.

- Tilly, C. 1995b. « To Explain Political Processes ». *American Journal of Sociology* 100: 1594-1610.
- Tilly, C. 1979. *Social Movements and National Politics*. CRSO Working Paper no 197. Ann Arbor, Michigan: Center for Research on Social Organization.
- Tilly, C. 1978. *From Mobilization to Revolution*. Reading, Mass.: Addison-Wesley.
- Tilly, C. éditeur 1975. *The Formation of National States in Western Europe*. Princeton: Princeton University Press.
- Tonge, J. 2006. *Northern Ireland. Conflict and Change*, 2ème édition. Cambridge: Polity Press.
- Tonge, J. 1998. *Northern Ireland. Conflict and Change*. Londres: Prentice Hall Europe.
- Touraine, A. 1978. *La voix et le regard*. Paris: Seuil.
- Trevor-Roper, H. 1983. « The Invention of Tradition: The Highland Tradition of Scotland », in *The Invention of tradition*, édité par E. Hobsbawm et T. Roger. Cambridge.
- Turner, R. et L. Killian 1987. *Collective Behavior*, 3ème édition. Englewood Cliffs, N. J.: Prentice-Hall.
- Tunon de Lara, M. éditeur 1991. *Historia de Espana. Vol. 10: Transicion y Democracia*. Barcelone: Labor.
- Urteaga, E. 2007. *Études sur la société française: action collective, profession journalistique et gouvernance locale*. Paris: L'Harmattan.
- Van den Berghe, P. 1981. *The Ethnic Phenomenon*. New York: Elsevier.
- Vanina. 1983. *Corse: la liberté pas la mort*. Bastia: Edition Acratie.
- Vazquez Montalban, M. 1996. « Qui a peur des Catalans? ». *Le Monde diplomatique* août 1996: 9.
- Vega Oncins, F. dir. 1992. *Gran Enciclopedia de Espana*. Saragosse: Enciclopedia España SA.
- Vilar, P. 1962. *La Catalogne dans l'Espagne moderne: recherche sur les fondements économiques des structures nationales*. Paris: SEVPEN.
- Waldmann, P. 1989. *Ethnischer Radikalismus, Ursachen und Folgen Gewaltsamer Minderheitenkonflikte*. Opladen: Westdeutscher Verlag.
- Walter H. 1994. *L'aventure des langues en Occident*. Paris: Robert Laffont.
- Webb, K. 1977. *The Growth of Nationalism in Scotland*. Glasgow: The Molendinar Press.
- Weber, M. 1971 [1925]. *Economie et société*. Paris: Plon.
- Weber, M. 1966 [1956]. *Staatssoziologie*, 2ème édition. Berlin: Duncker & Humblot.
- Whorf, L. 1969. *Linguistique et anthropologie*. Paris: Denoël.
- Willaime, J.P. 1995. *Sociologie des religions*. Collection Que sais-je?. Paris: Presses Universitaires de France.
- Willaime, J.-P. 1991. « L'Irlande du nord, un conflit de religions civiles », in *Religions et laïcité dans l'Europe des douze*, édité par J. Baubérot. Paris: Syros.
- Wilson, R. 2010. *The Northern Ireland experience of conflict and agreement, A model for export ?*. Manchester: Manchester University Press.
- Wisler, D. 1999. « Médias et action collective. La couverture de presse des manifestations publiques en Suisse ». *Revue française de sociologie* 40(1): 121-138.
- Wisler, D. 1993. « Les mouvements sociaux en Suisse : diversité des trajectoires en fonction de la sélectivité étatique ». *Cultures & Conflits* 12: 45-62.

- Wisler, D. 1993. *Violence politique et mouvements sociaux. Etude sur les radicalisations sociales en Suisse durant la période 1969-1990*. Thèse de doctorat. Genève: Université de Genève.
- Wisler, D. et H. Kriesi. 1997. *Public order, protest cycles and political process: two Swiss cities compared*. European University Institute, Working Paper no 97/5.
- Wright, V. 1990. « The Administrative Machine: Old Problems and New Dilemmas », pp. 114-32 in *Developments in French Politics*, édité par P. Hall, J. Hayward et H. Machin. Londres: Macmillan.
- Wright, V. 1989. *The Government and Politics of France*. Londres: Unwin Hyman.
- Zarrias, G. 2000. « Allocution », pp. 23-24 in *Autonomie locale et régionalisation en Méditerranée*, Actes du séminaire international de Rabat (Maroc) des 2-3 décembre 1999, Etudes et travaux no 67. Strasbourg: Editions du Conseil de l'Europe.
- Zimmermann, M. et M. C. Zimmermann 1998. *La Catalogne*. Collection 'Que sais-je?'. Paris: Presses universitaires de France.
- Zimmermann, M. et M. C. Zimmermann 1997. *Histoire de la Catalogne*. Collection 'Que sais-je?'. Paris: Presses universitaires de France.
- Zirakzadeh, C. E. 1991. *A Rebellious People. Basques, Protests, and Politics*. Reno et Las Vegas: University of Nevada Press.
- Zulaika, J. 1988. *Violencia vasca. Metáfora y sacramento*. Madrid: Nerea.

Curriculum Vitae

Données personnelles

Nom	Véronique Merckx
Date de naissance	17 mars 1970
Lieu de naissance	Ixelles, Belgique
Nationalité	Belge

Formation

2010 – 2012	Doctorat à l'Institut für Politikwissenschaft de l'Université de Zurich
1991– 1993	Diplôme en économie et finance, Université de Genève
1989 – 1992	Licence en science politique, Université de Genève
1988 – 1991	Licence en économie politique, Université de Genève

Parcours professionnel

01.12.2011 –	Collaboratrice scientifique dans le domaines des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes, SECO, Berne
01.09.2008 – 31.12.2013	Chargée de cours en management public, Haute école de Gestion, Genève
01.07.2010 – 31.05.2011	Collaboratrice scientifique, responsable des évaluations, Office fédéral de l'énergie, Berne
01.01.2008 – 30.06.2010	Consultante indépendante pour le secteur public, Zurich et Genève
01.09.2003 – 31.12.2007	Responsable de projet, Office fédéral des assurances sociales, domaine assurance invalidité, Berne
01.03.2002 – 31.08.2003	Responsable de projet, Egger Dreher & Partner AG, Berne
01.11.2000 – 28.02.2002	Experte en évaluation des politiques publiques, Contrôle fédéral des finances, Berne
01.06.1998 – 31.08.2000	Consultante pour le secteur public, Cap Gemini Ernst & Young, Zurich (puis collaboratrice freelance jusqu'au 31.05.2001)
1.10.1992 – 31.12.1997	Assistante d'enseignement et de recherche, Diplôme d'Etudes Supérieures en Management et Analyse des Politiques Publiques, Université de Genève.

